



Les TIC comme levier du développement au Congo-Brazzaville : le cas du téléphone mobile

Faustin Lessouba

► To cite this version:

Faustin Lessouba. Les TIC comme levier du développement au Congo- Brazzaville : le cas du téléphone mobile. Economies et finances. Université Rennes 2, 2015. Français. NNT : 2015REN20023 . tel-01378555

HAL Id: tel-01378555

<https://theses.hal.science/tel-01378555>

Submitted on 17 Oct 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



THESE / UNIVERSITE RENNES 2

sous le sceau de l'Université européenne de Bretagne

pour obtenir le titre de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITE RENNES 2

Mention : SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Ecole doctorale Sciences Humaines et Sociales

présentée par

Faustin Lessouba

Préparée au PREFics (EA 4246) Plurilinguismes,
Représentations, Expressions Francophones –
Information, communication, sociolinguistique

Les TIC comme levier du développement au Congo- Brazzaville : le cas du téléphone mobile.

Thèse soutenue le 1^{er} Juillet 2015

devant le jury composé de :

Catherine Loneux

Professeur, Université Rennes 2 / *directrice de thèse*

Michel Durampart

Professeur, Université du Sud Toulon-Var / *rapporteur*

Alain Kiyindou

Professeur, Université Bordeaux 3 / *rapporteur*

Christian Le Moëne

Professeur, Université Rennes 2

Milie Théodora Miéré-Pélage

Maître de Conférences, Université de Versailles St-Quentin-en-Yvelines

Marcela Patrascu

Maître de Conférences, Université Rennes 2

Tome 1

SOUS LE SCEAU DE L'UNIVERSITÉ EUROPEENNE DE BRETAGNE

UNIVERSITÉ RENNES 2

Ecole Doctorale - Sciences Humaines et Sociales

Unité de Recherche - PREFics

Plurilinguismes, Représentations, Expressions Francophones – Information, communication,
sociolinguistique

TITRE

**LES TIC COMME LEVIER DU DEVELOPPEMENT AU CONGO-BRAZZAVILLE :
LE CAS DU TÉLÉPHONE MOBILE**

Thèse de Doctorat

Discipline : **SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**

Volume 1

Présentée par **Faustin LESSOUBA**

Directrice de thèse : **Catherine LONEUX**

Soutenue le 1^{er} Juillet 2015

Jury :

M. Michel DURAMPART, Professeur, Université Sud Toulon Var (Rapporteur)

M. Alain KIYINDOU, Professeur, Université Bordeaux 3 (Rapporteur)

Mme Catherine LONEUX, Professeure, Université Rennes 2 (Directrice de thèse)

M. Christian LE MOËNNE, Professeur, Université Rennes 2

Mme Milie Théodora MIERE-PELAGE, Maître de Conférences, Université de Versailles ST-
Quentin-en-Yvelines

Mme Marcela PATRASCU, Maître de Conférences, Université Rennes 2

DEDICACE

A la fin de ce parcours,

*Je dédie ce résultat à mon **père Marc LESSOUBA** et à ma maman **Emilienne WENAME** : ils m'ont dit que « naître pauvre est un destin, mais le demeurer c'est un choix. Avec les études, on parvient à changer l'ordre des choses dans la vie ». Merci de l'amour, de l'éducation, des valeurs et surtout d'avoir accepté de vous priver de votre fils pendant bien d'années, parti à la recherche de la science.*

*A **Paul-Bryan Lessouba** qui, comme une étoile, veille sur moi.*

*A ma chère grand-mère **Julienne Kéhtsou**, désormais sereine, qui m'a transmis le sens et la valeur de l'humain.*

A mes frères et sœurs, pour leur compréhension, leur complicité, leur amour et leur omniprésence, malgré les milliers de kilomètres physiques qui nous séparent.

Table des matières

DEDICACE.....	1
REMERCIEMENTS.....	8
RESUME.....	11
INTRODUCTION GENERALE	12
1- Cadre d'émergence de notre projet de thèse.	16
1.1. Cadre pratique.....	16
1.2. Cadre théorique	20
2 - Problématique centrale :	27
2.1. Problématiques secondaires.....	31
2.2. La clarification conceptuelle comme étape nécessaire du traitement de notre objet d'étude.	32
2.2.1. Les <i>techniques</i> ou les <i>technologies</i> de communication.....	33
2.2.2. Pour quelle définition de la <i>communication</i> optons-nous ?.....	35
3. Questionnements épistémologiques.....	37
3.1. Quelle place pour une approche compréhensive dans notre thèse ?	38
3.2. Approche sociotechnique comme exigence d'analyse de notre objet de recherche....	39
4. Questionnements méthodologiques.....	42
4.2.1. L'ethnométhodologie comme démarche méthodologique privilégiée.....	43
4.2.1.1. Les concepts majeurs de l'ethnométhodologie.....	47
4.2.1.2. De l'observation participante come méthode principale d'un « chercheur-acteur » au « <i>retour au pays natal</i> ».....	50
4.2.1.3. Description du déroulement de l'observation participante.	56
4.2.1.4. Description du déroulement des entretiens compréhensifs	62
4.2.2. Analyse thématique et légitimation de notre posture méthodologique	69
5. Articulation de la thèse.....	71
PREMIERE PARTIE :	75
Terrain et observations au Congo-Brazzaville.	75

I- Les politiques TIC du Congo - Brazzaville : acteurs et logiques d'action.	76
I.1. Partir d'un aperçu historique afin d'appréhender la problématique des télécommunications au Congo-Brazzaville.	77
I.1.1. Penser l'évolution des télécommunications au Congo-Brazzaville : quelle situation avant l'indépendance de 1960 ?.....	78
I.1.2. Les télécommunications après l'indépendance de 1960 au Congo-Brazzaville.....	81
I.2. Le Congo-Brazzaville face à ses premières réalisations dans le domaine des TIC.	83
I.2.1. Installation de la station terrienne au Congo-Brazzaville.....	83
I.2.2. Le plan gouvernemental d'extension du réseau des télécommunications.	85
I.2.3. La répartition du réseau téléphonique congolais.	86
I.2.4. La téléphonie interurbaine au Congo-Brazzaville.	87
I.2.5. Analyse de la téléphonie internationale au Congo-Brazzaville.....	88
I.2.6. Les technologies de télex et de télégraphe au Congo-Brazzaville.....	88
I.3. Les autorités congolaises face aux défis des reformes organisationnelles du secteur des TIC.....	90
I.3.1. Projet de réforme de l'ONPT ou pari du changement organisationnel ?.....	90
I.3.2. Etat des TIC au Congo-Brazzaville au début des années 2000.....	94
I.3.3. Création du nouvel organe public des télécommunications au Congo-Brazzaville : la SOTELCO.....	96
I.4. Analyse critique de la Stratégie nationale pour le développement des Technologies de l'information et de la communication (TIC) en République du Congo.....	97
I.4.1. Plan d'action prévu pour la stratégie de développement des TIC au Congo-Brazzaville.	99
I.4.1.1. Axe 1 : Développement des Infrastructures et promotion de l'accès pour tous à la société de l'information.	100
I.4.1.2. Axe 2 : Renforcement du cadre juridique et de régulation.....	101
I.4.1.3. Axe 3 : Développement des capacités.	102
I.4.1.4. Axe 4 : Développement des produits et services TIC.....	103
I.5. Analyse du marché congolais de la téléphonie mobile.....	104
I.5.1. Regard sur les logiques d'action des deux acteurs majeurs de la téléphonie mobile au Congo-Brazzaville : Airtel Congo et MTN Congo.	105
I.5.2. Airtel Congo et sa stratégie pour les usagers.....	106

I.5.2.1. La stratégie d'offre de Airtel Congo.....	108
I.5.2.2. La stratégie de distribution de Airtel Congo	110
I.5.2.3. La stratégie de communication de Airtel Congo.....	111
I.5.3. Logiques d'action de MTN Congo au profit de ses usagers.....	111
I.5.3.1. La stratégie de distribution chez MTN Congo	116
I.5.3.2. La stratégie de communication chez MTN Congo.....	117
II- Comprendre les pratiques de la téléphonie mobile et les nouvelles reconfigurations sociales au Congo-Brazzaville.	119
II.1. Le téléphone mobile aux prises avec la tradition de l'oralité au Congo-Brazzaville.	120
II.1.1. La communication comme fondement de toute société.....	121
II.1.2. Appréhender les particularités de la tradition orale.....	122
II.1.3. Comprendre l'oralité dans la modernité au Congo-Brazzaville	125
II.1.4. Téléphone mobile ou un renouvellement des pratiques communicationnelles au Congo-Brazzaville.....	126
II.1.5. Le « <i>village</i> » n'est plus si loin de la « <i>ville</i> » à l'ère du téléphone mobile ou la disparition de <i>l'écrit</i> dans les villages au Congo-Brazzaville.....	128
II.2. Interroger les pratiques émergentes du téléphone mobile de la jeunesse congolaise à partir d'un regard en SIC.....	137
II.2.1. Analyse d'un affichage identitaire comme pratique émergente du téléphone mobile.....	138
II.2.1.1. Le téléphone mobile comme espace de vie de l'individu.....	140
II.2.1.2. Les jeunes congolais arrivent-ils à se séparer de leur téléphone mobile ?	143
II.2.2. S'approprier le téléphone mobile ou « <i>technologiser</i> » la diversité de son identité ?	143
II.2.3. Univers du mobile comme espace de personnalisation de l'objet technique par la jeunesse congolaise.	148
III- Analyser les « formes organisationnelles de l'économie informelle » au Congo-Brazzaville : quelle appréhension du sens des pratiques du téléphone mobile dans les activités professionnelles ?	154
III.1. Revisiter les concepts clés issus du terrain pour appréhender le sens des phénomènes observés.	158

III.1.1. Pour quelle signification à la notion de « <i>forme organisationnelle</i> » dans le cadre de notre étude au Congo-Brazzaville ?	158
III.1.2. De la notion d' « <i>économie informelle</i> »	159
III.2. L'agriculture rurale à l'heure du téléphone mobile au Congo-Brazzaville : quelles reconfigurations des pratiques ?	161
III.2.1. Un regard renouvelé dans l'organisation des activités de l'agriculture traditionnelle.	163
III.2.2. Penser l'agriculture rurale et ses mutations.....	165
III.2.3. Le téléphone mobile ou l'enjeu de la communication dans l'agriculture traditionnelle.	171
III.3. Pratiques émergentes du téléphone mobile des acteurs de l'économie informelle: quels enjeux communicationnels ?	174
III.3.1. Pour quelle analyse des pratiques communicationnelles des femmes vendeuses de « <i>divers</i> » de Brazzaville à l'heure du téléphone mobile?	175
III.3.2. Le téléphone mobile chez les femmes spécialisées dans la vente du « <i>Poisson d'eau douce</i> » à Brazzaville : une pratique communicationnelle renouvelée ?	183
III.3.3. Analyser les pratiques du téléphone mobile dans les activités professionnelles informelles au prisme de la notion de « <i>négociation</i> » de la théorie de la régulation sociale.	187
DEUXIEME PARTIE :	193
IV – Retour critique sur la notion d' <i>usage</i> des TIC à partir d'un regard SIC.....	194
IV.1. De la sociologie des usages : quels apports dans le champ des recherches sur les TIC en SIC ?.....	196
IV.1.1. Analyser la diversité d'approche par l'usage.	197
IV.1.2. La pluridisciplinarité d'un « courant » scientifique.	199
IV.1.3. Notion d'usage comme cadre théorique commun.	201
IV.2. La double médiation technique et sociale.	202
IV.2.1. Penser les ajustements réciproques entre technique et social : théories de la médiation sociotechnique.	204
IV.2.2. Une nécessité d'analyse de l'empreinte de la technique.	210
IV.2.3. Interroger la notion d' « <i>acculturation de la technique</i> » : quelles médiations symboliques et sociales ?	212

IV.3. TIC et changement social : une analyse renouvelée de leurs liens.	214
IV.3.1. Changements sociaux et innovations technologiques : un regard renouvelé de leurs rapports.	214
IV.3.2. Etude des trois modèles articulatoires particuliers.	216
IV.4. Examiner la construction sociotechnique de l'usage.	219
IV.4.1. Penser la réalité de l'adoption sociale entre usages prescrits et détournements.	220
IV.4.2. Les usages dans le temps : entre évolution et stabilisation.	222
IV.4.2.1. Essai d'une généalogie des usages.	222
IV.4.2.2. Explorer les filières techniques et les filières d'usage.	224
IV.4.3. Quelques figures d'usagers et l'approche par appropriation : Diversité des pratiques et du sens des TIC.	226
V- La « <i>société de l'information</i> », une notion toujours en débat.	229
V.1. Retour sur les débuts de vie d'Internet pour comprendre la notion de « <i>société de l'information</i> ».	230
V.1.1. Du pouvoir de séduction dans les relations internationales à la notion de la « <i>nouvelle économie</i> ».	233
V.1.2. Retour sur la notion de « <i>société en réseaux</i> » chez Manuel Castells.	235
V.1.3.1. De l'enthousiasme autour des « potentialités révolutionnaires » des TIC	236
V.1.3.2. Le prophétisme modéré de Manuel Castells	237
V.1.4. Revisiter les étapes d'affirmation de la « <i>société en réseaux</i> »	238
V.1.5. La notion de « cybernétique », base théorique de la « <i>société de l'information</i> ».	240
V.2. La « <i>société de l'information</i> », une réalité devenue planétaire ?	241
V.2.1. Le Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI) et la problématique du développement.	242
V.2.2. Réappropriation du discours sur le développement par les TIC ou la « <i>société de l'information</i> » en Afrique.	243
V.3. Critique des discours de légitimation de la « <i>société de l'information</i> »	248
V.3.1. « <i>Société de l'information</i> » ou processus de normalisation de la pensée et de l'action humaines ?	250
V.3.2. Penser les TIC comme un mythe de la modernité.	252
V.3.3. Déploiement des TIC : une sorte d'imbrication du diffusionnisme et du déterminisme technologique.	253

V.3.4. Société de l'information ou nouvelle forme d'expansion du capitalisme économique.....	256
V.3.5. De la déconstruction du discours technocentrisme à la notion d'ancrage social des techniques.....	258
CONCLUSION GENERALE	264
1. Principaux résultats.....	265
2. Apports et limites théoriques de la recherche.....	269
3. Apports et limites méthodologiques.....	274
4. LES PERSPECTIVES DE RECHERCHE À VENIR	278
BIBLIOGRAPHIE	281

REMERCIEMENTS

En premier lieu, je tiens à exprimer toute ma gratitude à ma directrice de thèse Catherine Loneux, Professeur à l'Université Rennes 2, tant elle n'a jamais cessé de croire en moi, en me guidant durant la réalisation de cette thèse. Sa rigueur scientifique, sa disponibilité, mais surtout ses qualités humaines m'ont particulièrement marqué. Merci pour votre sympathie, nos échanges et la considération que vous avez eu pour mon travail.

Je souhaite également remercier les chercheurs qui ont accepté de faire partie de mon jury de soutenance. Je suis sensible à la présence d'Alain Kiyindou, Michel Durampart, Milie Théodora Miéré-Pélage, Christian Le Moëne, Didier Chauvin et Marcela Patrascu qui ont eu la courtoisie d'accueillir favorablement ma sollicitation et ainsi d'honorer mon écrit de leur lecture. Je rends particulièrement un hommage appuyé au Pr. Ludovic-Robert Miyouna.

Je suis profondément reconnaissant envers l'Université Européenne de Bretagne (UEB) de m'avoir octroyé la bourse de mobilité de trois mois, me permettant de finir mon séjour de recherche au Congo-Brazzaville en 2014. Dans ce même sens, je remercie l'équipe de l'ED-SHS de l'Université Rennes 2 pour le cadre privilégié réservé aux doctorants.

Mes remerciements sincères vont à l'équipe du laboratoire PREFICs et plus particulièrement Catherine Loneux (alors Directrice), Christian Le Moëne, Didier Chauvin, Romain Huët, Thierry Bulot, Bruno Chaudet, Florian Hémont, Philippe Blanchet ainsi que Marcela Patrascu pour leur accueil et pour avoir bien voulu accepter mon projet de recherche. Merci pour l'amitié.

J'ai le sentiment d'une gratitude infinie envers Auguy Merline Wando Lessouba pour sa compréhension, sa participation, sa présence, sa patience, sa constante attention et son accompagnement multiforme. Ce résultat porte aussi son empreinte.

Mon parcours d'études jusqu'à la thèse n'aurait pas été ce qu'il a été sans le soutien de : Fr. Domenico Dominici, Enrica Giuliani et famille, famille Valeri, Loic Fabre et famille, mes formateurs d'école au Congo-Brazzaville, papa Raoul Essou, et tant d'autres.

Mes remerciements les plus chaleureux à tous mes amis et collègues doctorants du PREFics pour la bonne ambiance partagée durant ces longues années en quête de la science. Je tiens également à saluer tous mes amis de par le monde, en commençant par d'enfance au Congo-Brazzaville, ceux qui sont en Italie, ceux de Rennes, notamment les jeunes étudiants Congolais de l'Association des Congolais de Rennes (ACOR), dont j'ai eu la charge de diriger pendant trois

ans et demi.

Finalement, je remercie tout spécialement ma famille qui m'aura accompagné tout le long de ce cheminement : papa Marc Lessouba, maman Emilienne Wénamé, mes frères et sœurs Paul Odibi, Jean-Claude Lessouba, Blaise Lessouba, Nadège Lessouba, Edwige Aimée Lessouba, Jovin Armel Lessouba, Lilia Delphine Oloumandzé et Mauriac Urbis Lessouba. Votre soutien aura été des plus précieux et cette thèse est essentiellement la vôtre. Aussi, je remercie du fond de cœur tous mes neveux et nièces qui n'ont eu de cesse à me témoigner leur amour et attachement.

RESUME

Notre recherche doctorale vise la problématisation des TIC, le téléphone mobile en rapport avec la question du développement socio-économique au Congo-Brazzaville. C'est l'occasion de mettre en tension les discours des acteurs institutionnels et les pratiques des usagers. Nous inscrivons notre problématique en SIC, dont le « *caractère interdisciplinaire peut permettre de multiplier les angles de vue* » (Loneux, 2007). Nous privilégions le projet scientifique d'Harold Garfinkel, l'ethnométhodologie, en tant qu' « *analyse des façons de faire ordinaires que les acteurs sociaux ordinaires mobilisent afin de réaliser leurs actions ordinaires* » (Mucchielli, 2004). La notion de communication est au cœur de notre réflexion : saisir la propension de l'activité communicationnelle à participer aux reconfigurations des pratiques socio-organisationnelles. Ainsi, notre perspective d'interprétation du réel s'emploie à dépasser les présupposés patents ou inavoués pour prétendre mettre en lumière, puis en discussion, les nouveaux modes d'appropriation du téléphone mobile dans les nouvelles formes d'organisation des activités socio-économiques des acteurs en contexte situé. Les discours de légitimation des TIC des officiels congolais relèvent de la pure « *dépossession de la discursivité* ». Or, les TIC ne peuvent servir le développement intégral que si les populations qui les utilisent se les approprient dans leur vie quotidienne. En ce sens, les usages du téléphone mobile ne peuvent pas être envisagés comme étant isolés, plutôt dans leur « *enchâssement* » dans les autres pratiques sociales des usagers congolais. Les résultats de cette recherche visent donc à enrichir les débats en SIC autour des nouvelles visions sur l'usage des TIC.

Mots clés : Congo-Brazzaville, TIC, développement, téléphone mobile, ethnométhodologie, SIC, usage, organisation, communication, pratiques sociales, économie informelle, reconfiguration, contexte.

INTRODUCTION GENERALE

Aucune société n'existe sans organiser ses différentes activités selon les principes et la logique d'un certain ordre voulu ou imposé par l'héritage culturel¹. Ainsi, notre recherche doctorale vise la problématisation des technologies de l'information et de la communication (TIC), particulièrement le téléphone mobile en rapport avec la question du développement socio-économique au Congo-Brazzaville. Elle a pour objectif non seulement de mettre en tension les discours des acteurs institutionnels et les pratiques des usagers dans leurs relations et interactions, du point de vue des Sciences de l'information et de la communication (SIC), mais surtout d'interroger les usages de ce dispositif sociotechnique en observant la réalisation des activités quotidiennes des acteurs-usagers dans leur contexte de vie. Nous privilégions ainsi la notion d'« appropriation » pour atteindre notre objectif : celui d'apporter les données qualitatives de terrain au niveau de la compréhension. Le choix de cette thématique trouve sa justification scientifique à partir d'un certain nombre d'exigences fondamentales qui nous permettraient d'ouvrir de nouvelles pistes d'analyse restées jusque-là non explorées : l'engouement des populations congolaises pour ces nouveaux dispositifs communicationnels, en particulier le téléphone mobile. Le changement du paradigme de développement désormais construit, essentiellement autour des TIC dans les discours et projets politiques, est pensé comme le refus de rester au bord de la « *société d'information* ». La communication est au cœur de notre réflexion.

D'ors et déjà, il convient de souligner que la problématisation des questions des TIC pour le développement, de la société de l'information, de l'appropriation du téléphone mobile, génère, une prolifération des analyses interdisciplinaires centrées sur les préoccupations constantes de l'Afrique et les pays en développement. En d'autres termes, plusieurs chercheurs en sciences sociales, africains et non-africains (Alzouma, G., 2008² ; Batik, 2008³ ; Dulau, C., 2002⁴ ;

¹ Sane, I., (1993) *De l'économie informelle au commerce international : les réseaux des marchands ambulants sénégalais en France*, Thèse de doctorat en Sociologie et sciences sociales, Lyon

² Alzouma, G., (2008) « Téléphone mobile, Internet et développement : l'Afrique dans la société de l'information ? », *tic&société* [En ligne], Vol. 2, n° 2 mis en ligne le 05 mai 2009. URL : <http://ticetsociete.revues.org/488> DOI : en cours d'attribution

³ Batik, (2008) « Point sur la téléphonie mobile en Afrique », n°106, mai, pp. 4-5, <http://www.osiris.sn/IMG/pdf/Batik106_0508-2.pdf>

⁴ Dulau C., (2002) *L'Internet au Sénégal : modes d'insertion, différents usages et réseaux de communication mis en place par les ONG dakaroises*, mémoire de DEA de géographie, sous la direction de A. Cheneau-Loquay, Université de Montaigne Bordeaux-3 ;

Ouédraogo, S., 2002⁵ ; Chéneau-Loquay⁶, A., 1999, 2000, 2001, 2001, 2004, 2004, 2010, 2012 ; Péjout, N., 2003⁷ ; Gabas, J.-J., 2004⁸ ; Sagna, O., 2000⁹ ; Ouéndji¹⁰, N.-N., 2008, 2009), pensent l'intégration des TIC en Afrique, au plan social, politique, communicationnel et médiatique, économique, du genre, etc., pour certains, du point de vue de leur déploiement et de leur impact sur l'évolution et les mutations dont les populations de ce continent sont appelées à vivre dans le sens de l'amélioration de leurs conditions de vie ; pour d'autres, du point de vue de l'organisation et des reconfigurations des pratiques socioéconomiques, communicationnelles et culturelles (Kiyindou¹¹, A. 2008, 2009, 2010 ; Agbobli¹², Ch., ; Mankou, B.-A., et Boutillier, S.,

⁵ Ouédraogo S., (dir), (2002) « Les réseaux et associations de développement dans la dynamique de l'appropriation des Technologies de l'Information et de la Communication : Analyse de la situation au Burkina Faso », IICD, Yam-Pukri, Ouagadougou, décembre.

⁶ Chéneau-Loquay, A., (1999) « Défis liés à l'insertion des technologies de l'information et de la communication dans les économies africaines, l'exemple d'Internet au Sénégal », dans un ouvrage issu du Symposium Ouestaftech (Technologies en Afrique de l'Ouest), 25 et 26 janvier, Université de Lille, Intégration des sciences et technologies et ajustement structurel en Afrique de l'Ouest. - (2000) (coordination) *Enjeux des technologies de la communication en Afrique, du téléphone à Internet*, Paris Karthala, collection Hommes et sociétés, février. - (2001) « Entre local et global, quel rôle de l'État africain face au développement des réseaux de télécommunications : exemples du Mali et du Sénégal », *Afrique Contemporaine*, N° spécial « L'État en Afrique : entre le global et le local », n° 199 : 36-46, juillet-septembre. - (2001) *Les territoires de la téléphonie mobile en Afrique*, Netcom, XV (1-2), sept. - (2004) « Formes et dynamique des accès publics à Internet » in Chéneau-Loquay A. (dir), *Mondialisation et technologies de la communication en Afrique*, Paris, MSHA, Karthala. - (2004) Comment les NTIC sont-elles compatibles avec l'économie informelle en Afrique ? *Article paru dans l'Annuaire Français de Relations Internationales, Volume V*. Paris, éditions La Documentation française et Bruylant. P 345-375. - (2010) « L'Afrique au seuil de la révolution des télécommunications » Les grandes tendances de la diffusion des TIC, *Afrique contemporaine*, 2 n° 234, p. 93-112. DOI : 10.3917/afco.234.0093 – (2012) « La téléphonie mobile dans les villes africaines. Une adaptation réussie au contexte local », *L'Espace géographique*, Tome 41, p. 82-93

⁷ Péjout, N., (2003) « Les nouvelles technologies de l'information et de la communication en Afrique du Sud : les mots de la fracture ou la rhétorique du numérique », *Les fractures numériques Nord/Sud en question, NETSUDS n°1août 2003*, L'Harmattan.

⁸ Gabas, J.-J., (dir.) (2004) *Société numérique et développement en Afrique. Usages et politiques publiques*, Paris, Karthala.

⁹ Sagna, O., (2000) Nouvelles technologies au Sénégal, Discussion paper, United Nations Research Institute for Social development (UNRISD).

¹⁰ Ouéndji, N.-N., (2008) *Les journalistes à l'heure du téléphone portable: usages et en-jeux dans les médias camerounais – Réflexions à la lumière de l'expérience française / Sud Ouest*, thèse de Doctorat en Sciences de l'information et de la communication, Université de Bordeaux 3, février - (2009) « Téléphonie mobile et débrouille en Afrique: Réflexions sur le statut des 'call box' au Cameroun », In: Dominique Darbon (Dir.) (2009) *La politique des modèles en Afrique – Simulation, dépolitisation et appropriation*, Karthala, Paris, août, 213-229.

¹¹ Kiyindou, A., (dir.) (2008) *Communication pour le développement, logiques et pratiques au Congo*, EME, Bruxelles – (2009) *La société de l'information face aux pays en développement*, Paris, L'Harmattan – (2010) *Technologies de l'information et de la communication. Enjeux et usages pour le développement*, Hermes Lavoisier

¹² Agbobli, Ch., (2001). « Les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication : Outils d'information et de relais entre les membres des élites et les populations des pays africains ? » Communication présentée au congrès de l'Association Canadienne de Communication (ACC), Université Laval, Québec, mai - (2002). « Je surfe donc je sais : quelles formes de développement de l'éducation avec les Nouvelles Technologiesde

2011¹³ ; Dibakana¹⁴, J.-A., 2002, 2006 ; Do-Nascimento¹⁵, J., 2005; Nyamba¹⁶, A., 2000; Minkala-Ntadi¹⁷, P., 2012 ; Modandi¹⁸, M., 2005 ; et bien d'autres). Notre constat est que nombreux sont ceux qui empruntent une démarche faisant appel à des généralités, ignorant ainsi les particularités de chacune des sociétés africaines, de chaque pays ou région, de chaque groupe ethnique, comme si l'Afrique n'était qu'une réalité homogène et globalisante.

Avant tout propos relatif à notre posture épistémologique et questionnements méthodologiques, nous avons l'objectif de présenter le contexte particulier dans lequel la recherche est née pour construire la compréhension des phénomènes. De ce fait, nous allons expliquer comment la recherche s'est imposée dans notre contexte de jeune chercheur en SIC, en nous conférant le rôle de « chercheur-acteur ». En effet, nous considérons que « *le sens naît toujours d'une*

l'Information et de la Communication en Afrique ? » Communication présentée au colloque 2001 *Bogues : Globalisme et Pluralisme* du Groupe de Recherche Interdisciplinaire sur la Communication, l'Information et la Société (GRICIS), Montréal, avril - (2007). « La société de l'information : une nouvelle stratégie pour le développement de l'Afrique ? » Communication présentée au congrès de l'ACC, Saskatoon, Saskatchewan, 30 mai - (2007). « Cybercafés et télécentres : Internet devient-il la kora du griot ? » Communication présentée au colloque *Communication, culture, globalisation*, Brazzaville (Congo), 16-20 avril - (2013). « La recherche en communication en Afrique subsaharienne : quelle place pour la communication organisationnelle ? ». Communication présentée lors du colloque international « Le champ d'étude des communications organisationnelles : Perspectives théoriques et pratiques croisées du Nord au Sud », Université Ibn Zohr, Agadir (Maroc), 5 au 7 juin 2013. Communication effectuée à titre de conférencier invité. - (2013). « Il faut se développer ! » : Critiques de cinquante ans de communication pour le développement en Afrique ». In Actes du colloque international « Où [en] est la critique en communication ? » sous la direction de Oumar Kane et Eric George - (2014), « Communication internationale et développement en Afrique : *postcolonialité* et perspectives critiques », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 4, mis en ligne le 01 janvier 2014; <http://rfsic.revues.org/955>

¹³ Mankou, B.-A., et Boutillier, S., (2011) Femmes camerounaises et « cybermigration » maritale en France : analyse de l'impact socioéconomique d'une dynamique migratoire nouvelle, *Cahiers du Lab.RII*, n°218, Université du Littoral Côte d'Opale, Juin

¹⁴ Dibakana, J.-A., (2002) Usages sociaux du téléphone portable et nouvelles sociabilités au Congo. In: *Politique Africaine*, (85):133-150. - (2006) L'usage du téléphone mobile à Brazzaville. La consommation comme analyseur d'enjeux de pouvoir en milieu urbain africain. L'exemple du téléphone portable au Congo Brazzaville (<http://www.argonautes.fr/sections.php?artid=351>)

¹⁵ Do-Nascimento, J. (2005) Jalons pour une théorie de l'appropriation des NTIC en Afrique. In: Gabas, J.-J. (dir.) *Société numérique et développement en Afrique. Usages et politiques publiques*. Paris: Karthala, S. 229-254. - (2005) Le développement de téléphone portable en Afrique. In: Benanamrane, D., B. Jaffré, et F.-X. Verschafe (dir.) *Les télécommunications: Entre bien public et marchandise*. Paris: Charles Léopold Meyer, S. 173-190.

¹⁶ Nyamba, A. (2000) La « parole du téléphone ». Significations sociales et individuelles du téléphone chez les Sanan du Burkina Faso. In: Chéneau-Loquay, A. (dir.) *Enjeux des technologies de la communication en Afrique. Du téléphone à Internet*. Paris: Karthala, S. 193-210.

¹⁷ Minkala-Ntadi, P., (2012) *Appropriation professionnelle des technologies de l'information et de la communication en contexte de dépendance politique : la spécificité de la co-construction de l'information de presse au Congo-Brazzaville (1963-2012)*, Thèse de doctorat, Université de Grenoble, 11 décembre

¹⁸ Modandi, M., (2005) *Développement de la téléphonie mobile et lien social en Afrique : le cas du Gabon*, Thèse de doctorat, Université Lumière-Lyon 2, décembre

confrontation d'un phénomène remarqué à des éléments dits "contextuels" dans lesquels il prend place. Aucun phénomène ne peut exister "en lui-même" dans le vide environnemental. » (Mucchielli, Paillé, 2005). Ce contexte de référence, « contexte d'action », « contexte d'usage » ou « contexte organisationnel » (Mucchielli, 2006) est la toile de fond servant de référence à l'interprétation des faits communicationnels auxquels nous participons et constitue, pour cet écrit doctoral, un élément majeur.

1- Cadre d'émergence de notre projet de thèse.

1.1. Cadre pratique

Notre projet de recherche émerge d'un constat à double entrée : d'abord pratique, parce qu'il débute lors de notre premier retour au pays natal, le Congo-Brazzaville, en 2009 après six (ans) de vie à Rome en Italie. Nous sommes agréablement surpris d'observer le phénomène de développement et de l'expansion des manières tout à fait particulières de s'approprier le téléphone mobile au plan local par les usagers. Nous constatons alors que ce dispositif technique de communication interpersonnelle *va crescendo* et prend une place considérable dans la vie de chaque jour, notamment dans les pratiques sociales et professionnelles situées, mais aussi dans les manières de faire et de communiquer. Par ailleurs, le second mobile de ce projet est théorique, au regard de la déferlante des discours de promotion des TIC au plan national et international, y compris chez les scientifiques. En effet, étudiant en Master 1 en Sciences de l'information et de la communication de l'Université La Sapienza de Rome, nous ne saurions nous soustraire de la nécessité d'éclairer, par une théorie, tout ce matériau de terrain. Mais pourquoi le Congo-Brazzaville et pourquoi les TIC, particulièrement le téléphone mobile?

Au plan pratique, il s'agit donc du constat effectué lors de notre retour au Congo-Brazzaville lors d'une visite auprès de nos parents, après six (6) ans d'absence. En effet, parti de notre pays d'origine en 2003 pour entamer notre parcours d'études universitaires dans ce pays d'Europe occidentale, période à laquelle le Congo-Brazzaville ne comptait que deux opérateurs étrangers de téléphonie mobile, Celtel Congo (aujourd'hui Airtel Congo) et Libertis (aujourd'hui MTN Congo) (et on y comptait très peu de possesseurs de cet outil technique), nous sommes revenu en

2009 sans aucun objectif lié nos études, encore moins à la recherche. Ainsi, la découverte de nombre phénomènes en lien à l'usage des TIC, particulièrement l'appropriation du téléphone mobile par les populations congolaises, contribue de façon accentuée à l'émergence du questionnement au cœur de cette étude. En effet, autrefois considéré comme objet de luxe réservé aux seuls riches, nous assistons à ce que l'on peut nommer par « processus de popularisation de ce dispositif sociotechnique de communication » touchant même les couches sociales les plus défavorisées du pays. Autrement dit, le téléphone mobile devient peu à peu l'objet de consommation massive, à la disposition des masses, animées par la nécessité de communiquer autrement.

Toutefois, il convient de souligner que notre choix de construire ce projet de thèse ne dépend pas uniquement des discours des personnes rencontrées exprimant le désir de se mettre au pas de la modernité, mais surtout de leur volonté de communiquer différemment avec les autres en insérant cet objet technique dans leur quotidien. Les gens découvrent, à travers ce dispositif, l'occasion de recoudre les liens par la communication. Dès lors, la technique entre dans la vie quotidienne des acteurs-usagers congolais en interaction avec les réalités du contexte de son appropriation.

Il faut noter qu'à Brazzaville, la ville-capitale du pays dans laquelle nous passons nos vacances, au cours de nos sorties, visites et/ou les promenades, souvent en compagnie de nos amis d'enfance restés au pays, que ce soit dans le centre-ville ou dans les quartiers périphériques, notre regard s'arrête spontanément au vu des signes symbolisant la reconfiguration de l'espace public : les trottoirs, les places marchandes, les rues, les places publiques, les devantures de maisons, les façades de boutiques des commerçants étrangers venant en majorité de l'Afrique de l'Ouest¹⁹, les carrefours, les hangars de fortune, les gares routières sont dorénavant littéralement pris d'assaut par les tenants des « *cabines téléphoniques*²⁰ », les « *vendeurs de crédit de communication* » (*Sap-Sap*, *M2U*, *Noki-Noki*), et autres acteurs intervenant dans la commercialisation des produits et accessoires du téléphone mobile. Ces officines ou structures de « cabines téléphoniques publiques » connaissent un grand succès, car, autour d'elles, on voit se

¹⁹ Au Congo-Brazzaville, on les appelle communément « *les wara* », ceci par le fait que de nombreux commerçants s'appelaient « Diawara ».

²⁰ Il s'agit d'une activité commerciale informelle créée dans des espaces de fortune inventés par les jeunes sans emploi pour faire payer les communications aux gens qui en ont besoin. Ces cabines téléphoniques ont connu, au début des années 2000, un succès incommensurable sur l'échiquier continental.

développer des activités commerciales informelles, atypiques qui reconfigurent durablement l'urbanité globale des endroits visités voire de toute la ville.

Peu à peu, notre émerveillement face à ces nouvelles réalités prend la forme d'un questionnement profond. Car pour nous, le téléphone mobile n'est plus seulement ce banal outil de communication qui participe à la création des rapprochements entre individus, mais il s'est plutôt mué en un acteur majeur dans les activités socio-professionnelles, dans la gestion des relations interpersonnelles, tout en mettant en exergue une dualité entre deux circuits qui sont encore aujourd'hui au cœur de l'économie des pays d'Afrique subsaharienne : le secteur formel et le secteur informel.

Par ailleurs, la précarité du réseau électrique de la Société nationale d'Electricité (SNE), en charge de la production et de la distribution de l'énergie dans la ville capitale, avec pour conséquence directe le phénomène tant décrié des délestages, nous permet d'assister à deux autres phénomènes particuliers et intéressants :

- l'apparition des « *Tables de recharge*²¹ » des batteries de téléphone mobile, qui devient une véritable activité lucrative des jeunes sans emploi ;
- certaines personnes quittent leur maison, parcourant toute la ville pour trouver un endroit, cela peut être au bureau d'un parent, d'une connaissance, au domicile d'un ami, juste pour charger sa batterie du téléphone mobile, l'enjeu étant de ne pas rester en marge d'un monde qui évolue par la communication, notamment à travers l'usage de ce dispositif sociotechnique.

Cette question relative aux conditions de recharge des batteries des téléphones mobiles a été plus intéressante à observer lors d'un voyage auprès de nos grands parents à Assigui, un petit village à environ 620 km au Nord de Brazzaville. En effet, ce village, comme bien d'autres au Congo-Brazzaville, n'est raccordé au réseau électrique national, donc il ne connaît pas ce phénomène de délestage. Cependant, la majorité de ses habitants, les vieux comme les jeunes, dispose d'au moins un téléphone mobile. A la question de savoir comment ils procédaient au rechargement de la batterie de leur objet technique, nous remarquons que seulement deux (2) personnes disposent

²¹ Les gens achètent des générateurs électriques et mettent en place des tables avec plusieurs prises électriques, anarchiquement installées, permettant aux usagers du téléphone mobile, ne disposant pas d'électricité dans leurs domiciles, de pouvoir recharger leurs batteries moyennant une certaine somme (200 Fcfa – soit environ 0,40€) afin d'éviter de rester injoignables. Cette invention est perçue par les populations comme salutaire, faisant fi des risques que cela comporte.

chacune d'un générateur électrique vieillissant qui, parfois, connaissent des ennuis techniques. Ainsi, souvent le soir, elles permettent aux autres de pouvoir charger les batteries moyennant, comme en ville, la somme requise. Ce qui nous a intéressés, c'est l'affluence autour des « *tables de recharge* » des batteries, et ce, chaque jour, car chacun évite de voir son téléphone mobile s'éteindre. Plus important encore, lorsque les deux générateurs en service dans le village connaissent des moments d'inactivité, les habitants s'organisent spontanément et décident d'envoyer tous leurs outils techniques, déléguant un jeune disponible, dans les villes moyennes environnantes (la plus proche disposant d'un bon réseau électrique, c'est Boundji, à 70 km) pour recharger ces derniers. Et cette pratique reste d'actualité jusqu'à ce jour.

Aussi, cette situation de carence en électricité, mais surtout les inventions particulières ou les faits de contournement en guise de réponses aux besoins de communication par le téléphone mobile, est généralisable dans toutes les grandes et moyennes villes du pays, voire partout où passe le réseau électrique géré par la structure étatique, la SNE.

Un autre point fort de construction de cette recherche concerne notre visite effectuée à l'hôpital de Boundji, localité rurale située à environ 500km au Nord du pays, auprès d'une voisine de 63 ans qui, après le décès de sa fille au moment de l'accouchement de ces jumeaux. En effet, cette femme villageoise, démunie de tout moyen financier, doit affronter les frais des médicaments et des soins administrés à ses deux petit-fils malades, s'élevant à hauteur de 32600 F cfa (environ 51,00 €). Parti avec l'unique intention d'apporter une aide de notre point de vue essentielle, nous sommes accueilli chaleureusement par une question que nous qualifions d' « *existentielle* », posée naturellement par cette femme rurale sexagénaire, s'exprimant dans le dialecte local « Téké » : « *Mon fils, je suis très comblée que tu sois venu jusqu'à moi, mais je veux d'abord savoir : m'as-tu apporter un téléphone mobile ?* ». Et de continuer « *Je trouve ma vie difficile sans cet outil, car j'ai toujours envie de communiquer avec mes enfants, parents et amis qui sont si loin d'ici, leur donner la possibilité de me joindre chaque jour afin qu'ils s'en inquiètent moins...* »²².

Cette demande fondamentale a ceci d'important qu'elle nous permet, non pas d'appréhender la santé du point de vue de notre interlocutrice comme une nécessité secondaire, mais plutôt d'introduire ce dispositif sociotechnique de communication dans le cercle des premières nécessités ou exigences des populations pauvres: l'exigence de garder et de faire vivre le lien

²² Traduit par nous-mêmes.

social par la communication. C'est dans cette logique que nous appréhendons le sens des demandes de téléphone mobile faites en permanence aux parents ou amis vivant dans les pays occidentaux par ceux qui habitent au pays, indépendamment de âge, statut social, sexe, etc. Nous aussi, à quelques mois de notre départ pour le Congo-Brazzaville (en 2009), avons reçu environ une quinzaine de demandes de téléphone mobile de la part de nos parents, amis et connaissances. Depuis lors, ces demandes vont crescendo suscitant le doute, mieux les questions pour un intellectuel qui revient dans son pays, de rechercher le sens de la symbolique qui entoure cet objet technique afin d'analyser les faits de communication qui s'y rattachent, particulièrement dans ce contexte-là.

Par ailleurs, toujours au cours de ce séjour auprès de notre famille en 2009, nous remarquons l'évolution au niveau du nombre des opérateurs du secteur de la téléphonie mobile. En effet, filiale du groupe Abu Dhabi Warid Telecom International, la société de téléphonie mobile Warid Congo s'est installée au Congo-Brazzaville en 2008 devenant ainsi le troisième opérateur privé étranger dans ce secteur. En ce sens, ce qui motive notre intérêt d'observation c'est le fait que nombre d'usagers, de toutes les couches sociales, s'attachent à acquérir les cartes SIM²³ des trois opérateurs de téléphonie mobile présents sur le marché congolais. Pendant que nous possédons un seul téléphone mobile avec une seule carte SIM pour nos communications, nous assistons à la généralisation de ce phénomène de posséder plusieurs cartes SIM.

1.2. Cadre théorique

A présent, nous allons esquisser les motivations théoriques ayant permis la réalisation de ce projet scientifique. Ce cadre théorique trouvera son plus ample développement dans la deuxième partie de cette thèse, notamment en poursuivant les débats initiés en SIC sur les questions d'usage des TIC, du développement et de la société de l'information. En effet, ces questions tournent essentiellement autour des discours de légitimation des TIC, qui conditionneraient ou pas le processus de développement des pays pauvres.

²³ La carte SIM (de l'anglais *Subscriber Identity Module*) est une puce contenant un microcontrôleur et de la mémoire. Elle est utilisée en téléphonie mobile pour stocker les informations spécifiques à l'abonné d'un réseau mobile, en particulier pour les réseaux de type GSM, UMTS et LTE. Elle permet également de stocker des données et des applications de l'utilisateur, de son opérateur ou dans certains cas de tierces parties. D'autres systèmes de téléphonie mobile comme le CDMA One, le PDC japonais ou le CDMA 2000 défini par le 3GPP2 prennent en charge optionnellement une telle carte. http://fr.wikipedia.org/wiki/Carte_SIM

Il est établi qu'on ne saurait nier le fait que depuis quelques années, en Afrique comme ailleurs dans le monde, les TIC soient à l'origine d'un important mouvement marqué par l'engouement des usagers, à la limite de la vénération. Leur présence se mondialise et pénètre non seulement tous les domaines de la vie des habitants des pays riches, mais entre aussi dans le quotidien de ceux des pays pauvres, qu'ils en soient des utilisateurs actifs ou qu'ils en subissent, bien malgré eux, les conséquences de leur déploiement²⁴. Il est donc nécessaire, en notre qualité de jeune chercheur en SIC, d'y accorder une attention particulière, l'enjeu étant de dépasser les positions tranchées et les simplifications hâtives²⁵ pour entreprendre un débat scientifique, social et collectif sur les nouvelles médiations présentes dans la Cité (Fischer, 2002), à partir d'un terrain bien défini.

Nous notons donc que les TIC continuent de modifier, surtout en Afrique subsaharienne, les discours au travers desquels se posait jusque-là la question des changements socio-économiques. L'omniprésence du brouhaha des marchands du temple²⁶, au sens de Fabien Cishahayo, (les discours d'accompagnement produits par les vendeurs d'équipements) généreusement repris par les organisations internationales, les gouvernements et les médias, contribue cependant au détournement de toute tentative d'appréhension critique de la nature des nouveaux objets techniques et de leurs usages. Toute démarche visant l'appropriation critique des TIC dans les pays en développement se heurte en permanence à la prégnance de ces discours flamboyants, mélangeant la réalité avec les fantasmes (Cishahayo, 2010). En 1999, Dominique Wolton écrivait à ce sujet :

« Les nouvelles techniques bénéficient d'une publicité tous azimuts, depuis une quinzaine d'années, comme aucune autre activité sociale, politique, sportive ou culturelle. Paradoxalement, presque personne n'ose les critiquer, ni poser la question de savoir si d'une part, elles méritent une telle place dans l'espace public, ni si, d'autre part, elles signifient un progrès à ce point incontestable qu'en permanence on crie à la nécessité de se moderniser. Pour

²⁴ Castells, M., (2001). *La galaxie Internet*. Paris, Éditions Fayard.

²⁵ Fischer, H., (2002). *Le romantisme numérique*. Montréal, Éditions Fides.

²⁶ Cishahayo, F., (2010) *Communication, développement et appropriation des médias émergents en Afrique francophone subsaharienne*. Approche critique, Thèse de doctorat, Novembre

beaucoup, le nombre d'ordinateurs connectés à l'Internet semble l'indice le plus précis du degré de développement d'un pays, voire de son degré d'intelligence »²⁷ .

La révolution du secteur des TIC, avec notamment le développement de la téléphonie mobile et d'Internet, découle surtout de ce pouvoir qui lui est reconnu parfois de manière inappropriée. Le rapport publié par le PNUD en 2001 (Programme des Nations Unies pour le Développement²⁸) traduit très bien cette place accordée aux TIC dans les activités humaines. Cette institution des Nations unies stipule dans ce rapport que :

« Les TIC sont des outils sans précédent pour en finir avec la pauvreté au 21^{ème} siècle, car elles interviennent à presque tous les niveaux de l'activité humaine. Elles peuvent être utilisées partout et par tous. Aussi, ces technologies suppriment les obstacles au savoir par la mise à disposition de sources variées d'informations aussi bien pour les pauvres que pour les riches. Ces différentes couches peuvent désormais accéder librement à l'information grâce à internet. Cet outil est susceptible de supprimer, pour ainsi dire, les obstacles aux opportunités économiques »²⁹.

De ce rapport nous pouvons relever trois caractéristiques reconnues pour les TIC. D'abord, il leur attribue des propriétés exclusives quant à la résolution des problèmes économiques et sociaux auxquels les hommes sont confrontés. Elles seraient donc investies des capacités de transformation du vécu des êtres humains par leurs diverses fonctionnalités, en vertu desquelles elles peuvent servir dans tous les domaines d'activités humaines. Une telle acception des objets techniques de communication fait penser à une « *recette miracle* » contre le sous-développement et ses conséquences. Dans ce cadre, Les TIC revêtent une dimension super-structurelle dépassant, ainsi, le niveau de dispositifs de communication. Dès lors, une idéologie et une croyance technophiles se sont développées plaçant les TIC au centre du progrès humain. Lucien Sfez parlant de l'omniprésence de l'empreinte du communicationnel dans la société actuelle,

²⁷ Wolton, D., (1999). *Internet, et après ? : Une théorie critique des nouveaux médias*. Paris, Éditions Flammarion, p.86.

²⁸ PNUD, (2001) *Les technologies de l'information au service du développement, Rapport sur le développement humain*.

²⁹ Ibid, p.193.

note qu' «il occupe le terrain déserté par les anciennes idéologies (...)»³⁰.

Ensuite, la deuxième caractéristique du rapport PNUD renvoie à la démocratisation et à l'accessibilité de l'information. Au fait, les TIC feraient désormais fi des contraintes traditionnelles aux possibilités économiques telles que le temps, la distance ou l'accès à des opportunités plus élargies notamment dans les pays en voie de développement. Ce faisant, elles participent de la réduction des écarts des stades de vie entre les nations et entre les individus. C'est dans ce sens que Marc Malloch Brown fait de l'accès aux TIC un enjeu contemporain dont la non prise en compte signifierait une accentuation des inégalités dans le monde. Pour lui : « si les acteurs du développement ignorent délibérément l'explosion de l'innovation technologique, ils risquent de se marginaliser, cela reviendrait à refuser aux pauvres des opportunités »³¹.

Enfin, la dernière caractéristique de ce rapport est celle de l'universalité des pratiques de communication. L'idée est les TIC impliqueraient d'elles-mêmes des pratiques allant dans le sens de surmonter les entraves au développement des pays du sud. Elles seraient donc susceptibles d'ouvrir des opportunités à n'importe quel type de société, en accroissant leurs possibilités de développement par l'accès à l'information, rendant ainsi visibles leurs potentiels économiques. Ce rapport du PNUD suggère donc la reconnaissance des TIC en tant que levier du développement, cherchant à faire de leur accès un indicateur fondamental de développement humain.

Au Congo-Brazzaville, un département ministériel se rapportant aux TIC est mis sur pied depuis la fin des années 90, affichant ainsi la place accordée à ces nouveaux outils de communication. Mais l'internationalisation du débat sur l'accès aux TIC se concrétise avec l'organisation des deux sommets mondiaux sur la société de l'information, d'abord à Genève du 10 au 12 décembre 2003 et à Tunis du 16 au 18 novembre 2005. La déclaration finale du premier sommet semble être un prolongement du rapport du PNUD de 2001. En effet, elle stipule que :

« L'information et la communication sont la base du progrès de l'esprit d'entreprise et du bien être de l'être humain. Par ailleurs, les TIC ont une incidence immense sur presque tous les aspects de notre vie. L'évolution rapide de ces technologies crée des occasions complètement nouvelles de parvenir à des niveaux de développement plus élevés. Leur capacité à réduire bon

³⁰ Sfez, L., (1992) *Critique de la communication*, Seuil, 2^{ème} édition, p.28.

³¹ Brown, M.-M., (2001) Préface in PNUD, Rapport sur le développement humain.

nombre d'obstacles classiques, notamment ceux que constituent le temps et la distance, permet pour la première fois dans l'histoire de faire bénéficier de leur potentiel à des millions d'êtres humains dans toutes les régions du monde »³².

Même au sein de la communauté scientifique, nombre de chercheurs entretiennent cette vision révolutionnaire du futur, contribuant à alimenter la réflexion sur le lien entre les TIC et le développement. Ainsi, Philippe Quéau, considère la révolution des TIC comme « *totale* », « *quadruple* », tout à la fois « *culturelle, sociale, économique, politique* » et « *comparable à l'invention de l'alphabet* »³³. Pour Manuel Castells, les TIC participent activement à la redéfinition des conditions de toute existence humaine. Il stipule que dans une « *culture de la virtualité réelle* », l'« *extraordinaire révolution technologique* » accélère la disparition des formes de domination : « *personne, aucun centre, aucune institution, aucune classe, ne domine plus* ». Par conséquent, « *personne ne contrôle le système* » marqué par la « *disparition de toute centralité* »³⁴. Dans le même sens, Michael Dertouzos suggère que « *si les pauvres peuvent rejoindre la place de marché de l'information, ils seront capables de contribuer, par leur travail peu coûteux, aux économies industrielles, de gravir l'échelle de la richesse, d'atteindre de meilleurs niveaux de vie et de créer de nouveaux marchés pour tous les producteurs* »³⁵. Pour Jacques Bonjawo, « *si l'Internet est utilisé à bon escient, il peut contribuer à améliorer la vie en Afrique, notamment en faisant reculer la pauvreté* »³⁶.

Des chercheurs africains comme Ossama³⁷, Bonjawo³⁸, pour ne citer qu'eux, se sont également placés dans la logique de ces discours, aux côtés de Lévy³⁹ et de Quéau. Impliqués dans

³² Sommet mondial sur la société de l'information, Extrait de la déclaration finale, Genève 10-12 Décembre 2003.

³³ Quéau, P., (1998) « La cyber-culture : une utopie éthique », *Projet*, n°253, mars, p.78.

³⁴ Castells, M., (1999) « C'est une révolution », *Interview*, *Croissance* n°429, septembre, p. 28 et 31.

³⁵ Dertouzos, M., (2000), *Demain. Comment les nouvelles technologies vont changer notre vie ?*, Paris, Nouveaux Horizons, Calmann-Levy, 342 p.

³⁶ Bonjawo, J., (2002), *op. cit.*, p. 18.

³⁷ François Ossama parlera de renaissance de l'Afrique. Gore s'enflammera sur la renaissance de la démocratie athénienne, les esclaves en moins. Il soulignera au passage – lui aussi – que ces outils sont une chance inespérée pour les pays pauvres de s'installer dans une économie de l'information. Ossama, F., (1999). *Les nouvelles technologies de l'information et de la communication : enjeux pour l'Afrique subsaharienne*. Paris, Éditions Karthala.

³⁸ Bonjawo, J., (2002). *Internet, une chance pour l'Afrique*. Paris, Éditions Karthala.

³⁹ Lévy, P., (1997). *Cyberculture*. Paris : Odile Jacob.

l'industrie informatique⁴⁰, ils éprouvent des difficultés à se départir de ce que Cheneau-Loquay appelle « *la mythologie de la technologie toute puissante, moteur du changement économique et social* »⁴¹, que l'on retrouve aussi bien chez les cybergourous comme Negroponte⁴² ou Gates⁴³. Là encore, les TIC sont considérées comme des armes miraculeuses⁴⁴, la voie royale pour résoudre tous les problèmes humains, qu'ils soient techniques ou non.

Dans une certaine mesure, on peut admettre que les TIC aient toute leur place dans notre vie ou soient considérées comme une façon d'être. Le penseur allemand Ernst Junger (1895-1998) a été jusqu'à les qualifier « *d'authentique métaphysique du XX siècle* »⁴⁵. Mais de là à les prendre pour une baguette magique susceptible de venir à bout des perpétuels problèmes de développement, il existe encore un grand fossé.

De manière générale, « *la technologie semble être le comment qui unit le ce qui est à ce qui devrait être* »⁴⁶. En ce sens, différents modèles de technologies se fusionnent avec différentes formes de civilisation⁴⁷. Les civilisations de chasse-cueillette, de l'agriculture et de l'industrie ont, chacune en leur temps, créé leurs propres technologies. A l'ère de l'information, le savoir-faire a davantage évolué, devenant même une manière de vivre dans bon nombre de sociétés. Dans son célèbre ouvrage *La technique ou l'enjeu du siècle*, Jacques Ellul effectue ce constat, rappelant que la technique a progressivement gagné tous les éléments de la civilisation. Pour lui,

⁴⁰ Jacques Bonjawo est un ingénieur informaticien d'origine camerounaise et a longtemps travaillé comme manager dans la division Internet de Microsoft, MSN.com. Il était considéré comme le numéro 3 de Microsoft et faisait partie du comité de pilotage de l'Université virtuelle africaine. Il a pris congé de Microsoft, au sujet duquel il est devenu très critique, et a lancé en 2007 une start-up dans la Silicon Valley, Genesis Futuristic Technologies.

⁴¹ Cheneau-Loquay, A., (2000). (Dir.). *Enjeux des technologies de la communication en Afrique. Du téléphone à Internet*, Paris, Éditions Karthala / Talence, Regards.

⁴² Negroponte, N., (1995). *L'homme numérique*. Paris : Éditions Robert Laffont.

⁴³ Gates, B., (1995). *La route du futur*. Paris, Éditions Robert Laffont et - (1999) *Le travail à la vitesse de la pensée. Une vision pour le troisième millénaire*. Paris, Éditions Robert Laffont.

⁴⁴ Nous empruntons ce titre au poète martiniquais Césaire, Aimé, (1970) *Les armes miraculeuses*. Paris : Éditions Gallimard.

⁴⁵ Wilkinson, J., (1964) « Jacques Ellul as the philosopher of the technological society », in Ellul, Jacques, *The technological society*, New York, Vintage Books, p. ix-xx.

⁴⁶ Lisensky R. P. et al, (1985) *The new liberal learning: technology and the liberal arts*, Washington, Council of Independent Colleges, cite par Farhang Rajaei, op. cit.

⁴⁷ La civilisation est comprise dans le sens où le définit Farhang Rajaei (2001 : 78-79), c'est-à-dire un état qui permet un procédé de production concomitant de pouvoir politique, de richesse économique, de valeurs culturelles, voire de souvenirs. Ceci est l'universalité d'un milieu civilisationnel. Une civilisation peut, en même temps s'étendre à différentes régions qui possèdent leur spécificité culturelle.

« l'homme lui-même est gagné par la technique, il devient un objet de la technique. [...] la technique qui prend l'homme pour objet est bien au centre de la civilisation, et nous voyons cet extraordinaire évènement, qui semble n'étonner personne, formulé fréquemment en désignant la "civilisation technique". La formule est exacte, il faut en mesurer l'importance : civilisation technique, cela signifie que notre civilisation est construite par la technique (fait partie de la civilisation uniquement ce qui est l'objet de la technique), qu'elle est construite pour la technique (tout ce qui est dans cette civilisation doit servir à une fin technique), qu'elle est exclusivement technique (elle exclut tout ce qui ne l'est pas ou le réduit à sa forme technique)⁴⁸. Dès lors, les discours axés sur le déterminisme technique reconnaissent non seulement des TIC comme « le défi le plus urgent des pays en voie de développement », appelés à « se positionner dans le nouveau système »⁴⁹, mais évoquent également ce qu'il convient d'appeler le « nouveau paradigme technologique »⁵⁰ comme enjeu majeur de la société de l'information.

En effet, depuis le début des années 2000, le gouvernement congolais œuvre à recentrer sa politique de développement autour des TIC. Plusieurs documents officiels et projets sont ainsi produits par les autorités congolaises (Lessouba, 2013), toujours dans un élan de partenariat étroit avec les organismes internationaux, preuve de leur engagement à vouloir atteindre les objectifs du développement socio-économique, mais en empruntant « toujours les voies tracées par les autres »⁵¹, en dépit des exigences réelles des citoyens locaux. Ces écrits officiels constituent une véritable matière d'étude dans notre corpus et seront commentés dans les pages de cet écrit doctoral.

Voilà l'ensemble des éléments concrets et théoriques qui définissent plus ou moins le cadre d'émergence de ce projet de recherche en SIC. En d'autres termes, ces éléments, mis ensemble, permettent la construction de notre dynamique scientifique : interroger les faits de communication au Congo-Brazzaville du point de vue des SIC.

⁴⁸ Ellul, J., (1990) *La technique ou l'enjeu du siècle*, Paris, Economica, p. 116.

⁴⁹ Castells, M., (2001) op. cit. p. 458.

⁵⁰ Castells, M., (2001) « Les incidences sociales des technologies de l'information et de la communication », in *Les sciences sociales dans le monde*, Paris, Editions UNESCO/ Editions de la Maison des sciences de l'homme, p. 270.

⁵¹ Ceci est notre expression pour définir les programmes injonctifs du développement socio-économique qui sont systématiquement imposés aux gouvernants des pays du Sud par les pays industrialisés et les organismes internationaux, sans tenir compte des vraies réalités de ceux-là même qui sont censés en être les destinataires finaux.

Nous sommes convaincu qu'une analyse de l'appropriation du téléphone mobile au Congo-Brazzaville est indispensable, constituant par là-même l'occasion de dépasser toute posture déterministe. C'est bien une telle démarche que doit emprunter le jeune chercheur en Sic que nous sommes, dans l'interaction avec les acteurs-usagers, afin d'appréhender le sens de leurs pratiques quotidiennes. Boullier⁵² définit cette démarche par le terme du désenchantement de la technique, et Lacroix⁵³ proposant dans le cadre de ce désenchantement de la technique, la production de la connaissance, sur des bases théoriques solides, avec des données empiriques vérifiables, comme la voie royale. D'ailleurs, Fabien Cishahayo fustige l'indigence théorique évidente et l'absence flagrante de données empiriques caractérisant la plupart des études qui nourrissent le prophétisme technologique.

Cette thèse ambitionne donc de questionner certaines certitudes trop rapidement énoncées sur les technologies émergentes. Mais, plus important encore, elle se propose d'interroger les parcours et les formes d'usage – les « *arts de faire*⁵⁴ » – que les usagers congolais développent au contact des technologies qui, *a priori*, ne cadrent pas avec leur quotidien. Le téléphone mobile est donc la technique au cœur de cette réflexion.

2 - Problématique centrale :

Interroger les nouveaux modes d'appropriation du téléphone mobile dans les nouvelles formes d'organisation des activités socio-économiques des personnes rencontrées.

Nous inscrivons la problématique de notre thèse dans le contexte des SIC, dont le « *caractère interdisciplinaire peut permettre de multiplier les angles de vue* ». (Loneux, 2007⁵⁵, p. 9). Il s'agit donc d'une démarche qui permet de reconnaître et développer des références issues d'autres disciplines, mais également la distanciation par rapport aux positions et modèles « ancrés » traditionnellement dans une seule discipline. Ceci a une conséquence directe sur

⁵² Boullier, D., (1985). « *L'effet micro* » ou la technique enchantée : rapports de générations et pratiques de la micro-informatique dans la famille. Rennes : Université de Rennes 2/Lares.

⁵³ Lacroix, G., (1997). *Le mirage Internet*. Paris : Éditions Vigot, p.29.

⁵⁴ De Certeau, M., (1980) *L'Invention du quotidien*, 1. : *Arts de faire* et 2. : *Habiter, cuisiner*, Paris, Gallimard

⁵⁵ Loneux, C., (2007). *L'éthique entrepreneuriale et managériale comme dispositif communicationnel: analyse des enjeux et pratiques- problématisations*. Mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches : Aix Marseille 1.

l'appréhension de notre objet de recherche. : analyse des usages des TIC, en particulier le téléphone mobile, dans le processus de développement au Congo-Brazzaville dans une approche communicationnelle, le but étant d'appréhender le sens des reconfigurations des pratiques des acteurs-usagers. Dans cette perspective, les pratiques communicationnelles émergentes seront envisagées dans une dynamique complexe entre pratiques socio-culturelles, techniques, mais aussi entre logiques organisationnelles, logiques individuelles et collectives.

Interroger les rapports des TIC pour le développement renvoie à la possibilité de se situer dans un cadre théorique dans lequel il est nécessaire d'intégrer l'analyse des discours sur les usages de ces TIC en rapport avec la notion de développement. L'enjeu pour cette recherche est donc de poursuivre les débats sur les TIC pour développement en SIC, dans le contexte du Congo-Brazzaville, afin de comprendre les pratiques des usagers du téléphone mobile.

Cependant, notre démarche critique n'ambitionne pas de discuter toutes les théories qui alimentent ces débats. Nous cherchons plutôt à questionner, comme déjà indiqué, des postures discursives sur les TIC que nous observons au niveau de la société congolaise, en lien avec la question de l'amélioration des conditions de vie des populations congolaises. De ce fait, nous privilégions la compréhension des éléments issus de notre plongée sur le terrain. Car, même au Congo-Brazzaville, ces postures discursives font emprunt de cette approche développementaliste consistant à envisager le développement socio-économique sous le seul prisme de « *l'injonction technologique* » lié à la dissémination planétaire de la « *société de l'information* » (Jeanneret, 2005). En effet, on assiste depuis quelques années à l'émergence des discours politiques axés sur les TIC au niveau du gouvernement congolais. L'actualité de ces discours peut se lire à travers la mise en œuvre de différents projets de développement d'infrastructures liées au déploiement des TIC sur le territoire national⁵⁶. Ainsi, le développement des TIC constitue l'une des caractéristiques fondamentales de la « *société de l'information* » (Miège, 2005).

Dans ses travaux de thèse en SIC, Pierre Minkala-Ntadi (2012) fait, lui aussi, le constat d'une effervescence des discours autour des TIC qui s'inscrit dans une problématique de réduction de la « *fracture numérique* », dont l'objectif serait d'arrimer la société congolaise à cette « *socialité*

⁵⁶ Minkala-Ntadi, P., (2012) *Appropriation professionnelle des technologies de l'information et de la communication en contexte de dépendance politique : la spécificité de la co-construction de l'information de presse au Congo-Brazzaville (1963-2012)*, Thèse de Doctorat soutenue le 11 décembre, Université de Grenoble, France

moderne » et planétaire, c'est-à-dire celle construite autour des interactions sociales soutenues par les dispositifs techniques et qui est censée être portée par le développement et l'usage des TIC. D'ores et déjà, ce discours d'« *injonction technologique* », avance-t-il, se traduit, entre autre, par une approche technocentriste du développement socio-économique. Les TIC étant ici considérées comme l'unique facteur de tout développement, l'acquisition d'équipements et de compétences liés à la maîtrise de ces technologies est alors envisagée comme l'axe central du développement socio-économique de ce pays d'Afrique centrale. Tout se passe comme si c'était le dispositif technique en soi qui viendrait résoudre les problèmes auxquels seraient confrontées les populations congolaises (Minkala-Ntadi, 2012).

Ainsi, notre perspective est analytique, car notre propos scientifique s'emploie à dépasser les présupposés patents ou inavoués pour tenter de mettre en lumière, puis en discussion, **les nouveaux modes d'appropriation du téléphone mobile dans les nouvelles formes d'organisation des activités socio-économiques des personnes rencontrées**. Le propos de cette thèse se développera au rapport-près avec les réalités des contextes locaux d'utilisation de ce dispositif sociotechnique de communication : **interroger les faits de communication dans l'usage du téléphone mobile *in situ***.

Dans ce sens, notre objet d'analyse se positionne à l'intersection de deux axes mobilisés en SIC, la sociologie des usages et l'approche communicationnelle des organisations, l'enjeu étant la construction d'une approche sociotechnique. Car, nous reconnaissons que la présupposée « *innovation permanente* » (Stiegler, 1994⁵⁷) fortement accentuée par le développement des TIC s'accompagne inévitablement des multiples transformations des pratiques d'information et de communication, de l'émergence de nouvelles situations de communication et de nouvelles formes d'usage (Patrascu, 2011⁵⁸).

Toutefois, les questionnements de cette recherche permettent de considérer l'objet de recherche en termes de « *dispositif* » au sens de Michel Foucault. Comme « *un ensemble résolument hétérogène, comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philanthropiques, bref : du dit aussi bien que du non-dit* ».

⁵⁷ Stiegler, B. (1994), *La technique et le temps*, tome 1, Paris : Galilée

⁵⁸ Patrascu, M., (2011) *L'expérience de la télévision sur le téléphone portable : pratiques émergentes en contexte de convergence multimédia*. Thèse de doctorat, Université Rennes 2.

Dans cette perspective : ***pourquoi analyser le lien entre TIC et développement à partir des discours politiques dans le contexte du Congo-Brazzaville ? Plus important encore, comment appréhender les formes d'ancrage des usages du téléphone mobile dans les pratiques des usagers afin de saisir le sens des reconfigurations sociales et communicationnelles dans leur dynamique ?***

Observer le lien entre « TIC et développement » nécessite de la part du chercheur en SIC de déconstruire les réalités associées couramment aux discours politiques et à leur impact présumé ; déconstruire ces discours proactifs qui projettent le pays dans l'avenir en essayant d'anticiper les jugements de la société et saisir le sens de l'ancrage des discours étatiques au sein de débats sociétaux d'un haut niveau de généralité.

Ainsi, de ce double questionnement émergent deux hypothèses majeures. Tout d'abord, ***nous considérons que les TIC ne peuvent servir le développement intégral que si les populations qui les utilisent se les approprient dans leur vie quotidienne.*** Ils ne sauraient rester des consommateurs passifs, mais doivent plutôt être vus comme des « créateurs », capables de développer des usages appropriés. Car, les TIC sont devenues en quelque sorte un prolongement de nous-mêmes et il convient d'en faire un instrument de démocratie et de culture pour tous.

La seconde hypothèse, objet d'un plus ample traitement dans cette thèse, est que les usages du téléphone mobile ne peuvent pas être envisagés comme étant isolés, mais du point de vue de leur « enchâssement » dans les autres pratiques sociales des usagers congolais.

Nous pensons que le développement au Congo-Brazzaville ne saurait être décrété par les discours de légitimation des TIC, mais devrait constituer un processus intégrant l'usage des objets techniques dans les pratiques des acteurs. En effet, le téléphone mobile, outil de communication, s'insère dans un contexte de fortes mutations sociétales et organisationnelles au Congo-Brazzaville. De la même manière que l'ont fait les auteurs comme Jacques Perriault (1989⁵⁹), Patrice Flichy (1997⁶⁰), Bernard Miège (2005, 2007⁶¹, op.cit.), ou Françoise

⁵⁹ Perriault, J (1989), *La logique de l'usage. Essai sur les machines à communiquer, Essai sur les machines à communiquer*, Flammarion

⁶⁰ Flichy, P. (1997). « La question de la technique dans les recherches en communication ». *Sociologie de la communication*, Vol. 1, pp.243-270

⁶¹ Miège, B. (2007), *La société conquise par la communication- Les Tic entre innovation technique et ancrage social*, Grenoble, PUG, 2007.

Paquienséguy (2006⁶²), nous considérons, au sens de Patrice Flichy, qu' « *un objet technique n'est jamais seul, il s'inscrit soit dans une famille d'innovations utilisant les mêmes composants techniques* » (Flichy, 1997, op.cit., p.252).

L'appropriation du téléphone mobile dans le contexte d'un pays en développement constitue l'occasion d'une diversification des contextes d'usages. Il est donc important pour nous de soulever comme essentielle la question des *contextes d'usage* (Patrascu, 2011). Dans cette perspective, le chercheur en SIC devra s'intéresser de la façon dont les usagers du téléphone mobile organisent leurs usages dans les différents contextes d'utilisation.

De notre point de vue, l'émergence de sens des objets sociaux est du ressort du concret et du sensible, et non pas de celui du discours rationnel et de la représentation⁶³. A cet effet, c'est l'organisation des pratiques qui constitue l'objet de l'analyse, non pas le discours uniquement. Sur ce point, Christian le Moëne (2004⁶⁴, 2008), cité par Marcela Patrascu, pense que « *les problématiques d'études d'usages des technologies de la communication ont eu énormément de mal à prendre en compte – voire à concevoir – ce niveau organisationnel. Or il semble évident que, tant en amont dans les normes et processus de production des objets et dispositifs qu'en aval dans les processus (et normes) de distribution et d'utilisation, la dimension organisationnelle (et pas seulement dans son aspect institutionnel) est centrale.* » (2008, p.24⁶⁵). Le contexte des usages et des pratiques sociales est donc toujours organisationnel.

Cependant, cette problématique générale n'est pas sans susciter d'autres questions que nous considérons complémentaires.

2.1. Problématiques secondaires

⁶² Paquienseguy, F. (2005), « La formation des usages l'ère des TIC numériques » in *Enjeux et usages des TIC : aspects sociaux et culturels*, Université Michel Montaigne-Bordeaux3, Gresic, tome 2, pp 129-138

⁶³ Patrascu, M., (2011), op. cit.

⁶⁴ Le Moëne, C. (dir.) (2004), « Systèmes d'information organisationnels ? ». *Sciences de la société*, 61, Toulouse : PUM.

⁶⁵ Le Moëne, C. (2008), « La “question organisationnelle” pour les sciences de l'information et de la communication ». *Les Cahiers de la SFSIC*, N° 3 cité par Patrascu, M., (2011)

Notre problématique permet de soulever une série de questions que nous considérons importantes. Ainsi, notre réflexion vise non seulement d'y apporter quelques éléments de réponse, mais surtout, à travers ces interrogations, d'ouvrir d'autres perspectives de recherche au regard de l'intérêt que suscite la particularité de notre terrain. En ce sens :

Le lien entre TIC et développement n'est-il pas uniquement évoqué dans une perspective de légitimation des interventions des organismes internationaux qui déterminent les politiques tant nationales qu'internationales ? Comment prétendre à un développement par les TIC dans un pays comme le Congo-Brazzaville, où le plus grand nombre de ses citoyens vit en deçà du seuil de pauvreté et où l'analphabétisme constitue encore un facteur inquiétant affectant négativement l'épanouissement des masses⁶⁶ ? Peut-on penser le renouvellement du modèle de développement socio-économique congolais à l'aune des TIC insérées dans un système mondialisé ?

Pour les opérateurs de téléphonie mobile installés dans les pays en développement, s'ouvre effectivement un réel champ où d'observation en expérimentation, se créent de nouvelles offres. Toutefois, si les fonctions sont diverses, la spécificité de l'outil et la complexité du terrain imposent de nous arrêter sur les pratiques méthodologiques les plus appropriées.

L'étude sur le téléphone mobile dans le contexte du Congo-Brazzaville nécessite-t-elle des approches particulières ? Comment les fondamentaux des disciplines des sciences sociales contribuent-elles à éclairer les phénomènes observés ? Comment les acteurs de la téléphonie (opérateurs, petits revendeurs, fabricants de matériels) appréhendent-ils les espaces particuliers et les besoins des usagers en termes d'appropriation de ce dispositif sociotechnique ? Quels sont les usages spécifiques du téléphone mobile ? Et, de quelles manières peut-on penser les reconfigurations sociales et communicationnelles au Congo-Brazzaville ?

2.2. La clarification conceptuelle comme étape nécessaire du traitement de notre objet d'étude.

Devant la polysémie de plus en plus importante des mots et pour mieux comprendre nos

⁶⁶ Selon Marie Thorndahl (2003 : 23), si Internet peut prospérer sans que l'on ne pose sérieusement la question de l'alphabétisation et de l'éducation, c'est que le réseau est voué à devenir le plus grand support publicitaire du monde. A l'opposé des avantages attendus, Internet pourrait alors se transformer en aspirateur de ressources.

réflexions, il devient nécessaire au cours de notre production scientifique de se soumettre à l'exigence méthodologique que constitue la définition des concepts « clés » mobilisés, car notre démarche s'inscrit clairement dans la perspective pragmatiste qui suppose l'obligation de définir et redéfinir les différents concepts utilisés pour l'analyse (Loneux, 2007, p.11). C'est ainsi que nous estimons utile de définir quelques concepts majeurs : TIC, téléphone mobile, communication. Ceci va de soi puisque ces termes sont souvent employés et interprétés autrement selon les disciplines et les auteurs qui les interrogent dans leurs études. D'autres concepts mobilisés seront définis dans la dynamique rédactionnelle.

2.2.1. Les *techniques* ou les *technologies* de communication

Nous sommes d'accord avec Rachid Mabchour⁶⁷ pour reconnaître que le vocable de TIC⁶⁸ (Technologies d'information et de Communication) constitue un terme générique renvoyant à tout dispositif technique d'information et de communication, englobant : radio, télévision, téléphones cellulaires, ordinateurs et matériels de réseaux, logiciels, systèmes satellitaires, etc. Les TIC sont souvent utilisées dans un contexte particulier, par exemple dans l'éducation, les soins de santé, ou les bibliothèques, etc.

Cependant, pour appréhender le sens des technologies dites nouvelles et les conditions de leur appropriation par les sociétés, il est important de comprendre la nature des progrès des techniques de communication. La définition des substantifs « *technique* » et « *technologie* » sera un premier pas réalisé dans ce sens. En effet, traduit littéralement, les deux termes ont le même sens car le mot « technologie » est une traduction française du mot anglais « technology ». Alors, comment l'usage de l'un ou l'autre pourrait-il traduire une certaine histoire de l'évolution des procédés techniques de communication et leurs influences sur les sociétés dans lesquelles ils s'insèrent ?

Il est admis que les sociétés ont toujours échangé de l'information au moyen de techniques de communication, et vu sous cet angle, rien n'est nouveau. Cette idée suggère qu'en réalité la

⁶⁷ Mabchour, R., (2011) *Usages et appropriation des technologies de l'information et de la communication au Maroc. Le cas du téléphone portable*, Thèse de doctorat Université Paris VIII, Novembre

⁶⁸<http://translate.google.fr/translate?hl=fr&langpair=en%7Cfr&u=http://searchcio-idmarket.techtarget.com/definition/ICT>.

nouveauté ne réside que dans la complexité des techniques que nous utilisons pour communiquer et les diverses mutations qu'elles induisent.

Analyser la nuance entre les vocables « technique » et « technologie » exige de dépasser le simple jeu de définition ; ceci doit traduire les spécificités qui permettent de distinguer les nouvelles méthodes de télécommunications des autres. Le Robert (1996) définit la technique comme « *un ensemble de procédés méthodiques, fondés sur des connaissances scientifiques, employées à la production* ». Le dictionnaire donne l'exemple de techniques informatiques. Les TIC offriraient des facilités en matière de communication et participeraient à la dynamique relationnelle entre les hommes. En surmontant les contraintes spatio-temporelles, elles permettent des échanges d'information plus intenses et plus productifs. Le terme technologie est alors utilisé pour traduire au-delà de leurs fonctionnalités, les conséquences de leurs usages quotidiens dans différents secteurs de la vie.

Alors, l'emploi fréquent du substantif « technologie » au lieu de celui de technique serait liée donc à l'évolution des outils et des méthodes de transmission de l'information et à l'ampleur des changements qu'elles apportent dans l'organisation des sociétés. Cette notion de « technologie » a fait son apparition dans le domaine des télécommunications durant les années 1970 ; période correspondant à l'émergence du concept de société post-industrielle développé par Daniel Bell. Dans son ouvrage⁶⁹, l'auteur prédit l'imminence d'un système d'organisation sociale basé sur des fondements réticulaires des échanges, où l'information serait un enjeu important. Cette dernière est portée selon Bell « *par des technologies (et non des techniques) pouvant entraîner des changements décisifs qui s'opèrent dans tous les domaines* ». Alors, le terme de « technology » a, selon Bell, une définition plus large et plus profonde que celle du mot « technique » dont elle est l'équivalent en français. La technologie vue sous l'angle anglophone est à l'origine « *d'une nouvelle définition de la rationalité d'un nouveau mode de pensée où priment le fonctionnel et le quantitatif (...) l'efficacité et l'optimisation (...) la meilleure performance (...) avec plus de résultats à moindre coût et avec le moindre effort* » (Daniel Bell, 1967).

Lorsque le sigle « TIC » est défini en termes de « Techniques d'Information et de Communication », elles intègrent clairement toute l'histoire des méthodes de communication allant de l'écriture en hiéroglyphes à la téléconférence sur Internet. Mais lorsqu'il signifie

⁶⁹ Bell, D., (1967) *Vers la société Post-industrielle*. Ed. Robert Laffont ; Paris, p. 235

« Technologies de l'information et de la communication », elle fait référence à un ensemble de techniques modernes de communication combinées à l'informatique et à l'électronique, structurées en réseaux numérique allant du réseau mondial aux réseaux domestiques. De ces réseaux ouverts, se diffuse l'information grâce à la technologie numérique sous forme de données documentaires (textes, photographies, vidéo, audio) de manière massive, ultra rapide et ubiquitaire.

Dans notre étude, le téléphone mobile en tant que composante des TIC est pensé dans le contexte global et spécifique du Congo-Brazzaville, notamment selon la façon dont il s'ancre dans la société congolaise en « s'enchâssant » dans les pratiques quotidiennes de ses usagers. En effet, ce dispositif sociotechnique peut prendre d'autres termes tels que « téléphone portable », « téléphone cellulaire », « GSM »⁷⁰, « téléphone portatif », etc. C'est également le cas en ce qui concerne l'usage des substantifs portable, mobile, cellulaire. À cause de sa similitude avec l'anglais « *mobile phone* » et l'espagnol « *teléfono móvil* » (Machbour, 2011), nous préférons l'appellation « téléphone mobile », car elle renvoie à une catégorie d'objet technique contemporain, au sens de Simondon⁷¹. Plus précisément, elle désigne une palette dans laquelle on retrouve divers objets techniques contemporains précis, variant notamment du point de vue de leurs fonctionnalités (WAP⁷², appareil photo numérique intégré, écran couleur, caméra vidéo, etc.) et de leurs relations avec un sujet précis à un moment précis. Dans notre démarche, avec l'acception « *téléphone mobile* », ce ne sont plus seulement la technique, son environnement ou l'objet qui sont interrogés, mais un nouveau mode de communication entre des individus qui sont définis par une relation d'usage.

2.2.2. Pour quelle définition de la *communication* optons-nous ?

Définir une notion aussi vaste que la communication n'est assurément pas une œuvre facile. A la lecture des travaux de Philippe Breton (1997), la communication « *c'est un mot qui ne veut dire ; il est devenu un colosse aux pieds d'argile utilisé dans les milieux différents, le*

⁷⁰ Global System for Mobil communications

⁷¹ Simondon, G., (1989) *Du Mode d'existence des objets techniques*, Paris, Aubier.

⁷² Wireless Application Protocol

*même mot sert à désigner des réalités différentes »*⁷³. La polysémie du mot justifie alors notre volonté de simplification définitionnelle en évoquant son évolution sous différents aspects. Communiquer c'est mettre en commun. Mais au-delà de cette vague définition, l'idée de mettre en commun symbolise l'obligation des hommes à échanger dans leur milieu de vie. Pour le dictionnaire Le Petit Robert, « *c'est annoncer, divulguer, publier, des verbes exprimant un besoin voire une nécessité d'échanger entre les Hommes et plus globalement entre les être vivants* ». La communication est pour les hommes un mode social, une interaction des êtres qui repose fondamentalement sur la transmission d'une pensée, d'un avis ou d'un contenu afin d'exprimer un sentiment, une position par rapport à une situation donnée. Elle est donc l'occasion d'établir un rapport entre deux communicants qui deviennent alternativement expéditeur et récepteur de messages codifiés dans un type de langage et transmis par des canaux comme le « *face à face* » ou par des possibilités techniques de communication à distance.

Dans le traitement de notre problématique, nous concevons la communication suivant le modèle de la « *nouvelle (conception de la) communication* »⁷⁴, conçue sous forme d'un « *orchestre* ». Cette conception a ceci d'important qu'elle symbolise une réelle rupture par rapport au « *modèle télégraphique* », tel que défini par Shannon et Wiener. Ainsi, la communication entre deux individus ne peut plus être envisagée comme transmission d'un message successivement codé puis décodé : « *(...) La communication ne se rapporte pas seulement à la transmission de messages verbaux, explicites et intentionnels ; telle qu'utilisée dans notre acception, la communication inclurait l'ensemble des processus par lesquels les sujets s'influencent mutuellement. Le lecteur reconnaîtra que cette définition est basée sur la prémisse que toute action et tout événement offrent des aspects communicatifs, dès qu'ils sont perçus par un être humain* » (Bateson et Ruesch, 1988⁷⁵, p.6).

Pour les membres du « *collège invisible* », la recherche en communication doit se concevoir en termes de « *niveaux de complexité, de contextes multiples et de systèmes circulaires* » (Winkin, 1981, op.cit. p.25). L'objectif poursuivi par les chercheurs de Palo Alto consiste à étudier la communication dans les paroles, les gestes, les regards de la vie quotidienne, afin de reconstituer

⁷³ Breton, P., (1997) *L'utopie de la communication : le mythe du « village planétaire »* Paris, Ed. La Découverte ; p. 128.

⁷⁴ Winkin, Y., (1981) *La nouvelle communication*, Paris, Éditions du Seuil, 384 pages

⁷⁵ Bateson, G., Ruesch, J. (1988), *Communication et société*, Paris, Seuil

peu à peu « *le code secret et compliqué écrit nulle part mais compris de tous* » (Winkin, ibid.). Ils s'efforcent d'appréhender la façon dont s'organisent les relations entre les individus de ces communautés, et d'abord l'échange de messages, ces « *chapelets de mots qui circulent d'un esprit à l'autre par l'intermédiaire de la bouche, des oreilles, ou de la main et des yeux* ». En ce sens, si pour eux, l'enjeu est celui de s'intéresser aux attitudes non verbales et aux bruits qui confirment, contredisent ou brouillent les messages, puis encore aux matrices culturelles qui font sens, donnant leur signification aux messages, formatant les processus d'échange, prédefinisant les canaux de circulation de l'information, en n'ignorant ni les éléments contextuels ni les apparences des choses et en prenant en compte tous ces éléments sensoriels, notre communicationnelle orchestrale dans cette thèse vise à saisir le sens de l'usage du téléphone mobile dans les manières de faire, dans les pratiques quotidiennes et dans l'organisation de leurs activités.

3. Questionnements épistémologiques.

Dans ce travail de thèse, notre focale consiste moins à saisir, à partir de notre inscription en SIC, « *les mouvements de transformation et d'actualisation qui animent les pratiques de communication* » (Hémont, 2011) que la propension de l'activité communicationnelle à participer à des mutations, et dans notre cas, à des reconfigurations socio-organisationnelles au Congo-Brazzaville. Notre approche du terrain envisage d'une part d'explicitier les fondements paradigmatiques de notre regard sur la question des TIC, et, d'autre part, de proposer un cadre conceptuel que nous mobiliserons dans l'analyse des phénomènes étudiés dans cette thèse.

En effet, nous pensons que les SIC ont leur utilité à comprendre les changements socio-économiques dans la société mondiale par l'émergence et la multiplication de nouvelles pratiques des TIC. Pour nous, elles ont le mérite d'ouvrir des perspectives épistémologiques intéressantes permettant de s'interroger, dans notre cas, sur le positionnement d'un « chercheur-acteur »⁷⁶ comme nous, par exemple, en rendant compte des différentes formes d'interaction

⁷⁶ Nous utilisons ce concept en le rapprochant à celui de « chercheur-acteur-impliqué » qui a été questionné par Isabelle Pybourdin dans ses travaux de thèse. En effet, elle interroge sa posture de jeune chercheur en SIC, acteur du projet de l'innovation technologique, impliqué dans le contexte de sa recherche. Pybourdin, I., (2008) *Appropriation des Technologies de l'information et de la communication (Tic) : le cas d'un projet « engageant » conduit au sein d'une institution éducative du premier degré. Approche communicationnelle, « accompagnement », médiations*, Thèse de Doctorat en SIC, soutenue le 23 juin, université du Sud Toulon Var.

avec des acteurs avec lesquels nous partageons la même culture. Ainsi, questionner la posture d'un jeune chercheur en SIC venant d'une société devenue, elle-même, objet de son propre questionnement scientifique a de l'importance pour nous :

- Quelle épistémologie permet d'exprimer notre subjectivité sans pour autant renoncer au critère de scientificité ?

L'objectif poursuivi ici consiste à savoir si le chercheur peut-il se détacher de son objet de recherche face aux situations concrètes ou si cette démarche de construction de sens par l'observation des phénomènes sociaux résiste-t-elle à l'empreinte de sa culture et de ses croyances. Ainsi, nous souhaitons d'abord situer notre démarche théorique dans une approche compréhensive et, dans un deuxième temps, nous opterons pour une épistémologie de la complexité, donc interdisciplinaire, qui permettra de construire, en revendiquant notre inscription en SIC, une approche sociotechnique ou communicationnelle perçue comme nécessaire pour l'appréhension des phénomènes observés.

3.1. Quelle place pour une approche compréhensive dans notre thèse ?

Dans ses travaux de thèse en SIC, Isabelle Pybourdin (2008) évoque la tendance rationaliste, représentée par le courant de pensée d'influence matérialiste et positiviste, selon lequel les théories démontrées et prouvées sont considérées comme vraies, qui recommande de la rigueur dans la méthode, de l'objectivité et de l'universalité dans le discours scientifique, une idée du progrès par cumul des savoirs et des procédures de contrôle du discours scientifique par la confrontation aux faits, à la discussion critique. Ainsi, pour Karl Popper, à travers son « *critère de réfutation* », l'épreuve de l'expérience devrait sous-tendre à toute proposition, car une théorie qui ne peut soutenir cette épreuve ne peut être considérée ni vraie ni fausse, elle n'est tout simplement pas de nature scientifique.

Mais la théorie anarchiste de la science (l'épistémologie dadaïste) de Paul Feyerabend (1979) s'oppose à l'épistémologie poppérienne et donne droit au hasard et à la fantaisie. Le point focal de cette théorie consiste à considérer la connaissance non plus comme le résultat d'une méthode particulière ou d'une théorie fixe, mais comme l'émergence d'une vérité qui se découvre en

permanence. L'auteur reconnaît l'existence d'une limite dans toutes les méthodologies et que l'unique règle est « *tout est bon* » car les critères de choix sont subjectifs et s'apparentent à des jugements de goûts, à des préjugés métaphysiques.

Cependant, dans ses travaux sur l'herméneutique, Wilhelm Dilthey (1942) établit d'abord une distinction entre « *l'expliquer* » (*Erklären* en allemand) et le « *comprendre* » (*Verstehen*). Ce qui lui permet de séparer d'un côté les sciences de la nature, et de l'autre, ce qu'il appelle sciences de l'esprit de l'autre (sciences humaines). Pour ce philosophe allemand, l'explication est un point de vue « *en extériorité* » et la compréhension, un point de vue « *en intériorité* ». Ce qui laisse penser qu'un phénomène physique s'explique, alors qu'un phénomène humain se comprend. Une interprétation, à la différence d'une explication, ne saurait être unique.

Pour notre travail, nous privilégions donc cette logique de construction de sens qui valorise la subjectivité d'un « chercheur-acteur » en SIC, lui autorisant l'interprétation dans la logique d'un sens qui se construit. Il s'agit donc d'un positionnement intellectuel qui considère les faits humains ou sociaux comme porteurs de significations. Le chercheur se met donc à la recherche de significations en procédant par contextualisation pour atteindre le sens, et les significations donnant une compréhension du phénomène émergent de la mise en relation de ce phénomène avec un ou plusieurs éléments de son contexte.

Cette importance accordée au contexte est, par ailleurs, valorisée dans l'ethnométhodologie. Harold Garfinkel considère que « *non seulement le contexte de l'action influence le contenu présumé de cette action, mais les actions faites contribuent au sens progressivement élaboré de la situation elle-même (...) "l'action" et le "contexte" sont des éléments qui s'élaborent et se déterminent mutuellement dans une équation simultanée que les acteurs passent leur temps à résoudre afin de définir la nature des événements dans lesquels ils se trouvent.* » (Héritage, 1991 : 89-123). Pour atteindre ce sens, il faut comprendre le contexte présent, c'est-à-dire avoir la connaissance de tous les éléments présents reliés entre eux. Cette compréhension implique une participation à la vie et à la culture des acteurs, une immersion afin de comprendre comment et pourquoi ils agissent de telle sorte plutôt qu'une autre.

3.2. Approche sociotechnique comme exigence d'analyse de notre objet

de recherche.

La convocation de l'approche sociotechnique permet d'orienter notre analyse vers l'activité scientifique qui porte sur la question des usages d'un dispositif sociotechnique (c'est-à-dire d'un système mêlant la dimension sociale et la dimension technologique dans la mesure où elles sont en interaction permanente). Nous soulignons, en effet, la nécessité pour l'acteur d'intérioriser le fonctionnement des objets techniques, de le faire sien, de ses capacités à inventer les nouvelles manières de faire et d'agir. Autrement dit, dans le cadre du Congo-Brazzaville, l'enjeu consiste à montrer que cette appropriation implique une démarche par essais et erreurs qui offre à l'utilisateur les possibilités illimitées d'ajuster l'utilisation du dispositif en fonction de ses propres attentes et besoins.

Envisager l'étude par la dimension interdisciplinaire originaire des SIC, c'est envisager la diversité des points de vue sur les relations qu'elles entretiennent (ou doivent entretenir) avec, d'une part, les autres disciplines de sciences sociales s'intéressant aux mêmes objets et, d'autre part, avec des formes d'expression « concurrentes » dont l'écho est particulièrement important dans les médias. L'ambiguïté de ces divers positionnements réside ici moins dans le caractère discutable de leur pertinence que dans l'absence de mise en relief du point de vue à partir duquel ils se constituent.

Ainsi, à l'instar de Laurence Monnoyer-Smith⁷⁷, nous faisons emprunt de la notion de *point de vue* à Gilles Deleuze (1986) pour revendiquer notre positionnement en SIC. Ce dernier construit son analyse à partir de la mathématique de Leibniz, empruntant donc au philosophe allemand sa description de l'univers comme affectée d'une courbure variable analysable à partir de son point d'inflexion, pour en déduire l'impossibilité d'une appréhension globale du monde. Le point d'inflexion offre alors au sujet un positionnement spécifique, un point de vue sur le monde qui lui permet de l'ordonner, de le comprendre, et qui participe également à la constitution de son identité. Ainsi, dans l'un de ses cours Deleuze déclare que, « *le point du vue est, du coup, condition de surgissement ou de manifestation d'une vérité dans les choses. Vous ne trouverez aucune vérité si vous n'avez pas un point de vue déterminé.* ».

La justification disciplinaire des SIC se trouve renforcée, chez certains auteurs, par sa pertinence

⁷⁷ http://www.sfsic.org/congres_2008/spip.php?article78

méthodologique interdisciplinaire, encore limitée dans les autres disciplines⁷⁸. Ainsi que le souligne Bernard Miège (2004, 228), « *Ce que les SIC ont en propre c'est donc de pouvoir appliquer des méthodologies inter-sciences à des problématiques transversales, permettant d'appréhender l'information et la communication non de façon globale (...), mais dans ses manifestations marquantes...* ». S'intéresser à des objets non communicationnels dans leur dimension communicationnelle conduit ainsi à développer des approches méthodologiques originales et de les faire « interagir » comme l'explique B. Miège.

Nous inscrivons notre approche théorique dans la perspective qui emprunte une position de reconnaissance des SIC comme une science de la complexité en tant que telle. Pour nous, les SIC se définissent à partir de leur *point de vue* sur les objets de recherche, ce que Bruno Ollivier décrit comme « *leur manière de constituer l'objet en articulant des problématiques.* » (Ollivier, 2001 : 352).. Les chercheurs J. Davallon (2004) ou J. Le Marec (2002, 2003), s'inscrivant profondément dans cette approche, insistent sur la situation particulière des SIC dont l'objet de recherche se construit dans une relation spécifique à l'objet technique. Dans son postulat, Jean Davallon (2004 : 32-37) soutient qu'il ne peut y avoir de communication sans moyen et sans support, donc sans technique, c'est-à-dire sans la mise en œuvre de savoirs, de savoir-faire technique, de connaissances scientifiques pour produire des supports, des dispositifs, des situations, des règles, des normes, des messages, des échanges, bref des objets. Selon lui, en effet, parce que les SIC développent une « attache (au double sens d'attachement et de fixation) de la pratique scientifique à la dimension technique des objets » (Davallon, 2004, 31), elles construisent leur objet de recherche sur la complexité et l'hétérogénéité intrinsèque des objets techniques autour et à travers lesquels se constituent les pratiques sociales analysées. Les SIC ont donc à faire « *à des complexes et non à des objets unitaires* » (Ibid, 34).

Il convient de souligner que le paradigme convoqué dans cette thèse propose l'inscription de la complexité au cœur même de la production scientifique interdisciplinaire et permet de questionner la pertinence du regard disciplinaire isolé sur les phénomènes sociaux. Il s'agit d'un paradigme qui considère l'intelligence du réel comme étant « située » et repose sur

⁷⁸ D'autres disciplines sont, de fait, pluridisciplinaires, comme les Sciences de l'Education ou les STAPS par exemple. Il est d'ailleurs symptomatique que ces disciplines soient également jeunes. La reconnaissance de la complexité des phénomènes sociaux s'exprime ainsi institutionnellement, mais au pris d'une ambiguïté que les vieilles disciplines n'ont pas à porter. On peut être raisonnablement optimiste et souligner, avec E. Morin que l'avenir est plus à la manipulation du complexe et à sa modélisation qu'à la mise en évidence de déterminismes d'ordre causal sur le model originel des sciences de la nature dans lequel la sociologie de Durkheim trouvait son modèle épistémologique.

l'appréhension du monde construite par un point de vue sur le réel, configuré par des données, des informations et des connaissances locales (Monnoyer-Smith, 2007). La pensée complexe veut créer des liens entre ces éléments de connaissances dispersés. Considérer donc les SIC à l'aune du paradigme de la complexité, revient à reconnaître son *point de vue* spécifique sur l'objet technique et les pratiques sociales dans lequel il s'inscrit.

Nous considérons que porter un regard particulier sur l'objet technique en tant que dispositif communicationnel, tel que le téléphone mobile, nécessite un questionnement en profondeur (Monnoyer-Smith, 2008) : pratiques, savoirs, organisations, machines, pouvoir, médiation, etc. L'intérêt alors d'une approche communicationnelle (sociotechnique) au prisme de la complexité des SIC réside dans la détermination de *son point de vue* qui rend intelligible l'intrication des relations qu'entretiennent entre eux tous les acteurs (objets compris) d'une pratique communicationnelle (Monnoyer-Smith, 2008). Dans cette perspective, l'originalité des SIC est à saisir dans leur aptitude à tisser des liens dans la complexité et l'hétérogénéité des technologies et des pratiques sociales afin de fournir un cadre d'analyse aux rapports de médiation qui structurent cette complexité.

4. Questionnements méthodologiques

Nous interrogeons ici nos choix méthodologiques au regard de notre implication dans la recherche. Nous mettons en place une méthodologie d'analyse des pratiques interactionnelles en vue d'appréhender « *ce qui se passe du point de vue de la communication* », dans ces interactions en rapport à l'usage du téléphone mobile au Congo-Brazzaville. Ainsi, cette thèse revendique le choix délibéré du projet scientifique de **l'ethnométhodologie** de Harold Garfinkel (1967), dont le fondement est la recherche empirique des méthodes que les individus utilisent pour donner sens dans l'accomplissement de leurs actions quotidiennes, comme fondement méthodologique au regard de l'intérêt porté sur l'analyse des usages du téléphone mobile et de la complexité de notre terrain.

Penser la communication du point de vue d'un contexte ethnométhodologique, c'est se proposer d'élucider un certain nombre de questions posées dans cette thèse doctorale de façon à dégager les éléments constitutifs des situations instrumentées de communication. Et ceci passe par l'étude

d'« *une activité quotidienne* » à travers « *un langage du quotidien* » relevant d'un paradoxe qui est à la fois narration, objet d'étude et construction de la réalité de la recherche. De plus, ce paradoxe révèle l'importance de la notion d'appartenance. Chaque communauté (particulièrement les groupes ethniques congolais) a son langage propre et se caractérise par des « *genres de discours* » qui donnent du sens à la réalité, autorise les échanges et l'activité de chacun. L'œuvre d'analyser ce contexte exige du chercheur en SIC la vision d'un champ plus large dans lequel il découpe son champ de la communication. Ce champ plus vaste sert d'environnement naturel du point de vue du travail scientifique, de l'épistémologie de la communication et des observations plus spécifiques sur les usages du téléphone mobile. Ceci permet d'envisager la communication comme une réalité sociale. Elle devient un phénomène dynamique participatif, un processus de construction (Agostinelli, 2001). Ici également, nous nous référons aux travaux de certains chercheurs en SIC (Agostinelli, 2001 ; Pybourdin, 2008 ; Monnoyer-Smith, 2010, etc.).

4.2.1. L'ethnométhodologie comme démarche méthodologique privilégiée.

Il est important de présenter la théorie et les concepts ethnométhodologiques en vue de déterminer la pertinence de leurs fondements vis-à-vis de l'étude des activités individuelles et collectives d'usage du téléphone mobile au Congo-Brazzaville, en restant donc concentré sur notre approche sociotechnique ou communicationnelle. En effet, l'invention de l'ethnométhodologie, en tant que science sociale, est historiquement attribuée au sociologue américain, Harold Garfinkel (1917-2011), qui fait publier en 1967 son ouvrage phare intitulé *Studies in Ethnomethodology*. Ce livre constitue un chef-d'œuvre reconnu en sciences sociales, inspirant un corpus impressionnant de travaux depuis sa première publication aux Etats-Unis.

Dans cette œuvre, l'auteur entreprend une nouvelle démarche de circonscrire un phénomène social, avec un vocabulaire propre, en définissant *a minima* le cadre théorique et l'outillage conceptuel utilisés. De ce fait, notre objectif consiste à adopter le point de jonction des deux formes d'enquête, profane et professionnelle, théorisées par le sociologue américain : analyser, dans le contexte du Congo-Brazzaville, les opérations socialement organisées par lesquelles l'une

et l'autre (formes d'enquête) produisent concrètement, *in situ* et *in vivo*, les traits ordonnés, rationnels, objectifs, reproductibles des objets respectifs de leur attention, en honorant les exigences d'une description rationnelle satisfaisante compte tenu des circonstances concrètes de son effectuation (Michel Barthélémy et Louis Quéré, 2007).

En effet, à titre définitionnel, l'ethnométhodologie est une discipline « *anti-sociologique* », une « *sociologie profane* », qui se préoccupe avant tout aux raisonnements pratiques et au « *sens commun* ». Elle se fonde sur une critique des méthodes de la sociologie conventionnelle, car pour son fondateur, il n'y a pas d'objets d'études stables, par exemple des structures sociales fixes (mises en évidence par les travaux de Durkheim), mais des processus à travers lesquels l'organisation sociale est continuellement réinventée. L'ethnométhodologie est donc une étude basée sur l'observation des accomplissements quotidiens et leur interprétation. Son but consiste à voir comment l'individu fait usage de la connaissance pratique et de la connaissance scientifique en interaction l'une avec l'autre.

Nous sommes d'accord avec l'analyse d'Alain Coulon⁷⁹, pour qui, l'importance théorique et épistémologique de l'ethnométhodologie tient au fait qu'elle opère une rupture radicale avec les modes de pensée de la sociologie traditionnelle. Dès lors, on accorde plus d'importance à la démarche compréhensive contre la démarche explicative, à l'approche qualitative du social contre la quantophrénie (Coulon, 1987) des recherches sociologiques antérieures. Or, le projet de Garfinkel suggère que l'individu dispose de la possibilité de rendre compte de manière adéquate de ce qu'il fait pour organiser son existence sociale. Analysant les pratiques sociales dans *l'ici-et-maintenant* toujours localisé des interactions, elle prend en compte le fait que tout groupe social est capable de se comprendre lui-même, de se commenter, de s'analyser. Désormais, le problème se pose comme suit : la relation entre acteur et situation ne sera pas le fait de contenus culturels ni de règles, elle sera produite par des processus d'interprétation. Ainsi, Garfinkel propose un nouveau postulat pour la sociologie : il faut considérer les faits sociaux comme des accomplissements pratiques ; le fait social n'est pas un objet stable, il est le produit de l'activité continue des hommes, qui mettent en œuvre des savoir-faire, des procédures, des règles de conduite, une méthodologie profane dont l'analyse constitue la véritable tâche du sociologue (Coulon, 1987, p.19).

⁷⁹ Coulon, A., (1987) *L'ethnométhodologie*, Paris, PUF, collection « *Que sais-je?* »

Ainsi, nous justifions notre choix de privilégier le projet de l'ethnométhodologie dans cette thèse par le fait que nous poursuivons les objectifs suivants :

- apprendre comment les activités ordinaires réelles des membres, usagers du téléphone mobile, sont faites de méthodes pour rendre analysables les actions pratiques, les circonstances pratiques, la connaissance de sens commun des structures sociales, et le raisonnement sociologique pratique ;
- découvrir les propriétés formelles des actions pratiques courantes « de l'intérieur » de situations réelles, en tant que réalisations continues de celles-ci.

Il convient, par ailleurs, de souligner que nous n'entendons pas exploiter l'ensemble d'une œuvre aussi complexe et dense développée par Garfinkel. Nous nous intéressons uniquement aux éléments qui nous paraissent pertinents pour conduire notre réflexion. De ce fait, certains concepts seront utilisés en fonction des besoins, que d'autres.

Ainsi, l'ethnométhodologie se voit comme une technologie d'analyse sociale privilégiant l'observation des choses *en train de se faire*, et celle des conditions de cet accomplissement (Garfinkel, 2007). Notre analyse de l'usage du téléphone mobile au Congo-Brazzaville répond à la nécessité de questionner les pratiques sociales ou communicationnelles de la vie quotidienne en tant que méthodes des membres pour rendre ces mêmes pratiques visiblement-rationnelles-et-rapportables-à-toutes-fins-pratiques, c'est-à-dire « *descriptibles* » (accountable) comme organisations des activités ordinaires de tous les jours. En ce sens, le caractère « réflexif » et « incarné » des pratiques de description (accounting practices) et des descriptions constitue le cœur de cette approche de Garfinkel.

Nous ambitionnons particulièrement d'analyser ce que Harold Garfinkel traite dans le deuxième chapitre de son ouvrage, c'est-à-dire « *le socle routinier des activités ordinaires* » (Garfinkel, 2007, p. 97) des usagers du téléphone mobile au Congo-Brazzaville. Car, le sociologue américain suggère que la mission d'un chercheur adoptant la posture ethnométhodologique consiste à interpréter toutes *les activités quotidiennes socialement organisées*, entendue comme une conduite soumise à l'*attitude naturelle*. Ainsi, il formule son projet en ces termes : « *Lorsque je parle d'ethnométhodologie, je me réfère aux études des propriétés rationnelles des expressions indexicales et d'autres actions pratiques en tant que composition d'accomplissements, en cours de fabrication, de pratiques techniques quotidiennes organisées.* »

(Garfinkel, 1967). Pour lui, seule l'analyse descriptive de l'activité et des moyens employés par ses membres pour rendre compréhensibles leurs actions permettrait d'accéder à ce sens implicite et caché qui conditionne leur choix d'action (Garfinkel, 2007). Il fustige donc la tradition positiviste de la sociologie durkheimienne qui assigne un rôle essentiellement passif aux individus. Elle ne saurait rendre compte des actions individuelles qu'à partir d'un ensemble de normes et de valeurs intériorisées⁸⁰. Or, selon lui, les faits sociaux doivent être appréhendés comme l'aboutissement de processus et que la structure sociale ne doit pas être considérée comme donnée, mais comme le fruit de l'activité pratique des individus. Devenir ethnométhodologue, c'est laisser la question de la structure sociale de côté, sans nier ou affirmer son existence, pour se concentrer sur les pratiques, les méthodes indigènes des membres, c'est-à-dire les *ethnométhodes* (Garfinkel, 1967). Cette notion « *d'ethnométhodes* » est centrale dans notre analyse.

L'ethnométhodologie constitue véritablement une démarche proche des vraies réalités du terrain, qui ne s'adresse pas aux faits sociaux comme éléments d'un système mais à ce qui leur permet d'être des éléments d'un système (Widmer, 1986). Elle opère une modification des procédures de recherche en proposant « *une méthodologie du monde social tel qu'il est continuellement en train de se faire* » (Quéré, 1986, p. 23). « *C'est aussi un style, une manière de travailler, une sensibilité empirique, un certain type de rapport aux données, une attention aux détails, une méfiance à l'égard des interprétations superflues, un souci de rigueur dans la description de l'argumentation.* » (Quéré, 1986, p. 74).

Pour Louis Quéré, l'ethnométhodologie c'est « *la combinaison de [ces] deux perspectives, l'une héritée de Parsons, qui porte sur les conditions d'émergence et de maintien de l'ordre social, l'autre de Schütz, qui concerne la rationalité pratique des activités quotidiennes et le type de connaissance de la société qu'elles mettent implicitement en œuvre, qui définit le mieux la visée de Garfinkel. On peut résumer son argument sociologique de la manière suivante : les membres d'une société exhibent des conduites ordonnées, régulières, standardisées et concordantes, dans des environnements sociaux stables qui leur sont intelligibles, disponibles, descriptibles, sur le mode du familier.* » (Quéré, Lapassade, 1986 : 29-30). En effet, ceci donne de l'épaisseur aux études de Garfinkel (1967).

⁸⁰ Monnoyer-Smith, L., Talpin, J., SIC et ethnométhodologie : Réconcilier une approche des pratiques avec une analyse des formes du pouvoir, Numéro 4 - Décembre 2010

Cette théorie, en tant qu' « *analyse des façons de faire ordinaires que les acteurs sociaux ordinaires mobilisent afin de réaliser leurs actions ordinaires* » (Mucchielli, 2004 : 88), a ceci de fondamental : non seulement de porter une grande attention à l'acteur en tant que sujet, mais surtout d'exiger du chercheur qu'il soit directement et méthodologiquement témoin des phénomènes qu'il analyse. La subjectivité du chercheur est rétablie et analysée comme un phénomène qui appartient de plein droit au champ considéré. « *Nous construisons ce que nous regardons à mesure que ce que nous regardons nous constitue, nous affecte et finit par nous transformer.* » (Laplantine, 2000 : 18). Dans le cadre de notre recherche, nous analysons les phases d'appropriation du dispositif sociotechnique dans les pratiques sociales en croisant nos observations avec les discours des acteurs. Car, pour Garfinkel, un acteur n'est pas un « *idiot culturel* », puisqu'il est doté d'une compétence unique dans l'évaluation de ses actions (Garfinkel, 1984, p. 66). Ethnométhodologue, « *chercheur-acteur* », nous sommes *membre* du groupe social étudié, parce que citoyen congolais, et imprégné du langage de sens commun local.

Tout au long de cet écrit doctoral, nous illustrerons, par des exemples tirés de nos données qualitatives de terrain, comment peut être mobilisée une ethnographie dans le contexte d'une analyse des usages du téléphone mobile au Congo-Brazzaville.

4.2.1.1. Les concepts majeurs de l'ethnométhodologie

Dans la mise en place de son projet scientifique, l'ethnométhodologie, Harold Garfinkel s'est forgé un vocabulaire particulier. Ce dernier ne relève pas toujours de la nouveauté, puisque tantôt il emprunte certaines de ses notions ailleurs – l'indexicalité, à la linguistique ; la réflexivité, à la phénoménologie ; la notion de membre, à Parsons – tantôt il reprend des termes du langage courant mais en modifie le sens. Mais ce qui est marquant et intéressant dans l'ethnométhodologie, c'est la complémentarité et la solidarité de ses concepts.

Au tout début du premier chapitre des *Studies*, intitulé « Qu'est-ce que l'ethnométhodologie ? », le sociologue américain suggère que ses études « *traitent des activités pratiques, les circonstances pratiques, et le raisonnement sociologique pratique, comme des sujets d'étude empirique. En accordant aux activités banales de la vie quotidienne la même attention qu'on accorde habituellement aux événements extraordinaires, on cherchera à les saisir comme des*

phénomènes de plein droit. » (Garfinkel, 1967). Ce qui signifie que le chercheur adoptant cette posture, se met à la recherche empirique des méthodes que les individus utilisent pour donner sens et en même temps accomplir leurs actions de tous les jours : communiquer, prendre des décisions, raisonner.

En effet, l'un des concepts clés de la théorie de Garfinkel est l'« indexicalité » : il renvoie essentiellement à toutes les déterminations qui s'attachent à un mot, à une situation. Sa compréhension profonde passe par des « *caractéristiques indicatives* », et exige des individus qu'ils « *aillent au-delà de l'information qui leur est donnée* ». En d'autres termes, l'indexicalité renvoie à *la relation de sens entre une expression et son contexte d'émission pragmatique*. Elle fait référence aux expressions dont la signification ne peut être donnée sans recours à des éléments liés au contexte pragmatique (espace, temps, sujets présents, objets présents). Chaque fois que le contexte pragmatique change, la signification de l'expression change car, dans chaque contexte, elle se réfère à des états de choses différents. Ainsi, *l'indexicalité* soulève la question de l'instance du discours, de son contexte sans généralisation possible (Agostinelli, 2001).

Par ailleurs, la notion de réflexivité est également centrale dans *la sociologie profane* de Garfinkel. Elle n'est pas à confondre avec la réflexion, car dire que les gens ont des pratiques réflexives, cela ne veut pas dire qu'ils réfléchissent à ce qu'ils font. Les membres n'ont évidemment pas conscience du caractère réflexif de leurs actions. Ils seraient incapables, s'ils en prenaient conscience, de poursuivre les actions pratiques engagées. Ils s'en désintéressent des circonstances pratiques et des actions pratiques en tant que thèmes. Ils ne cherchent pas à théoriser et « *considèrent cette réflexivité comme allant de soi ; mais ils reconnaissent, démontrent et rendent observable à chacun des autres membres le caractère rationnel de leurs pratiques concrètes – ce qui signifie occasionnelles – tout en considérant cette réflexivité comme une condition inaltérable et inévitable de leurs investigations* » (Studies, p. 9).

Dans le cours de nos activités ordinaires, nous ne prêtons pas attention au fait qu'en parlant nous construisons en même temps, au fur et à mesure de nos énoncés, le sens, l'ordre, la rationalité de ce que nous sommes en train de faire à ce moment-là. La réflexivité présuppose « *que les activités par lesquelles les membres produisent et gèrent les situations de leur vie organisée de tous les jours sont identiques aux procédures utilisées pour rendre ces situations descriptibles.* » (Studies, p. 1). La réflexivité est, avec l'indexicalité, constitutive du langage et des descriptions

du monde et désigne les pratiques qui permettent de montrer que l'action et la situation sont inextricablement liées, indissociables. Il s'agit d'un concept clé qui oblige l'ethnométhodologue à considérer le contexte et l'action dans un même moment, en observant comment ils fonctionnent simultanément et en interaction. Sans jamais être dissociés.

En outre, l'un des concepts à mettre en valeur dans l'emprunt de la démarche ethnométhodologique est celui de « l'accountability ». En effet, dans la préface aux *Recherches en ethnométhodologie*, Harold Garfinkel indique que : « *Les études ethnométhodologiques analysent les activités quotidiennes des membres comme des méthodes qui rendent ces mêmes activités visiblement-rationnelles-et-rapportables-à-toutes-fins-pratiques, c'est-à-dire descriptibles (accountable), en tant qu'organisation ordinaire des activités de tous les jours* »⁸¹.

Louis Quéré⁸² souligne « *deux caractéristiques importantes de l'accountability : elle est réflexive et elle est rationnelle. Dire qu'elle est réflexive, c'est souligner que l'accountability d'une activité et de ses circonstances est...un élément constitutif de ces activités* ». Dire qu'elle est rationnelle, « *c'est souligner qu'elle est produite méthodiquement en situation, et que les activités sont intelligibles, peuvent être décrites, et évaluées sous l'aspect de leur rationalité* ». Dans ce sens, le monde social est *accountable*⁸³, donc disponible, c'est-à-dire descriptible, intelligible, rapportable, analysable : « *Le monde n'est pas donné une fois pour toutes, il se réalise dans nos accomplissements pratiques.* » (Coulon, 2002 : 39). Cette analysabilité du monde social, sa descriptibilité, son objectivité se révèlent dans les actions pratiques des acteurs. Le monde n'est pas donné une fois pour toutes, il se réalise dans nos accomplissements pratiques. En ce sens, l'ethnométhodologie « *traite les comptes rendus du monde social que font les membres comme des accomplissements en situation, non comme des indices de ce qui se passe vraiment. Le souci de l'ethnométhodologie en général est l'élucidation de la façon dont les comptes rendus, ou les descriptions d'un événement, d'une relation, ou d'une chose, sont*

⁸¹ Barthélémy, M., et Quéré, L., (2007) *Recherches en ethnométhodologie*, Paris, PUF

⁸² Quéré, L., (1984) L'argument sociologique de Garfinkel, in « *Arguments ethnométhodologiques* », p. 100-137.

⁸³ Agostinelli, S., (2001) suggère qu'une première approximation de la notion d'accountability, pourrait être celle de « représentation du monde » existant dans l'esprit d'une personne, et servant de base à une succession de prises de décisions dans le cadre d'activités pratiques ; mais en y apportant un certain nombre de correctifs qui sont les suivants : Le monde dont l'accountability donne une représentation est un univers local, principalement centré autour d'un groupe limité de personnes (terrain, village, etc.) ; la représentation est pour une large part implicite (elle fait intervenir des « allant-de-soi ») ; la représentation est socialisée : elle est interactivement partagée entre les membres du groupe ; il y a une accountability du groupe qui articule entre-elle des " accountabilities " individuelles.

*produits en interaction, de telle sorte qu'ils parviennent à un statut méthodologique clair, par exemple établi ou illusoire, objectif ou subjectif, etc.*⁸⁴ ».

Enfin, pour notre étude, l'épistémologie de Garfinkel nous offre la notion de « *membre* » se référant, non pas à l'appartenance sociale, mais à la maîtrise du langage naturel : « *La notion de membre est le fond du problème. Nous n'utilisons pas le terme en référence à une personne. Cela se rapporte plutôt à la maîtrise du langage commun, que nous entendons de la manière suivante. Nous avançons que les gens, à cause du fait qu'ils parlent un langage naturel, sont en quelque sorte engagés dans la production et la présentation objectives du savoir de sens commun de leurs affaires quotidiennes en tant que des phénomènes observables et racontables...* ». C'est quelqu'un qui, ayant incorporé les *ethnométhodes* d'un groupe social considéré, exhibe « naturellement » la compétence sociale qui l'agrège à ce groupe et qui lui permet de se faire reconnaître et accepter.

4.2.1.2. De l'observation participante come méthode principale d'un « chercheur-acteur » au « retour au pays natal »⁸⁵

Dans un article publié en 2013, *la politique de terrain*⁸⁶, l'anthropologue Jean-Pierre Olivier de Sardan soutient que l'observation participante connote quelque chose de relativement clair. Elle prône l'idée selon laquelle le chercheur doit réellement participer à la vie et aux activités des sujets observés. Par un séjour prolongé chez ceux auprès de qui il enquête (et par l'apprentissage de la langue locale si celle-ci lui est inconnue), le chercheur se frotte à la réalité qu'il entend étudier. Il peut ainsi l'observer, au plus près de ceux qui la vivent, et en interaction permanente avec eux. Dans cette perspective, on peut considérer toute enquête comme étant marquée par le contexte du terrain et la personnalité du chercheur. À ces facteurs s'ajoute une

⁸⁴ Zimmerman, D.-H., (1976), A Replay to Professor Coser, *The American Sociologist*, 11 février, p. 4-13.

⁸⁵ Nous empruntons cette expression du titre donné par Aimé Césaire à sa fameuse œuvre poétique “*Cahier d'un retour au pays natal*” Poème (1938-1939, publié en 1947). Cette méditation lyrique au langage flamboyant et incandescent, à la fois conquérant et destructeur, cette explosion volcanique de forces profondes longtemps contenues, est un texte fondateur. Régulièrement inscrit dans les programmes scolaires, “*Cahier d'un retour au pays natal*” est devenu un des grands classiques de la littérature négro-africaine.

⁸⁶ Olivier de Sardan, J.-P., « La politique du terrain », Enquête [En ligne], 1 | 1995, mis en ligne le 10 juillet 2013, consulté le 08 mars 2015. URL : <http://enquete.revues.org/263> ; DOI : 10.4000/enquete.263

sélectivité du regard, car le chercheur est amené à faire des choix en fonction des faits jugés pertinents ou pas.

Dans ce sens, notre posture de « chercheur-acteur », de citoyen congolais vivant depuis onze (11) ans en Occident (entre l'Italie et la France), peut interroger notre neutralité et notre capacité de distanciation, notre *indifférence ethnométhodologique*⁸⁷. Les résultats de nos analyses seront-ils fiables au regard du maintien de la distance critique du chercheur au cours de son étude empirique ? Ce statut, certes ambivalent, est cependant un atout qui nous permet d'appréhender la production locale et endogène du sens, des choses les plus ordinaires de la vie sociale (Garfinkel, 2001). En tant qu'« artisan », nous créons notre propre méthodologie en fonction de notre terrain d'investigation (Pourtois et Desmet, 2004 : 73). Les méthodes de l'ethnographie que nous choisissons nous fournissent un cadre pour l'analyse et l'interprétation des données provenant de notre corpus et cela nous donne un statut de chercheur non-neutre dans une démarche compréhensive.

La caractéristique première de l'observation participante est « *qu'elle sous-entend la participation à la vie sociale, culturelle et rituelle telle qu'elle est.* » (Copans, 2005 : 36). Ainsi, le chercheur doit garder à l'esprit qu'il aborde le terrain avec un ensemble de questions de départ, une problématique pour éviter que le matériau qualitatif ne reste « muet » (Gagnon, 1980). Au départ, un petit nombre de questions orientent le chercheur, même si les questions et hypothèses fondamentales surgissent au cours de l'investigation. « *L'observation devient beaucoup plus "participante" dès le moment où l'anthropologue opère un retour sur ce qu'il a perçu et fait remonter à la surface les éléments enfouis qui témoignent de la dimension participative de son observation (...). L'écriture permet à la fois de revivre une expérience intense et de l'objectiver, d'y participer à nouveau tout en l'observant "à froid".* » (Winkin, 2001 : 163). Ainsi, cette démarche considère que le travail d'écriture permet au chercheur de se distancier afin d'être en mesure de produire une analyse pertinente et fiable.

L'approche ethnographique nous renseigne sur le double défi de l'observation participante. D'abord, il s'agit de partir à la rencontre de l'autre, de développer « *des relations avec le terrain observé et les acteurs qui y agissent, quel que soit leur statut.* » (Ollivier, 2000 : 111). Puis, il recommande de se distancier de la rencontre avec l'autre, qui est bien semblable à soi-même, de

⁸⁷ Garfinkel, H. et Sacks, H. , (1970) *On Formal Structures of Practical Action* , p 345-346.

le « *mettre à distance tout en établissant une relation de proximité.* » (Ollivier, 2000 : 111). Pour investir un terrain, « *il n'y a pas de place pour un observateur non-engagé.* » (Favret-Saada, 1977: 27). Cette double posture est « *une posture d'observation participante ou de distance empreinte de sympathie avec les sujets qui œuvrent dans ce champ qui permet de recueillir les données et d'atteindre la scientificité.* » (Ollivier, 2000 : 110). Ces fondements de l'observation participante montrent qu'elle « *n'est pas un leurre – mais que le positionnement qu'elle exige au sein du champ social n'est pas de tout repos.* » (Winkin, 2001 : 165).

Nous entamons notre observation participante au Congo-Brazzaville, pour notre parcours doctoral, en 2012 autour du phénomène de popularisation du téléphone mobile, lequel permet l'émergence des usages particuliers intégrant le quotidien des usagers. En effet, « *la description ethnographique est description d'un processus plus que d'un état. Dans l'étude des objets notamment (ainsi que des techniques et des modes de production), elle ne consiste pas dans l'énumération de leurs attributs, mais dans le récit de leur processus de fabrication et de leur utilisation.* » (Laplantine, 2000 : 88).

De par notre présence sur le terrain d'observation participante au Congo-Brazzaville, nous devenons le phénomène que nous étudions et nous exploitons les rapports de parenté, familiarité et de confiance réciproque construits au fur et à mesure avec les individus qui composent notre terrain de recherche. Cette démarche requiert donc notre investissement personnel qui consiste à prendre part à la vie et aux activités des sujets observés, en gardant la possibilité de mettre à distance la situation observée. C'est pour cela que les résultats de nos observations ont une valeur locale et ne peuvent se généraliser.

Concrètement, nous procédons à des prises de notes sur notre carnet de terrain, sur-le-champ ou a posteriori, en tentant d'organiser la conversation de ce à quoi nous assistons, sous forme de descriptions écrites. C'est de là que survient la production des données et la constitution de notre corpus qui est successivement soumis au dépouillement et au traitement. Notre corpus est contenu dans notre carnet de terrain, « *où l'anthropologue consigne systématiquement ce qu'il voit et ce qu'il entend. D'où l'importance de ces carnets : seul ce qui y est écrit existera ultérieurement comme données, fera fonction de corpus, et pourra être ensuite dépouillé, traité, restitué.* » (Olivier de Sardan, 2013).

Nous définissons nos données de terrain comme la transformation en traces objectivées de « morceaux de réel »⁸⁸, prenant des formes objectales, tels que nous les avons sélectionnés et perçus. Pour nous, l'observation ne saurait être le coloriage d'un dessin préalablement tracé : elle est plutôt l'épreuve du réel auquel une curiosité préprogrammée est soumise (Olivier de Sardan, 2013).

Pour Olivier de Sardan, le chercheur doit être un voyeur, mais aussi un « écouteur », car les dialogues des gens entre eux valent bien ceux qu'il a avec eux⁸⁹. Ainsi, loin d'apparaître uniquement comme un témoin, nous sommes en permanence, pendant nos séjours au Congo-Brazzaville, immergé dans de multiples interactions, dans des relations sociales verbales et non verbales, simples et complexes : conversations, bavardages, jeux, sollicitations, etc. En tant que chercheur-acteur en SIC opérant un « *retour au pays natal* » par la démarche ethnographique, nous évoluons dans le registre de la communication banale, en privilégiant « *les formes du dialogue ordinaire*⁹⁰ », en allant à la rencontre des acteurs locaux en situation quotidienne, dans le monde de leur « *attitude naturelle*⁹¹ ». A ce titre, notre carnet de terrain constitue pour nous le lieu où s'effectue la conversation de l'observation participante en données ultérieurement traitables. Sanjek, en titrant son ouvrage, avance que les notes de terrain sont la « *fabrique de l'anthropologue*⁹² ».

⁸⁸ Goffman parle de *strip* (séquence) pour désigner les « morceaux de réel » auxquels s'intéresse l'analyste (E. Goffman, *Les cadres de l'expérience* [1974], Paris, Éd. de Minuit, 1991). Mais leur intelligibilité suppose un langage conceptuel de description « déjà-là » : c'est ce que souligne Passeron, qui rappelle Bachelard : le « vecteur épistémologique » va du rationnel au réel, et non l'inverse (J.-C. Passeron, « De la pluralité théorique en sociologie : théorie de la connaissance sociologique et théories sociologiques », *Revue européenne des Sciences sociales*, 99, 1994, p. 73-74).

⁸⁹ A. Richards a parlé à ce sujet dès 1939 de « langage en acte », speech-in-action (R. Sanjek, op. cit., p. 212). Le recours de plus en plus massif aux seuls entretiens ou interviews, comme certaines exhortations à une anthropologie « dialogique », privilégiant l'interaction verbale entre le chercheur et les populations (J. Fabian, *Time and the Other : How the Anthropology Makes its Object*, New York, Columbia University Press, 1983 ; J. Clifford & G. Marcus, eds, *Writing Culture. The Poetics and Politics of Ethnography*, Berkeley, University of California Press, 1986), font parfois oublier cette dimension pourtant fondamentale de l'observation participante

⁹⁰ Althabe, G., op. cit., p. 126.

⁹¹ Schütz, A., (1987) *Le chercheur et le quotidien. Phénoménologie des sciences sociales*, Paris, Méridiens-Klincksieck.

⁹² Sanjek, R., (1991) « The Ethnographie Présent », *Man*, XXVI

Mais notre posture de « chercheur-acteur » dans le contexte du Congo-Brazzaville interroge aussi, au-delà de l'usage du carnet, notre appartenance à la culture locale, nos connaissances des langues et des façons de faire de nos interlocuteurs, nos rapports d'amitié et de parenté, notre réseau relationnel si étendu que nous exploitons minutieusement au cours de nos séjours d'immersion. Envisager une observation participante sans faire directement usage de notre carnet, c'est aller au-delà des considérations que l'on peut avoir du statut d'un ethnographe traditionnel. Nous ne créons pas ici une rupture radicale avec notre posture assumée plus haut, il s'agit plutôt d'une volonté de percer encore, à travers le jeu de rapprochement/distanciation, les faits sociaux que nous prétendions en avoir la parfaite maîtrise.

Dans ce sens, cette approche nous permet d'observer et d'interagir aussi sans y prêter autrement attention, sans avoir l'impression de travailler, et donc sans prendre notes, ni pendant, ni après. En d'autres termes, le chercheur ici ne se sent pas toujours en service commandé, il plaisante, mange, bavarde, joue, regarde, écoute, etc. C'est en vivant avec les autres, sans différence ni culturelle ni identitaire, que nous observons les faits et gestes des autres, leurs manières de faire ou de vivre, leurs actes de communiquer, et cela arrive parfois malgré nous. Mais ces observations banales-là sont « enregistrées » dans notre subjectivité. D'ailleurs, nombre des interactions quotidiennes dans lesquelles nous nous engageons (les rapports de bon voisinage, la jovialité des bavardages souvent le soir avec nos amis d'enfance, les plaisanteries échangées avec des personnes nouvellement connues, etc.) ne sont pas forcément en liaison avec la recherche, elles ne sont pas consignées dans notre carnet de terrain, mais elles ne sont pas pour autant moins importantes dans la constitution de notre corpus.

À présent, pour décrire ce que nous avons réalisé concrètement, nous pouvons souligner que notre action sur le terrain est inhérente aux statuts : nous sommes d'abord un citoyen congolais, donc considéré comme un membre du groupe social étudié, totalement concerné et, d'une certaine manière, impliqué dans les situations que nous observons. Par ailleurs, nous sommes un citoyen congolais de la diaspora, vivant en Europe depuis environ onze ans ; donc, nous revenons dans notre pays, terrain de notre recherche, avec un regard plein de curiosité et d'attentes du point de vue des changements. Cet élément supplémentaire de notre statut de citoyen est fondamental dans la prise de conscience de notre problématique de thèse. Cependant, nous sommes également un jeune chercheur en SIC, dans le laboratoire de recherche PREFics de l'Université de Rennes 2, et avons négocié notre statut de chercheur en toute transparence auprès

des structures et des acteurs assumant la responsabilité de notre encadrement scientifique, pour interroger la problématique de notre recherche doctorale dans son contexte d'émergence.

En effet, à Brazzaville comme dans les autres localités constituant le terrain de cette recherche, en participant au quotidien aux conversations simples, nous écoutons ce qui se dit. Ainsi, ce double statut, tel que décrit dans notre cas, nous conduit à questionner nos propres pratiques ainsi que celles des autres. « *Un physicien ou un botaniste ne font pas partie intégrante du domaine scientifique dont relèvent les éléments ou les plantes qu'ils étudient, l'ethnographe est un homme, modelé par un groupe social...* » (Condominas, 1965). Nous avons l'avantage de n'avoir aucune nécessité à pénétrer dans le groupe de l'intérieur, à nous imprégner à nouveau de sa culture et de ses pratiques pour gagner en familiarité et en confiance : le quotidien du groupe et sa culture sont aussi les nôtres, même si nous le regardons différemment désormais. Pour Yves Winkin (2001), dès lors que le chercheur assure la distance garante d'une approche scientifique, la réponse à la question de légitimité de la méthode demeure affirmative.

Cependant, ce statut est plus difficile à tenir que si l'on observait une situation plus éloignée. Sa réussite dépend de la distanciation opérée par le travail d'écriture qui permet un « *décalage* » par rapport à ce qui a été observé, une objectivation « *à froid* ». En effet, « *l'observation participante (...) est "opérationnelle" ; elle s'acquiert par diverses "stratégies de décalage". L'écriture permet à la fois de revivre une expérience intense et de l'objectiver (...) Cette stratégie de décalage par l'écriture est d'autant plus nécessaire si l'on travaille au sein de sa propre société. L'observation participante se confond alors avec la vie ordinaire à un tel point que la posture ethnographique devient parfois difficile à maintenir longtemps (...) Il faut à la fois une attention de tous les instants - il faut pleinement participer – et une capacité de désengagement instantané - il faut reculer légèrement pour observer. C'est l'écriture du journal et sa relecture qui permettent ce va-et-vient.* » (Winkin, 2001 : 163-164). Notre premier écrit est donc notre ancien cahier du cours « Fondements épistémologiques », un véritable « *diario* » sur lequel sont notées les observations et les annotations. La lecture et la relecture de ces observations nous permettent d'annoter nos commentaires, en faisant parler notre texte pour dégager des significations. Dans cette phase réflexive, les annotations font surgir des régularités, des « *patterns* », qui nous conduisent vers des « *énoncés de nature généralisante.* » (Winkin, 2001 : 148). Notre enquête ou la récolte de données est conduite suivant quatre phases, au regard d'un certain nombre de contraintes liées à la réalisation de ce projet de recherche. Il est donc

important d'y procéder à une description de ces étapes.

4.2.1.3. Description du déroulement de l'observation participante.

Notre choix de l'ethnométhodologie, pour étudier « les activités quotidiennes socialement organisées » (Garfinkel, 1967) dans le contexte de l'usage du téléphone mobile en rapport avec la question du développement au Congo-Brazzaville, nous conduit à la mise en place une stratégie que nous considérons pertinente pour réussir le traitement de notre problématique générale. Cette stratégie de terrain a, de notre point de vue, une double justification : au plan théorique, nous appréhendons la communication comme un processus d'accomplissement de l'ordre relationnel et des actions des individus en interaction ; au plan pratique, l'utilisation du téléphone mobile dans la société congolaise a gagné le pari des oppositions riches/pauvres, zones urbaines/zones rurales, culture traditionnelle locale/culture civilisatrice occidentale, donc mondiale, jeunes/vieux, alphabètes/analphabètes, hommes/femmes, etc. Ce deuxième facteur soulève, en effet, la question de la mixité du public auprès duquel nous menons notre enquête d'immersion.

Dans ce sens, la première phase commence de Février-Avril 2012 en tant que chercheur en SIC au Congo-Brazzaville. Au cours de ces trois premiers mois d'observation participante, nous choisissons d'enquêter sur les usages du téléphone mobile et les pratiques urbaines des acteurs uniquement dans la ville-capitale Brazzaville. Cette ville constitue, jusqu'alors, le centre névralgique ou la plaque tournante de toutes les activités socioéconomiques du pays. Par exemple, c'est à Brazzaville que sont installées toutes les sociétés opératrices du secteur de la téléphonie mobile (MTN Congo, Airtel Congo, Warid Congo et Azur Congo).

En effet, nous conduisons notre enquête, dans un premier temps, en privilégiant deux acteurs principaux du secteur de la téléphonie mobile : MTN Congo et Airtel Congo. D'une part, parce que ces deux sociétés privées du capital ont une couverture territoriale importante, disposant donc d'une large part du marché au plan national ; d'autre part, parce qu'elles sont très actives dans le secteur social, au travers de la promotion de plusieurs activités à caractère non lucrative (jeux-concours, soutien aux élèves et étudiants, appui à la lutte contre les maladies graves, soutien aux personnes vivant avec handicap, le mécénat culturel). Mais l'objectif que nous

poursuivons va bien au-delà de ces actions. Nous observons particulièrement le lancement d'un service innovant : le système bancaire sur téléphone mobile chez MTN Congo dénommé « MTN Mobile Money⁹³ ». Du côté de son concurrent direct, Airtel Congo, il s'agit du même type de service, « Airtel Money⁹⁴ ». Ainsi, pendant vingt-trois (23) jours, en dépit des difficultés d'accès, nous avons activé notre réseau relationnel pour observer de manière intermittente les phases d'essai de ces nouveaux services mis à la disposition des clients-usagers du téléphone mobile. Muni de notre « *carnet de terrain* », nous nous rendons d'abord au service clientèle de MTN Congo, où nous connaissons une ancienne voisine du quartier, pour voir, entendre, écrire. Dans cet espace exigu, nous nous intéressons à tout, nous observons les manières de faire des agents, leur façon de répondre aux inquiétudes des clients, leurs modes d'organisation, leurs discours, mais également les stratégies et les logiques d'action de la société et des clients-usagers, etc. Les abonnés viennent en nombre chaque jour, premièrement, pour avoir des informations précises sur les avantages ou pas d'un tel dispositif jamais expérimenté dans un pays où le système bancaire ne rassure personne. Certaines personnes, par contre, viennent pour acter l'ouverture d'un compte bancaire mobile. En notre qualité d'abonné du réseau téléphonique MTN Congo, nous nous engageons *in situ* pour l'ouverture de notre compte mobile personnel à titre d'expérimentation. Celui-ci nous est activé opérationnel après seulement trois jours. Dès lors, après avoir acquis les termes de fonctionnement et reçu les paramètres de configuration du système, nous commençons l'utilisation de notre compte par un dépôt de 20.000 Fcfa (environ 35.00€), qui nous permettront d'acheter nos crédits de communication sans nous déplacer, de payer nos achats dans les magasins ayant conclu les termes d'agrément avec notre opérateur, etc.

En effet, nous procédons de la même manière au service clientèle d'Airtel Congo. Là, avec l'aide d'un ami d'enfance, devenu agent de sécurité dans cette organisation, nous accédons à la salle d'accueil, réservée aux clients, pour mener des échanges informels avec les agents, les usagers, afin de créer un lien direct qui permet de « *co agir ensemble* » et de « *co exister ensemble* »⁹⁵.

⁹³ MTN MobileMoney est un porte-monnaie électronique. Ce service vous permet d'envoyer et de recevoir de l'argent via votre compte MTN Mobile Money, de payer vos factures et d'acheter le crédit de communication à partir de votre téléphone mobile. http://www.mtncongo.net/mtn_mobilemoney.php?page=se

⁹⁴ C'est un service de Airtel qui vous permet d'approvisionner votre téléphone mobile en argent, faire vos achats, payer vos factures, envoyer et recevoir de l'argent, approvisionner son compte en crédit de communication, effectuer des transactions bancaires et bien plus encore, tout cela à partir de votre téléphone.

⁹⁵ Bernard, F., et Joule, R. V., (2004) « Lien, sens et action : vers une communication engageante », *Communication et organisation* [En ligne], 24, mis en ligne le 27 mars 2012, consulté le 26 mars 2015. URL : <http://communicationorganisation.revues.org/2918>

Ceci, pour s'affranchir de certaines frontières idéologiques qui nous définissent non pas comme un étranger ni un chercheur, mais comme « *celui qui revient au pays après tant d'années de vie en Europe*⁹⁶ ». Ainsi, comme nous l'avons précisé précédemment, en tant que citoyen congolais, nous sommes particulièrement sensible aux besoins exprimés par les usagers, non seulement par rapport au nouveau service de la banque mobile, mais aussi par leur quête d'assurance du point de vue de la fiabilité du réseau téléphonique. Dans ce contexte d'observation participante, nous sommes à la « *chasse du détail* » qui peut surgir des gestes, des paroles, des actions, des écrits, des postures, etc.

Pour terminer ce premier séjour d'immersion à Brazzaville, avant de revenir dans notre laboratoire de recherche en France, notre choix se porte sur l'observation participante auprès des étudiants du département de communication de l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville, pendant une dizaine de jours d'interactions, pour interroger les usages du téléphone mobile en contexte d'études ou d'apprentissage. Là aussi, toujours muni de notre carnet de terrain, nous nous lançons dans les débats divers sur les questions scientifiques et sociétales. Nous concentrons particulièrement notre attention sur les pratiques de recherches de certains étudiants inscrits en Licence 3 et en Master 1, parcours *Sciences et Techniques de la Communication*, qui, ne disposant pas d'ordinateurs, profitent de leur abonnement d'Internet sur téléphone mobile pour rechercher les informations, les articles et tout autre document scientifique jugé utile. Ici, notre statut de chercheur en SIC nous permet d'être reconnu et accepté de la communauté universitaire, les enseignants et les étudiants.

Les trois autres moments d'observation participante pour notre recherche de terrain au Congo-Brazzaville se déroulent durant les périodes suivantes : de Juillet à Septembre 2012 ; de Juillet à Septembre 2013 et de Juin à Septembre 2014. Selon nos critères de pertinence relatifs à notre problématique, nous mettons en place une organisation spécifique de la recherche du détail qui nous conduira dans les localités de Brazzaville et Boundji.

D'abord, à Brazzaville, notre enquête se poursuit à travers différents échanges formels et informels avec l'équipe des enseignants du département de communication de l'unique université du pays, mais aussi avec les étudiants. L'enjeu est d'observer, dans la relation

⁹⁶ Dans l'imaginaire collectif congolais, on peut dire africain, le retour au pays d'un citoyen de la diaspora comporte des risques d'exclusion et des opportunités d'acceptation. Mais les risques d'exclusion restent les plus prononcés, car l'on s'expose, y compris sa propre famille, à tout genre de préjugé. Entre glorification et dénigrement, accueil et refoulement, le « *retour au pays natal* » donne souvent une identité nouvelle : ne plus être comme les autres.

enseignant-étudiant, étudiant-étudiant, les pratiques d'échange d'informations sur l'organisation des cours et des examens. En effet, le téléphone mobile joue pleinement son rôle de médiateur entre ces acteurs, car les étudiants communiquent directement avec leurs enseignants pour avoir des informations certaines sur les salles, les heures de cours, les documents nécessaires, etc. Nous y prenons régulièrement notes sur notre carnet de terrain, c'est-à-dire que nous y consignons des observations, des bribes de conversation, les faits de communication, les gestes que nous avons au quotidien, surtout avec les étudiants. Peu à peu, nous constituons notre corpus de notes et de commentaires.

Nous nous intéressons également aux reconfigurations d'une pratique ancienne liée au déroulement des examens d'état, particulièrement le baccalauréat et le brevet d'études du premier cycle (B.E.P.C.), dénommée : « *les laboratoires* » ou « *le labo* ». Il s'agit des groupes constitués de personnes d'un niveau intellectuel supérieur aux candidats inscrits aux examens, souvent des parents, des amis ou des prestataires du savoir, qui s'attachent à traiter de l'extérieur les sujets destinés à ceux qui sont dans les salles de classe pour composer. C'est une véritable organisation de la tricherie avec pour base de fonctionnement la corruption de toute la chaîne des personnes chargées d'assurer la régularité et le bon déroulement des épreuves. L'enjeu c'est de faire sortir la « *fuite*⁹⁷ » dès le lancement des épreuves, et faire entrer les copies provenant du « *labo* » : les forces de l'ordre, les surveillants de salle, le jury, y sont souvent impliqués. Ainsi, pendons trois sessions d'examens d'état (2012-2013 et 2014), nous intégrons un groupe composé d'étudiants universitaires, d'anciens étudiants sans emploi. Ce qui nous intéresse voir, entendre, observer c'est les changements dans les manières de faire « *labo* ». Cette fois, le téléphone mobile est perçu en termes de médiation. Désormais, les candidats dans les salles d'examens nous transmettent directement, via SMS, les sujets dès leur dépouillement. Réunis autour d'une table de fortune, quelque fois dans une maison d'amis ou sous un arbre, très loin des lieux où se déroulent les examens, les prestataires de savoir traitent ces sujets, disposant de tous les documents nécessaires proscrits en salle d'examen. Après traitement, les résultats sont envoyés via SMS aux candidats. Notre présence dans ce groupe de « tricheurs » se justifie par la nécessité de comprendre le processus de communication par téléphone mobile, comme processus d'accomplissement de cette pratique en mutation permanente. De ce fait, nous donnons notre numéro de téléphone mobile local aux candidats aux examens et, après dépouillement, nous recevons les sujets *via* SMS. Mais pour des raisons personnelles, nous nous abstenons de les

⁹⁷ Cette notion fait référence à l'action des personnes impliquées dans cette organisation de la tricherie aux examens d'état, consistant à acheminer frauduleusement les sujets de la salle d'examen jusqu'aux prestataires du savoir ;

traiter et de recontacter les candidats.

Ensuite, à Boundji, notre observation participante porte sur notre immersion dans le monde des agriculteurs ruraux, auprès de ceux qui s'adonnent aux travaux champêtres pour maintenir leur foyer ou pour faire du commerce informel avec leurs produits. En effet, pendant trois ans (2012-2013-2014) nous consacrons 24 jours/an pour voir, entendre, aller au détail, faire avec les acteurs du secteur agricole rural de Boundji :

- Le groupe de 15 femmes auto-organisées en coopérative pour mutualiser leurs forces de travail, pour plus d'efficacité dans la productivité.
- Intégration dans le groupe de 12 hommes « *spécialisés* » dans les métiers de l'agriculture traditionnelle.

Notre choix de la période d'observation (Juillet-septembre) est stratégique, car c'est la saison intensive des travaux champêtres, car considérée comme la moins pluvieuse et la plus fertile. Notre statut *d'enfant du terroir* est plus facilement accepté et encouragé par les villageois comme signe de bravoure et d'amour de la terre. Ainsi, nous participons aux réunions informelles d'organisation des jours et des tours de travail. Ensuite, nous accompagnons le groupe aux champs. Enfin, nous nous focalisons sur les stratégies de communication mises en place pour réussir ces activités. En d'autres termes, au-delà des gestes, des actes, des paroles, des objets, nous observons les manières de communiquer qui traversent ces groupes des ruraux en prenant discrètement notes sur notre carnet de terrain. Ce qui est fondamental ici c'est le fait que, même dans l'exercice de ces activités souvent qualifiées d'ancestrales, dans ces communautés locales parfois appréhendées comme primitives, le téléphone mobile, comme dispositif sociotechnique, « *est compris en tant que médiateur et non en tant qu'instrument* » (Simondon, 2012). En effet, cet objet technique devient un acteur essentiel des activités locales de l'agriculture rurale. Les femmes et les hommes, selon les modes d'organisation des activités mis en place, font usage du téléphone mobile pour communiquer autour des pratiques, de la qualité des produits, de la disponibilité, des prix, etc. Nous qualifions ces groupes, y compris pratiques, « *d'organisations évanescences* », parce qu'ils sont toujours dans un processus de décomposition/recomposition ; le téléphone mobile intègre bien ce processus d'évolution du point de vue communicationnel.

De ce qui précède sur notre immersion de terrain au Congo-Brazzaville, il est important de

souligner que notre posture de chercheur, bien qu'annoncée au départ, est vite oubliée par ceux avec qui nous interagissons. À aucun moment nous n'endossons le rôle du « *leader autocratique* » qui contrôle tout (Kurt Lewin, 1998), au regard de notre niveau d'études. Préférant une intimité partagée, nous intervenons dans le groupe tout en maintenant un système d'interactions et de règles d'échanges fondé sur la coopération et la collaboration, dans une démarche de « *leadership démocratique* » (Kurt Lewin, 1998). Ceci nous permet de conserver leur confiance et de maintenir des relations de familiarité, d'amitié. En fait, « *L'accès à un certain nombre de lieux, de la salle de classe à la salle de négociation, ne se fait qu'au travers d'une implication institutionnelle. On ne peut recueillir de discours (hors un discours de langue de bois, disponible ailleurs et peu exploitable, de la part d'acteurs sociaux, qu'ils soient responsables de communication, responsables syndicaux ou non responsables) qu'en instaurant un climat de confiance. Cette confiance n'implique en aucun cas qu'on renonce à la distance critique fondamentale qui permet la recherche, ni qu'on s'identifie à un rôle, lors des entretiens ou des recherches que l'on mène.* » (Ollivier, 2000 : 110). Cependant, même si ces acteurs d'interaction oublient notre statut de chercheur-acteur pour ne voir en nous qu'un membre du groupe, nous faisons bien attention à cette posture.

Habité par notre questionnement, nous vivons notre terrain avec le souci permanent de confronter chaque relation formelle ou informelle, chaque propos, chaque geste ou action à notre problématique. Ainsi, le carnet de terrain, souvent à portée de main ou laissé à la maison pour les comptes-rendus du soir, constitue notre principal allié, l'outil de notre mémoire et de notre distanciation. Un va-et-vient terrain/théorie cadence ainsi notre observation participante au sens des travaux de l'École de Chicago sur les degrés de participation : « *le chercheur sur le terrain est ou devient un membre à part entière d'un groupe fermé, partageant ainsi de l'information secrète, inaccessible de l'extérieur.* » (Hugues et al., 1952, cité par Winkin, 2000 : 159). Toutefois, notre observation participante n'est pas sans comporter certaines limites. La première relève de l'impossibilité de rester au-delà de quatre mois au Congo-Brazzaville pour des questions administratives liées à notre présence sur le territoire français, mais aussi pour les problèmes de financement. En outre, une autre difficulté est liée au fait que les phénomènes à observer sont situés dans des lieux géographiques différents et éloignés. Dans ce sens, nous souhaitons compléter cette observation participante par des entretiens afin d'accéder à la compréhension du sens des usages, pratiques, des gestes et paroles qui ne nous est pas accessible par l'observation. Cette possibilité de saisir l'invisible par l'entretien est préconisée par Yves

Winkin comme une seconde solution méthodologique : « *La formation à la démarche ethnographique passe d'abord par l'observation (...) il faut être là (...) Dans la même logique, ce n'est que dans un second temps que vous en viendrez peut-être à mener des entretiens, pour essayer de reconstituer la perception du lieu par ses différents usagers professionnels ou amateurs. Il ne faut pas s'engager trop tôt dans une série d'entretiens ; il vaut mieux (...) avoir dégagé soi-même une certaine perspective (...) que d'emblée s'en faire livrer certaines clés.* » (Winkin, 2001 : 149). C'est au cours des années 2013-2014 que nous décidons de conduire nos entretiens afin de compléter l'observation participante. Alors, nous privilégions une méthode d'entretien particulière: l'entretien compréhensif, dans laquelle le chercheur devient « *l'artisan intellectuel qui construit lui même sa théorie et sa méthode en les fondant sur le terrain (...), en obéissant toutefois à des règles précises.* » (Wright Mills cité par Kaufmann, 2004 : 10). Et notre outil de travail c'est le dictaphone servant pour les enregistrements audio. Nous présentons, ci-après, cette méthode.

4.2.1.4. Description du déroulement des entretiens compréhensifs

Dans l'approche qualitative mobilisée dans cette thèse, la production de données à base de discours autochtones, que le chercheur aura lui-même sollicités, constitue un élément central de toute recherche de terrain. Comme le souligne Olivier de Sardan (2013), d'abord parce que l'observation participante ne permet pas d'accéder à de nombreuses informations pourtant nécessaires à la recherche : il convient donc pour ce faire recourir au savoir ou au souvenir des acteurs locaux. Ensuite parce que les représentations des acteurs locaux constituent un élément indispensable de toute compréhension du social. La plus grande ambition de l'anthropologue⁹⁸ consiste à rendre compte du « *point de vue* » de l'acteur. À côté de l'observation participante, avec notre posture de « chercheur-acteur », nous privilégions donc l'entretien comme méthode pour saisir « *l'invisible* », pour produire des données discursives donnant accès à ce que Olivier de Sardan appelle « représentations émiques (*emic*) », autochtones, indigènes, locales, ce que les

⁹⁸ L'anthropologie est souvent définie comme « actor-oriented » (N. Long & A. Long, eds, *Battlefields of Knowledge. The Interlocking of Theory and Practice in Social Research and Development*, Londres, Routledge, 1992, p. 9). À cet égard elle met en pratique cette sociologie compréhensive que Weber invoquait sans paradoxalement s'en donner les outils empiriques. On se rappelle l'introduction de Malinowski aux « Argonautes » : le but final de l'ethnographe est « de saisir le point de vue de l'indigène, ses rapports avec la vie, de comprendre sa vision de son monde » (souligné par l'auteur ; B. Malinowski, *Les argonautes du Pacifique occidental* [1922], Paris, Gallimard, 1963, p. 81).

acteurs disent ou se représentent. Autrement dit, notre volonté est de déceler en quoi la communication et l'appropriation du téléphone mobile, ses usages particuliers, permettent l'émergence d'un changement qui, pour les acteurs interrogés, s'appréhende comme le « *développement* ».

Notre choix des entretiens compréhensifs pour la recherche au Congo-Brazzaville a une double motivation : d'abord, parce que « *l'entretien compréhensif reprend les deux éléments [théorie et méthode] mais il inverse les phases de la construction de l'objet : le terrain n'est plus une instance de vérification d'une problématique pré-établie mais le point de départ de cette problématisation.* » (Kaufmann, 2004 : 20). L'entretien compréhensif s'inscrit dans une dynamique de questionnement du chercheur et d'engagement de l'enquêté : « *lors de l'analyse de contenu l'interprétation du matériau n'est pas évitée mais constitue au contraire l'élément décisif.* » (Kaufmann, 2004 : 17). Nous préférons ainsi le modèle de la découverte d'un matériau riche à celui de la vertu méthodologique des méthodes d'entretien plus rigoureuses qui imposent une complète neutralité du chercheur. Pendant le déroulement des entretiens, nous élaborons des relations de proximité et chaque acteur nous considère comme faisant partie de la même expérience ou réalité, de la même histoire, et s'entretient avec nous sur le mode de la conversation. Les propos enregistrés sont sincères, sans langue de bois et sans retenue puisque nous ne sommes pas neutre. « *On fait tout en analysant, c'est-à-dire que l'on est à la fois impliqué et à distance. Cette dissociation intérieure ne peut se faire qu'à la condition d'une empathie profonde, sinon d'une sympathie, avec les acteurs en présence.* » (Ollivier, 2000 : 110).

Ensuite, nous nous en tenons à ce que cette démarche apporte à la posture du chercheur, « *dans un aller-retour permanent entre compréhension, écoute attentive, et prise de distance, analyse critique, l'objectivation se construit peu à peu (...) un tel mode de construction de l'objet est typique des méthodes qualitatives, qui sont confrontées à la très grande richesse informative du terrain (...) ce qui développe une posture de curiosité, d'attente, d'ouverture, voire de passivité.* » (Kaufmann, 2004 : 22). Comme le dit bien Isabelle Pybourdin (2008), nous pensons que ces méthodes qualitatives renferment une part « *d'empirisme irréductible* » et ne peuvent certainement pas prétendre à la validité des résultats de méthodes plus formelles. Cependant, leur vocation est davantage la compréhension des gestes, des comportements, des processus. Les preuves sont à chercher dans la « *cohérence de l'ensemble de la démarche de recherche.* »

(Quivy, Van Campenhoudt, 1988 : 225).

Il convient de souligner que nos entretiens ne sont pas exhaustifs et ont des caractéristiques particulières au vu de la singularité du terrain et de l'hétérogénéité des acteurs, des phénomènes et des lieux choisis dans cette thèse. Nos entretiens compréhensifs sont des interactions avec les acteurs, car leur déroulement dépend aussi bien de nos stratégies, de celles de nos partenaires de l'interaction et des ressources cognitives que du contexte dans lequel celle-ci se situe. Dans ce sens, la prise en considération du contexte méta-communicationnel est indispensable pour maximiser les divers niveaux d'information recherchés. Par ailleurs, nos entretiens se conçoivent à partir d'une situation d'interaction banale quotidienne, c'est-à-dire la conversation, qui est une stratégie beaucoup utilisée dans la méthode de l'entretien ethnographique. Il est question pour nous de rapprocher le plus possible l'entretien d'un mode de communication reconnu et partagé dans la culture locale. Nous nous attachons donc à sortir les questions spécifiques à notre problématique, notre objet et à notre langage de leur univers de sens afin de les transformer en questions qui fassent sens pour nos interlocuteurs.

Une autre caractéristique de nos entretiens compréhensifs est celle d'admettre les détours et les digressions de l'interlocuteur, comme ses hésitations ou ses contradictions. Ceci est une question d'attitude épistémologique et nous pouvons parler de notion de *récurtivité* de l'entretien de terrain (Olivier de Sardan, 2013), en ce qu'il s'agit de s'appuyer sur ce qui a été dit pour produire de nouvelles questions. Cette caractéristique renvoie à la capacité de « décryptage instantané » permettant de repérer, même au cours de l'entretien, ce qui permettra d'illustrer un argument ou une conclusion, de reformuler un problème, de réorganiser un ensemble de faits. Dans ce sens l'entretien est, comme l'observation participante, perçu comme un lieu privilégié de production de « *modèles interprétatifs issus du terrain*⁹⁹ » testés au fur et à mesure de leur émergence. Enfin, nos entretiens compréhensifs sont conduits sous forme de « *négociation invisible* », car nos interlocuteurs n'ont pas les mêmes « intérêts » que nous, ni moins les mêmes représentations de ce que représente un entretien. De ce fait, l'enquêté ne se prive pas d'utiliser des stratégies actives visant à tirer profit de l'entretien (gain en prestige, reconnaissance sociale, légitimation de son point de vue particulier, etc.) ou des stratégies défensives visant à minimiser les risques de la parole (donner un peu d'information ou d'informations erronées, faire plaisir en répondant

⁹⁹ Au sens de l'expression anglaise « grounded theory » (B. G. Glaser & A. L. Strauss, *The Discovery of Grounded Theory : Strategies for Qualitative Research*, Chicago, Aldine, 1973) (cf. dans ce numéro, p. 183-195). A. Strauss (op. cit., p. 10) parle de « successively evolving interpretations made during the course of the study ».

ce qu'on croit que le chercheur attend¹⁰⁰, etc.). Au chercheur, il incombe à la fois de garder le contrôle de l'entretien (besoin de faire progresser l'enquête) tout en laissant l'enquêté s'exprimer comme il l'entend et à sa manière (condition nécessaire pour la réussite de l'entretien).

De ce fait, nous procédons à des entretiens compréhensifs auprès des acteurs-usagers du téléphone mobile exerçant des activités différentes, aux postures identitaires diversifiées, situés dans des localités aux réalités on ne peut plus singulières. Notre choix de l'hétérogénéité des catégories d'acteurs est lié à l'intérêt que nous portons sur la communication en tant que processus d'accomplissement des faits sociaux et les ethnométhodes, entendus comme les pratiques mises en place par les acteurs dans leurs activités quotidiennes. Nous abandonnons ainsi de façon délibérée l'idée d'interroger les acteurs institutionnels (Ministère en charge des TIC, dirigeants des sociétés de téléphonie mobile, Organe national de défense des intérêts des consommateurs, etc.). Dans ce sens, nous conduisons nos entretiens compréhensifs dans les localités et auprès des catégories d'acteurs suivants :

- a) A Brazzaville, nous interrogeons trois (3) étudiants universitaires sur les usages qu'ils en font de leur dispositif sociotechnique dans la réalisation de leurs activités quotidiennes du point de vue communicationnel. Par ailleurs, nous sommes intéressé aux manières de faire de deux (2) jeunes filles, connues grâce à notre réseau relationnel, dans la gestion de leurs relations sociales et amoureuses. Aussi, l'appropriation du téléphone mobile par les femmes vendeuses de « *divers* » et par celles vendeuses du « *poisson d'eau douce* » exige du chercheur, non seulement une « plongée » de plusieurs jours dans trois marchés de la ville-capitale (Marché de Ouénzé, celui de Talangai et celui de Mikalou), mais également de rechercher ce que l'observation ne saurait lui donner : le sens des reconfigurations des pratiques du commerce informel, « l'invisible » qui entoure les façons ou les stratégies de communiquer, la place de la communication et de l'objet technique en tant que médiation dans les échanges de produits entre vendeuses en ville et fournisseurs dans les villages. Ici, nous réalisons neuf (11) entretiens qualitatifs avec quatre (5) femmes vendeuses de « *divers* » et avec cinq (6) femmes vendeuses de « *poisson d'eau douce* ». L'ensemble de ces rencontres a lieu dans leur contexte d'activités, avec une durée allant de trente minutes à une heure.

¹⁰⁰ W. van Beek, op. cit.

- b) A Boundji, le téléphone mobile s'insère silencieusement dans le processus de mutations des pratiques de l'agriculture traditionnelle, laquelle est considérée par les acteurs locaux comme un legs des ancêtres. Entre maintien et transformation, entre stabilité et évolution culturelles, le téléphone mobile en tant que dispositif de communication trouve pleinement sa place de médiation dans les échanges et interactions dans la réalisation des actions quotidiennes relatives à l'activité agricole traditionnelle. L'observation de la structuration, déstructuration et restructuration permanente des groupes d'agricoles ruraux, mais également des formes d'échanges des produits avec les commerçants de la ville, nous permet d'interroger treize (13) acteurs. Ainsi, certains entretiens ont lieu soit aux domiciles des enquêtés ou sur le terrain de l'activité, c'est-à-dire dans les champs, avec une durée variable.
- c) Comme à Boundji, à Makoua nous interrogeons quatre (4) femmes faisant partie d'un groupe constitué spontanément pour mutualiser leurs forces des travaux champêtres. L'intérêt porté sur celles-ci est fruit de notre observation participante conduite auprès du groupe identique à Boundji. En effet, ces deux groupes de paysannes s'approprient le téléphone mobile en l'insérant dans l'accomplissement des faits de communication, c'est-à-dire pour échanger les informations stratégiques sur la maîtrise des saisons, des cultures agricoles, la qualité des sols, les remèdes aux maladies des plantes, etc. Fondés sur des liens de parenté ou d'amitié, ce type d'échanges et de partage d'expertise ou d'expériences s'avère fondamental aux yeux de nos interlocutrices. L'objet technique s'appréhende ici du point de vue de la symbolique, c'est-à-dire comme un acteur de l'agriculture traditionnelle. Tous ces entretiens se tiennent aux domiciles des interviewées, avec une durée de quarante minutes à une heure et un quart.
- d) Nous nous rendons à Madingou, dans le département de la Bouenza au Sud du pays, pour mener cinq (5) entretiens compréhensifs auprès de vendeurs de produits agricoles (les sacs de tubes manioc séché, appelée « fofou », et des ignames). Ce qui est intéressant c'est de voir comment ces paysans modifient leurs stratégies d'écouler leurs produits sur le marché de Pointe-Noire, la capitale économique du Congo-Brazzaville. Si, avant, ils se contentaient de vendre localement leurs produits aux commerçants venus de la ville océane, la reconfiguration de cette pratique porte essentiellement désormais sur la gestion de l'évolution du marché, notamment sur les opportunités ou pas de faire de bonnes affaires. Ainsi, disposant chacun d'un téléphone mobile, ils gèrent l'information du

marché grâce au réseau parental ou amical solide. En d'autres termes, ils communiquent quotidiennement avec ceux qui habitent en ville pour s'informer de la disponibilité ou pas des produits, de la demande des clients, de l'évolution des prix, etc. Bien qu'il s'agisse d'une pratique qui impacte négativement le marché local (rareté des denrées, la hausse des prix, etc.), il est important de comprendre le rôle de médiation que joue le téléphone mobile dans ce processus d'interaction, donc de communication. Les échanges avec les enquêtés ont lieu au marché de la localité, avec une durée de vingt minutes à quarante et cinq minutes.

- e) Dans le village Assigui, nous poursuivons notre objectif de saisir l'invisible autour des usages du téléphone mobile auprès des personnes majoritairement analphabètes. L'enjeu des entretiens compréhensifs, entièrement menés en dialecte local « le *Téké Alima* », porte sur la nécessité d'appréhender le sens des reconfigurations des pratiques communicationnelles ancestrales. Nous sommes ici au cœur de la société à tradition orale. La notion de l'oralité est donc revisitée dans cet écrit doctoral. En effet, nos interlocuteurs appréhendent le téléphone mobile comme un élément de la culture ancestrale, comme la meilleure concrétisation de la « *magie de l'homme blanc* » jamais réalisée, car de l'écrit (la lettre écrite par un écrivain du village) qui sort le secret familial pour l'exposer à la place publique, le dispositif sociotechnique constitue cette médiation qui restitue toute la valeur de la communication orale interpersonnelle. Le secret retrouve, par ailleurs, son univers de sens et les transmissions de savoir, de connaissances, de pouvoir, et autre, recouvrent leur sens initial, malgré la distance entre acteurs impliqués. Ainsi, nous menons notre enquête auprès de six (6) villageois. Et ces rencontres se tiennent soit aux domiciles de nos interlocuteurs, pour d'autres, sous l'arbre de la place du village, avec un temps qui s'entrecoupe, allant de cinquante minutes à une heure et trente minutes.

A travers nos entretiens compréhensifs, pour compléter notre observation participante, il s'établit que la communication n'est pas seulement un lieu de production de sens, mais comporte un caractère agissant. Cette réflexion nous invite donc à réintroduire la dimension actionnelle (Hémont, 2011) dans l'appréhension de la communication, entendue comme dynamique de

transformation. C'est dans cette dynamique que les acteurs travaillent plus ou moins mutuellement leurs schèmes interprétatifs¹⁰¹ et par là-même agissent les uns sur les autres.

Pour organiser et planifier ces entretiens, nous précisons notre posture et notre démarche, nous annonçons notre requête, pour une communication du face-à-face. Sans jamais refuser, certains se rendent plus facilement motivés et disponibles que d'autres. En interrogeant deux ou trois acteurs d'une catégorie d'activité, nous obtenons indirectement les informations utiles sur l'organisation autour de la pratique du téléphone mobile par tous les membres de ladite catégorie, autour des stratégies de communication et des pratiques en mutations. Pour réussir nos entretiens, nous préférons ne pas poser les questions séquentiellement, nous oublions la grille pour « *faire parler les informateurs autour d'un sujet.* » (Kaufmann, 2004 : 44). Pour maintenir le flux d'une conversation et « *déclencher une dynamique de conversation plus riche que la simple réponse aux questions* » (Kaufmann, 2004 : 44), nous considérons notre grille de questions comme servant de guide très souple. Elle sert juste de cadre à l'entretien compréhensif. Nous posons toujours la première question pour fixer le sujet autour duquel la conversation s'établit. Ensuite, nous laissons de côté la grille pour actionner une dynamique de conversation entre deux individus égaux. Nous connaissons parfaitement notre grille et, sans nous laisser aller à une vraie conversation, nous réorientons notre interlocuteur à partir de ses réponses, l'objectif étant de parvenir à nous démarquer du style de l'enquêteur qui énumère une liste de questions sur un ton morne et instaure une hiérarchie dans l'interaction. Il s'agit de bavarder en confiance autour d'une thématique.

En ce sens, en tant que « chercheur-acteur », nous restons maître du jeu et de nos questions, en fixant les règles du « *jeu de langage* » (Lyotard, 1979). Notre interlocuteur répond à son tour, mais l'attention portée à ses réponses suscite en retour un sentiment de rôle central dans la conversation. Ainsi, l'échange est vu comme un jeu de langage qui trouve un équilibre entre deux rôles forts et contrastés. « *Les règles [du jeu de langage] n'ont pas leur légitimation en elles-mêmes, mais (qu')elles font l'objet d'un contrat explicite ou non entre les joueurs (...) tout énoncé doit être considéré comme un "coup" fait dans un jeu.* » (Lyotard, 1979 : 23).

Toutefois, nous pensons que la limite majeure de nos entretiens compréhensifs réside dans l'impossibilité ou incapacité à interroger l'ensemble des acteurs des catégories d'activités choisies dans cette thèse doctorale. Alors, nos entretiens ne sont pas exhaustifs. Nous n'accédons

¹⁰¹ Cf. Hémond, F., op. cit, 2011

donc pas à la richesse d'information des acteurs n'ayant pas été interrogés, ce qui nous empêche de saisir l'intentionnalité des acteurs, dans le bricolage de l'objet technique au cours de la réalisation des actions quotidiennes.

Après avoir recueilli ces données qualitatives de nos entretiens compréhensifs, nous procédons à l'exercice complexe de recherche de sens avec l'analyse thématique des *verbatim* pour les mettre à un niveau de compréhension.

4.2.2. Analyse thématique et légitimation de notre posture méthodologique

Il est intéressant de rappeler que l'objet des Sciences de l'Information et de la Communication (SIC) c'est l'étude : « *des processus d'information et de communication relevant d'actions organisées, finalisées, prenant ou non appui sur des techniques, et participant des médiations sociales et culturelles. Sont également pris en compte les travaux développant une approche communicationnelle de phénomènes eux-mêmes non communicationnels. Sont inscrites dans ce champ les recherches sur des objets variés, voire hétérogènes dès lors que la dimension humaine, les significations, les représentations sociales, les formes d'écriture, d'appropriation ou les stratégies des acteurs sont au centre des problématiques.* » (Cnu-71¹⁰²).

Ainsi, notre analyse qualitative, foncièrement inscrite dans le paradigme de la compréhension, pense les faits humains comme des phénomènes de sens qui peuvent être « compris » par le chercheur s'il fait un effort d'empathie. Son implication dans la collecte des données est considérée comme une spécificité de la méthode. « *Elle est toujours, en partie, logique de la découverte, de l'exploration, de la construction émergente. Pour elle, la conceptualisation de l'objet est toujours, en partie, une affaire de terrain, d'examen "in situ" du matériau empirique.* » (Paillé, 1996 : 195). « *Pour exister, un événement doit être lu* » (Mucchielli, 2005 : 31) sous différents regards : celui du chercheur, du lecteur, des acteurs. Car, pour les tenants l'interactionnisme symbolique (Le Breton, 2004 ; Mead, 2006, etc.), l'activité de présence au monde est toujours chargée symboliquement et chacun traite le phénomène étudié à travers le

¹⁰² <http://cnu71.free.fr>

filtre de son expérience au monde. Le sens est ce construit relatif qui donne lieu à diverses interprétations, légitimant la démarche d'un « chercheur-acteur ». Notre analyse qualitative se veut une dimension et non pas une quantification, elle est une qualité et non pas un comptage, elle est une extension, une conceptualisation de l'objet technique. Plutôt que de mesurer, notre analyse permet de comprendre les processus en action. De ce fait, notre analyse thématique du corpus des *verbatim* d'entretien est une démarche discursive de reformulation, d'explicitation, voire de théorisation d'un témoignage, d'une expérience ou d'un phénomène. Il s'agit d'une opération d'extraction du sens des données qualitatives recueillies à l'aide de méthodes qualitatives qui confirme notre statut de chercheur en SIC à la recherche de significations.

En tant que « chercheur-acteur » issu de la culture de son terrain de recherche, cet exercice exige d'abord un regard d'ensemble qui permette d'aller au-delà des prescriptions méthodologiques pour explorer l'univers dans lequel introduire notre démarche scientifique. Certaines opérations et manipulations sont techniques : les traductions des langues locales en langue française, les transcriptions, les découpages du texte, les confrontations à des grilles de lecture. D'autres sont des opérations intellectuelles : les mises en relation de données, la saisie des récurrences et des analogies, les confrontations à des savoirs, les généralisations ou les synthèses. Ce travail de décomposition et de recomposition, d'analyse dans le détail des *verbatim* d'entretiens, est un travail de l'esprit qui cherche à comprendre. Il « *consiste, à l'aide des seules ressources de la langue, à porter un matériau qualitatif dense et plus ou moins explicite à un niveau de compréhension ou de théorisation suffisant.* » (Mucchielli, 2005 : 8). L'analyse thématique mène à la transposition d'un corpus de données en thèmes représentatifs des *verbatim* analysés et en rapport avec la problématique de la recherche. Après la transcription des entretiens-audio, nous procédons au repérage, au regroupement et à l'examen discursif des thèmes abordés dans le corpus. « *Un thème est un ensemble de mots permettant de cerner ce qui est abordé dans l'extrait du corpus correspondant tout en fournissant des indications sur la teneur du propos.* » (Mucchielli, 2005 : 133). Soulignons que notre démarche de thématisation, d'identification des thèmes et de leur traitement est une construction progressive tout au long de notre recherche.

En faisant le choix de l'ethnométhodologie, nous sommes d'accord avec Gino Gramaccia lorsqu'il suggère qu'elle « *constitue une stratégie de recherche satisfaisante pour décrire et rendre compte de processus particuliers, concrets, locaux, dans lesquels sont impliqués les individus d'une communauté.* » (Gramaccia, 2001 : 62). Ceci, grâce à sa capacité à accorder une

place au sujet-connaissant tout en suggérant l'usage des méthodes qualitatives de recueil de données. Notre observation participante et nos entretiens compréhensifs légitiment notre posture de « chercheur-acteur ». Et ce statut de chercheur exige une distanciation critique que nous réalisons par un travail d'écriture qui combine la tenue de notre carnet de terrain et l'analyse thématique du corpus de *verbatim*. Notre présence active au laboratoire PREFics, mais aussi nos engagements à dispenser les cours au département de Communication de l'Université Rennes 2 renforcent bien cette volonté de distanciation par rapport au terrain. En effet, l'immersion sur le terrain et la distanciation par rapport aux phénomènes étudiés montrent à suffisance que nos résultats d'analyse ne sauraient être généralisables.

A présent, il nous semble nécessaire de procéder à la description de l'architecture de notre thèse.

5. Articulation de la thèse

Cette thèse doctorale est composée de deux parties. Dans la première partie, nous conduisons notre analyse autour des données qualitatives de terrain issues de notre observation. Plus important encore, nous présentons la situation des TIC au Congo-Brazzaville du point de vue de leur évolution. Ainsi, nous précisons par là-même comment nous proposons de les saisir communicationnellement. Dans la seconde, nous focalisons notre réflexion sur l'apport théorique de cette thèse en SIC, particulièrement autour des travaux conduits dans cette discipline sur les notions d'usage des TIC et sur la question de la société de l'information, en interrogeant le lien entre les TIC/développement.

En effet, le premier chapitre de notre thèse, consacré aux politiques des TIC du Congo-Brazzaville, est d'une importance scientifique capitale. Il nous permet notamment d'entrer dans le fond de notre problématique, car nous spécifions les différentes politiques du Congo-Brazzaville en matière de développement des TIC depuis l'accession du pays à l'indépendance de 1960 ou un peu avant. Mais c'est surtout l'occasion d'analyser les stratégies de développement de ce secteur mises au point par les autorités congolaises et les acteurs du secteur privé (particulièrement ceux de la téléphonie mobile) depuis le début des années 2000. Celles-ci considèrent les TIC comme étant le levier du développement socioéconomique du pays. Ce qui nous intéresse c'est de savoir si les discours politiques des gouvernants, mais aussi les stratégies

développées par les acteurs du secteur de la téléphonie mobile au Congo-Brazzaville, sont-ils en phase avec les usages de ce dispositif développés par les citoyens congolais dans l'accomplissement de leurs activités quotidiennes en vue de l'amélioration des conditions de vie ?

Le deuxième chapitre nous voit poursuivre l'objectif suivant : appréhender les différentes significations des pratiques sociales de la téléphonie mobile dans le contexte du Congo-Brazzaville du point de vue de leur organisation. Pour y parvenir, à partir des données de terrain, fruit de notre méthodologie de recherche avec l'observation participante et les entretiens compréhensifs, nous discutons les questions de l'objet technique de communication dans une société de l'oralité ; nous interrogeons le rapport de ce dispositif avec la notion d'identité dans un contexte particulier ; nous questionnons les différentes reconfigurations des pratiques sociales.

Enfin, le troisième de cette première partie de notre thèse porte, lui aussi, essentiellement sur les analyses de notre corpus, particulièrement en mettant en tension les faits de communication, les discours de signification des acteurs observés ou interrogés sur le téléphone mobile et la notion de développement ou changement au prisme de la notion de « *l'économie informelle* », (qui, elle, émerge de notre plongée sur le terrain), afin d'appréhender le sens des phénomènes observés au cours de nos recherches au Congo-Brazzaville. Ainsi, nous centrons notre analyse sur deux formes de pratiques professionnelles émergentes : la pratique du téléphone mobile dans *l'agriculture traditionnelle* et dans le *commerce informel des femmes* de Brazzaville. Nous sommes persuadés que les SIC sont importantes pour comprendre les mutations socioéconomiques dans toutes les sociétés humaines, particulièrement par l'émergence et la multiplication des pratiques des TIC, tel que nous le constaterons dans cette recherche doctorale. Les relations sociales sont ainsi appréhendées comme un mode de gestion de celles-ci par l'échange verbal, par la parole ou la discussion. Nous pensons les relations sociales comme un espace informationnel et communicationnel produisant des exigences normatives de la part des acteurs sociaux impliqués dans l'interaction¹⁰³. L'espace communicationnel est un espace d'échanges où se confrontent différentes interprétations du symbolique (Huët, 2006). Le sens devant jaillir de la négociation, l'espace communicationnel est investi par les rapports de pouvoir. Dans ce sens, ce chapitre constitue pour nous une occasion de revisiter la notion de

¹⁰³ Huët, R., (2006) « Régulation sociale et communication des entreprises », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 1 Volume, p. 33-42.

« *négociation* », en nous appuyant sur les travaux de la sociologie de la régulation (Reynaud, 1988, 1997 ; Terssac et Reynaud, 1992) de manière à répondre à la question : *Comment saisir le changement organisationnel dans l'étude « des pratiques informelles au Congo-Brazzaville ? »* Précisons qu'en ce qui nous concerne, nous appréhendons cette notion de négociation comme une forme de communication propre à la société traditionnelle congolaise ou africaine. Elle est intégrée dans une histoire non linéaire des relations, des interactions entre acteurs, des rapports de force, des procédures de détermination, des lieux et temps d'échanges langagiers, de discussion, des opérations de coordination, voire de coopération plus ou moins organisée. Ici, l'enjeu est de mettre en avant la relation entre les TIC ou la communication et les actions des individus œuvrant pour le développement socioéconomique, selon ce qu'ils entendent comme forme de développement, c'est-à-dire la possibilité à accomplir des actions pour atteindre les objectifs immédiats.

En outre, comme indiqué plus haut, la deuxième partie de ce travail de recherche comporte, elle, deux chapitres : les quatre (4) et cinq (5). Ainsi, dans le quatrième chapitre, nous interrogeons les concepts d'« *usage* » des TIC, en mobilisant les travaux de nombre de chercheurs du courant de la sociologie des usages, majoritairement convoqués en SIC (Chambat, 1994 ; Akrich, 1990 ; Jouet, 2000 ; Massit-Folléa, 2002 ; Granjon, 2004 ; Proulx, 2005 ; Perriault, 1989 ; Millerand, 2008, pour ne citer que ceux-ci). Nous privilégions donc la notion d'appropriation au regard de sa pertinence par rapport à notre contexte d'utilisation du téléphone mobile. D'ailleurs, Jacques Perriault (1989) parle « d'agent de contexte », et cet agent fait avec ce dont il dispose dans l'environnement qui est le sien. Il y a donc ici l'idée du « *faire avec* », du bricolage qui sous-tend l'action sur le dispositif dans un contexte social donné propre au concept d'appropriation. Alors, ce concept d'appropriation du téléphone mobile conduit-il à l'émergence des pratiques particulières de l'objet technique dans le contexte du Congo-Brazzaville ?

Enfin, il convient de souligner que la problématique du développement socioéconomique par les TIC trouve sa place dans notre analyse critique lorsque nous discutons autour des discours contradictoires et critiques sur la notion de « *société de l'information* », dans le cinquième et dernier chapitre de cet écrit doctoral. En effet, il convient de rappeler que le concept de « *société de l'information* » émerge autour des années 1970, notamment avec certains théoriciens libéraux, tels que Friedrich von Hayek, Daniel Bell, Edward Shils, Raymond Aron ou Alain Touraine. Ces derniers ont effectivement théorisé sur la « *société post-industrielle* », considéré comme une

étape dans l'évolution sociétale « censée marquer la fin des modèles et des conditions de production industrielle (épuisement du régime fordiste), des idéologies, de la lutte des classes et des réformes d'action collective héritées du mouvement ouvrier, caractéristiques des sociétés modernes de masse » (George, Granjon, 2008 : 9). De leur part, les chercheurs Éric George et Fabien Granjon estiment que, bien qu'elle ait connu plusieurs appellations (village global, société câblée, société post-industrielle, société postfordiste, etc.) suivant les années et les courants théoriques qui l'ont portée, la notion de « *société de l'information* » renvoie toujours à l'idée d'une « société caractérisée par la multiplication des échanges de données et d'informations dans un contexte d'innovation rapide et d'accroissement de marchés » (George, Granjon, 2008 : 9). Ce qui nous intéresse ici, c'est effectivement de ressortir, par notre analyse, cette caractéristique que l'on pourrait appeler « *effet de mode* » qui gagne en un temps record tous les prophètes du développement en Afrique, ignorant encore une fois la prise en compte des réalités concrètes quotidiennes des acteurs. En ce sens, les discours sur le processus d'homogénéisation voulu par le projet d'une « société de l'information », dans laquelle chacun aurait sa place, s'affranchiront-ils de la richesse de la diversité socio-culturelle qui caractérise chaque société de la planète ? Suffira-t-il d'utiliser les TIC pour entrer dans ce nouveau paradigme de développement par l'information ?

PREMIERE PARTIE :

Terrain et observations au Congo-Brazzaville.

I- Les politiques TIC du Congo - Brazzaville : acteurs et logiques d'action.

Ce chapitre, d'une importance scientifique capitale, consacré aux politiques des TIC du Congo-Brazzaville, nous permet de questionner le fond de notre problématique avec le passage en revue des différentes étapes de développement des TIC depuis l'accession du pays à l'indépendance de 1960, mais surtout d'analyse critique des stratégies actuelles de développement de ce secteur autour des acteurs publics et privés.

Ainsi, située en Afrique Centrale entre la République Démocratique du Congo à l'est, dont elle est séparée par le fleuve Congo et son affluent l'Oubangui, le Gabon à l'ouest, le Cameroun et la Centrafrique au nord, l'Angola au sud et l'Océan Atlantique (170 km de côte), la République du Congo-Brazzaville est un pays situé sur la ligne de l'équateur au cœur de l'Afrique ; une mosaïque d'ethnies formant aujourd'hui une population de 4 012 809 habitants, composée de 51% de femmes et de 49% d'hommes, répartie sur un territoire de 342 000 km². La densité moyenne de population pour l'ensemble du pays est de 8,4 habitants au km²¹⁰⁴. Le cadre institutionnel actuel du pays, défini par la Constitution du 20 janvier 2002, consacre le régime présidentiel et la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. L'organisation politique et administrative actuelle subdivise le territoire national en douze départements placés sous la responsabilité des préfets nommés par le gouvernement.

A présent, il est intéressant de jeter un regard sur l'histoire des TIC au Congo-Brazzaville afin de comprendre son état actuel et son rapport avec la problématique de développement. Autrement dit, l'enjeu c'est appréhender le sens accordé aux TIC au travers des discours et des écrits recueillis.

I.1. Partir d'un aperçu historique afin d'appréhender la problématique des télécommunications au Congo-Brazzaville.

Généralement l'état des infrastructures des télécommunications d'un pays constitue la condition essentielle pour le déploiement des TIC comme Internet et la téléphonie mobile. Car il est souvent établi que *«le fonctionnement de l'Internet reposant sur l'infrastructure téléphonique, il est logique de rechercher une relation entre le niveau d'équipement Internet des*

¹⁰⁴ Kouvouama, A., (1998) *Conférence nationale et modernité religieuse au Congo*, Université de Brazzaville, Laboratoire de Philosophie Comparée, CURAPP, Questions sensibles, PUF.

*pays et leur niveau d'équipement téléphonique. La courbe classique dite de Gipp montre une forte corrélation entre le nombre de lignes de téléphone par habitant et le PNB par habitant des différents pays. »*¹⁰⁵ Ce constat est bien évidemment partagé par bon nombre de chercheurs qui interrogent la problématique des TIC dans les pays en développement.

Car, comme le souligne Dominique Desbois : « *les tentatives d'intégration des réseaux du Sud au modèle de développement informationnel proposé sous le label – autoroutes de l'information – se heurtent au retard structurel du secteur des télécommunications dans les pays en voie de développement* ». Dans ce sens, il nous semble indispensable de dresser un bref état des lieux des télécommunications au Congo-Brazzaville afin de mieux comprendre la situation exacte du téléphone mobile dans ce pays. Pour cela, nous évoquons les premiers réseaux de télécommunication qui y ont été installés avant l'accession à l'indépendance nationale.

Les TIC ont été introduites au Congo-Brazzaville, par l'administration coloniale et ont, par la suite, servi aux communications nationales et internationales du jeune Etat né après l'indépendance. D'ailleurs, certains de ces réseaux de télécommunication fonctionnent encore comme, par exemple, certaines des installations des transmissions du chemin de fer du Congo qui datent de l'époque coloniale continuent de demeurer opérationnelles jusqu'à ce jour. Ainsi, pour parcourir l'histoire des premières infrastructures de la volonté technique au Congo-Brazzaville, nous convoquons les travaux de thèse de Daniel Obilangounda¹⁰⁶, docteur en SIC. Par ailleurs, nous faisons référence aux documents officiels des politiques TIC¹⁰⁷ du Congo-Brazzaville que nous mettrons en annexes.

I.1.1. Penser l'évolution des télécommunications au Congo-Brazzaville : quelle situation avant l'indépendance de 1960 ?

¹⁰⁵ Michel, E., (2000) « Internet et développement », in : *Enjeux des technologies de la communication en Afrique. Du téléphone à l'Internet*, Paris, Karthala, p.115

¹⁰⁶ Obilangounda, D., (2008) *Presse et Internet aux Congos : Congo-Brazzaville et la République Démocratique du Congo*, Thèse de Doctorat.

¹⁰⁷ Gouvernement de la République du Congo, Ministère des postes et télécommunications chargé des nouvelles technologies, *Stratégie nationale pour le développement des technologies de l'information et de la communication (tic) en République du Congo*, décembre 2004

Au Congo-Brazzaville, les infrastructures des télécommunications ont été installées durant la période coloniale. Les premiers équipements furent principalement constitués du télégraphe, du téléphone fixe et de la radioélectrique : « *bien que faiblement répandues que dans le reste du monde, les télécommunications représentent un transfert de technique relativement ancien. Dès la fin du XIX^e siècle, un réseau de télégraphie aérien et sous-marin est installé sous le contrôle de l'administration coloniale, utilisé par des officiels et des négociants d'origine européenne ; ce sont aussi les utilisateurs des premiers réseaux de télégraphie sans fil à la veille de la première guerre mondiale* »¹⁰⁸. Durant cette période, les télécommunications ont constitué pour les puissances occidentales un enjeu on ne peut plus capital. Selon Jean Marie Mancini : « *parmi les nombreux événements qui ont marqué l'histoire de la colonisation depuis les années 1910 jusqu'à la deuxième guerre mondiale, on remarque que les grandes puissances européennes ont accordé une attention particulière au développement des moyens de télécommunication et de la radiodiffusion dans les territoires qu'elles occupaient. Témoinant de leurs efforts pour remédier aux difficultés qu'elles rencontraient Outre-mer, ce phénomène reflète aussi les luttes d'influence qui les opposaient* »¹⁰⁹. (Obilangounda, 2008 ; p.207)

Il convient de souligner que le réseau téléphonique congolais s'est développé, depuis le début, selon un schéma à triple niveau : local, interurbain et international. « *Pour constituer en Afrique Equatoriale Française (AEF) un réseau de communication analogue à celui des autres colonies de Madagascar ou de l'Afrique Occidentale Française (AOF), des travaux de construction des lignes télégraphiques avaient été envisagés tout d'abord parmi les plus urgents. Il était reconnu, en effet, que cet outillage spécial de télégraphie aérienne était l'auxiliaire indispensable de l'organisation politique définie par le groupement de trois grandes colonies et décidée en 1908, comme de l'œuvre commerciale poursuivie jusqu'aux limites extrêmes des territoires du Congo. Pour permettre l'exécution, un crédit de 3 millions, prévu par la loi de l'emprunt 1909, envisageait l'établissement d'un nouveau réseau de 5100 kilomètres* »¹¹⁰.

¹⁰⁸ Tudesq, J.-A., (1998) *L'espoir et l'illusion : Actions positives et effets pervers des médias en Afrique subsaharienne*, Bordeaux, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1998, p.21

¹⁰⁹ Mancini, J-M., (1997) « Le réseau radioélectrique colonial français : perspectives, enjeux et réalisations », in *Les Cahiers – Télécommunications, Histoire et Société* n° 5, p.39

¹¹⁰ Gouvernement Général de l'Afrique Equatoriale Française. *Emprunt de l'Afrique Equatoriale française*, Paris, Larose, 1913, p.155

L'administration coloniale française s'attelait donc à élargir les communications entre le Moyen-Congo¹¹¹ et d'autres pays d'Afrique, mais aussi d'Europe. A titre d'illustration, une convention télégraphique entre l'Afrique Equatoriale française (AEF) et le Congo belge a été signée à Brazzaville le 4 mai 1922. Celle-ci fut le deuxième texte de cette nature car, le premier était devenu totalement obsolète, « *considérant que la Convention télégraphique du 23 juin 1903, entre la France et l'Etat indépendant du Congo, modifié par l'Acte additionnel du 7 Avril 1906 et par la Déclaration du 24 avril 1918, ne répond plus aux conditions actuelles des échanges entre les deux colonies, ont décidé de conclure une nouvelle convention télégraphique et ont convenu sous réserve de ratification des dispositions suivantes* »¹¹². Au plan national, certaines réalisations ont été effectuées et dans cette optique l'autorité coloniale avait même construit deux principaux axes de télécommunication. (Obilangounda, P.208).

Le premier axe assurait la liaison entre Brazzaville et la ville portuaire de Pointe-Noire : « *sur les mêmes ressources a été réservé la somme de 180.000 F CFA pour achat de matériel pour les deux postes de télégraphie sans fil de Brazzaville et de Pointe-Noire après réception définitive. Ces deux stations doublent la ligne en assurant un trafic régulier et important* »¹¹³. Le second axe, quant à lui, concernait la liaison entre Brazzaville et la partie nord du Moyen-Congo : « *les travaux commencés pour la construction de la ligne Brazzaville-Ouessou, dont le matériel est au chef-lieu, ont été suspendus jusqu'après l'occupation administrative des régions de l'Alima et de la Likouala, traversées par la ligne projetée* »¹¹⁴.

Une structure en charge des Postes et des Télécommunications avait été mise en place par les autorités coloniales : « *il y a 60 ans, était créé par décret du 03 décembre le Service des Postes et Télécommunications de la France d'Outre-mer (SPTOM), issu du service des transmissions coloniales, lui-même créé par le décret du 28 Août 1944* ». Ce service dépendait directement du ministère de la France d'Outre-mer. Un office central administratif rattaché à ce dernier coordonnait les différents offices des territoires locaux de l'AEF, de l'AOF et des autres territoires sous l'influence de la France : « *les règles postales appliquées par les Offices des Postes et Télécommunications d'Outre-mer avaient eu, à l'origine, comme base juridique, la*

¹¹¹ Le « Moyen-Congo » est l'ancienne appellation de l'actuelle République du Congo-Brazzaville.

¹¹² Société des Nations, recueil des Traités n° 3403, 1934

¹¹³ Gouvernement Général de l'AEF, *Op. cit.*, p.157

¹¹⁴ Idem, p.157

coutume. Puis, les agents métropolitains des PTT détachés pour servir dans les lointains territoires de l'Union Française avaient apporté les règlements de la France, lesquels prévalaient. Ainsi, le monopole postal, l'inviolabilité des correspondances, le respect du secret professionnel et son corollaire la prestation de serment, obligatoire pour les fonctionnaires des PTT, furent mis en œuvre ». Les Etats nés au lendemain de la colonisation ont globalement bâti leurs services des PTT selon le modèle de la métropole, instituant systématiquement le régime de monopole de l'Etat dans ce secteur. (Obilangounda, P.209).

La fin des années 1950 marque le début du processus de décolonisation dans les pays d'Afrique francophone. Ici et là, les dirigeants des Etats s'employaient à la mise en place de certaines structures. La naissance d'une entreprise en charge des TIC est intervenue un avec le décret n°57/622 du 22 mai 1957 portant création de l'Office des Postes et Télécommunications en AEF¹¹⁵. Cependant cette organisation n'a pas eu une longue existence. Le 23 juin 1959, les futurs présidents des pays de la zone AEF se sont retrouvés à Brazzaville pour signer un accord : *« cette convention signée par les quatre pays de l'AEF, a mis en place l'Office Equatorial des Postes et Télécommunications (OEPT) »*¹¹⁶. Le siège de cette société se trouvait à Brazzaville. Les activités de l'office étaient centrées principalement sur les finances et sur les télécommunications. Le réseau de la téléphonie urbaine congolaise avait d'ailleurs connu une extension grâce aux travaux réalisés par cette nouvelle organisation. L'OEPT initia donc quelques travaux au Congo : *« l'Office Equatorial étudiait alors la possibilité de doter également les centres secondaires d'autocommutateurs. Au cours du dernier trimestre de 1963 Mossendjo, Makabana, Fort-Rousset et Dolisie s'équipaient en centres de 200 à 100 lignes du type Crossbar »*¹¹⁷.

I.1.2. Les télécommunications après l'indépendance de 1960 au Congo-Brazzaville.

¹¹⁵ Afrique Equatoriale Française

¹¹⁶ Tsiakala P., *L'impact de la formation professionnelle dans les entreprises d'Etat et privées au Congo. Cas de l'ONPT et SIAT*, Mémoire pour l'obtention du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration et de la Magistrature (ENMA), p. 29

¹¹⁷ N'zébélé, J., (1993) *Télécommunications et Aménagement du territoire au Congo*, Thèse de Doctorat en Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Paris VIII Saint-Denis, p.55

Au lendemain de l'accession du Congo à la souveraineté nationale et internationale, l'OEPT a continué de fonctionner jusqu'en 1964, date à laquelle le régime de la Deuxième République a mis fin à ses activités. Nationalisé conformément à la loi 9/64/ du 25/06/1964, l'OEPT a été victime des changements intervenus au plan politique, avec le virage vers le Socialisme scientifique du gouvernement d'alors. Ainsi, une nouvelle organisation voyait le jour : Office National des Postes et Télécommunications (ONPT), avec le statut d'établissement public à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. La même année, le décret 64/28 du 23 septembre 1964 est promulgué pour réglementer son organisation et son fonctionnement. L'ensemble de ces textes conférait à la nouvelle organisation le monopole de la poste et des télécommunications afin de garantir les missions permanentes du service public. En effet, elle devait effectuer plusieurs tâches dont le transport des correspondances et des colis par des services postaux ; le transfert des fonds par le service des mandats, la collecte et l'épargne par le service de la Caisse d'Epargne, sans oublier sa noble mission de réalisation des communications à distance.

L'ONPT hérite de plusieurs infrastructures de l'organisation coloniale : les liaisons filaires reliant essentiellement les localités situées sur l'unique voie ferrée du pays (entre Brazzaville et Pointe-Noire), les centraux téléphoniques manuels dans certaines localités et les liaisons radioélectriques entre les différentes capitales des pays de l'ancienne AEF, puis d'un réseau câblé (Obilangounda, 2008 ; p.211). Par ailleurs, les locaux de formation ayant appartenu à l'OEPT lui sont confiés, certains ayant été transformés en centres de formation par les dirigeants congolais : « *l'école nationale des Postes et Télécommunications, créée en 1965, a pour vocation de former le personnel d'exécution des services postaux et des télécommunications* »¹¹⁸. Les enseignements dispensés dans cet établissement étaient diversifiés, comme le un cycle réservé à une formation initiale pour les nouvelles recrues et celui des agents déjà en fonction. Il y avait en outre le cycle préparatoire destiné aux candidats des écoles multinationales, puis une autre formation modulaire qui s'effectuait sur le lieu de travail.

Dans le domaine de la poste, les stagiaires pouvaient bénéficier par exemple d'une formation d'agents d'exploitation, réservée aux candidats extérieurs désireux exercer les métiers de la poste et aux commis principaux des postes. La durée de la formation était de six mois. Les candidats internes, détenteurs d'un brevet d'enseignement général ou technique, pouvaient se présenter à

¹¹⁸ Tsiakala, P., *Op. cit*, p.38

ce concours. L'école formait aussi des catégories d'agents techniques : des agents techniques principaux formés en neuf mois et d'autres agents techniques formés pendant une durée de sept mois. Le certificat d'enseignement primaire était le seul diplôme exigé pour cette dernière formation. Pour les autres formations, le candidat devait avoir son brevet d'enseignement technique ou général. L'admission au concours était la condition *sine qua non* pour tous ceux qui postulaient à une formation au sein de cet établissement professionnel.

I.2. Le Congo-Brazzaville face à ses premières réalisations dans le domaine des TIC.

Dès 1965, les autorités congolaises lancent un ambitieux programme consistant à élargir le réseau national des télécommunications : « *installation du câble axial entre Dolisie et Pointe-Noire (c'est l'œuvre d'un premier financement pour des raisons économiques)* »¹¹⁹. Cinq années plus tard, d'autres lignes sont construites dans le but de relier certaines villes du pays à la capitale politique : « *1970, le câble axial relie Dolisie à Brazzaville ; une ligne aérienne est installée de Brazzaville à Kinkala pour desservir Matoumbou et Boko en 1972* »¹²⁰. Ainsi, des centraux téléphoniques furent installés dans plusieurs localités dont : Mindouli, Nkayi, Loudima, Loubomo, Pointe-Noire, Makabana, Loutété et Mouyondzi. De plus, 19 centraux téléphoniques automatiques dont 15 de technologie électromécanique de type Janus installés entre 1976 et 1979 et 4 de technologie électronique dont 3 de type E 10 B et 1 de type de Jiscos.

I.2.1. Installation de la station terrienne au Congo-Brazzaville.

Dans la seconde décennie des années 1960, les dirigeants congolais vont initier un projet de couverture nationale dans le service de la communication : « *depuis les années 1960, les technologies de l'information et de la communication ont exercé sur les élites du sud une coûteuse fascination. La marche forcée vers l'investissement en infrastructures de télécommunication parfois surdimensionnées devait conduire au rattrapage technologique. Mais*

¹¹⁹ N'zébélé, J., *Op. cit.*, p.60

¹²⁰ Idem

*cette cause aux investissements s'est brisé sur les écueils de l'appropriation technologique »*¹²¹. La station terrienne de Moungouni située au nord de Brazzaville a été mise en service en 1978. Elle était de type A et orientée vers le satellite Intelsat. Il faut noter que le secteur des télécommunications a connu de grandes mutations suite à l'installation des faisceaux hertziens de 900 voies en 1979. La construction de ce nouveau réseau a permis la réception de la télévision nationale dans la plupart des localités du pays. Pour cela, deux grands axes de faisceaux hertziens furent construits : « *Brazzaville-Ouessou et Impfondo sont reliés par le faisceau hertzien axe nord et de ce fait on assiste à l'installation des centraux dans les localités suivantes : Ouessou, Gamboma, Impfondo, Owando* »¹²². De plus, des stations radioélectriques sur ondes décimétriques ont été installées pour assurer les liaisons intérieures. Elles étaient plus d'une quarantaine installées dans les chef-lieux de région (Obilangounda, 2008 ; p.213).

La première partie de l'axe nord du réseau s'étendait de Brazzaville à Ouessou en passant par Owando. Elle était constituée de faisceaux à visibilité directe (F.H. 665 de Thomson C.S.F.) fonctionnant dans la bande 6430-7110 Mhz. Cette artère de 696 kilomètres possédait 16 stations, équipées de trois canaux radioélectriques de Brazzaville à Ouessou : téléphonique, télévisuel et de secours (version 1+1). La disponibilité de l'artère principale Brazzaville-Ouessou était faible, surtout à cause des équipements d'énergie qui fonctionnaient dans certaines stations sans secours. La qualité de transmission s'est trouvée en dessous des normes et le manque d'appareils de mesure empêchait une quelconque intervention.

Par ailleurs, inauguré le 30 novembre 1982, le deuxième axe du réseau hertzien se trouve dans la partie sud du pays. L'artère sud-ouest est constituée d'un faisceau hertzien TFH 4010 de 960 voies par canal en configuration 2+1. Ce système s'est avéré meilleur par rapport au F.H. nord-est. Il assure en partie la desserte en téléphonie et en télégraphie et d'autre part la transmission et la diffusion des programmes de télévision et de radiodiffusion sonore des chefs-lieux de région et de district. Equipé d'un système de T.R.T. de type N.F.H 4010, il fonctionne dans la bande de 4GHZ avec trois canaux bilatéraux de capacité de 560 voies téléphoniques. Ce faisceau est constitué de trois axes. L'axe principal du sud Congo se situe sur le tronçon Brazzaville et Pointe-noire et couvre sur une distance de 422 kilomètres au sein desquels dix stations relais et six bretelles avec une longueur totale de 80 kilomètres furent construites. Celles-ci desservaient

¹²¹ Desbois, *op. cit.*, p.129

¹²² N'zébélé, p.61

une dizaine de villes. Dans cette partie sud du pays, il existe également un autre axe secondaire : Loubomo¹²³-Mbinda. Ce dernier couvre une distance de 229 kilomètres et compte six stations relais entre Loubomo et Mbinda en passant par Mossendjo. Une bretelle d'une dizaine de kilomètres permet de desservir Makabana. C'est un réseau de faible capacité : 24 voies de type T.E.H. 632. Troisièmement, au sud, il y a l'axe Loubomo-Sibiti (71 kilomètres), qui dispose d'une seule station relais. C'est sur ce faisceau qu'ont été construits deux systèmes de téléphonie rurale de type I.R.T. 1500 reliant Pointe-noire à Madingo-Kayes et Mossendjo à Mayoko. (Obilangounda, 2008 ; p.214).

Il faut souligner que ces lignes totalisent à elles seules 10552 kilomètres et assurent le trafic radiotéléphonique (9 liaisons) et télégraphique (39 liaisons) dans les chefs-lieux de région et les postes de commandement administratif (PCA). Le matériel qui y est utilisé est exploité dans la bande de fréquence de 3 Mhz avec des émetteurs de 1 à 400 W de puissance. Toutefois, ce réseau était d'une qualité très médiocre en dépit du fait qu'il touchait plus de 50% des ruraux.

I.2.2. Le plan gouvernemental d'extension du réseau des télécommunications.

Entre 1982 et 1986, le gouvernement du Congo-Brazzaville lançait son fameux plan quinquennal, dans lequel les TIC avaient une place importante au regard des projets réalisés : *« en transmission, les artères principales du faisceau hertzien à visibilité directe ont été réalisées à 96% - en commutation, 79% de la capacité prévue des centraux ont été atteints, la non réalisation du projet des centraux régionaux influencera sensiblement les prévisions en matière du trafic – en réseaux urbains : Brazzaville et Pointe-noire ont subi une modification profonde »*¹²⁴. Pendant la même période, il engage le processus de modernisation et d'extension des réseaux urbains et centraux téléphoniques à Brazzaville et à Pointe-noire. Malheureusement, toutes ces réalisations se sont avérées infructueuses pour le pays, car l'impact attendu a été beaucoup plus décevant : *« l'investissement réalisé a surtout servi à alourdir la dette des pays bénéficiaires et accessoirement à imposer un modèle culturel aliénant car inadapté mais propice*

¹²³ “Loubomo”, ancienne appellation de l'actuelle troisième ville du pays, Dolisie.

¹²⁴ Desbois, p.129

à la consommation des biens importés »¹²⁵. Dans ce sens, certains projets d'importance n'ont pu être concrétisés : l'implantation de 13 centraux téléphoniques régionaux ainsi que l'extension de la station terrienne 2^{ème} et 3^{ème} phases ; les projets sur les centraux et les réseaux téléphoniques de Tié-Tié à Pinte-noire et de Makélékélé à Brazzaville (Obilangounda, 2008 ; p.215).

Par ailleurs, en 1982, la plupart des entreprises d'Etat se sont trouvées au bord de la faillite. C'est donc à la suite de la publication du décret n°83/668 du 30 août 1983 que l'opérateur public a connu sa mutation en qualité d'entreprise publique d'Etat. Plusieurs missions lui sont confiées : exercer les monopoles postal, télégraphique et téléphonique ; effectuer le règlement relatif aux postes et télécommunications, ainsi que les conventions, règlements et arrangements de l'Union Postale Universelle et de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT). Au cours de la même année, un plan de redressement est élaboré comprenant la décentralisation vers les régions, avec création des directions régionales.

I.2.3. La répartition du réseau téléphonique congolais.

Depuis ses origines, le réseau téléphonique local congolais utilise un équipement de commutation : *« la commutation est une opération visant à mettre en liaison deux lignes téléphoniques. Sa fonction est d'aiguiller la communication en direction de l'abonné demandé. Elle a un rôle de concentrateur de trafic afin de rentabiliser au mieux les artères de transmission et les organes intelligents et coûteux de commande de réseau »*¹²⁶. Ce réseau local fait appel à trois systèmes de commutateurs. Il y a d'abord le système électromécanique à sélecteurs rotatifs : celui-ci équipe les zones rurales sous la forme de satellites semi-automatiques. Il a été installé dans la plupart des localités du sud-ouest situées le long du chemin de fer congolais de Brazzaville à Pointe-noire. On le trouve entre autres dans les localités suivantes : Kibossi, Missafou, Kibouéndé, Madzia, Matoumbou, Masembo-Loubaki, M'foati et Mvouti. Ensuite, c'est le système électromécanique à sélecteurs « crossbar », réalisé à l'aide de sélecteurs à barres croisées, ce qui justifie son appellation « crossbar ». Daniel Obilangounda nous informe que les nombreuses applications générées par ce système ont donné naissance à d'autres systèmes comme le Janus Delta et le Janus Epsilon. Le premier, mis au point pour les grandes capacités

¹²⁵ N'zébélé, p.87

¹²⁶ N'zébélé, p.135

(400 à 2000 lignes), est largement utilisé dans la ville de Brazzaville ; le second, conçu pour les petites capacités (60 à 800 lignes), a été mis en service dans les villes de l'intérieur. Il est notamment installé dans les villes de Kinkala, Mindouli, Loutété, Mouyondzi, Loudima, Makabana et Mbinda. On retrouve le même système dans les villes situées dans la partie nord-ouest du pays.

Enfin, le réseau a eu recours à un autre système qui a été mis au point par les chercheurs français trente ans avant : les études sur la commutation temporelle ont débuté en France très tôt, sous l'impulsion du C.N.E.T. (Centre National d'Etudes de Télécommunications) et abouti dès 1970, à la mise en service du premier commutateur électronique temporel au monde, desservant des abonnés du réseau public (système E.10.A). D'autres systèmes temporels dérivés de celui-ci ou de conception différente ont vu le jour depuis : il s'agit du E.10.B, du E.12 et du MT 25 (N'zébélé, p.138). Le central E.10.B. de Brazzaville sert à la fois de centre de transit national et de centre local. Par contre, ceux de Pointe-noire et de Loubomo jouent les rôles de centres secondaires et locaux (Obilangounda, 2008 ; p.217). L'un des atouts de cette technologie, à savoir la commutation temporelle, est de satisfaire au mieux les exigences de la communication moderne, notamment la fiabilité du réseau et la bonne qualité des communications. Cette technique présente également plusieurs avantages au plan économique, dont le coût d'acquisition relativement faible. En outre, l'exploitation et la maintenance de cette technique offrent de larges avantages économiques : la centralisation des opérations de gestion, l'exploitation et la maintenance du Centre de Traitement d'Information (CTI) de Ouenzé (quatrième arrondissement de la capitale) à Brazzaville par exemple avait permis la limitation des effectifs.

I.2.4. La téléphonie interurbaine au Congo-Brazzaville.

Nos recherches nous ont permis de comprendre que l'équipement de la téléphonie locale a souvent été utilisé pour la téléphonie interurbaine. Ainsi, Brazzaville disposait de différents types d'équipements pour la téléphonie interurbaine, dont le centre de transit national automatique, le système Janus Delta et l'URAD. Deux centres secondaires furent construits à Pointe-noire et à Loubomo (troisième ville du pays, actuellement appelée Dolisie) ; ils assuraient les fonctions de centres primaires et locaux. D'autres centres primaires et secondaires furent

installés dans les chefs-lieux de région et dans d'autres localités du pays : Makabana, Mbinda, Makoua, Loudima, Boundji, Lékana.

I.2.5. Analyse de la téléphonie internationale au Congo-Brazzaville.

La téléphonie internationale existe au Congo-Brazzaville depuis la période coloniale et, selon Armand Goulou, le réseau a été élargi dans les années 1970 : *« depuis 1971, la liaison avec le Gabon s'établit également par un faisceau hertzien de 24 voies entre Mouila et Dolisie. Avec la RDC, la liaison se fait par câble sous le fleuve Congo. Avec la plupart des pays africains, cette liaison s'effectue par faisceaux hertziens que le réseau panafricain de télécommunication (PANATEL) gère. En fin, la liaison directe avec les autres pays se fait par le réseau automatique international auquel est connecté SOTELCO »*¹²⁷. En effet, en se dotant d'une station terrienne, le Congo-Brazzaville affichait sa volonté d'œuvrer pour la mise en place d'une structure lui permettant de développer ses communications téléphoniques internationales. Quatre techniques y sont alors utilisées : le satellite Intelsat, les liaisons des ondes décamétriques, les câbles sous-marins et les transmissions terrestres par faisceaux hertziens vers les pays limitrophes. Cependant, quelque temps après, le pays abandonne les transmissions par ondes décamétriques au profit d'autres techniques tels que le satellite, le câble et l'automatisation de l'exploitation téléphonique. Ceci porte des avantages certains : l'amélioration de la qualité du service et l'augmentation du taux de croissance du trafic téléphonique. Ces communications internationales sont réalisées grâce au centre de transit international de Ouenzé. Construit dans les années 1980, il a pour mission de transférer les communications d'un abonné local vers un autre à l'étranger et inversement. Pour entrer en communication téléphonique avec d'autres pays, l'abonné congolais doit transiter par la France. Cette triste réalité de dépendance vis-à-vis de l'ancien « maître » demeure malheureusement en vigueur jusqu'à nos jours.

I.2.6. Les technologies de télex et de télégraphe au Congo-Brazzaville.

¹²⁷ Goulou, A., *Infrastructures de transport et de communication au Congo-Brazzaville*, p.85

Tout comme le téléphone, le télex et le télégraphe constituent deux moyens d'importance considérable dans la communication au Congo-Brazzaville. Si le télex a fait son apparition de manière tardive dans ce pays, le télégraphe, lui, existe depuis l'époque coloniale. Aujourd'hui, ces dispositifs de communication ont perdu du terrain face à l'extension et l'exploitation des réseaux téléphoniques. Cette régression s'est justifiée par la mauvaise conjoncture de l'économie congolaise : *« la crise économique mondiale frappe de plein fouet le Congo, et la plupart des industries et entreprises susceptibles d'utiliser ces services sont en pleine récession. Ensuite, il y a l'arrivée du téléfax qui devient un véritable concurrent du télex et du télégraphe. Mais le télex n'est pas facile à contrôler, car faut-il le reconnaître, au Congo, le secteur informel fonctionne très bien, et certaines données échappent aux décideurs politiques, techniques et à l'analyse »*¹²⁸. De nos jours, Internet et le téléphone mobile accentuent considérablement ce déclin du télex et le télégraphe en les effaçant non seulement de la mémoire collective des Congolais, mais aussi des formes d'usage et pratique des TIC dans la vie quotidienne au Congo-Brazzaville.

Toutefois, la transmission télégraphique est réalisée par le Centre de Liaison du Réseau International (C.L.R.I.). Ce centre établit des liaisons entre différents points du pays et de l'extérieur à l'aide d'un concentrateur appelé T1 (c'est un matériel de télégraphe harmonique [analogique] de Alcatel type 70 de concentrateur de grande station : N.T. 2753). La commutation télex, quant à elle, est équipée d'autocommutateurs Eltex de type Sagem ; c'est un système analogique à la communication téléphonique qui sert de base de développement du réseau national télex. C'est un commutateur électronique numérique d'une capacité initiale de 1016 terminaisons installées à Brazzaville et Pointe-noire. Cet autocommutateur joue le rôle de transit national et international. Il est doté de deux types de circuit, l'un spécialisé dans les communications avec les Etats-Unis, l'autre avec la France.

Cependant, depuis quelque temps, certains pays ont commencé à établir des liaisons directes avec le Congo, sans transiter par la France. Mais la densité de la desserte téléphonique situe encore le pays à un niveau inférieur par rapport à la plus grande majorité des pays du continent africain. Elle a néanmoins connu une nette amélioration par rapport à celle du début des années 1980 où elle se situait autour de 0,55. La nécessité de communiquer par téléphone s'était accrue à mesure que les entreprises multinationales s'installent dans les grandes villes, Brazzaville et Pointe-Noire. Mais, après plusieurs années, les installations de télécommunication se sont

¹²⁸ N'zébélé, p. 171

retrouvées dans un état de délabrement surprenant. Nombre d'équipements n'ont pas été renouvelés. Vers la fin de la première décennie des années 1980, la situation des télécommunications au Congo s'est avérée catastrophique, notamment la vétusté des centraux automatiques et des tableaux téléphoniques manuels, la saturation des installations existantes, l'existence en nombre encore élevé d'équipements analogiques : *« le réseau national de télécommunication souffre de la vétusté des équipements, pratiquement tous amortis. Pour l'axe sud-ouest, le faisceau hertzien analogique et le câble coaxial reliant Brazzaville à Pointe-noire en passant par Dolisie ne permettent pas d'écouler de façon aisée le trafic téléphonique et même télévisuel. Les liaisons radiophoniques sont aussi le fruit de vieux équipements dont les pièces de rechange ne se trouvent plus sur le marché »*¹²⁹.

I.3. Les autorités congolaises face aux défis des reformes organisationnelles du secteur des TIC.

I.3.1. Projet de réforme de l'ONPT ou pari du changement organisationnel ?

Pour comprendre la situation chaotique dans laquelle a été plongée l'ONPT, il convient de passer en revue les facteurs ayant été à l'origine de la descente en enfer de toutes les sociétés étatiques. En effet, la République du Congo s'est retrouvée dans une récession économique d'une ampleur non négligeable, précisément au début de l'année 1984. Face à l'importance du défi à relever, le gouvernement décide de recourir à l'appui des institutions financières internationales procédant à la signature d'un programme d'ajustement structurel : *« au Congo, le programme de privatisation des entreprises publiques a été engagé par les autorités congolaises après 1986 dans le cadre du programme d'ajustement structurel qui prévoit, dans un de ses volets, la réforme du secteur public avec l'appui du FMI et de la Banque Mondiale »*¹³⁰. Cette grave crise financière est due en grande partie à la dette extérieure et à la mauvaise gestion des entreprises étatiques : *« l'impact des emprunts extérieurs sur le secteur des infrastructures de*

¹²⁹ Embamballa, U., (2003) *Analyse des réformes des entreprises publiques au Congo: cas de l'ONPT*, Mémoire pour l'obtention de la maîtrise en Sciences Economiques, Brazzaville, Université Marien Ngouabi, p.36

¹³⁰ Idem, p.21

transport et de communication, s'est principalement manifesté par le financement du programme triennal 1973-1975 et du plan quinquennal 1982-1986. La réalisation des diverses infrastructures de transport et de communication au cours de ces deux projets nationaux a nécessité de nombreux travaux dont les différents financements ont été précédemment étudiés. Non seulement l'Etat s'est servi de la dette pour financer les projets d'infrastructures de ce secteur, mais il a également continué à financer ses déficits dus précisément à la mauvaise gestion des entreprises étatiques concernées. Ainsi, le secteur des infrastructures de transport de communication a contribué à l'aboutissement de la dette publique »¹³¹.

Par ailleurs, l'augmentation des salaires des travailleurs revendiquée par les organes syndicaux figure parmi ces motifs de déclin : *« les frais de personnel à l'ONPT sont très élevés du fait non seulement d'un nombre important de travailleurs, mais également des salaires élevés. Ces frais excèdent souvent la moitié du chiffre d'affaires. Ils sont encore plus criards si l'on ne considère que le secteur des postes, car ils sont supérieurs au chiffre d'affaires »*¹³². Les agents des services de la poste et des télécommunications ont donc fait montre d'une inconscience professionnelle face aux difficultés de l'entreprise. Par exemple, nombre d'entre eux utilisaient gratuitement le téléphone et certains permettaient à des personnes étrangères à la société de venir régulièrement passer des appels dans leurs bureaux. Plus grave encore, les techniciens véreux pirataient des lignes destinées aux administrations publiques au profit d'autres personnes moyennant des sommes d'argent. Ainsi, une ligne officiellement attribuée à une administration publique ou à un ministère pouvait être frauduleusement utilisée par d'autres personnes. Aussi, le problème de la mauvaise distribution des factures de consommation, suivi du non-paiement par les clients, imputable à la centralisation excessive de l'administration et à la lourdeur bureaucratique, n'est pas en reste. En effet, l'édition des factures se faisait exclusivement dans deux villes : Brazzaville et Pointe-noire. La première éditait les factures de toutes les régions de la zone nord et la seconde s'occupait des régions situées dans la partie sud du pays. (Obilangounda, 2008 ; p.223).

En général, la plupart des clients recevaient les factures avec beaucoup de retard, ce qui posait de nombreux problèmes de recouvrement pour la direction commerciale. Le transfert des informations entre le service des abonnements et de celui des affaires commerciales se faisait

¹³¹ Goulou, A., p.104

¹³² Embamballa, U., p.33

avec un grand retard. Le manque d'harmonie entre les deux entités a été souvent source de différends avec les clients. Plus négativement encore, la facturation a souvent suscité le mécontentement de certains clients. Nombre de ceux-ci recevaient des factures alors qu'ils étaient soit en suspension de ligne, soit ils venaient à peine de souscrire l'abonnement avec la société. L'absence d'une politique tarifaire souple et le manque de communication de la société n'ont pas amélioré l'image de celle-ci auprès du grand public.

D'autres facteurs structurels sont également à l'origine des contre-performances de l'ONPT. Jouissant théoriquement d'une autonomie de gestion, il était confronté aux faits peu orthodoxes : *« les textes constitutifs des entreprises publiques reconnaissent les principes de l'autonomie financière et de gestion. Cependant, dans la pratique, la tutelle excessive qu'exerce l'Etat sur elles finie par les transformer en simple régie ou service administratif »*¹³³. Pour faire face aux nombreux déboires économiques, un plan de réhabilitation est mis en chantier, grâce à un financement de la Banque mondiale et de la Caisse Française de Développement, prévoyant le redressement de la société avant sa structuration. Mais, très vite, ce soutien des bailleurs de fonds avait été suspendu à cause du climat politique de la fin des années 1980. En effet, *« malgré les efforts financiers consentis par l'Etat qui a investi dans les entreprises publiques plus de 300 milliards de F CFA de 1982 à 1986, le bilan qui peut être dressé est fortement mitigé »*¹³⁴.

Plusieurs initiatives ont pourtant été prises pour sauver les entreprises étatiques. Les modalités de privatisation mises en œuvre s'articulaient autour de deux approches essentielles : soit l'application des méthodes de management de type privé aux firmes publiques, sans transférer la propriété du capital, soit encore le transfert total ou partiel de la propriété du capital des firmes publiques aux actionnaires privés nationaux ou étrangers. *« Au Congo, le programme de privatisation des entreprises publiques a été engagé par les autorités congolaises après 1986 dans le cadre du PAS qui prévoit, dans l'un de ses volets, la réforme du secteur public avec l'appui du Fond Monétaire International et de la Banque mondiale. Le bilan officiel de cette restructuration a été fait en 1991, puis de nouveau en 1992 par le ministère de l'économie »*¹³⁵.

¹³³ Opoki, Jean Roy, *Les entreprises publiques au Congo*, p.40

¹³⁴ Embamballa, U. p.28

¹³⁵ Idem, p.21

S'inscrivant dans cette logique de désengagement de l'Etat, le Conseil Supérieur de la République, Parlement de transition, adopta un plan de restructuration : réduction des effectifs pour attirer des investissements étrangers. Le premier ministre de l'époque André Milongo va donc engager son gouvernement dans des discussions avec les créanciers et les partenaires étrangers. (Obilangounda, 2008 ; p.225). Un autre pas important a été franchi suite à la loi n°008-92 avril 1992 portant code des investissements au Congo-Brazzaville : *« en adoptant ce code que certains n'hésitent pas de qualifier de très ambitieux, l'Etat congolais manifeste par ce biais sa volonté d'ouvrir grandement ses frontières dans le seul but de promouvoir l'initiative privée qui, dans beaucoup de secteurs d'activités économiques congolais, demeure encore, pour des raisons idéologiques, à l'état embryonnaire ou joue encore un rôle résiduel »*¹³⁶.

Plus tard, en avril 1994, le gouvernement du président Pascal Lissouba fait voter une loi sur la privatisation des entreprises étatiques (loi n°21-94 du 10 août 1994 portant loi-cadre sur la privatisation). L'article 4 définit la privatisation comme : un transfert de propriété de la puissance publique vers le secteur privé, un recours au capital ou à l'expertise du secteur privé par des formules de concession ou de contrat de gestion. Deux années plus tard, *« le 12 mars 1996, le Congo et les institutions de Bretton Woods ont conclu les négociations sur un programme triennal d'ajustement structurel (1996-1999) »*. En dépit de ces quelques avancées significatives, le processus de restructuration du secteur de la communication et des télécommunications ne reprend toujours de souffle. Car, la gestion opaque qui a souvent caractérisé les autorités congolaises a fortement accentué la méfiance des partenaires étrangers : *« d'autant que la mission d'observation du FMI de juin 1994 avait constaté un dérapage des dépenses budgétaires de 22 milliards au cours du premier semestre de l'année. Cette somme incluait 14,8 milliards de F CFA de dépenses extrabudgétaires, non programmées et 4,2 milliards de F FCFA d'avances pétrolières contractées par le gouvernement auprès d'Agip et d'Elf contrairement à la politique reconnue par le gouvernement à ne plus recourir à l'hypothèse des ressources pétrolières »*¹³⁷. Parallèlement, le gouvernement a été confronté à une très forte grogne syndicale.

En effet, les représentants des travailleurs reprochaient au gouvernement son manque de transparence dans le processus de privatisation des entreprises publiques : *« à la suite de la mise*

¹³⁶ Opoko, J. R., p.172

¹³⁷ Yengo, P., La guerre civile au Congo-Brazzaville, p.248

en place, en décembre 1995, des comités provisoires d'administration des entreprises privatisables, les syndicats de ces entreprises dénoncent le manque de transparence du processus de privatisation et demandent à être associés au comité de privatisation. Ce comité ne regroupe, en effet, que les deux grandes centrales syndicales du pays, la CSC et la CSTC. Aussi, les autres syndicats se regroupent-ils le 23 décembre en comité de coordination. Après l'échec d'une réunion entre les deux comités, intervient le limogeage, en janvier, par le gouvernement de trois des six directeurs généraux des entreprises privatisables, accusés de s'opposer à l'installation des comités d'administration provisoires et de s'être alliés aux syndicats hostiles à ces privatisations. Un préavis de grève est lancé par les syndicats le 20 janvier. La réponse du gouvernement est immédiate ; la grève est qualifiée d'illégale et les listes des présences sont dressées. Quatre syndicalistes de l'Office National Postes Télécommunications soupçonnés d'être impliqués dans des actes de sabotage, sont arrêtés et condamnés à quatre mois d'emprisonnement ferme et 50.000 F CFA d'amende pour atteinte à la liberté du travail »¹³⁸.

D'autres facteurs ont contribué à l'échec de la privatisation de l'opérateur historique : « *en définitive, dans la trilogie que constituent la dévaluation, plan d'ajustement structurel et guerre civile, les grands équilibres macro-économiques ne peuvent être assurés* »¹³⁹. Les conflits armés ont sérieusement fragilisé le tissu économique et causé l'isolement du Congo-Brazzaville. Dans ce contexte, le pays n'était plus en mesure d'attirer les investissements étrangers. Le plan de restructuration de l'ONPT qui semblait progresser avait donc connu un coup d'arrêt.

En somme, il est lieu de retenir qu'en dépit de timides avancées et de discours rassurants, le processus de réforme des entreprises n'a pas connu son point d'achèvement souhaité. Ce qui, de notre point de vue, n'est pas sans soulever de vraies questions sur la capacité du Congo-Brazzaville à développer son programme d'adoption des TIC pour réaliser son processus de développement socioéconomique.

I.3.2. Etat des TIC au Congo-Brazzaville au début des années 2000.

¹³⁸ Gauvrit, E., (1997) *Congo, l'épreuve des urnes. L'Afrique politique*, Paris, Karthala, p.308

¹³⁹ Yengo, P., p.249

Pour appréhender les enjeux actuels des TIC au Congo-Brazzaville, il est important de rappeler la fin tragique de son XXème siècle. En effet, grand nombre des infrastructures de ce secteur ont été détruites durant les troubles sociopolitiques ayant marqué l'histoire de la décennie 1990 au Congo-Brazzaville. Toutefois, au sortir de cette période de conflits, de nouveaux opérateurs se sont installés, particulièrement dans le secteur privé de la téléphonie mobile. Pendant ce temps, la situation de l'opérateur public est restée dans son état de mort. Ainsi, il est vrai que jusqu'en 1997, l'ONPT jouissait du monopole dans le domaine des télécommunications. Mais, en raison de la pression exercée par les institutions financières internationales et par les bailleurs de fonds, le cadre légal et réglementaire avait été revu. Les dirigeants congolais avaient mis en place une nouvelle législation prenant en compte les exigences des partenaires économiques du pays : « *la loi 14/97 du 27 mai 1997 définit le cadre légal et réglementaire des télécommunications au Congo. L'autorité de réglementation est exercée par le ministère des Postes et Télécommunications. L'exploitation est assumée par l'Office National des Postes et Télécommunications* »¹⁴⁰.

Cette loi, la deuxième après celle de 1964, porte création de l'opérateur public, mais cette fois en libéralisant le secteur des télécommunications. Ce qui entraîne *ipso facto* la perte du monopole conféré par la première loi. Aussi, le gouvernement congolais va maintenant conclure un programme avec le FMI en juillet 1998, en s'engageant dans un processus de désengagement dans le secteur des entreprises parapubliques, de restructuration des administrations financières et de renforcement des procédures financières.

En outre, ce programme fait injonction, pour le Ministère des Postes et Télécommunications, de la poursuite et l'aboutissement des réformes structurelles du secteur, notamment la séparation de l'ONPT en deux entités : d'une part, la Poste et, de l'autre, les Télécommunications : « *c'est ainsi que Monsieur le ministre des Postes et Télécommunications de la République du Congo, par lettre n°574/MIN.PT/CAB/2001 du 03 septembre 2001 a sollicité le concours du groupe Mazars, dont il estime qu'il dispose d'une expérience requise et reconnue, notamment par la Banque mondiale, pour le conseiller et l'assister au mieux des intérêts du pays dans son projet de réforme structurelle du secteur des Postes et Télécommunications* »¹⁴¹. En effet, la société

¹⁴⁰ Ministère des Poste set Télécommunications, "Etude pour la réforme structurelle du secteur des Poste set Télécommunications".

¹⁴¹ Idem

Mazars devait se pencher entre autres sur les questions suivantes : élaboration d'une stratégie de réforme structurelle du secteur des Postes et Télécommunications, scission de l'ONPT en deux entités. S'agissant de la poste, la réflexion devait porter sur sa mise en concession et celle de ses services (Obilangounda, 2008 ; p.229). La filière des télécommunications, elle, devait faire l'objet d'une privatisation et une nouvelle société devait voir le jour. Enfin, un nouveau cadre législatif et réglementaire adapté à la libéralisation devait être adopté.

I.3.3. Création du nouvel organe public des télécommunications au Congo-Brazzaville : la SOTELCO.

Conformément aux engagements pris auprès des institutions financières internationales, le gouvernement congolais publie le 1^{er} juillet 2001 l'ordonnance n°8-2001 portant dissolution de l'ONPT (Embamballa, p.56). Ainsi, l'article 2 précise que les activités postales, les prestations financières et les activités de télécommunication exercées par l'ONPT sont transférées, pour les deux premières catégories, à la Société des Postes et de l'Epargne du Congo (SOPECO) et la dernière catégorie, à la Société des Télécommunications du Congo (SOTELCO). L'ordonnance n°11-2001 du 1^{er} juillet 2001 porte donc création de la société des télécommunications du Congo (SOTELCO). L'article 3 lui confère les missions suivantes :

- Assurer, dans le respect de l'équilibre de sa gestion financière, le service public des télécommunications nationales et internationales sur toute l'étendue du territoire national ;
- Etablir, exploiter et développer tous types de réseaux de télécommunications ;
- Fournir et commercialiser tout service y rapportant ;
- Réaliser toutes les opérations mobilières, immobilières, industrielles, commerciales ou financières se rattachant directement aux objets ci-dessus spécifiés et susceptibles d'en favoriser le développement ;
- Conclure des arrangements et des contrats, dans le respect de la législation et la réglementation sectorielle ou générale, du cahier des charges et des dispositions de ses statuts.

Par ailleurs, l'ordonnance n°10-2001 du 1^{er} juillet 2001 portant création de la SOPECO, prévoit

les missions suivantes :

- Assurer, dans les relations intérieures et internationales, le service public du Courrier sous toutes ses formes ;
- Effectuer l'émission, la vente et le retrait des timbres postaux et des figurines postales et assurer des prestations relatives aux moyens de paiement et autres moyens de transfert des fonds.

Ces deux entités sont placées sous tutelle du ministère en charge des TIC. En ce sens, l'article 6 de l'ordonnance de liquidation du 1^{er} juillet 2001 stipule que « *les contrats, les conventions et les accords en cours entre l'ONPT et les usagers, y compris les administrations et les entreprises publiques, relatifs à la prestation de services postaux et de télécommunication, sont respectueusement transférés de plein droit à la Société des Postes et de l'Epargne du Congo et/ou à la Société des Télécommunications du Congo* »¹⁴². Il en est de même pour le patrimoine du défunt ONPT, c'est-à-dire infrastructures, matériels, biens meubles et immeubles, concourant directement ou indirectement à l'exploitation ou à la réalisation de l'astreinte. En dépit de ces réformes conduites sous les injonctions des institutions financières internationales, SOTELCO n'en a pas fini avec ses problèmes. Il demeure un organe public défaillant et mal connu des populations congolaises. Les ex-agents de l'ONPT ne sont toujours pas situés sur leur sort final.

I.4. Analyse critique de la Stratégie nationale pour le développement des Technologies de l'information et de la communication (TIC) en République du Congo.

Le ministère congolais des Postes et Télécommunications, Chargé des Nouvelles Technologies initie, en 2004, une réflexion très approfondie sur les possibilités de développer les TIC au Congo-Brazzaville, en rédigeant un document officiel : « *Stratégie nationale pour le développement des Technologies de l'information et de la communication (TIC) en République*

¹⁴² Ordonnance n°8-2001 du 1er juillet 2001 portant dissolution de l'ONPT.

du Congo. »¹⁴³ Les participants à l'élaboration de l'ensemble de ces réflexions soutiennent que les travaux de constitution de texte ont été faits méthodologiquement selon une approche participative caractérisée par une grande implication des acteurs nationaux (le Gouvernement, la société civile, le secteur privé) et internationaux (experts, organismes). Cette approche aurait permis de dégager les priorités et les actions à entreprendre pour permettre au Congo-Brazzaville de participer pleinement à *la société de l'information*. En d'autres termes, il s'agit d'un écrit officiel marquant la volonté des autorités congolaises de répondre favorablement, en tant que bon élève, aux injonctions internationales d'entrer dans la nouvelle société planétaire, avec pour condition, le développement du secteur des TIC et son placement au rang des premières priorités pour sortir de la misère et du sous-développement multidimensionnel.

Ainsi, pour ses auteurs, ce document officiel marque un tournant incommensurable, une étape on ne peut plus fondamentale dans la construction de la société de l'information au Congo. Les TIC seraient ainsi le levier du développement socio-économique, engendrant des progrès culturels et politiques dans le pays. Pour le gouvernement congolais, à l'ère des TIC, donc de la société de l'information, la compétition internationale se joue par la bataille du savoir qui fait de l'information une richesse stratégique et surtout un facteur clé de la compétitivité d'une nation. L'industrie du multimédia, où se croisent informatique, télécommunications et audiovisuel, constitue désormais l'un des moteurs de la croissance pour tous. L'enjeu économique des TIC n'est plus à démontrer, car elles sont ce secteur transversal qui englobe tous les domaines de la vie humaine. En ce sens, afin de mieux exprimer sa volonté au plus niveau, chaque pays se doit de construire une stratégie nationale, à court et long terme, pour accorder une chance historique à son peuple de bénéficier des bienfaits que procurent ces dispositifs techniques.

Alors que plusieurs pays africains se sont engagés avec succès dans la promotion des TIC avec le développement de stratégies nationales des TIC au service du développement, le Congo-Brazzaville était, jusqu'en 2004, l'un des rares pays d'Afrique accusant un retard considérable dans la conceptualisation de ce phénomène. L'Etat prend donc conscience en voulant faire de l'usage des TIC par tous les citoyens une priorité, notamment pour la lutte contre la pauvreté et la promotion de la bonne gouvernance. A travers des orientations stratégiques et technologiques

¹⁴³ Gouvernement de la République du Congo, Ministère des Postes et Télécommunications Chargé des Nouvelles Technologies, *Stratégie nationale pour le développement des Technologies de l'information et de la communication (TIC) en République du Congo*. Décembre, 2004 (voir en annexe).

possibles, sur les manières et les moyens de développer les TIC en faveur de la population, le pays vise à éviter les contraintes liées à l'usage de ces dispositifs techniques.

De l'avis des concepteurs de cette stratégie nationale, les TIC devraient permettre à l'ensemble de la population congolaise de devenir des «*cybercitoyens*», ayant désormais la possibilité de participer au processus de décision au niveau national, d'avoir accès à la connaissance, au savoir. Le développement des TIC faciliterait le renforcement et l'optimisation des performances dans tous les secteurs se rapportant à la vie humaine, générant en l'occurrence une économie prospère et compétitive susceptible de réduire la pauvreté et la fracture numérique. C'est dans ce contexte et fort de ce discours prometteur que quatre axes stratégiques, que nous essaierons de résumer dans notre étude, ont été retenus en vue de la définition d'une stratégie des TIC pour le Congo, à savoir :

- L'infrastructure de l'information et de la communication et accès ;
- Le cadre juridique et institutionnel ;
- Le développement des capacités humaines ;
- Le développement et la pénétration des produits et services ;

I.4.1. Plan d'action prévu pour la stratégie de développement des TIC au Congo-Brazzaville.

Les auteurs de ce que l'on peut appeler « *le livre blanc* » des TIC au Congo-Brazzaville¹⁴⁴ prévoient plusieurs options stratégiques, possibilités de diffusion des TIC pour le développement national. En fait, toutes les initiatives s'accordent sur un constat : éviter, à travers ce discours, une marginalisation du pays ou du continent africain, qui le mettrait en dehors de l'actuelle réorganisation fondamentale des économies et des sociétés. Pour réaliser cette stratégie, un plan d'action a été conçu ainsi que plusieurs projets selon les priorités et les axes stratégiques retenus. Les actions proposées ci-après sous forme de projets ne sont ni exhaustives, ni figées, elles peuvent être améliorées, voire complétées ; ce sont donc des pistes ouvertes et ne devraient pas être considérées comme un simple catalogue.

¹⁴⁴ Nous revendiquons la paternité de cette appellation: « *livre blanc* » des TIC au Congo-Brazzaville .

En effet, la responsabilité de développer le pays par les TIC incombe en premier lieu au Ministère des Postes et télécommunications, chargé des Nouvelles Technologies (MPT/NT). Au sein du Gouvernement, d'autres structures devraient être créées afin d'assurer une cohérence dans la mise en œuvre de la stratégie TIC. Ainsi, la Direction des Nouvelles Technologies (DNT), rattachée au MPT/NT, serait en charge de la diffusion des TIC sur l'ensemble du territoire national. Aussi, le « *livre blanc* » prévoit la création d'un comité national d'évaluation de la stratégie des TIC (CNESTIC), comme organe consultatif auprès de l'Etat, chargé de proposer des orientations générales en matière de développement des TIC. Plus spécifiquement, il aurait la mission du suivi de la mise en œuvre de la stratégie TIC, de suggérer les correctifs nécessaires, et d'évaluer la qualité ainsi que le degré de réalisation des projets réalisés. Cet organe serait composé d'acteurs divers : le gouvernement, les représentants de la société civile, le secteur privé et les organisations internationales. En définitive, il serait un cadre de concertation entre l'administration et le privé. Alors, pour mieux saisir le sens de ce dont contient ce document du gouvernement congolais, l'analyse des axes stratégiques retenus s'avère fondamentale.

I.4.1.1. Axe 1 : Développement des Infrastructures et promotion de l'accès pour tous à la société de l'information.

Cet axe prévoit essentiellement le développement des infrastructures susceptibles d'assurer la plus grande diffusion des TIC au profit de tous les citoyens sur tout le territoire national. L'enjeu c'est l'accès pour tous : les écoles, les administrations, les départements, les communes, jusqu'aux villages les plus enclavés et défavorisés. Les projets à retenir sous cet axe sont les suivants :

- La mise en place du projet SAT3 et déploiement de la fibre optique sur l'étendu du territoire congolais pour améliorer la qualité des communications et accroître la télé densité par l'extension du réseau téléphonique filaire et mobile et de façon graduelle ;
- L'implantation des Télé-Centres polyvalents communautaires afin de favoriser l'accès à l'Internet dans les zones défavorisés et urbaines. En effet, les télé-centres polyvalents sont des organismes spécialisés dans l'offre de services Internet, de traitement de texte, de

téléphonie, de télécopie ou même la formation et la vente de matériels informatiques aux clients. Le développement de télé-centres polyvalents communautaires constitue donc un moyen efficace pour encourager l'utilisation d'Internet par les populations. Il s'agit de créer des centres culturels et des médiathèques pour celles-ci ;

- L'implantation du réseau Intranet Gouvernemental consistant à faire du gouvernement un utilisateur modèle des TIC. Il répond plus particulièrement à la nécessité d'améliorer la communication interministérielle afin d'optimiser les dépenses de l'Etat par un partage de ressources matérielles. Il permettra aux agents de l'Administration de rechercher rapidement et d'accéder directement aux informations qui sont conservées dans les serveurs de fichiers, de bases de données ou de messagerie ;
- La création des Classes Internet visant à démultiplier les opportunités ouvertes aux élèves en général et aux filles en particulier d'accéder à des connaissances et des ressources pédagogiques grâce aux TIC. La mise en place de ces réseaux dans les écoles primaires permettra d'initier la jeunesse à la recherche en ligne dès le bas âge ;
- La construction du réseau visiophone de l'Etat permettant de pallier le déficit de communication entre le pouvoir central et les collectivités locales d'une part, entre la plus haute hiérarchie de l'Etat et les autres instances de l'exécutif d'autre part. L'interactivité des échanges engendrée par ce réseau permettrait en cas de crise, d'urgence ou de déplacement du Chef de l'Etat de dialoguer individuellement ou collectivement avec les membres du Gouvernement ou les Chefs de Département. De même par ce réseau international de visiophonie, il sera possible de relier certaines chancelleries à la Présidence de la République.

I.4.1.2. Axe 2 : Renforcement du cadre juridique et de régulation.

Cet axe participe au développement d'un cadre et des dispositifs appropriés en matière d'institutions, de lois et de réglementations sur les TIC au niveau national et régional. Il se veut incitatif pour les investisseurs, avec notamment une réglementation claire, stable, largement diffusée et adaptée à *la société de l'information*. Il comprend donc les projets suivants :

- Création d'une Autorité Autonome de régulation des TIC visant d'une part la

réunification et le renforcement des organes qui réglementent actuellement le secteur des TIC d'autre part. Cet acteur juridique répond plus précisément à la nécessité de protéger les acteurs régulièrement autorisés, en veillant à l'application stricte des règles du jeu, établies par le législateur et aux quelles tous les acteurs doivent se référer. Il veille également au contrôle de l'exploitation stricte des ressources affectées à chaque acteur du secteur et régler certains différends entre les opérateurs/exploitants des TIC ;

- Appui à l'élaboration d'un cadre juridique des TIC dans lequel évoluera la société de l'information congolaise. Ce projet permettrait d'une part, de faciliter la réalisation de tous les objectifs stratégiques définis par le Gouvernement, et répondrait d'autre part, plus précisément à la nécessité de protéger les acteurs et favoriser le développement harmonieux des TIC, par la mise en place des règles du jeu bien claires auxquelles tous les acteurs se référeront ;
- La création du fonds d'appui aux TIC. Ce projet répond à la nécessité de: (1) S'assurer de la disponibilité de ressources nécessaires à la mise en œuvre du plan d'actions ; (2) Assurer l'accès au financement à des conditions incitatives de tous les projets du domaine des TIC (prêts à taux modéré, capital risque, subvention, etc..); (3) Assurer le renforcement des compétences dans les TIC par l'incitation à la création de centre de formation pointue et l'octroi de bourses totales ou partielles de formation dans les TIC.

I.4.1.3. Axe 3 : Développement des capacités.

Dans cet axe les entreprises, les administrations, les écoles, les universités et les centres de recherche sont au cœur de la réflexion pour développer la culture informatique. Il s'agira donc d'éduquer et de former les différentes couches de la population aux TIC pour une meilleure insertion dans « *la société de l'information* ». Ainsi, quelques projets sont à retenir, notamment :

- L'introduction des TIC dans le système éducatif national, plus précisément aux niveaux de l'Enseignement primaire et secondaire, de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, et enfin de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle ;
- La création de centres d'éducation multimédias afin de démultiplier les opportunités ouvertes aux jeunes d'accéder à des connaissances et des ressources pédagogiques grâce

aux TICS. En outre, ces centres pourraient être des structures TIC déclinant des formations pratiques à moyen terme débouchant sur des métiers ;

- La création d'un réseau Internet Universitaire de Recherche et de E-Learning, c'est-à-dire la constitution d'un réseau national de recherche au niveau de l'enseignement supérieur ; la mise en place un système d'enseignement à distance à l'université Marien Ngouabi .

I.4.1.4. Axe 4 : Développement des produits et services TIC.

Cet axe stratégique prévoit le soutien du gouvernement au secteur privé pour faire des TIC le levier de la croissance, chercher à tirer le meilleur parti possible de l'utilisation des TIC au service de l'amélioration (quantitative et qualitative) de la production et des services, et enfin de réorienter le rôle de l'Etat dans ses missions de service public. Les projets y relatifs sont :

- La création de technopoles ayant pour but d'impulser le développement de l'économie en général et du marché des nouvelles technologies en particulier en offrant et en groupant les appuis et supports requis aux opérateurs économiques et aux jeunes sortis des écoles de formation et désireux de se lancer dans la création d'entreprises. Détecter, évaluer, accompagner les créateurs d'entreprises innovantes dans la concrétisation de leur projet, à travers la mise en valeur et le développement de ses pôles d'excellence académiques ou industriels ;
- Appui des TIC au secteur du Commerce afin de promouvoir les services de communication dans toutes les localités du pays de façon à permettre aux opérateurs économiques à correspondre aisément et à moindre coût avec leurs relations d'affaires à travers le monde et à tout moment. Il s'agira, entre autres, de développer et renforcer les systèmes d'information commerciale en vue d'intensifier les échanges nationaux, régionaux et internationaux et de favoriser la modernisation de la gestion des entreprises commerciales et industrielles par l'utilisation généralisée de matériels et logiciels informatiques ainsi que de tous autres équipements de TIC appropriés ;
- Appui des TIC au secteur agricole permettant de développer des systèmes d'information agricole, améliorer l'accès aux techniques agricoles et développer les échanges d'information entre les acteurs opérant dans le secteur ;

- Le projet TIC & Santé permettrait de rendre les services de santé plus efficaces par l'interconnexion des centres de santé aux directions centrales et la mise en place d'un système national d'information sanitaire et d'un réseau de télémedecine interconnectant les principaux centres de santé à l'intérieur du Congo et ayant des accès vers les centres hospitaliers universitaires partenaires à l'extérieur ;
- Modernisation de l'Administration avec l'objectif d'impulser la réforme et la modernisation de l'administration par une plus grande exploitation des TIC.

Somme toute, cette stratégie nationale prévoit également des moyens de mise en œuvre de l'ensemble des projets cités. Du point de vue de ses concepteurs, il s'agit d'une réponse à l'incontournable responsabilité du gouvernement de faire entrer le pays dans l'ère de la société de l'information, de la modernité et en réduire la fracture numérique. Cependant, notre enjeu, entant que chercheur en SIC, consiste à mettre en tension ce discours officiel avec la réalité des potentiels usagers de ces dispositifs sociotechniques à travers nos données qualitatives de terrain.

I.5. Analyse du marché congolais de la téléphonie mobile.

Depuis plus de quinze ans maintenant, des acteurs privés de télécommunication se sont installés au Congo-Brazzaville, notamment dans le secteur de la téléphonie mobile. Nous centrons notre analyse sur deux, Airtel Congo et MTN Congo, en raison de l'intérêt scientifique que nous accordons à cette problématique dans notre thèse, en raison de l'ampleur de leurs activités afin d'appréhender leurs logiques d'action, mais aussi en rapport avec la question du changement social au Congo-Brazzaville à l'ère de la popularisation du téléphone mobile. En effet, la libéralisation du marché de télécommunications par la loi N° 14/97 du 26 Mai 1997 a permis l'arrivée de nouveaux acteurs dans le secteur de téléphonie mobile, qui compte actuellement quatre opérateurs : Airtel Congo, MTN Congo, Warid Congo et Azur Congo.

Ainsi, du point de vue historique, la téléphonie mobile arrive au Congo-Brazzaville en 1995 avec Cyrtel : *« Cyrtel est le premier né de la téléphonie mobile en République du Congo. Il est installé au Congo depuis 1995 avec une licence pour le D-AMPS (Digital America Mobil Portable System), qui n'est autre qu'un système digital de mobiles téléphoniques. C'est un système de communication mensuelle libre, comparable au système du téléphone fixe. La société crédite les*

comptes des clients. La note de consommation est remise sous forme de facturation mensuelle »¹⁴⁵. La direction de cette société était basée à Kinshasa en RDC. Au Congo-Brazzaville, elle s'est installée uniquement à Brazzaville et Pointe-Noire, où elle a évolué dans un contexte dépourvu de concurrence. Ses prix étaient élevés et ses conditions d'abonnement constituaient une difficulté supplémentaire pour les clients : *« l'abonnement est fait à partir du paiement d'une avance sur consommation de 50.000 F CFA qui est demandé au moment de la souscription. Le complément d'abonnement Accès à l'international permet d'appeler à l'étranger en payant une avance sur consommation supplémentaire d'un montant de 200.000 F CFA »*¹⁴⁶. Le mode de communication mis en place par Cyrtel ne prévoyait pas une possibilité d'achat de crédit à la carte. Les utilisateurs de ce réseau avaient donc l'obligation de se rendre à l'agence pour l'achat du crédit de communication. Cyrtel a surtout été un outil de communication au service de certains opérateurs économiques et de l'élite politique congolaise. Ses appareils téléphoniques étaient réservés à une minorité de nantis : *« possédant pour tant une centrale (switch) de 12000 abonnés, Cyrtel n'en a que 1445, pour un effectif de 30 employés repartis dans les deux agences de Brazzaville et de Pointe-noire »*¹⁴⁷.

I.5.1. Regard sur les logiques d'action des deux acteurs majeurs de la téléphonie mobile au Congo-Brazzaville : Airtel Congo et MTN Congo.

De l'avis de plusieurs chercheurs au plan mondial, la téléphonie mobile constitue le grand moteur de l'évolution des télécommunications et/ou, pour paraphraser le titre de cet écrit doctoral, *un levier du développement*. Ce dispositif sociotechnique aurait une influence positive sur le quotidien des usagers, notamment en facilitant les échanges commerciaux et l'amélioration du rendement des activités, tout en permettant aux familles et aux différentes communautés de rester en contact de façon permanente, donc de communiquer librement. Car, l'enjeu c'est la communication pour un monde meilleur.

¹⁴⁵ Ngankima, M., *La réglementation du secteur des télécommunications au Congo*, Mémoire pour l'obtention du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration, Brazzaville, 2003, p.45.

¹⁴⁶ Idem

¹⁴⁷ Idem, p.56

Pour comprendre l'action de ces acteurs privés, il convient de rappeler quelques mutations de noms qui les ont caractérisés depuis leur entrée sur marché congolais. En effet, le 1^{er} Août 2008, Celtel Congo, deuxième opérateur privé installé au Congo-Brazzaville après Cyrtel, a changé de dénomination après presque neuf ans d'expérience au Congo et devient Zain Congo, filiale du groupe Zain. Créée en 1983 au Koweït, Zain est l'un des leaders de la téléphonie mobile dans les marchés émergents connu sous le label MTC (*Mobile telecommunications company*). Au fond, il s'est agi de la poursuite des activités de Celtel. Mais, depuis le 29 Novembre 2010, la société du groupe Bharti Airtel, l'un des plus grands opérateurs de téléphonie dans le monde, a acquis les opérations de Zain en Afrique. Ainsi, Zain Congo est devenu Airtel Congo. Toutefois, cela ne modifie en rien la structure du marché de téléphonie mobile.

De son côté, après six ans d'existence au Congo, Libertis Telecom s'est vu racheter ses actifs le 9 décembre 2005 par le Groupe MTN International, un groupe Sud-africain¹⁴⁸. Ainsi, le deuxième acteur de la téléphonie mobile à interroger s'appelle MTN Congo.

A présent, il nous semble utile présenter les caractéristiques de chacune de ces deux sociétés actives au Congo-Brazzaville en mettant un accent sur leurs logiques d'action : leurs identités, les aspects relatifs aux stratégies appliquées par ces sociétés, leurs types de produits et services offerts. Aussi, nous nous intéresserons aux stratégies de distribution et de la communication.

I.5.2. Airtel Congo et sa stratégie pour les usagers.

La société Airtel Congo S.A est le leader des télécommunications cellulaires au Congo-Brazzaville avec 65% de part de marché. Lancée le 15 décembre 1999 à Brazzaville sous l'appellation « Celtel Congo », ce réseau n'a cessé de s'accroître pour offrir à ses clients des services de qualité comparables aux normes internationales et proposer des tarifs de communications compétitifs et accessibles à tous. En effet, c'est en raison de nombreuses pertes subies que le premier opérateur privé de la téléphonie mobile *Cyrtel* avait décidé de mettre fin à ses activités : « *ayant tout perdu du fait de la guerre, Cyrtel quitte le Congo, épouvanté. Presque dans le même temps, en 1999 et 2000, deux nouveaux opérateurs privés de téléphonie mobile*

¹⁴⁸ Gahouama Gamvoula Freize Gladis, *Rôle de la stratégie dans les entreprises de téléphonie mobile au Congo-Brazzaville*, Mémoire de Maîtrise en Economie et Organisation de l'entreprise, Université Marien Ngouabi, Brazzaville 2007

parient sur le Congo et décident de s'y installer. Il s'agit de Celtel Congo SA du groupe hollandais et de Libertis appartenant à Orascom, un holding d'origine égyptienne »¹⁴⁹. La société Celtel Congo est une filiale du groupe hollandais MSI Cellular (Mobile Systems International Cellular Investments Holdings). Ce groupe, à cette époque, a pu installer 13 réseaux Celtel en Afrique se classant parmi les leaders du secteur sur le continent. De ce fait, la société a finalement obtenu, auprès des autorités congolaises, des licences GSM et ISP après avoir engagé des contacts pour s'installer au Congo depuis novembre 1998.

Dès son implantation, ses ambitions étaient claires : devenir leader des télécommunications dans ce pays. Dans ce sens, en dressant le bilan de la société depuis son installation jusqu'en 2006, Antoine Pamboro, alors directeur général de Celtel Congo, déclarait que sa société avait réalisé un investissement de plus de 50 milliards de F CFA et assure la couverture du réseau sur plus de 55 localités. Et plus de 300 emplois directs ont été créés et 25000 emplois indirects à travers le réseau de revendeurs et de partenaires. Une autre ambition affichée, c'est la couverture de 100 localités dans les plus brefs délais. L'ambition semble raisonnable au regard de la rapidité avec laquelle l'implantation de la société s'est effectuée sur le territoire national congolais.

En outre, Airtel s'est œuvré à construire ses propres infrastructures, choisissant de se doter de son propre matériel : « *cette question qui constituait une grande préoccupation au moment du démarrage de nos activités n'en constitue plus véritablement une, aujourd'hui, car à la faveur de notre programme très ambitieux de couvrir l'ensemble du pays, nous avons été conduits à bâtir nos propres infrastructures* »¹⁵⁰. De nos jours, Airtel Congo possède le réseau de télécommunications terrestres le plus étendu et le plus efficace, en offrant la plus grande couverture nationale, soit 786 villes couvertes¹⁵¹. Grâce à cette couverture nationale étendue, elle participe au désenclavement des zones rurales¹⁵². Ceci, toujours dans le but d'améliorer la vie de ses abonnés. Par ailleurs, selon les dirigeants, la société Airtel Congo s'implique également dans la vie sociale des congolais notamment par la création de plus de 400 emplois directs et près de 5000 emplois indirects, à travers différents chantiers et surtout grâce à un vaste réseau de

¹⁴⁹ Congo. La téléphonie mobile, un des secteurs les plus dynamiques du marché, Réseau Télécom Network, numéro d'août/septembre 2006, p.50

¹⁵⁰ Idem

¹⁵¹ <http://www.airtel.com/wps/wcm/connect/africaairtel/CongoB/Home/nous-connaître>

¹⁵² <http://allafrica.com>, 29 décembre 2008

distribution unique au Congo. Ceci répond bien entendu à la nécessité de rendre leur slogan « *La vie en mieux* » une réalité quotidienne.

Dans son mémoire Maîtrise, Gahouama Gamvoula (2007) souligne que la société s'était assignée la mission de mettre en place un réseau de qualité internationale et à des frais accessibles à tous. Notamment, grâce aux services à valeur ajoutée tels que : Roaming International, Internet Metro Nat, Dial Up, SMS International.

I.5.2.1. La stratégie d'offre de Airtel Congo.

L'offre désigne le « volume des biens et services mis à la disposition du marché afin d'être vendus ». Ces produits ou services sont échangés sur le marché moyennant un prix. Pour l'élaboration de sa stratégie, l'opérateur de téléphonie mobile Airtel Congo privilégie l'offre des produits et l'offre des services.

- L'offre des produits.

En ce qui concerne les produits, Airtel offre des téléphones de marques : Nokia, ZTE, Huawei U3100, Samsung, LG, Sony Erikson, Sagem, etc. Ces appareils regorgent plusieurs options allant de la composition des sonneries, les jeux, infrarouge, Radio FM, lecteur mp3, Bluetooth, au navigateur Web intégré. L'ampleur de la gamme d'Airtel Congo est très affichée. Cette gamme se relativise sur les types, séries ou les versions selon l'effet de mode. Airtel s'adresse ainsi à un segment de marché différent attirant des clients aux goûts et aux besoins diversifiés ; cette société utilise une politique d'extension de gamme. Elle met également à la disposition des usagers des cartes de recharge aux tarifs variés. Les cartes prépayées sont des offres d'abonnement à la téléphonie mobile, sans constriction aucune à toutes souscriptions minimales dans le temps. Les appels sont déjà payés d'avance et le solde disponible décroît au fur et à mesure que la communication se fait. Les cartes de recharge offertes par Airtel Congo ont un coût variable de 200, 500, 1.000, 2.500, 5.000, 10.000 à 45.000FCFA.

- Offre des services.

La clientèle de Airtel Congo est composée de deux catégories d'abonnés: les particuliers,

comprenant toutes les couches sociales (hommes d'affaires, commerçants, fonctionnaires, élèves et étudiants, artisans, paysans, ménagères, etc.) ; mais aussi les grandes entreprises et sociétés.

a) L'offre des services Airtel aux particuliers.

Outre les services de base (Appels, message texte, messagerie vocale...), Airtel offre aux particuliers le service CpourToi¹⁵³ - *c'est pour toi* - (Cpt) qui accorde à l'abonné la possibilité d'envoyer, via SMS, du crédit de communication à un autre abonné de ce même réseau. Il est également possible à l'abonné Airtel de recourir à la recharge électronique (dit Sap-Sap) sans utiliser une carte de recharge pour approvisionner son compte en crédit de communication.

L'utilisateur de Airtel peut accéder à Internet à partir de son téléphone portable, si celui-ci est compatible au paramétrage de connexion. De plus, aujourd'hui Airtel a des accords de Roaming avec 102 pays dans le monde dont 48 en Afrique.

b) L'offre des services Airtel aux clients professionnels et entreprises :

A ces derniers, Airtel offre le service prépayé et le service post payé.

- Le *service prépayé*: Il est facturé avant consommation. Pour le compte des clients professionnels de Airtel, il s'agit du *refill*, encore appelé offre *pay-phone*. Ce service est offert aux clients professionnels et aux particuliers moyennant une somme préalablement défini par l'acquéreur. Cela a contribué considérablement à l'émergence des cabines téléphoniques dans la plupart des localités du pays, notamment dans les grandes agglomérations. Le *refill* consiste au rechargement automatique du compte du client Airtel à chaque début du mois¹⁵⁴. Cette méthode tout à fait flexible permet également, en cas de besoin d'ajouter du crédit de communication. L'offre se fait sans frais d'abonnement.

- Le *service postpayé*: Il s'agit du service dont la facturation se fait après consommation du crédit. L'offre post payé de Airtel Congo est constituée de : Eco, Business et First. A travers le service Eco, Airtel donne la possibilité aux sociétés d'accéder à Internet par téléphone (Wap) ; le service Business de Airtel permet l'accès à des tarifs fixes

¹⁵³ <http://africa.airtel.com/wps/wcm/connect/africarevamp/congob/accueil/individuel/appel-et-sms/voix/cpourtoi>

¹⁵⁴ <http://africa.airtel.com/wps/wcm/connect/africarevamp/congob/accueil/entreprise/appel-et-sms/extras/pre-payee-refill>

d'abonnement mensuel avec des réductions allant jusqu'à 30%. Enfin, le service First offre la possibilité aux entreprises de souscrire à plusieurs abonnements, en bénéficiant des tarifs préférentiels pour les appels locaux et des tarifs avantageux vers tous les réseaux mobiles et fixes.

Un autre service offert par cette organisation de téléphonie mobile à l'ensemble de ses clients c'est le porte-monnaie électronique par téléphone mobile. En effet, *Airtel Money*¹⁵⁵ est un service qui permet aujourd'hui à l'utilisateur congolais d'approvisionner son téléphone portable en argent, faire ses achats, payer ses factures ou ses courses de taxi, envoyer et recevoir de l'argent, approvisionner son compte en crédit de communication, effectuer des transactions bancaires et bien plus encore, tout cela à partir de son dispositif sociotechnique. Toutefois, ceci entre dans la logique d'usage du M-pesa¹⁵⁶ mis en place au Kenya depuis quelques années déjà. Cependant, nos recherches de terrain ont permis de faire un constat, pour l'instant, d'un faible engouement des usagers vis-à-vis de ce nouveau service au Congo-Brazzaville.

I.5.2.2. La stratégie de distribution de Airtel Congo

Afin d'atteindre les consommateurs finaux, Airtel dispose de trois (3) distributeurs principaux : HP communication, GMS, Class Accessoire (distributeur agréés). Ceux-ci contractent au nom de la société des cartes SIM, des cartes de recharge et des appareils. Par contre, ils sont interdits de vente des produits des concurrents. Toutefois, il y a également des détaillants, distributeurs informels, qui ont pour source d'approvisionnements les distributeurs agréés. Ils peuvent, eux, distribuer les produits des concurrents de Airtel.

Ensuite, les commissionnaires couramment appelés distributeurs ambulants : ils se chargent de revendre les produits (cartes de recharge surtout) comme le crédit de communication grâce au système de recharge électronique (SAP-SAP) par SMS. Airtel utilise de ce fait une distribution intensive.

¹⁵⁵ <http://africa.airtel.com/wps/wcm/connect/africarevamp/congob/accueil/individuel/airtel-money/airtel-money>

¹⁵⁶ http://www.paiementmobile.com/paiement_mobile/mpesa/ ; http://afrique.lepoint.fr/economie/m-pesa-ce-systeme-de-paiement-mobile-qui-fait-du-kenya-un-pionnier-des-tic-19-08-2014-1857637_2258.php

I.5.2.3. La stratégie de communication de Airtel Congo.

La société Airtel Congo a une stratégie de communication très efficace et offensive. Dans le cadre de la publicité, par exemple, l'opérateur ne recourt qu'à quelques professionnels de la communication pour animer ses campagnes. Pour maintenir en veille l'attention du grand public sur les services et les produits offerts, il se tourne habituellement du côté de la presse écrite (journaux, magazines), la radio, la télévision et les panneaux d'affichage.

Dans cette même logique, le sponsoring des émissions radio et télévision, événements et manifestations de tout genre, fait partie de la stratégie de communication de Airtel Congo. Les responsables de cette organisation soutiennent que leur engagement dans le social répond fondamentalement à la nécessité de soulager les groupes sociaux les plus défavorisés, mais surtout d'attirer de nouveaux clients. Ainsi, Airtel s'engage dans le domaine de l'éducation, avec notamment des protocoles d'accords avec les responsables des établissements de ce secteur. Ainsi, l'université Marien NGOUABI a bénéficié du don d'une salle multimédia. Les écoles de Makoua, Boundji, Oyo et nombre d'autres localités du pays ont, par exemple, bénéficié des dotations en tables blanches. Outre ces actions en faveur du secteur éducatif, Airtel Congo met en place des initiatives de soutien au développement de la culture, de la musique, du sport, et même dans la lutte contre le VIH SIDA. Tout ceci renforce sa stratégie de visibilité, de communication: l'événementiel est son atout majeur. Aussi, pour riposter aux actions de ses concurrents, en particulier MTN-Zone et « *Massolo à gogo* », Airtel Congo avait lancé la promotion « *Ekiti talo* » avec des réductions allant jusqu'à 95%. Cette promotion avait permis de fidéliser les nouveaux clients.

I.5.3. Logiques d'action de MTN Congo¹⁵⁷ au profit de ses usagers.

MTN Congo, société anonyme, est une filiale du groupe MTN dont le siège est en Afrique du Sud. Le groupe MTN (*Mobile Telephone Network*) est une marque internationale de grande notoriété présente aujourd'hui dans 21 pays d'Afrique et du Moyen-orient. Le slogan de MTN Congo « *Everywhere you go* », (« *Où que vous alliez* »), reflète une volonté progressiste.

¹⁵⁷ http://www.mtncongo.net/qui_sommes_nous.php?page=ap

Sur son logo on trouve les couleurs jaune, bleu, blanc et rouge, signifiant l'espoir d'un lendemain encore plus beau.

Cette organisation compte à ce jour dans ses effectifs plus d'un millier d'agents et a permis la création de plusieurs emplois indirects et parfois informels. Ces emplois sont dans plusieurs secteurs dont la vente des cartes, la redistribution, le gardiennage et la publicité. Les dirigeants de cette nouvelle organisation ont révélé d'entrée de jeu leur projet : « *l'administration DG de MTN (réseau de télécommunication mobile), Yannick Bourdeau a annoncé vendredi soir à Brazzaville, au cours d'une conférence de presse, le lancement officiel du groupe MTN Congo en remplacement de Libertis racheté à 45 milliards de F CFA en décembre dernier auprès d'Orascom, un groupe égyptien* ». Ils ont également exprimé l'ambition qui les animait en ces termes : « *nous allons déployer une nouvelle plateforme de services à valeur ajoutée nous permettant de proposer à nos clients actuels et futurs la panoplie de services les plus avancés et qui correspond à leurs véritables besoins. Ces investissements, pour l'année 2006, devraient atteindre plus de 10 milliards de F CFA* ». En outre, les grands axes du programme à mettre en œuvre au Congo : « *aujourd'hui, la couverture de notre réseau se limite juste à une demi douzaine de villes dont les plus grandes du pays à savoir Brazzaville et Pointe-noire. Nous allons donc déployer notre propre réseau et installer notre propre système de transmission basé sur des faisceaux hertziens situés entre Brazzaville et Pointe-noire, sur une distance de 800 kilomètres. L'objectif est de couvrir de plus en plus de villes à l'intérieur du pays* »¹⁵⁸. Ainsi, nos recherches ont permis de constater quelques points d'aboutissement de ces objectifs.

Il faut souligner que depuis son entrée en activité, MTN Congo n'a eu de cesse, outre à étendre son réseau jusque dans les zones les plus reculées du territoire congolais, à multiplier les actions visant l'innovation, la conquête et la fidélisation de ses usagers. Autrement dit, MTN Congo développe plusieurs logiques d'action à travers une stratégie d'offre très variée. Dans ce sens, comme son concurrent Airtel Congo, la société MTN Congo a également deux catégories de clients : les particuliers et les entreprises. Aux premiers, elle offre, à travers ses valeurs (Can do, Leadership, innovation, Relationship et intégrité), une gamme de services diversifiée, au-delà des appels et messagerie : *Call Me, Libota, Flexibility, i-charging, Internet, MTN Zone*.

¹⁵⁸ Réseau Telecom Network, n°20 Août 2006, p.54

Le *Call Me* permet à un abonné MTN de se faire rappeler par un autre lorsqu'il n'a pas de crédit en lui envoyant un SMS gratuit. Pour l'Internet mobile, les abonnés appellent au 123 pour l'activation et, pour 3 kilo-octets, ils paient 0,1 FCFA. 1 kilo-octet correspond à 1000 caractères (y compris les espaces et les ponctuations). Aujourd'hui, MTN propose également des forfaits Internet en 2G et en 3G¹⁵⁹. Quant à *Flexibility*, il s'agit d'un service prépayé en forme de compte et de sous compte. Il permet à l'abonné de contrôler sa consommation en termes d'appels. Ce service est beaucoup plus réservé aux entreprises et, à moindre mesure, aux particuliers.

Le « *i-charging* » est, quant à lui, un service international de transfert de crédit à l'instar du service « *Me2U* ». Il permet à un abonné de transférer, depuis la France ou la Belgique par exemple, du crédit de communication à une personne se trouvant au Congo. Par ailleurs, *MTN zone*, c'est un mode de tarification à la seconde. Avec ce service, la seconde est facturée à 0,12 FCFA et l'abonné bénéficiera toujours des réductions allant de 10 à 95%. Ce service, permettant à l'abonné d'être facturé selon la réduction ou le pourcentage par rapport au lieu géographique, est réservé aux abonnés des plans tarifaires de services prépayés à savoir Classik'Optima, Allo Gold et Allo Premier.

MTN Libota est un service permettant à chaque usager d'appeler sa famille ou ses amis à un tarif réduit. En effet, les quatre (4) premières activations (ajout de numéro du correspondant) sont facturées à 0FCFA, mais à partir de la 5ème activation, l'ajout de numéro est facturé à 250FCFA (environ 0,40 euros). *MTN Libota* permet à l'utilisateur d'ajouter ou de supprimer à volonté un numéro de sa liste à n'importe quel moment. Aussi, l'ajout de numéros internationaux est interdit. En ce qui concerne MTN Flow, il s'agit d'un réseau Wimax¹⁶⁰ basé sur une technologie de transmission de données à haut débit par voie hertziennne permettant de surfer à grande vitesse. En clair, il permet, sans aucun fil, de recevoir une connexion Internet haut débit illimité de la même façon que l'on capte les ondes radiophoniques. A cet effet, la société MTN Congo propose trois offres personnalisables selon les nécessités de chaque usager :

¹⁵⁹ http://www.mtncongo.net/forfait_volumes.php?page=ff#

¹⁶⁰ WiMax est le nom de scène pour « Worldwide Interoperability for Microwave Access ». Le but final est d'obtenir des liaisons hertziennes concurrentes de l'xDSL pour des accès hauts débits à Internet tout en offrant des nouvelles applications à la Boucle Locale Radio (ou Wireless Local Loop).

http://www.hypercable.fr/images/stories/electrosmog/La_norme_WiMAX.pdf ; <http://www.wimax-fr.com/le-wimax-cest-quoi/>

Une offre pour les entreprises et professions libérales accessible avec le Kit Internet Pro ou Kit Antenne Extérieur; une offre pour la famille disponible à l'aide du Kit Internet Famille ; une offre pour les personnes toujours en mobilité rattachée au Kit Internet Perso. En outre, *MTN Flow* a plusieurs avantages, notamment : Mobilité de l'installation, on peut se déplacer avec son Kit et se connecter partout où le réseau MTN est disponible ; installation facile et rapide: pas besoin d'antenne, câbles et techniciens pour installer. Il suffit de connecter le modem à son ordinateur ; disponibilité partout où il y a le réseau MTN Congo ; offre sur mesure, c'est-à-dire que les offres sont adaptées au statut du client (entreprises, ménages ou individus) et à ses besoins (débits variables). Par ailleurs, l'opérateur a mis en place un service de transfert de crédit accessible à tous les utilisateurs prépayés de MTN : *MTN Me2U*. L'enjeu c'est permettre à un abonné d'envoyer du crédit à un autre abonné. Au fait, *MTN Me2U – Me to you* - accorde un accès total au crédit de communication, la liberté de partager du crédit entre proches, mais il permet également une gestion rationnelle du crédit.

Aussi, nous pu constaté que tout comme Airtel, MTN Congo offre des services post payés aux entreprises et aux clients professionnels. Actuellement les services post payés offerts sont au nombre de cinq. Il s'agit notamment de : *Corporate premier*, *Corporate expert*, *Corporate flat* et *Corporate flotte* et *Procontrole*.

Corporate premier constitue l'offre de base du post payé qui vise les entreprises voulant avoir accès à 15 lignes téléphoniques. Le service *Corporate flat* est offert aux entreprises souhaitant accorder aux employés d'émettre des appels aux tarifs réduits. *Corporate flotte* est le seul service post payé permettant d'orienter les appels émis vers un groupe d'abonnés ou d'employés. Il cible les entreprises de plus de 9 lignes. Pour les entreprises voulant octroyer mensuellement un montant de consommation fixe à leurs employés et désireuses de plafonner leur consommation à un seuil initialement défini, MTN leur propose le service *Procontrole*.

En plus, depuis quelques années maintenant, la société MTN Congo a lancé le service « *MTN Mobile Money* » à l'endroit de ses abonnés, qui permet d'envoyer et de recevoir de l'argent via

son compte de *mobile banking*¹⁶¹. Et plusieurs travaux ont déjà été effectués sur cette thématique, plus spécifiquement en Afrique¹⁶².

C'est en ce sens que les responsables de la banque Ecobank, pour expliquer l'engouement des populations africaines à la banque mobile, avancent qu'aujourd'hui « *la majorité des clients mobiles en Afrique ont insuffisamment accès aux services financiers. Bien que la pénétration du téléphone mobile soit de 53%, l'accès aux services financiers est bas, autour de 24% de la population adulte selon la Banque mondiale* »¹⁶³.

Dans son « *Étude mondiale 2012 sur l'adoption des services d'argent mobile* », publiée en février, GSMA a identifié les principaux critères de réussite du *mobile banking* en partant de l'expérience de quatorze acteurs, dont la majorité opère en Afrique. « *L'implication de la direction générale est un élément essentiel pour impulser la dynamique* », explique Seema Desai. Autre élément clé : la promotion. Dans la plupart des cas, les campagnes de communication sont d'autant plus efficaces qu'elles sont didactiques et mettent en avant des usages simples et concrets comme le transfert d'argent. Passer de l'utilisation de cash à celle de crédits électroniques représente une véritable évolution des mentalités et une reconfiguration des

¹⁶¹ https://estellebrack.files.wordpress.com/2013/07/201305_abf_brack_mobile-et-bancarisation.pdf; Le développement de la technologie mobile, la faiblesse du taux de bancarisation et l'accroissement des transferts d'argent, ont amené les banques centrales africaines (Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest / BCEAO ; Banque des Etats de l'Afrique centrale / BEAC, etc.) à favoriser le développement du mobile banking. Le mobile banking désigne les services financiers par téléphone portable. Il s'agit principalement de services de consultation de soldes, de paiement de factures et de transfert d'argent. Le mobile banking est permis par des partenariats entre des banques et des opérateurs de téléphonie mobile. Ainsi, dans l'UEMOA, des partenariats ont été signés entre les groupes Ecobank, BNP Paribas, Société générale, Bank of Africa et les sociétés de téléphonie mobile MTN, Orange et Airtel (Banque de France, 2011). Dans à peu près tous les pays africains, le marché du mobile banking ne cesse de se développer et selon les experts, la concurrence ne va faire qu'augmenter. Comme le souligne Dany Zandamela, PDG de la banque sud-africaine First National Bank, « l'explosion du parc d'abonnés aux services de téléphonie mobile et les faibles taux de bancarisation en Afrique font que le continent restera l'environnement idéal pour le développement des services bancaires par téléphone mobile » (Kéfi, non daté).

http://www.epargnesansfrontiere.org/mediatheque/fichiers/ESF_Synth%C3%A8se_Evolutions_technologiques_12_2013.pdf

¹⁶² http://www.proparco.fr/jahia/webdav/site/proparco/shared/PORTAILS/Secteur_priv%C3%A9_developpement/PDF/SPD16/SPD16_Peter_Ondiege_FR.pdf ; <https://www.cgap.org/sites/default/files/CGAP-Focus-Note-Microfinance-and-Mobile-Banking-The-Story-So-Far-Jul-2010-French.pdf>

¹⁶³ <http://economie.jeuneafrique.com/regions/afrique-subsaaharienne/17158-mobile-banking-des-revenus-multiplies-par-cinq-.html>

pratiques pour la plupart des économies africaines. Nombre d'études montrent que les habitudes sociales liées à la gestion de l'argent peuvent, si on ne les prend pas en compte, ralentir l'adoption des comptes mobiles.

Bien qu'il soit encore dans sa phase expérimentale au Congo-Brazzaville, le service *MTN Mobile Money* pourrait, de l'avis de ses promoteurs, avoir un avenir radieux au vu des premiers résultats obtenus jusqu'à ce jour. Ses avantages seraient incontestablement bénéfiques pour tous les usagers, notamment : le dépôt et le retrait d'argent dans le compte de l'utilisateur ; la réception d'argent plus facilement et plus rapidement ; le règlement facile des factures de l'utilisateur, sans faire la queue ; l'achat de crédit de recharge MTN à tout moment et en toute mobilité.

Toutefois, en terme de produits, MTN offre des téléphones de marques différentes et souvent au coût accessible : ZTE, HUAWEI, MOTOROLA, SAMSUNG, des modems pour la connexion Internet, etc. En outre, MTN offre une gamme de cartes de recharge très variées exclusivement réservées aux abonnés prépayés, de six (6) types : 500, 1000, 2000, 15000 et 40000 FCFA.

I.5.3.1. La stratégie de distribution chez MTN Congo

La distribution de MTN Congo se fait à trois niveaux avant d'atteindre le consommateur final. Le circuit de distribution des produits part du département de vente de MTN Congo en passant par les distributeurs agréés, des points de vente pour arriver aux consommateurs finaux.

Les distributeurs agréés engagent des commerciaux. Ces derniers sont aussi appelés commissionnaires car ils sont rémunérés au rendement, certains parmi eux font la recharge électronique. Après les distributeurs agréés, viennent ceux des points de vente ; ces derniers ont pour mission de vendre les produits au prix de détail. Ces points de vente sont ravitaillés par les commissionnaires. Le circuit de distribution utilisé par MTN Congo est un circuit court.

La société centralise les actions de management de la distribution, et c'est la source d'approvisionnement des distributeurs agréés. A Brazzaville, par exemple, il existe quatre (4) distributeurs agréés à savoir : COBAM, SITRA, SODITEL et CBCF. Le contrat conclu entre MTN et ses distributeurs agréés impose à chacun d'eux une zone bien définie correspondant à un

domaine d'activité stratégique. La politique de MTN consiste donc à pratiquer une segmentation stratégique. Ainsi, chaque segment est affecté à un distributeur agréé. En effet, chaque distributeur agréé ne doit distribuer et vendre les cartes de recharge et les cartes SIM que dans sa zone de compétence. Il doit monter, organiser et animer un véritable réseau de revendeurs dans sa zone. Le monopole est de rigueur dans ladite zone.

I.5.3.2. La stratégie de communication chez MTN Congo

Pour sa stratégie de communication, MTN Congo utilise la communication média et la communication hors media. Pour la communication média, il fait souvent recours aux organes de presse, en signant des contrats avec les chaînes de télévision nationale (la DRTV, radio et TV Congo, TVPN ...) y compris les organes de presse écrite, comme par exemple de *La Semaine Africaine*. En outre, par sa communication hors media, cet acteur privé met l'accent sur les relations publiques, la promotion de vente, les pancartes publicitaires, le sponsoring et le mécénat pour rendre visibles ses produits et services.

Dans le cadre social, MTN Congo a mis en place « *la fondation MTN* » qui a pour mission de gérer les programmes d'investissement dans le domaine social, de développer la capacité des communautés nationales à se prendre en charge grâce au financement des projets qui concourent à leur développement. On peut également noter l'effort consenti dans la lutte contre le SIDA par la mise en place de la ligne jaune qui donne tous les renseignements sur le V.I.H SIDA.

Au regard de ce qui ressort de cette étude sur les deux acteurs majeurs de la téléphonie mobile au Congo, un certain nombre de remarques émergent de l'analyse de l'offre de services des deux opérateurs :

La première remarque que l'on peut faire est que du fait de l'interconnexion des réseaux instituée par décret n°99-187 du 29 octobre 1999, les opérateurs, bien qu'étant en concurrence, sont complémentaires dans les appels téléphoniques et la messagerie. Cette complémentarité qui est essentiellement d'ordre technique se manifeste par la fonction de relais que chaque opérateur peut assurer pour les autres en permettant à deux abonnés de réseaux différents de pouvoir

communiquer. (B. Makosso, 2005)¹⁶⁴.

La deuxième est que ces deux opérateurs mobiles, mais également Warid Congo et Azur Congo, utilisent tous le système GSM. Ainsi le passage d'un réseau à l'autre ne nécessite pas pour le consommateur l'achat d'un nouveau téléphone. Sauf pour les téléphones à carte SIM unique vendus par Airtel et MTN. Pour Karyn Poupée (2003)¹⁶⁵, « ces téléphones sont dits «simlockés» et nécessitent, pour accepter une carte, la saisie d'un code de «désimlockage» normalement fourni par le constructeur à l'opérateur, qui doit le communiquer à ses clients sur demande ».

La troisième est que ce marché est exploité sous une forme oligopolistique (les quatre opérateurs étant en concurrence directe). L'élément commun à travers lequel la concurrence s'exprime plus intensément se situe au niveau des communications téléphoniques et les tarifs d'abonnement (pour les services offerts aux entreprises). Les opérateurs interrogés estiment que les services en dehors de la voix ne rencontrent pas assez de marché au Congo¹⁶⁶.

La dernière remarque porte sur les investissements de ces opérateurs. En effet, les deux acteurs de téléphonie mobile sont le fait des investissements directs étrangers. Cette participation étrangère a introduit d'importantes innovations dont l'impact est tout à fait perceptible au niveau des stratégies de l'offre et de conquête de la demande.

¹⁶⁴ Makosso, B., Analyse du processus concurrentiel dans l'industrie des télécommunications au Congo, Article publié sur [www.cairn.info /article.php ?ID_revue=inno&ID_Numple=inno_021&ID_Article](http://www.cairn.info/article.php?ID_revue=inno&ID_Numple=inno_021&ID_Article)

¹⁶⁵ Karyn Poupée (2003).Op.Cit. Page 92

¹⁶⁶ Rapport de la DGACPT sur l'observatoire du marché de télécommunication au Congo, Mars 2009 page 29

II- Comprendre les pratiques de la téléphonie mobile et les nouvelles reconfigurations sociales au Congo-Brazzaville.

Dans ces deux derniers chapitres cette première partie de notre thèse, nous ne proposons pas de décrire les pratiques émergentes du téléphone mobile au Congo-Brazzaville comme étant des données objectives. Mais à partir de notre démarche compréhensive, notre regard de chercheur « *devient peu à peu le constituant d'une réalité sans cesse en train de se faire*¹⁶⁷. ». De ce fait, l'objectif de ce second chapitre est d'appréhender les différentes significations de l'usage du téléphone mobile dans les pratiques sociales dans le contexte du Congo-Brazzaville du point de vue de leur organisation, en plaçant au cœur de l'analyse la notion de « *médiation* ». Pour y parvenir, nous jugeons nécessaire de clarifier les concepts de « *pratique* » et celui d'« *organisation* ». En ce sens, nous empruntons aux travaux des chercheurs en SIC. Cette démarche, pour paraphraser Marcela Patrascu, permet de rendre compte à la fois de leurs complémentarités et des tensions¹⁶⁸.

Ainsi, nous organisons notre analyse des données qualitatives du terrain en deux phases : les pratiques du téléphone mobile dans le village ASSIGUI au Congo-Brazzaville ou sa relation avec une société à tradition orale ; et les pratiques émergentes de ce dispositif sociotechnique des jeunes congolais dans l'espace urbain. En effet, au sens de Michel Crozier¹⁶⁹, un acteur est doté d'une rationalité limitée et, par là-même, il développe des stratégies en fonction des opportunités qui se présentent à lui dans un environnement souvent imprévisible. C'est dans ce sens que nous pouvons appréhender la signification des pratiques contextualisées du téléphone mobile dans les espaces ruraux et urbains au Congo-Brazzaville.

II.1. Le téléphone mobile aux prises avec la tradition¹⁷⁰ de l'oralité au Congo-Brazzaville.

¹⁶⁷ Piault, M.-H., (2000) *Anthropologie et cinéma. Passage à l'image, passage par l'image*, Nathan, Paris, p. 90

¹⁶⁸ Patrascu, M., (2010) Saisir les pratiques sociales du point de vue de leur organisation. Revisiter le concept de médiation, *Enjeux de l'information et de la communication*. Mis en ligne le 21 décembre 2010.

¹⁶⁹ Crozier, M., Friedberg, E., (1981-1977) *L'Acteur et le système*, Paris, Editions du Seuil.

¹⁷⁰ Nous concevons la notion de « *tradition* » au sens anthropologique (l'anthropologie n'étudie pas les *traditions*, qui seraient comme une sorte de collection d'objets, de choses, qui seraient transmis ou perdus) c'est-à-dire comme l'action de la société qui transmet (au sens communicationnel du terme. Cf. Levi-Strauss, Claude, *Anthropologie structurale*. Paris : Plon, 1958. Du même auteur, *Anthropologie structurale deux*. Paris : Plon, 1973 (notamment "La structure et la forme", pp. 139-173). Baumgardt, Ursula, & Derive, Jean, dir., *Littératures orales africaines. Perspectives théoriques et méthodologiques*. Paris : Karthala, 2008.

Cette analyse conduite autour des données qualitatives de terrain, dans une approche compréhensive et communicationnelle, questionne deux phénomènes précis : d'une part, les pratiques du téléphone mobile dans une société caractérisée par une ruralité globalisante¹⁷¹, dans laquelle la forme de communication primordiale est « *l'oralité* » ; d'autre part, rendre compte des pratiques émergentes du dispositif sociotechnique des jeunes congolais dans l'espace urbain. Ainsi, nous interrogeons ici la notion de *société à tradition orale* dans son rapport aux TIC, notamment en recherchant le sens des pratiques et discours (et comprendre les tensions inhérentes à ce rapport) des acteurs usagers du téléphone mobile dans les villages congolais du point de vue communicationnel.

II.1.1. La communication comme fondement de toute société.

Pour éclairer et enrichir notre analyse, nous faisons emprunt à la théorie de l'Anthropologie de la communication, dont les chercheurs ont entrepris une ethnologie méticuleuse des relations interpersonnelles, exotiques ou endogènes, au sein des sociétés humaines (tribus primitives, bandes de jeunes, salles communes d'un hôpital ou d'un institut gériatrique)¹⁷². Ils s'engageaient ainsi à étudier la communication dans les paroles, les gestes, les regards de la vie quotidienne, afin de reconstituer peu à peu « *le code secret et compliqué écrit nulle part mais compris de tous* »¹⁷³. L'enjeu consistait à saisir la façon dont s'organisent les relations entre les individus de ces communautés, et d'abord l'échange de messages, ces « *chapelets de mots qui circulent d'un esprit à l'autre par l'intermédiaire de la bouche, des oreilles, ou de la main et des yeux* »¹⁷⁴. Ce qui intéresse les membres du « collège invisible » de Palo Alto ce sont, par exemple, les attitudes non verbales et les bruits qui confirment, contredisent ou brouillent les messages, puis encore les matrices culturelles qui font sens, donnent leur signification aux messages, formatent les processus d'échange, prédefinisent les canaux de circulation de l'information. Cette démarche anthropologique, développée en Europe

¹⁷¹ Nous appréhendons cette notion de « ruralité globalisante » au regard des conditions de vie des populations de ce village (mais c'est un cas parmi tant d'autres), notamment par l'absence totale des structures symbolisant la modernité.

¹⁷² Winkin Yves, (1996) *Anthropologie de la communication*, De Boeck University ; (1984) *La nouvelle communication*, Paris, Éd. Seuil.

¹⁷³ Selon la célèbre expression d'Edward Sapir, cité par Winkin Yves, op. cit. 4ème de couverture.

¹⁷⁴ Winkin Yves, op. cit. p. 82

par Yves Winkin et suivi par d'autres chercheurs, nous permet d'appréhender les différentes interactions ou reconfigurations des pratiques sociales par le téléphone mobile des populations congolaises.

Ainsi, la notion d'*oralité*, que nous mobilisons pour comprendre les situations de communication *in situ* au travers de l'insertion du téléphone mobile dans les pratiques sociales de la société congolaise, caractérise une situation sociale dans laquelle la communication est orale. Il s'agit bien entendu d'une pratique qui traverse des pans entiers de la société africaine. L'oral est privilégié. En effet, généralement tout groupe a toujours besoin de communiquer pour se constituer en société. On peut ici convoquer particulièrement l'un des grands axiomes de Paul Watzlawick¹⁷⁵, théoricien de la fameuse école américaine de Palo Alto¹⁷⁶ : « *Si l'on admet que dans une interaction, tout comportement a la valeur d'un message, c'est-à-dire qu'il est une communication, il suit qu'on ne peut pas ne pas communiquer* » (Paul Watzlawick, Janet. Helmick Beavin, Don D. Jackson, 1972), même si le silence ou l'immobilité sont une forme de communication qui dit « *je ne veux pas communiquer* », ceci est également une forme de communication, une « *méta communication* », car « *On ne peut pas ne pas communiquer* »¹⁷⁷. Même la non-intention est également un comportement qui communique quelque chose. « *On ne peut pas dire que la communication n'a lieu que quand elle est intentionnelle, délibérée et couronnée de succès, c'est-à-dire quand une compréhension mutuelle s'établit* (Watzlawick et al. 2000, 52). ». Il nous faut donc saisir le sens du concept d'*oralité* en rapport avec les pratiques particulières du téléphone mobile des acteurs usagers dans le contexte du Congo-Brazzaville.

II.1.2. Appréhender les particularités de la tradition orale.

¹⁷⁵ Paul Watzlawick, Janet. Helmick Beavin, Don D. Jackson, *Une logique de la communication*, Traduit de l'américain par Janine Morche, éditions du Seuil, 1972 ; 280 p.

¹⁷⁶ L'École de Palo Alto est un courant de pensée et de recherche ayant pris le nom de la ville de Palo Alto en Californie, à partir du début des années 1950. On le cite en psychologie et psychosociologie ainsi qu'en sciences de l'information et de la communication. Ce courant est notamment à l'origine de la thérapie familiale et de la thérapie brève. Parmi ses principaux fondateurs on trouve Gregory Bateson, Donald D. Jackson, John Weakland, Jay Haley, Richard Fisch et Paul Watzlawick

¹⁷⁷ Watzlawick, *ibid*, p. 46

De manière générale, comme le souligne Amsata SENE¹⁷⁸ dans ses travaux de thèse, il est facile d'aborder la littérature écrite, qu'elle soit européenne, américaine ou africaine, car nous avons tous suivi des cours qui nous ont plus ou moins permis de connaître de nombreux textes d'auteurs et d'acquérir en conséquence une méthode d'analyse. Par contre, il y a souvent des difficultés à aborder la tradition orale et ses particularités. En effet, au nombre des procédés de communication que les hommes utilisent (geste, mimique, art, cinéma, etc.), la communication orale et la communication écrite sont des formes qui bénéficient de la plus grande extension. Il est, certes, vrai que toute société communique oralement (la parole est le propre de l'homme), mais lorsque nous évoquons la notion de société orale dans le contexte de notre étude, nous désignons un groupe humain qui, même s'il connaît les procédés de l'écrit aujourd'hui, fonde essentiellement ses échanges sur la parole orale. En d'autres termes, l'oralité (Baumgardt & Ugochukwu, 2005) devient la caractéristique fondamentale d'une certaine société, comme celle des populations congolaises.

Cette même notion de société orale renferme, par ailleurs, une certaine ambiguïté. Nous analysons ici une « *oralité fondatrice d'un type de société* ». Une société orale congolaise qui, depuis les temps primitifs, lie son être profond, sa mémoire collective, son savoir, ses conduites valorisées, son histoire, sa spécificité à la forme orale de communication. Ici, il n'y a pas uniquement échange de messages dans l'instant actuel, mais il y a aussi un échange entre le passé et le présent, ce qui fait que telle société dure à travers le temps parmi d'autres sociétés. Cette perspective nous offre la possibilité de parler, non plus de *société orale*, mais plutôt de *société à tradition orale*, pour mieux comprendre la vie sociale dans les villages du Congo-Brazzaville.

Cette tradition orale porte, elle aussi, une double perspective. Dans la *perspective de l'échange immédiat*, on trouve un émetteur qui parle, un récepteur qui entend et reçoit le message, essentiellement oral. Dans la *perspective de la tradition*, émetteur et récepteur appartiennent à un même groupe social qui a son histoire, son identité, son unité, sa mémoire. Dans ce cadre, l'usage d'une même langue (celle du groupe) rappelle constamment leur appartenance partagée. Ils vont donc accepter, au-delà de la langue, une pensée et des logiques d'actions communes à ce groupe humain. Ceci permet à la tradition de sortir de son carcan du passé et de prendre place

¹⁷⁸ Sene, A., (2004) *Les structures anthropologiques de l'imaginaire en Afrique noire traditionnelle, ou vers une archétypologie des concepts de pratiques rituelles et de représentations sociales*, thèse de doctorat, Université Pierre Mendès, France

dans le présent en s'adaptant aux situations de la vie quotidienne. Autrement dit, le message de la tradition orale est, dans l'instant présent, un échange entre deux interlocuteurs, mais dans la durée, le symbole d'une appartenance à une même communauté, à une même mémoire.

De ce point de vue, la notion *d'oralité* renvoie à une forme de civilisation qui permet à la société congolaise d'assurer la pérennisation d'un patrimoine verbal conçu comme un élément essentiel de ce qui fonde la cohésion communautaire. Dans ce sens, les sociétés africaines sont depuis longtemps au contact de l'écriture¹⁷⁹ ; elles ont pu emprunter certains systèmes d'écriture pour retranscrire des textes dans leur langue ou encore inventer des systèmes graphiques pour des usages très précis (par exemple dans les sociétés initiatiques).

Cependant, ces emprunts sont toujours restés cantonnés à des usages spécifiquement limités, et n'ont par exemple pas servi à noter la riche tradition littéraire orale de ces sociétés (contes, poésies, épopées). Les spécialistes de l'oralité africaine (Vansina, 1961 ; Goody, 1994) expliquent ce choix par le fait que les sociétés en question ont une telle conception de la parole comme forme de communication par excellence qu'il était inconcevable de l'asservir à un système d'écriture (qui figerait, matérialiserait, appauvrirait la parole). Par ailleurs, l'oralité permet une inscription de l'acte communicationnel dans le tissu relationnel du groupe, dans une logique interactionnelle. La parole orale est considérée comme étant au fondement de la vie communautaire, de l'harmonie sociale, de la bonne entente entre les hommes, de la fécondité du groupe, etc. Renoncer à un mode de culture oral serait, comme dans le contexte congolais, renoncer à une manière de *vivre-ensemble* qui est hautement valorisée (et risquer de rompre l'entente communautaire, risquer l'effacement ou la mort sociale, la stérilité du groupe) (Calame-Griaule, 1987 ; Leguy et Diarra, 2004).

Interroger la notion d'oralité dans le cas du Congo-Brazzaville c'est donc une autre manière de s'intéresser à un ensemble de manières de vivre dans ce monde, s'articulant autour de représentations et de pratiques, non seulement dans le cadre de la réflexion sur le téléphone mobile, mais aussi plus concrètement dans les différentes formes d'hybridation ou redéfinitions

¹⁷⁹ En particulier avec la christianisation de l'Ethiopie (manuscripts en guèze au 3^e ou 4^e siècle après JC) et l'islamisation de l'Afrique de l'Ouest (manuscripts arabes rédigés à Tombouctou à partir du 13^e siècle). La progressive découverte de vieux manuscrits à Tombouctou est un enjeu historique pour toute l'Afrique, en témoigne la récente initiative de l'ex- président sud-africain Thabo Mbeki d'exposer à la Standard Bank Gallery au centre de Johannesburg, du 1^{er} au 8 octobre 2005, des documents qui pour la première fois ont quitté le Centre Ahmed Baba où ils sont conservés à Tombouctou.

des pratiques et formes renouvelées de communication dans un contexte situé. Il est donc important de comprendre quelques pratiques analysées contextuellement.

II.1.3. Comprendre l'oralité dans la modernité au Congo-Brazzaville

L'oralité que nous interrogeons dans le cadre du Congo-Brazzaville est celle que Walter Ong qualifie d'« *oralité seconde* » (2002), c'est-à-dire l'oralité médiatisée grâce aux TIC, qui donnent à la communication orale une nouvelle dimension échappant aux contingences spatio-temporelles qui la définissaient, en rendant possible un échange oral sans co-présence des individus. Pour nous, l'oralité médiatisée constitue l'occasion de l'émergence des nouvelles pratiques de la communication dans la société à tradition orale.

Du point de vue historique, l'usage de la radio, par exemple, (média qui reste le plus largement répandu et utilisé en Afrique subsaharienne) et de la télévision comme formes de pratiques de la culture orale, a constitué, dans un passé récent, une problématique de recherche importante de la part de plusieurs chercheurs (Bebey, 1963 ; Diouldé, 1972 ; Wablé, 1997 ; André-Jean Tudesq, 2002 ; Ndao & Bakry Kébé, 2010 ;). La radio est le média de l'oralité par excellence¹⁸⁰. Elle a connu et continue de connaître un grand développement en contexte africain, surtout en Afrique centrale depuis les années 1990 avec la libéralisation des ondes offrant la possibilité aux acteurs locaux de créer des radios émettant dans les langues vernaculaires (Tudesq, 2002). Quand on pense à la question de la sauvegarde du patrimoine oral, l'usage de la radio (et des médias en général) entraîne souvent une sorte de « *folklorisation* » (Léguy, 2001) du patrimoine oral (émissions de contes, musique traditionnelle, proverbes, «traditions et coutumes»), la radio Africa n°1 en constitue un cas d'école¹⁸¹.

¹⁸⁰ Tudesq, A.-J., (2002) *L'Afrique parle, l'Afrique écoute. La radio en Afrique sub-saharienne*, Paris, Karthala.

¹⁸¹ Sur les ondes de la radio Africa n°1, il est diffusé une émission spéciale sur les contes africains dénommée « *L'aventure mystérieuse* », actuellement présentée par le journaliste Patrick Nguéma Ndong, avec des titres emblématiques comme : *le nkouyou wa youma* ; *Le chasseur des cadavres* ; *Le coq et les grains de maïs* ; *Les mystères de la nuit : Le cercueil à roulettes*, etc. Il s'agit d'une émission qui sur un mode comique, conte des histoires, pleines de suspens et même temps d'humour, basées sur des mythes ou des histoires vécues où le mystérieux joue un grand rôle et fait entrer en scène quelques personnages récurrents comme le sorcier Fofian Ribana, le général Mangani Mangwa ou le professeur Eubénézer Euthanazief assez souvent dans la ville imaginaire de Bangos.

Le rôle de la télévision à ce sujet est plus problématique encore, dans la mesure où elle introduit l'image qui, comme on le sait, a tendance à capter l'attention du spectateur aux dépens des paroles émises. Dans le contexte du Congo-Brazzaville, télévision est encore une affaire des habitants des grandes villes, et non des villageois. Toutefois, si face au poste de télévision le spectateur assume une posture de passivité, contrairement à ce qui se passe dans une situation ordinaire (quand quelqu'un raconte une histoire par exemple), pendant l'écoute de la radio, il active une certaine réactivité (les émissions de contes proposées par les radios locales sont souvent écoutées à plusieurs et provoquent une certaine interactivité : commentaires, récits d'autres versions du même conte, contestations...).

Ainsi, notre immersion par observation participante dans la société à tradition orale des villages au Congo-Brazzaville constitue une recherche du sens des reconfigurations des pratiques sociales dans leur contexte organisationnel. Ici, l'appropriation du téléphone mobile comme forme de médiation dans le processus de communication, une sorte de négociation permanente, par les acteurs usagers de tradition orale permet d'observer les stratégies émergentes.

II.1.4. Téléphone mobile ou un renouvellement des pratiques communicationnelles au Congo-Brazzaville.

Pour nous, la recherche historique en Afrique, si elle peut pour certains faits ou contextes disposer de traces écrites (récits des voyageurs arabes par exemple), s'appuie le plus souvent sur des sources orales. En effet, certains chercheurs africains concentrent leurs travaux sur les épopées orales en vue d'accéder à une certaine « vérité » historique qui échappe à toute archive écrite. En SIC, nous tentons d'emprunter cette même démarche méthodologique afin d'accéder aux phénomènes communicationnels caractéristiques de la société à tradition orale du Congo-Brazzaville. Nous savons combien les traditions orales sont capables d'intégrer des éléments nouveaux au fil du temps. Fixer un récit de littérature orale comme un texte épique à l'écrit, n'est-ce pas risquer de conserver non pas des faits historiques, mais ce qu'on a pu en raconter à un moment donné, dans un contexte précis et bien éloigné du contexte original ?

La conservation par écrit des productions orales introduit la question de la construction de la représentation figée d'un groupe social, de son passé, de son image, tandis que dans l'oralité une

certaine souplesse permet d'envisager une permanente reconstruction en phase avec les attentes et représentations du moment (Jansen, 2001 ; Diawara, 2003). Questionner les rapports de l'oralité et de l'écriture oblige à s'interroger sur ce qu'on perd et ce qu'on gagne en passant d'un mode de communication à un autre. C'est bien dans cette logique que nous exposerons sur les différentes reconfigurations des pratiques de communication entre les acteurs de tradition orale habitant généralement dans les villages congolais : de l'oralité pure, en passant par *la lettre manuscrite* dite « *missive* » jusqu'à l'*oralité médiatisée* basée sur les pratiques contextualisées du téléphone mobile au Congo-Brazzaville.

Mais, avant de poursuivre cette analyse, il nous semble nécessaire convoquer la réflexion du philosophe du langage anglais John L. Austin qui, dans sa théorie des actes de langage, accorde une primauté à l'acte de la parole orale (Austin, 1970). Ceci pour permettre de saisir la finesse et les représentations contenues non seulement dans les discours d'acteurs sociaux de la société à tradition orale du Congo-Brazzaville, mais également celles qu'on peut trouver dans leurs logiques d'action :

« *Dire quelque chose c'est toujours effectuer cet acte : produire certains sons (acte « phonétique ») ; l'énonciation est une phonation* (Austin, 1970, p.108) ». Selon Béatrice Fraenkel¹⁸², la primauté accordée à la phonation indique que la dimension matérielle des actes de langage joue un rôle important dans les travaux d'Austin. Les pouvoirs de la prononciation sont discutés, ses malheurs aussi et l'acte locutoire est conçu comme un acte phonétique. Mais c'est sans doute dans l'effort de scénarisation des actes de langage, dans le constant besoin de mettre en scène leur effectuation qu'Austin donne à l'oralité son plein droit : mariage, baptême d'un bateau ou mieux encore baptême de pingouins, refus d'obéir à des ordres, provocation en duel, élévation d'un Cheval au titre de Consul, verdicts lapidaires proférés par des juges décidés, etc. (Fraenkel, 2006). Le théâtre austinien de la performativité est riche de rebondissements, où des paroles ordinaires, – monologues à une phrase et dialogues ultra brefs –, sont transformées en spectacle merveilleux. Or, si l'écrit est très rarement mis en scène par le philosophe anglais, – la lecture d'un testament en est l'un des rares exemples –, les actes écrits sont pourtant bien présents dans les douze conférences. Austin les prend pour exemple, les discute et en construit une analyse.

¹⁸² Fraenkel, B., (2006) « Actes écrits, actes oraux : la performativité à l'épreuve de l'écriture », *Études de communication* [En ligne]. Béatrice Fraenkel est docteur en linguistique, membre du centre d'étude de l'écriture de Paris VII (en 1992).

Fort de cette entrée épistémologique d’Austin, renouvelée ici par Béatrice Fraenkel, les travaux de l’anthropologue burkinabè, André Nyamba,¹⁸³ sont utiles pour saisir le sens du rapport oral-écrit dans l’évolution des formes de communication et de leur rencontre avec les TIC dans les villages au Congo-Brazzaville. Pour cet intellectuel africain, les sociétés de tradition orale sont spécifiques avec des modes de communication dont les manifestations extérieures sont la parole, les signes, les instruments, les symboles et les gestuelles, avec la danse en particulier. Elles diffèrent techniquement les unes des autres et c’est dans ces conditions que l’usage de la parole s’est culturellement édifié, que les représentations sociales elles-mêmes se sont construites et se sont fixées au fur et à mesure que l’environnement géographique, technologique, sociodémographique et socioéconomique imposait de nouveaux besoins d’information et de communication. Nyamba pense que la rencontre des sociétés de tradition orale en Afrique Noire avec l’Occident judéo-chrétien a toujours été sujette à plusieurs bouleversements. Notre objectif c’est de le vérifier au niveau des pratiques sociales, au niveau des formes communicationnelles avec l’usage du téléphone mobile. Ainsi, si la parole continue d’être opérationnelle, elle devient désormais une parole écrite pour certains, introduisant des disparités dans les rapports sociaux du village ; pour d’autres, cette parole en transformation déclenche de nouvelles compétitions pour le pouvoir local, à cause du caractère élitiste de l’écriture.

II.1.5. Le « *village* » n’est plus si loin de la « *ville* » à l’ère du téléphone mobile ou la disparition de *l’écrit* dans les villages au Congo-Brazzaville.

Avant d’analyser les pratiques communicationnelles par téléphone portable dans les villages visités au cours de notre immersion, il est nécessaire de jeter un regard sur celles relatives à l’écrit dans leur contexte d’effectuation. Précisons que questionner l’usage de l’écriture comme forme de communication dans la culture à tradition orale, soulève d’importantes interrogations dont cette thèse n’a l’ambition d’en apporter toutes les réponses.

¹⁸³ André Nyamba est socio-anthropologue, professeur à l’université de Ouagadougou. Ses travaux de recherche portent sur la communication et les mutations sociales. Il a publié *Les relations de plaisanteries au Burkina Faso : un mode de communication pour la paix sociale* in la revue Communication (information, médias, théories, pratiques), éditions Nota Bene, Université Laval, Québec, 2000. Il est également coauteur de *Décentralisation et citoyenneté au Burkina Faso : le cas de Ziniaré*, L’Harmattan et Academia Bruylant 2004.

En effet, l'écrit comme support de communication entre les habitants des villages et ceux des villes s'est propagé progressivement dans les villages congolais depuis même l'époque coloniale. Les déplacements de certains individus du village vers de nouveaux espaces urbains, voire les pays étrangers, où l'on peut trouver des services comme une école, un hôpital, un emploi, symboles évidents de la modernité, ont induit de différents besoins en information et communication. A cause de cette distance qui se crée, les gens choisissent l'écriture, seul recours possible, pour communiquer. Et les acteurs ayant été à l'école, sachant lire et écrire dans les langues occidentales importées, deviennent des acteurs clés, des privilégiés de ce système de communication entre ville et village, que l'on peut appeler « *écrivains du village* ». Cependant, notre étude de terrain nous permet de constater d'importantes conséquences liées à cette pratique communicationnelle : par exemple, la parole de notable du village, *le Nkani*¹⁸⁴, mise à l'écrit pour communiquer avec son fils parti pour une aventure de l'émigration, n'a plus la même charge sémantique ni émotionnelle quand elle lui parvient, et vice versa. Ainsi, la question la plus difficile dans cet exercice d'intermédiation, c'est de traduire le plus fidèlement possible ce que disent les acteurs à leur interlocuteur absent, avec tous les éléments paralinguistiques de l'oralité qui sont de mise, comme si ce dernier était présent.

L'intermédiation de l'écrivain public (chargé de rédiger, de lire et de traduire les courriers des personnes analphabètes), devient de fait une occasion d'exercice d'un pouvoir nouveau dans l'espace villageois. Face à cela, l'architecture traditionnelle de l'information et de la communication s'écroule en marquant une rupture avec les pratiques ancestrales de la communication orale, dans la perspective exposée plus haut, car certaines personnes, pour avoir suivi un parcours d'alphabétisation, deviennent les nouveaux maîtres de la parole, malgré la présence des anciens et des griots.

Au cours de notre séjour de recherche dans le village Assigui¹⁸⁵, situé dans la partie Nord du pays, à environ 650 km de Brazzaville, capitale du Congo, dans la sous-préfecture d'Okoyo,

¹⁸⁴ Dans la culture congolaise, particulièrement dans la partie septentrionale, le *Nkani* c'est le sage du village, gardien du patrimoine socio-culturel de sa communauté chargé de le retransmettre de génération en génération.

¹⁸⁵ Assigui est un petit village situé à environ 650 km au Nord du Congo-Brazzaville, dans le district d'Okoyo (aujourd'hui appelé Commune urbaine). Il compte environ 150 habitants et sa population est majoritairement de l'ethnie Téké-alima, issue du grand ensemble ethnique du royaume Téké. Institutionnellement, on n'y trouve qu'un petit Centre de Santé Intégré (CSI) tenu par un infirmier d'état, une école primaire et un Collège d'Enseignement Général (CEG). Mais, comme tous les autres villages, il bénéficie d'une forme d'administration traditionnelle, où le Chef du village concentre tous les pouvoirs traditionnels, servant également de relais aux autorités administratives modernes, notamment des Communes urbaines dont les chefs sont appelés : « *commandas* ».

département de la Cuvette-Ouest, nous avons pu recueillir plusieurs éléments dans nos interactions avec les villageois, aussi grâce à nos entretiens compréhensifs, sur leur rapport avec la communication par écrit. Autrement dit, la compréhension de certains phénomènes est rendue possible grâce, non seulement à notre rationalité ou rigueur scientifique, comme le dirait Habermas, mais surtout à l'observation participante. Car, comme déclare le philosophe allemand, la raison est loin de s'être suffisamment répandue. La connaissance scientifique du monde ne suffit pas [non plus] pour comprendre le monde vécu. Pour ce faire, nous avons davantage besoin de la raison communicationnelle. Un agir orienté vers la compréhension [...] développe au sein du cadre relationnel commun du monde vécu, des valeurs et des normes de communication, des interactions entre les hommes et une solidarité (selon bien sûr la situation historique et l'appartenance à des groupes sociaux particuliers), qui revendiquent néanmoins l'universalité (Habermas, 1997).

Le choix de ce village se justifie par notre double maîtrise de la langue et de la culture locales, levier important pour l'appréhension des phénomènes d'étude et du renforcement de notre positionnement de chercheur-acteur. La recherche auprès des habitants d'Assigui, choisis de manière tout à fait aléatoire, porte essentiellement sur la question des courriers lus, écrits et traduits par les écrivains publics. Ces échanges permettent de comprendre que cette pratique communicationnelle d'écrit, à l'ère du téléphone mobile, devient hors d'usage. De notre point de vue, cette capacité critique des paysans, tant leur prise de distance par rapport à une pratique communicationnelle longtemps utilisée, est fondamentale dans l'appréhension des mutations des pratiques communicationnelles.

Ainsi, pendant une vingtaine de jours nous avons suivi Patrice B., 70 ans, pratiquant de l'agriculture rudimentaire, pêcheur et producteur de vin de palme (localement appelé : *Mulégué*), un sage et ancien chef du village, pour appréhender sa pratique du téléphone mobile dans sa vie quotidienne. Ses quatre (4) premiers enfants (3 filles et 1 garçon) ont quitté le village depuis bien des années et habitent entre Brazzaville et Pointe-Noire, mais les 2 derniers vivent encore au village. En effet, ce septuagénaire, illettré, ne se sépare de son dispositif de communication qu'à deux moments de la journée : lorsqu'il est obligé de le laisser à la charge chez un tiers (puisque'il ne dispose pas d'électricité), moyennant une modique somme de 200 F CFA (environ 0,33€), et le deuxième moment c'est quand il s'en va dormir. Il protège son téléphone mobile en le couvrant d'un tissu imperméable pour empêcher la pénétration de toute

sorte de liquide ; il le garde toujours au plus près de lui. Il l’emmène partout, même en forêt ou en réunion du village. Il le pose sur son fauteuil traditionnel fait en lianes. Lorsqu’il fabrique des nasses de pêche, il le tient pendu au cou à l’aide d’une ficelle, lorsqu’il fait usage de ses deux mains. Dans tous ces mouvements, tous ces « *va-et-vient* » de ses pratiques quotidiennes, Patrice B. répond aux appels, rarement il en émet ; il rend continuellement compte à ses deux épouses et trois enfants vivant avec lui, de ce qui lui est communiqué au téléphone et transmet des messages reçus. Parfois, constatant la rareté des appels, Patrice B. utilise son objet technique en guise de radio pour s’informer de l’actualité locale (venant des radios installées dans les centres urbains rapprochés) ou nationale, mais surtout pour écouter la rubrique des « *Communiqués* » sur Radio-Congo¹⁸⁶. En outre, lorsqu’il fait nuit, sans un système d’éclairage ni chez lui ni dans tout le village, Patrice B. utilise son téléphone mobile comme objet d’éclairage pour ses déplacements et ses besoins divers. Au cours de l’entretien très informel avec lui, notamment sur son rapport à l’écrit comme forme de communication, il explique son point de vue en ces termes :

« Les communications par écrit nous ont beaucoup aidés dans le passé. C’est grâce aux personnes instruites, qui sont d’ailleurs nos enfants (enseignants, vacanciers, etc.), ici dans le village, que nous pûmes rentrer en contact direct, certains avec leurs enfants partis étudier ou travailler en ville, d’autres avec des parents ou amis vivant dans des endroits très éloignés [...] C’était bien tout ça hein ! Avoir l’information sur quelqu’un qu’on n’a plus revu depuis...beh, tu peux l’imaginer ? Au moins s’il m’envoie une lettre et je le fais autant, alors on est tous content. La communication c’est une très bonne chose. [...] Je ne dois pas cacher certaines déceptions par rapport à l’écriture, car parfois on n’arrivait plus à repérer celui ou celle qui peut nous aider à écrire ou lire de manière rapide une lettre reçue....parfois ils vous répondent mal ou vous demandent de patienter...et alors le temps passe et la colère monte...cela peut créer des rancœurs....certains d’ailleurs peuvent vous demander de leur donner quelque chose en retour, un peu d’argent ou un aliment...quelque chose de ce genre en tout cas. Il était donc aisé d’avoir un jeune garçon ou une fille chez soi capable de lire et écrire. A cette époque nous comprîmes le caractère mystérieux et magique de l’école, on se sentait limités, mais tout en

¹⁸⁶ Radio-Congo, c’est la chaîne nationale congolaise de la radiodiffusion. La rubrique des « *Communiqués* » sur la chaîne nationale Radio-Congo a une très forte audience particulièrement dans les zones rurales ayant un certain âge. Faite en *Lingala* et en *Kituba*, les deux langues nationales du Congo-Brazzaville, elle fait des annonces de décès des personnes, pour la plus part vivant en villes, envoyant en même temps des messages directs et nommément aux parents, amis et connaissances habitant les villages. Au regard de l’extension de la notion de parenté en Afrique, et particulièrement au Congo-Brazzaville, la rubrique des « *Communiqués* » constitue un moment extrêmement angoissant, car il le plus souvent il touche toujours celles et ceux qui les écoutent, soit directement ou indirectement.

sachant que ce n'était pas chose faite pour nous qui tenons les clés de la tradition. L'unique chose que je n'ai jamais compris c'est celui de savoir si les transcriptions de nos paroles ou les traductions de celles de nos parents lointains étaient toujours fidèles à nos idées...vraiment je n'ai jamais vérifié cela, de toute façon je n'aurais rien compris de ces écrits. Très souvent aussi les lettres arrivaient avec des jours, des semaines ou des mois de retard....parfois elles n'arrivaient même pas à destination. Tout ce que je peux vous dire c'est que ma fille m'a ramené un téléphone mobile....ah quelle merveille ! Je parle maintenant directement avec tous sans passer par un écrivain. Je fais tout avec cet objet nouveau. Je pense que ce truc représente le plus grand résultat de la magie de l'homme blanc. »¹⁸⁷

Pour sa part, Gabriel M. (42 ans), un voisin de Patrice B., souligne, lui aussi, non seulement la question de la conformité entre les paroles prononcées et celles transcrites, mais également la problématique de la temporalité entre l'envoi et la réception d'information, entre l'émetteur et le récepteur. Très souvent, constate-t-il avec amertume, les gens sont tenus d'attendre plusieurs jours, voire des semaines entières, pour avoir la réponse de la part de nos parents ou amis. Aussi, à la réception des réponses, ils ont du mal à les comprendre, car ne reflétant pas les contenus des messages produits oralement. Certes, ces villageois reconnaissent l'importance de l'écriture et des écrivains dans les pratiques et rapports sociaux du point de vue communicationnel, ils expriment en même temps leurs limites face à cette pratique importée, qui les voit disparaître en tant que sujet agissant devant ce dispositif dont ils n'ont aucune capacité individuelle d'appropriation. Nous pouvons le dire avec John Austin que dans la pratique de l'écriture comme forme de communication et d'interaction entre les villageois analphabètes et les écrivains publics, les énoncés des auteurs des messages subissent la violence restrictive dans l'acte d'écriture. Ainsi, en l'absence d'un face-à-face entre acteurs engagés dans une communication, la scène énonciative est tout autre, le présent n'a plus le même caractère d'évidence, les auteurs perdent leurs voix ; la gravité de leur ton et l'expression de leur visage s'inhibent dans un néant marqué à la fois par la distance et l'absence de l'interlocuteur. Le message se dénature. L'énonciation écrite est donc ressentie comme une énonciation étrange, amputée, affaiblie par rapport à l'oral.

Par ailleurs, l'immersion à Assigui permet de porter à la lumière scientifique la notion du secret familial, chère dans la tradition africaine en général, et congolaise en particulier. En fait, la

¹⁸⁷ Entretien réalisé à Assigui le 28 Février 2012 et traduit en français par nous.

pratique de l'écrit comme forme de communication entre les gens séparés par une longue distance soulève bien cette question de l'exposition du secret familial à l'espace public. Comme nous l'avons mentionné, la notion de secret de famille demeure présente au cœur de la culture africaine, interprétée parfois comme la caractéristique fondamentale de cette société de tradition orale, déterminant le processus d'échanges entre les personnes d'une même famille. En principe, rien de ce qui se construit, se programme ou se déroule au sein d'une famille ne doit être mis à la connaissance d'autres habitants du village ou du quartier (exemple, un enfant qui effectue un long voyage vers la ville ou vers l'Europe pour poursuivre ses études ; le programme du mariage ; les disputes entre conjoints, etc.). Ainsi, de l'avis des acteurs de la société à tradition orale interrogés, faire recours à un tiers pour communiquer avec les siens par l'écrit est certes nécessaire, mais constitue également une menace dangereuse pour l'équilibre dans la famille ou dans la communauté d'appartenance susceptible de porter un coup fatal au « *vivre-ensemble* ». Car, malgré le fait que ces écrivains publics s'imposent théoriquement une loi du silence sur le contenu des lettres, l'ensemble des habitants du village finissait souvent par le découvrir. Les disputes internes tenues secrètes deviennent objets de conversations dans les cours ou dans l'espace public. Désormais plus rien n'échappe au regard d'autrui : les désaccords, les bagarres, les annonces de maladies et de décès, mais aussi des multiples projets comme les fiançailles, les mariages, impôt de capitation à honorer, etc.

Au-delà de ces quelques éléments mis en lumière, nous constatons l'insuffisance de l'écriture à traduire une relation humaine, à créer une sorte de médiation dans les pratiques sociales dans un contexte organisationnel précis. La réorganisation sociale de l'espace villageois, l'évolution des pratiques sociales ou les formes de communication ne suivent plus les canaux sociaux et codifiés de la culture locale de parentèle, mais plutôt ceux impersonnels du savoir nouveau, celui venu particulièrement de l'Occident. En revanche, le téléphone mobile, comme dispositif sociotechnique s'invitant progressivement dans les zones rurales, avec une sorte de violence silencieuse, participe de la reconfiguration de la société à tradition orale au Congo-Brazzaville. En ce sens, le cas de Patrice B. d'Assigui en fait école. Désormais, il peut communiquer sans intermédiation humaine avec sa famille et membres de sa communauté situés dans des localités éloignées. Il s'informe et informe sur tout ce qui se passe dans les deux contextes : sur l'état de santé, sur l'actualité de l'ensemble du village, les cas de maladies, des épidémies. Il communique les informations sur la qualité ou la quantité des produits agricoles, les saisons de récolte ; il s'informe sur les nouvelles pratiques de plantation ou de culture d'un certain de produits

d'origine étrangère. Il se sent de nouveau au centre de la gestion et de l'organisation des affaires de famille. Mais ce qui a retenu notre attention en qualité de chercheur en SIC, c'est bien l'observation de l'usage du téléphone mobile dans une pratique rituelle de bénédiction prénuptiale.

En effet, il sied de rappeler que dans la culture congolaise, généralement l'oncle maternel doit, par le pouvoir traditionnel qui lui revient de droit de succession ou d'héritage, procéder à la bénédiction de ses neveux avant leur mariage ou un événement important les concernant. Dans ce sens, deux jours avant le mariage de sa nièce Thérèse O. vivant à Pointe-Noire (extrême sud du pays), Patrice B. organise et pratique le rite de bénédiction par téléphone mobile. Malgré l'absence physique de la future mariée, tous les ingrédients visibles relatifs à l'accomplissement de ce rituel sont réunis : la bénédiction se fait toujours très tôt dans la matinée (5h30 ou 6h00) ; le lieu de rituel (souvent à l'arrière de la maison) ; l'évocation des ancêtres de la lignée familiale, etc. De notre point de vue, la particularité de cette pratique sociale relève du fait que, même si ce dispositif sociotechnique joue son rôle de médiation, l'échange oral reste capital dans la pérennisation de cette pratique traditionnelle ancienne qui traverse les générations entières. Ce qui change ? C'est s'assurer du bon fonctionnement de l'objet technique, avoir le crédit de communication nécessaire, fixer l'heure commune de la pratique du rituel, apprendre les paroles d'échanges spécifiques, etc. La communication orale, caractéristique de cette société, se reconfigure même en dehors du face-à-face, le téléphone mobile devenant une *médiation*, ce *tiers symbolisant* au sens de Louis Quéré, entre les acteurs situés dans deux contextes différents.

Par ailleurs, Madame Sidonie L., une veuve de 58 ans vivant seule dans sa modeste maisonnette, analphabète elle aussi, utilise un téléphone mobile offert par l'un de ses quatre fils, vivant tous en dehors du village depuis bien des années. Tout comme pour Patrice B., l'essentiel de ses communications est centré sur les points suivants : l'état de santé, les informations relatives à la vie quotidienne en ville (pour les enfants) ou au village (pour Madame Sidonie L.). Plus important encore, cette femme fait usage de son dispositif de communication pour tenir des discours d'assurance, d'encouragement à sa progéniture. Ainsi, elle n'hésite pas à affirmer que :

« Avant, quand je n'avais pas ce truc magique¹⁸⁸ (téléphone mobile), j'étais tout le temps inquiète quant à remplir ma responsabilité léguée par mon feu mari, celle de veiller à la

¹⁸⁸ Généralement les villageois interrogés n'osent pas prononcer le mot « téléphone » au regard, disent-ils, de ses capacités inouïes, de ses pouvoirs thaumaturgiques à mettre en relation ou en communication deux acteurs en faisant

protection de nos enfants...Je ne pouvais que prier les dieux, car nous savons les risques liés à la vie en ville. Désormais je suis là chaque jour avec eux, je paie la charge de ma batterie pour ne pas être absente. Quand ils sont malades, à l'approche d'un examen d'état ou doivent affronter un concours, voilà...face à tout ça, ils m'appellent, et je leur dit avec autorité maternelle qu'ils ne doivent avoir peur de rien, ne jamais reculer face à l'obstacle, car ils sont gardés par notre « O'mpohà¹⁸⁹ » ! Notre communication est tellement directe que j'ai parfois l'impression de les avoir ici avec moi, cachés dans une autre pièce de la maison (...). Mes enfants, vraiment je les sens présents avec toutes les émotions chaque fois que nous parlons au téléphone...Si quelqu'un me vole ce truc, franchement il m'aura volé mes enfants et moi-même, toute notre existence... »¹⁹⁰.

De ce fait, elle construit un rapport particulier avec son dispositif sociotechnique. En effet, elle l'utilise souvent le soir, car en journée elle s'occupe de ses travaux. En d'autres termes, le soir constitue le moment idéal des retrouvailles familiales, celui de retrouver ses enfants à travers une présence ou une oralité médiatisée. Cela convient également au mode de vie des enfants en ville, car dans la journée ils peuvent être à l'école, au travail, etc.

Une autre pratique intéressante du téléphone mobile, c'est celle que développe le chef du village d'Assigui dans la réalisation de ses activités quotidiennes. En effet, le président Eméry N¹⁹¹, 39 ans et instruit, a été désigné chef du village depuis 2010 sur critère du niveau d'instruction, car il suffisait de savoir lire et écrire afin de devenir le relais entre l'administration moderne installée à Okoyo (sous-préfecture) et celle traditionnelle du village. A titre de rappel, les villages au Congo-Brazzaville ne disposent d'aucun espace physique d'exercice de son pouvoir (pas de bureau). Tout se fait selon la volonté du chef qui a la charge de convoquer et de réunir sous un grand arbre ou un espace de fortune les sages du village pour poser, débattre et traiter des sujets d'intérêt commun, que cela relève de la sphère locale, sous-préfectorale ou nationale, chaque fois que cela s'avère nécessaire.

disparaître les contraintes spatio-temporelles. Pour nombreux d'entre eux, le téléphone mobile serait le fruit du travail d'une certaine divinité.

¹⁸⁹ Le mot « O'mpohà », signifie « pouvoir des ancêtres et des anciens de lignée familiale » en langue Téké, parlée dans cette partie du Congo-Brazzaville, jusqu'au Gabon voisin.

¹⁹⁰ Entretien réalisé le 14 Mars 2012 à Assigui, traduit par nous.

¹⁹¹ De nos jours les chefs de village bénéficient de l'appellation « président ». Parfois c'est juste de manière affective.

Comme les autres acteurs cités plus haut, Eméry N. a, lui aussi, des parents, amis et connaissances résidents dans les grandes villes du pays, avec lesquels il communique quasi quotidiennement par téléphone mobile. Mais à la différence des autres, il dispose, lui, d'un générateur électrique qui lui permet non seulement de charger sa batterie, mais aussi celles des autres habitants du village qui, eux, doivent payer une somme de 200 F CFA (0,33 €) à chaque recharge. Le chef du village ne se sépare de son dispositif de communication à aucun moment de la journée. A l'aide d'une corde, il le pend au cou et veille à ne manquer aucun appel entrant. Ainsi, c'est par téléphone mobile, et dans les cas d'urgence, qu'il rend compte de l'actualité locale au sous-préfet résident à Okoyo, informant par ailleurs les services de police pour une intervention dans le village sur un cas de trouble d'ordre public. Aussi, il informe le médecin vivant à Okoyo d'un cas urgent de maladie d'un habitant de son village ; il prend contact avec la direction départementale d'enseignement d'Ewo (siège de la Préfecture du département) pour signaler du fonctionnement ou dysfonctionnement de l'enseignement dans les deux écoles de son village : une école primaire et un collège. C'est en ce sens qu'il déclare :

« Avec le téléphone mobile, notre village n'est plus du tout dans une situation d'enclavement qui le caractérisait jusqu'à l'arrivée et l'appropriation de cet outil, si capital à la survie de notre communauté...Plusieurs cas conflictuels opposant les membres de mon village ont très rapidement trouvé des solutions grâce à l'usage du téléphone mobile, surtout lorsque la médiation conduite par les sages et moi-même atteint ses limites. Même quand nous avons besoin de l'intervention de l'administration moderne de l'Etat pour des aides multiples, je n'hésite pas à contacter qui de droit, ma hiérarchie basée à Okoyo ou Ewo¹⁹² (...) »¹⁹³.

Toutefois, Eméry N. reconnaît encore la place que prend la forme de communication par l'écrit dans l'exercice de ses fonctions de chef du village. Il soutient que *« lorsque le chef (le sous-préfet ou une autorité préfectorale) me demande d'établir un procès verbal ou un rapport relatif à un fait local, je fais recours bien évidemment à l'écrit...même si cela arrive rarement, je le fais quand même pour le besoin d'enrichir les archives et garder une mémoire collective de la vie*

¹⁹² Ewo c'est la ville capitale du département de la Cuvette-Ouest

¹⁹³ Propos recueillis au cours de notre entretien réalisé le 16 mars 2012 à Assigui et traduit par nous-mêmes.

*communautaire du village.*¹⁹⁴». Ceci est devenu une option, non plus l'exclusivité des pratiques communicationnelles comme il y a quelques années avant l'appropriation du téléphone mobile.

Au regard de ces éléments qualitatifs sortis de notre terrain de recherche et de notre analyse, nous pouvons retenir que de tout objet technique, l'acteur ou la situation de départ subit une modification du fait qu'il est intégré dans un autre contexte. Ainsi, le téléphone mobile mis en contexte d'usage fonctionne différemment du fait de la médiation, même s'il n'est pas transformé en tant que tel. Par conséquent, la notion de médiation apparaît chaque fois qu'il y a besoin de décrire une action impliquant une *transformation* de la situation ou du dispositif communicationnel, et non une simple interaction entre éléments déjà constitués, et encore moins une circulation d'un élément d'un pôle à un autre. Nous faisons ici un rapprochement avec les travaux de Louis Quéré lorsque, dans son ouvrage *Des miroirs équivoques*, il critique les approches positivistes de la communication sociale caractérisée par une exclusion de la nature symbolique de l'échange social, en proposant de restituer le « travail » social (l'opérativité sociale et symbolique) des médias à partir du constat que « *l'échange social est interaction entre sujets, médiatisée par du symbolique* » (Quéré, 1982 : 29). Ce symbolique n'est-il pas, dans le cadre de notre réflexion, le téléphone mobile ?

II.2. Interroger les pratiques émergentes du téléphone mobile de la jeunesse congolaise à partir d'un regard en SIC.

Pour appréhender les pratiques émergentes du téléphone mobile au Congo-Brazzaville nous interrogeons également les rapports qu'entretiennent les jeunes congolais avec ce dispositif sociotechnique. En effet, phénomène contemporain de communication interpersonnelle, le téléphone mobile s'inscrit durablement dans le quotidien de la jeunesse congolaise, dans un espace-temps subjectif donnant lieu à des interactions qui sont plus que routinières, c'est-à-dire fortement parlantes de soi. Dans cet espace que l'on pourrait qualifier de « *mobile* », au-delà du fait d'émettre ou recevoir des communications, la jeunesse congolaise déverse essentiellement des secrets et une part cachée de leur individualité sur l'objet technique. Cette logique de jeu d'intimité conduit les acteurs-usagers à un exercice permanent d'énonciation de soi et

¹⁹⁴ Idem

d'ouverture sur l'autre, dans une perspective authentiquement identitaire. En SIC, des travaux ont été réalisés sur l'influence des médias sur les identités. Ces recherches sont nombreuses notamment auprès des populations jeunes et adolescentes. Par une analyse des enjeux identitaires des discours des jeunes congolais et de leurs pratiques observées, nous proposons une étude de quelques « *pratiques mobiles émergentes* » juvéniles pour envisager la construction identitaire dans les pratiques du téléphone mobile dans un contexte particulier. Notre objectif, c'est comprendre la notion de « *processus de technologisation de soi*¹⁹⁵ » à travers les pratiques du téléphone mobile dans les milieux de vie des jeunes congolais et de le contextualiser dans les évolutions perpétuelles de leur construction identitaire. Nous reprenons cette notion aux travaux de Amri Mahdi et Nayra Vacaflor Nayra. Nous partons de l'hypothèse que le téléphone mobile va plus loin que sa fonction initiale de lien social, en centrant notre regard sur les façons d'être, de se conduire et de s'exprimer, dans le processus identitaire mobile. Dans cette recherche l'enjeu est donc d'examiner les pratiques du mobile jusqu'à maintenant très peu étudiées dans cette étude qualitative au Congo-Brazzaville.

Il faut souligner que c'est par le biais de réseaux informels liés à des contacts personnels que nous avons pu faire des rencontres avec les jeunes, en allant les trouver précisément dans leur contexte de vie, et donc les leur « *niche d'usage* » (Perriault, J., 2008) du téléphone mobile. Ainsi, avec une écoute fine, de la patience dans l'observation participante, mais aussi de la passion envers l'objet de recherche, nous entrons dans « *le monde mobile* » des jeunes congolais afin de recueillir le plus authentiquement possible le sens et les discours de sens de leurs pratiques émergentes du téléphone mobile. Ainsi, notre démarche compréhensive comporte un double enjeu : appréhender le téléphone mobile en tant que continuité de l'individu en rapport avec la problématique de la construction d'une nouvelle forme identitaire, et saisir le phénomène de technologisation de soi des jeunes congolais à travers l'appropriation de ce dispositif sociotechnique, au-delà de toute signification techno-centrée de l'objet technique.

II.2.1. Analyse d'un affichage identitaire comme pratique émergente du téléphone mobile.

¹⁹⁵ Amri Mahdi et Nayra Vacaflor Nayra, « Téléphone mobile et expression identitaire : réflexions sur l'exposition technologique de soi parmi les jeunes », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2010/1 Volume 2010, p. 1-17.

Afin de clarifier notre propos, nous empruntons à l'interactionnisme symbolique la définition de la notion *d'identité*. En effet, l'*identité* y est définie comme étant le résultat d'un processus d'identification¹⁹⁶ et celui-ci comme un construit social et un ensemble de traits associés à un type, à un rôle ou à un groupe social. En d'autres termes, l'identité se forme toujours au milieu des interactions. Notre postulat nous conduit à reconnaître que les identités sont de nature symbolique, relationnelle et non essentialiste et que leur construction s'inscrit dans une dynamique culturelle. C'est dans ce sens que nous appréhendons cette notion dans notre étude, à partir notamment des éléments : situationnel, individuel et narratif.

Dans la diversité des identités, nous évoquons les catégories (jeune, vieux, femme, congolais, homme, etc.) qui permettent à un individu de se définir dans une interaction. Elles participent à la structuration de son « *identité situationnelle* ». Par ailleurs, selon Paul Ricœur, l'identité narrative, elle, renvoie au récit structuré de vie, lequel permet à l'individu de définir ses caractéristiques (Ricœur, 1990). Cette conception de l'identité narrative rejoint très étroitement ce que Michel Foucault appelle les « *technologies de soi* » (Foucault, 2001), comme le téléphone mobile. Elle utilise des outils pour produire un récit de vie qui devient, à son tour, un vecteur d'interaction et de communication pour les jeunes. C'est en situant les identités des jeunes congolais dans cette configuration que nous pouvons comprendre leurs rapports. Le référent situationnel évoque l'idée d'espaces, de *scénarii* et de lieux qui donnent au sujet l'idée de ce qu'il est, ce qu'il a été et ce que sont les possibilités objectives de ses pratiques mobiles (Amri Mahdi et Nayra Vacaflor Nayra, 2010). Cet élément constitue le lien entre l'espace et la représentation que le sujet se fait de lui-même, ainsi qu'entre les images que les autres se font de lui. Ainsi, le lieu social détermine des itinéraires quotidiens dans lesquels s'établissent les relations avec le réseau social : la ville, les institutions, etc.

Notre observation participante auprès des jeunes renseigne ceci : l'ensemble des jeunes rencontrés à Brazzaville possèdent et utilisent le téléphone mobile, quelque soit leur statut social, leur appartenance à une classe sociale¹⁹⁷, leur niveau d'instruction, etc. Certains en possèdent deux ou trois, en fonction des besoins de communication et d'expression identitaire. Ainsi, étant dans la configuration de la diversité d'espaces dont ils font partie, les jeunes congolais trouvent

¹⁹⁶ Le Breton, D., *L'interactionnisme symbolique*, Paris, PUF, collection Quadrige Manuels, 2004, 249 p.

¹⁹⁷ Au Congo-Brazzaville la société est divisée entre deux classes : les riches et les pauvres. La notion de « classe moyenne » est bien absente.

souvent dans le téléphone mobile une sorte de prolongement corporel. Quoiqu'ils fassent, partout où ils se trouvent, on les voit toujours avec leur objet technique. Ce dispositif sociotechnique leur sert de médiation dans l'appropriation des espaces différents, ce qui évoque le référent situationnel. Mais mieux comprendre les pratiques des jeunes congolais, nous valorisons le référent individuel qui, lui, facilite l'imprégnation de l'agencement social, du contexte et précisément de l'entourage de chacun d'eux. Dans ce sens, on s'aperçoit que chaque jeune congolais revendique plusieurs identités, lesquelles doivent pouvoir se justifier sous la forme d'un récit. Ce dernier permet à chacun de justifier sa réussite personnelle en termes culturels et sociaux. Lors d'une interaction, chaque individu affiche une identité et peut donc être questionné sur la base de celle-ci. A chaque identité correspond un récit, taillé sur mesure en fonction de la situation et de la compagnie que l'individu peut exposer si nécessaire (Frame, 2008).

Plaçant notre regard sur la pratique du téléphone mobile dans ses formes les plus diversifiées par les jeunes congolais, et à travers les pratiques émergentes auxquelles il donne lieu, nous devons donc lier l'identité au contexte qui la façonne. En effet, pour Ollivier, « *les principaux moyens de produire à un niveau collectif de l'identification sont les productions culturelles* » (Ollivier, 2007, p138). En ce sens, toute forme d'usage que le téléphone mobile offre, peut être comprise comme un produit culturel et ces usages représentent de nouvelles formes de récit d'une identité.

II.2.1.1. Le téléphone mobile comme espace de vie de l'individu.

Nous relevons au cours de cette étude que face au téléphone mobile que la jeunesse congolaise invente des croyances, des valeurs et des signes d'orientation. David Le Breton justifierait une telle nécessité par un manque de traditions, de chemins tracés ou d'idéologies qui donnent sens à leurs vies (Le Breton, 2008). En effet, le téléphone mobile, pris dans le contexte de notre recherche, est loin de représenter uniquement un objet technique pratique destiné à communiquer, mais un dispositif sociotechnique investi de sens et jouant un rôle essentiel dans la subjectivité réflexive des adolescents et des jeunes, même si cela concerne également les autres catégories sociales. Pour eux, cet objet technique permet des représentations de la vie contemporaine (AFOM, 2007). Par sa présence massive et ses multiples incorporations à la personne (dans la poche, entre les mains, dans le sac, sous l'oreiller, etc.), le téléphone mobile

acquiert aux yeux de son possesseur un intérêt particulier et l'accompagne dans tous les lieux et circonstances de vie. Ce « *phénomène technologique*¹⁹⁸ » n'a pas pour seule fonction la communication pure. Il s'est intégré dans la gestualité contemporaine du téléphoniste mobile en devenant son ami intime et un remède efficace contre la solitude.

Nos rencontres avec les jeunes congolais montrent à quel point le téléphone mobile dévoile l'identité de son utilisateur et combien les discours des usagers illustrent la thèse de l'énonciation de soi à travers les différentes stratégies de personnalisation de l'objet. Nous avons pu, ainsi, remarquer la façon dont ces jeunes congolais, personnalisant leurs téléphones mobiles, réfléchissent à ce que cela peut véhiculer en termes d'images et de valeurs en rapport avec la problématique identitaire. Pour eux, cet objet technique complète ou s'assimile à la personne, en devenant même une partie de son usager, impossible de s'en éloigner. Si les jeunes congolais accordent de l'importance aux objets quotidiens comme les habits, les chaussures ou autre, leur attachement au téléphone mobile va bien au-delà de sa fonction initiale et de son esthétique. Certains déclarent trouver dans le téléphone mobile leur véritable espace de vie, sans lequel ils ne peuvent exister aujourd'hui. Pour Mélanie, 26 ans, le téléphone mobile c'est sa vie : elle y gère ses relations avec amis, ses parents, son lieu de travail ; elle achète et vend des morceaux musicaux ; elle s'informe de l'actualité politique au plan national, voire international, etc. En ce sens, elle avance que : « *Tout le catalogue de ma vie se trouve actuellement dans mon téléphone, je ne peux pas vivre sans, c'est toute ma vie, je l'aime. Sincèrement je le considère comme une partie de moi sans laquelle je ne me sens plus comme une personne complète. [...] Quand il y a un problème majeur dans ce pays, on n'attend rien des médias, mais c'est par téléphone que je connais la vérité des faits [...]*¹⁹⁹ ».

Effectivement, lors des événements dits « *du 04 Mars 2012*²⁰⁰ », les médias publics (télévision et radiodiffusion) sont arrivés avec un grand retard dans la transmission de l'information aux

¹⁹⁸ Les jeunes congolais n'hésitent pas à qualifier le téléphone mobile comme étant un « *phénomène de la technologie* » vue l'ampleur des possibilités d'actions qu'il offre.

¹⁹⁹ Entretien réalisé à Brazzaville le 26 Septembre 2013

²⁰⁰ Le drame dit du « 04 Mars 2012 » symbolise l'explosion du dépôt de munitions de l'armée congolaise placé au cœur de la ville de Brazzaville. Pour comprendre ce sinistre, cf. http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Evaluation%20de%20l'action%20de%20d%C3%A9blaiement%20et%20de%20d%C3%A9pollution%20des%20quartiers%20affect%C3%A9s%20par%20l'explosion%20du%20d%C3%A9p%C3%B4t%20de%20munitions%20de%20Mpa%20a%20Brazzaville_Rapport%20final.pdf ; <http://www.dac-presse.com/actualites/a-la-une/societe/838-congo-brazzaville-le-bilan-des-explosions-du-04-mars-2012-reevalue-a-au-moins-282-morts.html>

populations. C'est à travers l'usage du téléphone mobile que les populations ont pu se saisir de l'ampleur et de la gravité du sinistre. Lorsque le ministre en charge de la défense nationale annonçait à la télévision, cherchant à minimiser les dégâts majeurs, la perte de seulement quatre (4) personnes, les usagers du téléphone mobile, eux, se rendaient compte de l'état du déluge, avec le corollaire des centaines de morts et des destructions matérielles incommensurables.

Le téléphone mobile prend donc une place privilégiée dans l'univers de vie des jeunes congolais. Sa personnalisation n'est plus un artifice, mais plutôt une action spontanée, logique et impulsive. Il prend demeure dans l'espace, le temps et les mobilités changeants des jeunes. Les pratiques qui lui sont faites s'activent et se renouvellent quotidiennement à travers une gamme d'actions et de gestes multiples. Ainsi, les jeunes congolais s'approprient un espace tout en essayant de se trouver dans des sociétés mondialisées. Ils créent des occasions d'expérimenter une émancipation authentique à travers ce dispositif sociotechnique. En ce sens, repenser la notion d'identité en rapport avec le téléphone mobile renvoie à la nécessité de la considérer, non pas seulement comme un ensemble de données ou caractéristiques dont l'origine est dans le passé, mais surtout comme une construction dynamique qui se produit dans le croisement entre de multiples interpellations qui proviennent de divers espaces et temporalités.

Nous pensons, à travers cette étude, que dans la culture des jeunes congolais, le téléphone mobile est en train de devenir une sorte de prolongement de l'individu. A l'image d'une tenue vestimentaire, sortir de son domicile sans son téléphone mobile est pour un jeune congolais comme sortir nu : les clés, le pantalon, la jupe, la robe, le sac à main, les chaussures, etc. Tenu souvent visiblement à portée de main, le téléphone mobile vit un processus transformationnel permanent que lui impose son acteur-usager. Celui-ci le personnalise et «*l'esthétise*» en fonction de ses goûts et styles, il en fait finalement un réservoir de son intimité, mais aussi un espace privilégié pour l'exposition «*technologique*» de soi.

Si nous optons pour un rapprochement entre le téléphone mobile et le corps humain, qui est lui aussi un véritable médium de communication, alors on peut soutenir que les jeunes congolais, à travers leurs différentes pratiques particulières, les différents ornements et déguisements, soumettent cet objet technique aux codes d'une esthétique à la fois personnelle et partagée. Par exemple, pour ne pas s'éloigner de son téléphone mobile au moment de la recharge de batterie, Alex, 31 ans, prétexte d'aller rendre visite à une amie ou un parent qui dispose de l'électricité.

Certains jeunes vont s'asseoir dans un bar ou bistrot en attendant que la batterie soit bien chargée. Pour eux, on ne devrait pas interrompre le rapport à son du téléphone mobile, car *on ne peut pas ne pas d'exister*. Le téléphone mobile participe donc à l'inscription de l'individu dans une société, appartenant à une communauté ou à un groupe : « *le corps dit qui nous sommes et qui on voudrait être au regard d'autrui* » (Caron et Caronia 2005, p291). Dans ce sens, ce dispositif sociotechnique fonctionne comme affiche de l'identité individuelle pour les jeunes congolais.

II.2.1.2. Les jeunes congolais arrivent-ils à se séparer de leur téléphone mobile ?

Le téléphone mobile demeure à ce jour l'un des rares objets technologiques de l'ère contemporaine ayant réussi à se glisser de manière aussi massive et significative dans la gestualité quotidienne des usagers. Par ses spécificités et son utilité technique, le mobile se laisse facilement manipuler. Les discussions et interactions avec les jeunes congolais illustrent clairement ce constat. En effet, depuis que cet objet technique est devenu accessible même aux personnes vivant dans des conditions d'extrême pauvreté au Congo-Brazzaville, plus aucun jeune ne peut s'en passer volontairement. En ce jour, rester sans téléphone mobile suscite avant tout de l'étonnement et s'apparente visiblement à une perte de repères, de tout contact avec le monde extérieur. Ceci plonge l'individu dans la solitude. A Brazzaville, les jeunes peuvent tout oublier en sortant, mais difficilement le téléphone mobile, car il fait d'ores et déjà partie intégrante de leur vie. Il y a une sorte d'inséparabilité entre l'objet technique et le corps humain. Le téléphone mobile accompagne les jeunes congolais dans tous les moments et espaces de leur vie. Il est devenu, en quelque sorte, le réceptacle de leurs affects. En ce sens, ne pas avoir un téléphone mobile symbolise à la fois l'insécurité au plan relationnel, sociopolitique, mais aussi une déstructuration de son univers mobile. D'ailleurs, pour les jeunes congolais, ce dispositif sociotechnique remplit plusieurs fonctions : le seul espace d'expression politique, le moyen de faire des recherches scientifiques, le lieu d'afficher son identité.

II.2.2. S'appropriier le téléphone mobile ou « *technologiser* » la diversité

de son identité ?

Au Congo-Brazzaville, le téléphone mobile est devenu une nécessité primordiale chez les jeunes dans la hiérarchie de leurs besoins. A cet effet, nous mobilisons ici la théorie de la *motivation* des « *besoins de l'homme* » du célèbre psychologue américain Abraham Harold Maslow²⁰¹, dans son acception dynamique de la pyramide pour comprendre ce phénomène. Si selon cette théorie nous recherchons d'abord à satisfaire les besoins situés aux niveaux inférieurs avant de penser aux besoins situés aux niveaux supérieurs de la pyramide, notre analyse des pratiques émergentes du téléphone mobile de la jeunesse congolaise ne se situe pas dans une sorte de verticalité ou hiérarchisation radicale des besoins. Nous assistons plutôt à une sorte d'imbrication dans le processus de satisfaction des nécessités. Le téléphone mobile n'est pas conçu dans une logique de hiérarchisation des pratiques, mais dans une transversalité des besoins : on passe des besoins physiologiques aux besoins d'accomplissement personnel, sans devoir questionner les besoins intermédiaires de la fameuse pyramide de Maslow.

Dans ce sens, Patchel, 29 ans, étudiant en Master II Sciences économiques à l'Université Marien Ngouabi, Secrétaire Général d'une association des étudiants, utilise son téléphone mobile pour organiser les rencontres et actions de son groupe. Il a institué des modalités de communication efficaces avec les autres membres. En dehors du SMS, le jeune étudiant appelle trois collègues qui, à leur tour, font le relais du message aux autres. Cependant, il exerce son activité commerciale informelle de vente des crédits de recharge électronique « *Me2U, Sap-Sap et Noki-Noki*²⁰² » avec ce même téléphone mobile. Par ailleurs, ce dispositif sociotechnique devient un espace de son intimité avec sa fiancée. En outre, lors de la période des examens d'état (Baccalauréat, concours, etc.), Patchel est souvent sollicité par les candidats pour devenir « prestataire du savoir » : organiser un laboratoire externe de traitement des sujets d'examens et les acheminer dans les salles de classes, en misant sur la complicité des surveillants.

Si avant, il aurait fallu construire une longue chaîne avec les surveillants pour obtenir les sujets à traiter et rendre les solutions en version papier, obligeant les acteurs impliqués de se rendre aux

²⁰¹ Maslow, A. *A theory of human motivation*, 1943

²⁰² MTN Me2U est un service de transfert de crédit accessible à tous les utilisateurs prépayés de MTN. Il permet à un abonné d'envoyer du crédit à un autre abonné. http://www.mtncongo.net/mtn_me2u.php?page=se.. Sap-Sap et Noki-noki servent également au transfert de crédit de communication aux abonnés du prépayés, respectivement pour Airtel-Congo et Warid-Congo.

alentours des centres d'examen, aujourd'hui Patchel (et la pratique est généralisée) reçoit les sujets à traiter directement sur son téléphone mobile via SMS ou Whatsapp²⁰³, sans devoir quitter son domicile. Après traitement, il renvoie aussi simplement ce que les jeunes congolais appellent généralement et affectueusement « *Bébé lili*²⁰⁴ ». Cette nouvelle pratique par téléphone mobile devient souvent, selon la nature des relations entre acteurs, une activité lucrative. Car, pensent les jeunes congolais, c'est non seulement un risque vis-à-vis de la loi, mais aussi une commercialisation des compétences intellectuelles.

Pour mieux appréhender le fonctionnement de cette pratique émergente du téléphone mobile, étant sollicité par nombre de candidats au baccalauréat et au concours de la douane congolaise, des sessions 2012-2013 et 2013-2014, nous avons intégré le groupe des « prestataires du savoir » pour comprendre de l'intérieur les mutations de cette pratique sociale. Ainsi, nous avons donné notre contact téléphonique aux candidats qui nous envoient, quelques temps seulement après le dépouillement des sujets dans les salles de composition, les thèmes à traiter. Refusant de traiter ces sujets, nous assistons plutôt au déroulement des différentes étapes de cette pratique en évolution : de la réception des sujets, au traitement, à la miniaturisation jusqu'à l'envoi des « *Bébé lili* ». De ce fait, à travers le réseau de corruption, les candidats sont sensés avoir un Smartphone²⁰⁵ susceptible d'échanger les fichiers multimédia.

Par ailleurs, Prudence et Emilia, âgées respectivement de 21 et 24 ans, jurent ne pas pouvoir se rendre à une fête avec leurs amis sans avoir un « *joli* » téléphone mobile de nouvelle génération. Car, estiment-elles, cela permet de se distinguer par rapport aux autres, en dépit du fait qu'elles habitent dans les quartiers populaires de Brazzaville (Moukondo et Massengo). Ici, la question de l'être et du paraître est explicitement posée. On pourrait d'ailleurs évoquer le paradoxe du

²⁰³ WhatsApp Messenger est un logiciel de messagerie instantanée pour Smartphones. Il permet aux utilisateurs de communiquer avec leurs contacts possédant eux aussi le logiciel sur leurs smartphones sans avoir à effectuer d'appel ou envoyer de sms. <http://www.commentcamarche.net/faq/36900-qu-est-ce-que-whatsapp>

²⁰⁴ « *Bébé lili* », c'est le nom des documents miniaturisés que les candidats aux examens d'état au Congo-Brazzaville, symbole d'une tricherie raffiné ou technologisée. Ce qui est impressionnant c'est bien cette capacité à miniaturiser une quantité aussi importante de pages de textes. Aussi, nous sommes interrogés sur le fait que cela semblait tout à fait légalisé, mais cela n'entre pas dans notre recherche.

²⁰⁵ Un smartphone, ordiphone ou téléphone intelligent, est un téléphone mobile évolué disposant des fonctions d'un assistant numérique personnel, d'un appareil photo numérique et d'un ordinateur portable. La saisie des données se fait le plus souvent par le biais d'un écran tactile ou, plus rarement d'un clavier ou d'un stylet. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Smartphone>

comédien gréco-romain²⁰⁶ qui dissimule son identité sur la scène, en jouant, en simulant, en portant un masque. Le protagoniste est loin de tromper le spectateur, il est sincère et tout en jouant son rôle, il ne manque pas de rester lui-même. Il est celui qui représente pertinemment une identité et qui s'approche au mieux de son public. Dans leur espace privé/public mobile, les jeunes congolais s'immergent donc dans des scènes de communication en transformant des séquences conversationnelles ordinaires en « *séquences théâtralisées* » (Goffman, 1974, p145). On comprend ici que, pour ces jeunes filles, les gens doivent appréhender leur identité ou leur image au travers de l'esthétique de leur objet technique. L'enjeu ici n'est pas de dissimuler leur identité authentique, mais plutôt de rechercher une reconnaissance sociale à travers une représentation « *technologisée* ». Ainsi, pour attirer l'attention des gens, à défaut d'avoir leur téléphone mobile à portée de mains, Prudence et Emilia, activent expressément des sonneries d'appels²⁰⁷ entrants créant ainsi l'occasion de l'exhiber, le mettre en visibilité.

Cette exhibition permanente du téléphone mobile est inhérente à la nécessité de se forger une certaine image sociale (supériorité et pouvoir technologiques), et participe à la définition d'une nouvelle forme d'identité. Dans cette optique, le téléphone mobile devient non seulement une occasion de marquer une distinction sociale, mais aussi et surtout un écran derrière lequel l'on se retire périodiquement (Hall, 1971) pour énoncer ou communiquer ce qu'on souhaite être aux yeux des autres. Dans ce sens, nous convoquons Erving Goffman qui, pour décrire la représentation de soi, adopte des modèles empruntés du théâtre. En effet, l'individu, en présence d'autrui, ordonne les expressions qu'il produit et contrôle les impressions que les autres reçoivent par des techniques de mise en scène (Caune, 1997). L'exemple des jeunes congolais, usagers exhibitionnistes du téléphone mobile relève parfaitement de ce type de techniques mises en place pour la théâtralisation de soi. En effet, dans *Mobile attitude : ce que les portables ont changé dans nos vies*, Alban Gonord et Joëlle Menrath soulignent : « *Si la société peut être depuis toujours considérée comme une vaste scène où chacun joue plus ou moins consciemment un rôle, le mobile y promène depuis quelques années son petit théâtre itinérant. De nouvelles scènes prennent vie sous nos yeux, faisant naître de nouveaux gestes, de nouveaux comportements, de nouvelles façons aussi de jouer avec les autres personnages et les codes en*

²⁰⁶ Mahdi Amri et Nayra Vacaflor, *op. cit.*

²⁰⁷ La pratique des sonneries d'appels entrants est courante au Congo-Brazzaville, car elle constitue une occasion d'exhiber son objet technique, symbole de l'identité de l'utilisateur. Il s'agit d'un art de faire local connu de l'univers de la jeunesse pour s'attirer une certaine reconnaissance publique.

vigueur. *Quittant le point de vue privilégié de l'intériorité, on se place alors dans la peau du spectateur.* » (Gonord et Menrath, 2005, p149).

En outre, une autre pratique émergente du téléphone fruit de notre observation participante est celle faite par Barel (25 ans), Chicou (23 ans) et Arnaud (23 ans), trois jeunes analphabètes. En effet, ces jeunes sans emploi jurent sur leur don musical pour émerger et gagner leur vie. Nous les avons suivis et avons constaté que, faisant preuve d'un amateurisme inspiré et d'un sens élevé de créativité, ils composent des morceaux musicaux à partir des thématiques sociales : des chants de deuil, des chants d'anniversaire ou de mariage, immortalisant des personnalités de leur choix, des chants stigmatisant les déviances multiples qui caractérisent la société congolaise. Une musique très engagée dans un pays qui n'hésite pas à réduire au silence toute voix contradictoire. Ainsi donc, afin de mieux appréhender la signification de leur action, notre enjeu consiste à répondre à la question suivante : quelle pratique font-ils du téléphone mobile dans leur activité musicale ?

En effet, après composition d'un morceau musical, les trois amis utilisent un téléphone mobile, doté d'une carte mémoire à grande capacité de stockage des données, pour y procéder à l'enregistrement. Après ce premier stade, disposant d'un appareil d'amplification du son, ces jeunes usagers proposent à la personne « *immortalisée* » (dans le cadre d'un anniversaire ou mariage) ou aux membres de la famille éprouvée (dans le cadre d'un deuil) d'écouter et d'apprécier la chanson. Si le morceau suscite un intérêt particulier, alors les trois jeunes décident du prix et du transfert de ce dernier vers l'acquéreur. Quand ce dernier refuse de prendre le morceau proposé, les trois jeunes procèdent simplement à son effacement pur et simple. Il s'agit là d'une pratique toujours renouvelée, en évolution continuelle, le téléphone mobile servant de studio d'enregistrement, du traitement et du transfert de sons.

Une autre pratique particulière du téléphone mobile ayant arrêté notre attention, c'est celle que nous avons observée chez Harris (22 ans), étudiant à la Faculté de Droit, Université Marien Ngouabi de Brazzaville. Ce jeune a mis en place une stratégie par téléphone mobile lui permettant, par exemple, de changer les milieux de vie ou d'interaction en s'échappant de la vigilance d'autrui. En effet, quand il se trouve dans un groupe d'amis, s'il veut prendre congé, il active une sonnerie d'appel entrant marquant le nom de son père sur l'écran de son téléphone

mobile²⁰⁸. Au lieu de décrocher l'appel, il le brandit à tous ses amis leur faisant comprendre qu'il n'a autre possibilité que de rentrer chez lui. Ceci le met évidemment à l'abri des doutes sur son attachement ou sa fidélité à l'amitié. Dans ce même sens, il a développé cette pratique dans tous les espaces où il entre en interaction avec les autres.

Ce qui nous paraît important dans ce que nous venons de souligner, ce n'est pas tant le fait que ces jeunes congolais disposent chacun d'un ou deux téléphones mobiles, mais plutôt significations des reconfigurations ou émergence des pratiques partagées liées à la possession de l'objet technique. Nous nous éloignons du dispositif sociotechnique lui-même pour observer les comportements et les pratiques inhabituelles qu'il génère. Nous retrouvons à nouveau la notion situationnelle et individuelle de l'identité d'un jeune.

II.2.3. Univers du mobile comme espace de personnalisation de l'objet technique par la jeunesse congolaise.

Plusieurs manières de faire héritées ou innovantes que nous avons observées, permettant notamment aux jeunes congolais de vivre ensemble et structurant leurs modes de socialisation, montrent combien ces derniers considèrent le téléphone mobile comme un espace de construction de soi. Il existe naturellement un renversement des logiques d'action dans les pratiques de cet objet technique : une autre manière de communiquer, d'interagir, de se présenter aux autres, etc. Dans ce contexte, on s'aperçoit que la reconnaissance de l'autre prend désormais source à partir d'un simple détail lié au dispositif sociotechnique : les sonneries, les couleurs, les performances esthétiques ou pratiques, les marques. Bien entendu que ces éléments n'apparaissent pas *ex nihilo*, elles ne sont pas simplement inhérentes à l'objet technique mais appartiennent au référent situationnel de l'acteur.

Il convient de remarquer que le téléphone mobile s'appuie toujours sur des liens préexistants d'amitié ou de parenté entre les acteurs sans lesquels il ne peut jouer son rôle d'identification ; il s'inscrit continuellement dans le prolongement de connexions sociales organisées de la jeunesse congolaise. Et sa présence dans l'espace partagé précis, au-delà de sa fonction de représentation

²⁰⁸ Sur l'écran du téléphone mobile de Havley apparaît « *Mon papa...* », suivi du numéro de ce dernier. Mais il ne s'agit aucunement d'un réel appel.

de son utilisateur, obéit à un code de conventions et à un capital de reconnaissance mutuelle entre les jeunes en interaction. Aussi, il permet la construction de solides entrelacs (divers artefacts) avec la vie individuelle des jeunes que nous avons rencontrés au Congo-Brazzaville. Plus qu'une autre technologie, « *il est au centre, au carrefour des identités et des relations partagées, plus qu'un autre il est au plus près du vécu et des habitudes de chacun.* » (Gonord et Menrath, 2005, p114).

En fait, nos recherches dans l'univers des jeunes congolais montrent que si le téléphone mobile est d'abord conçu comme un outil personnel, un puissant indicateur de l'identité individuelle, la particularité des pratiques relatives à son usage permettent d'entrevoir un véritable processus de personnalisation de la technique susceptible de révéler beaucoup de choses sur soi et sur autrui dans un espace mobile partagé. Dans ce sens, l'existence de l'individu est étroitement liée à la construction d'un soi, l'expression d'une identité, ainsi qu'à la sensibilité expressive. Les actions qu'il entreprend à un niveau personnel sur son mobile, engendrent parfois de nouvelles passions, satisfactions ou déceptions, de nouveaux pouvoirs. Toutes les actions des jeunes congolais, particulièrement centrées sur la pratique du téléphone mobile, s'articulent fondamentalement et autour de leur « *soi* ». Nous reconnaissons qu'il n'existe aucune action humaine qui ne dépende pas d'un cadre général de répétition, car l'homme organise sa vie active et intellectuelle selon des « technologies » historiques, dérivées de discours interprétatifs de la réalité qui ne sont construits ni pour lui ni pour un autre. Michel Foucault (Foucault, 2001) avance que les technologies du soi sont un *ars vivendi* : elles concrétisent les opérations qu'un individu doit exécuter sur son corps et son âme pour aboutir à un état complet d'humanité.

En effet, il n'est pas rare de voir comment les jeunes congolais inventent les nouvelles pratiques du téléphone mobile, adoptant divers modes d'utilisation qui sont toujours en dépassement selon les situations, faisant parfois en sorte que cet outil ne soit plus lié à un espace précis (transports en commun, écoles, églises, marchés, etc.) susceptible de déterminer des comportements des usagers. C'est dans ce sens que nous faisons intervenir Sadie Plant (Plant, 2008) qui, dans une étude transculturelle, mentionne que les adolescents japonais utilisent leurs « *keitai* » (mobile en langage familier) pour mener une vie plus libre, loin de la surveillance des parents. Le même auteur souligne que les technologies mobiles permettent aux prostituées de Bangkok de faire des *deals* avec des clients potentiels d'une manière plus indépendante. A comprendre ici que les pratiques émergentes du téléphone mobile observées au Congo-Brazzaville peuvent être à

l'origine de toute une série de changements et des reconfigurations intéressants dans toute société.

Certains jeunes que nous avons suivis sont devenus experts des processus très sophistiqués de personnalisation du téléphone mobile. Ainsi, Larissa (28 ans), est au cœur de la gestion d'une situation sentimentale on ne peut plus inédite et insolite. Nous n'avons pas orienté notre interrogation sur la sincérité ou pas des sentiments de cette jeune fille, qui a accepté de nous faire entrer dans son univers privé le plus intime ; et cela a été possible par le biais d'un contact informel de notre réseau relationnel personnel assez riche et conséquent au Congo-Brazzaville. Notre objectif consistait particulièrement à appréhender le sens des pratiques que la jeune fille en fait de son téléphone mobile. En effet, depuis 2010 (jusqu'au moment de nos rencontres entre 2012 et 2014) Larissa gère une vie sentimentale avec trois hommes différents (Touré, commerçant d'origine sénégalaise, Marc, agent du Trésor public et Cédric, chauffeur de Taxi), tous habitant à Brazzaville. Des trois, seul Cédric n'est pas marié et souhaiterait d'ailleurs, nous dit-on, demander la main de la jeune fille.

En fait, toute l'organisation de son système de gestion des relations avec ces trois hommes, qui ne se connaissent nullement entre eux, est en grande partie centrée sur l'usage du téléphone mobile. En effet, Larisse possède deux téléphones de nouvelle génération (un offert par Touré et l'autre par Marc), mais elle dispose de quatre cartes SIM²⁰⁹ (deux SIM de MTN Congo, une SIM de Airtel Congo et une autre SIM de Azur Congo). A chacun de ses trois hommes, elle a remis un numéro particulier, avec des horaires d'appels différents et précis, ce qui lui donne la possibilité d'inter changer les cartes SIM dans les appareils conformément aux horaires fixés respectivement avec chacun des trois amants. Ce qui nous a intéressé encore plus, c'est de voir comment cette jeune fille met des pseudonymes²¹⁰ féminins à la place des vrais prénoms dans le répertoire de son objet technique comme mode de reconnaissance de ses *makangou*²¹¹. Elle affirme qu'avec le téléphone mobile, elle arrive parfois à étendre ce genre de relations avec, cette

²⁰⁹ Une Carte SIM (*Subscriber Identity Module* ou module d'identité de l'abonné) est une carte à puce sécurisée qui permet d'accéder à un réseau mobile. Elle permet à son détenteur de personnaliser un terminal banalisé, de stocker des données (contacts téléphoniques, sms). <http://www.marche-public.fr/Marches-publics/Definitions/Entrees/Carte-SIM-Subscriber-Identity-Module.htm>

²¹⁰ Le pseudonyme de Touré c'est « *Ninelle* » et celui de Marc c'est « *Eve* ».

²¹¹ Dans un langage familier au Congo-Brazzaville, le concept « *Makangou* » renvoie assez péjorativement à la personne avec laquelle on partage une vie sentimentale, basée souvent sur des intérêts matériels.

fois, des hommes qui habitent d'autres villes ou d'autres pays, ceux qu'on appelle localement les « *Mikilistes* ou *Parisiens*²¹² ». Il sied de souligner qu'il s'agit d'un système très connu en Afrique, souvent pratiqué par des jeunes filles issues des couches sociales défavorisées, orienté totalement désespérément à la recherche d'une vie socialement et matériellement au-dessus de celle des couches sociales vivant dans une pauvreté extrême.

Alors, à des heures précises, Larissa émet et reçoit des appels en fonction de la SIM introduite dans l'un des deux téléphones mobiles. Elle utilise une finesse discursive pour rassurer chaque amant, comme, par exemple, quand elle dit à Cédric « *Papa ya bana na nga...*²¹³ » ou lorsqu'elle adoucit le cœur de Marc avec les « *Oza ya ngai, ngai pé naza kaka ya yo...*²¹⁴ ». A tour de rôle, Larissa présente la kyrielle de ses doléances ; elle dissimule ses SIM en présence de l'un des ses « *Makangou* » ; elle invente et communique sur ses voyages fictifs pour pouvoir rester en compagnie de l'un d'eux sans être « *dérangée* ». Mais nous devons que la mise en place d'un tel système, appelé localement par « *la gestion des hommes* », y compris son efficacité ne sauraient être possibles sans une capacité intrinsèquement individuelle d'organisation. En effet, toutes pratiques du téléphone mobile pour mieux gérer ses « *Makangou* » repose entièrement sur son réseau personnel de relations (parents, amis, etc).

Cette stratégie nous a montré comment Larissa, à travers ses pratiques du téléphone mobile, crée un espace de vie mobile dans lequel elle met en place une diversité identitaire qui évolue en fonction des situations. Autrement dit, l'objet technique de communication constitue une médiation dans le contexte organisationnel des pratiques de son utilisatrice. Dans chaque espace d'interaction, Larissa construit une identité technologique, la « production » de soi étant ainsi inscrite dans une temporalité permanente non-linéaire. En ce sens, on peut soutenir que les rapports entre le dispositif sociotechnique et le soi sont produits subjectivement, au vu des

²¹² Au Congo-Brazzaville, comme dans d'autres d'Afrique noire, les Mikilistes ou Parisiens ce sont ceux qui habitent normalement en Occident et viennent au pays pour des vacances ou des voyages d'affaires d'une durée allant de quelques semaines à trois mois. Mikilistes dérive du terme « *Mikili* » (en lingala), qui accorde une connotation paradisiaque aux pays développés. Sans faire la distinction des pays ou villes, tous ceux rentrent du monde occidental sont considérés comme des Parisiens, jouissant à tort d'une très grande notoriété incompréhensible. Ce genre de complexe a souvent été à l'origine des projets d'émigration de la part des congolais, décidés d'aller à la recherche du paradis ou bonheur en Occident.

²¹³ « *Tu es le père de mes enfants...* »

²¹⁴ « *Tu es à moi chéri, moi aussi je suis à toi entièrement...* »

pratiques créatives, inventives. De surcroît, avec la rapidité d'accès et les capacités de stockage du mobile, les possibilités de mise en scène du soi sont devenues illimitées.

Dans ce même sens, nous avons constaté que connaître les logiques d'action et les sens que les jeunes congolais établissent à partir des pratiques du téléphone mobile, c'est chercher à appréhender pourquoi, comment, quand, où et dans quel but ils créent et récréent des relations culturelles en utilisant les SMS, les appels, la visioconférence, l'Internet mobile, etc. Le jeune usager, à partir de ses pratiques inventives, s'inscrit dans un réseau social (un univers mobile) et acquiert une multiplicité de comportements aux significations diverses au sein de la collectivité. C'est là « *où il recrée et fait de la diversité et de la polysémie dans l'interaction sociale* » (Martin-Barbero, 1990). On est certainement là face à des identités non homogènes et non excluantes. Elles sont une « *construction qui se narre et c'est dans la diversité de ces narrations que les identités se construisent* » (Martin-Barbero, 2001).

Enfin, le téléphone mobile s'inscrit dans l'histoire des dispositifs techniques comme un point de rencontre agrégeant dans une même technologie les fonctions de mobilité, la communication et l'expression graphique, puisqu'il reconfigure, d'une part, les pratiques antérieures de communication orale et propose d'autre part, des modalités relationnelles différentes de communication. Ces nouvelles opportunités tiennent, toutefois, au lien étroit que le mobile permet d'établir entre production identitaire et organisation du système relationnel, tel que nous l'avons vu dans cette étude. Les jeunes congolais y expriment, sous formes variées, certains traits de leur identité afin de mettre cette production au service de la sélection, de l'entretien et de l'enrichissement de leur propre espace univers ou mobile. Ces produits qui configurent ce que les jeunes sont, se produisent, selon Kaufman, dans des subjectivités et dans des processus de « *génération constante où il n'y a plus d'institutions qui déterminent la façon absolue de la formation de sujets.* » (Kaufman, 2005). C'est l'énonciation du soi qui se met ici au centre de la scène et marque sa place dans un espace mobile. Les institutions formelles sont mises à l'écart de cette configuration nouvelle des identités. L'énonciation du soi, la narration d'un soi, sont inscrites dans des singularités propres aux jeunes : marques émotionnelles, SMS, langage courant, verbes exprimant des sensations, musiques bruyantes, pratiques rituelles, etc. Dans ce sens, les contenus et les actions que les jeunes congolais réalisent avec le téléphone mobile sont fortement liés à leur contexte. De manière générale, l'investissement affectif est essentiel dans la stratégie de personnalisation, une pratique en variation constante, un travail toujours

recommencé, une action sans cesse en train de se faire.

**III- Analyser les « *formes organisationnelles de l'économie informelle* » au Congo-Brazzaville :
quelle appréhension du sens des pratiques du
téléphone mobile dans les activités
professionnelles ?**

Dans ce chapitre, notre objectif consiste à mettre en tension les discours de sens sur le téléphone mobile et la notion de développement ou changement au prisme des concepts de « *forme organisationnelle* » et de « *l'économie informelle* ». En effet, nous centrons notre analyse sur deux formes organisationnelles de pratiques professionnelles émergentes : la pratique du téléphone mobile dans l'agriculture traditionnelle et le commerce informel des femmes de Brazzaville. Toutefois, cette analyse critique nous permet de revisiter quelques éléments de la *théorie de la régulation sociale* de Jean-Daniel Raynaud pour susciter la discussion. L'enjeu est de mettre en avant la relation entre les TIC ou la communication et les actions des individus œuvrant pour le changement socio-économique dans un contexte situé.

Il est important de souligner qu'à la suite de Jürgen Habermas (1997), Dominique Wolton (1997) relève que la communication est un processus ambivalent, complexe et profondément ambigu. Elle est en même temps une promesse d'un monde plus démocratique (« *un agir communicationnel orienté vers l'intercompréhension* » pour reprendre les termes du philosophe allemand) et le reflet d'un monde dominé par l'intérêt (un agir instrumental). Il faut noter, par ailleurs, que les méthodes d'étude en SIC permettent d'appréhender la communication dans le sens de la relation humaine, et dans cette logique, l'analyse des échanges et rapports entre les acteurs des organisations professionnelles informelles au Congo-Brazzaville trouve en elle le ciment de la construction d'un monde commun. En d'autres termes, la communication, ainsi pensée, participerait à l'élaboration de liens sociaux qui sont marqués par l'intrication étroite de la passion et de l'intérêt, de la tradition et de la modernité, du hasard et du projet.

Par ailleurs, la signification de la notion de développement que nous rejoignons est celle qui a longtemps été au centre des débats de plusieurs écoles de pensée, stipulant substantiellement qu'il n'est autre chose que la réponse à l'aspiration et l'ultime effort d'un peuple de construire les conditions de « bien-être » ou de « mieux-être » collectif dans l'espace et dans le temps. Cette construction implique une compréhension et une volonté commune d'appropriation de toutes les ressources dans le but de construire un environnement où l'on a accès à l'eau potable, aux soins de santé, au logement, à l'éducation, aux biens de première nécessité. La déclaration des Nations Unies²¹⁵ est claire là-dessus :

²¹⁵ <http://www.un.org/fr/documents/udhr/>

« Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, le logement, les soins médicaux, ainsi que pour les services sociaux nécessaires: elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse, ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par la suite de circonstances indépendantes de sa volonté, « toute personne a droit à l'éducation » (Nations-Unies, Assemblée Générale, 1948).

Les travaux d'Alain Kiyindou²¹⁶ sur cette thématique du rapport des TIC et développement dans les pays du Sud renforcent notre recherche de terrain au Congo-Brazzaville. Son analyse critique que nous rejoignons stipule que le développement, entendu comme amélioration des capacités de l'homme ou des conditions sociales, économiques, politiques, culturelles, ne devrait pas être simplement pensé au regard de ce que les TIC peuvent apporter (Kiyindou, 2010), car celles-ci sont encore porteuses d'importantes zones d'ombre, souvent fondées sur les « *discours de la promesse* » (Miège, 2007), notamment les facteurs favorisant leur adoption, les conditions optimales de leur utilisation, mais aussi leur appropriation. Selon Kiyindou, un regard sur l'évolution des pratiques devrait permettre d'appréhender les différences contextuelles liées à des stratégies d'adaptation, d'appropriation particulière, tout à fait émergentes et inattendues. Et c'est précisément sur l'émergence de ces pratiques particulières que nous orientons notre observation empirique.

Notre analyse critique des formes d'organisation de l'économie informelle, les agriculteurs traditionnels et les commerçantes de produits en détail, nécessite dans ce même temps de repenser le rapport communication-organisation, qui constitue une problématique au cœur des débats scientifiques féconds en SIC (Delcombre, P., (dir.) 2000 ; Bernard, F., 2002, 2009 ; Mayer, A., 2004 ; Meyer, V., et Walter, J., 2003 ; Durampart, M., 2007 ; Giordano, Y., 1991 ; Bouillon, J-L., Bourdin, S., Loneux, C., 2007 ; Loneux, C., 2009 ; Pybourdin, I., 2010 ; Le Moëne, C., (dir.) 1998, 2012 ; Canivenc, 2006 ; Vacher, 2009etc.). Bien entendu, différentes manières de concevoir la communication cohabitent dans les organisations, mais cette cohabitation doit être aménagée sous peine de confusions interminables.

Jean-Luc Bouillon (2009) avance que considérer la communication comme « constitutive » de l'organisation semble devenir un paradigme de plus en plus largement partagé auquel se rattachent de nombreux travaux relatifs aux questions communicationnelles dans les

²¹⁶ Kiyindou, A., *TIC et développement socio-économique : enjeux et pratiques*, Lavoisier, Paris, 2010

organisations. Selon lui, une telle perspective d'analyse offre à priori la possibilité de mieux saisir les dynamiques reliant communication et organisation et d'apporter une meilleure compréhension du *phénomène organisationnel* dans les sociétés contemporaines²¹⁷. Nous pensons ici que même si la communication organisationnelle, en cours de développement au sein des SIC, et notre objectif est de conduire cette dynamique de problématisation à s'approprier et explorer les rapports et les formes organisationnelles émergentes (ou encore inconnues) observées au Congo-Brazzaville. Plusieurs enjeux contemporains justifient à eux seuls que les chercheurs en SIC se saisissent plus particulièrement de ces questions nouvelles dans un monde non occidental.

L'enjeu ne consiste pas simplement de mettre en évidence les processus de construction sociale reliant le singulier au général, le micro et le macro social, le matériel et le symbolique, mais il s'agit également de saisir comment des paroles, des discours et les actions concourent à la production d'une réalité sociale et collective que l'on peut qualifier « *d'organisation émergente* ». Dans tous les cas, malgré les divergences d'analyse, l'organisation peut être vue comme un *résultat*, c'est-à-dire une structure sociale au sein de laquelle les acteurs se situent, agissent et interagissent, mais aussi comme un *processus* évolutif, en construction permanente, au travers des actions et interactions des individus qui la constituent. L'organisation est une dynamique sociale, qui peut être saisie au travers des « dimensions communicationnelles » qui la traversent²¹⁸. C'est dans ce sens que nous appréhendons les organisations des agriculteurs ruraux et des femmes vendeuses en détail des produits alimentaires du Congo-Brazzaville.

De ce fait, il ne s'agit pas pour nous de faire parler uniquement les acteurs, mais plus important encore de les observer en situation d'interaction, de communication, de travail, quand ils œuvrent, quand ils échangent et quand ils explicitent leurs manières d'agir. Car, c'est bien l'observation de ces différents moments et niveaux qui renvoie inéluctablement, pour paraphraser Michel Durampart, à ce que nous désignons comme l'étude contextualisée de la complexité (Durampart, 2007) de cette situation au Congo-Brazzaville. Ainsi, nous situons notre analyse dans la perspective de Goffman (1953 : 8), cité par Yves Winkin (2003 : 154), car « *Ceci n'est pas l'étude d'une communauté, c'est l'étude de ce qui s'est passé dans une communauté* ». De fait, il s'agit bien d'observer comment le téléphone mobile est réapproprié et s'insinue dans

²¹⁷ Bouillon, J.-L., Comprendre l'organisation par la communication sans réduire l'organisation à la communication. *Enjeux, perspectives et limites d'une théorisation communicationnelle de l'organisation*, Actes du colloque « *Nouvelles tendances en communication organisationnelle* », 77ème Congrès de l'ACFAS, Université d'Ottawa, 14-15 mai 2009.

²¹⁸ Ibid

des usages particularisés, devenant un construit social qui mobilise les acteurs, les fait agir et penser. L'objet technique n'a donc pas une dimension structurante et organisante²¹⁹. Il stimule les opérations des acteurs dans une démarche singulière mais il ne peut constituer un support organisationnel pour définir des pratiques communes et harmonisées. C'est ce que nous allons soumettre à la discussion dans ce chapitre.

III.1. Revisiter les concepts clés issus du terrain pour appréhender le sens des phénomènes observés.

III.1.1. Pour quelle signification à la notion de « *forme organisationnelle* » dans le cadre de notre étude au Congo-Brazzaville ?

Notre inscription en SIC fortement revendiquée permet de questionner une notion d'une pluralité sémantique, « *forme organisationnelle* », en mobilisant quelques travaux de chercheurs dans une approche interdisciplinaire. Ainsi, Laurent Thévenot, dans un article paru en 1983, pense les formes organisationnelles dans une perspective socio-économiste, évoquant la catégorie d'« *investissements de formes* » pour décrire les référentiels élaborés en vue de structurer les formes organisationnelles. Les investissements de formes ont un caractère littéralement matériel, et participent de la perpétuelle objectivation des formes organisationnelles. Ils contribuent à la mise en forme des organisations comme structure, littéralement spatiale, inscrite dans des lieux, dans des formes stables et possédant des ressources évaluables. L'auteur prend l'exemple des travaux et principes d'organisation industrielle imaginés par Taylor, en analysant les instruments que celui-ci met en œuvre pour prescrire les formes organisationnelles les plus adaptées à des objectifs de production. Il décrit ces dispositifs intellectuels comme des instruments pouvant être considérés comme « *autant de formes qu'il s'agira de spécifier, de décrire pour rendre compte de l'éventail de ces différentes formes, outils, bordereaux, marques, consignes, formations, habitudes etc....* »²²⁰. Dans ce sens, ces

²¹⁹ Michel Durampart, « Les TIC et la communication des organisations : un dispositif révélateur des émergences ambivalentes de nouvelles formes organisationnelles », Communication et organisation [En ligne], 31 | 2007, mis en ligne le 01 juillet 2010, consulté le 15 octobre 2012. URL: <http://communicationorganisation.revues.org/186>

²²⁰ Laurent Thévenot, *Les investissements de formes*, Paris, note de travail, 1983.

investissements de formes sont des instruments de pilotage de l'action, sinon langagiers, du moins fortement sémiotiques, c'est-à-dire dotés de signification conventionnelle définie dans le cadre contraint de l'organisation du travail. L'auteur met en lumière ici la question de stabilité des organisations. Ceci n'est pas notre conception des formes organisationnelles.

Nos formes organisationnelles, l'agriculture traditionnelle et le commerce informel au Congo-Brazzaville, sont conçues dans leur dynamique, ce sont des formes processuelles, des formes-projet, éphémères, dont les ressources, perpétuellement émergentes, qui se confondent avec les processus de structuration eux-mêmes. Ces formes organisationnelles ne visent que la synchronisation et s'appréhendent dans leur devenir, non dans leur état stable. Nous saisissons ces formes organisationnelles au travers des processus de mise en forme au sens de Simondon²²¹, à travers le « *potentiel de mutation* », permettant à une forme organisationnelle de devenir perpétuellement autre qu'elle n'est. En ce sens, « *l'état normal* » des organisations est l'instabilité, « *la tendance dissipative* » et non pas l'ordre stabilisé (Le Moëne, 2012). Dans ce sens, les pratiques du téléphone mobile s'appréhendent dans l'instabilité de ces formes organisationnelles des agriculteurs ruraux et des commerçantes de Brazzaville, non pas comme des états intrinsèques indépendamment des situations d'usage, des contextes d'usage, car les objets techniques sont eux-mêmes des dispositifs qui intègrent en permanence leur propre obsolescence. Ainsi, nous pensons, à l'instar de M. Crozier et E. Friedberg, que l'organisation est « *un instrument que des acteurs sociaux se sont forgés pour régler leurs interactions de façon à obtenir le minimum de coopération nécessaire à la poursuite d'objectifs collectifs, tout en maintenant leur autonomie d'agents relativement libres.* » (Crozier, Friedberg, 1977, p.196).

III.1.2. De la notion d' « économie informelle »

L'économie informelle est, elle aussi, une notion floue. Un bref état des lieux des débats relatifs à ce concept s'avère nécessaire. Ainsi, dans son article paru en 2007²²² Odile Castel apporte un éclairage scientifique sur le renouvellement des débats théoriques sur les activités économiques dites « *informelles* » dans les pays en voie de développement. L'auteure reconnaît en premier lieu que la notion d'économie informelle fut utilisée pour la première fois dans une

²²¹ Simondon, G., (2005) *L'individuation à la lumière des notions de forme et d'information*, Millon, Paris, 400 p.

²²² Castel, O., *De l'économie informelle à l'économie populaire solidaire : Concepts et pratiques*, CREM, Faculté des Sciences Economiques, Université de Rennes 1, 2007

étude de Keith Hart (1973) sur le Ghana et concernait uniquement les activités de petite taille, essentiellement destinées à procurer des revenus de subsistance aux nouveaux citadins, produits d'un exode rural particulièrement important dans les années 70 en Afrique sub-saharienne. Plus tard, la notion va englober l'ensemble des petites activités qui, du fait de leur origine traditionnelle ou de leur caractère récent ou spontané, se sont démultipliées et consolidées en rapport avec le chômage endémique en progression constante dans les différents pays confrontés à la crise économique et aux conséquences sociales des programmes d'ajustement structurel initiés sur le continent africain au cours des années 1980 et 1990. La genèse de ce concept est donc liée à l'observation de l'existence d'activités productives non déclarées dans les villes des pays en développement. Nos recherches montrent d'ailleurs que le développement au Congo-Brazzaville ne devrait être envisagé sans tenir compte de l'importance que recouvre ce secteur²²³.

En dépit de la difficulté à définir ce concept de manière précise dans la perspective de développement des pays du Sud, Marc Penouil²²⁴ tente néanmoins de trouver un sens à cette notion qui semble proche à notre analyse. Pour lui : « *Les activités informelles sont avant tout une forme particulière de la dynamique sociale dans les sociétés en développement. Elles sont une réponse de la société aux besoins nouveaux, aux mutations structurelles, aux contraintes sociales résultant de l'influence du développement transféré sur toutes les catégories sociales* » (Penouil, 1978 :74). Les activités informelles ne sont donc pas simplement un phénomène passager, ni marginal voué à disparaître dans le temps. L'ampleur et la complexité de ces activités dans la vie économique et sociale demeurent globalement incontestées et reconnues²²⁵ sur le terrain. Appolinaire Attant Ngouari se rapproche de ce point de vue. Il considère

²²³ Le terme « *informel* », désignant l'ensemble d'activités productives de petites tailles de nature très diverse, renvoie à l'idée de l'absence de forme stable. Le terme anglais « *informal* » signifie irrégularité ou « sans cérémonie », il renvoie donc à l'absence de caractère officiel et pas forcément à l'absence de forme (Castel, 2007). C'est pourquoi certaines approches préfèrent parler d'« *économie non structurée* » (Charmes, 1980 ; Nihan, 1980 ; Sethuraman, 1976). On utilise aussi le terme d'économie « *non officielle* » (Archambault et Greffe, 1984), expression qui semble plus proche de la signification de l'anglais « *informal* ». D'autres auteurs mettent l'accent sur la participation active des populations à ces activités en utilisant les termes « *spontané* », « *populaire* » : « *le développement spontané* » (Lachaud et Penouil, 1985), « *économie populaire* » (De Soto, 1994), ou encore associent les deux : « *économie populaire spontanée* » (De Miras, 1984 ; Morice, 1985).

²²⁴ Penouil, Marc. 1978. « Préface » in P. Mettelin et S. Schaudel sous la direction de, « Les activités de transition et le secteur informel à Abidjan », Bordeaux, C.E.A.N, Études économiques Africaines.

²²⁵ Ngouari, Appolinaire Attant. 2005. *Économie informelle et pratiques populaires au Congo-Brazzaville : état des lieux et perspectives*, Montréal, Cahiers du LAREPPS, n005-09,UQAM, 40 p.

« L'économie informelle comme étant l'ensemble des activités de survivance, des transactions économiques parallèles, non enregistrées au niveau de l'État, à ancrage beaucoup plus social et qui ont pour but d'assurer le minimum vital quotidien avec des mécanismes de redistribution de nature purement sociale. Ces activités sont plus concentrées en milieu urbain, mais également présentes en milieu rural » (Ngouari, 2005 :1-2).

Dans les travaux d'Odile Castel, les études sur l'économie informelle sont rattachées à trois grands courants de pensée, dont nous n'avons pas l'intention de développer dans cette thèse malgré leur pertinence dans la compréhension de ce phénomène, à savoir : les analyses inspirées de la théorie néo-classique de la concurrence, les analyses du courant structuraliste et les analyses socio-économiques. En effet, si l'importance et la fécondité de ces débats théoriques restent incontestables, notre analyse critique se focalise sur les activités de l'économie informelle que l'on trouve dans les « *niches* », là où l'économie formelle capitaliste occidentale n'arrive pas facilement. Nous choisissons une perspective non dualiste de l'économie informelle au regard de la particularité et de l'évolution de ses pratiques observées sur le terrain au Congo-Brazzaville. A cet effet, les concepts *d'économie populaire*, *d'économie populaire solidaire*, *d'économie informelle* seront utilisés de manière interchangeable pour évoquer ou décrire ce phénomène.

III.2. L'agriculture rurale à l'heure du téléphone mobile au Congo-Brazzaville : quelles reconfigurations des pratiques ?

L'agriculture continue de représenter le moteur essentiel du développement économique et social pour la plupart des pays pauvres. Et la communication est toujours au cœur des activités et de l'évolution de ce secteur. Alain Kiyindou développe une réflexion sur la question de l'agriculture dans les pays en développement en la considérant comme le secteur le plus important de l'économie de ces pays. Elle constituerait la principale source de revenus. Cependant, pour le chercheur, si les pays du Sud n'ont pas réussi à asseoir une industrie agricole digne de ce nom, à leur niveau, les ruraux ont néanmoins su développer des techniques leur permettant d'assurer leur survie et de protéger en même temps l'environnement dans lequel ils vivent (Kiyindou, 2010). Ce sont bien ces compétences des ruraux, ces stratégies et pratiques des villageois congolais qui sont au cœur de notre recherche de terrain.

Par ailleurs, Kiyindou préconise que les TIC devraient constituer l'un des moyens efficaces non seulement pour garantir une bonne productivité dans les activités agricoles, mais surtout dans la mise à disposition des informations adaptées aux acteurs de ce secteur. Car, constate-t-il, au-delà des disparités, apparaissent des décalages dans les rationalités, notamment entre le modèle diffusé dans les médias et les pratiques générales des agriculteurs des pays en développement. Autant qu'un impératif économique, l'activité agricole se doit d'être un devoir de la vie collective en société dans les pays pauvres. Ce qui doit être valorisé, c'est l'activité en elle-même, indépendamment de sa fonction proprement économique. Pierre Bourdieu parle d'ailleurs à ce sujet de capital symbolique. « *Le capital symbolique est ce capital dénié, reconnu comme légitime, c'est-à-dire méconnu comme capital (la reconnaissance au sens de la gratitude suscitée par les bienfaits pouvant être un des fondements de cette reconnaissance) qui constitue sans doute, avec le capital religieux, la seule forme possible d'accumulation lorsque le capital économique n'est pas reconnu* » (Bourdieu, 1980). Le comportement de l'agriculteur est ainsi déterminé par les règles du jeu du milieu ou du système dont il fait partie. A la différence des pratiques modernes qui se corrigent à la suite de calculs quasi scientifiques, les pratiques des agriculteurs ruraux du Congo-Brazzaville sont à analyser en termes d'*habitus*, sortes d'hypothèses pratiques fondées sur l'expérience passée (Kiyindou, 2010), mais en perpétuelle évolution.

L'enjeu est donc de sortir du modèle diffusionniste qui a longtemps caractérisé l'approche des gouvernements des pays du Sud qui ont souvent cru que la réussite des pays industrialisés était la voie à suivre. Les acteurs politiques africains ont souvent cru susciter le développement par la diffusion et l'adoption à grande échelle des technologies modernes, en œuvrant à la planification de la modernisation dans les capitales nationales sous la direction de spécialistes venus des pays industrialisés. Ces experts cherchent en premier à introduire un peu de rationalité : accroître la productivité, accélérer les ventes, améliorer les locaux, investir dans l'équipement et, entrer dans l'accumulation et la croissance illimitée. Et les médias ont toujours servi de relais d'informations pour la propagande de ce modèle complètement en décalage aux réalités des populations concernées. Ainsi, la conférence d'Accra²²⁶ marque un tournant important car la vision de l'agriculture s'est trouvée changée. Cette période est ponctuée par les débats initiés dans le cadre de l'animation rurale en vue de la remise en question des méthodes d'approche du monde rural et

²²⁶ Conférence intergouvernementale tenue à Accra, Ghana, en 1975.

de la mise en œuvre de nouvelles voies pour un meilleur partage des savoirs²²⁷. L'approche du développement communautaire, qui découle de cette réflexion, soutient que la communication ne devrait plus être le simple transfert de l'information. Il importe donc de savoir de qui provient une communication et comment les décisions menant à cette communication ont été prises. Les communicateurs ne sont donc plus des courroies neutres de transmission de l'information, mais devenaient des acteurs du changement (Kiyindou, 2010).

Cette étude laisse entrevoir que la rationalité des acteurs de l'agriculture traditionnelle rencontrés est basée sur des principes qui dépassent souvent la sphère économique. Elle nous introduit dans un monde de croyance, de solidarité, de pratiques ancestrales, une logique souvent mal comprise. Comme le rappelle le rapport mondial sur le développement humain, « *le développement humain consiste d'abord et avant tout à permettre aux gens de mener le genre de vie qu'ils veulent – et à leur donner les outils et les opportunités pour faire ces choix* » [PNU 04]. Le développement consiste donc à surmonter toutes les formes de non-liberté, qui restreignent les choix des gens et réduisent leurs possibilités d'agir (Sen, 1999).

III.2.1. Un regard renouvelé dans l'organisation des activités de l'agriculture traditionnelle.

Les recherches effectuées à Boundji et à Makoua (localités situées dans la partie Nord au Congo-Brazzaville), auprès des paysans sur l'usage du téléphone mobile dans les pratiques agricoles permettent de comprendre leurs manières de faire. Nous avons ainsi observé les modes de structuration et l'évolution de l'organisation des activités d'un système agricole que nous pouvons appelé « *rural* », « *familial* » ou « *traditionnel* ». Cette agriculture est rurale, parce qu'elle se pratique dans les zones éloignées, enclavées et pauvres par rapport à la ville ; elle est familiale, parce que l'ensemble des acteurs ont souvent des liens de parenté ou d'alliance familiale ; enfin, elle est traditionnelle de par ses caractéristiques renvoyant à la culture et aux pratiques ancestrales locales : par exemple, l'usage des techniques et outils rudimentaires. Il s'agit donc d'une agriculture des paysans fondée sur de nombreuses logiques *traditionnelles* d'autoconsommation en mutation permanente. Les cultures vivrières qui couvrent ce secteur sont

²²⁷ Conclusions du séminaire d'Ouagadougou, Burkina Faso, 1981.

très variées et sont globalement destinées à l'alimentation humaine, et rassemblent essentiellement des racines et tubercules (igname²²⁸, manioc²²⁹, etc.), des féculents (plantain), des céréales (maïs, sésame, etc.) et des légumineuses (arachides, haricot, etc.). C'est précisément sur la culture de l'igname et du manioc que nous focalisons notre recherche, l'objectif étant d'appréhender le sens de la communication par l'usage du téléphone mobile en observant les pratiques des acteurs.

En effet, l'agriculture traditionnelle constitue l'une des premières formes d'organisation du travail agricole et source d'emploi dans le monde. Il s'agit d'une famille qui tire ainsi de ses activités agricoles une partie des aliments qu'elle consomme ou un certain revenu. Nous avons pu relever que cette forme agricole s'inscrit dans un ensemble de relations de voisinage où ont lieu de multiples échanges. De ce fait, les échanges avec des agriculteurs « ruraux » ou « traditionnels » de Boundji et de Makoua, nous permettent de mettre en évidence la construction d'une compréhension plus approfondie de la réalité locale. L'enjeu n'est pas d'aboutir à des conclusions généralisables à propos de l'usage du téléphone mobile dans les pratiques de cette forme organisationnelle observée, mais plutôt de dégager, partant des données qualitatives de terrain, des orientations sur cette appropriation du téléphone mobile par les paysans, susceptible de faciliter le processus de compréhension de ces phénomènes.

Il est important de préciser que le choix des acteurs rencontrés ou observés ne répond pas à une quelconque nécessité de représentativité statistique, mais plutôt à un intérêt de rencontrer des agriculteurs issus de contextes divers, tout en suivant la méthode qui consiste à nous appuyer sur le réseau personnel et celui des connaissances des acteurs rencontrés. Naturellement, les différences de personnalité des individus associées à leurs histoires de vie personnelles, ainsi que les conditions de vie spécifiques qui en découlent, déterminent des conditions différentes de participation individuelle dans les divers domaines de la vie sociale ou professionnelle, et cela malgré les aspects socioculturels partagés avec le reste de la communauté. Si, d'un côté, il faut

²²⁸ L'igname remplace de façon originale la pomme de terre ou la patate douce. C'est un légume exotique qui fournit plusieurs vitamines et minéraux. Les antioxydants qu'elle contient procureraient aussi plusieurs bienfaits sur la santé. http://www.passeportsante.net/fr/Nutrition/EncyclopedieAliments/Fiche.aspx?doc=igname_nu.

²²⁹ Le manioc (*Manihot esculenta*) est un arbuste vivace de la famille des Euphorbiacées, originaire d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, plus particulièrement du sud-ouest du bassin amazonien. Il est aujourd'hui largement cultivé et récolté comme plante annuelle dans les régions tropicales et subtropicales. On consomme généralement ses racines très riches en glucide et sans gluten, mais aussi ses feuilles en Afrique, en Asie et dans le nord du Brésil (pour la confection du *maniçoba*). Le manioc étant une plante à racine, le terme « racine tubéreuse » est scientifiquement plus approprié que le terme « tubercule ». <http://fr.wikipedia.org/wiki/Manioc>

considérer que la tradition et les coutumes liées à la culture congolaise influencent les attitudes individuelles des membres d'une communauté donnée, engendrant un certain niveau d'homogénéité, de l'autre, on ne doit pas négliger les conditions de vie qui souvent les différencient. Ceci nous conduit, encore une fois, à rappeler la complexité des relations humaines et une mise en garde contre des tendances simplistes de généralisation. Nous avons donc fait attention à cette question de la complexité humaine pour mieux situer notre recherche.

III.2.2. Penser l'agriculture rurale et ses mutations.

Boundji et Makoua sont deux localités qui connaissent récemment un lent processus d'urbanisation. On peut notamment parler de la présence des écoles, d'un hôpital, des structures politico-administratives comme la mairie, la sous-préfecture, avec un commissariat de police et une brigade de la gendarmerie nationale. Malgré une population chacune allant de 1000 à 1500 habitants environ, les activités principales des populations se concentrent jusqu'à ce jour autour de l'agriculture rurale. Ainsi, notre maîtrise des dialectes locaux, de la culture locale et l'étendu de notre réseau relationnel sont des éléments déterminants pour conduire notre recherche. Ainsi, nous avons pu observer les pratiques, les stratégies d'action, le savoir-faire, les scènes d'interaction qui ne sauraient être naturels, des allant de soi, mais dépendant essentiellement du jeu des acteurs.

Notre séjour dans ces deux localités permet de distinguer l'existence de trois formes de pratiques de l'agriculture traditionnelle, signes des reconfigurations qui gouvernent ce monde rural longtemps qualifié de stable et archaïque. L'une des caractéristiques fondamentales de ces formes organisationnelles c'est bien leur fort ancrage culturel, social et communautaire. En effet, la première forme organisationnelle de l'agriculture rurale identifiée se structure autour d'une famille et de son chef, chaque famille devant posséder une partie de terre appelée localement « *champ* » (« *élanga* » en lingala, « *bilanga* » en kituba²³⁰). Il s'agit d'une forme d'organisation ancestrale des activités agricoles fondamentale pour la subsistance de chaque famille. Elle est pratiquée généralement par l'ensemble des populations des pays du Sud, spécialement celles situées dans les zones industriellement et économiquement pauvres, puisqu'elle permet aux

²³⁰ *Lingala et le kituba* sont les deux langues nationales, la première étant essentiellement pratiquée dans la partie septentrionale du pays, et la deuxième dans la partie méridionale.

démunis de se nourrir. Et, les outils de travail utilisés sont essentiellement trois : la houe²³¹ qui sert à retourner les sols, la machette pour débroussailler et couper les arbustes, et enfin la hache²³² qui sert à l'abattage des arbres et à couper du bois. Dans la répartition des tâches, la houe et la machette sont souvent utilisées par les femmes, tandis que la hache et la machette le sont par les hommes, en fonction du rapport de forces et efforts physiques.

Le chef de famille, après acquisition des terres soit par héritage ou par prêt, procède à l'organisation des activités du champ associant tous les membres de sa famille, particulièrement sa femme et ses enfants. Au premier rang de ces activités, se place la culture du manioc, aliment de base, vital pour les populations dans l'ensemble. Il faut noter qu'à Boundji et à Makoua les paysans parcourent à pied des distances considérables, environ 10 à 15 kilomètres par jour, pour trouver une zone fertile pouvant abriter un champ de manioc. Ce qui fait qu'ils doivent sortir très tôt le matin et rentrer tard le soir. Les travaux des champs se déroulent, sauf aléas, pendant cinq (5) jours hebdomadaires (Lundi, Mardi, Mercredi, Vendredi et Samedi). Les paysans emploient toutes leurs forces pour atteindre les objectifs d'une bonne culture de manioc, ce qui pose énormément de problèmes aux personnes âgées.

Ainsi, les garçons de la famille accompagnent leur père en participant aux travaux d'abattage des arbres, de la coupe des arbustes, tandis que les filles travaillent avec leur mère à remuer les sols et à planter les branches tubéreuses du manioc ou des ignames. Par ailleurs, les hommes de la famille s'occupent de la coupe du bois de chauffe pour la cuisson des aliments, les femmes, elles, s'adonnent aux activités de binage et de sarclage. Et cette organisation est fondée sur un respect

²³¹ Pour l'agriculteur, la houe est un outil de base pour tous les travaux de la terre. La houe est constituée d'un soc en acier au carbone forgé à chaud, d'un manche en bois (souvent de frêne) de 1 m à 1,20 m ou plus. La longueur du manche doit être adaptée à la taille de l'utilisateur si on veut éviter les fatigues articulaires du dos notamment lors d'utilisations prolongées. Une houe est un outil agricole, horticole et de jardinage utilisé pour le travail superficiel du sol dans les champs et les jardins. Elle est indispensable pour effectuer de nombreux travaux, notamment pour remuer et émietter la terre après bêchage, désherber, butter les pommes de terre, et creuser le sol pour les plantations. En Afrique, la plupart des outils agricoles ne sont autres que des houes dont les fers et les manches ont des dimensions variables en fonction de l'utilisation qui en est faite (sarclage, binage, etc.) <http://fr.wikipedia.org/wiki/Houe>

²³² Une hache est un outil formé d'une lame (ou fer) actuellement de métal (d'acier le plus souvent), attachée à un manche de bois. Elle est le plus souvent utilisée pour couper du bois, mais elle fut également employée comme arme. Les pompiers l'utilisent parfois pour ouvrir des portes. Les plus anciennes traces de haches ont été trouvées en Afrique et leur âge est évalué à 1,6 million d'années. Le terme qui désigne cet outil dans la Préhistoire est hachereau. Les premières haches étaient formées d'une pierre taillée insérée entre deux planches de bois serrées l'une contre l'autre avec une corde, qui servait également à faire tenir la lame en place. Les plus récentes sont formées d'une lame percée où l'on fait passer le manche. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Hache>

scrupuleux de la périodicité, car la culture du manioc et d'igname requiert l'observation d'une certaine temporalité fondée sur le respect des saisons particulières. Les travaux de débroussaillage, de l'abattage des arbres, remuer les sols et planter s'effectuent pendant la période dite « *grande saison sèche* », couvrant les mois de Juin, Juillet, Août et Septembre. En Décembre, vient le moment du sarclage en pleine « *grande saison des pluies* », tandis que la récolte intervient vers le mois d'Avril ou Mai. Il faut donc quasiment une année entière pour atteindre les résultats de l'activité agricole autour de la culture du manioc.

Ce qui est intéressant pour les acteurs c'est la valeur symbolique de cette forme organisationnelle informelle et traditionnelle. Cette valeur symbolique s'appréhende essentiellement dans leurs discours et actions ancrés profondément dans la culture ancestrale locale. En effet, en dépit des difficultés à exercer cette activité, les personnes interrogées (à Boundji et à Makoua) mettent en avant la nécessité de pérenniser une tradition léguée par les anciens. Car, à les entendre, chaque personne devrait se définir dans le travail des champs. Chaque habitant du village devrait donc avoir un champ au risque d'être considéré comme un banni de la société et de la culture ancestrale. Philippe O. (69 ans) et Marie-Jeanne P. (61 ans), un couple vivant à Makoua, pensent que : « *Ce sont nos grands parents et nos parents qui nous ont montré la voie à suivre. On ne peut vivre sans se nourrir, surtout que nous avons des enfants. Pour cela, il est important de développer l'agriculture rurale, avoir un champ, cultiver des produits alimentaires....d'ailleurs dans le temps c'était comme une règle qui s'imposait à tous, un impératif : aucun parent ne pouvait donner sa fille en mariage à un homme ne démontrant aucune bravoure aux travaux champêtres... De même qu'on ne peut accepter que son fils épouse une femme qui ne soit habile à travailler dans les champs pour maintenir son foyer. Vous devez savoir que les femmes chez nous sont celles qui maintiennent la famille en bonne santé nutritionnelle, alors comment accepter une paresseuse au foyer ? On pense que celui ou celle qui le fait s'expose à la colère des ancêtres qui ont tout donné pour nous.* »²³³

Par ailleurs, des personnes âgées à Boundji fustigent sans détours l'abandon de l'agriculture traditionnelle par les nouvelles générations sous prétexte de vivre l'époque de la modernité. Ainsi, Marc L. (73 ans) souligne non sans regret que : « *Le travail de la terre, cultiver un champ pour la famille, c'est une sorte d'affirmation de son identité humaine et un attachement à notre culture. Mais que constatons-nous aujourd'hui ? Les jeunes aiment la vie facile. Ils s'adonnent*

²³³ Entretien du 18 Juillet 2013 à Makoua.

facilement aux antivaleurs : ils volent, ils assassinent, ils pillent, ils fument des stupéfiants dangereux, ils violent....enfin, ils font tout ce qui est contraire à nos valeurs...Chaque fois ils nous disent que le monde a changé, qu'il fallait vivre comme les blancs. Et tout ça. Selon vous, les blancs ont-ils abandonné leur culture ? Les nouvelles générations d'ici ignorent que travailler la terre, aller au champ, est d'abord une valeur humaine, ce n'est pas uniquement pour manger. Avoir la capacité d'assurer une bonne alimentation à sa famille, c'est la meilleure façon de la sécuriser...et cela passe avant tout par le travail de la terre...On reconnaît un grand homme ou une grande femme après sa mort par son amour des champs, c'est son histoire dans ce domaine qui force respect et admiration selon nos traditions²³⁴.»

Deux moments significatifs observés confirment ce propos et permettent de mettre en exergue l'importance des outils de travail des champs comme valeur symbolique : les cérémonies rituelles. Premièrement, du point de vue historique, les anciens déposaient une houe sur la sépulture d'une femme et une hache sur celle d'un homme, chacun ayant marqué la communauté par son ardeur, son dévouement et sa bravoure le sens des travaux champêtres. Une sorte de communication s'établit alors entre les vivants et les morts. L'enjeu, selon nos interlocuteurs, est de permettre à ces derniers de *continuer à le faire dans l'au-delà*, mais également de devenir des modèles et protecteurs de ceux qui restent en vie. Le second moment d'expression de cette valeur symbolique s'observe encore aujourd'hui lors de la cérémonie du mariage *traditionnel* (la remise de la dot). En effet, quelque soit la classe sociale d'appartenance de la future mariée, le futur époux apporte symboliquement les trois instruments de l'agriculture traditionnelle à sa belle-famille, c'est-à-dire une houe pour la mère, une hache pour le père et une machette. Plusieurs interprétations émergent de cette pratique culturelle, mais nous avons recueilli celle de Emilienne W., qui habite à Boundji, qui explique que : « *La remise de ces outils est hautement symbolique, même si la fille appartient à la famille du président...c'est la meilleure façon pour le futur époux d'exprimer sa reconnaissance aux parents de sa future épouse pour le travail abattu, qui leur aura permis de nourrir leur fille, une reconnaissance de leurs efforts pour la faire grandir jusqu'à devenir une femme....c'est un peu rendre hommage à ceux qui nous ont appris la valeur de cultiver son champ pour se nourrir...beaucoup de choses peuvent être dites à*

²³⁴ Entretien du 23 Juin 2014 à Boundji.

*ce propos, mais nous tenons à pérenniser cette culture dans notre société dans cette perspective des échanges.*²³⁵ »

Par ailleurs, la deuxième forme des pratiques de l'agriculture traditionnelle qui ressort de notre étude, marquant la mutation des pratiques de cette agriculture des paysans, est celle que nous appelons par la « *mutualisation des forces pour l'efficacité d'action* »²³⁶. Il ne s'agit pas d'une forme d'agriculture rurale en rupture radicale avec celle que nous avons exposée en premier, qui voit comme acteurs principaux les seuls membres de la famille. Mais celle-ci symbolise l'évolution concrète des manières de faire. En effet, les paysans mutualisent leurs efforts et forces en se constituant en groupe pour travailler ensemble dans les champs de chaque membre. A tour de rôle, de façon coordonnée et organisée, ils s'entraident mutuellement exerçant les mêmes tâches autrefois réservées aux seuls propriétaires du champ.

En ce sens, dans un fort élan de solidarité, les hommes se regroupent²³⁷ entre eux pour former une équipe dynamique capable de réaliser des actions communes, l'enjeu étant réduire le temps requis pour préparer un champ de manioc, mais surtout pour réduire la perte en énergie que cela requiert. Les activités concernent essentiellement l'abattage des arbres, le débroussaillage et la coupe des arbustes dans le champ de chaque membre. Les acteurs concernés procèdent effectivement de manière suivante : ils décident de travailler deux fois par semaine dans le champ d'un membre, procédant au traçage équitable de l'espace à cultiver. Le propriétaire du champ, à son tour, se charge de préparer le repas pour les autres membres du groupe. Voilà les modes d'action que nous retenons dans cette organisation du travail, bien qu'il en existe d'autres.

De la même manière, les femmes de Boundji et de Makoua²³⁸ procèdent à la construction d'un système de travail collectif selon les règles définies ensemble: remuer les sols, couper les arbustes, planter les tubercules de manioc et d'igname, le sarclage et le binage. Le mode d'organisation et de fonctionnement est donc identique à celui des hommes, car l'objectif c'est effectivement la convergence des efforts pour atteindre de meilleurs résultats. Il est évident que

²³⁵ Entretien du 17 Février 2012 à Boundji

²³⁶ Ceci est notre concept pour qualifier l'organisation des groupes de paysans observés à Boundji et Makoua.

²³⁷ Nous avons rencontré un groupe composé de 11 personnes, mais le nombre de membres varie continuellement en fonction des nécessités.

²³⁸ Nous en avons rencontrées 9 appartenant au même groupe. Là également le nombre change continuellement.

cette façon d'agir participe au renforcement du vivre-ensemble, mais aussi du sentiment d'appartenance à la communauté locale. Cependant, l'organisation des femmes va souvent au-delà de ce que font les hommes. Car, elles réussissent à concrétiser leur mutualisation des forces en élaborant, par exemple, un champ collectif dans la plaine de Boundji. La particularité de ce système féminin tient à deux éléments : il ne se fait pas dans une forêt, donc il ne requiert aucun effort de la part des hommes ; les cultures principales développées sont souvent les ignames, les légumes et les arachides. Nos interlocutrices nous rassurent quant à l'équité dans le partage des produits de la récolte. Au final, elles se structurent en association en vue d'une gestion partagée des expériences diversifiées.

Enfin, la troisième forme d'organisation des pratiques agricoles observée à Boundji est celle que nous nommons par « *la spécialisation du métier d'agriculteur traditionnel* ²³⁹ ». En effet, cette réalité émergente concerne des personnes relativement jeunes, hommes et femmes. Les premiers créent de manière spontanément un collectif pour offrir leurs prestations aux personnes voulant développer leurs champs en échange d'une certaine somme d'argent correspondant au travail à effectuer. Ainsi, le propriétaire du champ négocie un accord avec ce collectif et un travail de coordination se fait en amont avec le représentant du collectif des spécialistes afin de définir un plan d'action. Par ailleurs, le collectif des femmes offre, lui aussi, ses prestations en échange d'argent suivant le même principe pour, notamment, remuer les sols, planter les tubercules, sarcler les plantes après entente avec le propriétaire du champ. Le nombre de personnes qui composent ces groupes et les modes d'agir changent en permanence.

Certains acteurs interrogés tentent de justifier l'émergence de ces nouvelles pratiques dans l'agriculture traditionnelle. Ainsi, Yvonne O. (39 ans), recrutée depuis trois (3) ans au service de balayage des rues à la mairie de Boundji, évoque la question de la diversité d'occupations des personnes tout en reconnaissant les mutations qui gagnent le monde rural congolais selon les générations : « *Je reconnais l'importance de cultiver un champ, c'est fondamental pour tenir son foyer, nourrir ses enfants et assurer leur avenir. Mais les temps ont considérablement changé et il n'est plus possible de pratiquer cette agriculture comme l'ont fait nos ancêtres. Eux, ils n'avaient que ça à faire, alors que de nos jours nous sommes pris dans moult activités. Dans ce cas, l'une des solutions efficaces consiste à payer les groupes de jeunes qui nous permettent d'avoir un champ tout fait...seul l'argent devient le maître selon les règles d'échanges. Si vous*

²³⁹ Ce terme est bien évidemment le fruit de notre invention.

*prenez mon cas, vous comprendrez que je n'ai plus le temps comme avant, donc je préfère échanger mon argent avec leurs prestations. On peut dire que c'est une chance de les avoir sinon on perd notre tradition... »*²⁴⁰

En revanche Adèle M. (65 ans) pense que cette nouvelle forme des pratiques agricoles, une sorte d'économie informelle, bien que nécessaire, porte les germes des inégalités sociales dans la communauté locale, entre ceux qui peuvent avoir les moyens financiers pour payer les spécialistes des travaux champêtres et ceux qui n'en disposent pas. De son point de vue, la conséquence directe serait la fissure de l'harmonie culturelle et communautaire, une véritable rupture avec la tradition des anciens. Toutefois, elle apprécie les initiatives tendant à la mutualisation des forces de travail entre les paysans pour une meilleure efficacité. Selon elle : *« Cela est une manière de permettre également aux veuves, aux personnes vivant seules par le fait que tous les enfants habitent dans les grandes villes...ou même pour d'autres raisons, de s'assurer un champ de manioc ou d'igname chaque année, comme la coutume et l'honneur nous le recommandent. Pour moi, c'est aussi une façon de partager les espaces de vie avec les autres, sortir de son quotidien pour aller vers l'autre, en parcourant les mêmes distances avec lui, comprendre son environnement...voilà ce qui nous détermine et ce en quoi nous nous identifions...je suis particulièrement ravie de travailler avec toutes autres femmes dans ce village, etc. »*²⁴¹.

III.2.3. Le téléphone mobile ou l'enjeu de la communication dans l'agriculture traditionnelle.

Pour revendiquer notre ancrage en SIC, nous observons des manières de communiquer des acteurs de l'agriculture traditionnelle. C'est ainsi que nous saisissons le sens des mutations importantes notamment avec l'usage du téléphone mobile dans ce « système d'action concret » (Crozier et Friedberg, 1977) des pratiques locales à Boundji et Makoua. Ces deux localités font naturellement partie de ce que nous avons appelé « société à tradition orale ». La communication dans à cette forme d'agriculture est essentiellement orale, c'est-à-dire qu'il

²⁴⁰ Entretien du 08 Août 2013 à Boundji

²⁴¹ Entretien du 14 Mars 2012 à Makoua

n'existe aucun support écrit de transmission des connaissances entre les acteurs concernés. Toutefois, ces informations sont indispensables aux nouvelles générations pour perpétuer ces pratiques ancestrales ancrées dans leur culture. En effet, les paysans s'approprient le téléphone mobile de manière à pouvoir continuer à faire vivre leur culture, à communiquer avec les membres de la famille habitant d'autres localités du pays, les informant sur les « *arts de faire* » de l'agriculture traditionnelle, particulièrement pour la culture du manioc. Les usagers de ce dispositif sociotechnique accordent une valeur symbolique à la technologie ignorant parfois sa matérialité, cherchant avant tout la possibilité de transmettre l'information. C'est dans ce sens que l'action de communication de Nadège L. (40 ans) est significative. A l'approche de la grande saison sèche, elle communique régulièrement par téléphone mobile avec sa mère, en séjour médical à Brazzaville depuis six (3 ans), sur les conduites à tenir pour engager les activités dans le champ familial. Elle explique naturellement que : « *Je dois, avant d'entreprendre les activités au champ, demander conseil à ma mère...elle est exigeante sur le respect des modalités. Je dois donc savoir si nous aurons les moyens de payer les gens qui vendent leurs prestations, quel type de tubercules, à quel moment les planter, quel périmètre débroussailler pour cette année...je dirais que sur toutes ces choses dont elle seule a la maîtrise. Par là, il est très clair que j'apprends aussi. Mais c'est très important d'avoir des informations certaines...heureusement que nous avons maintenant le téléphone qui nous permet de garder ce lien de communication...avant c'était difficile.* »²⁴²

Un autre élément important de notre recherche, c'est l'usage du téléphone mobile par le collectif des femmes de Boundji. Le groupe établit des liens avec un autre collectif identique de Makoua sur la base, soutiennent-elles, d'un réseau de connaissances et de relations familiales ou amicales. Ainsi, elles communiquent régulièrement pour le partage d'expériences sur la qualité des produits, les possibilités d'amélioration des pratiques, s'échangeant également des informations relatives aux techniques de lutte préventive contre les ravageurs des plantes ou des techniques contre les maladies qui peuvent provenir des sols, de l'environnement. Après sa conversation téléphonique avec une amie vivant à Makoua, Annette G. (53 ans), explique que : « *Je viens de dire à Antoinette qu'avec ses collègues, elles ne doivent pas planter le manioc et l'igname à écart serré, car cela ne permet pas une bonne croissance au vu de la qualité des sols de Makoua...elle nous a dit que, eu égard à la faible pluviosité de cette année, nous ferions mieux de patienter jusqu'à l'approche de la grande saison des pluies...chaque fois, avec mes*

²⁴² Entretien du 23 Mars 2012 à Boundji.

*collègues, nous améliorons nos pratiques agricoles grâce à ces échanges avec les autres qui habitent loin de nous. C'est magnifique d'avoir ce truc (téléphone mobile) pour partager toutes ces informations et connaissances...l'homme blanc a bien pensé à nous autres illettrés. »*²⁴³

De leur côté, les jeunes « *spécialisés dans les métiers de l'agriculture traditionnelle* » de Boundji mettent également en place un système de communication leur permettant d'avoir des partenaires ou clients. Au-delà des contacts physiques, ils utilisent le téléphone mobile pour communiquer sur leur disponibilité à l'approche des saisons indiquées aux travaux champêtres. Ces acteurs développent des stratégies tout à fait particulières : ils échangent leurs contacts téléphoniques avec les habitants du village, cherchant à construire un réseau relationnel dans l'optique de gagner leur « *marché* », la clientèle. Ils n'hésitent pas à témoigner de l'efficacité de cette façon de procéder. Bienvenu A. (37 ans), spécialiste des métiers de l'agriculture traditionnelle, soutient que : « *Pour nous, il est important d'avoir les contacts des gens, et de leur donner les nôtres. Parfois on est débordé de sollicitations et on refuse même de prendre les appels...mais qu'on est pas assez sollicité, alors nous tentons de joindre les personnes à partir de nos réseaux relationnels, et ça marche, on est toujours satisfait. Mais cette satisfaction est pleine quand elle est partagée avec celui ou celle qui nous engage dans son champ.* »²⁴⁴

Le couple de Georges K. (61 ans) et Thérèse D. (53 ans), vivant à Brazzaville depuis environ trois ans, sollicite régulièrement les jeunes spécialistes pour leur champ. Ainsi, ils communiquent par téléphone mobile avec eux pour donner des indications précises sur : le lieu où se trouve leur champ, ses limites, le périmètre à cultiver, le type de tubercules de manioc et d'igname, le montant à dépenser, les modalités de paiement, etc. Pour mieux coordonner ce travail sur le terrain, le couple désigne une personne de confiance vivant au village qui sert de relais. Ils doivent donc s'informer périodiquement sur le déroulement de ce qui se fait sur le terrain. Ainsi, le dispositif sociotechnique de communication s'immerge dans les pratiques locales de l'agriculture traditionnelle permettant de pérenniser cette culture de la communication orale. Cette relation directe entre les différents acteurs est très valorisée dans la dynamique professionnelle au sein de la communauté locale.

²⁴³ Entretien du 14 Mars 2012 à Boundji

²⁴⁴ Idem

En rapport à l'analphabétisme, mais le dépassant largement, la question de l'importance de l'oralité dans la communication locale a déjà été soulignée à plusieurs reprises dans notre étude. La préférence pour la communication orale est ancrée dans les habitudes culturelles locales au Congo-Brazzaville. On observe d'ailleurs que même les personnes alphabétisées préfèrent échanger oralement avec leurs interlocuteurs. Le « *bouche-a-oreille* » reste la méthode majoritairement utilisée pour transmettre une information. Cet ancrage culturel occupe, par conséquent, une place majeure dans l'appropriation du téléphone mobile, engendrant ainsi de nouveaux modes d'usage, des pratiques inventées.

III.3. Pratiques émergentes du téléphone mobile des acteurs de l'économie informelle: quels enjeux communicationnels ?

La notion d'économie informelle que nous interrogeons dans notre étude renvoie aux activités quotidiennes des populations congolaises se reposant sur un modèle d'encastrement du marché informel à trois pôles : structurel (relationnel, rencontres des personnes dans un contexte spécifique), institutionnel (respect des règles et des formes d'échange des biens avec de l'argent) et culturel. Nous empruntons ce concept d'encastrement²⁴⁵ à la « *nouvelle sociologie de l'économie* », au sens de la synthèse du débat entre Mark Granovetter et Karl Polanyi afin d'appuyer notre propos. En effet, la diversité des formes d'usage du téléphone mobile, notamment dans les pratiques commerciales particulières au Congo-Brazzaville en zone urbaine, est une question qui mobilise massivement les techniques d'analyse en SIC. Mais il est clair que toute organisation économique est un complexe d'économies souvent opposées (Mauss, 1997), façonné par des institutions sociales évolutives. Le choix des commerçants informels et leurs pratiques émergentes du dispositif sociotechnique répond non seulement aux enjeux que cela occasionne du point de vue de leurs manières de communiquer, mais aussi de la nécessité d'appréhender le fonctionnement de cette organisation informelle évolutive liée à son contexte particulier. Car, comme le souligne Marcel Mauss : « *La propriété, le droit, l'organisation ouvrière, sont des faits sociaux, des faits réels, correspondant à la structure réelle de la société. Mais ce ne sont pas des faits matériels ; ils n'existent pas en dehors des individus et des sociétés*

²⁴⁵ Laville, J.-L., « Encastrément et nouvelle sociologie économique : de Granovetter à Polanyi et Mauss », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 38 | 2008, mis en ligne le 01 décembre 2008, consulté le 14 janvier 2015.
URL : <http://interventionseconomiques.revues.org/245>

qui les créent et les font vivre, qui en vivent. Ils n'existent que dans la pensée des hommes réunis dans une société. Ce sont des faits psychiques. Les faits économiques, eux-mêmes, sont des faits sociaux (monnaie, valeur, etc.), donc des faits psychiques, tout comme les autres faits sociaux qui leur sont connexes, qu'ils conditionnent et qui les conditionnent. »²⁴⁶ (Mauss, *op. cit.* 76). Ainsi, de notre point de vue, les activités commerciales observées sur le terrain permettent d'analyser l'émergence des pratiques « *locales* », des « *arts de faire* » locaux du téléphone mobile, fruits de l'inventivité des acteurs.

La théorisation du sociologue et anthropologue français, Marcel Mauss, a un sens dans la mesure où elle peut être interprétée comme une grille d'analyse permettant d'appréhender le caractère pluriel de l'économie concrète en mettant en évidence l'existence d'une diversité de pratiques économiques selon les sociétés, de principes économiques sur l'échange des biens marchands en même temps que l'attention portée aux formes d'encadrement institutionnel du marché. Cette référence à une économie plurielle présente l'avantage de respecter les faits et peut mettre à jour tant des complémentarités que des tensions et des conflits entre des polarités économiques.

En ce sens, notre recherche permet l'observation de deux pratiques commerciales informelles à Brazzaville : les femmes spécialisées dans la « *vente de divers* » et les commerçantes spécialisées dans la vente dite du « *poisson d'eau douce* ». A partir de ces pratiques, on appréhende le sens des reconfigurations de pratiques des acteurs à l'heure du téléphone mobile.

III.3.1. Pour quelle analyse des pratiques communicationnelles des femmes vendeuses de « *divers* » de Brazzaville à l'heure du téléphone mobile?

Au cours de notre recherche sur le terrain, nous avons focalisé notre regard sur les femmes vendeuses de « *divers* » à Brazzaville, en interrogeant les pratiques communicationnelles développées dans l'exercice de leurs activités commerciales. Il convient de rappeler que l'économie informelle au Congo-Brazzaville participe de ce Jean-François Bayart appelle « *l'invention paradoxale de la modernité* » (Bayart, 1994) par rapport au modèle classique universaliste de la modernisation véhiculé par l'Occident. Comme le souligne Gado

²⁴⁶ Mauss, M. (1997). *Écrits politiques*. textes réunis et présentés par M. Fournier. Librairie Arthème Fayard, Paris. 811p.

Alzouma²⁴⁷, toute une série d'études ont été consacrées aux commerçants Africains et à leurs circuits informels ou parallèles²⁴⁸. Mais il existe peu de données sur ce commerce de vente en détails des produits alimentaires dans les marchés populaires, interrogé ici dans notre étude. En effet, jusqu'à nos jours la littérature francophone sur les femmes dans les pays au sud du Sahara confère au thème des activités commerciales féminines en ville une place secondaire. Le commerce concerne pourtant aujourd'hui une large majorité des citadines d'Afrique noire. Dans le dossier du numéro de Politique africaine consacré à « l'Afrique des femmes » (n° 65, mars 1997), le rôle des africaines dans le commerce urbain est certes évoqué à plusieurs reprises, mais sans faire l'objet d'une analyse approfondie. Ainsi, notre réflexion scientifique relève que les activités liées à la « *vente des divers* » renvoient à tout un ensemble de pratiques commerciales souvent considérées comme une de « tradition féminine » propre à l'Afrique. En fait, si « tradition » il y a, elle est soumise à une recomposition permanente, sous l'effet des dynamiques contemporaines affectant les champs économiques, sociaux et politiques, nationaux dans chaque pays en développement. A ce titre, les nouvelles formes de commerce informel seraient le produit d'une reformulation constante d'éléments traditionnels pénétrés de références nouvelles, avec notamment l'insertion des TIC.

Il faut souligner que la notion « *vente de divers*²⁴⁹ » est communément employée par les acteurs du commerce informel eux-mêmes au Congo-Brazzaville. Elle évoque clairement la diversité des produits, souvent vivriers, vendus sur un étalage de fortune d'un marché local ou dans une rue de la ville. C'est donc une pratique qui se caractérise par une mise en détails des produits essentiellement alimentaires locaux, composés : du manioc, la farine de manioc (appelée en langues locales « *foufou* »), plusieurs types de légumes, le haricot vert, la pâte d'arachides, le haricot sec, le sel, le riz, l'huile d'arachides, l'huile de palme, oignons, ail, tomates, poisson fumé et bien d'autres. Dans ce sens, afin d'appréhender les différentes significations des actions de ces *vendeuses de divers*, nous choisissons de réaliser notre recherche empirique dans trois

²⁴⁷ Alzouma, G., « Téléphone mobile, Internet et développement : l'Afrique dans la société de l'information ? », *tic&société* [En ligne], Vol. 2, n° 2 | 2008, mis en ligne le 05 mai 2009, Consulté le 11 octobre 2012. URL : <http://ticetsociete.revues.org/488>

²⁴⁸ Depuis le début de la décennie 1990, avec les textes fondateurs d'une approche du "politique par le bas" réunis par Jean François Bayart (dir), *La réinvention du capitalisme, Les trajectoires du politique.*, Karthala, Paris 1994. Voir l'article bilan de François Constantin, "L'informel internationalisé ou la subversion de la territorialité" qui fait le point sur "les outils de l'analyse politique" pour explorer les modalités des transactions produites par le télescopage de dynamiques novatrices que ce soit dans l'informel des économistes, la transnationalité des internationalistes et les réseaux de différentes disciplines des sciences sociales.

²⁴⁹ Notes de recherche au Congo-Brazzaville, Juillet 2013

marchés populaires²⁵⁰ de la capitale du Congo-Brazzaville : le marché public de Mikalou, celui de Talangai et celui de Ouénzé. Ceci permet de constater l'existence des stratégies mises en place et perpétuellement modifiées par ces femmes *vendeuses de divers*, qui constituent les moyens de répondre à un certain nombre de nécessités liées directement ou indirectement à leurs activités : processus d'approvisionnement des produits auprès des fournisseurs, actions de fidélisation des clients, maîtrise des coûts des produits en fonction des saisons, étude de l'offre et de la demande. Mais, tout ceci se fait à partir d'un réseau communicationnel fondé sur la solidarité, l'entraide et le réseau relationnel de chaque acteur.

En fait, les commerçantes congolaises s'appuient sur les modes d'agencement et de conversion des capitaux économiques et sociaux pour tisser des réseaux de solidarité et de clientèle, fondements de leur capital relationnel. Elles établissent des relations directes avec les fournisseurs qui, pour la plupart, habitent en dehors de la ville. A titre d'exemple, les vendeuses en détail du manioc entretiennent des contacts de proximité avec leurs fournisseurs en restant liées aux villageois par de multiples liens de parenté ou d'amitié. Elles font régulièrement appel à ces solidarités familiales pour obtenir des informations sur les récoltes, en cours ou à venir, sur les prix, et le cas échéant, pour assurer leur approvisionnement. En fonction du cours de ces produits sur le marché, les commerçantes réussissent à négocier un prix d'achat d'autant plus avantageux que les producteurs villageois ignorent les prix pratiqués dans la capitale. Elles tirent ainsi profit de l'opacité du marché informel congolais. Toutefois, parfois certaines d'entre elles possèdent leurs propres terres dans les villages, cultivées par des intermédiaires en développant particulièrement les champs de manioc, d'arachides ou de légumes variés. Cette « *polyactivité* » fait partie de la normalité sociale féminine congolaise, voire africaine. Car, les femmes se sont souvent lancées dans les échanges en commercialisant les produits issus de la récolte de leurs parents, à laquelle elles peuvent parfois participer.

Même si les vendeuses de divers observées cherchent à s'appuyer sur les réseaux de parenté pour se procurer les marchandises souhaitées, elles doivent surtout faire face aux importantes fluctuations du marché informel congolais, et par conséquent être prêtes à modifier leurs

²⁵⁰ L'expression « *marchés populaires* » est celle que nous préférons pour caractériser les espaces d'exercice d'activités relatifs au commerce informel dont nous interrogeons les formes de structuration et les reconfigurations de pratiques. Il s'agit des lieux officiellement reconnus par les institutions publiques, mais dans lesquels s'exercent des activités à la fois formelles (les boutiques légalement enregistrées par les services de l'Etat) et informelles à grande dominance (dont les structures révèlent l'état de précarité indicible). Aussi, il convient de signaler que ces trois marchés portent les noms des quartiers ou arrondissements dans lesquels ils sont situés.

pratiques en permanence. Cette capacité d'adaptation est l'une des caractéristiques fondamentales qui gouvernent cette forme d'organisation particulière. L'échange de produits, bien que souvent très inégal, procure à chacune des ressources indispensables à la conduite de leur commerce. La fidélisation du client s'inscrit dans un rapport social plus complexe. La référence au registre de la parenté est assortie de l'invocation d'une solidarité féminine qui tend à occulter le caractère hautement lucratif de certains commerces féminins et masque les différenciations et les hiérarchies entre commerçantes.

Leurs discours de légitimation évoquent le fait que dans l'imaginaire collectif congolais, le commerce des produits vivriers sur les tables de fortune dans les marchés populaires ou dans les rues de la ville est considéré comme partie intégrante de l'identité féminine. C'est autour des notions de solidarité, l'amitié et l'entraide que ces femmes parviennent à la structuration des associations, instituant un certain nombre de règles négociées relatives à la façon de se rapporter aux autres. La désobéissance aux règles de l'association est passible de sanctions, allant de l'amende à l'exclusion. De plus, lorsque des cérémonies familiales, naissances, mariages ou funérailles, concernent l'une des membres, ses pairs participent ensemble aux frais occasionnés. Ainsi, les membres s'aident mutuellement à remplir leurs obligations familiales de fille, de mère et d'épouse.

Du point de vue communicationnel, avant l'appropriation du téléphone mobile, les *vendeuses de divers* développaient des stratégies de communication orale, le « *face à face* », pour accéder aux informations sur les produits à vendre. Ces informations portaient essentiellement sur les éléments suivants : la disponibilité, la périodicité, la qualité, la quantité et les coûts des produits. En effet, ces commerçantes, pour la plupart illettrées, s'investissaient de manière décisive dans la structuration et l'entretien d'un réseau relationnel dense, gage d'accroissement des activités et du revenu. Dans ce sens, nous rapportons le propos de Mme Catherine M. (appelée *Mâ Catho*, 66 ans), vendeuse de divers depuis le début des années 1980 au marché populaire de Ouénzé, qui avance que : « *Ce commerce est tout ce que j'ai pu faire dans ma vie pour envoyer mes enfants à l'école, pour soutenir ma famille...C'est une activité exigeante qui te construit humainement, socialement à travers la naissance de plusieurs relations. Il faut connaître beaucoup de monde et savoir communiquer avec eux, il faut savoir communiquer avec tout le monde, sinon c'est impossible de tenir. Entre nous les vendeuses, nous partageons les informations sur la disponibilité des marchandises d'un endroit à l'autre, on ne peut pas cacher l'information à une*

collègue, car toutes ici nous ne vivons que de ça...On partage des informations sur les prix, pour homologuer ces derniers afin que chaque acteur ne se sente pas lésé [...]. Avant d'avoir des téléphones portables, on se réveillait très tôt pour se rendre dans les gares routières, lieux de vente en gros des produits provenant des villages. C'était difficile, parce qu'on n'ignore par avance la disponibilité ou pas des produits...parfois les gros camions de transports ne rentrent pas régulièrement...Ce qui est nécessaire à faire, c'est de communiquer avec les clients fidèles, en leur garantissant un bon prix, une bonne qualité de produits et le reste. Donc le réseau d'information est autogéré par nous-mêmes, chacune devant se rendre à la source de son information. Sans cette solidarité, eh bien c'est la jungle, on ne s'en sort certainement pas. »²⁵¹

Tout en accordant, à juste titre, la valeur au volet communicationnel dans leurs pratiques commerciales, les femmes *vendeuses de divers* mettent tout de même en exergue quelques limites de cette communication orale traditionnelle du « *bouche-à-oreille* », particulièrement dans l'échange direct d'informations avec les fournisseurs des produits vivant dans les villages. Afin d'avoir des informations sur la disponibilité, la qualité, la quantité et le prix d'un sac de fufou, par exemple, les voyageurs se rendant dans les localités indiquées servaient d'intermédiaires pour les échanges entre les acteurs impliqués dans cette activité. Mais par principe de confidentialité, certaines vendeuses habitant la ville préféraient l'envoi des messages écrits aux parents ou partenaires restés au village pour obtenir des informations relatives aux affaires communes. Cette façon de communiquer, qui s'avérait essentielle à son temps, est de moins en moins pratiquée de nos jours en raison de l'appropriation du téléphone mobile.

Ainsi, la communication orale à l'heure du téléphone mobile redevient le ciment de tout réseau relationnel, fondement de l'activité du commerce informel. Ce dispositif sociotechnique joue pleinement son rôle de médiation. Pouvoir communiquer immédiatement, échanger les informations, permet de converger les idées et partager les expériences, au-delà même des activités commerciales. Tout ceci, pensent-elles, participe de l'amélioration de leurs conditions de travail, combattre la solitude, augmenter les capacités des activités. Toutes les stratégies de communication que développent les vendeuses en détail trouvent inéluctablement leur extension dans les mutations de pratiques de leurs activités. De notre point de vue, les nouvelles pratiques de vente au détail des produits vivriers s'accompagnent de nouvelles formes d'appropriation du téléphone mobile.

²⁵¹ Entretien du 02 Septembre 2013 à Brazzaville.

Si plusieurs articles scientifiques ont abordé la question de l'usage du téléphone mobile en rapport avec les pratiques socio-économiques, certains l'ont fait, à l'instar de Gado Alzouma (2008), dans une approche déterministe de la technique, une approche que nous récusons dans cette thèse. Par exemple, Donner (2006) a étudié l'effet du téléphone mobile sur les petites entreprises au Rwanda et abouti à la conclusion que l'usage de cet objet technique a permis de développer les réseaux des entrepreneurs locaux. Acker (2008) avance que l'usage du téléphone mobile est entrain de transformer les marchés ruraux et multiplier les opportunités d'affaires pour les paysans du Niger. D'après Tall (2004), le téléphone mobile a favorisé la reconnexion de la famille élargie particulièrement dans les régions rurales du Sénégal. Les échanges (notamment financiers) entre membres éloignés et ceux restés au pays sont devenus plus nombreux et plus réguliers. Quant à Kelly (2004), « *Access to mobile phones and other ICTs can make the payment of remittances more reliable, more efficient (fewer middlemen) and possibly more regular as communication helps to keep the extended family unit in closer contact* »²⁵² (2004, p. 3).

De son côté, Jeffrey Sachs soutient que le téléphone mobile est « *l'unique technologie transformationnelle pour le développement* » (Shiner, 2008). Cette idée se fonde sur le fait que le téléphone mobile serait un puissant outil pour joindre les pauvres là où ils sont tout en créant pour eux des opportunités d'affaires. C'est en quelque sorte un moyen de briser l'isolement économique en réintégrant les pauvres qui en étaient exclus, dans les circuits du marché. Car ce qui avait toujours défini la pauvreté rurale selon Sachs, c'était l'absence de moyens de transport, d'infrastructures routières, d'électricité pour des communautés qui vivaient repliées sur elles-mêmes, en autarcie, sur la base d'une économie de subsistance. Cette situation rendait impossible l'obtention d'informations sur les prix des produits alimentaires dans les marchés locaux; elle empêchait également les paysans de joindre rapidement l'hôpital en cas d'urgence ou d'avoir accès à des opportunités d'affaires. Pour Sachs, le téléphone mobile constitue donc un moyen efficace de résoudre tous ces problèmes en permettant aux usagers de trouver des clients pour leurs produits, de faire des commandes ou d'obtenir des approvisionnements. (Shiner, 2008).

Au cœur de toutes ces considérations se trouve l'idée majeure qui consiste à placer le téléphone mobile au centre des actions pour le développement dans les pays en développement. En d'autres

²⁵² L'accès au téléphone mobile et aux autres TIC peut rendre le paiement des envois plus fiable, plus efficace (avec moins d'intermédiaires) et éventuellement plus régulier parce que la communication aide à maintenir la famille étendue en contact plus étroit. (Traduction de Gado Alzouma).

termes, l'outil technique qui permettrait aux africains d'atteindre les objectifs de développement serait ce dispositif sociotechnique. Ses effets transformationnels seraient considérables. Mais nous nous inscrivons dans la logique d'appréhension des significations des pratiques dans un sens dynamique, et non déterministe. En effet, les *vendeuses de divers* observées font quotidiennement usage du téléphone mobile pour communiquer avec les acteurs concernés du secteur d'activité. Cet objet technique fait désormais partie de leur vie, comme tous les autres objets vitaux considérés comme allant de soi (vêtements, voitures, maisons, etc.). Il s'installe au cœur de la vie normale de chaque individu qui communique, qui se met en lien, qui informe et s'informe, qui transmet et transfère, qui participe. On peut prendre l'exemple du système d'approvisionnement des vendeuses dans les trois marchés populaires étudiés ayant pour objectif de créer un réel équilibre et empêcher la concentration de produits dans un seul lieu de vente. Ce système marque à n'en point douter une forme de reconfiguration des pratiques commerciales de ces femmes à l'heure du téléphone mobile, car il prend place au centre du fonctionnement de cette nouvelle organisation. Ainsi, les acteurs communiquent en s'affranchissant des contraintes spatio-temporelles pour transmettre les informations sur la disponibilité et la quantité des produits, mais également sur le nombre de vendeuses qui peuvent être affectés dans un marché populaire où l'on constate l'absence de produits, pour la maîtrise de l'offre, mais surtout de répondre aux besoins des clients. De leur côté, les clients peuvent désormais contacter les vendeuses pour s'informer de la disponibilité, du prix, de la qualité et de la quantité des produits, pour passer leur commande, sans être contraint d'aller sur leur lieu d'échange. Certaines femmes soutiennent qu'il n'est plus indispensable, dès lors que l'on dispose d'un réseau important de contacts téléphoniques de la clientèle (les particuliers, les restaurants, etc.) et des fournisseurs, de venir vendre dans l'espace partagé du marché populaire. Ainsi, elles continuent d'exercer la même activité dans une forme reconfigurée qui soulève la question de l'espace d'action. Ce dernier n'est plus central dans l'imaginaire des vendeuses de divers : elles vendent à la maison ou dans une rue.

Cette appropriation du téléphone mobile par les acteurs du commerce informel au Congo-Brazzaville participe également au renforcement des actions d'entraide, de solidarité et de regroupement associatif. Les femmes semblent avoir plus de facilité d'accès aux informations relatives au programme d'association ; elles tissent des partenariats avec les autres groupements de ce même type ; elles accèdent directement aux informations concernant les cas sociaux de chaque membre. Il y a par exemple un changement notable des pratiques discursives observées

chez les utilisateurs. Les échanges tendent à être brefs et concis et les salutations sont réduites au minimum. Aujourd'hui, cette facilité d'accéder aux informations est à l'origine d'une autre forme de mutation des pratiques dans ce secteur de *vente de divers* : il s'agit de la spécialisation de *vente par type* de produits. Autrement dit, certaines femmes préfèrent désormais se spécialiser par exemple dans la vente en détail de la farine de manioc, *le fou-fou*, uniquement. Elles cherchent avant tout à répertorier, en utilisant leur réseau de parenté, et celui des amis, tous les fournisseurs et vendeurs de sacs de *fou-fou* dans les villages, en cherchant d'avoir tous leurs contacts téléphoniques. Après négociation sur le programme relatif à l'approvisionnement, à la quantité requise, au prix d'achat en gros et aux modalités d'envoi d'argent (par les vendeuses en détail) et d'acheminement des produits (par les villageois) vers la ville, les *vendeuses de divers* s'évertuent dans la recherche et la fidélisation des clients. Adèle P. (41 ans) nous explique le bien fondé de cette nouvelle forme de travail dans la vente de divers :

« Même si les gens me connaissent en tant que « Mama ya zando »²⁵³, aujourd'hui je mène mon activité à la maison. Parce que je suis devenue enseignante à la maternelle. Mais je reste la référence de la vente du fou-fou en détail dans le quartier...je ne connais jamais de pénurie de produits, car je communique chaque jour avec mes fournisseurs depuis le village par téléphone mobile. En cas de carence du fou-fou au marché, je fais venir une quantité importante pour avoir un grand bénéfice. Donc, pendant que je m'informe auprès de mes collègues qui continuent de vendre au marché ici à Talangai, je réussis à gérer mon stock. Tous mes clients fidèles s'approvisionnent chez moi et je leur réserve du bon produit. [...] Vendre à la maison ne m'empêche pas de participer à toutes actions de l'association des « ba mama ya zando » ou à celles des « ba mama ya fou-fou », toute l'organisation se fait à travers le téléphone mobile. C'est donc fondamental de l'avoir, sinon tout s'arrête... »²⁵⁴. On comprend alors que l'émergence de cette spécialisation dans la vente en détail engendre également les nouvelles formes de structuration des associations des vendeuses, selon les différents types de produits en vente.

En ce sens, ces nouvelles pratiques des *vendeuses de divers* font émerger de nouvelles réalités locales faisant du téléphone mobile un espace dynamique dans lequel on décide des formes d'échange entre clients et vendeurs. Ainsi, après négociation sur l'ensemble des opérations

²⁵³ Expression en langue locale qui signifie « maman du marché, vendeuse au marché ».

²⁵⁴ Entretien du 04 Septembre 2013 à Brazzaville.

relatives à la vente et à l'achat, les vendeuses envoient l'argent d'achat des produits aux producteurs villageois par l'intermédiaire des agences de transfert d'argent²⁵⁵ qui connaissent un niveau d'expansion incommensurable depuis l'arrivée des opérateurs de la téléphonie mobile au Congo-Brazzaville. En effet, la femme en ville reçoit un code transmis par l'agence de transfert qui sera renvoyé au destinataire, le fournisseur villageois, pour le retrait de la somme envoyée. Ce code lui est communiqué par téléphone mobile et l'argent peut être retiré immédiatement. De ce fait, cette nouvelle forme transactionnelle impliquant l'usage de l'objet technique de communication, sûre, simple et directe, participe du renforcement des liens de confiance entre les acteurs concernés, donc à la pérennisation des activités des vendeuses de divers.

III.3.2. Le téléphone mobile chez les femmes spécialisées dans la vente du « *Poisson d'eau douce* » à Brazzaville : une pratique communicationnelle renouvelée ?

Au cours de notre séjour d'immersion, l'activité des femmes informellement organisées, structurées en marge des institutions publiques, spécialisées dans la vente dite du « *poisson d'eau douce* », appelées couramment en lingala « *Ba mama ya mbissi ya mayi* » (littéralement, les mamans du *poisson d'eau douce*) aura fortement attiré notre intérêt. Ainsi, en observant leurs actions et leurs façons de communiquer à travers le téléphone mobile, mais aussi en les interrogeant, nous sommes parvenus à un certain nombre de résultats concrets. La moyenne d'âge de ces vendeuses est relativement jeune, allant de 26 ans à 47 ans, certaines ayant un certain niveau d'instruction et d'autres non. Il convient de souligner que les poissons d'eau douce d'Afrique, particulièrement du Congo-Brazzaville offrent une diversité extraordinaire. L'Afrique est également le continent où l'on rencontre le plus de familles endémiques de poissons²⁵⁶. La richesse et la diversité de ce patrimoine biologique se sont lentement constituées donnant lieu à l'émergence de plusieurs activités et contribuant à la création et au développement

²⁵⁵ Au sujet des agences de transfert d'argent exerçant au niveau national, le Congo-Brazzaville en compte plusieurs aujourd'hui, mais la plus importante est le Groupe Charden farell, installée depuis 2003 et aujourd'hui présente dans 76 localités du territoire national. <http://www.groupechardenfarell.com/>

²⁵⁶ <http://www.poissons-afrique.ird.fr/portail/>

d'un marché formel ou informel, selon les pays, autour de la vente du poisson venant de ces eaux continentales.

Toutefois, si la problématisation faite plus haut sur la question de spécialisation dans l'activité des *vendeuses de divers*, notamment dans le choix d'un produit spécifique correspond à l'analyse d'un phénomène relativement récent, l'activité des femmes spécialisées dans la vente du « poisson d'eau douce » apparaît, elle, comme une forme d'organisation commerciale qui s'enracine dans le tissu socio-économique historique congolais. Les pêcheurs congolais pratiquent la pêche au moyen d'instruments extrêmement rudimentaires. Ils font partie généralement des populations dont l'activité principale est la pêche traditionnelle sur les rivières, lacs et fleuves du pays, et approvisionnent régulièrement les marchés locaux et nationaux en poisson d'eau douce. A cet effet, pour les activités de ces femmes, les localités de Mossaka, le Port d'Oyo, Bouémbo, Makotipoko, Mpouya (situées le long des fleuves au Nord du pays), le Port de Yoro à Brazzaville, représentent des centres névralgiques d'échanges et d'approvisionnements en *poisson d'eau douce*, de véritables marchés populaires informels.

Ce qui est fondamental dans cette réflexion est que la circulation des informations est capitale pour les activités commerciales à toutes les échelles ; elle est au cœur des échanges entre les fournisseurs, les vendeuses et les clients. D'ailleurs, ces femmes sont conscientes du fait que l'humanité serait, au sens de Manuel Castells²⁵⁷, désormais entrée dans une nouvelle phase historique de la mondialisation, « l'ère de l'information » portée par une véritable « révolution des technologies de l'information, dans la mesure où celle-ci concerne tous les aspects de l'activité humaine. ». Ainsi, on peut se poser la question de savoir comment les acteurs du commerce informel du *poisson d'eau douce* pallient-ils les difficultés liées au manque d'infrastructures de communication ? Quels sont les moyens utilisés pour recevoir et émettre des messages, quels sont donc leurs systèmes de communication actuels et leurs aspirations à ce propos ?

Au cours de nos échanges, les femmes vendeuses du poisson d'eau douce évoquent effectivement nombre de difficultés, notamment la question des infrastructures de communication (absence de routes goudronnées pour se rendre dans les zones rurales où provient l'essentiel des marchandises, mauvais état des camions de transport privés à très haut risque,

²⁵⁷ Castells, M., *L'ère de l'information : La société en réseaux*, tome1, Paris Fayard, 1996

insécurité, mauvais état du réseau des télécommunication) qui entrave considérablement leurs activités. Malgré cet état de fait, elles optent toujours pour un usage rationnel des faibles moyens de communication disponibles en faisant preuve en permanence de créativité, d'inventivité pour en créer de nouveaux afin de rester en contact avec leurs correspondants où qu'ils se situent. En d'autres termes, si les vendeuses de *poisson d'eau douce* de Brazzaville s'adaptent par la force des choses aux conditions de transport et de communication du pays pour exercer leur activité, elles développent tout de même continuellement de nouvelles stratégies de communication originales afin de réussir dans les affaires. Elles sont donc, au sens de Caroline Dulau et Annie Chéneau-Loquay (2004), des acteurs privilégiés de la communication²⁵⁸.

Les circuits commerciaux au Congo-Brazzaville prennent appui sur des hiérarchies multiples et des liens personnels qui concourent à l'établissement des prix et des règles d'échange. La réussite de ces pratiques informelles repose, de notre point de vue, sur l'accumulation d'un capital de connaissances pratiques (qui équivaut au capital confiance entre acteurs impliqués) et d'un capital de relations sociales. Ainsi, « *Ba mama ya mbissi ya mayi* » tendent à mettre en place plusieurs structures qui, étant fortement imbriquées, leur permettent de couvrir simultanément et à moindre frais ces différentes échelles d'inscription territoriale des réseaux marchands (Chéneau-Loquay, A., et al. 2004). Ceci exige l'identification des personnes vivant dans les localités rurales de provenance de la marchandise pouvant devenir des correspondants, des logeurs, de revendeurs permanents pour les vendeuses qui proviennent des centres urbains.

De leur point de vue, le contact direct par la parole, la rencontre face-à-face ou par personnes interposées sont les moyens privilégiés pour établir une communication entre elles ou avec les fournisseurs et les clients. On est bien là dans une société où la parole donnée garde encore une valeur symbolique importante, où le savoir, le savoir-faire et les informations sont transmis en grande partie par communication orale. Les informations dont nécessitent les commerçantes sont surtout des informations liées à la présence, au déplacement physique, au dialogue. Elles ont besoin de se déplacer pour voir, toucher et apprécier la qualité des marchandises. Ce sont des informations liées au sensoriel. L'information est la matière première à partir de laquelle travaillent les femmes vendeuses du *poisson d'eau douce*. Tout comme leurs partenaires dans ce

²⁵⁸ Dulau, C., et Chéneau-Loquay, A., « Des réseaux de communication mondialisés dans un espace enclavé : les grands commerçants de Kayes au Mali », in Chéneau-Loquay, A., (dir.), *Mondialisation et technologies de la communication en Afrique*, Karthala et MSHA, Paris, 2004

secteur , elles véhiculent des informations ayant trait aux différents aspects du commerce que sont les marchés des villes et des campagnes, les rues, les maisons ; à l'état du marché, à la disponibilité des marchandises, aux fluctuations des prix. On fait appel à la confiance, à la fiabilité et à la réputation. Ce sont ces logiques d'action plus informelles et dynamiques qui sortent des circuits officiels, fondés sur les relations de confiance, de « copinage » et de clientèle, qui déterminent leurs pratiques.

Ainsi, depuis son adoption massive par l'ensemble des couches sociales congolaises, le téléphone mobile devient un acteur indispensable dans l'accompagnement des diverses mutations des pratiques socio-économiques et politiques, étant souvent à l'origine des formes d'appropriation inventées localement par les usagers. Ce dispositif sociotechnique permet aux vendeuses du *poisson d'eau douce* et leurs partenaires non seulement de nouvelles interactions, mais des reconfigurations des espaces et du temps d'action. Se rendre dans les localités qui constituent des espaces d'échanges, très éloignées de la capitale du pays, avec toutes les difficultés d'accès, c'est le quotidien des femmes spécialisées dans la vente en détail du poisson d'eau douce. Les propos tenus par Sophie D., l'une des vendeuses rencontrées, illustrent bien cette analyse : *« Auparavant, tout le monde devait voyager jusqu'à Bouémba, Makotipoko ou Oyo pour s'approvisionner. Il s'agit d'un voyage très risqué au regard de l'enclavement de l'arrière-pays, du mauvais état des routes, des aléas climatiques, du mauvais état des camions qui nous transportent, car ce sont les mêmes qui transportent les marchandises, mais aussi onéreux, voyez-vous...Parfois on arrive dans ces localités et la marchandise n'est pas disponible, dans ce cas il faut trouver un endroit où se loger pendant la période d'attente. C'est une pratique trop onéreuse, mais on n'y avait pas toujours le choix alternatif. Mais depuis que nous avons le téléphone portable, nous avons changé aussi nos pratiques. Etant donné que nous avons les contacts de nos fournisseurs (les pêcheurs locaux), nous leur envoyons uniquement de l'argent avec des récipients (demi-conteneur) et ils nous renvoient le poisson...le programme est plus ou moins bien respecté. Nos clients sont donc bien informés et nous passent directement leurs commandes. Vraiment, on s'organise à merveille maintenant...Ce n'est même plus nécessaire de venir vendre tout le temps ici (au marché de fortune), tout est parfois écoulé depuis la maison (...). Le téléphone est vraiment important, sans lui il n'y a pas de communication, c'est l'isolement nos activités peuvent en subir un coup d'arrêt. Notre commerce-là ne peut pas se faire sans communication. Sans le téléphone il n'y a pas de vie, c'est*

*un élément indispensable...*²⁵⁹ »

Le téléphone mobile s'est donc installé dans les mœurs des commerçantes interrogées à Brazzaville : elles peuvent communiquer pour passer ou recevoir les commandes, préciser les dates d'acheminement des marchandises, informer les clients de l'arrivée du *poisson d'eau douce*, de la quantité, de la qualité et du prix. En d'autres termes, le téléphone mobile participe de l'extension de leur activité commerciale en dehors des circuits habituels, dans la mesure où elles peuvent désormais entrer en contact avec leurs partenaires à tout moment et à partir de n'importe quel lieu (au domicile, dans la rue, dans le train, dans une voiture, etc.). Nous avons ainsi pu constater que cet outil de communication participe désormais à l'ensemble de leurs nouvelles logiques d'action en apportant, par exemple, plus de commodités, plus de facilités dans les déplacements. Par conséquent, ces pratiques émergentes interrogées trouvent leur signification dans la valorisation du contexte et de l'évolution du phénomène commercial informel.

III.3.3. Analyser les pratiques du téléphone mobile dans les activités professionnelles informelles au prisme de la notion de « *négociation* » de la théorie de la régulation sociale.

Pour Sophie Allain (2004), le concept de « *négociation* » permet d'appréhender simultanément une double tension dans toute activité sociale, celle inhérente au traitement des situations de tensions et celle inhérente à l'organisation des rapports sociaux. Mais ici nous proposons de l'adopter comme catégorie centrale d'une théorie de la régulation sociale afin de saisir les significations des différentes pratiques émergentes du téléphone mobile dans les activités des agriculteurs traditionnels congolais et celles des femmes vendeuses de produits alimentaires en détail dans l'espace urbain de Brazzaville. Avant d'examiner la spécificité de la notion de négociation dans le cadre de cette analyse des résultats de notre recherche empirique, il convient de préciser le sens de la régulation sociale que nous rejoignons, sans avoir la prétention de traiter cette théorie de manière exhaustive.

²⁵⁹ Entretien du 25 Juillet 2013 à Brazzaville.

Plusieurs chercheurs en SIC ont placé au cœur de leurs analyses (Bouillon, Bourdin, Loneux 2007 ; Loneux, Huet, 2009 ; Loneux, 2007 ; Hémond, F., 2011, pour ne citer que ceux-ci.) cette théorie de la régulation sociale sous différentes entrées théoriques et méthodologiques, certains se focalisant particulièrement sur la notion de « *négociation* », tout en interrogeant la place qu'elle occupe, par exemple, dans l'analyse des mutations socio-économiques des sociétés modernes du point de vue informationnel et communicationnel. Ces chercheurs posent de nombreuses questions pour tenter de comprendre les différentes formes de régulation dans les organisations. Nous sommes en accord avec Jean Luc Bouillon lorsqu'il note que la théorie de la régulation sociale²⁶⁰ relève d'un certain « impensé communicationnel » : « *Si les modalités de ces ajustements²⁶¹ ont été finement théorisées en termes de stratégies d'acteurs, de régulations, de conventions, les processus symboliques sur lesquels ils reposent sont moins pris en considération. Les échanges interpersonnels, les discussions, écrits, arguments, les relations entre ces interactions et les structures organisationnelles où ils se déroulent, les représentations sur lesquelles ils reposent, sont le plus souvent tout juste effleurés* » (2008, p. 65). Pour nous, il est question de saisir le sens des actions des acteurs rencontrés au Congo-Brazzaville, mais aussi de proposer de nouvelles pistes d'analyse sur le sens des changements observés.

Dans le livre phare qu'il a dirigé, Gilbert de Terssac²⁶² (2003) reconnaît que la notion des régulations sociales est au cœur de la vie sociale et pertinente pour rendre compte d'une variété d'échanges sociaux, de relations entre des éléments hétérogènes, d'ajustements entre des actions multiples, que ce soit dans l'entreprise, dans le marché ou sur la scène publique. En effet, les hommes font leur histoire et, bien qu'ils ne voient évidemment pas toutes les conséquences de leurs décisions, peut-être même ne savent-ils qu'ils la font. Ils inventent les règles qui leur permettent de vivre ensemble et d'agir collectivement ou individuellement. Ils les contestent dans le conflit, ils les élaborent dans la négociation, ils s'efforcent de les rendre cohérentes ou du moins de limiter les effets destructeurs de leur incohérence. Ces règles sociales sont inventées aux travers des initiatives prises. Mais, à l'emploi de la notion de « *règles* », nous ajoutons celle

²⁶⁰ Ainsi que celles de l'économie des conventions et de la sociologie de la justification.

²⁶¹ L'auteur fait référence aux formes de coordination impliquées dans l'action collective et dans la construction sociale des organisations.

²⁶² De Terssac, G., (dir.), *La théorie de la régulation sociale de Jean Daniel Reynaud. Débats et prolongements*, La Découverte, Paris, 2003

de « *normes verbales, implicites, non-écrites*²⁶³ », qui explique mieux la réalité de notre contexte d'étude.

La théorie de régulation sociale (TRS), selon ses théoriciens, permet d'expliquer la manière dont les individus réagissent aux contraintes, interprètent la situation, inventent des cadres cognitifs pour trouver le sens de l'action, se mobilisent et s'affrontent sur des jugements à propos de l'efficacité de tel ou tel mode d'organisation (De Terssac, 2003, p.15). En termes clairs, la théorie de Jean-Daniel Reynaud est une synthèse entre différentes traditions sociologiques qu'elle ne prétend pas concilier, mais auprès desquelles elle effectue des emprunts comme, par exemple, la théorie de l'« ordre négocié » (Strauss, 1978), la théorie de l'« analyse stratégique » (Crozier et Friedberg, 1977; Friedberg, 1993), la théorie de l'« ordre de l'interaction » (Goffman, 1983), et la théorie de la « justification » (Boltanski et Thévenot, 1991).

Appréhender la notion de *négociation* est loin d'être évident²⁶⁴. En ce sens, nous prenons en exemple la manière dont elle est interrogée dans deux courants sociologiques français, notamment la sociologie des organisations (Crozier et Friedberg, 1977; Friedberg, 1993), pour laquelle l'idée de négociation renvoie aux interactions stratégiques qui se produisent entre acteurs appartenant à un même système d'action, afin d'établir des « ordres locaux » stabilisant provisoirement leurs relations ; et, pour Jean Daniel Reynaud (1995; 1997), la négociation est une activité sociale à caractère très général, résultant de la confrontation entre des règles de contrôle liées à une autorité hiérarchique et des règles autonomes produites par les acteurs soumis à cette autorité et visant à la production de règles. Il y a « régulation conjointe » si la négociation est explicite et aboutit à un accord. En d'autres termes, pour Crozier et Friedberg, la négociation est fondamentalement considérée comme distributive, chaque acteur cherchant avant tout à défendre ses intérêts, et en l'occurrence à améliorer ou à préserver sa marge de manœuvre individuelle; pour Reynaud, elle est plutôt intégrative, et il analyse comment se construit une coopération entre des acteurs à travers la fabrication d'une communauté autour d'un projet collectif.

²⁶³ Par normes verbales ou implicites des organisations informelles congolaises nous envisageons l'ensemble des règles qui n'apparaissent qu'à l'observation soigneuse des pratiques et après entretien avec les intéressés. Au niveau microsocial, celui des agriculteurs traditionnels et des commerçantes, les règles et les conventions sont à l'origine de l'efficacité, car les relations marchandes ne peuvent se développer sans un cadre commun que Favereau (2003) appelle « *un dispositif cognitif commun* ».

²⁶⁴ Ibid

Nous sommes de l'avis de Sophie Allain (2004) pour constater que dans ces deux traditions sociologiques, une faible place est accordée au registre du discours et à l'étude du « face à face », sur lesquels insistent d'autres auteurs s'intéressant à des questions proches de la négociation, comme celles de l'accord (Boltanski et Thévenot, 1991) ou de l'interaction sociale (Goffman, 1974; 1983) : pour les premiers, l'argumentation²⁶⁵ est une dimension essentielle de toute activité cherchant à traiter une divergence ou un désaccord autrement que par la force ou par le recours à un tiers. L'échange d'arguments doit donc revêtir, au sens analytique, autant d'importance que les interactions stratégiques reposant sur des actes concrets. Par ailleurs, Erving Goffman souligne la spécificité des séquences d'interactions directes (les « scènes »), où interviennent fortement les dimensions psychologiques et physiques, et leur capacité à pouvoir susciter des basculements dans les rapports sociaux, du fait de la vulnérabilité réciproque que le face-à-face engendre. Une telle orientation tranche avec celle de Reynaud, par exemple, qui considère que la négociation peut reposer sur des échanges indirects, dès lors que ceux-ci correspondent à des stratégies qui se répondent. Pour ce dernier, la négociation constitue un « ensemble d'interactions qui se gouverne par lui-même et crée ses propres règles [...] » (De Terssac, 2003 : p.15)²⁶⁶. Négocier, c'est fabriquer des règles communes, car pour lui « *ce qu'on échange, ce sont des règles* » et c'est bien cette production de règles qui est au fondement de l'échange social²⁶⁷.

Le point de vue privilégié ici consiste à s'intéresser à la place de la communication dans le processus de construction de ces normes verbales implicites dans la société congolaise, en rendant compte des différents moments et lieux de négociation, dans une perspective qui intègre aussi bien l'argumentation, les interactions directes et les échanges indirects. Autrement dit, il s'agit de saisir le concept de « *négociation* » comme une forme de communication propre aux organisations des agriculteurs ruraux et des commerçantes informelles. Cette notion est intégrée dans une histoire non linéaire des relations, des interactions entre acteurs, des rapports de force ou de pouvoir, des procédures de détermination, des lieux et temps d'échanges langagiers, de discussion, des opérations de coordination, voire de coopération plus ou moins organisée. Dans cette perspective, le regard communicationnel vise à centrer ou resituer la réalité des acteurs de ces organisations informelles congolaises dans le débat public.

²⁶⁵ La notion d'*argumentation* correspond ici aux stratégies d'ordre discursif, envisagées sous l'angle de leurs significations en tant que telles dans la négociation (Keough, 1992), mais aussi sous celui des principes de justification sous-jacents (Boltanski et Thévenot, 1991).

²⁶⁶ Reynaud, J.-D., *Le conflit, la négociation et la règle*, Octarès Editions, Toulouse, 2007

²⁶⁷ Reynaud, J.-D., *Les règles du jeu : l'action collective et la régulation sociale*, Paris, Armand Colin, 1997

Ainsi, nos recherches de terrain permettent de constater comment les agriculteurs ruraux discutent, communiquent, créent des espaces de débat, enfin, négocient en permanence des normes ou règles devant régir leurs activités. Ce qu'ils produisent ce sont des normes verbales, non-écrites, qui posent les bases pour la réalisation des actions collectives. Par exemple, le collectif des femmes cultivatrices œuvrant à la mutualisation des forces pour dynamiser leurs travaux agricoles modifie régulièrement les normes verbales dites anciennes en les réactualisant et en les adaptant au contexte actuel, car il serait improductif de baser le travail sur un système construit depuis des décennies, sans tenir compte de la conjoncture et des évolutions actuelles. Ce qui laisse à comprendre que la régulation sociale dans ces organisations traditionnelles ne vise pas la stabilité des normes verbales implicites héritées, mais répond plutôt à la nécessité de les revisiter perpétuellement dans l'action en train de se faire, car ce genre de normes verbales n'apparaissent effectivement qu'à l'observation attentive des moments d'échange et des pratiques concrètes des acteurs. Ces moments et lieux de négociation des agriculteurs interrogés sont à l'origine de l'émergence et des mutations des relations sociales, des pratiques de cette activité, qui déterminent l'évolution de cette société de tradition orale.

Dans ce même sens, les lieux et moments de négociation sont observés dans l'argumentation, les interactions directes et les échanges indirects des organisations des femmes vendeuses en détail des « *divers* » et du « *poisson d'eau douce* » de Brazzaville. En effet, on pourrait affirmer que toute l'activité de l'économie informelle au Congo-Brazzaville repose sur les mécanismes de négociation qui répondent essentiellement au modèle social des échanges marchands congolais, permettant la mise en place des normes verbales, suivi d'une logique de construction/déconstruction permanente, toujours dans un processus dynamique. C'est dans cette optique que nous appréhendons le sens de la négociation sur la fixation et la variation des prix des produits sur le marché populaire ; la négociation entre les vendeuses, les clients et les fournisseurs. Là encore, les normes verbales implicites produites collectivement gouvernent la régulation de ces activités socioéconomiques locales.

Dans ces deux formes organisationnelles interrogées, le téléphone mobile se met au cœur des échanges et du processus de négociation, à travers notamment l'observation de ce que Bernard Miège (2007) considère comme les « *innovations de rupture* ». Ce dispositif sociotechnique s'appréhende alors comme un espace de négociation où les acteurs discutent et décident des normes verbales, de leur reformulation permanente et des reconfigurations des pratiques. Ainsi,

si les hommes spécialisés dans les travaux champêtres de Boundji utilisent le téléphone mobile pour produire les règles implicites d'échanges pour le travail à vendre ; les femmes vendeuses du « poisson d'eau douce » de Brazzaville négocient continuellement avec les pêcheurs qui habitent les zones rurales pour décider des normes de gestion des échanges marchands et des relations sociales, particulièrement en période de crise ou de rareté des approvisionnements. Autrement dit, les moments et lieux de négociation avec usage du téléphone mobile permettent aux partenaires de chercher et modifier en permanence les termes de l'échange et des normes verbales. On pourrait dire dans ce cas des acteurs congolais, en empruntant les termes d'Allan Flanders²⁶⁸, qu'on ne vend pas et on n'achète pas du travail dans une négociation, mais on dit selon quelle règle on achètera et on vendra ce travail. Il faut souligner que les normes verbales, non-écrites, produites par la négociation avec l'usage du téléphone mobile dans le cadre du Congo-Brazzaville sont à considérer comme des dispositifs de médiation sociale, économique et communicationnelle²⁶⁹, au sens de Christian Le Moëne (2013), c'est-à-dire des dispositifs d'émergence de formes sociales, de nouvelles modalités relationnelles et de rapports sociaux, dans des dynamiques à la fois d'altération des formes instituées et d'adaptation ou d'émergence de nouvelles formes sociales. Ces moments et lieux de négociation, ces scènes d'interaction et d'échange, ne sont autres que des moments et lieux de communication. C'est ainsi que nous appréhendons le sens des pratiques professionnelles des acteurs de l'économie informelle à l'heure du téléphone mobile au Congo-Brazzaville à l'aune de la notion de négociation.

²⁶⁸ Allan Flanders, « Eléments pour une théorie de la négociation collective », *Sociologie du travail*, 1968, 1.

²⁶⁹ Le Moëne, C., « Entre formes et normes. Un champ de recherches fécond pour les SIC », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 2 | 2013, mis en ligne le 01 janvier 2013, consulté le 24 février 2015. URL : <http://rfsic.revues.org/365>

DEUXIEME PARTIE :

APPORT THEORIQUE POUR LES SIC AUTOUR DES NOTIONS DE L'USAGE DES TIC ET DE LA SOCIETE DE L'INFORMATION

IV – Retour critique sur la notion *d’usage* des TIC à partir d’un regard SIC.

En introduisant ce premier chapitre de notre thèse, il nous semble important de faire une brève analyse sur la notion de « critique », concept de plus en plus utilisé dans les études en SIC, tout en précisant que ceci n'est pas l'objet de notre étude. En effet, Luiz C. Martino, au cours d'un Colloque international à Montréal au Canada, en 2012, écrit que *la critique* est une forme de connaissance, l'appréhension d'un système de pensée par un autre. Son objet n'est pas les choses, mais l'évaluation de la compréhension que nous avons des choses, sous toutes ses modalités, telles que la connaissance objective, le goût esthétique et les valeurs morales. C'est pourquoi la critique se confond avec la *raison*, c'est-à-dire avec la faculté de l'esprit humain d'organiser ses relations avec le réel²⁷⁰. Pour Luiz C. Martino, la *pensée critique* est liée à la *rationalité*, qui correspondrait à une forme historique de l'emploi de la raison née dans l'Antiquité et qui s'étend jusqu'à nos jours. L'expression *pensée critique* se rapporterait, ici, à la réflexion récente sur les changements structurels de la rationalité, entraînés par la fin d'un ordre centré sur l'autorité de la tradition et l'émergence d'un nouvel ordre social, politique et religieux qui culmine avec l'émergence de l'individu moderne.

C'est dans cette perspective que Horkheimer (1974) a orienté l'*École de Francfort* en 1937, en lui fournissant une *théorie critique* (opposée à ce qu'il appelle *théorie traditionnelle*) dont la caractéristique principale est d'avoir pour but l'émancipation de l'être humain. L'enjeu pour nous dans cette réflexion n'est pas de mener des analyses sur les problématiques d'émancipation au sens des philosophes, mais de nous approprier la pensée critique afin de comprendre les phénomènes liés aux usages des TIC dans un contexte particulier.

Comme nous allons tenter de le démontrer, notre façon spécifique d'aborder les pratiques sociales de l'innovation technique ou les usages émergents des TIC est loin de constituer une approche unifiée et homogène, mais semble plutôt cristalliser la convergence d'un ensemble de préceptes épistémologiques, méthodologiques et problématiques qui trouvent leurs sources dans des disciplines et des courants scientifiques diversifiés (Barjolet, 2005). Si nous insistons tant sur la sociologie des usages, cela se justifie par le fait que celle-ci nous apparaît comme une sorte d'idéal-type scientifique auquel un grand nombre de chercheurs en SIC, tout au moins en théorie, s'identifient dans leur grande majorité.

²⁷⁰ Luiz C. Martino, « Perspectives critiques et épistémologie de la communication: le rôle central du débat sur la technologie », in, *Où [en] est la critique en communication ?* Actes du colloque international, Montréal, 7 au 11 mai 2012

Décrire les principaux postulats de cette sociologie des usages représente donc un bon moyen pour nous de présenter les normes paradigmatiques devant théoriquement être appliquées, de façon plus générale, à l'ensemble des travaux scientifiques sur les TIC et les pratiques sociales « ordinaires » en SIC. Ainsi, comme nous pouvons le lire dans un rapport de recherche sur les usages des TIC, réalisé et publié en Avril 2005²⁷¹, présenter l'histoire de l'étude sur les usages, ses diverses origines et le foisonnement intellectuel la caractérisant constitue donc, à la fois une manière de réunir et de présenter, par delà leur diversité, un grand nombre de travaux, mais aussi de spécifier l'originalité du discours scientifique par rapport aux débats publics sur les TIC, puisque cette démarcation, cette prise de distance, sera l'un des objectifs explicitement revendiqué, non seulement par les sociologues de l'usage tout au long des années quatre-vingt dix²⁷², mais encore aujourd'hui dans notre étude.

IV.1. De la sociologie des usages : quels apports dans le champ des recherches sur les TIC en SIC ?

Revendiquant notre positionnement épistémologique de l'approche communicationnelle, sociotechnique et organisationnelle, cette convocation des analyses sur les usages des TIC nous place, d'emblée, au-delà du piège récurrent des déterminismes. Nous tenons à préciser que nous convoquons les différentes approches ayant traité cette problématique, en SIC et au-delà, afin d'ouvrir, si possible, de nouvelles pistes d'analyse. En effet, l'une des caractéristiques principales du corpus de références bibliographiques mobilisé dans cette étude est la forte domination d'une approche en termes d'usage et de l'utilisateur. Ceci, au regard de la prééminence théorique. Ce mode d'approche semble s'être progressivement imposé dans le champ des études sur les TIC, plus précisément en SIC, comme la manière la plus légitime et la plus féconde d'interroger le rapport entre les dispositifs techniques de communication et les pratiques sociales pour parvenir, finalement, à la compréhension des formes d'appropriation diversifiées dans le

²⁷¹ Barjolet, E. (Avril 2005), Technologies d'information et de communication, quotidien et modes de vie (urbains) : contours et résultats de la recherche scientifique francophone 1992-2002, Rapport de recherche Aci-Ville – Ministère de la recherche sous la direction scientifique de Thibault (Université de Tours).

²⁷² Idem

quotidien des acteurs sociaux. Cette inflexion constitue, selon Josiane Jouët (Jouët, 2000)²⁷³ une des principales spécificités de la recherche française sur les outils de communication.

Dans cette optique, un nombre considérable de recherches analysées dans le cadre de cette étude de thèse revendiquent ce mode d'appréhension. Un rapide passage en revue des références bibliographiques répertoriées met en évidence la récurrence des termes « *usage* » et « *usagers* » dès le début des années quatre-vingt, et plus encore tout au long des années quatre-vingt dix. Par ailleurs, on peut relever qu'un certain nombre de grands « moments » scientifiques – articles de synthèse (Chambat, 1994 ; Mallein, Toussaint, 1994 ; Scardigli, 1994 ; Toussaint, Mercier, 1994 ; Jouët, 2000.), ouvrages collectifs conséquents et/ou colloques et séminaires (Marchand et Ancelin (Dir.), 1984 ; Chambat (Dir.), 1992 ; Collectif, 1997 ; Guichard (Ed.), 2001) marquant la réflexion sur les TIC – se positionnent autour de cette problématique, et confirment ainsi l'importance d'une approche par l'usage dans ce champ de recherche. Pour ce faire, il est important de questionner premièrement les articulations de cette orientation scientifique pour chercher à comprendre les différents apports de cette approche par l'usage.

IV.1.1. Analyser la diversité d'approche par l'usage.

Les principaux historiens et théoriciens de l'école française de la sociologie des usages, notamment Josiane Jouët et Pierre Chambat, insistent tous deux sur le caractère multiforme, voire hétérogène et problématique de ce courant, mais également sur sa très progressive reconnaissance institutionnelle. Ce courant englobe une importante quantité diversifiée des recherches dont quelques unes feront leur apparition dans notre étude. De ce fait, prenant appui sur leurs textes de synthèse (Chambat, 1994 ; Jouët, 2000), et de quelques autres (Mallein, Toussaint, 1994 ; Scardigli, 1994), il nous paraît nécessaire de retracer en quelques lignes la genèse de cette approche, tout en évoquant les aspects pluri-formes de son développement, avant de présenter plus en détails les postulats sur lesquels s'appuient réellement les recherches relevant d'une sociologie de l'usage.

On note un nombre relativement important des références bibliographiques attestant l'émergence de cette approche au cours des années quatre-vingt (Marchand et Ancelin (Dir.), 1984 ; Perriault,

²⁷³ Jouët, J., (2000), « Retour critique sur la sociologie des usages », Réseaux, Issy-Les-Moulineaux, n°100 « *Communiquer à l'ère des réseaux* », pp. 487-521.

1989 ; Jauréguiberry, 1989 ; Proulx et Tahon, 1989), mais c'est surtout à partir du début des années quatre-vingt dix que semble se développer et s'affirmer la sociologie des usages. Plusieurs productions scientifiques revendiquant ce mode d'appréhension, ainsi que la publication de plusieurs bilans théoriques ou « constats d'étape » au milieu des années quatre-vingt dix, révèlent une convergence non moins importante autour de la question des usages et des usagers des TIC durant cette période. Evidemment, il existe une forte divergence d'interprétations quant aux sources et positionnements théoriques de cette approche par l'usage. Dans ce sens, Josiane Jouët pense la sociologie des usages comme indépendante par rapport aux problématiques de la réception développées au sein de la sociologie des médias de masse britannique. Elle s'arrête plutôt sur l'influence des réflexions développées dans le champ de la sociologie politique, de la sociologie du changement social, et de la sociologie des modes de vie.

« En fait, les problématiques qui ont joué, en France, le rôle de premier ferment dans le courant de la sociologie des usages ne viennent pas tant du champ de la communication, que de nouvelles approches sociologiques issues de l'après 1968, qui se sont penchées sur les transformations de la société. Les problématiques de la sociologie des modes de vie, de la famille et du travail, particulièrement fécondes à cette période, sont alors marquées par le courant de l'autonomie sociale. Une abondante littérature constate l'ébranlement des structures d'appartenance traditionnelle (la déconstruction des classes sociales, la désaffection de la religion, des syndicats, etc.), la crise des institutions (l'éducation nationale, la santé, la famille), l'effritement des idéologies, autant de facteurs de changement qui s'accompagnent de pratiques sociales inédites. » (Jouët, 2000, p.494). Il est évident que cette réflexion évoque également les emprunts conceptuels faits à l'ethnométhodologie, à la sociolinguistique et à la sociologie de l'innovation, pour l'étude du rapport social aux outils de communication.

Par ailleurs, d'autres chercheurs décrivent un glissement plus général, à partir des années quatre-vingt, des problématiques appliquées aux innovations techniques, à la communication et aux médias, vers une perspective de l'usage (Breton et Proulx, 1989 ; Chambat, 1994 ; Mallein, Toussaint, 1994 ; Scardigli, 1994). Selon le rapport d'étude coordonné par Emilie Barjolet Victor Scardigli, tout comme Philippe Mallein et Yves Toussaint, par exemple, mettent en exergue le passage, dans les travaux scientifiques, d'une approche « technologique » ou « techno-sociale », dominante dans les années soixante-dix et privilégiant une analyse centrée sur l'offre technique et sa performativité sociale, une mise en relation causale entre innovations technologiques et

changement social, à une approche « socio-technique », au sein de laquelle l'usage des TIC est abordé comme une négociation entre la dimension technique et la dimension sociale.

Enfin, la réflexion de Michel de Certeau sur les arts de faire quotidiens (De Certeau, 1990) constitue l'une des sources d'inspiration unanimement revendiquées par les tenants de l'approche par l'usage, notamment pour ceux qui se penchent sur les modalités d'appropriation et les usages détournés des innovations techniques. C'est bien cette approche par l'appropriation des TIC, mettant au cœur de l'analyse l'action ou les actions des usagers, que nous revendiquons et convoquons dans ce travail de thèse.

IV.1.2. La pluridisciplinarité d'un « courant » scientifique.

Si la question des origines de l'approche par l'usage est loin de faire unanimité auprès des chercheurs, Pierre Chambat et Josiane Jouët mettent l'accent conjointement sur la diversité des sources théoriques, paradigmatiques et disciplinaires nourrissant ce champ, et plus encore, sur l'hétérogénéité de ce « courant ». En effet, pour le premier, la sociologie des usages ne se définit pas à l'origine comme un courant homogène et constitué, une sorte d'un « déjà-là », « *disposant, telle la sociologie du travail, d'une légitimité repérable à des signes institutionnels* » (Chambat, 1994, p.254). Les études qui s'apparentent, de façon plus ou moins explicite, à cette approche, recouvrent en réalité une mosaïque de recherches, aux confins de la sociologie de la technique, de la communication et des modes de vie.

Six ans plus tard, Josiane Jouët épouse cette analyse : « *En l'absence de références théoriques constituées et de modèles à appliquer, la sociologie des usages s'est donc forgée dans une effervescence de bricolage intellectuel et d'artisanat conceptuel.* » (Jouët, 2000, p.493). Une remarque est ainsi faite sur la faiblesse du nombre de chercheurs français revendiquant leur appartenance à ce champ dès son émergence. Pour Pierre Chambat, la notion même d'usage « *au-delà de son évidence pour le sens commun, (...), recouvre des acceptions multiples, qui diffèrent selon la relation établie entre la technique et le social* » (Chambat, 1994, p.249). Il fait une observation minutieuse des approches diversifiées de l'usage qui se développent en sociologie de la diffusion, de l'innovation et de l'appropriation.

Le travail de ce sociologue témoigne d'une richesse heuristique lorsqu'il souligne la nature plurielle de cette notion d'usage et sa capacité à cristalliser les oppositions plus qu'à faire émerger un courant sociologique propre : « *Alors que la question des usages occupe une place importante, voire croissante, dans la sociologie des TIC, le contenu et le statut théorique de la notion sont loin de faire consensus. Il serait vain de prétendre en apporter ici une définition, car sa signification résulte d'options théoriques qui la dépassent : elle participe en effet de débats qui opposent, en sociologie, l'agent et l'acteur, les niveaux micro et macro, la technique et le social, l'empirisme et la théorie critique. Elle constitue donc moins un point d'appui de l'analyse qu'un nœud de difficultés (...). Notion carrefour, l'usage peut cependant être l'occasion de confrontations entre les disciplines qui se partagent le champ de la communication.* » (Chambat, 1994, p.263).

Dans les actes de colloque parus en 1992²⁷⁴ sous sa direction, et intitulés *Communication et lien social. Usages des machines à communiquer* (Chambat (dir.), 1992), il est fait mention de la diversité des recherches francophones dans le champ de la sociologie des usages, au début des années quatre-vingt-dix. Cet ouvrage ou compilation, qui rassemble les principaux chercheurs français apparentés à cette approche, témoigne de l'hétérogénéité de leurs travaux, tant du point de vue des outils de communication étudiés (Télévision haute définition, câble, télécopieur, minitel, systèmes de télésurveillance, cartes à mémoire, micro-informatique domiciliaire...), que des approches développées (des réflexions assez générales sur les « *machines à communiquer* » – Guillaume, Chambat ; des réflexions en amont, questionnant l'hybridation des outils techniques, et des valeurs culturelles et sociales – Quéré ; des réflexions s'apparentant à une sociologie politique – Sfez, Musso ; ou encore des ethnographies plus ciblées sur les usages de certains TIC – Toussaint, De Gournay).

Cependant, au-delà de cette diversité, l'ensemble des chercheurs se rassemble autour d'un noyau commun de principes ; cet ouvrage imprime considérablement le dynamisme de la réflexion en termes d'usages en France tout en marquant, comme le souligne Pierre Chambat, la naissance d'un véritable « *collège invisible* ». Cet éclatement des interprétations et ce foisonnement conceptuel expliquent en grande partie la difficulté de tracer des délimitations nettes au sein des travaux sur les TIC pour qualifier ceux qui relèvent de la sociologie des usages.

²⁷⁴ Chambat, P. (Dir.), (1992), *Communication et lien social : usages des machines à communiquer* [Actes du Colloque « Machines à communiquer », Paris-La Villette, 1991], Paris, Editions Descartes, 289 p.

IV.1.3. Notion d'usage comme cadre théorique commun.

Nous pensons que l'hétérogénéité caractérisant la sociologie des usages ne constitue pas un écueil pour une quelconque analyse. Elle se déploie assez globalement autour d'un noyau commun de questionnements, de postulats et de ruptures. Tout laisse penser que c'est, en premier lieu, par opposition aux visions déterministes que se sont développées les premières recherches privilégiant une approche par l'usage. L'un des premiers principes épistémologiques structurant ces travaux et qui intéresse notre étude consiste à renouveler le lien établi entre technique et société. Précédemment pensé isolément, puis en termes d'opposition, pour enfin faire l'objet d'une approche causale, le couple technique/société se place au cœur des réflexions de plusieurs chercheurs en sciences sociales. Au-delà des quelques différences évidentes de leurs points de vue sur la question, ils insistent unanimement sur les médiations qui s'opèrent entre ces deux entités, qu'elles soient temporelles, culturelles, sociales, ou symboliques. Selon eux, une innovation technique, quelle qu'elle soit, ne naît jamais et ne se diffuse jamais dans un vide social, comme semblent le penser les tenants déterministes de l'idéologie de la « *société de l'information* ». Bien au contraire, les TIC restent avant tout le résultat d'un processus de production puis d'insertion sociale, qui s'agrège à des formes d'organisation et à des pratiques préexistantes. C'est dans cette perspective que nous avons choisi d'interroger les formes d'utilisation du téléphone mobile dans le contexte du Congo-Brazzaville.

En ce sens, les chercheurs analysent la dynamique des innovations, de la conception à l'appropriation par les différentes catégories d'utilisateurs²⁷⁵, en établissant des modèles de cycles

²⁷⁵ Les chercheurs en sociologie de l'usage des TIC se sont employés à mettre au cœur de leurs travaux : la catégorie des amateurs, novices et passionnés²⁷⁵ (Breton, 1989 ; Brunet, 1993 ; Jouët, 1993a) ; la catégorie des familles, des couples et du genre (Boullier, 1985 ; Castelain-Meunier, 1997 ; Heurtin, 1998 ; Lelong et Thomas, 2001 ; Le Douarin, 2002, Flichy, 1991 ; Livingstone, 1996 ; Monjaret, 1996 ; *Réseaux*, 2000, n°103 « Le sexe du téléphone » (Claisse, Licoppe et Smoreda, Rivière, Smoreda et Licoppe) ; De Gournay, Smoreda, 2001 ; Bardin, 2002) ; la catégorie des personnes âgées, des adolescents et autres classes d'âges (*Réseaux*, 1999, n°92-93 ; *Réseaux*, 1999, n°96, Adolescents : Gras, Joerges, Scardigli (Ed.), 1992 ; Breda, 2001 ; De Gournay, Smoreda, 2001 ; Ling, 2002 ; Rivière 2002 ; Personnes âgées : Le Goaziou, 1992 ; Eve, Smoreda, 2001) et enfin, la catégorie des statuts professionnels et groupes identitaires (Kouloumdjian et Raymond, 1994 ; Tarrius et Missaoui, 1994 ; Jauréguiberry, 1996 ; Heurtin, 1998). Hargreaves et Mahdjoub, 1997 ; Calogirou et André, 1997 ; Katz et Aspden, 1998, Pasquier, 2001.).

temporels, des généalogies de sédimentation sociotechnique, des types d'usages et d'utilisateurs²⁷⁶. Dans la perspective d'une réflexion sur le changement social, et à partir d'enquêtes empiriques ciblées, ils tendent à minimiser les bouleversements engendrés par les nouvelles offres techniques et mettent plutôt en relief les changements sociaux plus larges auxquels répondent – ou dans lesquels s'insèrent – ces innovations. Car enfin, le principe méthodologique commun à tous les chercheurs revendiquant une approche par l'usage consiste à observer les pratiques réelles, de conception, de diffusion, d'usage, mais aussi de construction des représentations et du sens de la technique, au travers d'enquêtes de terrain sociologiques, microsociologiques ou ethnographiques. C'est évidemment dans cette perspective, celle d'observer les pratiques réelles ou émergentes, « *inventées* »²⁷⁷, à travers la construction des représentations et du sens de la technologie, que nous justifions le traitement de notre problématique et notre approche de terrain.

Les prochains paragraphes seront ainsi divisés et déclinés à partir de ce que nous considérons comme les deux principaux postulats développés par les sociologues de l'usage. Tout d'abord, le paradigme théorique qui sert de soubassement épistémologique à tous leurs travaux, qui consiste à aborder l'usage des TIC à partir de la double médiation sociale et technique qui s'opère entre les outils de communication et leurs utilisateurs. Ensuite, construire une pensée renouvelée des interrelations entre innovations techniques et changements sociaux.

IV.2. La double médiation technique et sociale.

De nos lectures il ressort que le premier principe sur lequel repose la sociologie des usages consiste à postuler que « *les pratiques de communication s'élaborent (...) autour d'une double médiation. Cette dernière est à la fois technique car l'outil utilisé structure la pratique, mais la médiation est aussi sociale car les mobiles, les formes d'usage et le sens accordé à la pratique se ressource dans le corps social.* » (Jouët, 1993).

²⁷⁶ Andonova, Y., « Parcours réflexif de la problématique des usages : une tentative de synthèse », *Communication et organisation* [En ligne], 25 | 2004, mis en ligne le 27 mars 2012, consulté le 04 décembre 2013. URL : <http://communicationorganisation.revues.org/2960>

²⁷⁷ Nous accordons un sens particulier au concept « *d'invention* », notamment dans l'observation des pratiques locales de la téléphonie mobile au Congo-Brazzaville. La deuxième partie de cette thèse s'avère pertinemment édifiante sur la question.

En effet, la sociologie des usages reprend à son compte le débat qui oppose, depuis la révolution industrielle, philosophes, historiens et sociologues, autour de la question des rapports – antagonisme, complémentarité, sujétion, métissage²⁷⁸... – entre culture et technique (Mercier, 1993, p.331). Prenant appui de ses emprunts à l’anthropologie des sciences, et à l’histoire sociotechnique des innovations, la sociologie des usages reconnaît la double origine des pratiques médiatiques technicisées : la formation des usages des TIC relèverait d’un double mouvement de « *technicisation de la culture et d’acculturation de la technique* », selon la formule phare utilisée par Pierre-Alain Mercier (Mercier, 1993). Ce double mouvement, cet aller-retour, illustre bien la nécessité d’appréhender les relations technique-social d’un point de vue d’interdépendance.

Les sociologues de l’usage des TIC construisent, pour la plus part, des cadres d’analyse échappant aux visions déterministes, dans une démarche en termes d’ajustement réciproque entre technique et social: « *Le rappel de l’essence culturelle de la technique nous met en garde contre la tentation d’une démarche déterministe qui poserait le problème en termes d’impact mécanique de l’offre technique sur les formes culturelles. A l’opposé les approches étroitement « culturalistes » tendent à nier toute incidence de la technique, « produit culturel parmi d’autres », au profit d’une recherche de la « reproduction », ou de la révélation d’évolutions latentes dans l’utilisation d’une innovation technique. Entre ces deux extrêmes, le constat largement admis d’une évolution conjointe de l’environnement technique et des cultures quotidiennes milite en faveur d’analyses en termes d’interactions incessantes entre culture et technique.* » (Mercier, 1993, pp.331-332).

En nous appuyant sur ces propos de Pierre-Alain Mercier, nous devons situer l’étude de ces interactions à trois niveaux distincts : au moment de la genèse de l’innovation technique, lors de son inscription dans des pratiques socioculturelles préexistantes, et surtout, au moment où se déploient les formes d’usages spécifiques aux différents utilisateurs de la technique. Avant de revenir en détail sur ces diverses co-constructions dans les prochains paragraphes, il nous faut mieux expliciter en premier lieu ce que sous-tend ce parti pris, ses origines théoriques et ses déploiements, et préciser de quelle manière les spécialistes des études sur les TIC articulent leur propos, tant du côté des « *empreintes de la technique* » que du côté des appropriations socioculturelles des « *machines à communiquer* ».

²⁷⁸ Mercier, P.-A., (1993), « Technicisation de la culture, acculturation de la technique », dans Sfez, L., (Ed.), *Dictionnaire critique de la communication*, Tome 1 « Les données de base – Les théories opérationnelles », Paris, PUF, pp.331- 334.

IV.2.1. Penser les ajustements réciproques entre technique et social : théories de la médiation sociotechnique.

La notion de la double médiation entre technique et social demeure au centre de la réflexion des sociologues de l'usage. En 1993, dans un article important, Josiane Jouët (1993) interrogeait déjà ce modèle de médiation réciproque qui, par le biais de l'observation *in situ*, reconnaît que « *l'irruption de l'ordre technique dans le procès de communication n'en exclut pas pour autant la part de social dans le contenu de l'action.* » (Jouët, 1993, p.17). Ainsi, elle évoque les origines théoriques et disciplinaires de cette approche, en insistant particulièrement sur l'approche historique développée par Patrice Flichy²⁷⁹, qui refuse toute séparation radicale entre la construction technique d'un objet et sa construction sociale. En effet, pour Patrice Flichy²⁸⁰, il existe de multiples manières pour les groupes sociaux de s'approprier une innovation dont l'origine peut être technique. L'auteur met en valeur une anthropologie de la technique qui visant de combiner un « cadre technique » et un « cadre de fonctionnement ». Ceci permet la constitution d'un nouveau cadre sociotechnique qui, sans ignorer l'importance de l'imaginaire, prend en considération les représentations de l'objet technique et de ses usages tant chez les concepteurs que dans le public. En ce sens, le processus du changement s'installe dans la durée : « *une innovation devient stable à l'issue d'un processus long, lorsqu'il y a alliance entre le cadre de fonctionnement et le cadre d'usage* » (Flichy, 1995). Ceci montre tout le sens de la médiation humaine devant dès lors conduire la dynamique d'acculturation à un environnement technologique marqué.

Par ailleurs, Josiane Jouët évoque l'apport fondamental de l'anthropologie des sciences, en insistant sur le modèle de la traduction développé par Latour et Callon, et l'analyse des séries d'alliances formées entre acteurs humains et non humains qu'il autorise. C'est finalement dans un autre article, publié la même année (Jouët, 1993), qu'elle accorde une valeur aux travaux des ethnométhodologues et des sociolinguistes qui, dans leurs analyses, rendent compte de manière

²⁷⁹ Flichy P., (1995) *L'innovation technique. Récents développements en sciences sociales: vers une nouvelle théorie de l'innovation*. Paris : Éditions de la Découverte, 251p.

²⁸⁰ Flichy P. Idem

plus ou moins précise des interactions complexes entre les dispositifs techniques et leurs utilisateurs.

Reprenant les analyses théoriques de Josiane Jouët, nous pouvons préciser maintenant les postulats de ces trois sources de la théorie de la médiation. Tout d'abord, pour mieux s'opposer aux discours postulant l'avènement de grands changements sociaux sous l'*impact* des dispositifs de communication, qui semblent avoir négligé la préexistence sociale de cadres et de pratiques, considérant l'innovation technique indépendamment des conditions de son adoption, les sociologues de l'usage des TIC s'approprient les travaux théoriques de la sociologie de l'innovation et de l'histoire sociotechnique, et tout particulièrement le modèle qui sera proposé par Patrice Flichy en 1995 dans son ouvrage *L'innovation technique. Récents développements en sciences sociales. Vers une nouvelle théorie de l'innovation* (Flichy, 1995). En effet, souhaitant organiser une articulation complexe et interactive, détachée de tout déterminisme, entre technique et société, et adopter une perspective processuelle et interactionniste, Patrice Flichy prend appui sur le concept majeur de cadre de référence sociotechnique. Il vise la description des trois temps structurant la genèse puis la stabilisation de ces cadres : le premier correspond à la préhistoire de l'innovation durant laquelle diverses histoires parallèles non liées entre elles se déploient : celles liées aux communautés techniques (cadre de fonctionnement) et celles relatives à des ensembles sociaux beaucoup plus larges, correspondant à ce que l'on peut nommer l'histoire des mentalités, des imaginaires sociaux, ou l'histoire de la longue durée (cadre d'usage) (Barjolet, 2005). Le second temps, période particulièrement instable où se superposent des projets parfois contradictoires et où convergent des éléments utopiques et imaginaires, correspond à une phase d'indétermination dans les choix techniques (phase de l'objet-valise) (Flichy, 1995).

Enfin, le troisième temps théorisé par Flichy, notamment la phase de l'objet-frontière, est une phase de levée des ambiguïtés, de passage de l'utopie à la réalité, de l'abstraction à la concrétisation, où s'affrontent et négocient différents acteurs pour trouver un accord et stabiliser le cadre sociotechnique. Alors que le second temps correspond à un temps d'incertitude et d'ouverture, le troisième aboutit généralement à un phénomène de verrouillage technologique. Ce modèle de stabilisation progressive des cadres de références, invitant les chercheurs à prendre en compte les interactions constantes entre évolutions scientifiques, techniques et sociétales, met également en relief le rôle structurant des imaginaires quant à l'action des innovateurs et des

utilisateurs. Il constitue à n'en point douter une source théorique intéressante pour l'ensemble des sociologues de l'usage des TIC.

Dans cette même perspective, à la suite de Patrice Flichy, les sociologues de l'usage s'attachent à décrire les processus d'élaboration et de stabilisation des usages sociaux des outils de communication, à partir du principe selon lequel les dispositifs techniques et leurs usages ne se déploient jamais dans un vide social²⁸¹. Les propos de Marc Guillaume en constituent une belle illustration: « *Aucune innovation ne peut se développer sans se modifier pour trouver des utilisateurs et des propagandistes. Elle ne peut le faire qu'en rencontrant les manières de vivre et de travailler de son époque. A leur tour, les changements de ces modes d'organisation sociale rendent réalisables des services et produits nouveaux qui n'étaient pas apparus plus tôt, alors même qu'ils étaient possibles. Ni le transistor, ni la télévision de masse, ni Internet ne sont apparus dès le moment où le progrès technique les a autorisés : il a fallu toute une alchimie technique, économique et sociale pour qu'ils surgissent. Bref, si rapide et si intense que soit le progrès technique, il s'inscrit toujours dans un système sociotechnique complexe.* » (Guillaume (Dir.), 1997, p.14)

Josiane Jouët suggère par ailleurs que, « *l'usage des nouvelles techniques est aussi analysé à partir du modèle de la traduction (Callon, 1989) qui s'opère entre l'individu et l'objet technique. Le mode d'emploi, comme support didactique, joue un rôle de « passeur » de la machine vers l'utilisateur. L'utilisateur ignore certains éléments de l'appareil, en réinterprète d'autres, ou se plie au style sociotechnique de la machine. La traduction s'effectue au travers d'une négociation permanente entre l'outil et l'utilisateur (Boullier, 1989).* » (Jouët, 1993, pp.374-375).

Madeleine Akrich et Dominique Boullier, grandes figures dans le champ de recherches sur les TIC, sont les deux principaux héritiers des théories de la sociologie de l'innovation. Ces deux chercheurs (Akrich, 1993 ; Boullier, 1995), œuvrent à la nécessité de développer une approche en termes d'ajustements réciproques, sans plus tenir compte de la distinction homme-machine. Ils vont donc s'intéresser à l'intégration de l'usage par les concepteurs tout au long du processus d'innovation, aux phénomènes de traduction opérés entre le dispositif de communication, son mode d'emploi et les utilisateurs, ainsi qu'aux régimes d'ajustement – ou coordination – entre les dispositifs techniques et leurs usagers. Dans cette perspective, ils étudient ensemble l'élaboration

²⁸¹ Guillaume, M. (Dir.), (1997), *Où vont les autoroutes de l'information ?*, Paris, Descartes & Cie

des modes d'emploi, comme l'affirme Madeleine Akrich, « *document dans lequel la mise en scène des utilisateurs est, sinon la plus aboutie, du moins tout à fait explicite.* »²⁸².

Il apparaît intéressant de remarquer que dans la poursuite de leurs travaux, ces deux chercheurs développent des paradigmes théoriques à propos de l'usage d'outils de communication aussi variés que les distributeurs automatiques de billets dans les gares, les systèmes de télésurveillance, ou le courrier électronique. Dominique Boullier²⁸³, au milieu des années quatre-vingt dix, réalise, par exemple, une étude pour le Plan Urbain, la SNCF et la RATP, dans laquelle il analyse l'usage des automates – distributeurs automatiques de titres de transport, de billets, et de nourriture – placés dans les gares. Dans cette étude, il y décrit la variété des régimes d'ajustement possibles entre ces machines et leurs usagers en soutenant que : « *Les acteurs continuent en effet de faire varier leur régime de prise sur le monde, leur mode d'ajustement, au cœur même des dispositifs techniques et spatiaux qui ne sont pas programmés "à sens unique". Cette capacité de réinvention qui est constitutive du processus d'usage a désormais suffisamment été montrée.* » (Boullier, 1996, p.110).

Madeleine Akrich, pour sa part, pense l'intégration des représentations de l'usager (et du concepteur) dans l'objet technique lors de sa conception, et sur les phénomènes de médiation s'opérant entre l'objet technique et son utilisateur. Dans son enquête, conduite avec Cécile Méadel²⁸⁴, sur les dispositifs de télésurveillance et les critères présidant aux choix de leur fonctionnement technique, elle s'attache à étudier les usages variés de la messagerie électronique chez les chercheurs (Akrich, Méadel, Paravel, 2000). Dans le rapport final, elle et ses collaboratrices²⁸⁵ s'attachent « *à mettre en évidence les relations qui existent entre certaines particularités techniques du dispositif que constitue le courrier électronique et les usages qui en sont faits par les personnes qui ont fait l'objet de l'enquête [Akrich 1992, Latour 1993] ; il ne s'agit ni de verser dans le prophétisme technologique qui a tendance à tenir pour acquise la transformation de certaines fonctionnalités en usages généralisés, ni de postuler que tous les usages constatés s'expliquent par l'existence préalable de besoins bien identifiés,*

²⁸² Akrich M., (1993), « Les objets techniques et leurs utilisateurs, de la conception à l'action », Raisons pratiques, n°4 « Les objets dans l'action », p. 39

²⁸³ Boullier D., (1996), « Les automates de Montparnasse. Les transactions, les agents... et les usagers ? », Les Annales de la Recherche Urbaine, n°71, pp.100- 111.

²⁸⁴ Akrich, M., Méadel C., (1996), Anthropologie de la télésurveillance en milieu privé, Rapport, CSI / PIRVilles CNRS et IHESI (non publié), 97 p.

²⁸⁵ Akrich M., Méadel, C., Paravel, V., (2000), « Le temps du mail : écrit instantané ou oral immédiat », *Sociologie et sociétés* (Canada), Vol.32, n°2 « Les promesses du cyberspace », pp.154-171.

miraculeusement remplis par le dispositif technique », mais bien de considérer, à la suite de Dominique Boullier ou Guillaume Latzko-Toth²⁸⁶, les usagers comme véritables acteurs de la construction de l'usage et, partant, de l'outil de communication lui-même (Boullier, 1996 ; Latzko-Toth, 2001).

Enfin, une troisième source théorique qui nourrit la réflexion des sociologues de l'usage des TIC retenue dans cette étude est celle développée par Michel De Fornel²⁸⁷ : « *L'approche sociolinguistique et conversationnelle montre, quant à elle, la complexité du statut de l'objet technique par rapport à l'activité communicationnelle. Loin d'être une « boîte noire* », le médium en tant qu'objet technique incorpore plusieurs aspects de la relation interactionnelle, comme en témoigne l'analyse du visiophone [Fornel, 1988] et de la messagerie conviviale (Fornel, 1989). » (Jouët, 1993, p.374-375). Les ethnométhodologues et les sociolinguistes²⁸⁸, outre leurs études sur les interactions pratiques entre les dispositifs de communication et leurs utilisateurs, produisent une analyse approfondie des constructions symboliques liées à ces outils, et tout particulièrement s'intéresser aux statuts – outil, arme, « artefact communicationnel », « objets communicants », « machines à communiquer » – qui leur sont attribués (Quéré, 1992 ; De Fornel, 1992).

Les travaux de Louis Quéré s'intéresse essentiellement au problème de la « *construction sociale de l'individualité et de la socialité des objets techniques* ». il soulève une interrogation capacité de l'homme à créer des passerelles entre des objets techniques et des valeurs plus abstraites : « *celle, par exemple, qui lie le destin d'entités abstraites, issues de constructions purement théoriques, tels la « communication* », le « *développement de la communication* » ou l'« *espace public* », à des boîtes noires bourrées d'électronique, définies par un fonctionnement opératoire. Ou encore, celle qui rend ces mêmes boîtes noires capables d'affecter nos pratiques, nos jeux de langage, nos idéaux, nos valeurs, nos cadres normatifs ou nos croyances, en tant qu'ils sont constitutifs d'une forme culturelle de vie. Ce qui devient ainsi étrange, c'est d'abord notre façon de doter les objets auxquels nous avons affaire, qu'ils soient naturels ou techniques, d'une capacité d'action, de réaction, de relation ou d'efficacité causales, en considérant que se sont là

²⁸⁶ Latzko-Toth, G., (2001), « Un dispositif construit par ses utilisateurs ? Le rôle structurant des pratiques de communication dans l'évolution technique de l'Internet Relay Chat », Actes du Colloque International sur les Usages et les Services des Télécommunications, Paris, 12-14 juin, p.556-564.

²⁸⁷ Jouët, J., (1993), « Usages et pratiques des nouveaux outils », dans Sfez, L., (Ed.), (1993), *Dictionnaire critique de la Communication*, Tome 1 « Les données de base – Les théories opérationnelles », Paris, PUF, pp. 371-376.

²⁸⁸ De Fornel, M., (1992), « Le visiophone, un artefact interactionnel », dans Chambat, P., (Dir.), *Communication et lien social : usages des machines à communiquer* [Actes du Colloque « Machines à communiquer », Paris-La Villette, 1991], Paris, Editions Descartes.

des propriétés intrinsèques dont ils disposent en tant qu'objets se tenant d'eux-mêmes. Ce qui devient étrange aussi c'est notre capacité de connecter et de croiser des choses d'espèces complètement différentes – par exemple des objets concrets, définis par leur fonctionnement opératoire, et des idéaux ou des « construits théoriques » – tout en assurant un sens à ces hybridations (...). »²⁸⁹ (Quéré, 1992, pp.30-31).

Le principe de son analyse consiste à considérer *« qu'il n'y a pas de machine à communiquer en soi, qu'un objet ou qu'un dispositif devient une telle machine par une dotation, pratique et discursive, d'« intériorité », bref, que le fait que certains objets soient identifiables, observables, utilisables, analysables, descriptibles comme machines à communiquer, que ce soit pour l'usage ou pour le discours, est de part en part une construction sociale dont il faut rendre compte. »* (Quéré, 1992, p.32). Pour ce faire, Louis Quéré privilégie une analyse internaliste de la connectivité ou de l'hybridation de ces deux entités au sein des outils techniques. Il prône l'idée d'interroger le moment clé durant lequel ces objets sont pourvus d'une « intériorité » indépendante de leur fonctionnement opératoire : celui de *« leur incorporation dans nos pratiques sociales et de l'implantation en eux de nos capacités, de nos usages et des systèmes symboliques qui médiatisent nos pratiques »*, de leur affiliation *« à un univers socioculturel de croyances, de normes, de valeurs, de concepts et de rituels »* (Quéré, 1992, p.32). Cette vision de Quéré nous intéresse à plus d'un titre, car elle prend entièrement place au cœur même dans notre champ analytique privilégié dans ce travail de recherche.

Comme le souligne Josiane Jouët, *« l'analyse des pratiques sociales qui se tissent autour des nouveaux outils de communication a donné lieu à diverses approches théoriques et empiriques qui se distinguent selon la place qu'elles accordent respectivement au fait technique ou au fait social. Les premières études sociologiques ont surtout privilégié l'observation du social et développé des modèles d'analyse qui récusent le déterminisme technique. Ces travaux et d'autres analyses, se rattachant entre autres aux domaines de la cognition et de la sociolinguistique, ont néanmoins peu à peu réintroduit l'observation de l'objet technique comme élément constitutif du processus de communication. »* (Jouët, 1993, p.373).

²⁸⁹ Quéré, L., (1992), « Espace public et communication : remarques sur l'hybridation des machines et des valeurs », dans Chambat, P. (Dir.), Communication et lien social : usages des machines à communiquer [Actes du Colloque « Machines à communiquer », Paris-La Villette, 1991], Paris, Editions Descartes.

Tout en rejoignant l'analyse de Josiane Jouët, il s'avère nécessaire de décliner plus en détail ce que les sociologues de l'usage désignent lorsqu'ils évoquent, tour à tour, les effets produits par la médiation technique et la médiation sociale.

IV.2.2. Une nécessité d'analyse de l'empreinte de la technique.

Etudier l'empreinte de la technique sur les pratiques communicationnelles, et plus largement, sur les pratiques cognitives des usagers, nous semble intéressant. En effet, d'après Josiane Jouët, « *plusieurs travaux soulignent que le contenu de la technique, sa logique, son mode d'emploi ne sont pas neutres dans la construction des usages. Ainsi, la qualité de l'architecture langagière des systèmes interactifs est fondamentale (...). Les techniques digitales paraissent, en effet, comme des opérateurs de l'action. Elles confrontent l'individu à la matérialité de la technique, aux valeurs de rationalité et de productivité que ces objets véhiculent. L'utilisateur doit acquérir des savoir-faire opératoires, respecter des codes techniques et suivre la logique interne de l'objet. (...) La technicisation de la pratique s'observe dans l'accomplissement de toutes les activités ordinaires par le biais des techniques digitales [Jouët, 1990]. Les opérations d'information, de services mais aussi de jeux et de communication interpersonnelle, deviennent composées d'ordres, de sélection, de suivi séquentiel et de mise en mémoire qui assurent l'efficacité de l'action.* » (Jouët, 1993b, p.374-375).

Faisant sienne cette théorie, Josiane Jouët (1992, 1993a, 1993b), s'attache à démontrer la manière dont les individus se plient aux procédures logiques incorporées dans les dispositifs techniques pour pouvoir les faire fonctionner correctement. D'une part, le respect de l'architecture de la technique (notamment de sa nature informatique, digitale ou interactive) conduit l'utilisateur à acquérir des savoir-faire spécifiques, à apprendre les procédures opérationnelles adéquates, à construire une connaissance minimale des fonctionnalités de l'objet technique, bref, à plier sa pratique aux impératifs techniques des outils, ce qu'elle appelle par *processus de technicisation des procès de communication*. D'autre part, les outils de communication informatisés sont porteurs de valeurs spécifiques, comme celles de rationalité, de performance, d'ordre et de cohérence, qui pénètrent les pratiques.

De son côté, Pierre Chambat interroge les problèmes posés par l'intégration de systèmes

technologiques au domicile vis-à-vis des usages et des conceptions sociales antérieures de l'habitat (Chambat, 1992b). Pierre Chambat met en évidence le caractère injonctif des régimes d'action incorporés dans les dispositifs techniques, tout en nous mettons en alerte contre le risque d'auto-normalisation que contient en germe l'incorporation de nos routines d'usage dans les programmes de ces dispositifs techniques. Il déclare : « *Apprendre l'homme à la machine, c'est rendre ses habitudes machinales et par là même visibles, extérieures et rigides. (...) Le risque est alors moins d'être bloqué par une panne ou agressé par un dérèglement (...) que d'être pris au piège de ses propres routines ou de ses choix programmées et érigés en normes. La machine sanctionne tout incartade ou écart, l'usage normal se retourne contre l'utilisateur inconstant.* » (Id., p.112).

En outre, dès 1994, Marc Guillaume, dans un numéro de la revue *Réseaux* consacré à « la communication itinérante », fait remarquer les changements sociaux qui pourraient être apportés par les caractéristiques inédites de portabilité et de mobilité des téléphones cellulaires (Guillaume, 1994). Et cette analyse s'avère capitale pour l'objet d'étude de notre thèse. A la suite de Marc Guillaume, Chantal de Gournay²⁹⁰ explore les évolutions sociales et organisationnelles que porte en germe la possibilité technique de joindre et d'être joint en tout lieu et à tout moment, et s'intéresse notamment aux modifications contemporaines des rapports à l'espace et au temps (De Gournay, 1989, 1992, 1994). Mais, ce sont surtout les empreintes techniques sur les formats de communication et les modes de relations sociales qui sont abondamment abordées par les sociologues des usages des TIC, mettant en lumière l'« *homologie structurelle entre dispositif technique opératoire et forme de l'échange interpersonnel* » (Jouët 1993a)²⁹¹. Par exemple, Christian Licoppe²⁹² fait constater que la façon d'entretenir des liens avec ses proches est en partie modelée par l'outil de communication utilisé. Ainsi, il met en relation les particularités techniques du téléphone mobile et le développement d'un mode de relation dit « connecté » : la multiplication des petits gestes de communication, en tous lieux et à tous moments, semble facilitée par l'accessibilité et la minimisation des efforts permis par cet outil (Licoppe, 2002).

²⁹⁰ De Gournay, C., (1992), « L'âge du citoyen nomade », *Esprit*, n°186 « La télématique ou les nouvelles frontières du privé et du public », pp. 113-126.

²⁹¹ Sur ce thème, on consultera notamment les références suivantes : Toussaint, 1992b; Jouët, 1993a ; De Gournay, 1997b ; Boullier, 1996a ; Boullier 2000 ; Licoppe, 2002.

²⁹² Licoppe, C., (2002), « Sociabilité et technologies de communication. Deux modalités d'entretien des liens interpersonnels dans le contexte du déploiement des dispositifs de communication mobiles », *Réseaux*, Issy-Les-Moulineaux, Vol.20, n°112-113 « Mobiles », pp.171-210.

Enfin, il convient de considérer qu'au sein de la sociologie de l'usage, il existe également un nombre important de travaux sur les nouveaux langages et modes d'expression créés par l'utilisation de certains dispositifs techniques de communication, notamment écrite. Nous pensons en particulier aux études suivantes : sur les messageries – minitel puis électroniques – (Toussaint, 1992b ; Jouët, Toussaint, 1994 ; Céria, 1995 ; Hert, 1999 ; Akrich, Méadel, Paravel, 2000), les forums de discussion sur Internet (Beaudouin, Velkovska, 1999 ; Mondada, 1999 ; Verville, Lafrance, 1999), les échanges de SMS (Rivière, 2002) ; ainsi qu'aux l'analyses transversales des nouvelles formes d'écriture développées avec l'usage des TIC, proposées par Pierre Lévy et Franck Ghitalla (Levy, 1992 ; Ghitalla, 1999).

Bien que les sociologues de l'usage des TIC reconnaissent que l'empreinte de la technique sur les pratiques soit susceptible de conduire à l'émergence de nouveaux modes de relation et de nouveaux modèles d'action, ils pensent néanmoins que l'utilisateur a la possibilité de dépasser ce déterminisme technique. Car la souplesse d'usage de ces outils permet, selon eux, l'invention des modes de faire personnalisés, la mise en place d'une relation spécifique et individualisée entre l'homme et la machine, l'adaptation des médias aux usages particuliers des individus (Jouët, 1993a). Autrement dit, et c'est ici le point essentiel que nous souscrivons dans notre travail de chercheur en SIC, les sociologues de l'usage des TIC ne se contentent pas d'analyser l'empreinte de la technique, mais s'attachent également à l'analyse de *l'acculturation de la technique*.

IV.2.3. Interroger la notion d' « *acculturation de la technique* » : quelles médiations symboliques et sociales ?

D'entrée de jeu, notre objectif consiste, avant tout, à appréhender la notion d' « acculturation de la technique ». La question ainsi repensée ne requiert plus d'appréhender comment les dispositifs techniques marquent de leur empreinte les pratiques sociales, mais bien de penser la manière dont les divers groupes sociaux ou les usagers, tant par leurs actions pratiques que par leurs constructions intellectuelles, donnent du sens aux objets techniques, en transformant l'usage et inscrivant leur utilisation dans un univers symbolique particulier. Cette perspective²⁹³ domine encore le champ de la sociologie des usages des TIC (Scardigli, 1994).

²⁹³ Scardigli, V., (1994), « Déterminisme technique et appropriation : l'évolution du regard porté sur les technologies de l'information », *Technologie de l'information et société*, Vol. 6, n°4 « Technologies de l'information et modes de vie », pp.299- 314.

Encore une fois, Josiane Jouët nous apporte un éclairage riche et édifiant à travers un résumé des domaines majeurs d'études et des problématiques développés autour des usages sociaux des TIC²⁹⁴.

« L'observation de l'usage social des TIC a, en particulier, mis l'accent sur les formes d'appropriation des objets de communication. Les études démontrent que la technique ne génère pas des usages sui generis et que le social joue un rôle déterminant dans ses modalités d'adoption. L'acculturation des techniques repose sur la construction d'une logique de l'usage [Perriault, 1989]. L'usage se fonde sur une généalogie de techniques et de pratiques antérieures et une filiation s'effectue entre l'emploi des nouveaux et des anciens outils de communication (...). La socialisation des outils de communication passe par des modèles de conformité au projet technique, de détournement des applications prescrites voire même de rejet (Laulan, 1985). (...) De fait, c'est à travers leur banalisation et l'élaboration de pratiques concrètes que les nouvelles techniques deviennent un facteur de transformation des modes de vie [Mercier, 1983]. La pénétration des nouveaux outils de communication dans les foyers est aussi l'occasion d'analyser leur impact sur la vie domestique (ces objets peuvent être, selon les configurations familiales, des facteurs de resserrement ou de distension du lien interpersonnel) et d'observer les effets de génération (Boullier, 1985) et de sexe. » (Jouët, 1993b, p.373).

Nous constatons ici que les sociologues de l'usage des TIC ont tendance à décrire les diverses formes de subjectivités – individuelles et collectives – appliquées par les usagers sur les dispositifs de communication. Ils mettent en exergue la multiplicité des pratiques et du sens donné à ces outils techniques et soulignent le rôle central des usagers ordinaires, ou « *petits acteurs* » pour fixer la « logique de l'usage »²⁹⁵ ou construire le sens de chaque technique. D'ailleurs, Victor Scardigli pense qu'il est important de prendre en considération le processus d'appropriation active des TIC par les acteurs et leur intégration dans les modèles culturels. Il est donc sensible à la production du sens de la technique par ses usages sociaux, voire à la co-invention des TIC par leurs utilisateurs (Scardigli, 1992, 1995).

Par conséquent, cette vision prouve irréfutablement la nature du refus catégorique de l'idée d'un déterminisme symbolique. Ici, les imaginaires jouent un rôle déterminant en raison de leur effet

²⁹⁴ Thématiques sur lesquelles nous reviendrons en détail à l'appui de multiples exemples dans les pages consacrées à la construction sociale de l'usage, précisément dans la deuxième partie de cette thèse.

²⁹⁵ Perriault, J., (1989), *La logique de l'usage. Essai sur les machines à communiquer*, Paris, Flammarion.

structurant sur les représentations et les pratiques instituées autour des dispositifs communicationnels.

A la fin de cette présentation, nous pouvons noter que la double médiation s'est imposée comme préalable à toute étude relative à l'usage des TIC, et qu'elle a permis, tout particulièrement, de renouveler la pensée sur le changement social, et d'aborder l'usage comme une construction sociotechnique sans cesse renégociée, permettant ainsi aux chercheurs, surtout en communication des organisations, de dépasser les visions dominantes de l'innovation technique, et notamment celles attachées aux discours sur l'avènement de la « *société de l'information* ». Ces deux domaines d'investigation vont maintenant et successivement retenir notre attention.

IV.3. TIC et changement social : une analyse renouvelée de leurs liens.

C'est avant tout en se démarquant des discours prospectifs en constante montée en puissance, et en réintégrant l'étude des TIC dans une réflexion plus générale sur le changement social que les sociologues des usages parviennent à affirmer la spécificité de leur démarche. Bien que critiques face aux généralisations hâtives souvent rencontrées concernant le rapport entre diffusion des nouveaux outils de communication et évolution des pratiques sociales, ils continuent de penser cette relation.

IV.3.1. Changements sociaux et innovations technologiques : un regard renouvelé de leurs rapports.

Est-il vrai que nombre d'auteurs convoqués dans notre étude sont ceux qui rejettent les prophéties liées aux discours sur la « société d'information », bien qu'ils aient un intérêt réel pour la problématique du changement social. Concrètement, ils mettent en cause le prétendu impact direct des TIC sur nos modes de vie, d'organisation et de pensée, et en s'évertuant de développer une approche complexifiée des médiations entre innovations technologiques et changements sociaux, les spécialistes des TIC produisent des réflexions qui s'inscrivent, de façon récurrente, dans le champ plus vaste des questionnements classiques sur les changements

sociaux. A tel point qu'Alain Gras²⁹⁶, sociologue et écologiste français qui a longtemps axée sa pensée sur le devenir technologique et le sens du progrès, en introduction de l'ouvrage intitulé *Sociologie des techniques de la vie quotidienne*, débute son propos en soulignant substantiellement que les réflexions sur les techniques de la vie quotidienne *doivent être* replacées dans le cadre plus général d'une interrogation sur le changement social (Gras, Joerges, Scardigli (Dir.), 1992).

Alors, Pierre Chambat, avec lui, d'autres spécialistes en la question, (Chambat, 1992a, p.11 ; Chambat (Dir.), 1992), dresse un état des lieux assez sombre de l'idéologie techniciste. Pour lui, les bouleversements profonds dans les modes de vie qui avaient été prophétisés ne sont pas advenus. Dans ce même élan, Dominique Wolton²⁹⁷ souligne que d'un idéal normatif impliquant des changements sociaux importants, on est bien forcé de constater que seuls des changements minimes, fonctionnels et problématiques, sont finalement devenus réalité (Wolton, 1992). Yves Toussaint, dans son article intitulé « La parole électronique. Du minitel aux nouvelles *machines à communiquer* », paru la même année (Toussaint, 1992b), relativise de la même façon, à propos du minitel, le changement social en insistant sur les écarts existants entre les utopies techniciennes et la réalité de l'insertion sociale des TIC. Pour Josiane Jouët, les individus font la même chose, mais cette fois-ci autrement. Les changements sociaux, ajoute-t-elle, sont moins spectaculaires que ceux qui ont été prédits, et même si l'on peut observer une incidence effective des TIC, celle-ci est visible uniquement dans les interstices du social²⁹⁸.

Victor Scardigli, dans l'introduction du *Sens de la technique*, évoque, lui aussi, ce considérable écart entre les imaginaires du progrès et du changement social, et la faiblesse des changements sociaux constatés. Toutefois, il tente la description de ce qui ressemble à un va-et-vient entre innovations techniques et sociales (Scardigli, 1992). De son point de vue, les technologies ne doivent pas être considérées comme le facteur exclusif et incontournable des mutations dans les modes de vie. Ce sont en revanche les relations dialectiques entre innovations techniques et innovations sociales qui doivent faire l'objet de réflexions, les TIC offrant un terrain d'observation, un privilège pour étudier leurs convergences (Jouët, 1993a). C'est essentiellement

²⁹⁶ Gras, A., Joerges, B., Scardigli, V., (Eds.), (1992), *Sociologie des techniques de la vie quotidienne*, Paris, L'Harmattan, 312 p.

²⁹⁷ Wolton, D., (1992), « Médias, nouvelles techniques de communication et l'éternelle idéologie techniciste », dans Chambat, P., (Dir.), *Communication et lien social : usages des machines à communiquer* [Actes du Colloque « Machines à communiquer », Paris-La Villette, 1991], Paris, Editions Descartes.

²⁹⁸ Jouët, J., (1992), *Op. cit.*, p. 189

ce positionnement épistémologique que nous tentons de construire, développer et défendre tout au long de notre réflexion doctorale.

IV.3.2. Etude des trois modèles articulatoires particuliers.

Les travaux d'Emilie Barjolet (2005) ont ceci d'important qu'elles nous permettent encore de remarquer la classification en trois groupes schématiques des principales articulations développées par les sociologues de l'usage entre innovations technologiques et changement social. Laurence Bardin²⁹⁹, par exemple, utilise de manière relativement indifférente chacune de ces trois articulations. Nous observons la manière dont les spécialistes des questions d'usage des TIC abordent cette problématique, en reconnaissant la préexistence de changements sociaux plus larges ayant permis et accompagné le développement des différentes TIC. Victor Scardigli fait remarquer, par exemple, que l'usage du téléphone a pu se généraliser seulement à l'appui d'un mouvement social plus général d'individualisation des modes de vie et de transformation du logement en lieu de vie total (Scardigli, 1995). A son tour, Laurence Bardin insiste sur les facteurs de changement social propices au développement des relations interpersonnelles médiatisées en France : l'évolution de la stratification économique, l'urbanisation, l'accroissement de la mobilité, les mouvements de délocalisation, l'évolution des réseaux de sociabilité, etc. (Bardin, 2002).

Du point de vue de Michel Bonetti et Jean-Paul Simon, les TIC ne font qu'accompagner des changements plus globaux dans les modes de vie, et à ce titre elles peuvent être érigées en analyseur des évolutions étudiées³⁰⁰. Traitant la question dans ce même sens, Jean-Pierre Heurtin³⁰¹ estime que cette perspective renversant complètement l'approche en termes d'impact des technologies de communication sur la société, permet des changements sociaux moins déterminés par les caractéristiques techniques des nouveaux outils, que par des changements plus généraux qui traversent les espaces sociaux (Heurtin, 1998). Plusieurs autres chercheurs traiteront les pratiques de communications en formation, comme un révélateur des tendances

²⁹⁹ Bardin, L., (2002), « Du téléphone fixe au portable. Un quart de siècle de relations interpersonnelles médiatisées en France », *Cahiers internationaux de sociologie*, Vol.CXII « Communication et liens sociaux », pp. 97-122.

³⁰⁰ Bonetti, M., Simon, J.-P., (1986), « Les transformations urbaines », Réseaux, Issy les Moulineaux, CNET, n°20 « Communication et dynamique urbaine ».

³⁰¹ Heurtin, J.-P., (1998), « La téléphonie mobile, une communication itinérante ou individuelle ? Premiers éléments d'une analyse des usages en France », Réseaux, Issy-Les-Moulineaux, n°90 « Quelques aperçus sur le téléphone mobile », pp. 37-50

sociales à l'œuvre (Chambat, 1992b ; Scardigli, 1992) : « *En somme, plutôt qu'un facteur de changement social, ou qu'un outil-prétexte utilisé par certains acteurs pour obtenir ce changement, à ce stade la technologie nouvelle apparaît plutôt comme un "analyseur social", révélateur des frustrations et des aspirations d'une famille, des rapports de force et des problèmes d'un lieu de travail ou d'un quartier.* » (Scardigli, 1992, p.17).

Les spécialistes des questions d'usage font parfois, dans la seconde articulation retenue, le constat d'une convergence existant entre l'évolution des modes d'organisation ou des pratiques de sociabilité, et les caractéristiques techniques propres à certaines innovations technologiques. Dans ce cas, les usages observés d'un objet technique correspondent et répondent à de nouveaux besoins sociaux, ou au contraire, apportent une compensation vis-à-vis de nouvelles attentes sociales jugées négativement. Pour Philippe Mallein et Yves Toussaint³⁰², le succès de l'intégration sociale du magnétoscope et du minitel dans les familles s'explique par les évolutions plus globales des formes de sociabilité familiale, comme le passage d'un modèle hiérarchique-autoritaire à un modèle associatif-négocié, le développement d'un modèle de vivre-ensemble plus individualiste, ou les phénomènes d'éclatement du couple et de la vie maritale traditionnelle. Cette analyse trouve, quelques années plus tard, un prolongement logique dans les propos de Jean-Pierre Heurtin : il met l'accent sur la réponse adéquate que fournit la communication mobile face aux nouveaux besoins d'autonomie et d'indépendance des différents membres de la famille, et face aux nouveaux besoins en matière de gestion de l'urgence dans le monde du travail (Heurtin, 1998). Cependant, Pierre-Alain Mercier, ensemble avec nombreux d'autres chercheurs ayant travaillé sur les appareils et services de péritéléphonie comme le répondeur ou les messageries, n'hésitent pas à mettre en visibilité le rôle fondamental et compensatoire des outils de communication asynchrone, dits de « décommunication », qui permettent, selon eux, d'établir une coupure intentionnelle et toute une série de filtres face aux injonctions toujours plus pressantes d'accessibilité et de joignabilité (Mercier, 1997a, 1997b ; De Gournay, 1997b; Bardin 2002).

Finalement, en réunissant les deux modèles articulatoires précédents, les auteurs de la sociologie de l'usage indiquent également de quelle façon les innovations technologiques et les mutations sociales antérieures organisent l'adoption des nouveaux outils de communication, comment cette adoption produit elle-même, à son tour, des pratiques inédites qui participent aux évolutions en

³⁰² Mallein, P., Toussaint, Y., (1994), « L'intégration sociale des technologies d'information et de communication : une sociologie des usages », Technologies de l'information et société, Vol. 6, n°4 « Technologies de l'information et modes de vie », pp. 315-335.

cours, et ce, selon un processus d'engendrement dialectique constamment renouvelé. Laurence Bardin en fait une illustration montrant comment l'appropriation actuelle du téléphone portable a été préparée :

« D'une part grâce aux paliers précédents de l'usage du téléphone fixe ou de ses adjuvants téléphoniques et, d'autre part, par certaines évolutions de la société allant dans le sens d'une préparation, voire d'une nécessité compensatoire, à faire usage du portable. Sous les habits neufs de la mise en scène du progrès s'expriment à nouveau (...) des motivations à l'usage du mobile déjà présentes lors de la démocratisation du téléphone fixe. Par exemple, la justification de réponse à l'urgence et la raison de sécurité étaient également un motif primaire d'accès au téléphone filaire. Par contre, le thème de la possibilité d'une prise de risque accrue semble propre au portable. Le désir de joignabilité permanente s'était déjà manifesté chez les usagers du répondeur téléphonique. Quant au levier du processus de consommation ostentatoire avec fonction de distinction sociale, il n'est pas spécifique à la communication interpersonnelle même si le recours à une médiation technique marchande l'amplifie. Le contrôle accru du temps et de l'espace par les individus ou les groupes sociaux dominants non plus. Néanmoins, le succès du téléphone portable, dans les usages réels ainsi que dans la symbolique mythique des discours ambiants, manifeste probablement – et les signes avant-coureurs de la gestion individuelle des coups de téléphone privés sur le lieu de travail étaient, parmi d'autres, des repères – une nécessité impérative de resynchronisation et de relocalisation, au moins virtuelle, d'une vie quotidienne où spatialité et temporalité sont de plus en plus éclatées. » (Bardin, 2002, p.120-121).

Ainsi, au regard de ce qui précède, c'est à la fois avec ferveur et méthode que les sociologues de l'usage des TIC scellent définitivement leur rupture vis-à-vis des discours apologétiques et proposent de penser de façon complexe les articulations entre innovations techniques et évolutions sociales. Pierre Chambat pense que les prophéties du culte de la technique auraient sous-estimé la pesanteur des routines sociales et la difficulté d'introduction des nouveaux usages.

En somme, c'est avec précaution que les spécialistes des question d'usage des TIC abordent la problématique du changement social. Ils mettent l'accent prioritairement sur l'intégration socioculturelle des machines à communiquer, en explorant tout particulièrement, comme nous allons le voir maintenant, la création de ce double décalage temporel et substantiel.

IV.4. Examiner la construction sociotechnique de l'usage.

Dans son « *Retour critique sur la sociologie des usages* », Josiane Jouët soutient vigoureusement que le principe incontournable qui préside à toute approche par l'usage consiste à considérer celui-ci comme un construit social (Jouët, 2000). En ce sens, l'usage n'existe jamais idéalement, qu'il soit le fruit de l'imagination des inventeurs, le produit d'un cadre sociotechnique stabilisé, le résultat de l'inventivité pratique des usagers ou le reflet de leur condition socio-culturelle, mais bien comme l'aboutissement d'un processus de négociation, de combinaison et de convergence entre un dispositif technique, des réseaux et des groupes sociaux, des imaginaires et des formes spécifiques d'appropriation. Forts de ce précepte, les spécialistes de la sociologie des TIC déconstruisent et analysent leurs usages quel que soit leur stade d'élaboration ou de diffusion, leurs propriétés techniques, le type d'utilisateurs ou d'environnements qu'ils rencontrent, multipliant de ce fait les recherches ciblées.

Ainsi, nous tenterons, dans les pages qui suivent, d'explorer les différents aspects de l'usage ayant fait l'objet d'un intérêt renouvelé de la part des chercheurs francophones. Trois « moments » principaux, empruntés aux travaux de Emilie Barjot, vont constituer la clé d'analyse de la démarche sociotechnique des usages des TIC : d'abord le moment particulier qui correspond au passage entre l'usage idéal d'un outil technique, imaginé par ses concepteurs, et son usage effectif ; ensuite la période de diffusion d'un nouvel outil de communication, l'usage s'inscrivant alors dans une généalogie de pratiques préexistantes, ou filières sociotechniques ; enfin, le stade qui correspond à la rencontre entre la « machine à communiquer » et ses divers publics d'utilisateurs, celle-ci faisant alors l'objet d'appropriation matérielle, pratique et symbolique contrastées (Barjot, 2005).

Dans la présentation faite un peu plus haut des sources théoriques ayant nourri les théories de la double médiation technique et sociale, nous avons déjà évoqué l'importance des travaux de la nouvelle sociologie des sciences ou sociologie de l'innovation, pour penser, dès la phase de conception de l'objet technique, l'intégration, par les ingénieurs-concepteurs, des scénarios d'usage – ou « programmes d'action » – dans les dispositifs techniques, nous ne reviendrons donc ici que brièvement sur le moment correspondant à la phase de la genèse des innovations

technologiques.

IV.4.1. Penser la réalité de l'adoption sociale entre usages prescrits et détournements.

La particularité et la fécondité de la pensée des chercheurs mobilisés ici consistent en la mise en relief de l'approche par appropriation, c'est-à-dire, à décrire les écarts existants entre les usages idéaux imaginés par les ingénieurs-concepteurs et les usages réels une fois les dispositifs de d'information et de communication diffusés et adoptés par les usagers. Les sociologues des usages (Entre autres, Flichy, 1991 ; Chambat, 1992a ; Charon, 1992 ; Toussaint, 1992a, 1992b, 1992c ; Scardigli, 1994a ; Mallein, Toussaint, 1994a ; Boullier, 1996a) n'hésitent pas à faire remarquer l'écart substantiel existant entre l'imaginaire des concepteurs et les applications réelles des outils de communication. Plusieurs exemples probants, développés par les chercheurs, illustrent la récurrence de ce décalage. Le téléphone, puis le minitel, le magnétoscope, la domotique et la TV interactive constituent au sein de la littérature sur les TIC, des cas d'école fréquemment cités.

En effet, dans le florilège de dispositifs de communication, le minitel a été pris comme un cas d'école (Toussaint, 1992a, 1992b, 1992c). Le minitel, selon les perspectives imaginées par ses concepteurs devait permettre d'obtenir, depuis l'intérieur du foyer, l'ensemble des informations nécessaires, habituellement disponibles à l'extérieur. En apportant la « *ville à domicile* » (Barjot, 2005), le minitel est conçu pour permettre au consommateur-citoyen rationnel désormais débarrassé des contraintes de déplacement, de s'informer, de communiquer, d'agir ou de participer, depuis chez lui, au débat public. Mais, les expérimentations conduites à partir de 1980 vont vite révéler que les fonctions imaginées pour le minitel recueillent un succès contrasté : le service d'annuaire téléphonique connaît un rapide engouement, alors que les autres fonctions (portail d'informations, espace public de confrontation citoyenne.) rencontrent un échec généralisé. En revanche, un usage non imaginé par les concepteurs de cet outil, se met rapidement en place et rencontre un énorme succès populaire : les messageries conviviales. Alors qu'il devait devenir l'outil du renouveau politique, le minitel a finalement été construit par ses utilisateurs comme un outil ludique de communication, d'échanges et de rencontres

interpersonnelles. Yves Toussaint – tout comme le fait Jean-Marie Charon³⁰³ dans cette même période, à propos du plan câble en France (Charon, 1992) – souligne alors le décalage important séparant inexorablement la vision messianique des concepteurs et des promoteurs de cet outil de communication et les premiers usages réels qui en ont été faits. Il s'agit bien d'une opposition entre les logiques d'usage de l'objet technique et la rationalité des concepteurs.

Dans leur article intitulé « *L'intégration sociale des technologies d'information et de communication : une sociologie des usages* »³⁰⁴, Philippe Mallein et Yves Toussaint déplorent la logique de performance « technosociale » qui commande aux travaux des concepteurs, en explorant les limites, et en appelant ceux-ci à mieux prendre en compte, dès la phase de conception, les modalités d'insertion sociale des TIC. Ils proposent ainsi une grille d'analyse sociologique des significations d'usage qui s'appuie sur quatre couples d'opposition conceptuelle, sur lesquels peut se lire le destin de la mise en usage des nouvelles TIC: banalisation /idéalisation, hybridation/substitution, identité active/identité passive, évolution sociale/révolution sociale.

Qu'en est-il de ces différents concepts à rejeter ? Celui d'idéalisation : la technologie est conçue par ces concepteurs comme révolutionnaire et s'adresse à une figure d'utilisateur idéal ; celui de substitution : plutôt que de se greffer à des pratiques préexistantes, l'innovation technique est conçue dans la perspective de l'éradication des pratiques anciennes au profit d'usages radicalement nouveaux ; celui de révolution sociale : grâce à son impact révolutionnaire, la TIC est conçue pour significativement transformer la société ; enfin le concept d'identité passive souligne que les concepteurs ont préconfiguré une figure d'usage idéal, contraignant ainsi l'utilisateur réel à se conformer ou à rejeter l'innovation technique.

En revanche, à travers cette nouvelle grille, Mallein et Toussaint se proposent d'inciter les concepteurs à opter pour une démarche de rétroaction entre le social et la technique : l'usage des TIC doit désormais être conçu comme une négociation entre offre technique et demande sociale. Cette nouvelle rationalité repose, elle aussi, sur quatre concepts clés, à l'opposé des concepts liés à la rationalité « techno-sociale » : penser la banalisation sociale de l'outil de communication

³⁰³ Charon, J.-M., (1992), « Réseaux techniques, réseaux sociaux. A propos du plan câble en France », dans Chablat, P., (Dir.), Communication et lien social : usages des machines à communiquer [Actes du Colloque « Machines à communiquer », Paris-La Villette, 1991], Paris, Editions Descartes.

³⁰⁴ Mallein, P., Toussaint, Y., (1994), « L'intégration sociale des technologies d'information et de communication : une sociologie des usages », Technologies de l'information et société, Vol. 6, n°4 « Technologies de l'information et modes de vie », pp. 315-335.

comme condition nécessaire de son succès ; penser l'insertion des nouvelles technologies en termes d'hybridation avec les anciennes pratiques médiatiques, et non plus en termes d'éradication ; renoncer à imaginer l'outil technique comme facteur de révolution sociale, en reconnaissant la correspondance entre l'usage qui en est fait et les évolutions plus globales des formes de sociabilité ; enfin, considérer la capacité d'action et de création de l'utilisateur en renonçant à faire de lui une figure passive à laquelle s'impose l'offre technique (Mallein, Toussaint, 1992, 1994a, 1994b ; Mallein, Arnal *et al.*, 1995)..

Afin d'appuyer ce qui vient d'être dit, il sied de noter que cette problématique des significations d'usage est également investie par d'autres auteurs dans une approche différente de celle de l'étude des usages sociaux : Proulx et Laberge³⁰⁵ se sont attachés à l'analyse des processus de construction identitaire des publics à travers les significations d'usage de la télévision ; Lacroix (1994) s'est quant à lui penché sur les discours qui accompagnent la sortie d'une innovation technologique et sur le rôle de ceux-ci dans la construction de représentation par les usagers. Ici, conformément à notre point de vue sur la question, l'usage renvoie davantage aux pratiques et donc à la mise en situation de l'objet technique.

IV.4.2. Les usages dans le temps : entre évolution et stabilisation.

Victor Scardigli (1992, pp.31-34) ou Jacques Perriault (1989, 1992) analysent le rôle du temps dans l'évolution et la fixation des usages, ainsi que les phases successives d'invention, de négociation sociotechnique, de diffusion et de stabilisation des pratiques. Dans cette même lignée, le modèle de stabilisation des cadres sociotechniques, développé par Patrice Flichy (*voir infra* – Flichy, 1995) n'est pas sans rappeler les différentes phases d'insertion sociale des techniques décrites par ces sociologues de l'usage des TIC.

IV.4.2.1. Essai d'une généalogie des usages.

³⁰⁵ Proulx, S., Laberge, M.-F., « *Vie quotidienne, culture télévisuelle et construction de l'identité familiale* », en coll. Réseaux, n° 70, Paris: CNET, p. 121-140.

En parcourant les écrits de Josiane Jouët (2000), nous nous apercevons que l'une des trajectoires de pensée des spécialistes des questions d'usage des TIC voulant rompre avec tout déterminisme technique, consiste à retracer la généalogie des usages des dispositifs de communication.

« L'observation des usages sociaux des TIC montre en effet la façon dont ils s'insèrent dans des pratiques familiales ou professionnelles préexistantes ou en voie de constitution. Les recherches démontrent qu'il n'existe pas d'usage sui generis et que l'adoption des technologies de l'information et de la communication s'articule autour de techniques et de pratiques antérieures. « Faut-il rappeler que le développement de nouveaux usages n'émerge pas ex nihilo, que le bouleversement de l'espace professionnel ou domestique ne se produit pas brutalement ? L'apparition de nouvelles pratiques se greffe sur le passé, sur des routines, sur des survivances culturelles qui perdurent et continuent à se transmettre bien au delà de leur apparition ? » (Mallein, Toussaint, 1994). Les usages sont d'ailleurs souvent le prolongement de pratiques sociales déjà formées comme le bricolage domestique exercé par les premiers programmeurs amateurs. Autre caractéristique, l'usage social s'élabore dans le temps car il se heurte aux résistances du corps social, au poids des habitudes et de la tradition qui contrecarrent la diffusion rapide de l'innovation (Perriault, 1989). » (Jouët, 2000, pp.499-502).

Ainsi, ces chercheurs s'attachent à mettre en exergue des processus d'identification des phases d'adoption, de découverte, d'apprentissage et de banalisation convergeant inéluctablement vers l'inscription sociale des TIC, en soulignant le caractère évolutif des usages et des constructions symboliques propres à chaque TIC. Pour ce faire, Yves Toussaint³⁰⁶ dégagera très tôt, par exemple, l'existence d'une succession de phases à propos de l'usage du minitel, allant de l'envolée fantasmatique à la rationalisation des pratiques, modèle qui sera par la suite appliqué à l'Internet :

« La communication interpersonnelle par vidéotex est entrée dans une nouvelle phase où la rationalisation de l'usage est première devant un usage reposant sur des fantasmes. Après une phase de connexion pulsionnelle et ludique sur des messageries conviviales, liées au plaisir et à la découverte de cette nouvelle forme d'échange, les usagers rationalisent désormais leurs pratiques et découvrent des potentialités utilitaires au courrier électronique. D'une phase de

³⁰⁶ Toussaint, Y., (1992), « La parole électronique. Du minitel aux nouvelles machines à communiquer », Esprit, n°186 « La télématique ou les nouvelles frontières du privé et du public », p.138.

dépendance on passe à la maîtrise de la pratique avec une rationalisation de la relation électronique, et une rentabilisation de cette forme d'échange. ».

Cette analyse rejoint, dans le cadre de notre thèse, la démarche que nous adoptons pour comprendre l'usage du téléphone mobile au Congo-Brazzaville, dont la représentation sociale a fortement évolué depuis son usage pionnier par des groupes professionnels avant-gardistes, son assimilation à la vulgarité et à l'exhibitionnisme de ses premiers utilisateurs, son insertion problématique dans les espaces publics urbains, jusqu'à sa démocratisation et sa banalisation sociale plus récente (Barjot, 2005). Cependant, les chercheurs ont, sur ce point précis, eu plutôt tendance à refléter l'état des représentations sociales concernant le téléphone mobile qu'à en analyser les pratiques réelles, comme nous nous proposons de le faire à partir des données qualitatives recueillies sur le terrain. Pour se donner une idée de l'évolution des représentations collectives de cet outil, nous pourrions consulter plusieurs articles : Jean-Pierre Roos, (1994) Francis Jauréguiberry (1998), Richard Ling (1998) et Julien Morel (2002).

IV.4.2.2. Explorer les filières techniques et les filières d'usage.

Il convient de souligner que les chercheurs des usages de TIC ont également analysé les filiations existantes entre l'usage des anciens et des nouveaux dispositifs de communication. Ainsi, ils insistent sur le rejet d'une interprétation en termes de remplacement, privilégiant l'analyse des phénomènes de « greffe », d'hybridation, et/ou de complémentarité entre les différentes TIC (Jouët, 2000, pp.501). Par ailleurs, ils établissent des liens essentiellement entre différents outils de communication, en inscrivant leurs usages réciproques dans des filières sociotechniques communes. C'est précisément dans cette perspective que Benoît Lelong et Franck Thomas³⁰⁷ cherchent à rendre compte des liens élaborés dans les travaux des chercheurs entre l'usage du minitel et la pratique du courrier électronique, et plus généralement d'évoquer l'inscription de la pratique d'Internet au répertoire d'usage des autres TIC installées au foyer. A son tour, Chantal de Gournay englobe sous le terme générique d' « objets nomades », toute une série d'outils d'information et/ou de communication transportable avec soi (du « ghetto-blaster » au téléphone mobile, en passant par le walkman et l'ordinateur portable) – (De Gournay, 1992).

³⁰⁷ Lelong, B., Thomas, F., (2001), « Usages domestiques de l'Internet, familles et sociabilités : une lecture de la bibliographie », dans Guicharde, E., (Ed.), (2001), *Comprendre les usages d'Internet*, Editions Rue d'Ulm, Presses de l'Ecole Normale Supérieure, pp. 196-206.

Il existe également des glissements assez fréquents des mêmes analyses, d'une TIC à l'autre. Nombreux sont les sociologues de l'usage qui font un rapprochement non sans importance entre, par exemple, les nouvelles pratiques d'échanges interpersonnels médiatisés (messageries minitel, courriel, SMS et texto) et les formes plus anciennes de communication (échanges épistolaires, conversations téléphoniques et en face-à-face) – (Boullier, 1984a à propos de la CB ; Toussaint, 1992c à propos des messageries minitel ; Akrich, Méadel et Paravel, 2000, pour les courriels). Laurence Bardin, elle, inscrit ses analyses de l'usage des téléphones mobiles dans le droit fil des interprétations formulées à propos de la téléphonie en général (Bardin, 2002) ; enfin, plusieurs autres écrits en études sur les TIC rapprochent certains usages de l'Internet – notamment les pratiques d'échanges ludiques, conviviaux et/ou érotiques des forums de discussion –, avec les usages développés quelques années auparavant à l'appui du minitel.

Ainsi, bien qu'ils insistent globalement sur les spécificités propres aux usages de chaque objet technique de communication, les spécialistes de la sociologie des TIC n'hésitent pas à inscrire très fréquemment les pratiques observées dans des filières d'usage, ou des filières sociotechniques. En d'autres termes, ils tentent sans relâche d'analyser l'insertion socio-culturelle de chaque machine à communiquer en la rapportant à un ou plusieurs cadres de comportements sociaux déjà observés. Evidemment, cette méthode, hormis ces apports heuristiques évidents, permet, d'un point de vue épistémologique, d'éviter de considérer chaque innovation nouvelle comme une véritable révolution communicationnelle, de relativiser les changements qu'elle provoque, et d'inscrire l'analyse de chaque TIC dans une histoire sociale de la communication.

En somme, pour justifier cette démarche mettant en relief les filiations, mais non des moindres, les chercheurs de l'usage des TIC se rendent compte assez rapidement que les usagers eux-mêmes ont tendance à réduire la nouveauté à ce qu'ils connaissent déjà, et à inscrire l'outil dans des filières d'usages déjà existantes. Ceci peut se vérifier et se conformer dans cette enquête³⁰⁸ de Dominique Boullier portant sur l'usage public des terminaux vidéotex en phase d'expérimentation au milieu des années quatre-vingt, qui met bien en lumière à quel point la banalisation de l'usage d'un outil de communication passe par la négation de sa nouveauté de la part de ses utilisateurs :

³⁰⁸ Boullier, D., (1984), « Autres outils, autres communications. A propos de Télé Nantes. Les usagers parlent.... », Dans Marchand, M., Ancelin, C., (Dir.), *Télématic : promenade dans les usages*, Paris, La Documentation Française, 207 p.

« (...) L'opération spontanée la plus fréquente pour réduire l'étrangeté de la présence de cette machine, pour stabiliser un environnement ébranlé, pour résoudre cette dissonance, consiste à attribuer à l'objet inconnu les propriétés d'objets déjà connus. Cette réduction de l'inconnu au connu fonctionne à l'analogie et produit le paradoxe selon lequel toute innovation, pour être intégrée, doit être dans un premier temps, niée comme telle et insérée dans une chaîne de significations (ici de produits et d'usages) déjà identifiées. » (Boullier, 1984a, p.82).

IV.4.3. Quelques figures d'usagers et l'approche par appropriation : Diversité des pratiques et du sens des TIC.

Pour justifier le rejet total d'une approche globale de l'innovation technique pour privilégier des études empiriques ciblées sur certains outils, certains milieux et certaines catégories d'usagers, les sociologues de l'usage optent pour la mise en visibilité de la disparité des appropriations socioculturelles. En effet, il est à retenir que tous les usagers ne construisent pas de la même manière le sens des innovations, et ne possèdent pas tous les mêmes outils cognitifs, culturels et sociaux pour user de leurs potentialités techniques. Une grande partie de la sociologie des usages, très fréquemment convoquée en SIC, va donc s'attacher à décrire le processus d'appropriation des TIC (Perriault, 1989 ; Jouët, 1993 ; Santerre, 1993, 1995 ; Mallein, Toussaint, 1994 ; Pronovost, 1994 ; Scardigli, 1994 ; Frenette, 1995 ; Bardin, 2002), et développer de nombreuses études relatives aux différentes « figures d'usagers » et à la disparité des formes d'insertion socio-culturelle des outils de communication dans nos sociétés.

Jacques Perriault (1989) s'est particulièrement intéressé au constat de l'inadéquation entre les usages prévus et les usages effectifs, comme le cas du magnétoscope, conçu initialement comme outil de vidéo et utilisé en pratique comme périphérique de la télévision essentiellement pour visionner des cassettes vidéo. À travers l'examen des pratiques déviantes c'est-à-dire « *des pratiques qui sont autre chose que des erreurs de manipulation, et qui correspondent à des intentions, voire des préméditations* » (op. cit. : 203), Perriault a développé des propositions sur les logiques d'usage des consommateurs. Il semble bien, dit-il, que face aux modes d'emplois prescrits par les inventeurs des technologies, les premiers utilisateurs tendent à toujours proposer « *des déviances, des variantes, des détournements et des arpeges* ». Or, « *il y a des convergences* ».

dans les formes d'usage, de grands regroupements, ce qui permet de supposer l'existence d'un modèle identique du fonctionnement chez les divers utilisateurs » [op. cit. : 203]. Dès lors, plusieurs alternatives dans l'usage peuvent être mises en évidence : « certains appareils se trouvent cantonnés dans des pratiques magiques, alors que d'autres en sont au stade instrumental, sans compter ceux qui ont été définitivement rejetés » [op. cit. : 203]. Ici, l'usage est donc bien abordé du point de vue des différences entre usages prescrits et usages réels. (Pascal, 2006).

Par ailleurs, cette approche par appropriation *« consiste moins (...) à constater puis à expliquer des distributions inégales d'équipement et de pratiques ou même à rendre compte de la dimension sociale de l'innovation technique qu'à analyser comment se constituent des usages différenciés selon les groupes sociaux et le sens qu'ils revêtent pour ceux-ci. »* (Chambat, 1994, p.258). Elle procède, d'après Pierre Chambat, de quatre accentuations. Nous avons déjà évoqué les trois premières : le rôle productif de l'utilisateur, les écarts par rapport aux usages prescrits et l'importance de la durée dans la formation des usages. Il nous reste à détailler le quatrième domaine privilégié des chercheurs intéressés par l'analyse de la construction sociotechnique des usages, à savoir : les significations d'usage, autrement dit les représentations et les valeurs qui s'investissent dans l'usage d'un objet technique.

Dans cette perspective, une grande attention est bien évidemment portée aux gestes, aux comportements routiniers, aux rituels les plus ordinaires et les plus infimes, le plus souvent inconscients des usagers (Mallein, Toussaint, 1994), mais aussi à leur vécu, à leur acculturation technique, à l'outillage mental qui les prédispose – ou non – à l'appropriation des objets techniques.

En somme, loin de se limiter à une analyse uniforme et théorique des pratiques de communication et d'information médiatisées, les sociologues de l'usage des TIC déclinent de nombreuses études de cas ciblées dans lesquelles ils s'attachent à valoriser les appartenances et les impératifs socioculturels qui confèrent aux techniques des significations forts contrastées (Barjot, 2005). Finalement, ils démontrent bien, à l'encontre des partis pris déterministes, que les objets techniques ne s'imposent pas d'eux-mêmes, mais qu'appropriés, pensés et utilisés par les individus, ils sont construits à l'image de leurs utilisateurs. Nous revendiquons notre inscription dans cette approche sociotechnique pour l'étude de l'usage du téléphone mobile au Congo-

Brazzaville.

V- La « *société de l'information* », une notion toujours en débat.

Ce chapitre entre dans la suite logique du précédent : revisiter le concept de « *société de l'information* » c'est interroger les discours de légitimation des TIC afin d'appréhender le sens du développement à l'heure des « *machines à communiquer* »³⁰⁹, en tenant compte de leur contexte d'usage. Et, au plan épistémologique, nous le ferons en mobilisant particulièrement les travaux des chercheurs en SIC, mais aussi d'autres chercheurs en sciences sociales. L'objectif n'est pas de parcourir toute l'histoire qui entoure cette notion, mais de comprendre par les récits comment peut-elle devenir ou pas levier du processus de développement dans le cadre des pays en développement, notamment le Congo-Brazzaville.

En effet, le concept de « *société de l'information* » a émergé autour des années 70 avec certains théoriciens libéraux, tels que Friedrich von Hayek, Daniel Bell, Edward Shils, Raymond Aron ou Alain Touraine. Ces derniers ont théorisé sur la « *société post-industrielle* », considérant celle-ci comme une étape importante dans l'évolution sociétale « *censée marquer la fin des modèles et des conditions de production industrielle (épuisement du régime fordiste), des idéologies, de la lutte des classes et des réformes d'action collective héritées du mouvement ouvrier, caractéristiques des sociétés modernes de masse* » (George, Granjon, 2008 : 9). De leur part, Éric George et Fabien Granjon estiment que, bien qu'elle ait connu plusieurs appellations (village global, société câblée, société post-industrielle, société postfordiste, etc.), suivant les années et les courants théoriques qui l'ont portée, la notion de « *société de l'information* » renvoie toujours à l'idée d'une « *société caractérisée par la multiplication des échanges de données et d'informations dans un contexte d'innovation rapide et d'accroissement de marchés* » (2008 : 9).

V.1. Retour sur les débuts de vie d'Internet pour comprendre la notion de « *société de l'information* ».

Le concept de « *société de l'information* » est intimement lié au développement du réseau Internet et Armand Mattelart (2001), dans son ouvrage *Histoire de la société de l'information*, situe l'origine d'Internet dans le contexte de la stratégie militaire mise en place par les USA à la fin des années 1950. En effet, avant de devenir un réseau civil, Internet est d'abord créé en tant que réseau militaire, son développement s'étant fait dans un contexte géopolitique marqué par la

³⁰⁹ Schaeffer, P., (1970) *Machines à communiquer : genèse de simulacres*, Paris, Le Seuil

Guerre froide, dont la conquête de l'espace constituait l'une des stratégies militaires choisies par les deux blocs antagonistes, les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique. A partir du lancement de son satellite *Spoutnik* en 1957, l'Union soviétique défiait ouvertement les États-Unis, « *ouvrant ainsi un autre front de la guerre froide, la lutte pour la conquête spatiale* » (Mattelart A., 2001 : 37). Cet événement a réveillé l'orgueil américain poussant le Pentagone à créer, en 1958, une agence de coordination des contrats de recherche fédéraux dans le domaine de la défense militaire : DARPA (Defense Advanced Research Projects Agency). Dix ans plus tard, cette agence mettra en place le réseau *Arpanet*, ancêtre d'Internet, dont le but est de faciliter les échanges entre les différentes équipes contractuelles de recherche.

Manuel Castells (2002) pense que c'est dans *Arpanet*, réseau d'ordinateurs constitué par la DARPA en septembre 1969, qu'il faudrait chercher les origines d'Internet. Jean-Noël Jeanneney, lui, affirme que le réseau *Arpanet* était parti de l'initiative d'un service du ministère états-unien de la Défense qui, en 1969, « *entreprend de relier les différents laboratoires universitaires travaillant sur l'informatique et de coordonner leurs ordinateurs, énormes et individuels, pour limiter, entre eux, les doubles emplois* » (Jeanneney, 2001 : 337). Et c'est en marge de cet usage initial que les centres de recherche concernés s'attellent à exploiter le réseau pour « *débattre des avancées de leurs travaux, échanger des renseignements, travailler de conserve et multiplier les échanges favorables aux innovations* » (Jeanneney, 2001 : 337). Ce réseau reliait aussi plusieurs pôles de recherche facilitant leurs échanges d'informations. Il s'agit d'une recherche contractuelle dont le profil « *répond aux demandes engendrées par la doctrine de la dissuasion nucléaire et des représailles massives : l'affrontement avec l'ennemi communiste* » (Mattelart A., 2003 : 37), la mission de la DARPA consistant « *à mobiliser les ressources de la recherche, en particulier universitaire, pour assurer aux États-Unis la supériorité sur l'Union soviétique en matière de technologie militaire* » (Castells, 2002 : 19).

Comme le stipule Armand Mattelart : « *C'est au sein de cette "république des informaticiens" dépendant des contrats fédéraux et fonctionnant à l'abri du monde extérieur que se forme l'idée selon laquelle le modèle de sociabilité qui s'est développé autour et par l'intermédiaire d'Arpanet peut être mis en place dans le monde ordinaire* » (Mattelart A., 2001: 37). Le principe d'échanges égaux caractérisant ce réseau sera mis en valeur, en transposant dans le monde ordinaire le modèle de « *sociabilité* » accompagné par *Arpanet* : « *Les principes d'échanges égaux et de circulation libre et gratuite de l'information dans le cadre d'un réseau* »

coopératif géré par ses utilisateurs qui constituent le cœur du cadre sociotechnique de l'Internet universitaire vont, pensent-ils, se diffuser avec la nouvelle technologie » (Flichy, 1999 : 113). Une vision d'un monde égalitaire est alors mise en exergue – on désignera d'ailleurs le potentiel d'Internet sous le nom de « *communauté des égaux* » – où tous auront la possibilité d'accéder à l'information et de la diffuser, le flux informationnel apparaissant comme un idéal sociétal à l'échelle planétaire.

Cependant, un tel idéal sociétal comporte toujours le risque d'aboutir à une vision uniformiste des échanges mondiaux. Car, il va s'agir de considérer tous les citoyens du monde comme des membres d'une « *communauté de pairs* » ayant des objectifs communs (à l'image de la communauté scientifique de la DARPA), la tentation étant de voir dans ces citoyens des individus partageant une culture commune, voire unique. Cette façon de voir les choses peut se lire dans la pensée du philosophe américain Francis Fukuyama (1993) qui, dans son ouvrage *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, prédit une convergence de toutes les organisations sociales vers un modèle unique fondé sur le double libéralisme politique (démocratie) et économique (capitalisme). Les États-Unis n'ont d'ailleurs pas échappé à cette tentation, en se considérant comme le pôle central à partir duquel devrait se développer la « *société globale* », et ce, grâce à l'avance qu'ils auraient pris dans ce domaine de la communication.

Cette polémique a été observée dans tous les débats, en prélude à la préparation du *NOMIC* (Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication), notamment sur les questions du respect et de la mise en pratique des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de l'exercice des libertés et des droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels, de la circulation libre ou équilibrée de l'information, etc. (Cabedoche, 2011). Alors que les États-Unis soutenaient la *free flow of information*, l'ensemble des pays dits « *non-alignés* » insistaient sur la nécessité « *d'une diffusion large et équilibrée de l'information* » (Masmoudi, 1986 : 67), car dans « *la répartition des zones de couverture des grandes agences mondiales, l'organisation de la collecte internationale de l'information traduisait une inégalité de couverture* » (Cabedoche, 2007 : 345). L'information a été considérée dans ce paradigme de société comme un enjeu géopolitique : « *le savoir, plus que jamais auparavant, est pouvoir* », affirment le politiste Joseph S. Nye et l'amiral William A. Owens (in Mattelart A., 2001 : 88), alors conseillers à la Maison-Blanche. On est ici dans le règne du « *soft power* » ou la « *puissance douce* », un concept utilisé dans les relations internationales et qui fut développé par le politiste américain

Joseph Nye (2005). Il s'agit du pouvoir de séduction dont l'information était la source et le moyen d'exercice.

V.1.1. Du pouvoir de séduction dans les relations internationales à la notion de la « *nouvelle économie* ».

Les années 50 et 60, du siècle passé, ont vu émerger les prémisses théoriques sur la « société post-industrielle ». Celle-ci s'est construite à partir d'un discours d'accompagnement sur la société future, orientée par le primat de la science et de la technologie : le discours des « fins »³¹⁰. Fin de l'idéologie, fin du politique, fin des classes et de leurs affrontements, fin de l'intellectualité contestataire – et donc de l'engagement –, au profit de la légitimation de la figure de l'intellectuel positif. Dans cette même période, aux Etats-Unis, les scénarios des futurs possibles foisonnent ainsi que les néologismes pour désigner la « nouvelle société » conforme à la « révolution des communications » (slogan qui fait florès dans les années 70). Ces scénarios devraient susciter auprès du grand public le désir du nouvel âge et amortir le « choc du futur ». Et effectivement, c'est à travers des best-sellers comme *Future Shock* (1970) et *The Third Wave* (1979) d'Alvin Toffler que la grande masse des lecteurs se socialisera au nouvel univers technique. Fin des vieilles idéologies rigides et des étiquettes gauche/droite issues de l'industrialisme, caducité de l'opposition riches/pauvres au profit du face-à-face entre les « modernes » et les « archaïques » dans une société où les médias se démassifient et où l'Etat-nation devient un « dangereux anachronisme », tels sont les messages ressassés.

Dans cette optique, la maîtrise des réseaux de communication devenait également un enjeu important de développement socioéconomique, car le développement d'une nation passerait désormais par la maîtrise du flux informationnel. C'est « *l'ère de la technétronique* » (Mattelart A., 2001), c'est-à-dire celle de la maîtrise « *des innovations liées à l'expansion de l'électronique et des techniques de numérisation des contenus, signaux et des signes en tous genres* » (Mathien, 2005 : 9). En effet, Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale du président James Carter, capitalise le discours des fins en s'interrogeant sur l'évolution de l'affrontement

³¹⁰ Berthoud, G., « La « société de l'information » : L'utopie du XXI^e siècle ? », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XXXVIII-118 | 2000, mis en ligne le 17 décembre 2009, consulté le 11 octobre 2012. URL : <http://ress.revues.org/701>

Est/Ouest sous l'effet de la « révolution technétronique ». Sa thèse : la planète est en train de devenir une « société globale » ; mais, jusqu'à présent, le seul qui, par son pouvoir d'irradiation, mérite le nom de société globale sont les Etats-Unis. Grâce à la maturité de ses réseaux d'information et de communication, la société américaine serait le phare qui montre la voie aux autres nations. Ses industries culturelles et ses modes devenaient naturellement universels. Elle propose des modèles de vie, de comportement et d'organisation à imiter. La société globale serait donc l'extrapolation de l'archétype né et achevé outre-Atlantique. La révolution technétronique rend non avenue la révolution politique. La « diplomatie des réseaux » va remplacer « la diplomatie de la canonnière » (Brzezinski, 1969).

Internet offre effectivement des potentialités qui « *proviennent de la rencontre de plusieurs développements technologiques importants : télécommunication, électronique, informatique* » (Capul, Garnier, 2005 : 306). De son côté, Bruno Ollivier avance qu'Internet est né de la convergence de trois technologies principales, à savoir le téléphone, l'informatique et l'audiovisuel : « *Au téléphone, il doit l'immédiateté, à l'informatique les possibilités d'automatisation des tâches et à l'audiovisuel l'utilisation des sons et d'images qui, entre autres phénomènes, permettent l'identification* » (Ollivier, 2007 : 151). Ce qui revient à dire qu'Internet est un concentré des technologies diverses. Bernard Miège parle, lui, plutôt de « *dispositifs techniques* », puisqu'on a « *le plus souvent affaire à des objets et/ou des réseaux alliant des techniques différentes relevant de disciplines différentes (opto-électronique, informatique, physique du signal, etc.) et concernant la numérisation des signaux, leur transport via des réseaux à plus ou moins haut débit, la compression des données et leur multimodalisation* » (Miège, 1997 : 168). Internet renvoie donc à un *dispositif technique*, dans la mesure où il constitue un mécanisme de convergence des techniques interconnectées.

Il convient de noter que la promotion des innovations technologiques est tapageusement « *accompagnée par des discours de validation et d'encouragement en faveur de leur développement* » (Mathien, 2005 : 9). Les « *discours de validation et d'encouragement* » projettent le progrès des sociétés humaines par le développement des TIC, l'idée étant que toute innovation technologique impliquerait une évolution de l'humanité vers un état meilleur (Scardigli, 1992). En 1993, le vice-président des États-Unis, Al Gore, parlait d'« *autoroutes* » de l'information. D'autres termes, comme « *Infosphère* », ont été aussi évoqués pour désigner « *l'ensemble des activités des acteurs des technologies de l'information et de la communication,*

des données ou documents numériques disponibles, mais aussi des logiques de production et d'échanges qui se déroulent dans cet "univers virtuel"» (Mathien, 2005 : 10). Aussi le développement de la notion de « Société de l'information » aura-t-il comme conséquence, entre autres, la naissance de la « nouvelle économie », qui est son corollaire.

La définition de cette notion évoque deux éléments importants : la production des dispositifs techniques et leur usage dans les différents secteurs de la vie sociale. Les deux éléments sont étroitement liés, l'un impliquant l'autre : la production implique l'usage, et l'usage fait appel à la production. La « nouvelle économie » concerne donc les TIC, c'est-à-dire « *l'ensemble des secteurs d'activités économiques qui contribuent à la visualisation, au traitement, au stockage et à la transmission de l'information par des moyens électroniques* » (Gollac (dir.), 2003 : 10).

Un développement basé sur la « société de l'information » implique la promotion du secteur de production de ces dispositifs techniques, un secteur capable de fournir des outils dont l'usage dans les différentes activités sociales est supposé conduire au progrès socioéconomique. A ce titre, la « nouvelle économie illustre-t-elle ce processus et ce phénomène discursif fondés sur le mythe ancien du progrès, en l'occurrence d'un progrès exceptionnel » (Mathien, 2005 : 9).

Mais c'est particulièrement dans les années 1990 qu'apparaît la foudrerie de « discours d'accompagnement de l'innovation technique, affirmant la prépondérance de l'économie de service, du travail immatériel, de la tertiarisation de l'emploi, de l'importance des manipulateurs de symboles, du savoir, de la connaissance, de l'intellectualité de masse » (George, Granjon, 2008 : 9). Cette nouvelle perspective aura mobilisé aussi bien les acteurs économiques et politiques que la communauté des scientifiques.

V.1.2. Retour sur la notion de « société en réseaux » chez Manuel Castells.

Nous nous attachons simplement à relever une des versions de la « société de l'information » à travers la pensée du sociologue Manuel Castells, dont les travaux sont souvent mobilisés en SIC. En effet, pour Nicolas Garnham (2000 : 55), l'approche castellienne sur la « société de l'information » apparaît comme « *la plus sophistiquée des versions disponibles* ».

Toutefois, elle passe de l'enthousiasme à la pondération sur les « *potentialités révolutionnaires* » des TIC, même si visiblement cela n'est pas toujours assez souligné lorsqu'on présente la pensée de cet auteur. En ce sens, nous allons mettre en lumière les deux aspects qui caractérisent la pensée de ce théoricien de la société en réseaux.

V.1.3.1. De l'enthousiasme autour des « potentialités révolutionnaires » des TIC

Manuel Castells est professeur de sociologie et de planification urbaine et régionale depuis 1979, à l'université de Californie, à Berkeley. D'origine catalane, il quitte l'Espagne à 20 ans, et étudie la sociologie et l'urbanisme, en France. Il obtient deux doctorats, l'un en sociologie, l'autre en lettres et sciences humaines. Il enseigne ensuite, entre 1967 et 1979, à l'École des hautes études en sciences sociales, à Paris. Outre son poste à Berkeley, il est directeur de recherche à l'Interdisciplinary Institute de Barcelone, université virtuelle mondiale. Castells a publié une vingtaine d'ouvrages, dont les trois tomes de sa trilogie consacrée à *L'ère de l'information* : Vol 1, *La société en réseaux*, Fayard, 1998 ; Vol 2, *Le pouvoir de l'identité*, Fayard, 1999 ; Vol 3, *Fin de millénaire*, Fayard, 1999)³¹¹. Sa thèse principale est que les innovations relatives aux TIC constituent la base de compréhension de l'évolution générale de la société actuelle. Car, avec ces innovations, une nouvelle ère a vu le jour, « *l'ère de l'information* » ou la « *société postindustrielle* », succédant ainsi à la société industrielle. Déjà, en 1973, Daniel Bell parlait de la « *société postindustrielle* », qu'il appelait également « *société du savoir* » ou « *société de l'information* », avec la publication de son ouvrage *The Coming of Post-industrial Society*. Castells s'est inspiré de la pensée de Daniel Bell pour théoriser sur « *l'ère de l'information* » ou de la « *société en réseaux* ».

Nicolas Garnham, en commentant Castells, admet que la dynamique du changement social et les transformations viennent du paradigme technologique basé sur un ensemble d'innovations issues de la Silicon Valley pendant les années 1970 (Garnham, 2000 : 56). La Silicon Valley est bien ce pôle des industries de pointe situé au sud de la baie de San Francisco, en Californie (États-Unis). Il s'agit bien de « *nouvelles* » TIC dont l'introduction dans les activités de production aurait

³¹¹ Cf. Lajous, F., « Fiche de lecture - La galaxie Internet - Manuel Castells », in Les Epilogues [en ligne] : <http://epnologues.free.fr/IMG/pdf/galaxie-internet.pdf> (consulté le 18/10/2011)

sauvé nombre d'entreprises. Ces « nouvelles » technologies sont perçues comme le moteur de la croissance économique et, partant, du développement de tous les autres secteurs d'activité : « *Castells prétend que s'ouvre un nouvel âge de l'information caractérisé par un nouveau mode de production, le capitalisme informationnel, et par une nouvelle structure sociale planétaire, la société en réseau* » (Garnham, 2000 : 58). L'information s'érige en levier du développement humain pour la planète entière. Car, parler d'innovations qui auraient bouleversé l'humanité, c'est poser celles-ci comme la base du changement intervenu dans les domaines économique, politique, social, culturel, etc. Ce qui pose la connaissance, assimilée ici à l'information, comme émanation de tout changement. Et pour répandre cette connaissance au reste du monde, Internet jouerait un rôle fondamental : « *Internet tisse les fils de notre vie. Si les technologies de l'information sont aujourd'hui l'équivalent historique de l'électricité pour l'ère industrielle, Internet a la particularité d'être à la fois le réseau d'électricité et le moteur électrique puisqu'il diffuse l'énergie de l'information dans tous les domaines de l'activité humaine* », affirme Manuel Castells, poursuivant qu'« *Internet est le fondement de la forme d'organisation propre à l'ère de l'information : le réseau* » (Castells, 2002 : 9). Autrement dit, sans Internet, point de diffusion de l'information. Voilà comment nous pouvons résumer le prophétisme castellien en matière des TIC.

V.1.3.2. Le prophétisme modéré de Manuel Castells

A la lecture de la thèse de Manuel Castells, on croirait que les dispositifs techniques induisent les pratiques sociales. Dès lors, il suffirait d'inscrire dans les outils techniques des usages précis pour aboutir aux pratiques souhaitées. Or, il n'en est pas toujours le cas. Castells lui-même s'en est fort heureusement aperçu. Car, en parlant de l'interaction entre Internet, les entreprises et la société, l'auteur reconnaît que les usagers sont capables de s'approprier les technologies à leur manière, en instituant même des usages inventés, non prescrits : « *Les individus, les institutions, les entreprises et la société en général transforment la technologie en se l'appropriant, en la soumettant à toutes sortes d'expériences* » (2002 : 13). Ceci permet de relativiser les effets envisagés. En effet, l'homme a une grande capacité d'appropriation des objets qui lui sont proposés. Il s'en suit une interaction entre les usages prescrits sur les dispositifs techniques et les contextes sociaux de leur utilisation. C'est ce que nous appelons ici

la *résilience des dispositifs techniques*³¹², c'est-à-dire leur susceptibilité d'être intégrés dans des usages nouveaux, voire imprévus par leurs concepteurs. Ainsi, une « *structure sociotechnique émerge de cette interaction* » entre l'homme et les dispositifs techniques. Internet est un réseau de communication planétaire, mais sa pratique, sa réalité en pleine évolution demeurent les produits de l'action humaine *in situ*, dans des conditions historiques données (Castells, 2002).

Au fait, l'ardeur prophétique autour des potentialités révolutionnaires des TIC se heurte souvent au réalisme dicté par la prise en compte des contextes socio-historiques de leur utilisation. En somme, il existe une certaine prudence dans la pensée de celui qui est généralement considéré comme la figure de proue du discours scientifique de légitimation de la « *société de l'information* » quant aux effets des TIC sur les organisations sociales. Manuel Castells souligne la malléabilité d'Internet comme outil technique, une malléabilité qui entraîne une diversité de pratiques n'allant pas toujours dans le sens des prescriptions préétablies : « *Il s'ensuit néanmoins qu'Internet est une technologie particulièrement malléable, susceptible d'être profondément modifiée par la pratique sociale et de nourrir en son sein une vaste gamme d'effets sociaux potentiels – à découvrir par l'expérience, et non pas à proclamer par avance* » (Castells, 2002 : 13-14). Dans cette perspective, Internet permettrait aux usagers de construire, inventer leurs propres usages, selon leur identité et/ou la structure sociale dans laquelle ils évoluent (Kiyindou, 2010). Cet aspect met en exergue l'impact des logiques sociales dans le développement des innovations technologiques ; c'est le rejet du « *tout technique* », puisque l'action humaine est associée aux potentialités techniques dans le développement des usages des TIC. Ainsi, « *à des lieues des visions enchantées désignant les TIC comme des instruments de démocratisation, par nature, il convient cependant de considérer ceux-là comme des enjeux de pouvoirs, utilisés par des acteurs poursuivant des objectifs antagonistes* » (Cabedoche, 2012).

V.1.4. Revisiter les étapes d'affirmation de la « *société en réseaux* »

Il est important de préciser qu'Internet n'est pas au fondement de l'idée même d'une « *société en réseaux* ». Pour Pierre Musso (2003), la « *société en réseaux* » constitue l'une des

³¹² Minkala-Ntadi, P., (2013) « L'appropriation professionnelle d'Internet dans la presse congolaise », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, vol. 14, p. 5-18, [en ligne] URL : http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/2013/Minkala-Ntadi/index.html.

trois formes principales qu'aurait connues le « réseau » dans son évolution à travers l'histoire. En effet, le terme « réseau » est passé de « *technique artisanale du tissage d'où il tire son étymologie (rétis)* » aux « *grands réseaux artificiels territoriaux issus de la révolution industrielle* », pour aboutir enfin aux « *réseaux d'information et de communication de la révolution informatique* » (Musso, 2003 : 10-11). Dès l'origine, soutient Pierre Musso, « *le mot "réseau" désigne les rets, les filets ou les tissus* », et la « *première représentation empirique d'un réseau (reconnaissance immédiate que « ceci ou cela ressemble à un réseau ») est un ensemble de lignes et d'interconnexions, de chemins et de sommets : chaque ligne conduit à plusieurs nœuds ou intersections et réciproquement* » (2003 : 11 et 13). Le « réseau » se réfère ainsi à cette image de « *tissu* » et de « *filet* », cette interconnexion de « *lignes et de points, de carrefours et de chemins* », une image que l'on observe aussi dans la nature, notamment à travers « *la toile d'araignée* » qui serait la « *version naturelle que l'on retrouve jusque dans la désignation du Web (World Wide Web ou Toile d'araignée mondiale)* » (2003 : 12-13).

Du « *réseau naturel* » que l'on observait à travers les images naturelles du corps humain (notamment le cerveau) ou de la toile d'araignée, on serait alors passé au « *réseau artificiel* ». L'idéologie contemporaine du réseau s'alimenterait donc « *à la source de métaphores et de mythes qui ont à voir avec la discontinuité du fil et des flux, et avec les techniques artisanales du tissage produites par le mouvement alternatif répété de la main ou du métier* » (Musso, 2003 : 41). Et dans l'imaginaire mythologique, le tissu comme le fil a été perçu non seulement comme « *un lien* », mais aussi une « *liaison rassurante* », un « *symbole de continuité* » s'opposant « *à la discontinuité, à la déchirure comme à la rupture* » (Durand, 1969 : 370-371). D'où cette référence au « *réseau* » comme lieu de construction et/ou de maintien du « *lien social* », de partage de valeurs et de connaissances.

Armand Mattelart, pour sa part, renvoie le principe de la « *société en réseaux* » à l'idée même de l'« *uniformisation du monde* ». Cette idée aurait été mise en œuvre par la « *standardisation de la langue* » qui sert à désigner le monde et dont la *Révolution française* constituerait la référence parce qu'ayant fait de la matérialisation de la langue des calculs « *l'aune de l'égalité citoyenne et des valeurs de l'universalisme* » (Mattelart A., 2003 : 3 et 6).

Au-delà de toutes ces initiatives, il est question du développement de la société par la technique. On voit là apparaître l'idée d'une mutualisation de la pensée humaine à travers un réseau

technique, qui s'est développée avec la mise en chantier des réseaux du câble sous-marin, de la poste universelle, ainsi que des réseaux citoyens qui ont surgi dans la seconde moitié du 19ème siècle, à l'occasion de la reconnaissance des libertés de presse, d'expression et d'association, donnant ainsi une véritable impulsion aux échanges entre sociétés civiles (Mattelart A., 2001). Internet accompagne et accélère ce processus. Dans ce sens, *le paradigme techno-informationnel* (Mattelart, 2001) sur lequel s'appuie la notion de « *société de l'information* » participe de ce que Bernard Miège (2007) appelle le *procès d'informationnalisation*. Ce qui peut être défini comme « *une logique sociale de la communication qui se caractérise par la circulation croissante et accélérée des flux d'information éditée ou non, autant dans la sphère privative, dans celle du travail que dans l'espace public* » (Miège, 2007 : 66).

V.1.5. La notion de « cybernétique », base théorique de la « société de l'information ».

L'émergence de la notion de « *société de l'information* » peut en effet être rattachée à la *cybernétique*, un courant de pensée représenté par Norbert Wiener. Ce chercheur américain publie en 1948 *Cybernetics or Control and Communication in the Animal and Machine*. L'auteur y projette l'organisation sociale à base de l'information. Car, d'après lui, le désordre social, qu'il appelle *entropie*, serait causé par le manque d'information. Sa thèse part du constat de barbarie relative à la Seconde Guerre mondiale : comment expliquer que toute la société ait cautionné une telle barbarie ? Pour lui, le développement social, économique, etc., dépend du développement des techniques d'information. Pour éviter le manque d'information qui aurait entraîné toute la société à la tragédie de la guerre, donc à une régression sociale, il faudrait des techniques de transmission de l'information. On retrouve là cette idée de l'information comme base de toute organisation sociale, le « *"message"* [c'est-à-dire l'information], *bien que contingent en lui-même* », s'efforçant « *en effet de freiner la tendance de la nature à la désorganisation en appliquant ses attributs à diverses fins bien définies* » (Wiener, 1962 : 32). L'information est envisagée ici comme l'élément fondamental qui permet à l'homme de s'adapter à son environnement. Ce qui renvoie à une approche biologique de l'information. Du coup, l'organisation sociale est assimilée à un organisme biologique dont le fonctionnement est lié à l'échange d'informations au niveau des organes. L'analogie entre les machines qui permettent la

transmission de l'information et le fonctionnement de l'organisme biologique est d'ailleurs la thèse défendue par Norbert Wiener dans *Cybernétique et société* : « *Ma thèse est que le fonctionnement physique de l'individu vivant et les opérations de certaines des machines de communication les plus récentes sont exactement parallèles dans leurs efforts identiques pour contrôler l'entropie par l'intermédiaire de la rétroaction* » (1962 : 31). Ceci peut s'expliquer par le fait que l'émergence de la notion d'*information* est parfois associée au contexte des recherches des biologistes.

En effet, pour Jérôme Segal (2011), la notion d'*information* est polysémique, polymorphe, voire luxuriante. Nous n'avons pas l'intention d'intervenir dans la discussion sur les différentes approches de théorisation ou conceptualisation qui ont cours sur cette notion. Toutefois, le recours à l'approche biologique nous permet de mieux appréhender la mobilisation de cette notion dans le cadre de la cybernétique. En fait, la publication de *Cybernetics or Control and Communication in the Animal and Machine* intervient l'année où paraît la première version de l'ouvrage de Claude Elwood Shannon, *The Mathematical Theory of Communication* (La théorie mathématique de la communication). Cet ouvrage sera augmenté l'année suivante des commentaires de Warren Weaver (1975). Dans ce livre, l'auteur s'attache à présenter un schéma du « *système général de communication* », car le problème de la communication serait, selon Shannon, de « *reproduire à un point donné, de manière exacte ou approximative, un message sélectionné à un autre point* » (Mattelart A., Mattelart M., 2004 : 30). Ce qui préoccupe l'auteur, c'est la transmission de l'*information* d'un point à un autre, et non pas la réception.

Ce contexte heuristique peut donc éclairer la référence à l'approche biologique de l'*information* que l'on relève dans la *cybernétique*. Pour vivre, chaque organisme aurait besoin d'une information afin de se prévenir des dangers ; sans information, aucun organisme vivant ne survit. Vivre efficacement, ce serait vivre avec une bonne information. C'est à cette source théorique que se référerait la notion de « *société de l'information* ». Cependant notre analyse a pour objectif de sortir de ce regard lénifiant sur la « *société de l'information* », pour l'aborder dans une approche critique de la communication.

V.2. La « *société de l'information* », une réalité devenue planétaire ?

V.2.1. Le Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI) et la problématique du développement.

Il est important de souligner que la dynamique du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI) a été amorcée par une résolution présentée par la Tunisie et adoptée par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) lors de sa Conférence de plénipotentiaire de 1998³¹³. En 2001, le Conseil de l'UIT a approuvé la tenue du sommet en deux phases, décision qui, par ailleurs, a été approuvée par l'Assemblée générale des Nations unies, le 21 décembre 2001, lors de sa 90ème réunion plénière (Kiyindou, 2006). Le Sommet est organisé en deux phases :

La première phase a eu lieu du 10 au 12 décembre 2003 à Genève, consacrée à l'examen d'un large éventail de thèmes concernant la société de l'information, ayant abouti à l'adoption d'une *Déclaration de principes* ainsi qu'un *Plan d'action* portant sur l'ensemble des questions liées à la société de l'information. Ensuite, la deuxième phase du Sommet mondial a eu lieu du 16 au 18 novembre 2005 à Tunis. Elle a été consacrée essentiellement à des thèmes relatifs au financement, à la gouvernance, au développement, donnant lieu à deux documents officiels : *L'engagement de Tunis*, et *l'agenda de Tunis pour la société de l'information*.

L'un des objectifs du SMSI, et qui rejoint notre problématique, c'est la définition des « *contours de la "société que nous voulons" et la mise des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication au service du développement afin de "réduire le fossé numérique" existant entre les pays industrialisés et les pays en développement* » (Kiyindou, 2009a). Ainsi, la notion de « *société de l'information* » se propage à travers toute la planète, et ce dans toutes les sphères de la vie sociale, politique, culturelle et économique. En effet, le SMSI est considéré comme « *un accélérateur pour la dissémination de l'inscription "société de l'information", déjà observée dans des textes de nature diverse, des écrits scientifiques aux discours politiques et aux projets techniques* ». Son organisation est perçue juste comme une étape du processus graduel de légitimation et de dissémination de cette « *pseudo-notion* » (Jeanneret, 2005 : 73). Dans ce sens, la notion a pris une ampleur telle qu'elle a fini par s'imposer comme un paradigme dominant dans l'organisation sociétale mondiale actuelle, suscitant de vifs débats autour d'elle.

³¹³ Kiyindou, A., (2006) La « société de l'information » au service du développement : analyse critique de la démarche de l'ONU. Contribution au colloque international réuni à Douala en avril.

Il faut souligner que le SMSI, dans ses deux phases, a également été l'occasion de traiter le problème de la fracture numérique précisément concernant l'Afrique. Au sens habituel du terme, la « *fracture numérique* » renvoie à l'inégalité dans l'accès aux TIC. À lui seul, l'accès n'est pas suffisant pour résoudre le problème. On peut distinguer trois dimensions dans les écarts que la fracture engendre et perpétue : l'écart lié à l'accès d'Internet, l'écart lié à la technologie, l'écart dans le savoir (Castells, 2002). En effet, l'une des conséquences immédiates de ces deux rendez-vous mondiaux a été la mise en place d'un fonds de solidarité numérique. Telle que conçue, la « *solidarité numérique* » prévoit l'émergence d'une société nouvelle dans laquelle le citoyen pourrait disposer de toutes les facilités qu'offrent les TIC, dans quelque domaine d'application que ce soit.

Cependant le SMSI présente, selon le professeur Alain Kiyindou (2009), un bilan mitigé car plusieurs écueils freinent la réduction de la fracture numérique. Il souligne notamment la quasi-absence d'engagements financiers des pays industrialisés et la prise de conscience très tardive de la société civile du Sud concernant la problématique des TIC au service du développement. La mise à l'écart de l'UNESCO au profit de l'UIT, une agence à caractère foncièrement technologique alors que la problématique propre du sommet est essentiellement sociétale (Kiyindou, 2009), est également difficile à comprendre. En effet, la définition de l'UIT de la fracture numérique inaugure une perspective exclusivement technique. On observe l'élaboration de baromètres, d'indicateurs, et de classements concernant les équipements et les infrastructures et la stigmatisation des retardataires. En somme, on est dans l'exhortation à la course à l'équipement. Dans ce contexte, il nous semble opportun de nous interroger sur les conditions d'intégration et surtout d'appropriation des TIC sur le continent africain, notamment au Congo-Brazzaville.

V.2.2. Réappropriation du discours sur le développement par les TIC ou la « *société de l'information* » en Afrique.

Comprendre la conception africaine de la société de l'information, c'est voir la distance entre l'ampleur des objectifs sociaux et les moyens politiques et économiques dont disposent les peuples africains pour mettre en valeur les potentialités que leur offre cette révolution des TIC. Il

est légitime de se poser cette question pour deux motifs. D'abord comme l'ont constaté G. Puel et C. Ullmann (2006), « *le rêve de l'Internet gratuit, décentralisateur, universel, aux valeurs démocratiques a laissé place à une réalité bien différente. L'accès à cette technologie n'est pas universel* »³¹⁴. La deuxième raison est que ces outils modernes et hautement technologiques dont Internet constitue le cœur, semblent ne pas trouver les atouts nécessaires à leur mise en valeur dans tous les territoires. En effet, l'Afrique est la dernière dans le classement dans les échanges de flux de la mondialisation ; elle est peu présente avec une part marginale des informations, des capitaux et des biens dont la circulation planétaire repose également dans un organigramme où les nouvelles technologies tiennent une place de choix. Or, dans ce contexte de modernisation et de globalisation des économies, les pays africains se doivent de jouer pleinement leur rôle. Pour J. M. Katambue, « *le nouveau mode informationnel de développement, c'est la technologie de la production du savoir, du traitement de l'information et de la communication des symboles qui engendrent la productivité (...) au quatre coins du monde* »³¹⁵.

Notre réflexion vise ici à éviter toute fixation sur les recommandations mondiales à respecter pour comprendre au mieux les failles qui guettent ce projet africain. Ainsi comme le souligne C. Gueye et al. (2008)³¹⁶, nous récusons l'existence « *d'une norme imminente et un horizon et un seul, inéluctablement lié à la mondialisation et la modernisation* ». En effet, les données sociales et économiques de l'Afrique montrent qu'il existe des voies et moyens originaux d'insertion des nouvelles technologies dans le continent car les réalités ne sont pas partout les mêmes.

En effet, nous pensons qu'une appropriation critique des TIC exige dans un premier temps une appropriation intelligente des discours qui les portent dans l'espace social. Ainsi, dans le contexte de l'Afrique, nous mobilisons le concept de *dépossession de la discursivité*, introduit par Serge Latouche pour désigner la propension pour les déshérités à penser leur devenir avec les mots des autres, les mots de ceux qui les dépouillent précisément de toute initiative politique. Effectivement, dans les discours des dirigeants africains transparaît constamment cette «

³¹⁴ Puel, G., et Ullmann, C., (2006) « Les nœuds et les liens du réseau Internet : approche géographique, économique et technique », In *L'Espace géographique*, 2006/2 Tome 35, p. 96.

³¹⁵ Katambue, J., M. (2002) « La communication internationale à l'épreuve des faits : le paradigme des réseaux ». In *La communication internationale. In Mondialisation, acteurs et territoires socio-culturels*. Sous la dir. de Gilles Brunel et Claude-Yves Charron. Ed. Gaëtan Morin éditeur ; Paris, 2002. p. 103.

³¹⁶ Gueye C., Evéno, E., et al. (2006) *Rencontres régionales de l'e-Atlas de l'Afrique de l'ouest*. Ed. Université Toulouse Le Mirail ; Toulouse, p. 5.

*impuissance des victimes du Tiers-monde à donner à leurs aspirations d'autres signifiants que ceux qui ont été les véhicules de leur oppression et qui témoigne de la dépossession de la discursivité »*³¹⁷.

Cette dépossession de la discursivité assimilable à de la violence symbolique, ce « *viol de l'imaginaire* », pour reprendre ce titre d'Aminata Traoré, transparait dans les discours des leaders africains sur les TIC : ils utilisent unanimement les mots-clés puisés dans le marché commun du « *prêt à penser numérique* », mots-clés que l'activiste malienne assimile à autant de « *mots d'ordre* ». Or, d'après elle, « *il ne sera pas mis un terme aux maux de l'Afrique que si l'on procède à la déconstruction du discours dominant* »³¹⁸.

Pour l'épistémè construit autour des TIC, l'Afrique doit adopter les nouvelles technologies pour « rattraper son retard » ; elle sollicite « la solidarité numérique », censée l'aider à combler « la fracture numérique ». Le terminus du développement à atteindre ne peut désormais être que « la société de l'information », une société de l'information pourtant assimilée par Guillaume comme une prophétie auto-réalisatrice³¹⁹. Même les plus illustres des leaders africains, à l'instar du feu Nelson Mandela, tombent dans le piège des « technologies » des autres³²⁰ (dans le sens de discours, de logos sur la technique, sens que lui donne Pégout), embouchent les trompettes de la révolution numérique, pour parler comme Cishahayo, et parlent de chance historique inédite à saisir, sans en émettre la moindre critique : « *Eliminating the distinction between information rich and information poor countries is critical to eliminating economic and other inequalities between North and South, and to improving the quality of life of all humanity* », disait Mandela à l'UIT à l'occasion de Telecom 1995³²¹.

La grandeur du personnage Mandela, le poids du capital symbolique, ainsi que la prégnance de ces discours de légitimation, fortement colonisés par la rhétorique publicitaire, empêchent les

³¹⁷ Latouche, S., (1986), p.10.

³¹⁸ . Traoré, A., D., (2002). *Le viol de l'imaginaire*. Paris, Karthala, p.74

³¹⁹ Guillaume, M., (1997).

³²⁰ Ainsi, Nicolas Pégout (2003, p.7) constate que le grand leader, après avoir dit en 1995 que « a diversity of paths towards the achievement of national information societies should be respected », revient sur la nécessité de rattraper le retard pris par l'Afrique dans la voie du développement entendu comme rattrapage des pays riches, déjà engagés dans la société de l'information.

³²¹ Cité par Hamelinck, (2000), p.92.

leaders africains de poser les vraies questions, les vieilles questions, qui préexistent au déploiement des TIC et qui sont restées sans réponse, notamment au sujet d'un ordre économique international plus juste, de l'endémique question de la pauvreté des peuples entiers, de l'éducation et emploi de la jeunesse africaine, etc. La fracture mondiale au plan économique et de développement entre les riches et les pauvres, qui ne tire pas ses racines dans l'avènement des nouveaux dispositifs sociotechniques, mais qui risque d'être exacerbée par elles, a momentanément disparu des discours officiels, même chez les leaders des pays en développement. Et Hervé Fischer rappelle à ce sujet la présence têtue de cette vieille fracture du développement économique : « *Cette fracture mondiale gonfle les flux incontrôlables des immigrants des pays du Sud vers ceux du Nord. Cette fracture, telle une plaque tectonique, risque tous les jours de nous surprendre pendant notre sommeil dogmatique de pays nantis – pour reprendre dans le champ politique l'expression philosophique de Kant – et de provoquer de nouveaux effondrements terribles. Cette volonté de passer sous silence les inégalités de notre temps est à tout instant explosive, comme une bombe à retardement*³²² ».

En effet, depuis le début de ce troisième millénaire, on assiste à un foisonnement de discours de charme de la part des dirigeants politiques africains, mais aussi de quelques initiatives consacrant les TIC comme la panacée qui viendrait sortir l'Afrique de son sous-développement global. Il n'est pas lieu ici d'évoquer l'ensemble de ces discours, mais nous avons retenus quelques uns allant dans ce sens. Le président du Rwanda Paul Kagamé soulignait précisément ceci : « *Nous l'avons dit et répété : le rôle des TIC dans le développement national, régional et continental et, plus spécifiquement, en matière de création de richesses, de génération d'emplois et de réduction de la pauvreté ne sera jamais suffisamment mis en avant. La maladie, l'illettrisme, la pauvreté ainsi que d'autres maux constituent de véritables défis sociaux qui doivent être abordés si nous voulons atteindre un niveau de vie satisfaisant pour tous. Par chance, les TIC représentent un puissant outil pour résoudre un certain nombre de ces défis* »³²³.

De l'avis de nombre de leaders africains, les TIC apporteraient de grandes améliorations et des opportunités sans précédent pour la participation de l'Afrique aux réseaux de l'économie mondiale. Pour eux, les menaces représentées par la fracture numérique exigent une approche

³²² Fischer, H., (2002), p.24.

³²³ Discours de Son Excellence M. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, lors de l'ouverture officielle du Sommet régional sur l'investissement dans les TIC de Kigali, Rwanda, qui avait lieu entre les 4 et 6 mai 2006.

d'ensemble qui devrait déboucher sur un *développement économique* optimisé. De ce fait, un cadre d'action est préconisé visant entre autres : l'élaboration et la mise en application des plans en matière d'infrastructures nationales d'information et de communication, qui garantit également que la société de l'information aidera l'Afrique à dynamiser ses plans de développement, favoriser la croissance et fournir de nouvelles opportunités en matière d'éducation, de commerce, de soins de santé, de création d'emplois et de sécurité alimentaire, permettant ainsi aux pays africains de sauter les étapes de développement et d'élever rapidement leur niveau de vie. Deux discours confortent cette tendance africaine.

En effet, lors du sommet de Genève, Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, déclarait que : « *Aujourd'hui, nous reconnaissons tous que l'adoption des TIC n'est pas une question de choix mais qu'il s'agit d'une nécessité. Cela s'est progressivement imposé à nous comme une évidence : les TIC représentent un outil indispensable pour la réalisation de nos décisions de développement et des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD)* »³²⁴.

De son côté, M. John Agyekum Kufuor, ancien Président de la République du Ghana a également indiqué : « *Il est important que nous utilisions les opportunités créées par l'intermédiaire de l'Initiative africaine de la société de l'information de la CEA pour établir un lien entre la mise en application des stratégies africaines et le Plan d'action international dans le cadre de la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement* »³²⁵.

C'est dans cet élan continental reconnaissant le rôle crucial des TIC à faciliter le développement socio-économique que la République du Congo-Brazzaville a initié l'élaboration de son plan d'actions stratégiques TIC pour le développement. Même si, globalement, des progrès ont été réalisés concernant l'amélioration de l'accès aux TIC et la prise de conscience de leur potentiel en Afrique, l'accès à ces technologies reste fortement contrasté. Toutefois, un exemple de partenariat multilatéral embarquant l'Afrique au niveau international est l'Initiative « *Connect'Africa* », lancée en octobre 2007 pour mobiliser des ressources destinées à combler les principales lacunes en matière d'infrastructures TIC sur l'ensemble du continent africain. En

³²⁴ www.itu.int/wsis/ – Son Excellence, M. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, Débat général, Session plénière 1, SMSI Genève, 2003

³²⁵ Discours délivré lors de la Cérémonie d'ouverture de la seconde Conférence préparatoire du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) par Son Excellence John Agyekum Kufuor, Président de la République du Ghana, Accra, Ghana, 2-4 février 2005.

reconnaissance de la pertinence de la construction d'infrastructures TIC en Afrique, le sommet *Connect'Africa*, qui s'est tenu les 29 et 30 octobre 2007 à Kigali au Rwanda sous la vigilance du Président Paul Kagame, a adopté les cinq objectifs qui, s'ils sont réalisés, constituent une opportunité incommensurable de combler la « fracture » multidimensionnelle dont est victime la partie subsaharienne de l'Afrique.

Mais, sur cette question de réduction de la fracture numérique, nous allons dans le sens de Bernard Miège (2007), qui considère que ce projet mobilisateur est un projet illusoire, invoquant le fait que : « *Les TIC se révèlent être des techniques profondément inégalitaires en phase avec les contextes économiques, politiques, organisationnels et culturels, se présentant comme ouvertes et potentiellement libératrices, elles ont toutes les chances de renforcer les dominations avec une efficacité bien plus supérieure à celle des médias antérieurs. Car à leur inégalité de répartition, dont on ne voit pas comment elle pourrait être réduite, s'ajoute le fait qu'elles présupposent pour être utilisées de façon performante la mobilisation de compétences communicationnelles, elles-mêmes inégalement distribuées en fonction des dispositions participantes du capital culturel des usagers* » (2007).

Ainsi, la question de l'appropriation des techniques pour le développement exige au préalable réfléchir aux conditions de développement d'usages sociaux au profit de la majorité de la population, en tenant compte du contexte africain. Le regret c'est qu'en Afrique on est encore à s'interroger sur les avancées notables en terme de développement. Aussi bien dans les domaines de la santé, de l'éducation et du pouvoir d'achat, les peuples africains ne semblent pas avoir beaucoup progressé (Kiyindou, 2006). Dans le contexte d'un pays comme le Congo-Brazzaville, où les réformes visant l'accès aux conditions de vie décente pour la majorité n'ont pas encore donné de résultats tangibles, ce discours sur la fracture numérique apparaît de plus en plus inexistant ou inintéressant, ou encore comme une tentative de colmater les brèches d'un développement qui laisse le plus grand nombre d'individus dans la pauvreté et de dissimuler des fractures bien plus tragiques.

V.3. Critique des discours de légitimation de la « société de l'information »

Nombre de chercheurs en SIC, et certains au-delà de cette discipline, prennent souvent de la distance face à cette logique de légitimation de la « *société de l'information* » comme nouvelle formule de construction de la cité globale. Ainsi, dénonçant « *l'effervescence discursive* » légitimant cette notion, Nicolas Garnham la définit comme « *l'idéologie dominante de la période actuelle* » (2000 : 88). En tant qu'idéologie, c'est-à-dire un « *système de représentations de la réalité* » (Ollivier, 2007 : 47), ce concept se serait érigée en modèle normatif pour l'ensemble des activités humaines. Pour Garnham (2000), cette notion n'est qu'« *une réelle construction intellectuelle* », un simple cadre théorique se présentant comme un schéma d'interprétation et de compréhension de l'état actuel de l'évolution du monde et des pratiques sociales. Yves Jeanneret (2005) aborde la question dans la même perspective, recommandant notamment un recul vis-à-vis de ce concept dont les différents processus de légitimation sont assimilés à un « *dispositif de communication par lequel cette catégorie, de simple représentation circulant dans la société, est devenue un cadre obligatoire pour tout discours sur les rapports entre médias, technique et culture* » (2005 : 67). Prendre la « *société de l'information* » pour cadre obligatoire dans l'approche des rapports entre le changement social, les médias, la technique et la culture, ce serait faire de cette notion l'unique cadre d'interprétation de ces rapports, donc de leur intelligibilité. Ce que récusent bien évidemment les auteurs critiques.

De notre point de vue, cette critique des discours apologétiques sur la « *société de l'information* » renvoie à ce que Erving Goffman (1991) appelle les *cadres sociaux de l'expérience*. En effet, le sociologue américain distingue deux types de *cadres primaires*, qu'il conçoit comme des éléments au travers desquels l'homme perçoit les événements, les comprend et les décrit : les *cadres naturels* et les *cadres sociaux*. Les derniers sont définis comme des cadres qui « *permettent de comprendre d'autres événements, animés par une volonté ou un objectif et qui requièrent la maîtrise d'une intelligence* » (Goffman, 1991 : 31). Et Jean-Pierre Esquenazi, théorisant la notion de *cadre* dans la perspective goffmanienne, avance que : « *Du point de vue de celui qui doit interpréter l'expérience, l'on peut dire qu'un cadre est une sorte de lunette qu'il chausse afin de se rendre capable de saisir celle-ci* » (Esquenazi, 2002 :41). Car, pour Erving Goffman (1991), les actes de la vie quotidienne sont compréhensibles à partir d'un ou de plusieurs *cadres* qui les informent. Et les *cadres* qui permettent la perception sont appelés *cadres naturels*, c'est-à-dire ceux qui ne sont soumis à aucune interprétation préalable, tandis que ceux qui permettent la compréhension et la description sont dits *cadres sociaux* car ils sont déjà soumis à des interprétations. La notion de « *société de l'information* » peut alors être placée dans

cette catégorie de *cadres sociaux*, dans la mesure où elle se présente comme un « *cadre théorique obligatoire* » dans le processus de compréhension des autres événements, tels que « *les rapports entre les médias, la technique et la culture* », ou encore « *la période historique actuelle et les tendances de développement dominantes dans notre société* » (Garnham, 2000 : 55). Le sens de l'analyse de ces phénomènes dépend ainsi de la référence à cette notion, en tant que « *cadre théorique obligatoire* ». La *société de l'information* serait devenue la *norme*, c'est-à-dire un *déterminant* indispensable dans l'appréhension des phénomènes médiatiques, techniques, culturels, sociétaux et développementaux de notre époque.

V.3.1. « *Société de l'information* » ou processus de normalisation de la pensée et de l'action humaines ?

Penser la *société de l'information* comme un *cadre social*, c'est-à-dire un cadre construit – et non pas naturel –, induit l'idée que la notion renvoie plutôt à un fait de langage qu'à un fait de réalité. Elle participe ainsi d'une logique de construction à l'échelle mondiale, de ce que Jean-Pierre Esquenazi (2002) désigne un *jeu de langage*, c'est-à-dire « *le parler pertinent dans un cadre spécifique* », l'adaptation de l'usage de la langue aux *cadres* de l'expérience. En effet, pour ce chercheur, les *jeux de langage* sont des « *parlers adaptés aux divers cadres auxquels nous participons* » (2002 : 36) ; il s'agit, en fait, de différents *usages* et *habitudes* que l'on fait de la langue, pour parler comme Goffman, selon les *cadres*. Un enseignant, par exemple, parlant la langue française, n'utilise pas du même vocabulaire ou de la même syntaxe selon qu'il est devant ses étudiants ou devant ses partenaires dans un sport quelconque. La même langue est ainsi mobilisée différemment selon les *cadres* (Reboul, 1980).

Or, appréhender la notion de « *société de l'information* » comme « *cadre théorique obligatoire* » c'est nous inscrire dans une perspective réductionniste du *jeu de langage*. Car penser à un « *cadre théorique obligatoire* », c'est supposer un usage unique et universel de la langue : toutes les situations de mobilisation de la langue seraient réduites à un seul *cadre*, celui de la « *société de l'information* ». On est pratiquement dans une tentative d'homogénéisation de la pensée humaine à travers un *jeu de langage* universel. C'est ainsi qu'Armand Mattelart, analysant la thèse de Zbigniew Brzezinski, pense que le modèle sociétal proposé par les États-Unis représente

« un "modèle global de modernité", des schémas de comportements et de valeurs à imiter partout sur la planète », la « société de l'information » devenant une « extrapolation de l'archétype né et achevé outre-Atlantique » (Mattelart A., 2000 : 41). Une société serait d'autant plus « moderne », c'est-à-dire performante, dès lors que son organisation prend appui sur les innovations technologiques mobilisées dans le modèle américain. Aussi le développement des TIC est-il perçu et vécu comme un signe de la modernité, mais une modernité à « l'américaine ». Ceci est aussi une réponse on ne peut plus claire à cette interrogation d'Alain Kiyindou, se demandant « si la société de l'information n'est pas une autre forme d'"occidentalisation du monde" dans la mesure où elle est porteuse de normes, de modes d'organisation et de valeurs de types états-uniens » (Kiyindou, 2009 : 11).

Dans cette optique, le cas du Japon, avec le *Japan Computer Usage Development Institute* (JACUDI) qui fixait la « société de l'information » (*jôhō shakai*) comme objectif national pour l'an 2000, constitue un exemple non moins important. Il faut dire que ce plan s'est construit autour du *MITI*, c'est-à-dire un super ministère du commerce international et de l'industrie qui avait pour mission principale d'engager une synergie entre la recherche et l'industrie, le secteur public et les grands groupes privés. Aussi, ce plan préconisait une organisation urbaine particulière, la *Computopolis*, construction d'une ville entièrement câblée et équipée de terminaux domestiques, avec une gestion automatique des flux du trafic, un réseau de rails et de véhicules à deux places commandés par ordinateur, des hypermarchés pour ainsi dire sans personnel et avec paiement par carte magnétisée, l'informatisation de l'air climatisé (Mattelart, 2003). Ce qui nous renvoie à une préoccupation déjà soulevée dans les années 1930 par le penseur américain Lewis Mumford qui, « en réponse aux tenants du Mouvement moderne qui exaltent l'esthétique machiniste en architecture », plaidait « pour une maîtrise des techniques et une réorganisation du système capitaliste »³²⁶. En effet, ce critique et historien de l'architecture et de l'urbanisme « voyait dans le développement illimité de l'urbanisation la réalisation d'un "idéal bureaucratique", caractérisé à la fois par l'obsession du contrôle et la soumission à des objectifs de productivité et de rentabilité », un idéal où la radio et la télévision sont envisagées comme « des nouveaux moyens d'informer et de conditionner l'opinion » pour former « un peuple unifié, homogène, standardisé, composé d'individus conformes au prototype métropolitain et habitué à consommer exclusivement les marchandises que leur fournissent les

³²⁶ Cf. « Mumford Lewis (1895-1990) », in Encyclopaedia universalis [en ligne] :

<http://www.universalis.fr/encyclopedie/lewis-mumford/> (consulté le 22/06/2012).

maîtres de l'appareil, dans le meilleur intérêt d'une économie en perpétuelle expansion » (Mumford, 2011 : XII et XIV). Ici, les innovations technologiques servent de prétexte au contrôle politique de l'opinion et à la réalisation des ambitions du marché capitaliste.

V.3.2. Penser les TIC comme un mythe de la modernité.

Au regard de ce qui précède, la littérature apologétique de la « *société de l'information* » peut être assimilée à une forme particulière du discours : *le mythe*. En tant que discours, c'est-à-dire « *une suite d'énonciations ou de phrases qui portent sens et référence, le mythe dit quelque chose sur quelque chose* », affirme le philosophe français Paul Ricœur, pour qui il faut identifier et isoler « *ce dit du dire* » (1989). Quel message véhicule donc la « *société de l'information* » en tant que discours mythique ?

Il est important de supposer que le « *dit* » de cette littérature en tant que discours mythique, c'est la *modernisation* de la société, avec toutes les valeurs qui l'accompagnent. Mais le concept de *modernisation* revêt lui-même des significations assez diversifiées suivant les contextes nationaux, tel que nous l'avons interrogé dans le chapitre précédent. Pris dans le contexte français, par exemple, la *modernisation* est un processus visant à améliorer la qualité du service rendu aux usagers, à simplifier leur relation avec l'administration, à garantir le meilleur service public possible au meilleur coût et de valoriser le travail et le parcours des agents de l'État³²⁷. Ce terme est également utilisé par l'État français lorsqu'il parle d'évolution (Bouquillion, Pailliat, 2006). La notion de *modernisation* apparaît en 1986 (Minkala-Ntadi, 2012), avec l'idée qu'il faut réduire les coûts des services publics, afin de gagner en productivité et en qualité. Pour ce faire, il faut miser sur la motivation des agents et l'usage des TIC. Ces dernières sont conçues à la fois comme gage d'une meilleure productivité et réactivité des entreprises, d'accès et de partage universels de la culture et du savoir, et d'instauration d'une meilleure relation citoyenne. D'où la mise en place de certains plans, tels que *RE/SO 2007* (Pour une République numérique dans la société de l'information), *PAGSI* (Plan d'action gouvernemental pour la Société de l'information). Quand le premier plan vise la transformation économique, culturelle et politique,

³²⁷ Cf. Ministère de la Culture et de la Communication : <http://www.culture.gouv.fr/mcc/Actualites/Dossiers/Lamodernisation-de-l-Etat-qu-est-ce-que-ca-change-pour-vous> (consulté le 20/10/2001).

le second se définit plutôt comme une impulsion donnée, en 1998, pour favoriser les TIC dans tous les secteurs de la société : éducation, culture, entreprises et commerces, aménagement du territoire : « *le PAGSI insiste sur l'inscription des TIC dans les domaines de l'action publique traditionnellement maîtrisés par l'État : l'enseignement, la culture, la modernisation de l'administration, les entreprises et le commerce électronique, la recherche et les réglementations des nouveaux réseaux d'information* » (Bouquillion, Pailliar, 2006 : 68). Ici, l'objectif est de promouvoir l'usage des TIC à grande échelle, à travers la mise en ligne des contenus culturels, commerciaux, etc. Ainsi, au niveau des collectivités territoriales françaises, par exemple, l'usage d'Internet dans l'administration locale s'inscrit en référence à ces plans nationaux visant la modernisation des services publics (Pailliar, 2006 : 125).

Par ailleurs, dans le contexte congolais, la notion de *modernisation* a fait l'objet de notre attention plus haut. Ici, l'accent semble être mis simplement sur l'informatisation des services publics, même si là encore les résultats tardent à venir.

V.3.3. Déploiement des TIC : une sorte d'imbrication du diffusionnisme et du déterminisme technologique.

La logique du déploiement des TIC à l'échelle planétaire renvoie sans aucun doute au paradigme diffusionniste : on est dans une démarche théorique dont la pratique s'observe à travers le transfert des technologies des pays « *développés* » vers les pays « *en voie de développement* ». En effet, à l'occasion de la célébration de la *Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information 2010*, sous le thème « *Mieux vivre dans la ville grâce aux Tic* », le ministre congolais de l'Enseignement technique et professionnel, de l'Emploi et de la Formation qualifiante annonçait, le 17 mai 2010 à Brazzaville que : « *Ces réalisations [des infrastructures relatives au déploiement des TIC], nous en sommes convaincus, favoriseront le développement socioéconomique de notre pays par la création des emplois et amélioreront, de ce fait, les conditions de vie dans nos villes* »³²⁸.

³²⁸ Congo-Site Portail, « Le Congo se dote d'infrastructures de base en matière de technologies de l'information » [en ligne] : http://www.congo-site.com/Le-Congo-se-dote-d-infrastructures-de-base-en-matiere-de-technologies-de-l-information_a7019.html (consulté le 19/05/2010).

Dans cette relation concernant le transfert des technologies, Alain Kiyindou en évoque quatre acteurs aux intérêts divers : les « *industries culturelles, les décideurs politiques, les associations chargées de promouvoir ces technologies, les utilisateurs selon leurs niveaux et leurs intérêts* » (Kiyindou, 2010 : 14). Ainsi, des études sur le sujet mettent en lumière cette divergence d'intérêts entre les différents acteurs impliqués dans la problématique du déploiement des TIC. En ce sens, Évariste Dakouré indique, par exemple, que la promotion des TIC au Burkina Faso place les acteurs associatifs au centre d'intérêts multiples qui les opposent non seulement aux acteurs du secteur privé mais aussi à ceux du secteur public : « *D'une part, elles [les associations] sont confrontées à des cybercafés privés qui leur reprochent une concurrence "déloyale", du fait qu'elles bénéficient d'aides. D'autre part, elles font face à des fournisseurs d'accès à Internet ou à des opérateurs de téléphonie qui refusent de leur faire certains tarifs préférentiels qu'elles demandent, parce qu'elles offrent des services marchands* » (Dakouré, 2011). Dans le contexte congolais, les mêmes divergences d'intérêts apparaissent souvent entre les acteurs privés, publics et ceux du monde associatif, les premiers s'inscrivant dans une logique marchande, tandis que les seconds prétendent poursuivre un but non lucratif. Cette distinction est censée s'opérer au travers des stratégies de promotion mobilisées par les uns et les autres, les acteurs privés misant sur la création des cybercafés au but « *purement commercial* », alors que les acteurs associatifs s'inscrivent dans une logique d'implantation des télécentres fournissant « *des services à la communauté à des coûts modestes* » (Niombo Ngouémé, 2008 : 200). En effet, le Réseau des Télé-centres Communautaires du Congo se fixe comme but principal de contribuer à la vulgarisation des TIC en facilitant, entre autres, l'accès à des couches sociales dites « *marginalisées* », en particulier les filles, les femmes, les personnes analphabètes et handicapées³²⁹. Un débat s'est d'ailleurs engagé au niveau du Réseau international des télé-centres communautaires, sur la question « *Les Cybers Cafés deviennent-ils une menace pour les télé-centres communautaires?* »³³⁰. Ce qui est bien révélateur de ces multiples enjeux opposant entre eux les différents acteurs impliqués dans la promotion des TIC.

L'adhésion des acteurs associatifs locaux aux discours des acteurs internationaux serait ici motivée par la volonté de pouvoir « *bénéficier de financements de projets multimédias, visant à rendre ces dispositifs accessibles aux Burkinabé à bas revenus* », (Dakouré, 2011). Dans ce sens,

³²⁹ Cf. Télécentres Congo [en ligne] : <http://www.telecentrescongo.org/index.php?z=2> (consulté le 13/04/2012).

³³⁰ Cf. Télécentre.org [en ligne] : <http://telecentre-collectivite.ning.com/forum/topics/les-cybers-cafes-deviennent> (consulté le 13/04/2012).

nous utilisons la notion de « *réseau social* » de promoteurs des TIC, le « *réseau social* » entendu ici comme « *un ensemble d'unités sociales et des relations que ces unités sociales entretiennent les unes avec les autres, directement, ou individuellement à travers les chaînes de longueurs variables* » (Mercklé, 2011 : 4). Et les *unités sociales* représentent autant les différents types d'acteurs impliqués dans la production des TIC que ceux engagés dans la promotion de leur usage, tous étant engagés dans des interactions relatives à la promotion de l'idéologie de la « *société de l'information* ».

Mais, les interactions entre ces différentes *unités sociales* peuvent être appréhendées comme un lobbying des pays dits « *développés* » exercé à l'endroit des décideurs politiques des pays dits « *en voie de développement* ». En évoquant le lobbying des firmes transnationales telles que Microsoft qui, depuis 1998, chaque année, convoque à Seattle (États-Unis) des hauts fonctionnaires à un sommet dont l'objectif serait de « *convaincre, démonstration à l'appui, les autorités publiques, plus spécialement les pays en voie de développement, des bienfaits de la numérisation pour l'économie et les citoyens* » (Mattelart A., 2009 : 83), Armand Mattelart souligne bien cet aspect. Ceci participe de ce que Herbert I. Schiller appelait déjà en 1976, « *l'impérialisme culturel* », c'est-à-dire « *la somme des processus par lesquels une société est introduite au sein du système moderne mondial et la manière dont sa couche dirigeante est amenée, par la fascination, la pression, la force ou la corruption, à modeler les institutions sociales pour qu'elles correspondent aux valeurs et aux structures du centre dominant du système ou à s'en faire le promoteur* » (Schiller, 1976 : 6).

C'est donc dans le sillage d'une *théorie de la modernisation*, catapultant « *l'impérialisme culturel* » à travers la diffusion des TIC, que pourraient bien être inscrits les discours de promotion de la « *société de l'information* » envers et au sein des « *pays en voie de développement* ». Les dispositifs techniques ne sont pas en effet neutres pour ceux qui les utilisent, et « *adopter un outil, c'est adopter une méthode et dans une certaine mesure, une manière de penser et de voir les choses* » (Kiyindou, 2009c : 5). Aussi le transfert des technologies participe-t-il de ce processus d'« *d'occidentalisation du monde* » évoqué par Alain Kiyindou (2009c), d'autant plus que les technologies en question sont toutes produites en Occident. Dans ce sens, la promotion de la « *société de l'information* » ne serait qu'un procès (parmi tant d'autres) de légitimation des normes, des modes d'organisation et des valeurs de

modernité à « *l'occidentale* ».

V.3.4. Société de l'information ou nouvelle forme d'expansion du capitalisme économique

Nous sommes d'accord avec l'observation d'Alain Kiyindou qui soutient que la « *société de l'information* » est « *un nouveau lieu d'investissement où s'exerce le pouvoir économique* » (2009 : 10). Car au-delà de l'aspect d'« *occidentalisation du monde* » – qui pourrait paraître purement idéologique (Cabedoche, 2009) –, ce sont surtout des questions économiques et financières qui sont en jeu dans les échanges entre les différentes *unités sociales* susmentionnées. Philippe Bouquillion pense, en effet, que les multinationales occidentales de promotion des TIC ont une double nature, en ce sens que, « *d'un côté, elles constituent un ensemble d'industries et, de l'autre, il s'agit d'activités d'une importance sociale considérable, tant pour la vie des ménages (loisirs, information, communication, etc.), que pour l'espace politique et pour la sphère économique* » (Bouquillion, 2008 : 30). L'intervention de la sphère économique traduit donc, pour le lobbying des firmes transnationales, une stratégie d'élargissement des parts de marché dans les pays « *en voie de développement* », constituant de véritables niches de consommateurs des TIC encore faiblement exploitées, dans la mesure où ces pays sont appelés à rattraper leur « *retard* » en la matière. Appuyé sur l'argumentation idéologique de la réduction de la « *fracture numérique* », ce lobbying participe de ce « *phénomène inhérent au capitalisme* », celui de la « *nécessité pour la sphère marchande de trouver sans cesse de nouveaux espaces de valorisation des capitaux* » (Bouquillion, 2008 : 10).

La théorie du transfert des technologies s'inscrit bien dans cette stratégie de valorisation des capitaux étant donné qu'elle contribue à la création de nouveaux marchés sur lesquels les acteurs industriels, « *soumis à la "gouvernance financière"* », sont susceptibles d'en tirer des bénéfices afin de répondre à l'impératif d'une *financiarisation* s'accompagnant « *d'exigences de rentabilité financière croissante de la part des actionnaires financiers qui souhaitent que les taux de rendement des capitaux investis soient les plus élevés possibles* » (Bouquillion, 2008 : 16). La *financiarisation*, selon Philippe Bouquillion (2008), dont nous suivons la perspective ici, renvoie au fait que les activités des industries médiatiques sont financées par des actionnaires

financiers. Elle ne concerne pas seulement les industries médiatiques. Et la recherche de nouveaux partenaires commerciaux (les décideurs politiques et autres leaders d'opinion), capables d'influer sur l'adoption des TIC dans les pratiques ordinaires, ne serait rien d'autre qu'une stratégie de marketing commercial. Nous théorisons donc ici la stratégie d'exploration et d'exploitation de nouveaux marchés pour la « *nouvelle économie* ». Cela s'observe déjà au niveau de la société congolaise, où une rude bataille semble s'engager entre les différents FAI³³¹ et opérateurs de téléphonie mobile présents dans ce pays. En effet, avec l'arrivée de la fibre optique, certains FAI s'inquiètent déjà sur la future répartition des parts de marché dans ce secteur : « *Ils s'interrogent. Les grands joueront-ils le jeu du dégroupage ? L'accès aux points d'échange internet sera-t-il garanti ? MTN Group, principal membre du consortium Wacs, ne risque-t-il pas d'offrir à sa filiale MTN Congo des tarifs préférentiels ?* »³³². Autant dire que la course à la *couverture numérique* du territoire congolais tiendrait plus des préoccupations économiques et financières des acteurs industriels que du souci d'amélioration des conditions sociales des usagers-consommateurs qui, par ailleurs, ne sont pas toujours impliqués dans la mise en œuvre de ces projets.

De fait, ce positionnement (à la fois théorique et pratique) de certains acteurs économiques et/ou politiques explique le constat d'une approche technocentriste du développement par les TIC au Congo-Brazzaville ; cette posture est bien révélatrice d'une croyance aux vertus prométhéennes des dispositifs techniques. Bien qu'il se soit toujours dégagé « *deux catégories d'opinion radicalement opposées* » dans les imaginaires construits autour des TIC, l'une vantant leurs bénéfices pour l'organisation sociétale, l'autre s'alarmant plutôt sur leurs méfaits sur la vie des populations (Coutant, 2012 : 18-19), c'est bien l'idée d'un « *technodéterminisme* » que l'on perçoit dans les innovations technologiques, comme facteur déterminant de toute évolution sociale (Miège, 2007), qui est derrière la promotion de cette notion de « *société de l'information* ». Le dénominateur commun à ces « *deux catégories d'opinion* » réside surtout dans leur référence aux *a priori* relatifs au potentiel des TIC (Courant, 2012). En effet, « *L'expression même de révolution numérique [qui est associée aux TIC] suggère que l'ensemble des transformations économiques, culturelles mais aussi sociales et politiques sont suscitées par les transformations technologiques et, en particulier, par l'essor des technologies numériques d'information et de communication* » (Bouquillion, 2008 : 9). Ce qui voudrait signifier que seule

³³¹ Fournisseurs d'Accès Internet

³³² Devey M., op. cit.

l'introduction des TIC dans les activités quotidiennes des citoyens-usagers serait en droit d'enclencher le(s) changement(s) que l'on peut ou devrait observer dans tous les domaines de la vie. Pourtant la réalité montre autre chose, au moins jusqu'à ce jour au Congo-Brazzaville.

Il y a donc une nécessité, pour nous, de conclure notre analyse dans cette même perspective critique, aussi bien vis-à-vis du « *technicisme* » que devant le « *sociologisme* », ce dernier consistant à « *considérer les techniques comme neutres et en attente d'appropriation par des logiques sociales* » (Coutant, 2012 : 19). Il s'agit pour nous de repenser les TIC à travers des logiques sociales déjà en cours dans les différentes organisations où l'on voudrait introduire leur usage, afin d'éviter le piège du double déterminisme technologique et social (Jouët, 1987).

V.3.5. De la déconstruction du discours technocentriste à la notion d'ancrage social des techniques.

Nous actons la déconstruction des discours de légitimation de la « société de l'information » en convoquant les chercheurs souvent mobilisés en SIC, particulièrement sur les thématiques des TIC et de développement. En effet, l'un des traits communs des productions scientifiques du « collège invisible » de la sociologie des usages c'est de critiquer et rejeter avec force les discours postulant l'avènement de la « société de l'information ». Parmi ceux-ci, notamment, Victor Scardigli, Pierre Chambat et Marc Guillaume sont les trois auteurs qui, à nos yeux, proposent les analyses et les ruptures les plus explicites vis-à-vis de ces nouvelles prophéties (Chambat, 1992a, 1994a, 1994b, 2000 ; Chambat (Dir.), 1992 ; Guillaume (Dir.), 1997 ; Scardigli, 1992, 1994a, 1994b, 1995).

Marc Guillaume critique vigoureusement et sans détour la dénomination même de « société de l'information » : « *Sans doute notre société est-elle beaucoup plus riche en technologies de l'information que celle d'il y a trente ans, peut-être en est elle même saturée, au sens où le volontarisme technique et industriel tente de les lui faire absorber plus vite qu'elle ne saurait le faire. Mais parler de société de l'information, c'est ramener la complexité des processus de changement à une expression réductrice. Toutes les sociétés ont eu besoin d'information pour fonctionner. Peut-être la nôtre en manipule-t-elle beaucoup, mais de là à penser que cette manipulation intense est sa particularité dominante, il y a un pas qu'il est imprudent de franchir.*

» (Guillaume (Dir.), 1997, p.13).

Pour ce faire, il souligne que « *l'amalgame des deux imaginaires, celui des politiciens qui jouent la croissance par les nouvelles techniques – et en même temps leur réélection – et celui des vendeurs de nouveaux services, dresse un écran opaque entre l'observateur et la réalité du monde des technologies de l'information.* » (Guillaume (Dir.), 1997, p.28). Tout comme lui, Pierre Chambat et l'ensemble des contributeurs à l'ouvrage *Communication et lien social. Usage des machines à communiquer* (Chambat (Dir.), 1992) font remarquer la série de confusions et d'amalgames sur laquelle repose ces discours caractéristiques de l'idéologie techniciste : assimilation entre innovation technique et innovation sociale, entre applications et usages, entre techniques et contenu, entre communication fonctionnelle et communication sociale. L'un des principaux objectifs affichés par ces actes de colloque consiste à décrypter ce que recouvre le cliché de la « *société de l'information* », ainsi qu'à décrire les mythes, utopies et inquiétudes que soulèvent ces nouvelles prophéties.

Pierre Chambat, dresse un constat sans appel en ces termes : « *la diffusion des TIC est le vecteur d'un nouvel imaginaire : dans les années soixante, alors que se produit une première vague d'équipement des ménages, la représentation de la société comme "société de consommation", mettait en avant les valeurs du confort et de la possession. La télévision, réputée être un facteur d'aliénation et engendrer la passivité des masses, en était le symbole. Le thème de la "société de communication", lui, met en avant, depuis la fin des années soixante-dix, des valeurs individualistes d'activité, de choix et d'expression personnelle.* » (Chambat, 1992, p.13). Pierre Musso³³³ n'est pas tendre dans la description de la société de l'information ; il va plus loin encore dans ce même ouvrage dirigé par Pierre Chambat et souligne que la « société de communication » mêle réalités techniques et économiques avec de multiples mythes (transparence, dématérialisation, déterritorialisation, prédation de toute conflictualité sociale), qui instituent la communication en religion des temps modernes. Cette religion requiert, selon ses promoteurs, l'adhésion de toute la société mondiale. Elle serait d'ailleurs une priorité, mieux un impératif pour les pays pauvres.

³³³ Musso, P., (1992), « Le temps des réseaux : plein technique, vide politique », dans Chambat, P., (Dir.), *Communication et lien social : usages des machines à communiquer* [Actes du Colloque « *Machines à communiquer* », Paris-La Villette, 1991], Paris, Editions Descartes.

Par ailleurs, pour Josiane Jouët le développement des TIC suscite indubitablement de grandes attentes : celles-ci peuvent par exemple être vues comme le moyen de relance de l'activité économique, de régénérer le corps social et la démocratie, de renouveler le lien social autour de nouvelles activités ancrées dans l'individualisme, l'interactivité, la transparence et l'accessibilité égalitaire des informations. Mais, les discours sur la « *société de l'information* » suscitent également des inquiétudes non moins importantes, concernant notamment la dégénérescence du lien social et l'interversion des formes de contrôle social.

Toutefois, au-delà du discours et de l'action promotionnels sur la « *société de l'information* », il est nécessaire de voir comment, à l'intérieur de chaque champ social, les usagers s'approprient les TIC et comment leurs pratiques sociales, communicationnelles et/ou professionnelles pourraient s'en trouver reconfigurées ou pas. Dès lors, il apparaît important de déconstruire le discours à partir « *de l'observation des usages réels, des pratiques sociales les plus ordinaires* » et, à partir de là, « *repenser plus globalement le rôle des nouvelles technologies dans la société de l'information [...]* » (Lits, 2003 : 2). D'où la nécessité d'axer la réflexion sur les logiques sociales inhérentes à chaque environnement sur lequel l'émergence des TIC pourrait avoir une quelconque influence, supposée ou réelle. En ce qui nous concerne, il s'agit de partir de l'observation des pratiques des TIC en cours dans la société congolaise, pour voir comment l'appropriation des TIC par les acteurs dans les champs socioprofessionnels accompagne ou pas les phases de reconfiguration de leurs pratiques quotidiennes. En d'autres termes, il est question de voir si l'usage du téléphone mobile, dans les activités quotidiennes apporte ou pas une nouvelle conception du changement social au Congo-Brazzaville. Observe-t-on, par exemple, une évolution dans les nouvelles formes de communication entre les acteurs exerçant le même métier ? Emerge-t-il de nouvelles modalités relationnelles dans le renforcement ou pas du lien social (dans la famille, auprès des amis, etc.) ?

Toutes ces questions ne sauraient être traitées selon l'approche technocentriste prônant le primat de la technique sur le social. On ne saurait en effet évacuer le social, qui est tout aussi déterminant que la technique, dans la compréhension d'un phénomène aussi complexe que le changement social. Et, il sied de souligner que la recherche d'une situation meilleure dans les pays en développement apparaît souvent comme une mise en scène d'acteurs appartenant à des champs sociaux divers. Aussi les activités socioprofessionnelles, habituellement informelles en ce qui concerne l'usage de la téléphonie mobile, sont-elles révélatrices de nombreux enjeux

(économiques, politiques, culturels, sociaux) se présentant souvent comme l'expression d'un rapport de forces entre différents acteurs sociaux aux intérêts différents, voire divergents. En effet, l'usage du téléphone mobile au Congo-Brazzaville intègre bien ces enjeux. Et c'est dans une approche autre que technocentriste que l'on peut cerner l'articulation entre la technologie et ces enjeux sociétaux. D'où notre inscription dans cette perspective que Josiane Jouët (2000) appelle la problématique de la double médiation de la technique et du social comme cadre d'analyse des usages des TIC. Il s'agit de prendre en compte autant les caractéristiques potentielles des technologies que les spécificités des situations des organisations sociales (Gollac (dir.), 2003), pour mieux appréhender l'appropriation socioprofessionnelle des TIC dans les organisations sociales. Ce qui permet de mobiliser l'approche communicationnelle ou sociotechnique que nous avons construite dans cette étude doctorale.

Cette approche est ici mobilisée au prisme de la notion d'*ancrage social des techniques*, telle qu'elle est développée par Bernard Miège. Elle consiste donc à « *replacer les objets et produits nouveaux dans l'évolution des structures de médiation et des pratiques informationnelles et culturelles* » (Miège, 1997 : 162). En effet, dans la majorité des milieux sociaux et professionnels où elles s'insèrent, les techniques « *"accompagnent des mouvements en cours", contribuant progressivement à les renforcer ou à les accélérer, mais plus exceptionnellement à les amplifier brutalement dans des directions imprévues* » (Miège, 1997 : 169). Et les techniques dont il est question ici, ce sont bien sûr les TIC, qui sont envisagées dans le cadre de la médiatisation de la communication et que nous désignons, à la suite de Bernard Miège, comme des « *dispositifs techniques qui s'interposent entre protagonistes dans les échanges sociaux, soit comme "prothèses" (suppléant plus ou moins au face-à-face), soit comme facilitateurs ou accélérateurs du rythme des échanges* » (1997 : 143). Ces dispositifs techniques sont porteurs des discours prescriptifs qui accompagnent des mouvements en cours dans les milieux socioprofessionnels où ils peuvent être introduits. Ce mouvement d'accompagnement caractérise ce que Bernard Miège appelle l'*ancrage social des techniques*, c'est-à-dire l'articulation entre les « *déterminations techniques* » et les « *modèles d'organisation et des logiques sociales de la communication qui concourent à leur avancée* » (2007 : 14). Et les pratiques socioprofessionnelles des usagers du téléphone mobile au Congo-Brazzaville, figurent bien au nombre de ces champs de la communication, où l'usage des TIC est en train d'accompagner des modèles d'organisation et des logiques d'action déjà en cours.

Pour Bernard Miège (2007), en effet, l'émergence des TIC s'ancre dans un mouvement social marqué par une circulation croissante du flux informationnel, qu'il appelle le *procès d'informationnalisation*. Et le *procès* est défini par cet auteur comme « *un mouvement de la société bien identifié, en cours, fait de mutations et de changements divers, et autour duquel, dans le temps long, s'affrontent et se confrontent les stratégies des acteurs sociaux concernés* » (Miège, 2007 : 18). Un *procès* est donc une logique sociale de la communication inhérente à un environnement social, dont elle imprègne le fonctionnement. Dans ce contexte, l'appropriation des TIC par les publics s'accompagne d'une « *médiation technique* » accrue des échanges dans l'*espace public*, ce dernier étant compris ici dans sa double dimension d'espace public fondé en raison et d'espace public fondé sur l'expérience : la première dimension a trait à une sphère de discussion où l'on étale des preuves, des convictions, des croyances, et où l'on expose une argumentation, alors que la seconde se réfère plutôt à un espace d'expression des émotions et du témoignage, ainsi qu'à l'exhibition de l'expérience et la valorisation de la monstration, pour paraphraser Dominique Mehl (1996). C'est dans cette double dimension qui, par ailleurs, caractérise son évolution et le révèle comme un espace « *de débats contradictoires où les stratégies des élus, des journalistes, des sondeurs, des responsables associatifs [mais aussi des individus ordinaires] se croisent, se contrarient, en mêlant raison et émotion, faits et interprétations, désirs de révéler et de proposer* » (Dacheux, 2012 : 12) que la notion d'*espace public* est appréhendée ici.

Cette double dimension renvoie autant à la diversification qu'à la fragmentation de l'*espace public* que l'on constate dans les sociétés contemporaines, au « *point sans doute de devoir écrire maintenant espace public au pluriel* » (Miège, 2010 : 209). Car, défini comme « *une logique sociale de la communication* » (Miège, 2004 : 127), l'*espace public* connaît aujourd'hui plusieurs configurations liées aux différentes déterminations structurelles et sociétales, notamment avec des mouvements d'aspiration à la liberté d'expression et à la diversité d'opinions, couplés avec l'émergence des TIC qui, ces dernières, ouvrent de « *nouvelles possibilités* » communicationnelles aux publics, telles que l'interactivité, la réactivité et l'auto-production de l'information (Miège, 2010). À chaque logique sociale de la communication correspondrait ainsi un type d'espace public particulier, de l'espace public politique à l'espace public sociétal, en passant par l'espace public médiatique, etc., sans pour autant être exclusifs les uns des autres. Les opportunités offertes par les TIC, plus précisément par le téléphone mobile comme par Internet, accompagnent ainsi la liberté d'expression et d'opinions qui, « *mêlant*

normes publiques et privées » (Miège, 2010 : 8), structure ces différents « *espaces publics* » et sous-tend l'idéal démocratique sur lequel se serait réalisée la professionnalisation des pratiques quotidiennes, dites informelles, dans le contexte des pays en développement (Mathien, 2007). Tout ceci porte à penser que les TIC ne feraient qu'accompagner un mouvement social déjà en cours dans l'*espace public* (ou les espaces publics), bien avant leur émergence. Et le Congo-Brazzaville ne saurait construire sa propre *société de l'information* seulement qu'à partir de l'humain.

CONCLUSION GENERALE

1. Principaux résultats

Cette recherche s'inscrit en SIC en tant que science de la complexité épistémologique et met à notre disposition une pluralité de points de vue pour penser l'émergence de nouveaux usages du téléphone mobile dans les pratiques sociales, du point de vue communicationnel, dans le contexte du Congo-Brazzaville : les motivations politique et socioéconomique de l'insertion des TIC dans le processus du développement socioéconomique, l'usage du dispositif en tant qu'objet de médiation entre les acteurs engagés dans les actions situées, la communication des organisations et l'anthropologie de la communication. La problématique s'intéresse plus particulièrement à l'appropriation du téléphone mobile par les populations congolaises et à la place qu'il prend, désormais, dans le processus de reconfiguration des pratiques sociales et communicationnelles quotidiennes. Ainsi, au terme de cette recherche, il est important pour nous de porter un regard en arrière: quelles sont les apports de cette recherche et ses limites ? Quel positionnement par rapport aux hypothèses de départ ? Quelles perspectives pour les recherches à venir ?

Il convient de souligner que la question de l'évaluation de la scientificité d'un travail de recherche est au cœur des débats depuis un certain nombre d'années. Pour Karl Popper, la science avance par *essai et erreur* dans une dynamique où la réfutabilité sert de critère de scientificité, en définissant de *nouveaux problèmes*³³⁴. Nous pensons qu'une méthode scientifique se doit d'être tout d'abord critique, pour permettre d'aller de « l'ancien problème » aux « nouveaux questionnements ». Ce problème de départ est alors redéfini, remodelé à travers cette logique³³⁵. Les nouveaux questionnements symbolisent l'évolution de la connaissance scientifique, un dépassement du problème initial. Le nouveau questionnement constitue donc l'occasion d'un nouveau développement scientifique (Patrascu, 2011).

Le présent travail de recherche ne déroge pas à la règle de Karl Popper en ce sens où « *les problèmes primaires, qu'ils soient préscientifiques ou scientifiques, sont de nature **pratique*** »³³⁶.

³³⁴ Popper, K. (1997). *Toute vie est résolution de problèmes. Questions autour de la connaissance de la nature* ». Editions Actes Sud, (notamment les pages 28 – 34)

³³⁵ Ladrière, J. (1967), Déterminisme et liberté. Nouvelle position d'un ancien problème: le modèle de Popper. *Revue Philosophique de Louvain*, Volume 65, Numéro 88, pp. 467-496. Disponible en ligne sur <http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/revue/phlou>

³³⁶ Popper, K., *op. cit.* p.30

En d'autres termes, le problème de départ de notre thèse est tout d'abord d'ordre pratique : Comment appréhender les usages émergents du téléphone mobile à l'aune des reconfigurations sociales dans le contexte du développement au Congo-Brazzaville ? Comment faire la description du phénomène de popularisation du téléphone mobile ? Comment peut-on saisir le sens des discours officiels de légitimation des TIC pour le développement face aux usages émergents du téléphone mobile dans un contexte situé ? Quel cadre permet-il d'analyser les usages et pratiques émergentes ? Quelles différences entre les deux terminologies avec quelles implications épistémologiques et méthodologiques ? Quelles approches privilégiées pour saisir le sens en allant chercher l'invisible auprès des acteurs ? A travers le processus d'essai et erreur, nous tentons de donner des réponses dynamiques à ces problèmes pratiques, c'est-à-dire qui peuvent évoluer en fonction des facteurs différents.

Dans ce sens, avant de montrer les apports et limites de cette réflexion sur les pratiques du téléphone mobile et les discours officiels de légitimation des TIC pour le développement dans le contexte du Congo-Brazzaville, il est important de mettre en évidence quelques principaux résultats issus des données qualitatives de notre terrain :

- les écarts entre les discours officiels en forme d'injonctions des acteurs internationaux de promotion des TIC, fidèlement copiés par les gouvernements nationaux, les prescriptions d'usages en total déphasage avec les réalités locales, et les formes d'appropriation des dispositifs sociotechniques par les acteurs sociaux ou usagers ;
- l'émergence des pratiques contextualisées du téléphone mobile, en tant que dispositif de médiation, par rapport aux reconfigurations des pratiques sociales, du point de vue organisationnel et communicationnel ;
- la prise en compte de l'utilisateur en tant qu'acteur de sa propre communication et le rôle de l'objet technique dans les mutations des pratiques professionnelles informelles des organisations évanescences : la notion de négociation est pensée en terme de communication, à l'origine de la structuration de ces organisations. Donc, les significations des usages de ce dispositif de communication ne peuvent s'appréhendées que par la présence du chercheur dans le contexte de leur émergence ;

Au Congo-Brazzaville, comme dans nombre de pays en développement, l'insertion des TIC pour le développement relève de politiques gouvernementales dont l'impulsion génère la mobilisation

de moyens financiers, humains et organisationnels, mais dont l'évaluation dresse le constat suivant: les discours de légitimation des vertus thaumaturgiques des TIC des officiels congolais, à travers la construction de la société de l'information de tous les peuples du monde, relèvent de la pure « *dépossession de la discursivité* », au sens de Serge Latouche (1986). La généralisation des infrastructures est nécessaire mais n'est pas encore concrètement amorcée pour aboutir à l'intégration des TIC dans les pratiques quotidiennes des Congolais en vue du développement et de l'amélioration des conditions de vie des masses. Cette problématique nous conduit à proposer l'hypothèse principale suivante : les TIC ne pourront permettre le développement que si les stratégies d'adoption et de prolifération sont la réponse aux besoins réels des populations. En ce sens, les usages du téléphone mobile doivent s'appréhender dans la profondeur (entendue comme encastrement) de leurs rapports avec les autres pratiques des usagers. Pour tester cette hypothèse, nous mettons en tension les discours officiels sur les TIC et les données qualitatives issues de notre terrain sur les usages du téléphone mobile. Nous construisons par ailleurs une grille théorique dont nous rappelons ci-après les principaux fondements.

Notre approche qualitative du terrain d'étude nous exige de questionner d'abord le contexte dans lequel s'insère notre recherche. Menant une analyse historique des diverses politiques d'intégration des TIC au Congo-Brazzaville, nous interrogeons la sociologie des usages pour prendre la distance au diffusionnisme technique qui véhicule une idée instrumentale de la société (Bouquillon, Pailliar, 2006) et une idée du changement prescrit par le haut, sans attaches avec les réels besoins des citoyens. Or, ce processus de changement « *par le haut* » (Bernard, 1997) n'est envisageable que si l'individu est essentiellement porté par le collectif car il néglige le jeu des acteurs et le sens que ceux-ci donnent à leurs conduites. Depuis la fin des années 1950, date de la fin de la période coloniale et des indépendances en Afrique, les logiques déterministes signent les politiques publiques des gouvernements successifs au Congo-Brazzaville, dans la logique de construire une société moderne, avec la prétendue « *égalité des chances pour tous* », matérialisée par la société de l'information. Dans ce contexte, nous proposons un renversement de tendance et soutenons que les stratégies nationales de développement des TIC, construites sur injonctions des acteurs internationaux, demeureront inefficaces et improductives si elles ne sont pensées et élaborées sur la base des besoins concrets, culturellement et localement situés, des acteurs-usagers. Notre analyse entend privilégier le changement tiré par les acteurs au micro-niveau de la société congolaise en tant qu'organisation (Bernard, 1997) dans une dynamique de

médiation (Jouët, 1993; Lamizet, 1997), de participation, de coopération et de confiance.

Nous qualifions les manières, les moments et lieux d'usage du le téléphone mobile des usagers congolais de « *situation d'apprentissage en marchant* » (Bernard, 1998 : 180), de lieu d'apprentissage organisationnel et communicationnel favorisant un mode transversal de coopération entre individus autonomes, parfois engagés dans une même activité et poursuivant les mêmes finalités (les prestataires de savoir, les acteurs de l'agriculture traditionnelle et les commerçantes). Ainsi, nous pensons le changement dans ces organisations évanescences comme une activité humaine qui se comprend à partir du sens que l'acteur donne à sa propre action. Cette activité suppose que l'individu dispose d'une capacité individuelle d'action et de décision ainsi que de la reconnaissance de son autonomie pour jouer des contraintes et agir dans le groupe d'appartenance. Notre hypothèse suggère que le téléphone mobile, en tant que médiation, favorise des mutations des pratiques « *par le bas* » (Bernard, 1997) et participe à l'appropriation des TIC par les usagers *in situ*. Par exemple, nous questionnons le concept d' « *économie informelle* » comme forme organisationnelle nécessitant la convocation du paradigme de « *la communication engageante* » (Bernard, Joule 2004), en communication des organisations, pour lier le sens et l'action. Françoise Bernard (2004) situe ce paradigme au croisement de la théorie de l'engagement en psychologie sociale et de la théorie de la communication en SIC. L'enjeu c'est de considérer que les messages produits par un émetteur déclenchent des réactions affectives et cognitives chez le récepteur et de déplacer la question de communication initiale : « *qui dit quoi, à qui, dans quel canal ?* » vers une question plus complète « *qui dit quoi, à qui, dans quel canal, en lui faisant faire quoi, et avec quel effet comportemental ?* » (Joule, Bernard, 2004 : 217).

Dans cette étude, les éléments langagiers (indexicalité de Garfinkel, 1967) ont un rôle important dans le processus « d'accomplissement » des faits de communication entre acteurs. Ils garantissent la proximité contextuelle des acteurs n'exerçant pas dans les mêmes lieux, comme le cas des commerçantes à Brazzaville et leurs fournisseurs habitant dans les zones rurales, la définition d'objectifs communs, de savoirs, de compétences et de routines mutuellement reconnues. Ces actes de paroles produisent un « *illocutoire organisationnel* » (Gramaccia, 2001) entre « *communicants de peu* » (Bernard, 1997) qui échangent selon des pratiques de communication ordinaires et quotidiennes. Il permet d'envisager le changement dans la « *conversation* » (Taylor, 1993). Nous situons les fondements de notre concept «

d'accomplissement » autour d'une double médiation : la médiation technique et sociale et la médiation de la communication. La première forme de médiation nous renvoie à l'usage de l'objet technique, le téléphone mobile, par les acteurs engagés dans les activités commerciales, donnant lieu à un cadre sociotechnique de référence qui articule un cadre d'usage et un cadre de fonctionnement (Flichy, 2003). La seconde forme de médiation s'appuie sur les situations d'échange où se mêlent l'intersubjectivité, l'interinfluence et la construction d'un sens partagé (Lamizet, 1997 ; Boutaud, 1998 ; Hennion *in* Thonon, 2003). L'accomplissement des faits de communication met en scène un sujet communicant qui interagit, construit des messages et se construit dans l'interaction en fonction d'un implicite discursif au sein duquel se jouent des « rôles », des « places », des « faces » sur la scène « dramaturgique » (Goffman, 1973, 1974 ; Corbalan, 2006).

Notre démarche empirique nous conduit à proposer la forme de communication circulaire, orchestrale (Winkin, 1981) qui caractérise les formes organisationnelles, voulues et non-voulues, modernes ou traditionnelles, de la société congolaise. Cette communication circulaire n'est pas instituée, mais inventée par les acteurs au cours des interactions.

2. Apports et limites théoriques de la recherche

L'appropriation des TIC dans les pratiques sociales fait l'objet d'un questionnement auprès de la communauté des chercheurs dans le champ des SIC et au-delà. Dans une perspective *communicationnelle*, nous avons cherché à enrichir le cadre conceptuel afin de procéder à la construction d'un cadre théorique nous permettant d'étudier les usages comme étant ancrés dans les pratiques sociales en contexte situé au Congo-Brazzaville. Dans ce sens, la mobilisation de la « sociologie des usages », devenue ces dernières années « une voie privilégiée » dans l'approche des TIC (Miège, 2007) nous a semblé la plus adaptée pour effectuer notre entrée sur le terrain. Tout en soulignant les points saillants des études se revendiquant de ce « courant », nous avons convoqué, selon ce qui était nécessaire, des chercheurs ayant contribué au développement de cette « *pensée sur les usages* » : l'influence majeure de Michel de Certeau, s'intéressant aux « *arts de faire*³³⁷ » des usagers du magnétoscope ou minitel, (Baboulin, Gaudin et Mallein,

³³⁷ De Certeau, M., (1980) *L'Invention du quotidien*, 1. : *Arts de faire* et 2. : *Habiter, cuisiner*, Paris, Gallimard

1983³³⁸, Charon, 1987³³⁹), les travaux de Jacques Perriault (1989³⁴⁰), Serge Proulx (1992, 1998³⁴¹), Thierry Védél³⁴², et Pierre Chambat³⁴³ (1994), aux perspectives renouvelées des années 2000 (Jaureguiberry, 2003³⁴⁴, Proulx 2005³⁴⁵ et 2008³⁴⁶, Miège 2007³⁴⁷ et Paquienséguy, 2005,³⁴⁸ etc.). Nous avons, de ce fait, relevé les acquis indéniables de cette approche dans le dépassement du déterminisme technique et d'une vision passive de l'utilisateur, dans les perspectives critiques ouvertes par Josiane Jouet (2000³⁴⁹), Françoise Massit-Folléa (2002³⁵⁰) Serge Proulx (2005) et Bernard Miège (2007), tout en reconnaissant quelques limites qui la

³³⁸ Baboulin, J.C., Gaudin, J.P., Mallein, P. (1983), *Le magnétoscope au quotidien. Un demi-pouce de liberté*, Paris : Aubier Montaigne,

³³⁹ Charon, J-M. (1987) « Teletel, de l'interactivité homme/machine à la communication médiatisée », in Marchand M. et le SPES, *Les paradis informationnels. Du Minitel aux services de communication du futur*, Paris : Masson,, pp.95-128.

³⁴⁰ Perriault, J (1989), *La logique de l'usage. Essai sur les machines à communiquer, Essai sur les machines à communiquer*, Flammarion

³⁴¹ Proulx, S (dir.), (1998) *Accusé de réception. Le téléspectateur construit par les sciences sociales*, Paris : L'Harmattan,

³⁴² Vedel, T. (1994) « Introduction à une socio-politique des usages », in Vitalis André (sous la dir.), *Médias et nouvelles technologies. Pour une socio-politique des usages*, Rennes : Éditions Apogée, pp.13-34.

³⁴³ Chambat, P. (1994a) « NTIC et représentations des usagers », in Vitalis André (sous la dir.), *Médias et nouvelles technologies. Pour une socio-politique des usages*, Rennes : Éditions Apogée, pp.45-59. CHAMBAT P.(1994,b), « Usages des TIC : évolution des problématiques », *Technologies de l'information et société*, vol.6, n°3, pp.249-269.

³⁴⁴ Jaureguiberry, F. (2003). *Les branchés du portable. Sociologie des usages*, Paris : PUF, collection Sociologie d'aujourd'hui

³⁴⁵ Proulx, S. (2005) « Penser les usages des TIC aujourd'hui : enjeux, modèles, tendances » in Lise Vieira et Nathalie Pinède, eds, *Enjeux et usages des TIC : aspects sociaux et culturels*, tome 1, Presses universitaires de Bordeaux, p. 7-20.

³⁴⁶ Proulx, S. (2008) «La sociologie des usages, et après ? »Actes du CONGRES AISLF, ISTANBUL, 7 -11 juillet, p.25-32

³⁴⁷ Miège, B. (2007), *La société conquise par la communication- Les Tic entre innovation technique et ancrage social*, Grenoble, PUG, 2007.

³⁴⁸ Paquienseguy, F. (2005), « La formation des usages l'ère des TIC numériques » in *Enjeux et usages des TIC : aspects sociaux et culturels*, Université Michel Montaigne-Bordeaux3, Gresic, tome 2, pp 129-138

³⁴⁹ Jouet, J. (2000), « Retour critique sur la sociologie des usages », *Réseaux*, n° 100, pp. 487-521.

³⁵⁰ Massit-Folléa, F. (2002), « Usages des Technologies de l'Information et de la Communication : acquis et perspectives de la recherche » in *Le Français dans le Monde*, numéro spécial, janvier

caractérisent et qui peuvent être en contradiction avec nos questionnements épistémologiques et méthodologiques, comme, par exemple : l'attention accrue sur l'utilisateur, ses manières de faire, ses détournements d'usage, sa créativité ; les méthodologies parfois exclusivement focalisées sur les discours de l'utilisateur, l'évacuation d'une dimension « matérielle » des usages en faveur d'une focalisation sur les signes et symboles, sur « *ce qui fait sens pour les acteurs* », etc. Toutefois, cette approche est celle qui correspond le mieux pour le traitement d'une problématique comme la nôtre, dans un contexte aussi particulier.

Par ailleurs, ce cadre théorique a été enrichi par l'apport des chercheurs ayant traité la question du rapport des TIC avec le développement. En ce sens, les travaux d'Alain Kiyindou (2009), Massé (2002), Cheneau-Loquay, (2000), Traoré, A., D., (2002), Castells, M., (2001), Cishahayo, F (2010), Bonjawo (2002) Ossama (1999), et nombreux d'autres, ont été d'une pertinence majeure.

La liste de ces auteurs traitant les thématiques constitutives de notre objet d'étude, bien qu'incomplète, reflète la pluralité des points de vue de chercheur pour aborder la problématique de l'usage du téléphone mobile dans les pratiques quotidiennes des usagers au Congo-Brazzaville. Notre recherche, optant pour le point de vue de la complexité qui caractérise les SIC, constitue un apport théorique important pour notre discipline, car analysant du point de vue communicationnel les usages de l'objet technique dans les pratiques sociales situées. Et cet apport se reconnaît plus particulièrement dans le champ de l'approche communicationnelle des organisations.

Nous avons ainsi tenté de mener une analyse multidimensionnelle croisant le local et le global, l'individuel et le collectif pour rendre compte à la fois des contraintes structurelles et de l'intentionnalité des acteurs dans les processus d'émergence du changement vers l'appropriation du téléphone mobile en tant que dispositif sociotechnique de médiation en situation d'usage pratique. Au terme de notre étude empirique, nous avons pu montrer, par une approche compréhensive, que l'appropriation du téléphone mobile ou des TIC pour le développement dépend de l'encastrement de ces dernières dans les autres pratiques des acteurs, à partir d'une forme circulaire de la communication que d'une forme linéaire portant les injonctions exogènes. En effet, selon Harold Garfinkel (1987), c'est de cette communication orchestrale qu'émerge le changement (développement) par le dépassement des contraintes structurelles dans un contexte

de liberté et d'engagement (Bernard, 2007) : les contraintes de responsabilité, les contraintes spatio-temporelles, les contraintes liées à soi et les contraintes sociétales. Tandis que la communication linéaire est instituée et normée, portant les « *réécits de la maisonnée* » (D'almeida, 2006) ainsi que le « *texte organisationnel* » (Taylor, 1993). Elle ignore l'intentionnalité première des usagers et génère de la consistance faite de résistance et de conflits (Crozier, 1984), de stratégie d'acteurs (Crozier & Friedberg, 1977) et de déviance (Alter, 2000).

Cependant, nous pensons que l'interdisciplinarité comme critère d'aborder notre problématique constitue une limite théorique non moins importante. En effet, les concepts de TIC, de téléphone mobile, d'usage, de pratique, d'organisation, de médiation, d'économie informelle, de *technologisation* de l'identité, de société à tradition orale ou d'accomplissement des faits de communication sont abordés par les champs disciplinaires complémentaires tels que les sciences économiques, les SIC, la sociologie, la sociologie profane (ethnométhodologie), l'anthropologie. Ainsi, notre objectif consiste à établir des liens entre les champs théoriques qui fondent la richesse et la diversité de notre positionnement disciplinaire. Nous désirons comprendre les reconfigurations des pratiques sociales du point de vue organisationnel et communicationnel à l'ère de la popularisation du téléphone mobile au Congo-Brazzaville en observant, de ce fait, des phénomènes communicationnels en contexte situé. Dans ce sens, le positionnement épistémologique de notre approche sociotechnique, une « *approche communicationnelle des organisations* » par la compréhension, ne saurait se réduire à une seule discipline. Elle intègre plutôt des apports théoriques multiples en provenance d'autres disciplines des sciences sociales ; et permet de « *penser ensemble des catégories conceptuelles différentes, voire incompatibles parce qu'elles décrivent la réalité à partir de points de vue ou de paradigmes différents.* » (Bouillon, Bourdin, Loneux, 2007 : 14). Nous effectuons ainsi un « *grand écart épistémologique* » pour appréhender ensemble l'individuel et le collectif, le social et le technique, tradition et modernité, local et global, l'espace urbain et l'espace rural, les logiques interpersonnelles pour établir des passerelles entre différents niveaux, le micro, le méso et le macro, en créant des relations entre des disciplines voisines mais différentes.

Une limite de cette recherche, c'est de ne pas avoir approfondi le traitement de l'approche communicationnelle des organisations, qui se développe autour de l'étude de trois dimensions (Bouillon, Bourdin, Loneux, 2007 : 11-12) :

- « *les situations de communication locales, qui sont au cœur des relations de travail et participent de la réalisation de ce dernier (...) ;*
- *l'articulation entre les processus de communication qui émergent des situations et le fonctionnement efficient des processus productifs impliqués dans la réalisation des objectifs de l'organisation (...) ;*
- *les politiques de communication appréhendées comme discours et constructions symboliques produits par les organisations. »*

Toutefois, ces trois dimensions communicationnelles, complémentaires et interdépendantes, forment notre cadre d'analyse. Il s'agit d'appréhender notre objet d'étude, l'appropriation du téléphone mobile par les acteurs en situation d'accomplissement de leurs activités quotidiennes, en l'observant à partir des activités de production de sens conduites par ces acteurs dans leur lieu d'action, des logiques techniques et sociales qui déterminent le contexte dans lequel s'insèrent ces activités et, enfin, des discours et des légitimations qui les accompagnent.

Enfin, notre objectif étant avant tout compréhensif, privilégiant l'interprétation des données empiriques en vue de leur dépassement, nous construisons notre modélisation, qui constitue également une limite de notre apport théorique, dans le but de développer un ensemble de concepts destinés à comprendre les phénomènes. De ce fait, la théorie émerge à partir des matériaux du terrain pour éclairer ce qui est obscur. Dans cette perspective, notre modélisation empirique n'est pas généralisable, mais reste attachée à un contexte, à une situation. Cette conceptualisation pragmatique produit des énoncés qui *« ne se donnent pas comme modèles à imiter, mais comme des aides à la réflexion et à la décision. Ce sont des dispositifs d'anticipation et de simulation de l'action en contexte très fortement contraint. »* (Le Moëne, 2006a : 52). Notre modélisation est donc une *« modélisation faible »* qui, à la différence du *« modèle fort »* ou *« modèle de la norme »* (Le Moëne, 2006a), n'est pas valide partout et toujours. Notre démarche suggère que les faits ne sont pas donnés mais construits, qu'il n'y a pas *« une théorie “vraie” et unique de l'information et de la communication, mais une multiplicité de compréhensions possibles. (...) La “modélisation pragmatique” est une “heuristique”. »* (Le Moëne, 2006a :56). Elle ne peut être utilisée comme une grille de lecture des phénomènes, immuable et imitable. Elle doit être critiquée, discutée, recomposée et dépassée pour prendre

sens.

3. Apports et limites méthodologiques

Notre recherche a eu pour cadre d'émergence notre pays d'origine, le Congo-Brazzaville, et nous a contraint à questionner et développer un statut particulier de chercheur : le statut du « chercheur-acteur » qui s'immerge dans son monde naturel, dans sa communauté d'appartenance culturelle et historique, dans la situation de son émergence physique ou biologique, en tant qu'acteur et jeune chercheur en SIC, afin de mieux appréhender les significations de l'expérience d'usage d'un dispositif sociotechnique par les autres membres de son groupe social.

Nous sommes donc à la fois un scientifique de par notre formation et notre implication dans les activités de recherche dans notre laboratoire PREFics à l'Université Rennes 2 et un acteur de terrain, en tant que citoyen congolais qui revient après un long séjour de vie en Europe. Dans ce sens, nous n'avons pas à négocier notre entrée sur le terrain, à trouver notre place et définir notre rôle (Vacher, 2008). Nous sommes déjà *membre* (au sens ethnométhodologique) de notre propre société, acteur de notre organisation (Le Moenne, 2012) et agissons en tant que tel au regard des autres acteurs de l'organisation. Nous ne sommes pas un « chercheur-acteur » au sens d'Elisabeth Gardère (2008), c'est-à-dire celui qui n'est pas praticien au départ, mais le devient après un travail d'immersion et d'intégration (Pybourdin, 2008).

Néanmoins, bien qu'ancré dans la société que nous étudions, partageant les us et coutumes avec les acteurs objet de notre étude, notre posture de « chercheur-acteur » porte l'exigence de sortir du terrain pour produire de la science. Autrement dit, l'écriture de cette thèse nécessite un exercice d'arrachement au terrain pour travailler notre corpus et confronter les données qualitatives recueillies aux théories, dans un va-et-vient permanent théorie-terrain. Dans ce sens, résident dans l'Union européenne depuis environ une douzaine d'années, inscrit à l'université Rennes 2, engagé dans les activités de notre laboratoire PREFics, assumant les enseignements au département de communication de notre université, constituent autant de motifs évidents de cette sortie du terrain vers l'analyse et la distance critique. Aussi, nous pensons que nos résultats de recherche ne sont pas généralisables en raison de leur caractère situé. Notre regard de chercheur sur l'objet de recherche n'a pas été neutre, il a inéluctablement modifié notre terrain qui ne sera

plus jamais le même.

Nous menons donc l'observation de notre objet d'étude de l'intérieur, en privilégiant une démarche compréhensive et interprétative, qui produit des idées, de la compréhension des phénomènes de communication et reste, de ce fait, non-généralisable. En ce sens, nous pensons que le statut construit pour cette recherche se situe au cœur du projet ethnométhodologique, particulièrement valorisé dans cette réflexion doctorale, car ancré sur le terrain. Ainsi, nous optons délibérément pour une approche qualitative préférant le comprendre à l'expliquer et combinant un pluralisme méthodologique issu des méthodes d'inspiration ethnographique afin d'intégrer la dimension de l'usage. Nous croisons ainsi des données issues de notre observation participante et des entretiens compréhensifs pour proposer un regard nouveau sur notre problématique. Ce regard privilégie une approche herméneutique dans laquelle la subjectivité et l'interprétation participent de la construction du sens (Pybourdin, 2008). Il n'est certes pas unique, mais c'est celui qui légitime le statut de « chercheur-acteur » tel que nous le concevons dans cette analyse et accorde une place majeure à la réflexivité de l'acteur dans la production de la connaissance. En effet, les travaux que nous présentons dans l'exercice oral de soutenance sont marqués par ce regard et par notre volonté de compréhension et de construction de signification. Ils constituent bien évidemment, à la fois, l'aboutissement d'une immersion laborieuse de terrain menée pendant trois années et un tremplin vers des recherches à venir que nous présentons à la fin de cette conclusion.

Toutefois, comme souligné tout au long de cette étude, notre méthodologie construite autour de l'ethnométhodologie d'Harold Garfinkel (1967), donc d'inspiration ethnographique, autorise la réalisation de micro-observations menées par le chercheur sur le terrain de sa recherche. En ce qui nous concerne, nous retenons l'observation participante et la méthode des entretiens compréhensifs pour observer et comprendre l'insertion du téléphone mobile dans les pratiques sociales au-delà des oppositions de l'espace urbain/rural, riches/pauvres, alphabètes/analphabètes, etc. Notre problématique est née d'un questionnement face au phénomène de popularisation de l'objet technique dans un contexte d'adoption, au regard des reconfigurations permanentes des pratiques quotidiennes des usagers au Congo-Brazzaville. Notre recherche est donc reproductible, mais sa généralisation est limitée, d'une part, au contexte dans lequel les résultats ont été produits et, d'autre part, à la problématique qui les a portés et à la posture du chercheur. Nous sommes, en effet, immergé dans le monde que nous étudions sous la

posture du « chercheur-acteur », c'est-à-dire celle d'un chercheur en SIC dans le laboratoire PREFics de l'Université Rennes 2 en France, et citoyen congolais au même titre que les acteurs sociaux que observons. Nous appartenons donc à la communauté que nous observons et nous sommes reconnu comme tel par ceux que nous observons. De ce fait, nous pensons qu'un chercheur abordant une posture « en extériorité », sans aucun lien avec le contexte que nous interrogeons, n'aurait pas la même approche de pénétrer le terrain congolais. Il devrait d'abord élaborer une stratégie d'entrée qui lui permette de s'imprégner des réalités locales : culturelle, sociale, politique, linguistique, etc. Tout en cherchant à faire disparaître sa posture d'observateur extérieur. Ce qui requiert considérablement de temps. *«L'observation est, en sorte, elle-même une action "située" »* qui interroge la place de l'observateur, sa relation avec le terrain, la réciprocité des acteurs observés et la nature des savoirs qu'il constitue (Douyère, 2006 : 86). Notre point de vue « en intériorité » n'est certes jamais unique, mais fournit une richesse de sens que le chercheur « en extériorité » peut difficilement atteindre. Notre questionnement est imprégné de ce que nous sommes et des connaissances, des systèmes de croyances, des savoirs traditionnels que nous avons acquis par héritage en tant membre de la société en étude. Nous construisons ainsi notre objet d'étude en commençant d'abord par le terrain pour convoquer ensuite la théorie et installer une dialectique théorie-terrain. Cette interdépendance contribue au fait que notre grille théorique ne se stabilise qu'au terme de l'analyse de l'ensemble du corpus de données constituées. Ce corpus, par ailleurs, est composé des notes consignées sur notre carnet de terrain et des entretiens compréhensifs menés auprès des usagers du téléphone mobile. Il comporte des limites liées à notre posture exposée plus haut.

Nous affirmons cependant que les notes prises *a posteriori* sur notre carnet de terrain, et c'est bien là une limite méthodologique, sont empreintes de notre subjectivité, de nos centres d'intérêt, de notre questionnement en qualité de chercheur et de l'interprétation libre que nous opérons sur les phénomènes observés en contexte, puisque nous relevons les tendances fortes utiles à la recherche. En ce qui concerne les entretiens, notre grille de questionnement, construite au fil du temps et des rencontres sur le terrain, comporte les axes de nos préoccupations de recherche. Bien que nous proposons quelques retranscriptions, en annexe de la thèse, nous avons conscience que leur traitement thématique dépend du travail de réflexion du « chercheur-acteur ». Il porte ses affects, ses interprétations et ses choix dans les citations prélevées qui figurent dans le corps de l'exposé. Par ailleurs, le fait de recourir au volontariat de certains acteurs pour participer à ces entretiens limite les possibilités d'interroger la totalité des acteurs concernés par

notre problématique. Il nous faut aussi intégrer la question de la durée de présence sur le terrain. De manière interrompue, nous sommes resté environ treize (13) mois sur notre terrain pour nos observations et nos entretiens compréhensifs.

Pour la première année, l'impératif du temps est marqué par les difficultés d'accès aux sources d'informations, comme les administrations publiques, très sensibles à tout ce qui touche à la recherche de quelque nature soit-elle ; au retour en France pour la régularisation du séjour et aux engagements d'implication dans les activités de notre laboratoire PREFics. Pour la seconde année et la troisième année, l'impératif de temps est marqué par la limitation de la durée dans chaque lieu de recherche, étant donné que nous devions faire des va-et-vient entre Brazzaville et les zones rurales. Nous cherchons à observer des faits d'appropriation du téléphone mobile dans les pratiques sociales et communicationnelles dans le cadre de notre thèse en contexte situé. Notre posture nous oblige, certes, à réaliser un compromis entre l'exhaustivité de la recherche et nos possibilités d'accès à l'observation, mais la contrainte de la durée limite, quant à elle, ce temps d'observation. Aussi, nous avons des limites financières dues au non respect des clauses du contrat de financement signé avec les autorités congolaises dans le cadre de cette thèse. Ce qui a réduit considérablement nos possibilités d'allonger notre séjour quand cela était nécessaire. En ce sens, sans financement, la thèse, tel que nous l'avons menée, ressemble à quelque chose de scientifiquement noble, mais humainement et socialement harassant. A cela, s'ajoute les contraintes administratives, d'abord au niveau de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, ensuite au niveau des procédures de réinscription. Enfin, notre expérience d'enseignement au département de Communication de notre Université, bien que très enrichissante au plan professionnel, nous aura enlevé un temps considérable de concentration pendant ces deux dernières années.

Une autre limite que nous tenons de souligner est marquée par la rédaction de cet écrit scientifique. En effet, la mise en mots d'un travail doctoral consiste « *en une pratique scripturale reliant le chercheur à des lecteurs-évaluateurs* »³⁵¹. L'exercice de l'écriture d'un travail scientifique exige d'établir une médiation entre un doctorant-écrivain, entendu comme apprenti-chercheur et un lecteur-chercheur confirmé. Toute exigence de mise en discours des phénomènes observés, qui se veut scientifique, est souvent confrontée aux limites des capacités de l'écrivain que nous sommes de mettre des mots sur des idées, afin de faire primer non pas la « forme »

³⁵¹ Razafimandimbimanana, E. (2008). *Langues, représentations et intersubjectivités plurielles : une recherche ethno-sociolinguistique située avec des enfants migrants plurilingues en classe d'accueil à Montréal – 2008*. Thèse en Sciences du langage, Université Rennes 2, p. 64

mais le fond. La rédaction d'un travail de recherche comporte l'enjeu de traduction de notre réflexion, en respectant le cadre institutionnel, les normes requises de mise en forme et de l'argumentation mais également en procédant par imitation et emprunts. Dans ce sens, nous sommes conscient que l'incomplétude de ce travail vient également du fait qu'il comporte des expressions et tournures peu orthodoxes, du point de vue de la forme et du fond. Ainsi, nous pouvons relever le problème d'une bonne organisation de la pensée : la mise en forme et l'articulation des idées, le déroulement de l'argumentation, les images cachées derrière les mots, les dénnotations et connotations, etc. Nous avons souvent été habité, au cours de l'écriture de cette thèse, par les sentiments de doute, les moments d'insécurité, engendrés par le souci de bien faire, de rigueur et de reconnaissance du lecteur.

4. LES PERSPECTIVES DE RECHERCHE À VENIR

Nous considérons ce travail de recherche comme une étape initiale traçant de nouvelles perspectives intéressantes de recherche, conduisant à d'autres questionnements et à d'autres projets en SIC. Notre approche réflexive de recherche en tant que voie critique et relativisante, fortement valorisée en SIC, exige d'admettre que tout n'a pas été analysé, théorisé ou exploité. En effet, sur la question contextuelle des discours et des récits officiels, le Congo-Brazzaville n'a pas encore clos son élan de production des textes de promotion des TIC comme seul levier du développement socioéconomique du pays, une voie royale d'entrer dans la société de l'information pour éviter la marginalisation et la sortie du « *concert des nations*³⁵² ». Plusieurs projets d'envergure continuent de faire l'objet d'annonce, comme, par exemple, le projet de popularisation d'Internet, avec le développement et le déploiement de la fibre optique dans les ménages congolais et sur l'ensemble du territoire national. Nous souhaitons donc suivre l'évolution de ce projet pour analyser les phases de concrétisation, les contraintes et avantages qui s'imposent en rapports avec les réels besoins des futurs usagers. Nous souhaitons également analyser la place de l'acteur usager, le citoyen congolais, dans ce processus afin d'anticiper les

³⁵² http://fr.wiktionary.org/wiki/concert_des_nations

jugements, par une approche pragmatique dépassant les oppositions objet technique-homme, individu-collectif, etc.

Dès lors, nous pensons qu'une adhésion aux TIC, hic et nunc, telle qu'envisagée par les autorités congolaises, sans clarification des enjeux de l'ouverture forcée du pays au monde, est synonyme d'acquisition pure et simple d'objets techniques. Car l'accès à ces dispositifs constitue de formidables occasions pour les multinationales et leurs intermédiaires locaux, le libéralisme économique étant synonyme de népotisme, de clientélisme et d'affairisme sous nos cieux (Traoré, 2002). En effet, l'effervescence des citoyens congolais aux TIC ne correspond pas encore à l'éveil des consciences face aux véritables défis qui les interpellent quant à l'autonomie de pensée, de production de la connaissance et de production de richesses qui font de plus en plus défaut à l'ensemble des sociétés des pays en développement.

Par ailleurs, si l'absence de débats de fond sur les enjeux de la société de l'information est imputable au manque de volonté politique, mais surtout par l'ignorance complète de cette réalité par les masses populaires, elle est inquiétante dans la communauté académique congolaise voire africaine. Les dirigeants politiques des pays en développement sont convertis d'avance aux discours d'injonctions des institutions internationales. Ainsi, cette notion semble simplement s'ajouter au désarroi et à la vulnérabilité des sociétés pauvres. Or, par le truchement de la société de l'information, les débats de fond pourraient éclairer le plus grand nombre sur les enjeux des connexions à Internet et le sens de la présence de chaque groupe humain, avec sa culture, ses traditions, ses rites et ses manières de faire. C'est seulement de cette façon que les Tic pourront véritablement servir de levier de développement, entendu comme amélioration des conditions de vie des acteurs usagers dans l'accomplissement de leurs actions quotidiennes, dont la communication est le nerf central.

Cependant, en ce qui concerne le téléphone mobile, nous souhaitons approfondir, par une approche communicationnelle des organisations, notre réflexion sur les pratiques émergentes de ce dispositif sociotechnique du point de vue de leur enchâssement dans les autres pratiques sociales situées. Ainsi, nous plaçons un intérêt particulier sur le processus d'apprentissage de l'usage du téléphone mobile par les usagers, en contexte rural et urbain, et à l'émergence de nouvelles pratiques en contexte situé.

Un autre élément qui pourra orienter nos recherches scientifiques c'est l'analyse de ce que nous

appelons les « *métiers du téléphone mobile*³⁵³ ». Il s'agit des phénomènes contextualisés qui seront pensés du point de vue de leur organisation, mais également selon les reconfigurations relatives à leur fonctionnement et à leur rapport à l'objet technique. En effet, les « métiers du téléphone mobile », ce sont ces organisations informelles nées du phénomène de popularisation du téléphone mobile : les tables de recharge des batteries ; les kiosques de vente des accessoires d'occasion récupérés sur les appareils défectueux ; le commerce ambulant des objets liés à l'usage du téléphone mobile, comme les cartes de recharge, les recharges électroniques, etc. Il convient de souligner que la complexité des questions des TIC et du phénomène mobile au Congo-Brazzaville soulève, par ailleurs, la question de l'individualisation des usagers, nécessitant d'être questionné à l'avenir.

De tels enjeux nous mettent en perspective d'une recherche sans fin dont le travail doctoral ne constitue que le point de départ (nous dirions, une provocation scientifiquement positive) dans l'apprentissage de la recherche scientifique.

³⁵³ Ceci est notre propre expression.

BIBLIOGRAPHIE

Agbobli, Ch., (2001) « Les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication : Outils d'information et de relais entre les membres des élites et les populations des pays africains ? » Communication présentée au congrès de l'Association Canadienne de Communication (ACC), Université Laval, Québec, mai.

Agbobli, Ch., (2002) « Je surfe donc je sais : quelles formes de développement de l'éducation avec les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication en Afrique ? » Communication présentée au colloque *2001 Bogues : Globalisme et Pluralisme* du Groupe de Recherche Interdisciplinaire sur la Communication, l'Information et la Société (GRICIS), Montréal, avril

Agbobli, Ch., (2007) « La société de l'information : une nouvelle stratégie pour le développement de l'Afrique ? » Communication présentée au congrès de l'ACC, Saskatoon, Saskatchewan, 30 mai.

Agbobli, Ch., (2007) « Cybercafés et télécentres : Internet devient-il la kora du griot ? » Communication présentée au colloque *Communication, culture, globalisation*, Brazzaville (Congo), 16-20 avril

Agbobli, Ch., (2013) « La recherche en communication en Afrique subsaharienne : quelle place pour la communication organisationnelle ? ». Communication présentée lors du colloque international « *Le champ d'étude des communications organisationnelles : Perspectives théoriques et pratiques croisées du Nord au Sud* », Université Ibn Zohr, Agadir (Maroc), 5 au 7 juin 2013. Communication effectuée à titre de conférencier invité.

Agbobli, Ch., (2013) « Il faut se développer ! » : Critiques de cinquante ans de communication pour le développement en Afrique ». In Actes du colloque international « *Où [en] est la critique en communication ?* » sous la direction de Oumar Kane et Eric George

Agbobli, Ch., (2014) « Communication internationale et développement en Afrique : postcolonialité et perspectives critiques », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 4, mis en ligne le 01 janvier 2014; <http://rfsic.revues.org/955>

Agostinelli, S., (2001) *Voies de recherche en sciences de l'information et de la communication : le rôle des artefacts et des organisations sociales dans la communication des connaissances*, HDR, Université de Rennes 2 haute Bretagne, novembre.

Aker, J.C., (2008) « Does digital divide or provide? The impact of cell phones on grain markets in Niger », Washington DC: *Center for Global Development*. Disponible sur :

<http://goo.gl/NztLd>

Akrich, M., (1987) « Comment décrire les objets techniques ? », *Technique et culture*, n°9, p 49-64.

Akrich, M., (1987) « La construction d'un système sociotechnique. Esquisse pour une anthropologie des techniques », *Anthropologie et sociétés*, n°13, p 31- 54.

Akrich M., (1993) « Les objets techniques et leurs utilisateurs : de la conception à l'action », *Raisons pratiques : Les objets dans l'action*, n°4 p. 39

Akrich, M., Meadel C., (1996) « Anthropologie de la télésurveillance en milieu privé », *Rapport, CSI / PIRVilles CNRS et IHESI* (non publié), 97 p.

Akrich M., Meadel, C., Paravel, V., (2000) « Le temps du mail : écrit instantané ou oral immédiat », *Sociologie et sociétés* (Canada), Vol.32, n°2 « Les promesses du cyberspace », pp.154-171.

Akrich, M., Callon, M., et Latour, B., (2006) « Sociologie de la traduction. Textes fondateurs », *Les Presses de l'École des Mines*, Paris.

Althabe, G., (1990) « Ethnologie du contemporain et enquête de terrain », *Terrain*, 14, p. 130.

Alzouma, G., (2008) « Téléphone mobile, Internet et développement : l'Afrique dans la société de l'information ? », *Tic&Société* [En ligne], Vol. 2, n° 2 mis en ligne le 05 mai 2009. URL : <http://ticetsociete.revues.org/488> DOI

Andonova, Y., (2004) « Parcours réflexif de la problématique des usages : une tentative de synthèse », *Communication et organisation* [En ligne], 25, mis en ligne le 27 mars 2012, consulté le 04 décembre 2013. URL : [http:// communicationorganisation.revues.org/2960](http://communicationorganisation.revues.org/2960)

Arnould, E., Price, L. & Zinkhan, G., (2004) « Consumers », New York: McGraw-Hill/Irwin.

Assidon, E., (2000) *Les théories économiques du développement*, Paris, Éditions La Découverte

Austin, J.-L., (1970) *Quand dire, c'est faire*, Paris, Le Seuil, 201p.

Baboulin, J.C., Gaudin, J.P., Mallein, P. (1983) *Le magnétoscope au quotidien. Un demi-pouce de liberté*, Paris, Aubier Montaigne,

Banque Mondiale, (1999) *Rapport sur le développement dans le monde 1998-1999 : Le savoir au service du développement*, p. 2 et 10.

Bardin, L., (2002) « Du téléphone fixe au portable. Un quart de siècle de relations interpersonnelles médiatisées en France », *Cahiers internationaux de sociologie*, Vol.CXII « Communication et liens sociaux », pp. 97-122.

Barjolet, E., (2005) « Technologies d'information et de communication, quotidien et modes de vie (urbains) : contours et résultats de la recherche scientifique francophone 1992-2002 », *Rapport de recherche Aci-Ville* – Ministère de la recherche sous la direction scientifique de Thibault (Université de Tours)

Barthélémy, M., et Quéré, L., (2007) *Recherches en ethnométhodologie*, Paris, PUF, 474 p.

Baumgardt, U., Ugochukwu, F., (2005) *Approches littéraires de l'oralité africaine*, Paris Karthala, 336 p.

Bateson, G., Ruesch, J. (1988) *Communication et société*, Paris, Seuil

Batik, (2008) « Point sur la téléphonie mobile en Afrique », n°106, mai, pp. 4-5, http://www.osiris.sn/IMG/pdf/Batik106_0508-2.pdf

Baumgardt, U., & Derive, J., (dir.), (2008) *Littératures orales africaines. Perspectives théoriques et méthodologiques*, Paris, Karthala.

Bell, D., (1967) *Vers la société Post-industrielle*. Ed. Robert Laffon ; Paris, p. 235

Bernard, F., (1998) « Le management par projet : une logique de communication « imparfaite » », *Communication & organisation*, n°13, Bordeaux 3, Grec/o, 1^{er} semestre 1998, pp 175- 188.

Bernard, F., (2000) « Le lien communicationnel en organisation », *Sciences de la société*, n°50/51, mai-octobre 2000, p 25-45.

Bernard, F., et Joule, R. V., (2004) « Lien, sens et action : vers une communication engageante », *Communication et organisation* [En ligne], 24, mis en ligne le 27 mars 2012, consulté le 26 mars 2015. URL : <http://communicationorganisation.revues.org/2918>

Bernard, F., (2005) « La communication interne à l'épreuve d'un « projet fort » de recherche en communication des organisations », *Communication & Organisation*, n°27, GREC/O, Bordeaux 3, p.145-167.

Bernard, F., (2006) « Pratiques professionnelles/pratiques communicationnelles : des figures de l'engagement par les actes », *Questions de communication*, Série actes 3, Metz, p. 13-27.

Bernard, F., (2006) « Les Siècles : une discipline de l'ouverture et du décloisonnement », *La communication organisationnelle en question*, Bouzon, A. & Meyer, V. (Dir.), Paris, L'Harmattan, p. 32-46.

Bernard, F., (2007) « Communication engageante et communication instituante autour de la thématique environnementale », communication au séminaire du laboratoire I3m, Université du Sud Toulon Var, St Raphaël, 22 mars.

Bernaudo, J.-L., Danet, L., et Dinar, M., (2009) « Comparaison des effets de trois modes de restitution de questionnaires d'intérêts : nomothétique, constructiviste et intégré », *L'orientation scolaire et professionnelle* [En ligne], 38/2, Nomothétique : Relatif à une compréhension globale, au fait de pouvoir tirer des lois générales. <http://fr.wiktionary.org/wiki/nomoth%C3%A9tique>

Berthoud, G., (2000) « La « société de l'information » : L'utopie du XXI^e siècle ? », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XXXVIII-118, mis en ligne le 17 décembre 2009, consulté le 11 octobre 2012. URL : <http://ress.revues.org/701>

Blanchard, J.-M., (2010) « Rôle du régulateur dans le développement du secteur TIC ? », *TIC & Développement 21*. Disponible sur : <http://goo.gl/4oGIM>

Boltanski, L., Thévenot, L., (1991) *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard

Boltanski, L., Chiapello, E., (1999) *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 843p

Bonetti, M., Simon, J.-P., (1986) « Les transformations urbaines », *Réseaux*, Issy les Moulineaux, CNET, n°20 « Communication et dynamique urbaine ».

Bonjawo, J., (2002) *Internet, une chance pour l'Afrique*. Paris, Éditions Karthala.

Bouillon, J.-L., Bourdin, S., et Loneux, C., (2007) « De la communication organisationnelle aux « approches communicationnelles » des organisations : glissement paradigmatique et migrations conceptuelles », *Communication et organisation* [En ligne], 31, mis en ligne le 01 juillet 2010, consulté le 24 octobre 2012. URL : <http://communicationorganisation.revues.org/90>

Bouillon, J.-L., (2009) « Comprendre l'organisation par la communication sans réduire l'organisation à la communication ». *Enjeux, perspectives et limites d'une théorisation communicationnelle de l'organisation*, Actes du colloque « Nouvelles tendances en

communication organisationnelle », 77ème Congrès de l'ACFAS, Université d'Ottawa, 14-15 mai.

Boullier, D., (1984) « Autres outils, autres communications. A propos de Télécom Nantes. Les usagers parlent.... », Dans Marchand, M., Ancelin, C., (Dir.), *Télématique : promenade dans les usages*, Paris, La Documentation Française.

Boullier, D., (1985) « *L'effet micro* » ou la technique enchantée : rapports de générations et pratiques de la micro-informatique dans la famille. Rennes : Université de Rennes 2/Lares.

Boullier D., (1996) « Les automates de Montparnasse. Les transactions, les agents... et les usagers ? », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°71, pp.100- 111.

Boullier D., (1996) « L'être-automate. Espaces, machines et voyageurs à Montparnasse », *Euristics-Média*, Chantepie, 209 p.

Bouquillion, P., (2008) *Les industries de la culture et de la communication. Les stratégies du capitalisme*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.

Boutaud, J.-J. (2007) *Sémiotique, marketing et communication en terrain sensible*, Presses Universitaires de Franche-Comté

Breton, P., Tinland, F., Rieu, A-M., (1989) *Les technosciences en question. Éléments pour une archéologie du XX^e siècle*, Paris, Champ Vallon, Seyssel.

Breton, P., (1997) *L'utopie de la communication : le mythe du « village planétaire »*, Paris, Ed. La Découverte.

Breton, P., et Proulx, S., (2002) *L'explosion de la communication à l'aube du XXI^e siècle*, Paris, La Découverte

Brown, M.-M., (2001) Préface in *PNUD, Rapport sur le développement humain*. <http://hdr.undp.org/fr/content/rapport-sur-le-développement-humain-2001>

Brown, I. et al., (2003) « Cell phone banking : predictors of adoption in South Africa ». *International Journal of Information Management*, 23(5), p.381-394.

Cabedoche, B., (2009) « Confondre les représentations stéréotypées de l'Afrique dans les médias transnationaux ? Une démarche épistémologiquement problématique », in Kiyindou, A., Ekambo, J.-C., Miyouna, L.-R. (dir.) (2009), *Communication et dynamiques de globalisation culturelle*, Paris, L'Harmattan, pp.213-234.

Cabedoche, B., (2011) « Le rapport McBride, conférence du consensus avant l'heure? L'expérimentation refoulée d'une médiation politique originale, porteuse d'un espace public sociétal et des valeurs fondamentales de l'Unesco », pp. 56-69, *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, 1/2011 (Vol. 2011). Url: http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/2011/Cabedoche/Index.html et www.caim.info/revue-les-enjeux-de-l-information-et-de-la-communication-2011-1-page-56.htm

Cabin, P. (Dir.). (1998) *La communication : état des savoirs*. Auxerre-Cedex, Éditions sciences humaines.

Calame-Griaule, G. (1987) *Des Cauris au marché : essais sur des contes africains*, Société des Africanistes.

Calogirou, C., André, N., (1997) « Les usages sociaux du téléphone dans les familles d'origine immigrée ». In: *Réseaux*, volume 15 n°82-83. pp. 187-203.

Carlioni, V., (2006) « Yves CHEVALIER, Catherine LONEUX, eds, *Foucault à l'œuvre. Deux années de lectures foucauldienues dans un laboratoire de SHS* », *Questions de communication* [En ligne], 10, mis en ligne le 01 décembre 2006, consulté le 12 mai 2015. URL : <http://questionsdecommunication.revues.org/7783>

Casmir, F.-J., (1991) « Communication and Development ». *Norwood*, New Jersey.

Castel, O., (2007) *De l'économie informelle à l'économie populaire solidaire : Concepts et pratiques*, CREM, Faculté des Sciences Economiques, Université de Rennes 1.

Castelain-Meunier, C., (1997) « Le cordon paternel, des liens téléphoniques entre des pères non gardiens et leurs enfants », *Réseaux*, n° 82-83.

Castells, M., (1996) *L'ère de l'information : La société en réseaux*, tome1, Paris Fayard.

Castells, M., (1999) « C'est une révolution », *Interview*, *Croissance* n°429, septembre, p. 28 et 31.

Castells, M., (2001) *La galaxie Internet*. Paris, Éditions Fayard.

Castells, M., (2001) « Les incidences sociales des technologies de l'information et de la communication », in *Les sciences sociales dans le monde*, Paris, Editions UNESCO/ Editions de la Maison des sciences de l'homme, p. 270.

Caune, J., (1999) *Pour une éthique de la médiation*, Grenoble, Pug, 296p.

Cenarclens, P., **(1995)** *La politique internationale*, Paris, Armand Colin, p.87

Césaire, A., **(1970)** *Les armes miraculeuses*. Paris, Éditions Gallimard.

Chambat, P. (Dir.), **(1992)** « Communication et lien social : usages des machines à communiquer », Actes du Colloque « *Machines à communiquer* », Paris-La Villette, 1991, Paris, Editions Descartes, 289 p.

Chambat, P., **(1994)** « NTIC et représentations des usagers », in, Vitalis A., (dir.), *Médias et nouvelles technologies. Pour une socio-politique des usages*, Rennes : Éditions Apogée, pp.45-59.

Chambat, P., **(1994)** « Usages des TIC : évolution des problématiques », *Technologies de l'information et société*, vol.6, n°3, pp.249-269.

Charon, J-M., **(1987)** « Télétel, de l'interactivité homme/machine à la communication médiatisée », in Marchand M. et Le Spes, *Les paradis informationnels. Du Minitel aux services de communication du futur*, Paris, Masson.

Charon, J.-M., **(1992)** « Réseaux techniques, réseaux sociaux. A propos du plan câble en France », in, Chambat, P., (Dir.), « Communication et lien social : usages des machines à communiquer », Actes du Colloque « *Machines à communiquer* », Paris-La Villette, 1991, Paris, Editions Descartes.

Chéneau-Loquay, A., **(1999)** « Défis liés à l'insertion des technologies de l'information et de la communication dans les économies africaines, l'exemple d'Internet au Sénégal », dans un ouvrage issu du Symposium OUESTAFTECH (Technologies en Afrique de l'Ouest), 25 et 26 janvier, Université de Lille, Intégration des sciences et technologies et ajustement structurel en Afrique de l'Ouest.

Chéneau-Loquay, A., **(2000)** (coordination) *Enjeux des technologies de la communication en Afrique, du téléphone à Internet*, Paris Karthala, collection Hommes et sociétés, février.

Chéneau-Loquay, A., **(2001)** « Entre local et global, quel rôle de l'État africain face au développement des réseaux de télécommunications : exemples du Mali et du Sénégal », *Afrique Contemporaine*, N° spécial « L'État en Afrique : entre le global et le local », n° 199 : 36-46, juillet-septembre.

Chéneau-Loquay, A., **(2001)** « Les territoires de la téléphonie mobile en Afrique », *Netcom*, XV

(1-2), sept.

Chéneau-Loquay, A., **(2004)** « Formes et dynamique des accès publics à Internet » in Chéneau-Loquay A. (dir), *Mondialisation et technologies de la communication en Afrique*, Paris, MSHA, Karthala.

Chéneau-Loquay, A., **(2004)** « Comment les NTIC sont-elles compatibles avec l'économie informelle en Afrique ? » *Article paru dans l'Annuaire Français de Relations Internationales, Volume V*. Paris, éditions La Documentation française et Bruylant. P 345-375.

Chéneau-Loquay, A., **(2009)** « Le projet d'appui au désenclavement numérique, quelle viabilité ? », *Netsuds*, (4), p.167-190.

Chéneau-Loquay, A., **(2010)** « L'Afrique au seuil de la révolution des télécommunications. Les grandes tendances de la diffusion des TIC », *Afrique contemporaine*, 2 n° 234, p. 93-112. DOI : 10.3917/afco.234.0093

Chéneau-Loquay, A., **(2012)** « La téléphonie mobile dans les villes africaines. Une adaptation réussie au contexte local », *L'Espace géographique*, Tome 41, p. 82-93

Cishahayo, F. **(2010)** *Communication, développement et appropriation des médias émergents en Afrique francophone subsaharienne. Approche critique*, Thèse de doctorat, Novembre.

CNUCED, **(2010)** « Information economy report 2010 – ICTs, enterprises and poverty alleviation », New York et Genève: CNUCED. Disponible sur : <http://goo.gl/KFtCI>

Colin, L. & Petit, V., **(2009)** « La vidéo, un outil qui fait débat ! » *Grain de Sel*, (44). Disponible sur : <http://goo.gl/hdrCK>

Comte, A., **(1975)** *Cours de philosophie positive*, 1830-1842. Paris, Hermann. (1826 pour la première édition).

Condominas, G., **(1965)** *L'exotisme et le quotidien*, Paris, Plon, 540 p. (Coll. Terre humaine).

Conein, B., **(1990)** « Que faire de l'ethnométhodologie ? Réponse à D. Flader et T. von Trotha ». In: *Langage et société*, n°54, pp. 85-98.

Conein, B., **(1985)** - « Les formes linguistiques de la connaissance sociale », in *Arguments ethnométhodologiques*. Paris, Editions de l'EHESS-CEMS.

Copans, J., **(2005)** *L'enquête ethnologique de terrain*, Paris, Armand Colin, 127p (Coll. Sciences

sociales 128).

Coulon, A., (1987) *L'ethnométhodologie*, Paris, PUF, collection “*Que sais-je?*”

Coutant, A. (dir.) (2012) *Internet et politique*, Paris, CNRS Editions, pp.84-100.

Crozier, M., Friedberg, E., (1977, 1981) *L'Acteur et le système*, Paris, Editions du Seuil.

Davallon, J., (2004) « Objet concret, objet scientifique, objet de recherche », *Hermès*, 38, pp.30-37.

Davis, F.-D., Bagozzi, R.-P. & Warshaw, P.-R., (1989) « User acceptance of computer technology : a comparison of two theoretical models ». *Management Science*, 35(8), p.982-1003.

De Certeau, M., (1980) *L'Invention du quotidien. Arts de faire : Habiter, cuisiner*, Paris, Gallimard

De Fornel, M., (1992) « Le visiophone, un artefact interactionnel », dans Chambat, P., (Dir.), « Communication et lien social : usages des machines à communiquer », Actes du Colloque « *Machines à communiquer* », Paris-La Villette, 1991, Paris, Editions Descartes.

De Terssac, G., (dir.), (2003) *La théorie de la régulation sociale de Jean Daniel Reynaud. Débats et prolongements*, Paris, La Découverte.

Degremont, J.-F., (1989) *Ethnométhodologie et innovation technologique : le cas du traitement automatique des langues naturelles* - Thèse de doctorat

Dertouzos, M., (2000), *Demain. Comment les nouvelles technologies vont changer notre vie ?*, Paris, Nouveaux Horizons, Calmann-Levy, 342 p.

Detienne, M. (1981) *Les Maîtres de Vérité dans la Grèce Archaïque* Paris, La Découverte

Detienne, M., (1982) « L'invention de la mythologie », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, Volume 37, Numéro 5 p. 778 – 780

Diallo, O.B. et al., (2008) « OP-TIC : Organisations Paysannes et Technologies d'Information et de Communication » (Mali et Burkina Faso), *Agriterria-IFDC-IICD-ROPPIA*.

Dibakana, J.-A., (2002) « Usages sociaux du téléphone portable et nouvelles sociabilités au Congo » In: *Politique Africaine*, (85):133-150.

Dibakana, J.-A., (2006) « L'usage du téléphone mobile à Brazzaville. La consommation comme analyseur d'enjeux de pouvoir en milieu urbain africain. L'exemple du téléphone portable au

Congo Brazzaville » (<http://www.argonautes.fr/sections.php?artid=351>)

Dilthey, W., (1942) *Introduction à l'étude des sciences humaines : essai sur le fondement qu'on pourrait donner à l'étude de la société et de l'histoire*, Paris, PUF.

Diouldé, L., (1972) *La tradition orale. Problématique et méthodologie des sources de l'histoire africaine*. Centre Régional de Documentation pour la Tradition Orale, Niamey.

Do-Nascimento, J., (2005) « Jalons pour une théorie de l'appropriation des NTIC en Afrique ». In: Gabas, J.-J. (dir.) *Société numérique et développement en Afrique. Usages et politiques publiques*. Paris: Karthala, S. 229-254.

Do-Nascimento, J., (2005) « Le développement de téléphone portable en Afrique ». In: Benanamrane, D., B. Jaffré, et F.-X. Verschafé (dir.) *Les télécommunications: Entre bien public et marchandise*. Paris: Charles Léopold Meyer, S. 173-190.

Dulau C., (2002) *L'Internet au Sénégal : modes d'insertion, différents usages et réseaux de communication mis en place par les ONG dakaroises*, mémoire de DEA de géographie, Université de Montaigne Bordeaux-3 ;

Dulau, C., et Chéneau-Loquay, A., (2004) « Des réseaux de communication mondialisés dans un espace enclavé : les grands commerçants de Kayes au Mali », in Chéneau-Loquay, A., (dir.), *Mondialisation et technologies de la communication en Afrique*, Paris, Karthala et MSHA.

Duncombe, R., (2009) « Impact assessment of mobile phones on development : concepts, methods and lessons for practice », *Institute for Development Policy and Management*, University of Manchester. Disponible sur : <http://goo.gl/WIWN4>

Durampart, M., (2007) « Les TIC et la communication des organisations : un dispositif révélateur des émergences ambivalentes de nouvelles formes organisationnelles », *Communication et organisation* [En ligne], 31, mis en ligne le 01 juillet 2010, consulté le 15 octobre 2012. URL: <http://communicationorganisation.revues.org/186>

Duvernay, D., (2004) *Approche communicationnelle de l'émergence et du développement de projets innovants: le cas de dispositifs d'enseignement supérieur à distance en France et au Brésil. Dispositifs, médiations, pratiques*, Thèse SIC- Université du Sud Toulon Var, I3M, soutenue en novembre.

Ellul, J., (1990) *La technique ou l'enjeu du siècle*, Paris, Economica, p. 116.

- Embamballa, U., (2003) *Analyse des réformes des entreprises publiques au Congo: cas de l'ONPT*, Mémoire pour l'obtention de la maîtrise en Sciences Economiques, Brazzaville, Université Marien Ngouabi
- Esquenazi, J.-P., (2002) *L'écriture de l'actualité, pour une sociologie du discours médiatique*, Grenoble, PUG, 183 p.
- Eve, M., Smoreda, Z., (2001) « La perception de l'utilité des objets techniques. Jeunes retraités, réseaux sociaux et adoption des technologies de communication. » *Revue Retraite et Société*, 33, 22-51
- Favret-Saada, J., (1977) *Les mots, la mort, les sorts : la sorcellerie dans le bocage*. Paris, Gallimard.
- Favret-Saada, J., (1990) « Être affecté », *Gradhiva*, 8 : 3-10.
- Feyerabend, P., (1975) *Contre la méthode, Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance*, Paris, Éd. Seuil (1979), coll. "Points sciences", 1988, 349 p. pour la traduction française.
- Fishbein, M. & Ajzen, I., (1975) « Belief, attitude, intention, and behavior : an introduction to theory and research », *Reading, MA, U.S.A.* Addison-Wesley Longman Publishing Co.
- Fischer, H., (2002) *Le romantisme numérique*. Montréal, Éditions Fides.
- Fischer, H., (Dir.). (2003) « Les défis du cybermonde ». Québec, *Les presses de l'Université Laval*, pp.199-209.
- Flanders, A., (1968) « Eléments pour une théorie de la négociation collective », *Sociologie du travail*, 1968, 1.
- Flichy, P., (1991) *L'imaginaire d'Internet*, Paris, La Découverte,
- Flichy P., (1995) *L'innovation technique. Récents développements en sciences sociales: vers une nouvelle théorie de l'innovation*. Paris, Éditions de la Découverte, 251p.
- Flichy, P., (1997) « La question de la technique dans les recherches en communication ». *Sociologie de la communication*, Vol. 1, pp.243-270
- Fraenkel, B., (2006) « Actes écrits, actes oraux : la performativité à l'épreuve de l'écriture », *Études de communication* [En ligne].

- Gabas, J.-J., (dir.) **(2004)** *Société numérique et développement en Afrique. Usages et politiques publiques*, Paris, Karthala.
- Gagnon, N., **(1980)** « Données biographiques et praxis culturelle », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol LXIX, p 291-304.
- Gahouama-Gamvoula, F.-G., **(2007)** *Rôle de la stratégie dans les entreprises de téléphonie mobile au Congo-Brazzaville*, Mémoire de Maîtrise en Economie et Organisation de l'entreprise, Université Marien Ngouabi, Brazzaville.
- Gakuru, M., Winters, K. & Stepman, F., **(2009)** « Inventory of innovative farmer advisory services using ICTs », *The Forum for Agricultural Research in Africa*. Disponible sur : <http://goo.gl/5ixJY>
- Garfinkel, H. et Sacks, H. , **(1970)** *On Formal Structures of Practical Action* , p 345-346.
- Garfinkel, H., **(1984,1967)** *Studies in ethnomethodology*, Englewood Cliffs, NJ, Prentice-Hall, 2^e ed. Cambridge (G.B), Polity Press.
- Garnham, N., Gamberini, M.-C., **(2000)** La théorie de la société de l'information en tant qu'idéologie : une critique. In: *Réseaux*, volume 18 n°101. pp. 53-91.
- Gates, B., **(1995)** *La route du futur*. Paris, Éditions Robert Laffont
- Gates, B., **(1999)** *Le travail à la vitesse de la pensée. Une vision pour le troisième millénaire*. Paris, Éditions Robert Laffont.
- Gauvrit, E., **(1997)** « Congo, l'épreuve des urnes ». *L'Afrique politique*, Paris, Karthala.
- George, É. et F. Granjon, **(2008)** *Critiques de la société de l'information*, Paris, L'Harmattan.
- Ghitalla, F., (1999) « NTIC et nouvelles formes d'écriture », *Communication et langages*, Editions Retz, numéro 119, pp.91-105, 1999.
- Goffman, E., **(1973)** *La Présentation de soi. La Mise en scène de la vie quotidienne I*. Traduit de l'anglais par Accardo, A., Paris, Editions de Minuit.
- Goffman, E., **(1974)** *Les Rites d'interaction*. Traduit de l'anglais par Kilm, A., Paris, Editions de Minuit.
- Goffman, E., **(1974)** *Les cadres de l'expérience*, Paris, Éd. de Minuit,
- Gollac, M., Afriat, C., et Loué, J.,-F., **(2003)** *Les métiers face aux technologies de l'information*,

Paris, La Documentation française

Goody, J., **(1994)** *Entre l'oralité et l'écriture*, Paris, PUF

Goulou, A., *Infrastructures de transport et de communication au Congo-Brazzaville*, p.85

Gournay (De), C., Smoreda, Z., **(2001)** « Technologies de communication et relations de proximité », *Les annales de la recherche urbaine*, n° 90, p. 67-76.

Gournay (De), C., **(1992)** « L'âge du citoyen nomade », *Esprit*, n°186 « La télématique ou les nouvelles frontières du privé et du public », pp. 113-126.

Grammaccia, G., **(2001)** *Les actes de langage dans les organisations*, Paris, L'Harmattan, (coll. Communication des organisations), 286 p.

Granjon, F., « De quelques éléments programmatiques pour une sociologie critique des usages sociaux des TIC » in Smaïl Hadj-Ali, éd., *Les rapports société- technique du point de vue des sciences de l'Homme et de la société*, Rennes, 2004 : http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00001136.html

Gras, A., Joerges, B., Scardigli, V., (Ed.), **(1992)** *Le sens de la technique*, Paris, PUF, (coll. sociologie d'aujourd'hui), 275p.

Gueye, C., Eveno, E., et al., **(2006)** « Rencontres régionales de l'e-Atlas de l'Afrique de l'ouest », Toulouse, Ed. Université Toulouse Le Mirail.

Guillaume, M. (Dir.), **(1997)** *Où vont les autoroutes de l'information ?*, Paris, Descartes & Cie http://commposite.org/v1/98.1/articles/ntic_1.htm

Hargreaves, A.-G. et Mahdjoub, D., **(1997)** « Satellite television viewing among ethnic minorities in France », *European Journal of Communication* 12(4): 459-477.

Heeks, R., **(1999)** « The tyranny of participation in information systems : learning from development projects », *Institute for Development Policy and Management*, University of Manchester. Disponible sur : <http://goo.gl/gtshD>

Heeks, R. & Molla, A., **(2009)** « Impact assessment of ICT-for-development projects : a compendium of approaches », *Institute for Development Policy and Management*, University of Manchester. Disponible sur : <http://goo.gl/usMTZ>

Hellstrom, J., **(2010)** « The innovative use of mobile applications in East Africa, Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA) ». Disponible sur :

<http://goo.gl/YcKWA>

Hemont, F., **(2011)** *Une approche communicationnelle du développement fournisseur : le cas des rapports clients-fournisseurs dans l'aéronautique*. Thèse de doctorat.

Héritage, J.-C., **(1991)** « L'ethnométhodologie: une approche procédurale de l'action et de la communication », *Réseaux*, n°50, 1991, p 89-130.

Heurtin, J.-P., **(1998)** « La téléphonie mobile une communication itinérante ou individuelle ? Premiers éléments d'une analyse des usages en France », *Réseaux*, juillet-août, n° 90, p. 37-49.

Ho, M.R. et al., **(2009)** « Human-computer interaction for development : the past, present, and future ». *Information Technologies and International Development*, 5(4), p.1-18. Disponible sur: <http://goo.gl/PIWq>

Horkheimer, M., **(1974)** *Théorie traditionnelle et théorie critique*. Paris, Les Éditions Gallimard.

Huët, R., **(2006)** « Régulation sociale et communication des entreprises », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 1 Volume, p. 33-42.

Jagun, A., **(2007)** « Micro-entrepreneurs and the « mobile divide » : new benefits and old inequalities in Nigeria's informal sector ». Id 21 insights, (69). Disponible sur : <http://goo.gl/BhBC3>

Jansen, J. D. **(2001)** Symbols of Change, Signals of Conflict, in A. Kraak and M. Young (eds) *The Implementation of Education Policies, 1990-2000* (Pretoria: Human Sciences Research Council), forthcoming.

Jauréguiberry, F., **(1996)** « De l'usage des téléphones mobiles comme expérience du dédoublement et de l'accélération du temps », *Technologies de l'Information et Société*, vol. 8, n° 2, p. 169-187.

Jaureguiberry, F., **(2003)** *Les branchés du portable. Sociologie des usages*, Paris, PUF, collection Sociologie d'aujourd'hui.

Jeanneret, Y.; Ollivier, B., (Dir.), **(2004)** *Les sciences de l'information et de la communication : savoirs et pouvoirs*, *Revue Hermès*, n° 38, Cnrs édition, Paris.

Jeanneret, Y., **(2005)** La « société de l'information », glossaire critique, Commission française pour l'Unesco ... In: *Communication et langages*. N°143, 1er trimestre pp. 125-126.

Jouët, J., **(1993)** « Usages et pratiques des nouveaux outils », in, Sfez, L., (Ed.), *Dictionnaire*

- critique de la Communication*, Tome 1 « Les données de base – Les théories opérationnelles », Paris, PUF, pp. 371-376.
- Jouët, J., (1993) « Pratiques de communication et figures de la médiation », *Réseaux*, n°60, Cnet, article consulté en ligne sur le site de la revue.
- Jouët, J., (2000) « Retour critique sur la sociologie des usages », *Réseaux*, Issy-Les-Moulineaux, n°100 « *Communiquer à l'ère des réseaux* », pp. 487-521.
- Kaba, B. et al., (2006) « Explaining the factors influencing cellular phones use in Guinea ». *Electronic Journal of Information Systems in Developing Countries*, 28(3), p.1-7.
- Kane, M., (2005) « L'ordinateur à 100\$ pour demain ? ». Publié le 24 mai, sur le site <http://www.syfia-grandslacs.info>. Consulté le 30 mai 2013.
- Kang, Y. & Kim, S., (2009) « Understanding user resistance to participation in multihop communications ». *Journal of Computer-Mediated Communication*, 14(2), p.328-351. Disponible sur: <http://goo.gl/0vQzV>
- Kant, E., (1991) *Qu'est-ce que les Lumières ?* Paris, Flammarion.
- Katambue, J., M., « La communication internationale à l'épreuve des faits : le paradigme des réseaux ». In Brunel, G., et Charron, C.-Y., (dir.) (2002) *La communication internationale*. In *Mondialisation, acteurs et territoires socio-culturels*, Paris, Gaëtan Morin éditeur p. 103.
- Katz, J.-E., et Aspden, P., (1998) Theories, data, and potential impacts of mobile communications, *Technological Forecasting and Social Change*, 57, 133-156.
- Kaufmann, J.-C., (2004) *L'entretien compréhensif*, 2^e ed., Paris, Armand Colin, 127 p, (Coll. Sociologie 128, n°137).
- Kauffman, R.-J. & Techtassanasoontorn, A.-A., (2005) « Is there a global digital divide for digital wireless phone technologies ? » *Journal of the Association for Information Systems*, 6 (12), p.338-382. Disponible sur : <http://goo.gl/4JGse>
- Kerckhove (De), D., (2001) *L'intelligence des réseaux*, Paris, Éditions Odile Jacob, Collection « Le champ médiologique »
- Kiyindou, A., (2006) « La « société de l'information » au service du développement : analyse critique de la démarche de l'ONU ». Contribution au colloque international réuni à Douala en

avril.

Kiyindou, A., (dir.) **(2008)** *Communication pour le développement, logiques et pratiques au Congo*, EME, Bruxelles

Kiyindou, A., **(2009)** *La société de l'information face aux pays en développement*, Paris, L'Harmattan

Kiyindou, A., **(2010)** *Technologies de l'information et de la communication. Enjeux et usages pour le développement*, Hermes Lavoisier

Kiyindou, A., **(2010)** *TIC et développement socio-économique : enjeux et pratiques*, Paris, Lavoisier.

Kouloumdjian, M-F., Raymond, R., **(1994)** « Les mobiles de l'indépendance : pratiques professionnelles et liens communicationnels chez les indépendants du bâtiment », *revue Réseaux*, n° 65, mai-juin.

Kouvouama, A., **(1998)** *Conférence nationale et modernité religieuse au Congo*, Université de Brazzaville, Laboratoire de Philosophie Comparée, CURAPP, Questions sensibles, PUF.

Lacroix, G., **(1997)** *Le mirage Internet*. Paris, Éditions Vigot, p.29.

Ladrière, J., **(1967)** « Déterminisme et liberté. Nouvelle position d'un ancien problème : le modèle de Popper ». *Revue Philosophique de Louvain*, Volume 65, Numéro 88, pp. 467-496. Disponible en ligne sur <http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/revue/phlou>

Lamizet, B., Silem, A., **(1997)** *Dictionnaire encyclopédique des sciences de l'information et de la communication*. Paris, Ellipses, 590p.

Lamizet, B., **(1999)** *Histoire des médias audiovisuels*, Paris, Ellipses Marketing

Laplantine, F., **(2000)** *La description ethnographique*, 2^e ed., Paris, Nathan université, 127p. (Collection Sciences sociales 128, n°119).

Latouche, S., **(2001)** « Le mirage de l'occidentalisation du monde. En finir une fois pour toutes avec le développement ». *Le Monde diplomatique*, Mai. Disponible en ligne <http://www.monde-diplomatique.fr>. Consulté le 22 mai 2007.

Latzko-Toth, G., **(2001)** « Un dispositif construit par ses utilisateurs ? Le rôle structurant des pratiques de communication dans l'évolution technique de l'Internet Relay Chat », Actes du

Colloque International sur les *Usages et les Services des Télécommunications*, Paris, 12-14 juin, p.556-564.

Laville, J.-L., **(2008)** « Encastrément et nouvelle sociologie économique : de Granovetter à Polanyi et Mauss », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 38, mis en ligne le 01 décembre, consulté le 14 janvier 2015.

Le Breton, D., *L'interactionnisme symbolique*, Paris, PUF, collection Quadrige Manuels, 2004, 249 p.

Le Douarin, L., **(2002)** « Le micro-ordinateur dans l'espace conjugal », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. CXII, p. 169-201.

Leguy, C., Diarra, J.-T., (2004) « Bonne ou mauvaise mère ? Des figures maternelles dans les contes de tradition orale », A partir d'un corpus de 39 contes bwa (Mali), in, Chapitre pour *La femme et la société dans la littérature orale africaine/Women in African Oral Literature*, Abomo-Maurin Marie-Rose (Younde 1) et Ugochukwu Françoise (Open University, UK) (eds).

Lelong, B., Thomas, F., **(2001)** « Usages domestiques d'internet, familles et sociabilités : une lecture de la bibliographie », in E. Guichard (ed.), *Comprendre les usages de l'internet*, Ecole Normale Supérieure, Paris, pp. 196-206.

Le Marec, J., **(2002)** *Ce que le « terrain » fait aux concepts : vers une théorie des composites*, Habilitation à Diriger des Recherches, Université de Paris 7.

Le Marec, J., Babou, I., **(2003)** « De l'étude des usages à une théorie des composites : objets, relations et normes en bibliothèque », in Souchier, E. et al., *Lire, écrire, récrire : Objets signes et pratiques des médias informatisés*, Paris, BPI, pp. 235-299.

Le Moëgne, Ch. (dir.) **(2004)** « Systèmes d'information organisationnels ? ». *Sciences de la société*, 61, Toulouse, PUM.

Le Moëgne, Ch. **(2008)** « La “question organisationnelle” pour les sciences de l'information et de la communication ». *Les Cahiers de la SFSIC*, N° 3

Le Moëgne, Ch., **(2013)** « Entre formes et normes. Un champ de recherches fécond pour les SIC », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 2, mis en ligne le 01 janvier 2013, consulté le 24 février 2015. URL : <http://rfsic.revues.org/365>

Lessouba, F., **(2013)** « Les TIC entre leurre et réalité: Analyse du projet de la fibre optique pour l'Internet à haut débit au Congo-Brazzaville. », Communication présentée lors du colloque

international « *Le champ d'étude des communications organisationnelles : Perspectives théoriques et pratiques croisées du Nord au Sud* », Université Ibn Zohr, Agadir (Maroc), 5 au 7 juin 2013.

Levi-Strauss, C., **(1958)** *Anthropologie structurale*. Paris : Plon.

Levi-Strauss, C., **(1973)** *Anthropologie structurale deux*. Paris, Plon.

Lévy, P., **(1997)** *Cyberculture*. Paris, Odile Jacob.

Lewin, K., **(1951)** *Field theory in social science*, New York Harper.

Licoppe, C., **(2002)** « Sociabilité et technologies de communication. Deux modalités d'entretien des liens interpersonnels dans le contexte du déploiement des dispositifs de communication mobiles », *Réseaux*, Issy-Les-Moulineaux, Vol.20, n°112-113 « Mobiles », pp.171-210.

Ling, R., **(2002)** The social juxtaposition of mobile telephone conversations and public spaces. To be presented at conference on the social consequences of mobile telephones, *Chunchon*, Korea, July

Lisensky R. P. et al, **(1985)** *The new liberal learning: technology and the liberal arts*, Washington, Council of Independent Colleges, cite par Farhang Rajaee.

Lohento, K., **(2003)** *Usages des NTIC et médiation des savoirs en milieu rural africain : études de cas au Bénin et au Mali*, Mémoire de DEA en Sciences de l'information et de la communication, Université Paris X-Nanterre.

Loneux, C., **(2001)** « Proclamation d'une nouvelle matérialité pour l'éthique dans les entreprises – forme d'organisation inédite du travail ou réaménagement des effets de la communication symbolique ? », *Communication et organisation* [En ligne], 19, mis en ligne le 27 mars 2012, consulté le 04 mai 2015. URL : <http://communicationorganisation.revues.org/2493>

Loneux, C., **(2004)** « Savoirs professionnels et savoirs scientifiques dans l'organisation. Du face-à-face à l'enchevêtrement. » In: *Communication et langages*. N°141, 3ème trimestre. pp. 71-82.

Loneux, C., **(2007)** *L'éthique entrepreneuriale et managériale comme dispositif communicationnel: analyse des enjeux et pratiques- problématisations*. Mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches : Aix Marseille 1.

Loneux, C., **(2009)** « La communication constitutive des organisations : quelles approches de recherche passées et à venir ? » Actes du colloque « Nouvelles tendances en communication

organisationnelle », 77^{ème} Congrès de l'ACFAS, Université d'Ottawa, 14-15 mai.

Luiz C. M., **(2012)** « Perspectives critiques et épistémologie de la communication: le rôle central du débat sur la technologie », in, *Où [en] est la critique en communication ?* Actes du colloque international, Montréal, 7 au 11 mai.

Lyotard, J-F., **(2005-1979)** *La condition postmoderne*, Paris, Les éditions de Minuit, 110 p, (Coll. Critique).

Mabchour, R., **(2011)** *Usages et appropriation des technologies de l'information et de la communication au Maroc. Le cas du téléphone portable*, Thèse de doctorat Université Paris VIII, Novembre

Mahdi, A., et Nayra, V.-N., **(2010)** « Téléphone mobile et expression identitaire : réflexions sur l'exposition technologique de soi parmi les jeunes », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, Volume 2010, p. 1-17.

Makosso, B., « Analyse du processus concurrentiel dans l'industrie des télécommunications au Congo », Article publié sur [www.cairn.info /article.php ?ID_revue=inno&ID_Numple=inno_021&ID_Article](http://www.cairn.info/article.php?ID_revue=inno&ID_Numple=inno_021&ID_Article)

Malinowski, B., **(1963)** *Les argonautes du Pacifique occidental [1922]*, Paris, Gallimard.

Mallein, P., Toussaint, Y., **(1994)** « L'intégration sociale des technologies d'information et de communication : une sociologie des usages », *Technologies de l'information et société*, Vol. 6, n°4 « Technologies de l'information et modes de vie », pp. 315-335.

Mancini, J-M., **(1997)** « Le réseau radioélectrique colonial français : perspectives, enjeux et réalisations », in *Les Cahiers – Télécommunications*, Histoire et Société n° 5

Mankou, B.-A., et Boutillier, S., **(2011)** « Femmes camerounaises et « cybermigration » maritale en France : analyse de l'impact socioéconomique d'une dynamique migratoire nouvelle », *Cahiers du Lab.RII*, n°218, Université du Littoral Côte d'Opale, Juin

Marchand M., Ancelin C., **(1984)** *Télématique. Promenade dans les usages*, Paris, La Documentation Française.

Marx, K., **(1982)** *Le Capital : critique de l'économie politique*, Paris, Éditions du progrès (1ère édition parue en 1867).

Massé, P., **(2002)** « Étude sur l'impact d'Internet sur le développement humain au Burkina

Faso », Ouagadougou, Burkina Faso: Oxfam-Québec/Burkina Faso.

Massit-Foléa, F., **(2002)** « Usages des Technologies de l'Information et de la Communication : acquis et perspectives de la recherche » in *Le Français dans le Monde*, numéro spécial, janvier

Mathien, M., (dir.) **(2005)** *La médiatisation de l'histoire, ses risques et ses espoirs*, Bruxelles, Bruylant.

Mathien, M., (dir.) **(2005)** *La « société de l'information ». Entre mythes et réalités*, Bruxelles, Editions Emile Bruyant.

Mattelart, A., **(1992)** *La communication monde : histoire des idées et des stratégies*, Paris, La Découverte

Mattelart, A., **(2003)** *Histoire de la société de l'information*. Paris, La Découverte, (coll. Repères).

Mattelart A., Mattelart M., **(2004)** *Histoire des théories de la communication*, Paris, La Découverte, Collection Repères

Mauss, M., **(1997)** *Écrits politiques*. textes réunis et présentés par M. Fournier, Paris, Librairie Arthème Fayard.

Mehl, D., **(1996)** *La télévision de l'intimité*, Paris, Seuil.

Mercier, P.-A., **(1993)** « Technicisation de la culture, acculturation de la technique », in, Sfez, L., (Ed.), *Dictionnaire critique de la communication*, Tome 1 « Les données de base – Les théories opérationnelles », Paris, PUF, pp.331- 334.

Meso, P., Musa, P. & Mbarika, V., **(2005)** « Towards a model of consumer use of mobile information and communication technology in LDCs : the case of sub-Saharan Africa ». *Information Systems Journal*, 15(2), p.119-146.

Michel, E., **(2000)** « Internet et développement », in, Chéneau-Loquay, A., *Enjeux des technologies de la communication en Afrique. Du téléphone à l'Internet*, Paris, Karthala

Miège, B., **(2005)** *La pensée communicationnelle*, édition augmentée, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

Miège, B. **(2007)** *La société conquise par la communication- Les Tic entre innovation technique et ancrage social*, Grenoble, PUG.

Miéré-Pélage, Th. **(2008)** « Usages de la téléphonie mobile en contexte de sous- développement », in Kiyindou, A., (dir.) (2008), *Communication pour le développement. Analyse critique des dispositifs et pratiques professionnels au Congo*, Fernelmont, E.M.E.& InterCommunications, pp.157-178.

Mignot-Lefebvre, Y. **(1994)** « Technologies de communication et d'information : une nouvelle donne internationale ». In: *Tiers-Monde*. 1994, tome 35 n°138. Technologies de communication et d'information au Sud : la mondialisation forcée (sous la direction d'Yvonne Mignot-Lefebvre) pp. 245-277.

Miller, J. & Khera, O., **(2010)** « Digital library adoption and the technology acceptance model : a cross-country analysis. *The Electronic Journal of Information Systems in Developing Countries*, 40, p.19. Disponible sur : <http://goo.gl/rw0vE>

Millerand, F., **(2008)** « Usages des NTIC: les approches de la diffusion, de l'innovation et de l'appropriation »,

Minkala-Ntadi, P., **(2012)** *Appropriation professionnelle des technologies de l'information et de la communication en contexte de dépendance politique : la spécificité de la co-construction de l'information de presse au Congo-Brazzaville (1963-2012)*, Thèse de doctorat, Université de Grenoble, 11 décembre

Minkala-Ntadi, P., **(2013)** « L'appropriation professionnelle d'Internet dans la presse congolaise », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, vol. 14, p. 5-18, [en ligne] URL : http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/2013/Minkala-Ntadi/index.html

Mintzberg, H., **(1982)** *Structure et dynamique des organisations*, Éditions d'organisation/Éditions Agence de l'Arc, 440p.

Modandi, M., **(2005)** *Développement de la téléphonie mobile et lien social en Afrique : le cas du Gabon*, Thèse de doctorat, Université Lumière-Lyon 2, décembre

Moles, A., **(1995)** *Théorie structurale de la communication et Société*, Paris, Ed. Masson, p. 17

Monnoyer-Smith, L., **(2008)** « Pour une épistémologie complexe des SIC ». *Actes du Congrès SFSIC*,

Monnoyer-Smith, L., Talpin, J., **(2010)** « SIC et ethnométhodologie : Réconcilier une approche des pratiques avec une analyse des formes du pouvoir », *Numéro 4 – Décembre*

- Morawczynski, O., **(2008)** « Surviving in the « dual system » : how M-PESA is fostering urban-to-rural remittances in a Kenyan slum ». p.15. Disponible sur : <http://goo.gl/oEFmt>
- Mowlana, H., Wilson, L., **(1990)** « The Passing of Modernity : Communication and The Transformation of Society » New York and London, Longman.
- Mucchielli, A., **(2004)** *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines*, Paris, Armand Colin, 303 p.
- Mucchielli, A., Paillé, P., **(2005)** *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Colin, 211 p.
- Mucchielli, A., **(2005)** « Les modèles de la communication », *La communication, état des savoirs*, 2^{ème} édition, Paris, Éditions Sciences Humaines, p 45-58.
- Mucchielli, A., **(2006)** « Le contexte organisationnel : essai de définition d'un concept nécessaire pour les études sur les organisations », *La communication des organisations en débat*, Bouzon, A., (Dir.), (Coll. Communication des organisations), Paris, L'Harmattan, p131- 144.
- Mucchielli, A., **(2006)** « Deux modèles constructivistes pour le diagnostic des communications organisationnelles », *Revue Communication & organisation*, n°30, Décembre 2006, GREC/O, Bordeaux 3, p 13-46.
- Musso, P., **(1992)** « Le temps des réseaux : plein technique, vide politique », in, Chambat, P., (Dir.), « Communication et lien social : usages des machines à communiquer », Actes du Colloque « *Machines à communiquer* », Paris-La Villette, 1991, Paris, Editions Descartes.
- Musso, P., **(2003)** *Critique des réseaux*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Musso, P., (dir.) **(2003)** *Réseaux et société*, Paris, Presses universitaires de France, coll. La politique éclatée, 349 p.
- Negroponte, N., **(1995)** *L'homme numérique*. Paris : Éditions Robert Laffont.
- Ngankima, M., **(2003)** *La réglementation du secteur des télécommunications au Congo*, Mémoire pour l'obtention du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration, Brazzaville.
- Ngouari, A.-A., **(2005)** *Économie informelle et pratiques populaires au Congo-Brazzaville : état des lieux et perspectives*, Montréal, Cahiers du LAREPPS, n005-09,UQAM, 40 p.
- Nyamba, A., **(2000)** La « parole du téléphone. Significations sociales et individuelles du

téléphone chez les Sanan du Burkina Faso ». In: Chéneau-Loquay, A. (dir.) *Enjeux des technologies de la communication en Afrique. Du téléphone à Internet*, Paris, Karthala, S. 193-210.

N'zébélé, J., (1993) *Télécommunications et Aménagement du territoire au Congo*, Thèse de Doctorat en Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Paris VIII Saint-Denis.

Obilangounda, D., (2008) *Presse et Internet aux Congos : Congo-Brazzaville et la République Démocratique du Congo*, Thèse de Doctorat.

Olivier de Sardan, J.-P., (1995) « La politique du terrain », Enquête [En ligne], mis en ligne le 10 juillet 2013, consulté le 08 mars 2015. URL : <http://enquete.revues.org/263> ; DOI : 10.4000/enquete.263

Ollivier, B., (2000) *Observer la communication. Naissance d'une interdiscipline*. Paris, Cnrs, 181p. (Coll. Cnrs communication).

Ollivier, B., (2007) *Sciences de la communication : théories et acquis*, Paris, Éditions Armand Colin, Coll. « U ».

Ossama, F., (1999) *Les nouvelles technologies de l'information et de la communication : enjeux pour l'Afrique subsaharienne*. Paris, Éditions Karthala.

Ouédraogo S., (dir), (2002) « Les réseaux et associations de développement dans la dynamique de l'appropriation des Technologies de l'Information et de la Communication : Analyse de la situation au Burkina Faso », IICD, Yam-Pukri, Ouagadougou, décembre.

Ouéndji, N.-N., (2008) *Les journalistes à l'heure du téléphone portable: usages et en- jeux dans les médias camerounais – Réflexions à la lumière de l'expérience française / Sud Ouest*, thèse de Doctorat en Sciences de l'information et de la communication, Université de Bordeaux 3, février

Ouéndji, N.-N., (2009) « Téléphonie mobile et débrouille en Afrique: Réflexions sur le statut des « call box » au Cameroun », In: Dominique Darbon (Dir.) (2009) *La politique des modèles en Afrique – Simulation, dépolitisation et appropriation*, Karthala, Paris, août, p. 213-229.

Paillé, P., (1996) « Problématique d'une recherche qualitative », *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*, Mucchielli A. (dir) :, Paris, Armand Colin, page 195, 303 p.

Pailliat, I., (2006) «Territoires, identités et communication», *Sciences de l'information et de la*

communication : objets, savoirs, discipline, Olivesi S. (Dir.) Grenoble, Pug, p113- 128.

Paquienseguy, F. **(2005)** « La formation des usages l'ère des TIC numériques » in *Enjeux et usages des TIC : aspects sociaux et culturels*, Université Michel Montaigne-Bordeaux3, Gresic, tome 2, pp 129-138

Pasquati, E.-R., **(2011)** *L'appropriation socioculturelle du téléphone portable par des agriculteurs de la Boucle du Mouhoun, Burkina Faso. Contribution à une approche socioculturelle des TIC pour le développement socio-économique*. Thèse de doctorat

Passeron, J.-C., **(1994)** « De la pluralité théorique en sociologie : théorie de la connaissance sociologique et théories sociologiques », *Revue européenne des Sciences sociales*, 99, p. 73-74.

Patrascu, M., **(2010)** « Saisir les pratiques sociales du point de vue de leur organisation. Revisiter le concept de médiation », *Article inédit. Mis en ligne le 21 décembre*.

Patrascu, M., **(2011)** *L'expérience de la télévision sur le téléphone portable : pratiques émergentes en contexte de convergence multimédia*. Thèse de doctorat, Université Rennes 2.

Péjout, N., **(2000)** « Les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Les mots de la fracture et la rhétorique du numérique ». *NetSuds*, En ligne <http://www.africanti.org>.

Péjout, N., **(2003)** « Les nouvelles technologies de l'information et de la communication en Afrique du Sud : les mots de la fracture ou la rhétorique du numérique », *Les fractures numériques Nord/Sud en question, NETSUDS n°1août 2003*, L'Harmattan.

Penouil, M., **(1978)** « Préface », in, Mettelin, P., et Schaudel, S., (dir.) « Les activités de transition et le secteur informel à Abidjan », Bordeaux, C.E.A.N, *Études économiques Africaines*.

Perriault, J., **(1989)** *La logique de l'usage. Essai sur les machines à communiquer, Essai sur les machines à communiquer*, Paris, Flammarion

Pharo, P., **(1985)** « La description des structures formelles de l'activité sociale », *Décrire : un impératif ?*, Paris, Ehes, t.2, p 159-174.

Piault, M.-H., **(2000)** *Anthropologie et cinéma. Passage à l'image, passage par l'image*, Paris, Nathan.

PNUD, **(2001)** « Les technologies de l'information au service du développement, Rapport sur le développement humain ». <http://hdr.undp.org/fr/content/rapport-sur-le-développement-humain->

Popper, K. (1997) *Toute vie est résolution de problèmes. Questions autour de la connaissance de la nature*. Editions Actes Sud.

Pourtois, J.-P., & Desmet, H. (2004) *L'éducation implicite*, Paris, Presses Universitaires de France.

Proulx, S., et Tahon M-B, (1989) « La machine infernale »: l'expression des peurs chez des usagers de micro-informatique, *Technologies de l'information et société*, Volume 1, numéro 3.

Proulx, S., Laberge, M.-F., (1995) « *Vie quotidienne, culture télévisuelle et construction de l'identité familiale* », en coll.. Réseaux, n° 70, Paris: CNET, p. 121-140.

Proulx, S (dir.), (1998) *Accusé de réception. Le téléspectateur construit par les sciences sociales*, Paris, L'Harmattan.

Proulx, S., (2005) « Penser les usages des TIC aujourd'hui : enjeux, modèles, tendances » in, Vieira, L., et Pinède, N., *Enjeux et usages des TIC : aspects sociaux et culturels*, tome 1, Presses universitaires de Bordeaux, p. 7-20.

Proulx, S., (2007) « L'usage des objets communicationnels s'inscrit dans le tissu social », *Les dossiers de l'ingénierie de l'éducation*, Hors-série, septembre 2007, Paris, Scéren-Cndp, p 53-60.

Proulx, S. (2008) «La sociologie des usages, et après ? » Actes du CONGRES AISLF, ISTANBUL, 7 -11 juillet, p.25-32

Puel, G., et Ullmann, C., (2006) « Les nœuds et les liens du réseau Internet : approche géographique, économique et technique », In *L'Espace géographique*, 2 Tome 35, p. 96.

Pybourdin, I., (2008) *Appropriation des Technologies de l'information et de la communication (Tic) : le cas d'un projet « engageant » conduit au sein d'une institution éducative du premier degré. Approche communicationnelle, « accompagnement », médiations*, Thèse de Doctorat en SIC, soutenue le 23 juin, université du Sud Toulon Var.

Quéau, P., (1998) « La cyber-culture : une utopie éthique », *Projet*, n°253, mars,

Quéré, L., (1984) « L'argument sociologique de Garfinkel », in « *Arguments ethnométhodologiques* », p. 100-137.

Quéré, L., Lapassade, G., (1986) « Comprendre l'ethnométhodologie », *Pratiques de*

formation/analyses, n°11/12, P 29-30.

Quéré, L., (1992) « Espace public et communication : remarques sur l'hybridation des machines et des valeurs », in, Chambat, P. (Dir.), « Communication et lien social : usages des machines à communiquer » Actes du Colloque « *Machines à communiquer* », Paris-La Villette, 1991, Paris, Editions Descartes.

Quéau, P., (1998) « La cyber-culture : une utopie éthique », *Projet*, n°253, mars, p.78.

Quivy, R., Van Campenhoudt, L., (1988) *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 256p.

Rasse, P., (2006) *La rencontre des mondes : diversité culturelle et communication*, Paris, Armand Colin, 330p.

Razafimandimbimanana, E., (2008) *Langues, représentations et intersubjectivités plurielles : une recherche ethno-sociolinguistique située avec des enfants migrants plurilingues en classe d'accueil à Montréal*. Thèse en Sciences du langage, Université Rennes 2, p. 64

Reboul, O., (1980) *Langage et idéologie*, Paris, Presses Universitaires de France.

Reynaud, J-D., (1997) *Les règles du jeu : l'action collective et la régulation sociale*, Paris, Armand Colin.

Reynaud, J.-D., (2007) *Le conflit, la négociation et la règle*, Toulouse, Octarès Editions,.

Ricardo, D., (1999) *Des Principes de l'économie politique et de l'impôt*, Paris, Flammarion. (1ère édition : 1817).

Rifkin, J., (2000) *La fin du travail*, Paris, Éditions du Seuil.

Rogers, E.-M., (1995) « Diffusion of innovations 4th » (1st edition 1962) éd., New York : *Free Press*.

Rosnay, J., (1999) *L'homme symbiotique - Regards sur le troisième millénaire*. Paris, Éditions du Seuil.

Rostow, W.-W., (1960) « The Stages of Economic Growth : A Non-Communist Manifesto ». *Cambridge University Press*.

Sachs, J., (2005) « The End of Poverty: Economic Possibilities for Our Time », *Penguin Press Hc*

- Sagna, O., (2000) « Nouvelles technologies au Sénégal », *Discussion paper*, United Nations Research Institute for Social development (UNRISD).
- Sall, N. & Diagne, D., (2009) « Les images à la Fongs : un capital actif ! » *Grain de Sel*, (44). Disponible sur : <http://goo.gl/hdrCK>
- Sandouly, P., (2006) « Internet en panne », Publié le 10 septembre, Sur le site <http://www.jeuneafrique.com>.
- Sane, I., (1993) *De l'économie informelle au commerce international : les réseaux des marchands ambulants sénégalais en France*, Thèse de doctorat en Sociologie et sciences sociales, Lyon
- Sanjek, R., (1991) « The Ethnographie Présent », *Man*, XXVI
- Sassou-Nguesso, D. (2009) *Le chemin d'avenir. De l'Espérance à la Prospérité*. Projet de société pour l'élection présidentielle 2009.
- Scardigli, V., (1992) *Le sens de la technique*, Paris, PUF.
- Scardigli, V., (1994) « Déterminisme technique et appropriation : l'évolution du regard porté sur les technologies de l'information », *Technologie de l'information et société*, Vol. 6, n°4 « Technologies de l'information et modes de vie », pp.299- 314.
- Schaeffer, P., (1970) *Machines à communiquer : genèse de simulacres*, Paris, Le Seuil
- Schütz, A., (1987) *Le chercheur et le quotidien. Phénoménologie des sciences sociales*, Paris, Méridiens-Klincksieck.
- Scott, N., Mckemey, K. & Batchelor, S.J., (2004) « The use of telephones amongst the poor in Africa : some gender implications ». *Gender Technology and Development*, 8(2), p.185-207.
- Sen, A. K., (1999), *Development as Freedom*, New York, Anchor Books, 2000.
- Sene, A., (2004) *Les structures anthropologiques de l'imaginaire en Afrique noire traditionnelle, ou vers une archetypologie des concepts de pratiques rituelles et de représentations sociales*, thèse de doctorat à l'Université Pierre Mendès, France
- Serres, A., (2001) *Aux sources de l'Internet.: l'émergence d'ARPANET*. Thèse de Doctorat Sciences de l'Information et de la Communication, Université Rennes 2
- Sfez, L., (1992) *Critique de la communication*, Paris, Seuil, 2^{ème} édition, p.28.

- Simondon, G., **(2005)** *L'individuation à la lumière des notions de forme et d'information*, Paris, Million
- Simondon, G., **(1989)** *Du Mode d'existence des objets techniques*, Paris, Aubier.
- Smith, A., **(1991)** *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, Éditions Flammarion. (1ère édition : 1776).
- So, A.-Y., **(1990)** « Social Change and Development ». Newbery Park, London, New Delhi, *Sage Publications*.
- Spencer, H., **(1871)** *Introduction à la science sociale*, Paris, Éditions Félix Alcan.
- Stiegler, B. **(1994)** *La technique et le temps*, tome 1, Paris, Galilée
- Tarrius, A., Missaoui, L., **(1994)** « Entre sédentarité et nomadisme. Le savoir-communiquer des migrants ». In: *Réseaux*, volume 12 n°65. pp. 59-70.
- Theureau, J. **(2006)** *Le cours d'action : méthode développée*, Octares, Toulouse.
- Theureau, J., **(2009)** « L'observatoire des cours d'action et des cours de vie relatifs à une pratique, Conférence » in Cahour, B., Licoppe, C. (orgs.) Atelier "L'apport de la confrontation aux traces de sa propre activité", 2-3 avril, Paris. [version remaniée destinée à la *Revue d'Anthropologie des Connaissances*]
- Thévenot, L., **(1983)** *Les investissements de formes*, Paris, note de travail.
- Thonon, M., (Dir.), **(2003)** *Médiation et médiateurs*, MEI N° 19, Paris, L'Harmattan, 218p.
- Toussaint, Y., **(1992)** « La parole électronique. Du minitel aux nouvelles machines à communiquer », *Esprit*, n°186 « La télématique ou les nouvelles frontières du privé et du public », p.138.
- Traoré, A., D., **(2002)** *Le viol de l'imaginaire*. Paris, Karthala
- Tremblay, G., **(1995)** « La société de l'information : du fordisme au gatesisme ». *Communication Information*, Vol.16, N°2, pp.131-158.
- Tsiakala P., *L'impact de la formation professionnelle dans les entreprises d'Etat et privées au Congo. Cas de l'ONPT et SIAT*, Mémoire pour l'obtention du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration et de la Magistrature (ENMA),
- Tudesq, J.-A., **(1998)** *L'espoir et l'illusion : Actions positives et effets pervers des médias en*

Afrique sub-saharienne, Bordeaux, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine.

Tudesq, A.-J., **(2002)** *L'Afrique parle, l'Afrique écoute. La radio en Afrique sub-saharienne*, Paris, Karthala.

UNESCO, **(1997)** « Notre diversité créatrice ». *Rapport de la commission mondiale de la culture et du développement*. Paris, UNESCO.

Unwin, T., **(2009)** ICT4D, « information and communication technology for development », *Cambridge University Press*.

Vansina, J., **(1961)** *De la tradition orale: essai de méthode historique*, Musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren, 179 p.

Vedel, T., **(1994)** « Introduction à une socio-politique des usages », in, Vitalis A., (dir.), *Médias et nouvelles technologies. Pour une socio-politique des usages*, Rennes, Éditions Apogée, pp.13-34.

Vedel, T., **(1996)** « Les politiques des autoroutes de l'information dans les pays industrialisés ». *Réseaux* N°78 ;

Verville, D., et Lafrance, J.-P., **(1999)** « L'art de bavarder sur Internet ». *Réseaux*, vol. 67, p. 179-209

Wallerstein, E., **(1996)** « La fin de quelle modernité ? ». 1 novembre <http://www.republiquesdes-lettres.fr>. Consulté le 22 mai 2007.

Watzlawick, P., Janet, H.-B., Don, D.-J., **(1972)** *Une logique de la communication*, Traduit de l'américain par Janine Morche, éditions du Seuil.

Weber, M., **(1985)** *Économie et société*, Paris, Press Pocket. (1ère édition : 1922).

Widmer, J., **(1986)** *Langage et action sociale. Aspects philosophiques et sémiotiques du langage dans la perspective ethnométhodologique*, Documents économiques n° 31, Fribourg, Editions Universitaires.

Wilkinson, J., **(1964)** « Jacques Ellul as the philosopher of the technological society », in Ellul, J., *The technological society*, New York, Vintage Books, p. ix-xx.

Winkin, Y., **(1981)** *La nouvelle communication*, Paris, Éditions du Seuil, 384 p.

Winkin, Y., **(1996)** *Anthropologie de la communication*, De Boeck University,

Wolton, D., **(1992)** « Médias, nouvelles techniques de communication et l'éternelle idéologie techniciste », in, Chambat, P., (Dir.), « Communication et lien social : usages des machines à communiquer », Actes du Colloque « *Machines à communiquer* », Paris-La Villette, 1991, Paris, Editions Descartes.

Wolton, D., **(1997)** *Penser la communication*, Paris : Flammarion.

Wolton, D., **(1999)** *Internet, et après ? : Une théorie critique des nouveaux médias*. Paris, Éditions Flammarion, p.86.

Wolton, D., **(2009)** *Informers n'est pas communiquer*. Paris, CNRS Editions

Wolton, D., **(2009)** *McLuhan ne répond plus. Communiquer c'est cohabiter* (entretien avec Stéphane Paoli et Jean Viard). La Tour d'Aigues : Editions de l'Aube

Wolton, D., **(2005)** *Il faut sauver la communication*. Paris, Flammarion

Yengo, P., **(2006)** *La guerre civile au Congo-Brazzaville*, « Chacun aura sa part », Paris, Karthala

Yunus, M., **(2001)** « Ce nouveau siècle me rend rêveur », *Interview, Croissance n°445*, février, p. 14.

Les TIC comme levier du développement au Congo-Brazzaville : le cas du téléphone mobile

Notre recherche doctorale vise la problématisation des TIC, le téléphone mobile en rapport avec la question du développement socio-économique au Congo-Brazzaville. C'est l'occasion de mettre en tension les discours des acteurs institutionnels et les pratiques des usagers. Nous inscrivons notre problématique en SIC, dont le « *caractère interdisciplinaire peut permettre de multiplier les angles de vue* » (Loneux, 2007). Nous privilégions le projet scientifique d'Harold Garfinkel, l'ethnométhodologie, en tant qu' « *analyse des façons de faire ordinaires que les acteurs sociaux ordinaires mobilisent afin de réaliser leurs actions ordinaires* » (Mucchielli, 2004). La notion de communication est au cœur de notre réflexion : saisir la propension de l'activité communicationnelle à participer aux reconfigurations des pratiques socio-organisationnelles. Ainsi, notre perspective d'interprétation du réel s'emploie à dépasser les présupposés patents ou inavoués pour prétendre mettre en lumière, puis en discussion, les nouveaux modes d'appropriation du téléphone mobile dans les nouvelles formes d'organisation des activités socio-économiques des acteurs en contexte situé. Les discours de légitimation des TIC des officiels congolais relèvent de la pure « *dépossession de la discursivité* ». Or, les TIC ne peuvent servir le développement intégral que si les populations qui les utilisent se les approprient dans leur vie quotidienne. En ce sens, les usages du téléphone mobile ne peuvent pas être envisagés comme étant isolés, plutôt dans leur « *enchâssement* » dans les autres pratiques sociales des usagers congolais. Les résultats de cette recherche visent donc à enrichir les débats en SIC autour des nouvelles visions sur l'usage des TIC.

Mots clés : Congo-Brazzaville, TIC, développement, téléphone mobile, ethnométhodologie, SIC, usage, organisation, communication, pratiques sociales, économie informelle, reconfiguration, contexte.

ICT as a lever for development in Congo - Brazzaville: the case of mobile phone

This doctoral research aims to problematize ICT, connecting the mobile phone with the socio-economic development in Congo - Brazzaville. It is the opportunity to oppose the discourses of institutional actors and practices user. We record our problem in CIS, which the "interdisciplinary nature can help to multiply the angles" (Loneux, 2007). We favor the scientific project of Harold Garfinkel, namely ethnomethodology, as an "analysis of ordinary ways to make that ordinary social actors mobilize to achieve their common shares" (Mucchielli, 2004). The notion of communication is at the heart of our reflexion : to understand the propensity of communicative activity to participate in reconfigurations of socio-organizational practices. Thus, our perspective of interpretation of reality seeks to overcome overt or unspoken presuppositions to reveal and discuss the new modes of ownership of the mobile phone in the new forms of organization of the socio-economic activities of the actors within a given environment. The discourse of legitimation of ICT Congolese officials is pure "dispossession of discursivity", (Serge Latouche, 1986). However, ICT can not serve the integral development unless people appropriate them in their daily lives. In this sense, the uses of the mobile phone cannot be considered as isolated but should be seen in their "entrenchement" in existing social practices of Congolese users. The results of this research thus aim to enrich the debates in SIC around new visions on the use of ICT.

Keywords : Congo-Brazzaville, ICT development, mobile phone, ethnomethodology, SIC, use, organization, communication, social practices, informal economy, reconfiguration, context.

Discipline : Sciences de l'Information et de la Communication – 71^{ème} section

PREFics EA 4246
Université Rennes 2
Place du recteur Henri Le Moal CS 24307 35043 Rennes



THESE / UNIVERSITE RENNES 2

sous le sceau de l'Université européenne de Bretagne

pour obtenir le titre de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITE RENNES 2

Mention : SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Ecole doctorale Sciences Humaines et Sociales

présentée par

Faustin Lessouba

Préparée au PREFics (EA 4246) Plurilinguismes,
Représentations, Expressions Francophones –
Information, communication, sociolinguistique

Les TIC comme levier du développement au Congo- Brazzaville : le cas du téléphone mobile.

Thèse soutenue le 1^{er} Juillet 2015

devant le jury composé de :

Catherine Loneux

Professeur, Université Rennes 2 / *directrice de thèse*

Michel Durampart

Professeur, Université du Sud Toulon-Var / *rapporteur*

Alain Kiyindou

Professeur, Université Bordeaux 3 / *rapporteur*

Christian Le Moëne

Professeur, Université Rennes 2

Milie Théodora Miéré-Pélage

Maître de Conférences, Université de Versailles St-Quentin-en-Yvelines

Marcela Patrascu

Maître de Conférences, Université Rennes 2

Tome 2

SOUS LE SCEAU DE L'UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE BRETAGNE

UNIVERSITÉ RENNES 2

Ecole Doctorale - Sciences Humaines et Sociales

Unité de Recherche - PREFics

Plurilinguismes, Représentations, Expressions Francophones – Information, communication,
sociolinguistique

TITRE

**LES TIC COMME LEVIER DU DEVELOPPEMENT AU CONGO-BRAZZAVILLE :
LE CAS DU TÉLÉPHONE MOBILE**

Thèse de Doctorat

Discipline : **SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**

Volume 2

Présentée par **Faustin LESSOUBA**

Directrice de thèse : **Catherine LONEUX**

Soutenue le 1^{er} Juillet 2015

Jury :

M. Michel DURAMPART, Professeur, Université Sud Toulon Var (Rapporteur)

M. Alain KIYINDOU, Professeur, Université Bordeaux 3 (Rapporteur)

Mme Catherine LONEUX, Professeure, Université Rennes 2 (Directrice de thèse)

M. Christian LE MOËNNE, Professeur, Université Rennes 2

Mme Milie Théodora MIERE-PELAGE, Maître de Conférences, Université de Versailles ST-
Quentin-en-Yvelines

Mme Marcela PATRASCU, Maître de Conférences, Université Rennes 2

TOME 2

ANNEXES

Table des matières

Annexe 1. Documents officiels des politiques TIC	
Annexe 2. Images d’immersion au Congo-Brazzaville.	
Annexe 2.1. Observation des pratiques agricoles.....	
Annexe 2. 2. Images de terrain sur les « Tables de recharge » des batteries de téléphone mobile.	
Annexes 3. Quelques extraits d’entretien compréhensif.....	
Annexe 3.1. Extrait d’entretien compréhensif avec un étudiant (Harris M.) en faculté de droit. (Université Marien Ngouabi de Brazzaville)	
Annexe 3.2. Extrait d’entretien compréhensif avec Patrice B. à Assigui.....	
Annexe 3.3. Extrait d’entretien avec Madame Sidonie.....	
Annexe 3.4. Extrait d’entretien avec Eméry, chef du village.	
Annexe 3.5. Extrait d’entretien avec Sophie, vendeuse du poisson d’eau douce.....	
Grille d'entretien compréhensif.	

Annexe 1. Documents officiels des politiques TIC



GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

**Ministère des Postes et Télécommunications
Chargé des Nouvelles Technologies**

**STRATEGIE NATIONALE
POUR LE DEVELOPEMENT DES
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET
DE LA COMMUNICATION (TIC)
EN REPUBLIQUE DU CONGO**

Décembre 2004

◆ TABLE DES MATIERES

□ ABREVIATIONS	4
□ INTRODUCTION	6
□ METHODOLOGIE	7
I. LE CONGO EN CHIFFRE	9
1.1. Sa situation démographique et géographique	9
1.2. Son contexte politique et institutionnel	9
1.3. Sa situation socio économique et pauvreté	10
II. ANALYSE DE L'EXISTANT	11
2.1. Les Infrastructures de l'Information et de la communication.....	11
- 2.1.1. La téléphonie fixe.....	11
- 2.1.2. La téléphonie mobile.....	11
- 2.1.3 Service de revente de communication.....	11
- 2.1.4 Informatique et Internet.....	11
- 2.1.5 L'audiovisuel.....	12
- 2.1.6 Presse écrite.....	12
- 2.1.7 Documentation.....	12
2.2. Cadre juridique et réglementaire.....	13
2.3. Développement des capacités humaines	13
2.4. Développement et Pénétration des produits et services.....	14
III. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DES TIC.....	15
3.1. Une vision pour le développement des TIC.....	15
3.2. Objectifs stratégiques.....	15
3.3. Cadre de développement de la stratégie Nationale.....	15
- 2.1.1. Promouvoir une bonne Gouvernance.....	15
- 2.1.2. Favoriser la création d'emplois.....	15
- 2.1.3 Edifier un pôle technologique.....	16
3.4. Facteurs Clés de succès.....	16
IV. RECOMMANDATIONS	17
4.1. Au niveau des infrastructures et de l'accès.....	17
4.2. Au niveau du Cadre juridique et réglementaire.....	17
4.3. Au niveau du renforcement des capacités.....	18
4.4. Au niveau du développement des produits et services.....	19

V. PLAN D'ACTION 20

AXE STRATEGIQUE 1 : Développement des Infrastructures et promotion de l'accès pour tous à la société de l'information..... 21

- *Mise en place du projet SAT3 et déploiement de la fibre optique..... 21*
- *Implantation des Télé-Centres polyvalents communautaires..... 22*
- *Implantation du réseau Intranet Gouvernemental..... 22*
- *Création des Classes Internet..... 23*
- *Construction du réseau visiophone de l'État..... 24*
- *Création d'un centre d'information et de sécurité des systèmes informatiques..... 25*
- *Création d'un serveur national de Diffusion de contenu..... 25*

AXE STRATEGIQUE 2 : Renforcement de l'architecture du cadre juridique et de régulation 26

- *Création d'une Autorité Autonome de régulation des TIC..... 26*
- *Création d'un Comité National d'Evaluation de la Stratégie TIC..... 27*
- *Appui à l'élaboration d'un cadre juridique des TIC..... 28*
- *Création du fonds d'appui aux TIC..... 29*

AXE STRATEGIQUE 3 : Renforcement des capacités..... 29

- *Introduction des TIC dans le système éducatif national..... 30*
- *Création de centres d'éducation multimédias..... 30*
- *Création d'un réseau Internet Universitaire de Recherche et de E-Learning..... 31*
- *Appui aux pépinières en TIC..... 32*

AXE STRATEGIQUE 4 : Développement et pénétration des produits et services 32

- *Création de technopoles..... 32*
- *Appui des TIC au secteur du Commerce..... 33*
- *Appui des TIC au secteur agricole..... 34*
- *TIC & Santé..... 35*
- *Zone Franche Industrielle TIC..... 36*
- *Modernisation de l'Administration..... 36*

VI. MOYEN DE MISE EN ŒUVRE..... 38

6.1. Disposition institutionnelle 38

6.2. Disposition financière..... 38

VII. RISQUE.....39

□ CONCLUSION..... 40

□ BIBLIOGRAPHIE41

□ ANNEXES 42

Annexe 1 : Projet de La Loi sur la société de l'Information..... 42

Annexe 2: CABLE SAT-3/WASC/SAFE..... 43

Annexe 3: Schémas possibles pour la Connectivité Satellite à l'Internet..... 44

METHODOLOGIE

L'élaboration du document de stratégie des TIC a été faite selon une approche participative caractérisée par une grande implication des acteurs nationaux (le Gouvernement, la société civile, le secteur privé) et internationaux (experts, organismes). Cette approche a permis de dégager les priorités et les actions à entreprendre pour permettre au Congo de participer pleinement à la société de l'information.

De commun accord entre le Ministre des Postes Télécommunications, Chargé des Nouvelles et le Représentant Résident du Pnud, un Comité Préparatoire a été mis en place. Ce comité était composé de :

Nom & Prénoms	Institutions
BAVIBIDILA, Dieudonné	Ministère des Postes et Télécommunication, chargé des Nouvelles Technologies
BOKILO Francis	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
ITOUA Louis-Roger	Ministère des Postes et Télécommunication, chargé des Nouvelles Technologies
KALLYTH Marc Vincent de Paul	Ministère des Postes et Télécommunications, chargé des Nouvelles Technologies
MAMIMOUE Thierry	Avocat au Barreau de Paris, Consultant Indépendant
MOUNTHAULD Thierry	MT Informatique
NDALLA Alain	Ncs/Coptic
NOUMAZALAYI Joseph	COPurse/Coptic
PISSA Bruno	Aitech/Coptic
YOUHOU Philippe	Ministère des Postes et Télécommunications, chargé des Nouvelles Technologies

L'élaboration de la stratégie nationale TIC a connu la participation des experts et cadres suivants :

Nom & Prénoms	Institutions
BOUITY Jacques	Sia Média
BOUKAKA Etienne	Ministère de la Décentralisation et de l'Administration du Territoire
BOUNGOU Hubert	Ministère des Postes et Télécommunications, chargé des Nouvelles Technologies
DANDJINOUE Pierre	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
EBOMI Jean-Maurice	Ministère des Postes et Télécommunications, chargé des Nouvelles Technologies
ELENGA Jean Prosper	Société des Télécommunications du Congo (Sotelco)
ETOULE Dominique	Ministère des Postes et Télécommunications, chargé des Nouvelles Technologies
GOMA Thierry	Société des Télécommunications du Congo (Sotelco)
IKOUEBE Norbert	Présidence de la République
KARYABWITE Désiré	Union Internationale des Télécommunications (UIT)

MALONGA YOUNAS Jean Pierre	Ministère du Commerce et des Approvisionnements
MOUNTOU Bernard	Forces Armées Congolaises (FAC)
NDALA Jean-Jacques	Espace Cyberdoc
NGAKEGNI Ando	Société des Télécommunications du Congo (Sotelco)
NKOUNKOU Hilaire	Faculté des Sciences, Université Marien Ngouabi
NKOUNKOU Marie Michel	Ministère des Postes et Télécommunication, chargé des Nouvelles Technologies
NOAGBODJI, Jean-Marie	Expert International
OLLESSONGO Valentin,	Télé Congo
ONGAGNA julien	Ministère de l'Enseignement technique et professionnel
TCHAKALA Emile	Société Nationale d'Électricité (SNE)
VOUMBO Matoumona	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

A la fin des travaux, un Comité de rédaction a été mis en place. Il est composé de :

Nom & Prénoms	Institutions
BOKILO Francis	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
ITOUA Louis-Roger	Ministère des Postes et Télécommunication, chargé des Nouvelles Technologies
NOUMAZALAYI Joseph	OOPurse/Coptic

II. ANALYSE DE L'EXISTANT

2.1. Les Infrastructures de l'information et de la communication

2.1.1. La téléphonie fixe

L'éclatement de L'Office National des Postes et Télécommunications (O.N.P.T.), opérateur historique, a conduit à la création de deux entités publiques : La SOPECO pour la poste et La SOTELCO pour les télécommunications.

Les infrastructures des télécommunications héritées par la SOTELCO sont vétustes, limitées en grande partie aux deux grandes villes du pays (Brazzaville et Pointe Noire). Elles sont, de ce fait, incapables de répondre aujourd'hui à l'émergence des besoins de la société de l'information. Le réseau local filaire jadis existant dans toutes les grandes villes n'est plus opérationnel qu'à Brazzaville où il est saturé à 82% et à Pointe Noire où la saturation est de 85%.

Le nombre d'abonnés au téléphone est estimé à 15.000, pour une population de 2,8 millions d'habitants. La demande en attente est estimée à 10.000. Les infrastructures nationales de transmission (Faisceau Hertzien) sont délabrées dans les zones Nord. et Sud. Elles sont partiellement réhabilitées par CELTEL Congo dans certaines régions. Les artères de transmission n'ont aucun moyen de débordement, ni secours, ni maillage, ce qui rend le réseau très vulnérable.

2.1.2. La téléphonie mobile

Quatre (4) opérateurs de téléphonie cellulaire ont déployé des stations terriennes et des VSAT pour couvrir certaines localités.

Cyrus: Opérateur réseau D-AMPS à Brazzaville et Pointe Noire, possède actuellement 300 abonnés.

Celtel: Opérateur réseau GSM, couvre une quinzaine de villes avec 350.000 abonnés.

Libertis : Opérateur réseau GSM, couvre moins d'une dizaine de villes avec 200.000 abonnés.

Ces opérateurs offrent des services à facturation périodique et de cartes prépayées, chacun disposant des sorties propres vers l'international.

Interconnect : Opérateur de réseau GSM, nouvellement installé.

2.1.3 Service de revente de communication

Avant la guerre quelques cabines téléphoniques offraient l'accès au service de téléphonie à Brazzaville et à Pointe Noire. A l'issue des troubles successifs que le pays a connu, la plupart des cabines ne sont plus opérationnelles. La société TECHNOTEL, en partenariat avec l'O.N.P.T., avait entrepris la réhabilitation de certaines cabines et lancé l'utilisation des cartes prépayées. Un autre acteur, AMC, offre des services de cartes prépayées dans des télé centres à Brazzaville et Pointe Noire ainsi que sur les autres réseaux publics.

2.1.4 Informatique et Internet

Le parc informatique se compose d'une centaine de mini-ordinateurs, et d'environ 6000 micro-ordinateurs.

Le Congo est connecté à Internet par (3) trois nœuds dimensionnés comme suit :

Congo.net connecté par l'Afrique du Sud en octobre 1999, à 128 Kbps. Il offre des services dial up uniquement sur Brazzaville et possède environ 200 abonnés; actuellement ce service est en arrêt technique.

Afripa Télécom a déployé deux Boucles Locales Radio (BLR) à Brazzaville et Pointe Noire en Juin 2001, pour des accès Internet et transmission de données. Dans chaque ville la capacité de la liaison

internationale est de 512 Kbps à 1 Mbps pour un total d'abonnés estimés à moins d'une centaine. Afripa Télécom offre aussi des service de téléphonie IP.

Celtel a mis en service en novembre 2001 deux Boucles Locales Radio pour des accès Internet à Brazzaville et Pointe Noire. Les capacités en sortie sont respectivement de 768 Kbps et de 1,2 Mbps pour un nombre total d'abonnés estimés à 300. Il offre également un accès dial up par mobile à 9600 Bps.

Il faut noter la présence sur le marché de Pointe Noire, des fournisseurs d'accès (MTI et Saint Val) qui totalisent près de 300 abonnés en Dial Up ; Mais celui-ci reste difficilement accessible à l'utilisateur à cause des frais d'utilisation du réseau filaire onéreux .

On notera aussi quelques accès WIFI essentiellement dédié aux particuliers avec une qualité de service moyenne.

Brazzaville, Pointe Noire, Dolisie, Owando, Nkayi et Ouesso sont les seules villes où l'on peut trouver des cybercafés. Au total on compte près de 250 Cybercafés sur l'ensemble du territoire national. Globalement, l'accès à l'Internet reste difficile et de la mauvaise qualité.

2.1.5 L'audiovisuel

L'infrastructure de la télévision comprend des centres de production analogique avec des liaisons par faisceaux hertziens qui ne fonctionnent plus. Les tentatives de diffusion par les médias d'état à partir de deux bouquets par satellite sont arrêtées pour des raisons financières depuis 2003. La production audio visuelle est embryonnaire ainsi que les produits de la publicité.

Compte tenu de la proximité des villes de Brazzaville et de Kinshasa et de l'attribution non coercitive des fréquences il en résulte des problèmes d'interférences.

Le paysage télévisuel se compose essentiellement d'une (1) chaîne de télévision étatique (Télé Congo) et de trois (3) chaînes privées, DRTV uniquement à Brazzaville et à Pointe-Noire, Télé Océan, Télé pour Tous à Pointe Noire.

Le paysage radiophonique comprend 3 chaînes de radio publique et 4 privées; A ces stations de radio, il convient d'ajouter deux radios internationales en FM (RFI, Africa N°1) dont les émetteurs sont à Brazzaville et Pointe Noire.

2.1.6 Presse écrite

La presse écrite est composée d'une vingtaine de titres surtout privés. Toutes les parutions sont hebdomadaires et ne traitent que de l'information politique essentiellement. La presse spécialisée est embryonnaire. Les tirages des différents titres oscillent entre 1000 et 3000 exemplaires, avec un prix de vente moyen de 500 Frs CFA.

On dénombre deux (2) agences de presse : l'Agence Congolaise d'Information (ACI), appartenant à l'Etat et « Les dépêches de Brazzaville » qui est privée.

2.1.7 Documentation

Les services de documentations et d'archives existent dans toutes les administrations publiques. Les archives nationales éprouvent de grosses difficultés dans le stockage des documents. Cette structure conserve encore le fond archivistique de l'AEF ainsi que tous les autres documents de la République. Les archives sonores et visuelles de la RTC (Radio et Télévision Congolaise) sont dans un état déplorable. La Bibliothèque Nationale quant à elle, ne fonctionne plus.

Deux agences de publicité, de relations publiques et d'affichages dominant le marché : AFRIMEDIA appartenant à l'Etat et Intervision qui est privée.

2.2. Le cadre juridique et institutionnel

Le cadre législatif et réglementaire actuel est organisé autour de :

- La loi n°14-97 du 26 mai 1997 portant réglementation du secteur des télécommunications et ses décrets d'application ;
- Le décret n° 98-86 du 25 février 1998 portant attribution et organisation de la Direction Générale de l'Administration Centrale des Postes et Télécommunications (DGACPT) ;
- Le décret n° 98-87 du 25 février 1998 portant attribution et organisation du Ministère des Postes et Télécommunications, ainsi que les dispositions complémentaires, notamment ;
- L'arrêté n° 8461 du 30 août 2004 fixant les droits, taxes, frais et redevances en matière d'établissement, d'exploitation des réseaux des télécommunications ;
- Le décret n° 99-187 du 29 octobre 1999 portant réglementation de l'interconnexion des réseaux des télécommunications,
- Le décret n° 99-188 du 29 Octobre 1999 fixant les conditions de délivrance des autorisations d'établissement et d'exploitation des réseaux et des services de Télécommunications,(instituant le paiement de la contrepartie financière pour la délivrance de la licence définitive aux opérateurs de télécommunications).
- Le décret 168-2003 portant organisation et attributions de la Direction des Nouvelles Technologies (DNT)
- Le décret 2003-170 portant organisation du ministère des postes et télécommunications, chargé des nouvelles technologies
- La loi N° 8-2001 du 12 novembre 2001 sur la Liberté de l'Information et de la communication,
- La loi organique n° 4-2003 du 18 janvier 2003 déterminant l'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil Supérieur de la Liberté de Communication.

Remarques : Il faut noter qu'il existe une Convention d'Assistance, entre la DGACPT et la COGEF (Congolaise de Gestion, de Fréquence, une société de droit congolais) , pour les Gestions du spectre de Fréquences Radioélectriques et les Terminaux Satellitaires Immarsat ou équivalents

D'une manière générale, le cadre législatif et réglementaire sur les TIC est inadaptée pour les raisons suivantes :

- L'incohérence du fonctionnement des structures actuelles de coordination et de régulation. Elles sont conçues sur la base de la séparation de la gestion, de la régulation et du contrôle des fréquences, dont l'organisation administrative et opérationnelle est confiée à la Sécurité Présidentielle ;
- L'inexistence d'une Autorité de Régulation autonome ;
- Les confusions de rôle entre la COGEF et le Ministère des Postes et Télécommunications au travers de la DGACPT ;
- L'absence d'une loi sur la défiscalisation du matériel informatique ;
- L'absence de mesures adéquates de sécurisation des moyens et des traitements de l'Information en terme de sécurité (cryptographie et clef publique);

2.3. Développement des capacités humaines

Le Congo n'a pas encore un plan de vulgarisation des TIC. Cependant, il y a une réelle volonté pour faire de son utilisation, un outil privilégié. Cette volonté se traduit par :

1. La création en juillet 2004 d'une Académie locale Cisco à la Faculté des Sciences de Brazzaville, pour former et fournir les compétences nécessaires à la mise en place et au maintien des systèmes de réseau Internet ;
2. La mise en place des outils de développement de l'enseignement sur le NET ou «e-Learning» à l'Université Marien Ngouabi. Ce projet sera totalement opérationnel en mars 2005.
3. La création d'un campus numérique afin de mettre à la disposition des universitaires une banque de données permettant la formation à distance par les TIC. Ce projet sera opérationnel en fin décembre 2004.

Malgré tout, l'existence de ressources humaines en qualité et en quantité suffisante demeure un problème épineux. D'une manière générale, les compétences locales en matière de TIC font défaut à cause de l'absence d'une politique de formation aux TIC dans le système éducatif du Congo et d'autres facteurs qui se traduisent par :

- La vétusté et l'insuffisance des équipements informatiques ;
- La dégradation de la qualité de la formation et la qualification des enseignants ;
- La paupérisation du métier d'enseignant ;
- L'insuffisance des structures d'accueil et de formation ;
- L'insuffisance et le coût élevé des structures privées de formation ;
- Le manque de matériel didactique ;
- L'insuffisance des ressources financières allouées au secteur de l'éducation et de la formation professionnelle.
- L'inadéquation de la formation avec l'emploi ;
- Le manque de sensibilisation sur les enjeux de TIC.

2.4 Développement et pénétration des produits et services

Le Congo souffre d'une absence de dispositions pouvant inciter les initiatives de développement d'une industrie de produits et services dérivés des TIC. Il existe néanmoins quelques unités de production de services dans le domaine des TIC notamment dans le développement de sites Web, la fourniture des équipements informatiques et de télécommunications. Les activités essentielles de ces unités de production, sont surtout axées sur la fabrication de structures mécaniques (pylônes de faisceaux hertziens), de l'intégration / assemblage d'ordinateurs.

L'offre de produits et de services est onéreuse et insuffisante en qualité. Elle est géographiquement limitée à Brazzaville et à Pointe Noire, et sa pénétration reste très faible dans le tissu économique et social.

Les difficultés pour se développer, proviennent essentiellement :

- Du manque d'Information et de Formation en TIC;
- Du système de financement inadéquat ;
- De taxes fiscales et douanières trop élevées;
- De l'insuffisance de structures d'appui aux entreprises du secteur des TIC ;
- De l'implication insuffisante de la sous-traitance locale ;
- Insuffisance de sensibilisation et d'information des décideurs aux TIC ;
- Insuffisance de ressources humaines qualifiées en TIC et fuite des cerveaux ;
- Une faiblesse de l'initiative privée dans le secteur TIC ;
- Une faible culture des TIC ;
- Un coût élevé des télécommunications ;

- ✓ Codification de l'ensemble des textes juridiques et réglementaires de convergences, pour une meilleure cohérence et lisibilité des règles de droit qui en l'état sont soit distincte, hétérogènes ou inexistantes dans les domaines de télécommunications, de l'audiovisuel et des TIC au sens le plus large;
- ✓ Prévoir des dispositions pour les contenus qui seront régis par une régulation spécifique ;
- ✓ Renforcement, harmonisation et simplification du cadre juridique et institutionnel (régime commun) pour l'ensemble des réseaux et pour la fourniture de services sur ces réseaux, quelles que soient les technologies utilisées fixe ou mobile, filaire, hertzienne ou par satellite, réseaux câblés etc.] pour éviter les distorsions;
- ✓ Toilettage ou suppression des dispositions sur certains textes pour tenir compte de la convergence des TIC et de l'évolution apportée par les nouveaux textes et cadre institutionnel (CSLC, etc...)
- ✓ Appuyer la création d'un Conseil Stratégique des TIC (CSTIC), un cadre de concertation entre l'Administration, la société civile et le Privé en vue (d'adresser des propositions concernant son domaine de compétence, formuler notamment des recommandations pour la conception, la préparation, la mise en oeuvre et l'évaluation des actions entreprises dans le cadre de l'action gouvernementale pour le développement de la société de l'information) ;
- ✓ Appuyer la création et la mise en œuvre d'une vraie Autorité de Régulation autonome, chargée de réguler, contrôler et arbitrer le secteur des TIC (télécommunications, les fréquences ou bandes de fréquences radioélectriques, Internet, etc.)
- ✓ Réglementer l'utilisation des nouvelles technologies en entreprise ;
- ✓ Réglementer l'utilisation des nouvelles technologies en entreprise ;
- ✓ Adapter le code civil (signature électronique, messages électroniques, aux contrats électroniques, aux transactions électroniques, aux signatures électroniques et numériques, aux certificats numériques, aux entités de certification et d'enregistrement...), code de commerce (e-business, la protection des données privées, la protection des consommateurs, la cyber criminalité et la responsabilité des intermédiaires, et toutes autres informations ou données, de quelque nature que ce soit, utilisées dans le commerce électronique] le code de procédure pénale à la société de l'information [délits informatiques, production de preuves, intrusion malveillante sur un réseau, destruction de fichiers, etc.) ;
- ✓ Modifier la charte nationale d'investissement existante en vue de la prise de mesures incitatives pour les sociétés investissant dans le domaine des TIC (mesures, douanières, fiscales, subventions, etc.) ;
- ✓ Reconduire l'ordonnance sur la défiscalisation du matériel informatique et des télécommunications ;
- ✓ Appuyer la création d'un fonds pour la promotion et le Développement des TIC dont la gestion sera confiée à une structure privée, qui sera en partie rémunérée sur les résultats de sa gestion.
- ✓ Former aux nouveaux cadres réglementaires les acteurs de la société de l'information.

4.3. Au niveau du Développement des Capacités Humaines

- ✓ Adapter les programmes de formation et de recherche au contexte de la société de l'information pour développer les compétences en TIC ;
- ✓ Introduire les TIC dans l'enseignement primaire, secondaire et universitaire ;
- ✓ Créer des centres de Ressources TIC, dans certains sites stratégiques comme l'Université Marien Ngouabi, le Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel (METP), les Mairies des grandes villes et chef lieu départements;
- ✓ Appuyer la création de centres d'éducation multimédias dans les grandes villes et chefs lieux de départements ;

- ✓ Créer un organisme de soutien aux renforcements des compétences en TIC, par l'octroi de bourses ou une participation aux coûts de la formation ;
- ✓ Développer des partenariats entre les structures nationales et étrangères de formation et de recherche dans le secteur des TIC ;
- ✓ Proposer des mesures incitatives pour l'éclosion des structures de formation aux TIC et déterminer des critères d'habilitation des structures ;
- ✓ Adopter le téléenseignement pour accélérer le renforcement des compétences dans les TIC ;
- ✓ Installer un Laboratoire de TIC au sein de l'Université Marien Ngouabi, pour la sensibilisation et la formation des futurs acteurs sur les logiciels libres.

4.4. Au niveau du développement et de la Pénétration des Produits et Services TIC

- ✓ Appuyer la réforme et la modernisation de l'administration par une plus grande utilisation des TIC par les agents et contribuer à une meilleure gestion de l'administration par une plus grande diffusion et adaptation des TIC ;
- ✓ Systématiser la numérisation des documents administratifs, et veiller à leur publication et leur conservation sous format numérique standard ;
- ✓ Mettre en place dans les plus brefs délais un portail gouvernemental de qualité pour la valorisation de l'action du Gouvernement ;
- ✓ Encourager chaque département ministériel et chaque établissement public ou para public à se doter d'un site Web dans le cadre de l'exercice de ses activités ;
- ✓ Promouvoir la culture du numérique et veiller à la formation des agents de l'Etat à l'utilisation des TIC tant dans le cadre professionnel que privé ;
- ✓ Créer un portail de la République du Congo regroupant tous les aspects de l'économie nationale ;
- ✓ Faciliter l'accès des professionnels de la santé à l'information sanitaire et médicale ainsi qu'aux réseaux de recherche et d'expertise médicale de par tout le monde
- ✓ Renforcer et élargir les initiatives fondées sur les TIC pour fournir une assistance médicale et humanitaire en cas de catastrophe naturelle et en situation d'urgence ;
- ✓ Appuyer la mise en place de sociétés de conseil TIC, des Pépinières TIC, des juniors d'Entreprises spécifiques à chaque ministère ;
- ✓ Appuyer la création de technopoles ;
- ✓ Appuyer la création d'un Fonds d'Investissement TIC ;,
- ✓ Faciliter l'utilisation généralisée des Logiciels Libres dans toutes les administrations ;
- ✓ Créer un environnement favorable au développement durable du commerce électronique (infrastructures, modes de paiement, juridique, logistique ;.
- ✓ Faciliter l'accès à des connaissances et à des informations sur l'agriculture, l'élevage, la pêche, la sylviculture et l'alimentation dans les villes et les zones rurales ;
- ✓ Fournir des contenus adaptés à la culture et à la langue de chacun dans le contexte de la société de l'information, en donnant accès aux services traditionnels et numériques des médias.

V. PLAN D' ACTIONS

Il existe plusieurs options stratégiques de diffusion des TIC pour le développement national qui peuvent être arrêtées et décidées. Ces possibilités et expériences qui en découlent sont décrites dans plusieurs initiatives. Les Nations Unies, par exemple, n'ont pas manqué d'introduire le développement de l'accès à l'information dans leur dernière initiative spéciale sur l'Afrique, développée par les institutions spécialisées, notamment la Banque Mondiale et la Commission Économique pour l'Afrique, l'Unesco, le PNUD, ou l'Union internationale des télécommunications (UIT). Les déclarations des chefs d'État et de gouvernement, au cours du Sommet Mondial sur la Société de l'Information à Genève en 2003, renforcent cette position. En fait, toutes les initiatives s'accordent sur un constat : l'urgence qui s'impose est d'éviter une marginalisation du continent africain, qui le laisserait en dehors de l'actuelle réorganisation fondamentale des économies et des sociétés. Ce constat va permettre de cadrer la stratégie congolaise et servira de point de départ et de référence à la réflexion en cours.

Pour réaliser et mettre en œuvre la stratégie, un plan d'action est proposé ainsi que plusieurs projets selon les priorités et les axes stratégiques retenus. Les actions qui sont proposées ci-après sous forme de projets, ne sont ni exhaustives, ni figées, elles peuvent être améliorées, voire complétées ; ce sont donc des pistes ouvertes et ne devraient pas être considérées comme un simple catalogue. En effet, ce qui a été dit plus haut justifie à suffisance ces projets ; d'autres explications ne seraient que répétitions inutiles.

Le Ministère des Postes et télécommunications, chargé des Nouvelles Technologies a la responsabilité de préparer les politiques gouvernementales qui transformeront le Congo en économie de l'information. Au sein du Gouvernement, d'autres structures, devront être créées afin d'assurer une cohérence dans la mise en œuvre de la stratégie TIC. La Direction des Nouvelles Technologies (DNT) qui est une structure rattachée au Ministère des Postes et télécommunications, chargé des Nouvelles Technologies, sera chargée de diffuser les TIC au niveau national. En 2005 sera adoptée une stratégie E-Gouvernement où la diffusion des TIC aura un rôle important à jouer.

Un comité national d'évaluation de la stratégie des TIC, sera créé. Le CNESTIC est sera un organe consultatif auprès de l'Etat, chargé de proposer des orientations générales en matière de développement des TIC. Plus spécifiquement, il sera chargé, entre autres, de suivre la mise en œuvre de la stratégie TIC, de suggérer les correctifs nécessaires, et d'évaluer la qualité ainsi que le degré de réalisation des projets mis en œuvre. Le comité national d'évaluation de la stratégie sera composé du Gouvernement, des représentants de la société civile, du secteur privé et des organisations internationales. En définitive, il sera un cadre de concertation entre l'Administration et le Privé.

Le Gouvernement est conscient de la nécessité de s'insérer dans la «nouvelle économie», l'Internet, génératrice de fortes valeurs ajoutées. Pour réussir cette insertion, il entend faciliter le développement des TIC à travers la définition de projets adaptés aux besoins réels du pays.

AXE STRATEGIQUE 1 : Développement des Infrastructures et promotion de l'accès pour tous à la société de l'information

Il s'agit de développer les infrastructures nécessaires pour permettre la plus grande diffusion des TIC au profit de tous les citoyens répartis sur tout le territoire national. Le défi sera de favoriser l'accès pour tous en connectant, les écoles, les administrations, les départements jusqu'aux communes les plus défavorisées. Les projets à retenir sous cet axe sont les suivants :

Mise en place du projet SAT3 et déploiement de la fibre optique

Objectifs : Il s'agira de déployer la fibre optique sur l'étendu du territoire congolais pour améliorer la qualité des communications et accroître la télé densité par l'extension du réseau téléphonique filaire et mobile et de façon graduelle.;

Composante :
Infrastructures

Mise en œuvre : : Gouvernement (MPT/NT)

An 1 :

- Signature de l'accord de raccordement du Congo à SAT 3 via l'Angola ;
- Elaboration d'un programme de déploiement de la fibre optique sur Pointe-Noire/Brazzaville/Oyo ;
- Réalisation de l'étude terrestre et fluviale ;
- Pose du câble à fibre optique dans les zones ciblées ;

An 2 :

- Rattachement de la fibre optique aux centraux téléphoniques ciblés ;
- Basculement du trafic international sur le réseau de câble sous-marin à fibre optique (SAT3) ;
- Mise en place d'un back bone Internet ;
- Augmentation des capacités d'accès au réseau internet.

An 3 :

- Extension du réseau téléphonique dans les villes et départements ;
- Réalisation des projets d'interconnexion avec la RDC, la Centrafrique, le Cameroun et le Gabon ;

An 4 :

- Numérisation des équipements de transmission, de commutation et des abonnés ;
- Achèvement du projet SAT-3

Budget estimatif: 60 milliards FCFA

Implantation des Télé-Centres polyvalents communautaires

Objectifs : Favoriser l'accès à l'Internet dans les zones défavorisées et urbaines. En effet, les télé-centres polyvalents sont des organismes spécialisés dans l'offre de services Internet, de traitement de texte, de téléphonie, de télécopie ou même la formation et la vente de matériels informatiques aux clients. Le développement de télé-centres polyvalents communautaires constitue un moyen efficace pour encourager l'utilisation d'Internet par les populations, en particulier celles vivant dans des zones défavorisées en raison du manque d'infrastructures, de l'éloignement et le faible niveau des revenus des populations. Il s'agit de créer des centres culturels et des médiathèques pour les populations.

Composante :

Infrastructures et accès

Mise en œuvre : : Gouvernement (MPT/NT)

An 1 :

- Etude de faisabilité ;
- Acquisition et installation d'équipement
- Évaluation des besoins en formation
- Formation;
- Installation de télé-centres polyvalents communautaires dans trois (3) zones
-

An 2 :

- Installation de télé-centres polyvalents communautaires dans cinq (5) zones

An 3:

- Installation d'infrastructures dans le reste des zones

Budget estimatif: 500 millions de FCFA

Implantation du réseau Intranet Gouvernemental

Objectifs : Ce projet consiste à faire du Gouvernement un utilisateur modèle des TIC; Il répond plus particulièrement à la nécessité d'améliorer la communication interministérielle afin d'optimiser les dépenses de l'Etat par un partage de ressources matérielles. L'intranet gouvernemental sera un espace fédérateur qui améliorera de manière significative l'efficacité des agents de l'Administration. Il leur permettra de rechercher rapidement et d'accéder directement aux informations qui sont conservées dans les serveurs de fichiers, de bases de données ou de messagerie.

Composantes :

Infrastructures et accès

Ressources humaines
Développement produits et service
Cadre juridique et réglementaire

Mise en œuvre : : Gouvernement (MPATIE)

An 1 :

- Etude de faisabilité ;
- Réalisation des travaux de câblages dans les ministères ;
- Acquisition des équipements (Postes de travail (PC) et portables, Serveurs) ;
- Évaluation des besoins en formation;
- Sensibilisation / préparation des fonctionnaires des Ministères ;
- Formations des formateurs des fonctionnaires des ministères ;
- Applications de base : Bureautique, Messagerie, Intranet, etc.
- Installations de PCs, montage de LANs et introduction au travail en collaboration

An 2 :

- Mise en place de l'infrastructure TIC en vue de l'interconnexion des Ministères ;
- Réorganiser et automatiser les systèmes d'information gouvernementaux sectoriels
- Applications métiers (Chaîne de dépenses, Fichier de la fonction publique, etc.)

Budget estimatif: 500 millions de FCFA

Création des Classes Internet

Objectifs : Démultiplier les opportunités ouvertes aux élèves en général et aux filles en particulier d'accéder à des connaissances et des ressources pédagogiques grâce aux TIC. La mise en place de ces réseaux dans les écoles primaires permettra d'initier la jeunesse à la recherche en ligne dès le bas âge. Il s'agit par conséquent d'ouvrir dans les écoles primaires au niveau des Départements et des Districts une classe pilote par arrondissement en ce qui concerne les centres urbains et par district en ce qui concerne les Départements et Districts.

Composantes :

Infrastructures
Ressources humaines

Mise en œuvre : MPT- NT/MEPA

An 1 :

- Etude de faisabilité et Plan de développement ;
- Acquisition des équipements informatique et didactique ;
- Sensibilisation et formation des enseignants à l'outil informatique ;
- Equiper sept (7) écoles en matériel informatiques ;
- Connecter ces écoles à l'Internet ;
- Recherche de partenariats.

An 2 :

- Equiper sept (7) écoles en matériel informatiques ;
- Connecter ces écoles à l'Internet ;

An 3 :

- Equiper dix (10) écoles en matériel informatiques ;
- Connecter ces écoles à l'Internet ;

Budget estimatif: 300 millions de FCFA

Construction du réseau visiophone de l'État

Objectifs : La construction d'un réseau visiophone de l'Etat pourra pallier le déficit de communication entre le pouvoir central et les collectivités locales d'une part, entre la plus haute hiérarchie de l'Etat et les autres instances de l'exécutif d'autre part. L'interactivité des échanges engendrée par ce réseau permettra en cas de crise, d'urgence ou de déplacement du Chef de l'Etat de dialoguer individuellement ou collectivement avec les membres du Gouvernement ou les Chefs de Département. Cette technologie permettra de joindre l'image à la parole renforçant ainsi la véracité du message transmis à temps réel. De même par ce réseau international de visiophonie, il sera possible de relier certaines chancelleries à la Présidence de la République.

Composantes :

Infrastructures et accès

Mise en œuvre : : Gouvernement (MPT/NT)

An 1 :

- Etude de faisabilité
- Acquisition et installation des équipements
- Installations de la connexion Internet
- Mise en place des facilités de vidéoconférence au niveau des ministères
- Configuration des centres de vidéo – conférences
- Formation

An 2

- Etablissement de la communication
- Mise en service

Budget estimatif: 500 millions de FCFA

Création d'un centre d'information et de sécurité des systèmes informatiques

Objectifs : L'objectif de ce projet est d'assurer la veille technologique en matière de sécurité des données informatiques. En effet, Les systèmes d'informations posent de nouveaux problèmes liés notamment à l'accès, la manipulation et la sécurisation des informations numériques Il est donc important dans le cadre de l'organisation du secteur des TIC de prévoir graduellement les outils et cadres pouvant garantir le développement durable des ses systèmes d'informations et les rendre stables, sécurisés et fiables.

Composantes :

Infrastructures et accès
Cadre juridique

Mise en œuvre : : Gouvernement (MPT/NT)

An 1 :

- Etude de faisabilité de la création du centre
- Recherche de financement et Partenariat
- Acquisition et installation des équipements
- Formation du personnel
- Installations des organes de gestion du centre

An 2 :

- Mise en service

Budget estimatif: 200 Millions de FCFA

Création d'un serveur national de Diffusion de contenu

Objectifs : La création d'un serveur national de diffusion de contenu pourra valoriser le patrimoine virtuel national. Il servira à :

- Créer le portail du Congo vers l'extérieur ;
- Produire des logiciels adaptés à la culture congolaise ;
- Héberger les sites ;
- Ouvrir un service Kiosque du Congo ;
- Réorganiser le stockage et l'utilisation des archives scientifiques et techniques;
- Permettre un accès facile à l'ensemble de la documentation grâce à l'utilisation des TIC.

Composantes :

Infrastructures
Renforcement des capacités

Mise en œuvre : : Gouvernement (MPT/NT)

An 1 :

- Rédaction des cahiers de charge
- Acquisition du matériel technique (VSAT, Terminaux intelligents, deux mini ordinateurs Serveurs -maître et esclave -)
- Installation des réseaux Intranet et Extranet
- Interconnexion à Internet
- Formation

An 2 :

- Construction de la base de données documentaire à déployer sur un réseau Internet
- Constitution des banques de données (banques bibliographiques, banques catalogues, banques numériques et banques textuelles)
- Création de l’Intranet documentaire;
- Formations.

An 3 :

- Développer le service kiosque du Congo
- Mise en service

Budget estimatif: 450 millions de FCFA

AXE STRATEGIQUE 2 : Renforcement de l’architecture du cadre juridique et de régulation

Il s’agit de développer un cadre et des dispositifs appropriés en matière d’institutions, de lois et de réglementations sur les TIC au niveau national. et régional Ce cadre juridique devra être incitatif pour les investisseurs, la réglementation devra être claire, stable, largement diffusée et adaptée à la société de l’information.

Création d’une Autorité Autonome de régulation des TIC

Objectifs : Ce projet vise d’une part la réunification et le renforcement des organes qui réglementent actuellement le secteur des TIC d’autre part, il répond plus précisément à la nécessité de protéger les acteurs régulièrement autorisés, en veillant à l’application stricte des règles du jeu, établies par le législateur et aux quelles tous les acteurs doivent se référer. Elle veille au contrôle de l’exploitation stricte des ressources affectées à chaque acteur du secteur et régler certains différends entre les opérateurs/exploitants des TIC. Il s’agira entre autres, de :

- Assurer la bonne application des règles édictées pour les TIC ;
- Veiller au respect de la réglementation et à l’exercice de la concurrence en TIC ;
- Encourager la libre concurrence et inciter à investir dans le domaine des TIC ;
- Assurer le respect des règles concernant la bonne conduite des acteurs du secteur en matière de pratiques commerciales.

Composantes :

Cadre juridique et réglementaire :

Mise en œuvre: Gouvernement (MPT/NT)

An 1 :

- Etats des lieux sur la réglementation actuelle.
- Elaboration d'un cadre juridique des TIC ;
- Propositions des textes de lois au Gouvernement ;
- Présentation des textes de lois au Parlement ;
- Adoption et vulgarisation des textes nécessaires à la définition des règles du jeu et au fonctionnement de l'organe de régulation

An 2 :

- Mise en place de l'autorité de régulation (Cellule de Gestion des Fréquences, Cellule Ingénierie et Cellule Financière, Cellule juridique) ;
- Installation et dotation en équipements ;
- Installation des réseaux Intranet ;
- Interconnexion à Internet des cellules ;
- Formation du personnel
- Activités de vulgarisation et de sensibilisation ;

Budget estimatif: 350 millions de francs CFA

Création d'un Comité National d'Evaluation de la Stratégie TIC

Objectifs : Ce projet répond plus particulièrement à la nécessité d'assurer une meilleure coordination des initiatives dans le domaine des TIC. Le comité national d'évaluation de la stratégie sera composé du Gouvernement, des représentants de la société civile, du secteur privé et des organisations internationales. Il sera chargé, entre autres, de suivre la mise en œuvre de la stratégie TIC, de suggérer les correctifs nécessaires, et d'évaluer la qualité ainsi que le degré de réalisation des projets mis en œuvre.

Composantes :

Cadre Juridique

Infrastructures et accès

Ressources humaines

Développement et pénétration des produits et services

Mise en œuvre : Gouvernement/société civile/secteur Privé/Organisation Internationale

An1 :

- Elaboration du projet de loi portant création du comité ;
- Propositions du projet de loi au Gouvernement ;
- Présentation et adoption du Projet de loi par le Parlement ;
- Mise en place du Comité Nationale d'Evaluation ;

- Installation et dotation en équipements ;
- Activités de vulgarisation et de sensibilisation ;

An2 :

- Mission de suivi et évaluation des projets TIC en cours ;
- Elaboration et publication de rapports d'évaluation sur la stratégie TIC ;
- Soumission au Gouvernement de notes d'orientations stratégiques dans les domaines de l'innovation, de la recherche, du développement et de la mise en œuvre TIC ;
- Contribution, en liaison avec les structures compétentes, à la mobilisation des moyens nécessaires au développement des TIC ;

An 3

- Fonctionnement régulier
- Mise à jour de la Stratégie TIC

Budget estimatif: 50 Millions de FCFA

Appui à l'élaboration d'un cadre juridique des TIC

Objectifs Ce projet a pour but de mettre en place du cadre légal dans lequel évoluera la société de l'information congolaise. Ce projet permet d'une part, de faciliter la réalisation de tous les objectifs stratégiques définis par le Gouvernement, et répond d'autre part, plus précisément à la nécessité de protéger les acteurs et favoriser le développement harmonieux des TIC, par la mise en place des règles du jeu bien claires aux quelles tous les acteurs se référeront Il s'agit donc d'adapter et de renforcer le cadre juridique existant pour le rendre compatible à la nouvelle société de l'information.

Composantes :

Cadre Juridique et réglementaire

Mise en oeuvre : Gouvernement (MPT/NT)

An1 :

- Etat des lieux du cadre juridique actuel ;
- Elaboration de termes de références ;
- Recrutements d'une équipe de consultants ;
- Consultations des experts nationaux, internationaux ainsi que les responsables et acteurs du développement au Congo ;
- Préparation des textes juridiques nécessaires à la constitution d'un cadre légal ;
- Harmonisation des textes avec les avec les normes de la CEMAC et selon les recommandations du SMSI ;
- Production des textes juridiques nécessaires à la constitution d'un cadre légal ;
- Soumission du Projet de loi au Gouvernement et révision au conseil des ministres
- Présentation et adoption des textes par le Parlement ;
- Publication des textes juridiques;
- Activités de vulgarisation et de sensibilisation ;
- Séminaire de Formation au nouveau cadre juridiques

An2 :

- Mise en application des textes ;
- Renforcement des structures responsables de leur mise en vigueur

Budget estimatif: 300 Millions de FCFA

Création du fonds d'appui aux TIC

Objectifs : Il s'agira de mettre en place un fond d'appui aux projets TIC sélectionnés sur la base de prix d'excellence. Ce projet répond à la nécessité de: (1) S'assurer de la disponibilité de ressources nécessaires à la mise en œuvre du plan d'actions ; (2) Assurer l'accès au financement à des conditions incitatives de tous les projets du domaine des TIC (prêts à taux modéré, capital risque, subvention, etc.); (3) Assurer le renforcement des compétences dans les TIC par l'incitation à la création de centre de formation pointue et l'octroi de bourse totale ou partielle de formation dans les TIC.

Composantes :

Cadre juridique et réglementaire

Mise en œuvre : Gouvernement (MEFB)

An 1 :

- Installation des organes de gestion du fonds
- Information des groupes cibles
- Sensibilisation et mobilisation des ressources
- Recherche de financement et inscription au budget

An 2:

- Points d'applications
- Fonctionnement

Budget estimatif : 100 millions de FCFA

AXE STRATEGIQUE 3 : Développement des capacités

Dans le but de soutenir la promotion des TIC et nourrir le processus de développement, les entreprises, les administrations, les écoles, les universités et les centres de recherche restent les lieux de prédilection de la culture informatique. Il s'agira donc d'éduquer et de former les différentes couches de la population aux TIC pour une meilleure insertion dans la société de l'information ». La stratégie va consister à appuyer la création des compétences à travers la promotion de l'utilisation des TIC dans le système éducatif national et en milieu professionnel.

Introduction des TIC dans le système éducatif national

Objectif : Il s'agira d'introduire les TIC dans le système éducatif, plus précisément aux niveaux de l'Enseignement primaire et secondaire, de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, et enfin de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.

Composantes :

Ressources humaines

Mise en œuvre : Gouvernement (ME)

An 1 :

- Elaboration des TDR pour les Etats généraux ;
- Réalisation d'études pour le plan d'informatisation ;
- Elaboration des TDR pour le volet de développement de contenus pédagogiques
- Informatisation de 20% des établissements primaire, secondaire, universitaire et centre de formation professionnelle ;
- Installation de la connexion Internet dans 20% des établissements primaire, secondaire, universitaire et centre de formation professionnelle ;
- Campagne de développement de contenus pédagogiques ;
- Formation

An 2 :

- Informatisation de 50 % des établissements et centre de formation professionnelle ;
- Préparation de curriculum niveau ingénieur;
- Négociation et Recherche de partenaires nationaux et internationaux (Chambres de commerce, organismes internationaux, universités francophones et / ou anglophones, etc.) ;
- Acquisitions et d'équipements informatiques et de matériels pédagogiques pour les formations de niveaux ingénieurs ;
- Installations de la connexion Internet à haut débit;
- Equipement d'un laboratoire informatique pour 100 étudiants ;
- Création de la Filière TIC (niveau ingénieur) à l'université
- Formation

An 3 :

- Informatisation de 100 % des établissements primaire, secondaire, universitaire et centre de formation professionnelle ;
- Campagne de développement de contenus pédagogiques sur le réseau ;
- Formation

Budget estimatif: 400 Millions de FCFA

Création de centres d'éducation multimédias

Objectif : Démultiplier les opportunités ouvertes aux jeunes d'accéder à des connaissances et des ressources pédagogiques grâce aux TICS. En outre, les Centres d'Education Multimédias sont des structures TIC déclinant des formations pratiques à moyen terme débouchant sur des métiers.

Composantes :

Ressources humaines

Mise en œuvre : Gouvernement

An 1 :

- Réalisation d'études pour l'implantation de 4 centres multimédias à Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie et Ouessou
- Réalisation des travaux de construction/réhabilitation/aménagements
- Acquisitions de matériels et d'équipements informatiques
- Installations de la connexion Internet et configuration des centres de vidéo – conférences;
- Campagne de promotion des centres ;
- Formation des jeunes

An 2:

- Acquisition d'équipements l'interconnexion des centres d'éducation multimédias ;
- Mise en place un réseau IP pour relier tous les centres d'éducation multimédias

Budget estimatif : 250 Millions

Création d'un réseau Internet Universitaire de Recherche et de E-Learning

Objectifs : Mettre en place un centre moderne de communication en vue de la constitution d'un réseau national de recherche au niveau de l'enseignement supérieur ; Mettre en place un système d'enseignement à distance à l'université Marien Ngouabi .

Composante :

Ressources humaines

Mise en œuvre : Gouvernement

An 1 :

- Création d'une plate-forme de base (avec services Internet intégrant la messagerie, la voie et les outils bureautiques pour faciliter la recherche);
- Acquisitions d'équipements informatiques et de matériels pédagogiques ;
- Connexion d'unités de recherche scientifique à la plate-forme de base;
- Mettre en place des centres d'excellences dotés des meilleures technologies connectées aux principaux réseaux universitaires de recherche ;
- Mettre en place des facilités de vidéoconférence au niveau des départements et dans toutes les unités de recherche les interconnecter;
- Mise à la disposition des unités d'enseignement, des outils de développement de l'enseignement sur le NET (Création de contenus pour les Educateurs ; Préparation du curriculum spécifiques pour les cours à distance)
- Mise en œuvre d'un réseau Internet à haut débit pour les interconnexions en facultés et unités d'enseignement ;
- Formation

Budget estimatif : 150 Millions

Appui aux pépinières en TIC

Objectif : Il s'agira de créer des centres de formations professionnelles qui peuvent constituer une première étape de renforcement des capacités avant la mise à disposition de bénéficiaires des cabines de pépinières technologiques installées dans les Technopoles. Centre de présélection, ils peuvent aussi aider à la formation de l'adulte.

Composantes :

Ressources humaines

Développement et pénétration des produits et services

Mise en œuvre : Gouvernement

An 1 :

- Réalisation d'étude et identification des besoins du marché du travail
- Recherche de partenariats
- Identification des entreprises pouvant héberger les pépinières
- Recrutement des personnes ressources
- Identification des besoins en formation et formation
- Appui aux jeunes innovateurs de la pépinière

An 2 :

- Établissement un partenariat avec la technopole

Budget estimatif: 200 millions de F CFA

AXE STRATEGIQUE 4 : Développement et pénétration des produits et services TIC

Il s'agira de soutenir les efforts visant à développer et à utiliser les TIC pour faire du secteur privé l'élément moteur de la croissance, de chercher à tirer le meilleur parti possible de l'utilisation des TIC au service de l'amélioration (quantitative et qualitative) de la production et des services, et enfin de réorienter le rôle de l'Etat dans ses missions de service public

Création de technopoles

Objectifs : Ce projet a pour but d'impulser le développement de l'économie en général et du marché des nouvelles technologies en particulier en offrant et en groupant les appuis et supports requis aux opérateurs économiques et aux jeunes sortis des écoles de formation et désireux de se lancer dans la création d'entreprises. Détecter, évaluer, accompagner les créateurs d'entreprises innovantes dans la

concrétisation de leur projet, à travers la mise en valeur et le développement de ses pôles d'excellence académiques ou industriels.

Il s'agira entre autre :

- D'identifier trois sites (de 100 Ha chacun) pour y installer des centres de références TIC (Un site à Brazzaville un au Nord et un au Sud)
- Implanter sur ces sites les technologies de pointes TIC, l'énergie stable
- Créer des départements de pépinières TIC
- Créer des départements de formation professionnelle
- Y installer un Institut de recherche et développement TIC qui devra former des experts sur les nouveaux métiers
- Y installer des centres de formation professionnelle

Composantes :

Développement des produits et services
Ressources humaines

Mise en œuvre : Gouvernement (MPATIE)

An 1 :

Elaboration de cahiers de charges

An 2 :

- Procédure de passation de marché de fournitures d'équipements
- Identification des besoins en personnel et en formation
- Installations et formation

Budget approximatif : 5 Milliards de FCFA

Appui des TIC au secteur du Commerce

Objectifs : Ce projet a pour but de promouvoir les services de communication dans toutes les localités du pays de façon à permettre aux opérateurs économiques à correspondre aisément et à moindre coût avec leurs relations d'affaires à travers le monde et à tout moment. Il s'agira, entre autres, de développer et renforcer les systèmes d'information commerciale en vue d'intensifier les échanges nationaux, régionaux et internationaux et de favoriser la modernisation de la gestion des entreprises commerciales et industrielles par l'utilisation généralisée de matériels et logiciels informatiques ainsi que de tous autres équipements de TIC appropriés.

Composantes :

Développement et pénétration des produits et services

Mise en œuvre : Gouvernement (MCA)

An 1 :

- Élaboration du cahier de charge
- Procédure de passation de marché de développement de contenus
- Poursuivre et améliorer l'informatisation des régies financières
- Étude d'opportunité du paiement en ligne

An 2 :

- Développement du système d'information commerciales
- Développement de partenariat entre les structures compétentes
- Acquisition et installation des équipements
- Formation des ressources humaines
- Développement et mise en œuvre des outils de paiement électronique

An 3 :

- Développement de partenariat entre les structures compétentes
- Acquisition et installation des équipements
- Formation des ressources humaines

Budget estimatif : 1 milliard de francs CFA

Appui des TIC au secteur agricole

Objectifs : Développer des systèmes d'information agricole; Améliorer l'accès aux techniques agricoles; Développer les échanges d'information entre les acteurs opérant dans le secteur

Composante

Développement et pénétration des produits et services

Mise en œuvre : Gouvernement

An 1 :

- Etude de faisabilité
- Acquisition des matériels et équipements appropriés en TIC
- Déploiement les infrastructures de communication au niveau des zones de production
- Développement et actualisation de contenus
- Identification les besoins en formation
- Formation de ressources humaines
- Renforcement de l'intégration de la chaîne des opérateurs dans le secteur depuis les chercheurs jusqu'aux exportateurs en passant par les paysans, les transformateurs, le personnel d'encadrement technique, les structures faîtières des organisations paysannes, les transitaires, les consignataires, les banques etc.
- Sensibilisation sur l'intégration les TIC dans les aspects de développement du secteur agricole

An 2 :

- Élaboration des cahiers de charge

- Passation de marché
- Développement de contenus
- Acquisition d'équipements et formation

An 2 :

- Développement de contenus
- Acquisition d'équipement et formation

An 3 :

- Développement de contenus
- Acquisition d'équipement et formation

Budget estimatif: 100 millions de FCFA

TIC & Santé

Objectifs : Rendre les services de santé plus efficace par l'interconnexion des centres de santé aux directions centrales et la mise en place d'un système national d'information sanitaire et d'un réseau de télé-médecine interconnectant les principaux centres de santé à l'intérieur du Congo et ayant des accès vers les centres hospitaliers universitaires partenaires à l'extérieur.

Composantes :

Développement et pénétration des produits et services

Mise en œuvre : Gouvernement

An 1 :

- Élaboration des cahiers de charges
- Passation de marché
- Élaboration des TDR pour le développement de contenus

An 2 :

- Acquisition et installation d'équipement
- Identification et évaluation des besoins en formation
- Formation des ressources humaines
- Renforcement du système d'information sanitaire

An 3 :

- Acquisition et installation d'équipement
- Formation des ressources humaines

Budget estimatif : 500 millions de FCFA

Zone Franche Industrielle TIC

Objectifs : Ce projet a pour but de mettre en place une zone France industrielle TIC pour les assemblages, les productions d'éléments ou composants de matériel TIC, des centres de services multimédias et même un centre d'appels ou autres services TIC.

Il s'agira plus spécifiquement :

- D'identifier une zone de 100 ha environ
- D'y transporter de l'énergie électrique stable avec un système de redondance efficace;
- D'y installer des points d'accès haut débit par média fibre optique ;
- De prendre des lois ou décrets pour définir les contrats de partenariat devant régir cette zone;
- D'y installer des centres de perfectionnement en TIC.

Mise en œuvre : Gouvernement

An 1 :

- Étude de faisabilité
- Identification de l'espace
- Passation des marchés pour l'aménagement

An 2 :

- Aménagement, acquisition et installation des équipements d'infrastructures d'énergie et de télécommunication
- Promotions et attributions

Budget estimatif : 2 milliards de FCFA

Modernisation de l'Administration

Objectif : Ce projet à pour but d'impulser la réforme et la modernisation de l'administration par une plus grande exploitation des TIC Il s'agira plus spécifiquement de :

- Améliorer l'efficacité, la transparence et l'ouverture de l'administration ;
- Rendre plus accessibles les agents, services, informations et ressources de l'administration et rapprocher les administrés des administrateurs ;
- Contribuer à la modernisation de l'administration par la plus grande diffusion et adaptation des TIC ainsi que des formules de gestion de l'information et du savoir qui en découlent.

Composantes :

Infrastructure

Ressources humaines

Développement et pénétration des produits et services

Mise en œuvre : Gouvernement (MFPRE)

An 1

- Etude de Faisabilité

- Informatisation généralisée de toute l'administration publique
- Développement d'un Plan de Formation
- Formation du personnel de l'administration publique
- Amélioration de l'informatisation des procédures des régies financières notamment l'administration des douanes.
- Installation, alimentation et tenir à jour les bornes d'information dans chacune des structures de l'administration publique.
- Intégration des circuits vocaux et de données.

An 2

- Développement des télé-procédures.
- Mise en place des bornes d'information des citoyens.
- Développement de la connexion institutionnelle à travers des bases de données et des intranets départementaux fédérés et sécurisés.
- Installation d'unités d'information publique (U I P) pour favoriser l'accès de la population à l'information dans tous les départements
- Numérisation des fichiers et documents.
- Généralisation des services téléphoniques gratuits d'assistance aux citoyens à tous les réseaux (police, santé, secours incendie etc.).
- Installer des bornes de téléphone sur les axes routiers
- Installer un système d'archivage électronique

Budget estimatif: 1 milliard de FCFA

VI. MOYENS DE MISE EN ŒUVRE

6.1. Dispositions institutionnelles

Touchant à une multitude de domaines et de sujets, la mise en œuvre du plan d'actions nécessitera un important effort de veille dynamique de tous les acteurs, et de coordination entre le Secteur public et le Secteur privé. Pour répondre à cette situation, les dispositions suivantes doivent être prises :

- La redéfinition des rôles des acteurs existants et création d'instances nouvelles unifiées ;
- L'adaptation du cadre juridique et institutionnel à la société de l'information .

La redéfinition des rôles des acteurs existants

Dans les organismes étatiques existants, dans les domaines de l'informatique et des télécommunications, il est impératif de :

- ✓ Mettre à jour les compétences. .
- ✓ clarifier les missions de chaque institution et de définir un plan pour la résolution des problèmes latents
- ✓ prendre la décision courageuse de la réorientation des agents de plus de trente ans et ne renforcer que la compétence de jeunes de 30 ans maximum, compte tenu de la spécificité des TIC

Renforcement de l'architecture du cadre juridique et de régulation

Afin de répondre aux exigences de la nouvelle société de l'information marquée par la convergence des différents métiers issus des TIC et la disparition des frontières naturelles, le cadre juridique en cours devra être adapté et renforcé par de nouvelles dispositions.

Le cadre, juridique, réglementaire et de régulation des réseaux au Congo devra être identique quels que soient les types d'infrastructures, quelles que soient les technologies utilisées et quels que soient les services qu'ils permettent d'offrir aux utilisateurs. L'harmonisation du régime d'autorisation des réseaux de transport et d'accès, qu'ils utilisent une technologie filaire ou radioélectrique, constituera un pas important dans le sens d'une simplification. Il en va de même pour les bandes de fréquences utilisées pour les services de télécommunications et les services audiovisuels devront faire l'objet d'une gestion unifiée.

En particulier, l'élaboration de nouvelles lois, notamment les lois relatives au commerce électronique et à la création de zones franches dédiées aux TIC. Elles doivent figurer parmi les priorités de l'Etat, parce qu'elles constituent préalable indispensable pour un développement harmonieux des TIC au Congo.

6.2. Dispositions financières

Plusieurs pays africains ont pris conscience de la nécessité de mise en œuvre des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (Sénégal, Nigeria, Cameroun, Maroc, Tunisie, Algérie, Afrique du Sud, etc.), et engagé des actions stratégiques importantes à la mesure de l'enjeu (mise en place d'un réseau national de données, vulgarisation de l'Internet, création de Zones Franches de Technologies de l'Information, etc.).

Le Congo doit tirer profit de ses atouts pour mieux se positionner dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication. Pour ce faire, le financement du développement des TIC doit être une priorité absolue pour l'Etat, et il doit exprimer cette ambition à travers sa contribution à la dotation au Fonds de développement des Technologies de l'Information et de la Communication. Il doit également prendre toutes les dispositions pour que le secteur génère lui-même l'essentiel des ressources nécessaires à son expansion.

VII. RISQUES

Cette stratégie est confrontée à des risques certains, parmi lesquels il faut souligner :

- Un manque de volonté politique face à d'importantes priorités de développement à la base. Ce manque de volonté peut souvent être résumé par une incompréhension du rôle que peuvent jouer les TIC dans la lutte contre la pauvreté ;
- Le retard dans la mise en œuvre du projet fibre optique SAT3 ;
- La non consolidation du potentiel énergétique ;
- Le manque de sensibilisation sur les enjeux des TIC pour le Congo ;
- La résurgence de conflits armés dans certaines régions ;
- Les résistances face aux changements et en particulier aux changements amenés par l'introduction des TIC.
- Le manque de moyens humains, matériels et financiers
- Le niveau de détérioration actuelles des infrastructures de télécommunications au Congo qui nécessite des investissements importants
- Le manque d'appui des partenaires au développement
- Un cadre juridique insuffisant.

CONCLUSION

Cette stratégie constitue une réponse à l'incontournable responsabilité qui est celle du Gouvernement de faire entrer la République du Congo dans l'ère de la société de l'information et réduire la fracture numérique aux niveaux national et international. Si demain la République du Congo veut être présente au rendez-vous de la société de l'information, elle se doit d'être active dès maintenant sur les inforoutes ; « faute de quoi elle restera au bord de la route ».

Il est donc essentiel que la stratégie soit mise en œuvre rapidement, pour éviter que les technologies soient obsolètes d'une part, et d'autre part pour permettre une vulgarisation de l'Internet afin d'atteindre les objectifs stratégiques qui ont été fixés.

Toutefois, si cette responsabilité interpelle à plus d'engagement de la part de l'Etat, des partenariats indispensables avec la société civile, le secteur privé et les organismes internationaux doivent être établis pour la réalisation des objectifs.

Les TIC étant considérés comme un instrument puissant au service du développement humain et de la lutte contre la pauvreté, le Congo doit tirer profit de l'exploitation des TIC en adéquation avec ses objectifs de développement national en garantissant une diffusion des avantages de la société de l'information tous azimuts et au profit de toutes les couches de la société.

C'est la perspective de cette stratégie qui avant tout va appuyer les réformes dans lesquelles le Congo est en train de s'engager, particulièrement le Programme pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance, qui vient d'être approuvé par la communauté financière internationale, dont les objectifs essentiels sont la promotion de la croissance économique et l'amélioration des conditions de vie de la population

Bibliographie

PNUD/UIT, *«Politique, Stratégie et Actions Prioritaires en vue de la relance du secteur des télécommunications de la République du Congo Volume I,II, III, IV »*, juillet 2000.

Collection Internet au Sud, *«Construire le Cyberspace »* : Edition UNITAR, UNESCO, décembre 2001

Rapport Mondial sur le Développement Humain 2001, *«Mettre les Nouvelles Technologies au Service du Développement Humain »* – PNUD, 2001.

PNUD/UIT, *Stratégie, Mise en Place de Nœuds Internet et Développement des NTIC au Congo »* Rapport de mission, 2002, Désiré Karyabwuité

PNUD/UIT, *«Stratégie Nationale pour le Développement des NTIC au Congo »* Rapport de mission 2003, Jean-Marie Noagbodji

Ministère de l'économie et des Finances, *«Document Intérimaire de Stratégie de Réduction de la Pauvreté »*, 2004.

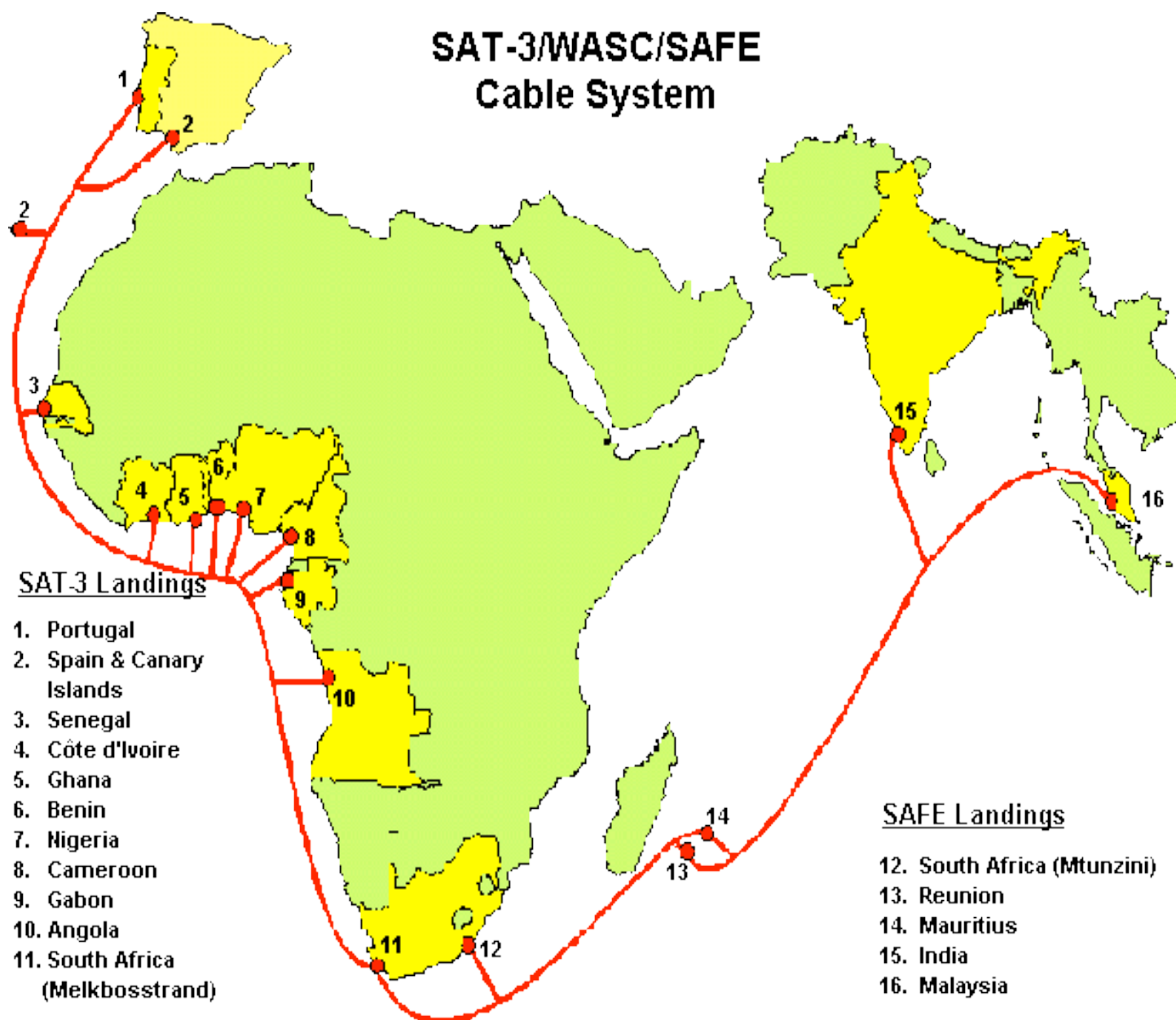
Gouvernement de la République du Congo, *«Rapport National sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement »* , août 2004

Annexe 1 : Projet de La Loi sur la société de l'Information

La loi sur la société de l'Information qui devra :

- ☐ Consacrer le principe de la liberté de l'accès à l'information ;
 - ☐ Adapter le régime des responsabilités en tenant compte de la nature de l'activité exercée par l'opérateur ;
 - ☐ Organiser la gestion de Nom de Domaine par un organe habilité ;
 - ☐ Mettre en place les textes d'application relatifs à la cryptologie ;
 - ☐ Créer et organiser l'activité des intermédiaires d'authentification,
 - ☐ Favoriser le commerce électronique, spécialement le téléservice avec une fiscalité adaptée ;
 - ☐ Consacrer le régime de la liberté au niveau de la communication audiovisuel ;
 - ☐ Renforcer les missions de la Haute autorité de l'audio visuel, en tenant compte de la convergence des métiers ;
 - ☐ Consacrer le principe de liberté de la presse ;
 - ☐ Prendre en compte l'édition en ligne
 - ☐ Adapter le régime des responsabilités des acteurs (droit de réponse),
 - ☐ Etendre la régulation à l'édition en ligne
 - ☐ Définir les professions publicitaires (loi sur les professions publicitaires) ;
 - ☐ Réglementer le contenu pour chaque type de supports ;
 - ☐ Définir les professions publicitaires (loi sur les professions publicitaires) ;
 - ☐ Réglementer le contenu pour chaque type de supports ;
 - ☐ Etendre la régulation à l'édition en ligne ;
 - ☐ Créer un cadre juridique pour la télémédecine (assurer la protection des données relatives aux patients) ;
 - ☐ Elaborer le code de la consommation adapté aux exigences de la société de l'information ;
 - ☐ Clarifier le domaine d'intervention des organes de régulation et celui de la commission de la concurrence ;
 - ☐ Intégrer les Recommandations de la BEAC concernant les moyens de paiement électronique ;
 - ☐ Assurer l'inter bancarité ;;
 - ☐ Introduire la monnaie électronique dans les transactions ;
 - ☐ Reconnaître la valeur juridique des documents numériques (contrats...) ;
 - ☐ Reconnaître la signature électronique ;
 - ☐ Reconnaître la preuve électronique des documents numériques.
 - ☐ Intégrer les nouvelles formes du travail (le télétravail) dans le code du travail;
- Réglementer l'utilisation des nouvelles technologies en entreprise.
- ☐ Adapter le code de procédure pénale à la société de l'information (production de preuves, intrusion malveillante sur un réseau, destruction de fichiers, etc.).
 - ☐ Modifier la charte nationale d'investissement existante en vue de la prise de mesures incitatives pour les sociétés investissant dans le domaine des NTIC (mesures fiscales, subventions, etc) ;
 - ☐ Reconduire l'ordonnance sur la défiscalisation du matériel informatique et des télécommunications,

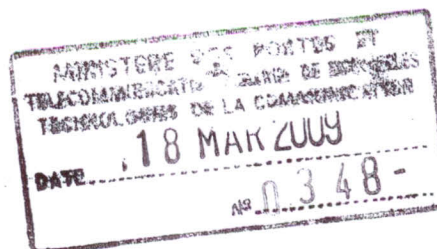
Annexe 2: CABLE SAT-3/WASC/SAFE



MINISTERE DES POSTES ET
TELECOMMUNICATIONS, CHARGE DES
NOUVELLES TECHNOLOGIES
DE LA COMMUNICATION

MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU BUDGET

REPUBLIQUE DU CONGO
*Unité*Travail*Progrès*



ARRETE N° 1 2 7 9 /MPTNTC/MEFB
fixant les montants des frais, droits et redevances en matière
d'utilisation des fréquences radioélectriques

LE MINISTRE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS, CHARGE
DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION ;

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n°1-2000 du 1^{er} février 2000 portant loi organique relative au régime financier de l'Etat ;

Vu la loi n° 14-97 du 26 mai 1997 portant réglementation du secteur des télécommunications ;

Vu le décret n°80-256 du 4 juin 1980 instituant des caisses de menues recettes, de menues dépenses et des caisses d'avance ;

Vu le décret n°99-188 du 29 octobre 1999 fixant les conditions de délivrance des autorisations d'établissement et d'exploitation des réseaux et des services de télécommunications ;

Vu le décret n°2000-187 du 20 août 2000 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n°2003-101 du 7 juillet 2003 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances et du budget ;

Vu le décret n°2003-110 du 7 juillet 2003 relatif aux attributions du ministre des postes et télécommunications, chargé des nouvelles technologies de la communication ;

Vu le décret n°2003-169 du 8 août 2003 portant attributions et organisation de la direction générale de l'administration des postes et télécommunications ;

Vu le décret n° 2007-615 du 30 décembre 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2008-62 du 31 mars 2008 fixant les conditions de gestion et de contrôle du spectre des fréquences radioélectriques ;

Vu l'arrêté n° 1886 du 11 octobre 1995 fixant les modalités de gestion des caisses de menues recettes.

Vu l'arrêté n°2711 du 07 mars 2005 fixant les montants des droits, taxes, frais et redevances en matière d'établissement et d'exploitation des réseaux et services de télécommunications.

ARRETENT :

Chapitre 1 : Dispositions générales

Article premier : Le présent arrêté fixe, en application de l'article 5 du décret n° 2008-62 du 31 mars 2008 susvisé, les montants des frais, droits, et redevances en matière d'utilisation des fréquences radioélectriques.

Le présent arrêté est applicable aux opérateurs des réseaux de télécommunications ouverts au public, aux opérateurs des réseaux indépendants, ainsi qu'aux prestataires des services des télécommunications.

Article 2 : Les frais, droits et redevances dont s'agit sont répertoriés comme suit :

- frais d'étude de dossier ;
- frais d'intervention ;
- droit d'examen de certificat de radioamateur ;
- droit d'examen de certificat d'opérateur de stations de radiocommunication ;
- redevance de gestion des fréquences ;
- redevance d'utilisation des fréquences.

Article 3 : Au sens du présent arrêté, les expressions ci-après sont définies ainsi qu'il suit :

- Service de radiocommunication : service impliquant la transmission, l'émission ou la réception d'ondes radioélectriques à des fins spécifiques de télécommunications.
- Service d'amateur : service de radiocommunication ayant pour objet l'instruction individuelle, l'intercommunication et les études techniques, effectuées par des amateurs, c'est-à-dire par des personnes dûment autorisées, s'intéressant à la technique de la radioélectricité à titre uniquement personnel et sans intérêt pécuniaire.
- Service fixe : service de radiocommunication entre points fixes déterminés.
- Service fixe par satellite : service de radiocommunication entre stations terriennes situées en des emplacements donnés lorsqu'il est fait usage d'un ou plusieurs satellites.
 - o L'emplacement donné peut être un point fixe déterminé ou tout point fixe situé dans des zones déterminées.
 - o Dans certains cas, ce service comprend les liaisons entre satellites qui peuvent également être assurées au sein du service inter satellites.
 - o Le service fixe par satellite peut, en outre, comprendre des liaisons de connexion pour d'autres services de radiocommunication spatiale.
- Service mobile : service de radiocommunication entre stations mobiles et stations terrestres ou entre stations mobiles.

- Service mobile aéronautique : service mobile entre stations aéronautiques et stations d'aéronefs ou entre stations d'aéronefs et auquel les stations d'engin de sauvetage peuvent également participer. Les stations de radiobalise de localisation des sinistres peuvent également participer à ce service sur des fréquences de détresse et d'urgence désignées.
- Service mobile aéronautique par satellite : service mobile par satellite dans lequel les stations terriennes mobiles sont situées à bord d'aéronefs. Les stations d'engin de sauvetage et les stations de radiobalise de localisation des sinistres peuvent également participer à ce service.
- Service mobile cellulaire : service mobile terrestre utilisant des techniques cellulaires telles que le Global System for Mobile Communications, en sigle GSM ou le Code Division Multiple Access ou Accès multiple par répartition en code, en sigle CDMA ().
- Service mobile maritime : service mobile entre stations côtières maritimes et stations de navire ou entre stations de communications de bord associées. Les stations d'engin de sauvetage et les stations de radiobalise de localisation des sinistres peuvent également participer à ce service.
- Service mobile fluvial : service mobile entre stations côtières fluviales et stations de navire, ou entre stations de navire ou entre stations de communication de bord associées. Les stations d'engin de sauvetage et les stations de radiobalise de localisation des sinistres peuvent également participer à ce service.
- Service mobile par satellite : service de radiocommunication :
 - o entre des stations terriennes mobiles et une ou plusieurs stations spatiales ou entre des stations spatiales utilisées par ce service ;
 - o entre des stations terriennes mobiles par l'intermédiaire d'une ou plusieurs stations.
- Service mobile terrestre : service mobile entre stations de base mobiles terrestres ou entre stations mobiles terrestres.
- Service de radioastronomie : service de radiocommunication fondé sur la réception des ondes radioélectriques d'origine cosmique.
- Service de radiomessagerie : service permettant à un usager de recevoir des messages courts composés de chiffres et/ou de lettres.
- Service de radiorepérage : service de radiocommunication aux fins de la détermination de la position, de la vitesse ou d'autres caractéristiques d'un objet ou de l'obtention de données relatives à ces paramètres à l'aide des propriétés de propagation des ondes radioélectriques.
- Station de radiocommunication : un ou plusieurs émetteurs ou récepteurs ou un ensemble d'émetteurs et de récepteurs y compris les appareils accessoires nécessaires pour

assurer un service de radiocommunication ou pour le service de radioastronomie en un emplacement donné.

- Station aéronautique : station terrestre du service mobile aéronautique. Dans certains cas, une station aéronautique peut être placée à bord d'un navire ou d'une plate-forme en mer.
- Station côtière maritime : station terrestre du service mobile maritime.
- Station côtière fluviale : station terrestre du service mobile fluvial.
- Station d'aéronef : station mobile du service aéronautique placée à bord d'un aéronef, autre qu'une station d'engin de sauvetage.
- Station de base : station terrestre du service mobile terrestre.
- Station de navire : station mobile du service maritime ou fluviale, placée à bord d'un navire, qui n'est pas amarré en permanence, autre qu'une station d'engin de sauvetage.
- Station expérimentale : station utilisant les ondes radioélectriques pour des expériences intéressant les progrès de la science ou de la technique.
- Station fixe : station du service fixe.
- Station mobile : station du service mobile destinée à être utilisée lorsqu'elle est en mouvement ou pendant des haltes en des points non déterminés.
- Station mobile terrestre : station mobile du service mobile terrestre susceptible de se déplacer en surface, à l'intérieur des limites géographiques d'un pays ou d'un continent.
- Station spatiale : station située sur un objet qui se trouve ou est destiné à aller, ou est allé, au-delà de la partie principale de l'atmosphère terrestre.
- Station terrestre : station du service mobile non destinée à être utilisée lorsqu'elle est en mouvement.
- Station terrienne : station située, soit sur la surface de la terre, soit dans la partie principale de l'atmosphère terrestre et destinée à communiquer :
 - o avec une ou plusieurs stations spatiales ;
 - o avec une ou plusieurs stations de même nature, à l'aide d'un ou plusieurs satellites réflecteurs ou autres objets spatiaux.
- Station terrienne d'aéronef : station terrienne mobile du service mobile aéronautique par satellite placée à bord d'un aéronef.

- Bande LF ou ondes kilométriques : ensemble de fréquences comprises entre 30 et 300 KHz.
- Bande MF ou ondes hectométriques : ensemble de fréquences comprises entre 300 et 3000 KHz.
- Bande HF ou ondes décamétriques : ensemble de fréquences comprises entre 3 et 30 MHz.
- Bande VHF ou ondes métriques : ensemble de fréquences comprises entre 30 et 300 MHz.
- Bande UHF ou ondes décimétriques : ensemble de fréquences comprises entre 300 et 3000 MHz.
- Certificat d'opérateur de stations de radiocommunication : attestation relative aux connaissances et aptitudes techniques et professionnelles exigées des opérateurs des stations de radiocommunication conformément au règlement des radiocommunications (certificat restreint de radiotéléphoniste, certificat général d'opérateur radiotéléphoniste, certificat de radioélectricien de première ou de deuxième classe, certificat restreint d'opérateur du SMDSM, certificat général d'opérateur du SMDSM).
- Certificat de radioamateur : attestation relative aux connaissances et aptitudes techniques exigées des radioamateurs, conformément au règlement des radiocommunications.
- Réseau temporaire : réseau dont la durée d'établissement et d'exploitation est inférieure à trois mois.
- Système GMPCS : tout système à satellite capable de fournir des services de télécommunication directement aux utilisateurs finaux à partir d'une constellation de satellites quelles que soient l'orbite de ces satellites et l'étendue de leur couverture.
- Station HUB : une station terrienne fixe ou VSAT relevant du réseau du titulaire d'une licence ou autorisation et ayant une responsabilité directe sur l'usage des fréquences d'émission au sol et depuis le satellite. Elle est également responsable du contrôle de l'accès au satellite et de la signalisation du réseau.
- Station de boucle locale radio : station du service fixe permettant de raccorder les abonnés d'une zone aux réseaux des exploitants publics de télécommunication.
- Canal de fréquences : une porteuse de fréquences avec une largeur de bande déterminée.
- SMDSM/GMDSS : le système mondial de détresse et de sécurité en mer en sigle SMDSM/GMDSS conçu pour permettre aux stations de navires de transmettre des messages d'alerte et de détresse depuis toutes les zones de navigation.

- Largeur de bande : largeur de bande de fréquences occupée pour assurer la transmission de l'information avec la qualité requise.
- Contrôle : contrôle technique des stations de radiocommunications que l'autorité de régulation effectue dans le cadre de ses missions.
- Frais d'étude de dossier : frais non remboursables perçus au moment du dépôt ou du renouvellement du dossier de demande d'autorisation de fréquences radioélectriques.
- Frais d'intervention : frais exceptionnels payables par l'utilisateur des fréquences, suite à l'intervention de l'administration, en cas de :
 - brouillage préjudiciable ;
 - non-conformité des équipements ;
 - non-respect de la réglementation en vigueur.
- Redevance d'utilisation des fréquences : redevance due pour l'utilisation des fréquences radioélectriques.
- Redevance de gestion de fréquences : redevance due du fait de la gestion des fréquences par l'autorité de régulation.

Tous les autres termes utilisés dans le présent arrêté prennent la définition qui leur est accordée par l'union internationale des télécommunications.

Chapitre 2 : Des montants et des modalités de paiement des frais, droits et redevances

Article 4 : Les montants des frais, droits et redevances ci-dessus indiqués sont fixés ainsi qu'il suit :

Tableau 1 : Frais et redevance applicables aux stations du service d'amateur, aux stations expérimentales et aux stations de radiorepérage

Frais et redevance	Conditions	Montant en FCFA
Frais d'étude de dossier	Par dossier	30 000
Redevance de gestion de fréquences	Par station	15 000

Tableau 2 : Frais et redevance applicables aux stations d'aéronef et aux stations de navires

Frais et redevance	Conditions	Montant en FCFA
Frais d'étude de dossier	Par dossier	50 000
Redevance de gestion des fréquences	Par station	25 000

Tableau 3 : Frais et redevance applicables aux stations aéronautiques, aux stations côtiers maritimes et aux stations côtiers fluviales

Frais et redevance	Conditions	Montant en FCFA
Frais d'étude de dossier	Par dossier	50 000
Redevance de gestion des fréquences	Par bande et par station a) dans la bande MF b) dans la bande HF c) dans la bande VHF d) dans d'autres bandes	100 000 200 000 250 000 400 000

- Un abattement de 80 % est consenti aux stations côtières fluviales.

Tableau 4 : Frais et redevances applicables aux stations du fixe et/ou mobile terrestre, fréquences < 1 GHz

Frais et redevances	Conditions	Montant en FCFA
Frais d'étude de dossier	Par dossier	50 000
Redevance de gestion des fréquences	Par fréquence assignée ou par canal de 12,5 kHz et par station a) dans la bande HF b) dans la bande VHF c) dans la bande UHF	5 000 25 000 25 000 Une remise ou un taux de dégressivité est appliqué suivant le nombre de stations : -0% pour les 25 premières stations ; -50% pour les 25 stations suivantes -75% au dessus de la 50 ^{ème} station.
Redevance d'utilisation des fréquences (RUF)	Par fréquence assignée et nombre de liaisons desservies : a) dans la bande HF b) dans la bande VHF c) dans la bande UHF	Mode de calcul RUF= N x 500.000 RUF=N x 50.000 RUF=N x 50.000 Soient : N= n (n-1)/2 N : nombre de liaisons n : nombre de stations Une remise ou taux de dégressivité est appliqué suivant le nombre de liaisons établies : 0% pour les 5 premières liaisons ; 20% pour les 5 liaisons suivantes ; 40% pour les 20 liaisons suivantes ; 60% pour les 20 autres liaisons suivantes ; 80% pour les 10 liaisons suivantes ; 90% à partir de la 61 ^{ème} liaison.

de 40 % est consenti aux stations ferroviaires et aux stations des sociétés de

Un abattement
gardiennage.

Un abattement de 80 % est consenti aux stations de radiotéléphonie publique dans la bande HF.

Les stations exploitées dans la bande HF, par les associations et ONG reconnues par l'Etat, sont exonérées du paiement de la redevance d'utilisation des fréquences.

Tableau 5 : Frais et redevances applicables aux réseaux à ressources partagées ou Trunking - 3RP

Frais et redevances	Conditions	Montant en FCFA
Frais d'étude de dossier	Par dossier	150 000
Redevance de gestion des fréquences	Par réseau	500 000
Redevance d'utilisation des fréquences	Par canal duplex	1 000 000

Tableau 6 : Frais et redevances applicables aux stations fixes FH opérant dans la bande de fréquence au dessus de 1 GHZ, cas des opérateurs publics

Frais et Redevances	Conditions	Montant en FCFA
Frais d'étude de dossier	Par dossier	200 000
Redevance de gestion des fréquences	Par station	25 000 Une remise ou un taux de dégressivité est appliqué suivant le nombre de stations : - 0% pour les 25 premières stations ; - 50% pour les 25 stations suivantes - 75% au dessus de la 50 ^{ème} station.
Redevance d'utilisation de fréquences	Selon la capacité de la liaison par faisceau hertzien et par fréquence assignée (bande de fréquences comprise entre 1GHz et 10 GHz)	
	Jusqu'à 2 Mbps	1200 000
	Jusqu'à 2x2 Mbps	1 500 000
	Jusqu'à 4x2 Mbps	2 500 000
	Jusqu'à 8x2 Mbps	3 500 000
	Jusqu'à 34 Mbps	5 000 000
	Jusqu'à 2x34 Mbps	8 000 000
	Jusqu'à 2X72 Mbps	10 000 000
	Au delà de 2X72 Mbps : - pour les 2X72 Mbps - par fraction indivisible de 16 Mbps en sus	10 000 000 200 000

Il est appliqué une réduction de :

- 30%, pour les bandes de fréquences comprises entre 10 et 20 GHz ;
- 50% pour les bandes de fréquences supérieures à 20 GHz.

Tableau 7 : Frais et redevances applicables aux stations fixes FH opérant dans la bande de fréquence au dessus de 1 GHz, cas des opérateurs des réseaux indépendants

Frais et Redevances	Conditions	Montant en FCFA
Frais d'étude de dossier	Par dossier	400 000
Redevance de gestion des fréquences	Par station	50 000 Une remise ou un taux de dégressivité est appliqué suivant le nombre de stations : - 0% pour les 25 premières stations ; - 50% pour les 25 stations suivantes - 75% au dessus de la 50 ^{ème} station.
Redevance d'utilisation de fréquences	Selon la capacité de la liaison par faisceau hertzien et par fréquence assignée (bande de fréquences comprise entre 1GHz et 10 GHz) Jusqu'à 2 Mbps Jusqu'à 2x2 Mbps Jusqu'à 4x2 Mbps Jusqu'à 8x2 Mbps Jusqu'à 34 Mbps Jusqu'à 2x34 Mbps Jusqu'à 2X72 Mbps Au delà de 2X72 Mbps : - pour les 2X72 Mbps - par fraction indivisible de 16 Mbps en sus	4 320 000 5 400 000 9 000 000 12 500 000 18 000 000 26 400 000 36 000 000 36 000 000 400 000

Il est appliqué une réduction de :

- 30%, pour les bandes de fréquences comprises entre 10 et 20 GHz ;
- 50% pour les bandes de fréquences supérieures à 20 GHz.

Tableau 8 : Frais et redevances applicables aux stations des exploitants de réseaux des communications ouverts au public BLR

Frais et redevances	Conditions	Montant en FCFA
Frais d'étude de dossier	Par dossier	200 000
Redevance de gestion de fréquences	Redevance de gestion de fréquences par réseau	Sans relais : 300 000 Par ajout d'un relais :100 000
Redevance d'utilisation de fréquences	Redevance d'utilisation par canal de 1Mbps Par canal de fréquence (de 1 MHz) attribué Stations Boucle locale Radio (service fixe) : - Fréquences entre 2,3 et 3,8 GHz - Fréquences entre 3,8 et 10 GHz - Fréquences entre 10 et 19,7 GHz - Fréquences supérieures à 19,7 GHz	750 000 500 000 300 000 200 000

Tableau 9 : Frais et redevances applicables aux stations des exploitants de réseaux des télécommunications indépendants BLR

Frais et redevances	Conditions	Montant en FCFA
Frais d'étude de dossier	Par dossier	400 000
Redevance de gestion des fréquences	Redevance de gestion de fréquences par réseau	Sans relais : 300 000 Par ajout d'un relais :100 000
Redevance d'utilisation des fréquences	Redevance d'utilisation par canal de 1Mbps Par canal de fréquence (de 1 MHz) attribué Stations Boucle locale Radio (service fixe) : - Fréquences entre 2,3 et 3,8 GHz - Fréquences entre 3,8 et 10 GHz - Fréquences entre 10 et 19,7 GHz - Fréquences supérieures à 19,7 GHz	400 000 300 000 200 000 100 000

Tableau 10 : Redevances applicables aux stations des exploitants de réseaux de téléphone mobile cellulaire

Redevances	Conditions	Montant en FCFA
Redevance de gestion des fréquences	Redevance de gestion de fréquences pour l'ensemble du réseau de l'opérateur	75 000 000
Redevance d'utilisation des fréquences	Par canal de fréquence (de 200 KHz) attribué Service mobile dans les bandes de fréquences : - [400 - 470] MHz - [800 - 960] MHz -[1700 - 1800] MHz - Autres bandes	1 000 000 1.000.000 1 000 000 2.000.000

Tableau 11 : Frais et redevances applicables aux réseaux indépendants utilisant les stations VSAT

Frais et Redevances	Conditions	Montant en FCFA
Frais d'étude de dossier	Par dossier	1 .000.000
Redevance de gestion des fréquences	Par station VSAT	800. 000
Redevance d'utilisation des fréquences (par porteuse)	Par capacité en liaison montante <ul style="list-style-type: none">- jusqu'à 32 kbps- de 32,1 à 64 kbps- de 64,1 à 128 kbps- de 128,1 à 256 kbps- de 256,1 à 512 kbps- de 512,1 à 1024 kbps- de 1024,1 à 2048 kbps- de 2.1 à 3.0 Mbps- de 3.1 à 4.0 Mbps- plus de 4.0 Mbps	<ul style="list-style-type: none">800 0001 600 0003 200 0006 400 00012 800 00025 600 00097 200 000111 600 000126 000 000200 000 000

Tableau 12 : Frais et redevances applicables aux réseaux indépendants utilisant les stations VSAT avec HUB local

Frais et redevances	Conditions	Montant en FCFA
Frais d'étude de dossier	Par dossier	1 .000.000
Redevance de gestion de fréquences	Par HUB	800. 000
Redevance d'utilisation de fréquences (par porteuse)	Par capacité en liaison montante <ul style="list-style-type: none">- jusqu'à 32 kbps- de 32,1 à 64 kbps- de 64,1 à 128 kbps- de 128,1 à 256 kbps- de 256,1 à 512 kbps- de 512,1 à 1024 kbps	<ul style="list-style-type: none">800 0001 600 0003 200 0006 400 00012 800 000

	<ul style="list-style-type: none"> - de 1024,1 à 2048 kbps - de 2.1 à 3.0 Mbps - de 3.1 à 4.0 Mbps - plus de 4.0 Mbps 	25 600 000 97 200 000 111 600 000 126 000 000 200 000 000
Redevance d'utilisation de fréquences par VSAT (hors station HUB) installée par exploitant titulaire d'une autorisation	<ul style="list-style-type: none"> - pour les 5 premières stations : - de la 6^{ème} à la 10^{ème} station : - de la 11^{ème} à la 15^{ème} station : - de la 16^{ème} à la 20^{ème} station : - de la 21^{ème} à la 25^{ème} station : - au-delà de 26 stations : 	100 000 90 000 80 000 70 000 60 000 60 000

Tableau 13 : Frais et redevances applicables aux réseaux ouverts au public utilisant les stations VSAT

Frais et redevances	Conditions	Montant en FCFA
Frais d'étude de dossier	Par dossier	600 000
Redevance de gestion de fréquences	Par station VSAT	400 000
Redevance d'utilisation des fréquences (par porteuse)	Par capacité en liaison montante <ul style="list-style-type: none"> - jusqu'à 32 kbps - de 32,1 à 64 Kbps - de 64,1 à 128 kbps - de 128,1 à 256 kbps - de 256,1 à 512 kbps - de 512,1 à 1024 kbps - de 1024,1 à 2048 kbps - à plus de 2048 kbps par ajout de 16 kbps indivisibles	400 000 800 000 1 600 000 3 200 000 6 400 000 12 800 000 25 600 000 200 000
Redevance d'utilisation des fréquences Par station de type VSAT (hors station HUB) installée par un exploitant titulaire d'une licence	<ul style="list-style-type: none"> - pour les 5 premières stations : - de la 6^{ème} à la 10^{ème} station : - de la 11^{ème} à la 15^{ème} station : - de la 16^{ème} à la 20^{ème} station : - de la 21^{ème} à la 25^{ème} station : - au-delà de 26 stations : 	50 000 45 000 40 000 35 000 30 000 25 000

Tableau 14 : Frais et redevances applicables aux réseaux ouverts au public utilisant les stations VSAT avec HUB local

Frais et redevances	Conditions	Montant en FCFA
Frais d'étude de dossier	Par dossier	600 000
Redevance de gestion des fréquences	Par station VSAT	400 000
Redevance d'utilisation des fréquences (par porteuse)	Par capacité en liaison montante <ul style="list-style-type: none">- jusqu'à 32 kbps- de 32,1 à 64 kbps- de 64,1 à 128 kbps- de 128,1 à 256 kbps- de 256,1 à 512 kbps- de 512,1 à 1024 kbps- de 1024,1 à 2048 kbps- à plus de 2048 kbps par ajout de 16 kbps indivisibles	<ul style="list-style-type: none">400 000800 0001 600 0003 200 0006 400 00012 800 00025 600 00025 600 000 200 000
Redevance d'utilisation des fréquences Par station de type VSAT (hors station HUB) installée par un exploitant titulaire d'une licence	<ul style="list-style-type: none">- Pour les 5 premières stations :- de la 6^{ème} à la 10^{ème} station :- de la 11^{ème} à la 15^{ème} station :- de la 16^{ème} à la 20^{ème} station :- de la 21^{ème} à la 25^{ème} station :- au-delà de 26 stations :	<ul style="list-style-type: none">50 00045 00040 00035 00030 00025 000

Tableau 15 : Frais et redevances applicables aux micro VSAT

Taxes et redevances	Conditions	Montant en FCFA
Frais d'étude de dossier	Par dossier	100.000
Redevance de gestion de fréquences	Par station VSAT	125. 000
Redevance d'utilisation de fréquences (par porteuse)	Par capacité en liaison montante - jusqu'à 32 kbps - de 32,1 à 64 kbps - de 64,1 à 128 kbps - de 128,1 à 256 kbps - de 256,1 à 512 kbps - de 512,1 à 1024 kbps - de 1024,1 à 2048 kbps - à plus de 2048 kbps - par ajout de 16 kbps indivisibles	50 000 100 000 200 000 250 000 375 000 625 000 1 000 000 1 000 000 50 000

Tableau 16 : Frais et redevances applicables aux stations des exploitants de réseaux publics de télécommunications ou GMPCS

Frais et redevances	Conditions	Montant en FCFA
Frais d'étude de dossier	Par dossier	40 000
Redevance de gestion des fréquences	Par station	250 000
Redevance d'utilisation des fréquences	Par capacité de fréquence équivalente à 25 KHz indivisible pour des systèmes GMPCS non géostationnaires fournissant des services de messagerie ou de localisation dans les bandes 148 - 149,9 MHz.	285 000
	Par capacité de fréquence équivalente à 200 KHz indivisible pour des systèmes GMPCS non géostationnaires fournissant des services de téléphonie dans les bandes 1610 - 1625,5 MHz.	1 150 000
	Par capacité de fréquence équivalente à 200 KHz indivisible pour des systèmes GMPCS géostationnaires fournissant des services de téléphonie dans les bandes 1626,5 - 1660,5 MHz ou 1525 - 1559 MHz.	1 150 000

Tableau 17 : Frais et redevances applicables aux réseaux de radiorecherche et de radiomessagerie ou paging

Frais et redevances	Conditions	Montant en FCFA
Frais d'étude de dossier	Par dossier	50 000
Redevance de gestion des fréquences	Par réseau	100 000
Redevance d'utilisation des fréquences	Par réseau	500 000

Tableau 18 : Droits d'examen de certificat de radioamateur et d'opérateur de stations de radiocommunication

Conditions	Montant en FCFA
Par type d'examen et de certificat	
Pour chaque catégorie d'examen subi au cours d'une même session :	
1- Certificat d'opérateur du service radioamateur (toutes catégories)	10 000
2- Certificats d'opérateur de stations de radiocommunication	
- Certificat de radioélectronicien de 1ère ou de 2ème classe	15 000
- Certificat général de radiotéléphoniste	15 000
- Certificat restreint de radiotéléphoniste	10 000
- Certificat restreint d'opérateur pour les besoins du SMDSM	10 000
- Certificat général d'opérateur pour les besoins du SMDSM	15 000
3 - Autres certificats	15 000

La somme des droits ci-dessus concernant chaque type de certificat est réduite de 25% lorsque les épreuves de deux ou plusieurs examens sont passées en même temps. Elle est augmentée de 5000 FCFA lorsque ces examens sont subis au lieu d'utilisation de la station.

Article 5 : Le montant des frais d'intervention est fixé à 1.000.000 F CFA.

Article 6 : Les frais fixés aux articles 4 et 5 du présent arrêté sont réglés exclusivement contre quittance auprès du régisseur, agent du trésor public affecté à demeure par le ministre en charge des finances, qui est tenu d'en faire des versements au trésor public.

Ces versements font l'objet d'une ou de plusieurs déclarations de recettes.

Article 7 : Une ristourne sur les fonds recouvrés, déductible sur les crédits alloués, avant versement au trésor public, est concédée à l'administration génératrice de menues recettes, ainsi qu'il suit :

- trésor public : 2/3
- administration génératrice de recettes : 1/3

Article 8 : Cette ristourne est soumise d'une part, à l'émission des titres de règlement en régularisation et d'autre part, selon les cas, au paiement des titres régulièrement émis.

Article 9 : Toute dépense sur la ristourne ne peut être autorisée que par le ministre en charge des télécommunications ou l'un de ses délégués.

Article 10 : Les caisses de menues recettes sont assujetties aux différents contrôles des services compétents du ministère en charge des finances.

Article 11 : Les modalités de paiement des frais, droits et redevances définies aux articles 4 et 5 du présent arrêté, sont fixées ainsi qu'il suit :

- les frais d'étude de dossier sont forfaitaires et non remboursables ; ils sont exigibles au moment du dépôt ou du renouvellement du dossier ;
- les frais d'intervention sont exigibles pendant l'intervention de l'autorité de régulation ;
- la redevance d'utilisation des fréquences radioélectriques est annuelle et due à compter de la date de mise en exploitation du réseau ;
- la redevance de gestion de fréquences est annuelle et due à compter de la date de délivrance de l'autorisation ;

- le droit d'examen de certificat de radioamateur et d'opérateur de stations de radiocommunication est exigible avant le déroulement de l'examen.

Chapitre 4 : De la procédure de recouvrement

Article 12 : L'autorité de régulation adresse, une facture à chaque opérateur, au profit du trésor public.

Chapitre IV : Des pénalités

Article 13 : Sans préjudice de l'application des sanctions prévues par la loi portant réglementation du secteur des télécommunications, seront frappés d'une pénalité de :

- 3.000.000 FCFA à 5.000.000 F CFA, les auteurs d'installation et/ou d'exploitation illicite d'une station radioélectrique ;
- 100.000 F CFA à 3.000.000 F CFA, les auteurs de refus de contrôle ;
- 10% du montant de la facture, les auteurs de non paiement de la facture dans les délais prescrits.

Le non paiement de la dette avec majoration expose son auteur aux poursuites prévues par les textes en vigueur.

Chapitre V : Dispositions diverses et finales

Article 14 : L'inobservation des dispositions du présent arrêté entraîne les sanctions prévues par les textes en vigueur.

Article 15 : Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux organisations internationales et de coopération ayant signé un accord de siège avec le Gouvernement de la République du Congo.

Article 16 : Le directeur général de l'administration centrale des postes et télécommunications, le directeur général du budget et le directeur général du trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le

12 mars 2009

Le ministre des postes et télécommunications, chargé des nouvelles technologies de la communication,

T.D -

Thierry MOUNGALLA

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,

Pacifique ISSOÏBEKA



Usages du téléphone mobile en Afrique subsaharienne

Contrat de recherche avec Orange Labs

Isabelle Garron

Institut TELECOM/TELECOM ParisTech/CNRS-LTCI

premier état des résultats

Atelier du Lundi -28 janvier 2008

Les fonctionnalités de communication

- **SMS**

- ⇒ moins chers
- ⇒ Transmission d'informations pratiques
- ⇒ Pratique dévalorisée

- **Appels Vocaux**

- ⇒ Facilitent « la résolution des pb »
- ⇒ Permettent de maintenir des règles de salutation
- ⇒ Autorisent un nombre plus important de transactions

- **Le beepage :**

- ⇒ Signal d'une demande d'appel et de prise en charge
- ⇒ Institution de codes entre personnes et communautés
- ⇒ Culture du « signal message » et de la sonnerie .

- **La messagerie vocale**

- ⇒ peu utilisée

- **MMS**

- ⇒ Accès réduit (voir terrain Tchad)

- **Le bluetooth pour échanges de fichiers**

Atelier du Lundi - 28 janvier 2008 - 22

Le mobile et la musique 1/1

(Terrain d'approche : Congo-Brazzaville)

- Rôle important de la musique dans les relations interpersonnelles et pour les grands événements de la vie
- La musique, véhicule de message (chaque son émis par un instrument peut avoir une signification donnée compréhensible par les membres de la communauté)
- Musique omniprésente dans la ville et dans la vie
- Moyen de communication des politiques
- Emblème de la culture congolaise
- Une actualité musicale (traditionnelle / moderne) liée à l'histoire du pays et des populations
- Un outil pour les professionnels de la musique

Atelier du Lundi - 28 janvier 2008 - 23



Une activité autour de l'échange de fichiers musicaux- 2/3

- **Deux modes principaux d'échange :**
 - ⇒ D'ordinateur à téléphone
 - ⇒ De téléphone à téléphone* (bluetooth)
- **Une plateforme d'activités entre professionnels, de publics et lieux de transaction**
 - ⇒ Les cybercafés sont les premiers à faire du transfert de fichiers musicaux une source de revenus (de 150 à 400 FCfa la chanson, téléchargent soit par câble, soit par Bluetooth)
 - ⇒ Services « ambulants », de personne à personne.
 - ⇒ studios d'enregistrement parce qu'ils sont les premiers à détenir les nouveautés des musiques locales. (diffusion en avant première de morceaux qui ne sont pas sur le marché – diffusion par séquences de quelques minutes- ces extraits font l'objet d'un commerce)
- **Un marché parallèle prospère**
 - ⇒ Jusqu'à 5000 Fcfa de recette par jour d'échanges de fichiers pour un cyber
 - ⇒ Une personne peut dépenser de 1500 à 2500 frs Cfa par mois



République du Congo

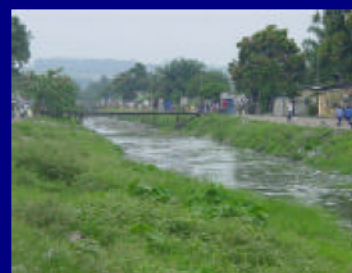


Système des Nations Unies
au Congo

RAPPORT NATIONAL SUR LES OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT



Août 2004



I/ CONTEXTE DU DEVELOPPEMENT

1.1. Situation géographique et démographique

A cheval sur l'équateur, la République du Congo est un pays de l'Afrique Centrale qui s'étend sur 342.000 km². Elle est limitée au nord par le Cameroun et la République Centrafricaine, au sud par l'Angola (avec l'enclave du Cabinda), à l'est par la République Démocratique du Congo dont elle est séparée par le fleuve Congo et son affluent l'Oubangui, enfin à l'ouest par le Gabon et l'Océan Atlantique (170 km de côte). La République du Congo était considérée, jusqu'à la fin des années 1980, comme la principale porte d'entrée et de sortie de l'Afrique Centrale.

Avec un climat de type austral comportant une saison sèche qui s'étend de juin à septembre et une saison des pluies d'octobre à mai, le Congo est en grande partie couvert de forêts (60% du territoire national) et de savanes entrecoupées de galeries forestières. Le réseau hydrographique comporte deux principaux bassins fluviaux : le bassin du Congo constitué du fleuve Congo et de ses affluents et le bassin du Kouilou-Niari.

Estimée à 2.854.600 habitants en 2000, la population congolaise est composée de 51% de femmes et de 49% d'hommes. Elle est en majorité urbaine (66%) et se trouve concentrée dans la partie sud du pays (plus de 80%) ; la densité moyenne de population pour l'ensemble du pays est de 8,4 habitants au km². Pendant la dernière décennie (1990-2000), le taux annuel de croissance démographique a été de 3,2%.

1.2. Contexte politique et institutionnel

Le cadre institutionnel actuel, défini par la Constitution du 20 janvier 2002, consacre le régime présidentiel et la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Amorcée avec l'élection du Président de la République en mars 2002, la mise en place des différentes institutions prévues par cette constitution (Gouvernement, Assemblée Nationale, Sénat, Conseil Constitutionnel, Haute Cour de Justice, Conseil Economique et Social, Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, Médiateur de la République, Comité National des Droits de l'Homme) s'est achevée en août 2003. L'organisation politique et administrative actuelle subdivise le territoire national en onze départements placés sous la responsabilité des préfets.

1.2. Evolution économique et sociale récente et pauvreté

L'activité économique du pays est dominée par le secteur pétrolier dont la part dans le produit intérieur brut est passée de 33 % en 1980 à 53,6% en 2002. La part de ce secteur dans les exportations de biens et services et sa contribution aux recettes de l'Etat ont été respectivement de 87% et de 69,5% au cours de la même période.

La sylviculture et l'exploitation forestière, deuxième poste d'exportation du pays, ne représentaient que 1,1% du PIB en 2002 contre 5,1%, pour l'agriculture, l'élevage, la chasse et la pêche réunis, 5,2% pour les industries manufacturières et 27% pour les services.

Entre 1990 et 2000, le PIB a évolué au rythme moyen annuel de -0,2%, contrairement à la décennie précédente où le taux de croissance annuel moyen a été de 3,3%. Cette régression est à mettre au compte de l'instabilité de l'environnement macro-économique due elle-même aux remous sociopolitiques qui, dès le début de la décennie, ont marqué la fin du monopartisme et surtout aux conflits armés à répétition qui ont suivi (1993-1994, 1997, 1998-1999).

C'est ainsi que l'économie congolaise a été marquée, au cours de la décennie 1990 par d'importants déséquilibres financiers, notamment en ce qui concerne les finances publiques dont le déficit courant en pourcentage du PIB s'est situé à -14 % en 1990 et à -8,6 % en 1998. Une légère amélioration est toutefois enregistrée depuis l'an 2000 grâce à l'augmentation du prix du pétrole et l'appréciation du dollar qui ont favorisé l'augmentation des recettes pétrolières. De même, le poids du service de la dette est demeuré important puisqu'il a représenté 21,4 % des recettes d'exportation et 23,6 % des recettes totales de l'Etat en 2000.

Une autre tendance enregistrée au cours de cette période est la baisse du revenu par habitant (-3,4% en moyenne par an entre 1990 et 2000) et de la consommation des ménages ainsi que l'accentuation de la pauvreté humaine. Ainsi, l'Indicateur de Développement Humain (IDH) est passé de 0,538 en 1990 à 0,502 en 2001, l'espérance de vie à la naissance de 52,1 à 48,5, le taux net de scolarisation dans le primaire de 81,6% à 77,4% et l'Indicateur de la Pauvreté Humaine (IPH-1) de 31,1 à 34,5.

Encadré 1 : Renforcer le système national d'information et la base statistique.

L'un des obstacles majeurs à la réalisation et au suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en République du Congo est la faiblesse de la base statistique.

En République du Congo, comme dans plusieurs pays en développement, la base statistique présente des lacunes considérables pour la quasi-totalité des indicateurs, mais aussi d'importants problèmes de pertinence, de précision, de cohérence et de fiabilité. Non seulement les données sont quantitativement insuffisantes, mais même lorsqu'elles sont disponibles, elles cadrent rarement avec les indicateurs retenus pour les OMD. Ceci est aussi vrai pour la pauvreté monétaire que pour la santé, les inégalités sociologiques entre le sexes, l'emploi et l'environnement.

On constate par ailleurs de graves incohérences au sein du système national d'information, de même qu'une absence de concertation systématique entre le Centre National de Statistique et des Etudes Economiques (CNSEE) et les différents ministères. Il en résulte une très grande inefficacité, des résultats d'enquêtes peu exploitables car produits à partir de définitions et de méthodes hétérogènes, et des discordances entre les statistiques nationales et internationales.

Or, les OMD nécessitent de disposer de statistiques fiables, pertinentes et aussi récentes que possible pour orienter l'action publique, amener les dirigeants à rendre des comptes, suivre les progrès et évaluer les résultats.

Le Gouvernement congolais et les partenaires bilatéraux et multilatéraux doivent reconnaître que le renforcement des systèmes statistiques est primordial pour atteindre les OMD. Plutôt que de se focaliser sur les résultats à court terme, ils devraient concentrer leurs efforts sur la planification à long terme et mieux utiliser les ressources et connaissances locales.

Pour favoriser l'émergence d'un appareil statistique solide et réduire au minimum les distorsions en termes de priorités et résultats, la collecte et l'analyse des données doivent s'inscrire dans le cadre d'une stratégie statistique nationale.

Ces dernières années, plusieurs pays d'Afrique ont grandement amélioré leurs capacités statistiques en organisant leurs efforts en fonction des demandes nationales. Ainsi, en Ouganda et au Malawi par exemple, les investissements consacrés par les donateurs et par l'Etat aux enquêtes auprès des ménages et à l'analyse des données ont débouché sur une meilleure connaissance de la pauvreté : on a pu ainsi dresser une cartographie de ce fléau, s'accorder sur un seuil et définir un profil global des populations démunies.

Les OMD mettent en lumière les domaines réclamant une amélioration spectaculaire de l'appareil statistique national. Des enquêtes doivent être menées régulièrement sur les revenus et la consommation, en particulier pour évaluer l'extrême pauvreté et les conditions d'existence fondamentales des populations. Les autorités congolaises doivent aussi développer des programmes statistiques pour servir d'autres indicateurs sociaux visés par les OMD, notamment ceux concernant l'alimentation, la santé, l'éducation, l'emploi et l'environnement.

Source : Adapté de PNUD, RMDH 2003, Pages 35 et 36.

Encadré 2 : Définir et mettre en œuvre efficacement des politiques appropriées.

Jusqu'au milieu des années 1990, la République du Congo n'avait ni stratégie, ni politique explicite de lutte contre la pauvreté. Cette préoccupation était supposée trouver une solution à travers l'application des plans globaux de développement, puis des programmes d'ajustement structurel. Même l'agriculture, proclamée de manière récurrente « priorité des priorités » au début des années 1980, avait cessé dès le milieu de la même décennie de faire l'objet de stratégie ou de politique particulière. Par contre dans des domaines comme l'éducation et la santé des politiques ont toujours été définies. En ce qui concerne l'éducation par exemple, l'application de ces politiques a permis à la République du Congo d'enregistrer des taux bruts de scolarisation qui ont quelquefois dépassé 100%.

Lorsqu'on examine les stratégies et les politiques adoptées depuis le début des années 1990 dans ces différents domaines, deux caractéristiques essentielles de celles-ci se dégagent. La première est que ces politiques sont souvent inappropriées. En effet dans la plupart des cas, les objectifs qui y sont retenus ne tiennent pas compte des ressources humaines et financières disponibles. Ces politiques se révèlent en fin de compte irréalistes. Conséquence de l'inadéquation entre les objectifs et les ressources, la deuxième caractéristique de ces politiques est leur faible degré de mise en œuvre et leur inefficacité. Il en résulte une succession de plans et de programmes qui, loin d'améliorer les conditions de vie des populations, ont au contraire contribué à leur appauvrissement, généré un endettement excessif du pays, entraîné la dégradation des services de santé et de la qualité du système éducatif.

1.4. Principaux indicateurs du développement

Indicateur	Valeur	Année
Population (habitants)	2.854.000	2000
Taux annuel de croissance démographique	3,2 %	2001
Taux d'urbanisation	66 %	2001
Espérance de vie à la naissance	48,5 ans	2001
RNB par habitant (dollars des EU)	700	2001
Croissance annuelle du PNB par habitant	-3,4 %	1990-2000
Encours de la dette extérieure en pourcentage du PIB	180,7 %	2002
Personnes souffrant de malnutrition en pourcentage de la population totale	32 %	2000
Taux net de scolarisation dans le primaire	77,9 %	2002
Taux d'alphabétisation des adultes	81,8 %	2001
Taux de prévalence du VIH/Sida	7,2%	2002
Taux de mortalité liée au paludisme (pour 100.000 habitants)	78	2000
Taux de mortalité des moins de 5 ans	108 %	2001
Taux de mortalité maternelle (pour 100.000 naissances vivantes)	1100	2002
Indicateur du Développement Humain	0,502	2001

II/ OBJECTIF 1 : ELIMINER L'EXTREME PAUVRETE ET LA FAIM

2.1. Cible 1 : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour.

Indicateurs :

- Proportion de la population disposant de moins d'un dollar par jour ;
- Indice d'écart de la pauvreté ;
- Part du cinquième le plus pauvre de la population dans la consommation nationale.

2.1.1. Situation et tendances

Bien que les données chiffrées fassent largement défaut, les manifestations de la pauvreté témoignent qu'il s'agit d'un phénomène profond et généralisé qui nécessite un engagement total des autorités congolaises au plus haut niveau et des populations elles-mêmes.

La pauvreté monétaire touche la plus grande partie de la population congolaise, aussi bien en ville que dans les zones rurales. Le revenu moyen des congolais, mesuré par le PNB par habitant, s'est dégradé au cours de la décennie 1990-2000, d'environ 3,4 % par an en moyenne, entraînant une paupérisation de plus en plus accentuée. C'est ainsi qu'à Brazzaville, l'incidence de la pauvreté est passée de 40 % en 1993 à 69,3 % en 1995, tandis qu'elle était de 69,7 % à Pointe Noire en 1994.

Si l'on considère que de fortes disparités se cachent derrière ces chiffres, on peut affirmer que la situation de la plupart des congolais s'est fortement dégradée, notamment celle des populations en zones rurales, des femmes et des personnes vulnérables telles que les chômeurs, les retraités, les femmes chefs de ménage ou les handicapés.

Une enquête réalisée en 1997 (RPSA/OC) a permis de mesurer les disparités entre zones urbaines et zones rurales en matière de pauvreté monétaire. Selon cette enquête, la proportion des ménages pauvres étaient de 43,9% à Brazzaville, contre 48,5% à Vindza, 51,1% à Mouyondzi et 79,7% à Lékana, considérées comme zones rurales. Ces disparités sont confirmées par l'étude du PNUD (réalisée par le CERAPE) sur la pauvreté semi-rurale effectuée en 2003 dans les localités de Nkayi et de Ouessou, où la proportion des ménages pauvres était respectivement de 48,5 et 52,5%.

Cette même étude montre que les disparités sont également fortes selon le genre, l'activité principale, la profession ou le niveau d'instruction du chef de ménage. Ainsi, le pourcentage des ménages pauvres dirigés par une femme est de 72,7% à Nkayi et de 79,6 % à Ouessou ; la pauvreté à Nkayi touche surtout les chômeurs (71,4%) alors qu'à Ouessou, 100% des retraités vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Même si les données sur la pauvreté monétaire sont parcellaires et disparates, d'autres indicateurs sociaux attestent bien de l'accentuation de la pauvreté en République du Congo. Ainsi en est-il de l'Indicateur du développement humain (IDH) qui est passé de 0,538 en 1990 à 0,502 en 2001, de l'espérance de vie à la naissance (48,5 ans en 2001 contre 52,1 en 1990), du taux net de scolarisation dans le primaire (77,4% en 2000 contre 81,6% en 1990), de l'Indicateur de la pauvreté humaine (IPH-1) qui est passé de 31,1 en 1990 à 34,5 en 1999.



Famille démunie en milieu rural

En conclusion, la paupérisation des populations congolaises, quel que soit le critère considéré, s'est accentuée depuis 1990 sous l'effet de l'instabilité sociopolitique qu'a connue le pays, des contraintes extérieures telles que la dévaluation du FCFA en 1994, mais surtout du fait de l'inefficacité des politiques macro-économiques et sectorielles mises en œuvre.

2.1.2. Contraintes de l'objectif

Compte tenu d'importantes ressources dont dispose le Congo, le principal défi à relever pour atteindre l'objectif est celui de la conduite de politiques qui favorisent l'accélération de la croissance économique et qui garantissent un accès équitable des congolais aux ressources nationales, dans un environnement de paix et propice au développement du secteur privé et de la micro entreprise.

La réduction de la pauvreté se heurte principalement aux quatre contraintes suivantes :

- **le faible niveau de diversification de la base productive** : le secteur pétrolier fournissait en 53,6% du PIB 2002, 87% des exportations et 69,5% des recettes de l'Etat ;
- **le faible taux d'activité** : loin d'être perçue comme une fatalité, la pauvreté est au contraire considérée par les populations comme un mal surmontable, à condition d'avoir un emploi. Or le taux de chômage est passé de 19,3 % en 1990 à 29,9% en 1999 et le développement du secteur informel, secteur refuge, se heurte à de multiples contraintes ;
- **la mauvaise gouvernance** : par le gaspillage et/ou l'accaparement des ressources par une minorité, celle-ci entrave la croissance et la réduction de la pauvreté ;
- **le caractère peu incitatif** du cadre légal et réglementaire ainsi que de l'environnement administratif et financier.

2.1.3. Politiques et programmes

Les trois programmes élaborés successivement par le gouvernement depuis octobre 1997 n'ont abordé qu'indirectement la question de la pauvreté à travers les actions humanitaires d'urgence. Le programme intérimaire post-conflit 2000-2002 qui a retenu une dizaine d'objectifs dans le domaine de la lutte contre la pauvreté n'a connu qu'un faible niveau de décaissements en faveur des secteurs sociaux (10% en moyenne annuelle).

La stratégie de réduction de la pauvreté, en cours d'élaboration, consacre l'engagement du gouvernement à faire de la lutte contre la pauvreté sa priorité. Deux programmes triennaux de développement (2004-2006 et 2007-2009) sont envisagés et le premier est déjà adopté en Conseil de ministres.

2.1.4. Domaines de coopération

Au regard des caractéristiques de la pauvreté en République du Congo et des contraintes identifiées, trois domaines de coopération peuvent être considérés comme prioritaires :

- **le renforcement de la bonne gouvernance** : lutter contre la fraude et la corruption, rendre opérationnelle la Cour des Comptes, réglementer les marchés publics, promouvoir la transparence dans

l'exécution du budget de l'Etat et l'efficacité dans l'allocation des ressources, promouvoir le partenariat ;

- **l'élaboration et la mise en œuvre rapides d'une stratégie de réduction de la pauvreté appropriée et efficace** ;
- **le financement du développement des infrastructures physiques et sociales**, condition indispensable à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité, ainsi qu'à une meilleure mise à disposition des services sociaux de base ;
- **le renforcement et le développement du système d'information statistique**, compte tenu de l'insuffisance de la base statistique et de la nécessité d'un suivi efficace des politiques et programmes mises en œuvre.

2.1.5. Conclusion

Malgré l'insuffisance des données statistiques, on peut affirmer que le contexte et les politiques des années 1990 ont accentué la pauvreté monétaire et humaine en République du Congo.

Si le contexte semble s'améliorer depuis le début de la présente décennie, la nature des contraintes à lever laisse difficilement présager d'une possible réduction de la pauvreté d'ici 2015, sans un appui plus conséquent de la communauté internationale et surtout sans une volonté politique et une mobilisation générale de l'ensemble des acteurs nationaux.

2.1.6. Evaluation de l'environnement

Environnement	Appréciation
Capacité de collecte des données	Fort Moyen Faible
Qualité de l'enquête récente (PNUD-CERAPE 2003)	Fort Moyen Faible
Capacité de traitements statistiques	Fort Moyen Faible
Capacité d'intégration des analyses statistiques dans l'élaboration de politiques et de mécanismes d'allocation de ressources	Fort Moyen Faible
Mécanisme d'évaluation et de management	Fort Moyen Faible

2.2. Cible 2 : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim.

Indicateurs :

- **Pourcentage des enfants de moins de cinq ans présentant une insuffisance pondérale ;**
- **Proportion de la population n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorique.**

2.2.1. Situation et tendances

La République du Congo dispose de ressources en terres et en eau largement suffisantes pour assurer la sécurité alimentaire de l'ensemble de sa population. Malheureusement, ces ressources sont très peu exploitées, les activités agricoles et rurales étant en perte de vitesse depuis des décennies et insuffisantes pour satisfaire la demande de produits agricoles. En conséquence, le pays est fortement dépendant de l'extérieur pour se nourrir et les conflits armés n'ont fait qu'exacerber les pénuries.

Très peu de données sont disponibles sur la situation de la faim et de la malnutrition en République du Congo. Il est cependant clair que la faim touche plus durement les ménages dont les chefs n'ont pas de revenu stable, sont sans emploi ou sont handicapés. Les enfants et les femmes sont plus gravement touchés par la malnutrition.

Selon le Rapport National sur le Développement Humain 2002 de la République du Congo, la proportion des enfants de moins de 5 ans ayant une insuffisance pondérale était de 15,6% en 1990. Cette proportion a baissé pour se stabiliser à 15,0% entre 1993 et 1997, puis remonter à 16,0% de 1998 à 1999 essentiellement du fait de la crise sociopolitique qu'a connue le pays.

Le Rapport de la République du Congo au Sommet Mondial de l'Alimentation tenu en juin 2002 estimait le nombre de personnes sous-alimentées à 900.000 en 1996, puis à 1.400.000 personnes en 1998-1999, période pendant laquelle le pays a connu l'une de ses plus graves crises armées. En 2000, cette proportion de la population est redescendue à environ 800.000 personnes grâce aux interventions d'urgence de la communauté internationale.

Au moment où les derniers combats atteignaient leur plus grande intensité, à la fin de 1999, 810.000 congolais avaient été déplacés, soit à peu près 28% de la population totale, la plupart

d'entre eux ayant cherché refuge dans la forêt où ils vivaient dans des conditions très précaires. On estimait que 70% des personnes déplacées à l'intérieur du pays (550.000) souffraient de malnutrition ou de sous-alimentation.

En ce qui concerne la malnutrition des enfants et des femmes, le rapport de l'UNICEF publié en 2002 indique une amélioration de la situation entre 1985 et 1998 pour les zones urbaines, et une dégradation pour les zones rurales. En effet, l'insuffisance pondérale est revenue de 16% à 11,7% sur la période, en zone urbaine, et est passée de 11,7% à 21% en zone rurale.

Il convient cependant de relever la faiblesse de la qualité de ces données et de signaler que globalement la situation nutritionnelle des femmes et des enfants s'est dégradée sur la période 1990-2002.

2.2.2. Contraintes de l'objectif

Réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim d'ici 2015 est largement à la portée du Congo à condition que :

- l'Etat manifeste une réelle volonté politique à traduire dans les faits, par des mesures pratiques, les multiples stratégies et programmes adoptés pour augmenter la production agropastorale et réaliser l'autosuffisance alimentaire au niveau national ;
- la politique nationale vise à stopper la baisse et le vieillissement des actifs agricoles, par des mesures incitatives d'attraction du secteur privé et des entrepreneurs individuels dotés de connaissances pouvant accélérer la modernisation des techniques de production et d'exploitation rurales ;
- des structures d'encadrement des communautés paysannes et de vulgarisation des techniques améliorées pour accroître la productivité du travail soient mises en place et efficacement opérationnelles ;
- le désenclavement des zones productrices soit réalisé grâce à la construction de routes de desserte ;
- les pesanteurs sur la réglementation foncière soient levées ;
- l'amélioration des revenus permette au plus grand nombre de congolais d'accéder à une nourriture abondante et saine.

2.2.3. Politiques et Programmes

Jusqu'en 1992, la politique congolaise dans les domaines de la production agricole alimentaire était basée sur la mise en place d'un réseau de fermes d'Etat et d'offices de commercialisation.

Cette politique n'a pas permis d'assurer l'autosuffisance alimentaire du pays. Au contraire, elle a absorbé de manière totalement inefficace d'importantes ressources qui, mieux allouées, auraient permis de redynamiser le secteur rural congolais. Après un changement radical d'orientation politique en 1993, le gouvernement s'est désengagé de la production pour réduire son rôle à celui de facilitateur pour le secteur privé et la société civile. Pour appuyer cette politique du développement du secteur rural, les politiques et programmes suivants sont actuellement préconisés (en cours d'élaboration ou de mise en oeuvre) :

- le Schéma Directeur du développement rural adopté en 1996 et actualisé en 2000 ;
- le Programme spécial de sécurité alimentaire (PSSA) adopté en septembre 2002 ;
- les stratégies de relance de la politique agricole pour la période 2004-2013 adoptées en octobre 2003 ;
- le programme de développement agricole avec création d'un fonds pour l'agriculture prévu pour 2004 ;
- Le projet de relance du développement rural en voie de signature.

Contribution de la femme à la sécurité alimentaire en milieu rural



Tous ces programmes sont souvent élaborés sans cohérence les uns avec les autres et sans une vision d'ensemble, bien qu'ils visent tous l'augmentation de la production agropastorale et l'amélioration de la sécurité alimentaire dans le pays. Par ailleurs, leur mise en œuvre est souvent chaotique, très partielle et très dépendante des appuis des partenaires extérieurs. Ils n'ont pas de système de suivi suffisant et leur évaluation est souvent lacunaire.

2.2.4. Domaines de coopération

La République du Congo a besoin de l'appui de ses partenaires bilatéraux et multilatéraux pour mettre en œuvre des politiques incitatives permettant, d'une part d'attirer le secteur privé

vers les activités rurales, et d'autre part de renforcer les capacités des communautés rurales à moderniser leurs techniques de production. Les axes d'une telle coopération sont :

- l'appui à la création et à la gestion d'un fonds de soutien à l'agriculture destiné à promouvoir les crédits et micro-crédits de proximité en faveur des PME, PMI, groupements coopératifs organisés et divers opérateurs intéressés et engagés dans le développement de la production agropastorale et agro-industrielle ;
- l'appui à la mise en œuvre du plan national de transport et du programme d'entretien routier pour permettre l'accès des zones de production aux zones de consommation ;
- l'appui à la mise en place et à la gestion technique des centres d'appui et de Recherche développement, dans l'optique de la vulgarisation des résultats de ces recherches auprès des communautés rurales ;
- l'appui à l'organisation des producteurs.

2.2.5. Conclusion

Si les tendances actuelles ne sont pas inversées, l'objectif précité risque bien de devenir un simple slogan comme il en a été pour « l'auto suffisance alimentaire à l'an 2000 ». Mais la possibilité d'atteindre cet objectif existe bien, pourvu que la politique agropastorale et halieutique soit clarifiée et que les programmes s'exécutent convenablement sur le terrain.

La politique actuellement en cours d'élaboration et la décision du gouvernement de créer un fonds pour l'agriculture constituent des signaux forts de cette volonté politique d'aller vers la réduction de la proportion des personnes souffrant de la faim d'ici 2015.

2.2.6. Evaluation de l'environnement

Environnement	Appréciation
Capacité de collecte des données	Fort Moyen Faible
Qualité de l'enquête récente	Fort Moyen Faible
Capacité de traitements statistiques	Fort Moyen Faible
Capacité d'intégration des analyses statistiques dans l'élaboration de politiques et de mécanismes d'allocation de ressources	Fort Moyen Faible
Mécanisme d'évaluation et de management	Fort Moyen Faible

III/ OBJECTIF 2 : ASSURER UNE EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS

Cible 3 : D'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires.

Indicateurs :

- Taux net de scolarisation dans le primaire ;
- Proportion d'écoliers commençant la première année d'études dans l'enseignement primaire et achevant la cinquième année ;
- Taux d'alphabétisation des 15 à 24 ans.

3.1. Situation et tendances

Au début des années 1980, la République du Congo était le seul pays de l'Afrique au sud du Sahara à scolariser plus de 80% des enfants, les différents régimes politiques qui se sont succédé depuis l'indépendance ayant fait de l'école une des priorités pour amorcer le développement économique et social du pays. L'enseignement préscolaire a même été promu pour faciliter l'entrée en 1^{ère} année du primaire, même si toutes les conditions liées à la gratuité, à la mise à disposition de structures et à la formation d'un personnel qualifié n'ont pas toujours été réunies.



Salle de classe surchargée dans le primaire.

Malheureusement par la suite, l'école congolaise a été gravement touchée par les différentes crises socio-économiques et politiques que le pays a traversées, compromettant l'avenir des jeunes congolais, si des mesures drastiques ne sont pas prises pour rétablir la situation.

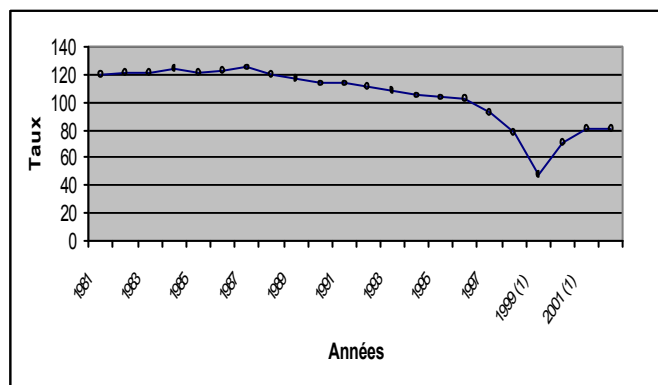
Le système de statistiques scolaires en République du Congo souffre de nombreuses imperfections qui rendent difficile un suivi efficace de l'évolution de la scolarisation des enfants.

Il ressort des données disponibles que la proportion des enfants de 6 ans, accédant en première année du primaire, a fortement baissé puisque le taux brut d'admission est passé de 112,9% en 1983 à 87% en 1990 puis à 47,1% en 2002, soit moins d'un enfant sur deux.

Le taux brut de scolarisation est passé de 120,1% en 1981 à 114,1% en 1990 et à 70,2% en 2000. Depuis, une légère remontée est observée, le taux brut de scolarisation se situant à 80,7 % en 2002, grâce notamment à l'augmentation de l'offre de services provenant de l'enseignement privé et de la mobilisation des communautés et du retour progressif de la paix. Le taux net de scolarisation dans le primaire, difficile à évaluer du fait des lacunes en matière d'enregistrement de l'âge des enfants, se situait à 96,8% en 1980 pour revenir à 90,6% en 1990. La tendance baissière s'est poursuivie jusqu'en 2002 où ce taux n'a été que de 77,9%.

Ces évolutions défavorables sont liées aux guerres civiles qui ont causé des destructions de salles de classes, d'abandons de l'école par les enfants, du fait par exemple de la dégradation de la situation financière des parents, mais aussi de facteurs plus profonds liés à la perte d'éthique, de rigueur et d'amour du travail observés déjà à la fin des années 1990. La dégradation du système scolaire a entraîné la baisse de la qualité de l'enseignement, avec des taux de réussite très bas et des taux d'abandon et de redoublement élevés. La dégradation des infrastructures, l'insuffisance des équipements scolaires et la baisse du niveau de qualification des enseignants procèdent toutes de cette déliquescence généralisée du système éducatif en République du Congo.

Graphique n° 1: Evolution du taux brut de scolarisation de 1981 à 2003



La survie scolaire d'une cohorte, indicateur du rendement interne du système, illustre la situation ci-dessus décrite.

Sur 1.000 élèves inscrits au CP1, 896 passent au CP2 la deuxième année et 813 sont au CE1 la troisième année. La quatrième année reçoit 594 élèves au CE2 et la cinquième année en accueille 418 au CM1, soit un taux de survie de 41,8 %. Sur ces 1.000 entrants, 304 seulement arrivent en fin de cycle, soit moins d'un enfant sur trois. La déperdition en cinquième année est importante, avec un taux de déperdition de 58,2 %.

Il convient toutefois de noter que le taux d'alphabétisation des jeunes adultes âgés de 15 à 24 ans est demeuré stable et élevé (99,8%) entre 1990 et 2001, fruit des résultats enregistrés dans la scolarisation des enfants avant le début des crises.

3.2. Contraintes de l'objectif

L'accès universel à l'éducation primaire en 2015 en République du Congo est réalisable si les défis suivants sont relevés :

?? la gestion du système éducatif est rationalisée, avec une évaluation à l'horizon 2015 des effectifs d'enfants scolarisables, leur répartition spatiale, les besoins en infrastructures et en personnel ;

?? la qualité de l'enseignement est améliorée grâce à la prise en compte de la revalorisation de la fonction enseignante, de l'environnement socio-éducatif de l'élève et de la qualification de l'enseignant ;

?? les ressources sont allouées en quantité suffisante pour faire face à ces besoins, et effectivement mobilisées ;

?? la mobilisation de tous les acteurs autour de l'école : gouvernement, parents d'élèves, secteur privé, est assurée, avec la participation effective de chacun de ces acteurs à la gestion de l'école.

3.3. Politiques et programmes

Depuis l'indépendance, six lois scolaires ont été promulguées dont les deux dernières datent de 1990 et 1995. Deux colloques sur l'enseignement ont été tenus. Le dernier qui date de 1999 faisait le bilan de la réforme de 1970, mettait en relief les faiblesses du système scolaire du Congo.

Dans le cadre du Programme d'Action et de Relance Economique et Sociale (PARESO) adopté en 1994, l'objectif à moyen et long termes était de redynamiser et d'améliorer l'efficacité, la qualité et la pertinence du système éducatif.

Un Plan National d'Action de l'Education Pour Tous (PNA/EPT) a été élaboré et adopté en 2002. Au niveau de l'enseignement primaire, il s'agit d'atteindre d'ici 2015 :

- un taux brut de scolarisation de 100% ;

- un taux de transition au secondaire de 80% ;
- un taux d'abandon nul ;
- une parité fille/garçon égale à 1.

Sur le plan financier, d'ici 2015, un budget annuel de 53 milliards de francs CFA devrait être mobilisé pour l'exécution du plan.

La stratégie de réduction de la pauvreté, en cours de finalisation, devrait renforcer les actions à mener afin d'atteindre les objectifs du PNA/EPT.

La République du Congo a également exécuté des programmes en partenariat avec les agences des Nations Unies dans le cadre de l'amélioration et de la redynamisation du système scolaire. Cependant, l'application de ces politiques et programmes n'a pas permis d'atteindre les résultats escomptés du fait de l'insuffisance et de la mauvaise allocation des ressources. Il faut en outre signaler une gestion administrative trop centralisée qui ne donne pas suffisamment d'autonomie de décision et d'action aux structures départementales et aux établissements scolaires.

3.4. Domaines prioritaires de coopération

La réalisation de l'accès universel à l'éducation primaire en 2015, nécessitera l'appui dans les domaines ci-après :

- Renforcement des capacités de gestion et de coordination du secteur éducatif par le développement de l'école communautaire dont la gestion et le développement incombent à toute la communauté ;
- Renforcement des capacités pédagogiques ;
- Valorisation du statut de l'enseignant ;
- Renforcement et développement du système de collecte, de traitement et de diffusion des statistiques scolaires ;
- Mobilisation des ressources financières en appui aux efforts nationaux.

3.5. Conclusion

Si la République du Congo a pu atteindre des taux bruts de scolarisation dans le primaire supérieurs à 100% jusqu'au milieu des années 1990, les conflits armés ont malheureusement entraîné la baisse considérable de ces taux. En fait, des politiques internes adéquates et un appui international conséquent pourraient permettre la réalisation de l'objectif du millénaire dans ce domaine.

DEUXIÈME PHASE DU SMSI, 16-18 NOVEMBRE 2005, TUNIS
DÉCLARATION DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

ADRESSE DE SON EXCELLENCE
MONSIEUR DENIS SASSOU-N'GUESSO
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement, Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, Excellences Mesdames et Messieurs.

Lors du Sommet de Genève en 2003, il avait été dit dans un large consensus positif, que la Société de l'Information, l'une des composantes essentielles du Nouvel Ordre Mondial que l'humanité s'efforce à construire, doit être fondée sur la possibilité donnée aux individus, aux Communautés et aux peuples « de créer, d'obtenir, d'utiliser et de partager l'information et le savoir (...) en favorisant leur développement durable, en améliorant leur qualité de vie ainsi qu'en respectant pleinement les droits de l'Homme ». Fin de citation.

Consciente des enjeux que recouvre le défi du droit à l'information pour tous, la République du Congo appuie sans réserve l'initiative et la démarche qui visent à faire profiter aux peuples du monde, à chaque peuple du monde, les avantages des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.

Mon Gouvernement a, de ce fait, mis en chantier un programme ambitieux de promotion et de développement des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication dans le cadre d'une cyberstratégie nationale.

Les efforts que déploie mon pays dans ce secteur reposent sur le principe que les évolutions technologiques n'ont de sens que si elles adhèrent aux objectifs du développement socio-économique, scientifique, technique et culturel des générations présentes et futures. En un mot, si elles permettent d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le Développement.

Mais, comme chacun sait, les mutations technologiques de notre monde ont conduit, malheureusement, à l'émergence d'autres types d'inégalités, à d'autres types de frustrations. La fracture numérique qui prend sa source dans la fracture sociale en est la triste illustration.

S'il y a fracture numérique d'un continent à l'autre, d'un pays à l'autre, cela suppose que les mécanismes classiques de financement du développement sont devenus inefficaces au regard des exigences nouvelles qu'impose la Société de l'Information.

C'est pourquoi le Congo se félicite de la création du Fonds de Solidarité Numérique, un des mécanismes novateurs pour la réduction de la fracture numérique et la lutte contre les exclusions.

Dans ce cadre, le Congo souhaite que la répartition géographique des projets financés par le Fonds de Solidarité numérique obéisse aux critères d'équité, de justice sociale ainsi qu'à l'impératif de solidarité afin que nul ne soit laissé au bord de l'autoroute mondiale de l'Information et de la Communication.

- Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
- Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,
- Excellences Mesdames et Messieurs.

Les présentes assises doivent, avec pertinence, se pencher sur quelques questions dont l'importance est avérée. Il s'agit notamment :

- de l'approbation par la Communauté internationale, à travers l'Organisation des Nations Unies, du contrôle et de la gestion des piliers technologiques qui fondent la Société de l'Information;
- de l'utilisation toujours plus rationnelle de l'Internet. La Communauté internationale doit y veiller ;
- de rendre non limitatif et plus ouvert l'accès à la gouvernance de l'Internet sur la base des principes de Genève ;
- de concilier la liberté d'expression avec le principe de l'inviolabilité de la souveraineté des Etats ;
- d'assurer la mise en oeuvre et le suivi des résultats du Sommet par les organismes spécialisés de l'Organisation des Nations Unies, notamment l'Union Internationale des Télécommunications, artisan principal de ce Sommet.

Excellences Mesdames et Messieurs, le devoir de la Communauté internationale, notre devoir à tous est d'asseoir la Société de l'Information sur des bases fiables et durables, dans un esprit de responsabilité et de solidarité afin que chaque peuple du monde en soit bénéficiaire dans l'équité, la justice et la liberté.

Vive la solidarité internationale !

Pleins succès à nos travaux !

Je vous remercie.

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité * Travail * Progrès

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DU PLAN, DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE
L'INTEGRATION

CONGO

Plan National de Développement

LIVRE 1

**DOCUMENT DE STRATEGIE
POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI ET
LA REDUCTION DE LA PAUVRETE
(DSCERP 2012-2016)**

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité * Travail * Progrès

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU
PLAN, DE L'AMMENAGEMENT DU
TERRITOIRE ET DE L'INTEGRATION

MINISTERE DES FINANCES, DU
BUDGET ET DU PORTEFEUILLE
PUBLIC

Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique et Budgétaire
(CPCMB)

Plan National de Développement CONGO 2012 -2016

LIVRE 3 :

CADRE MACROECONOMIQUE ET BUDGETAIRE 2012-2016

Projet

Annexe 2. Images d'immersion au Congo-Brazzaville.

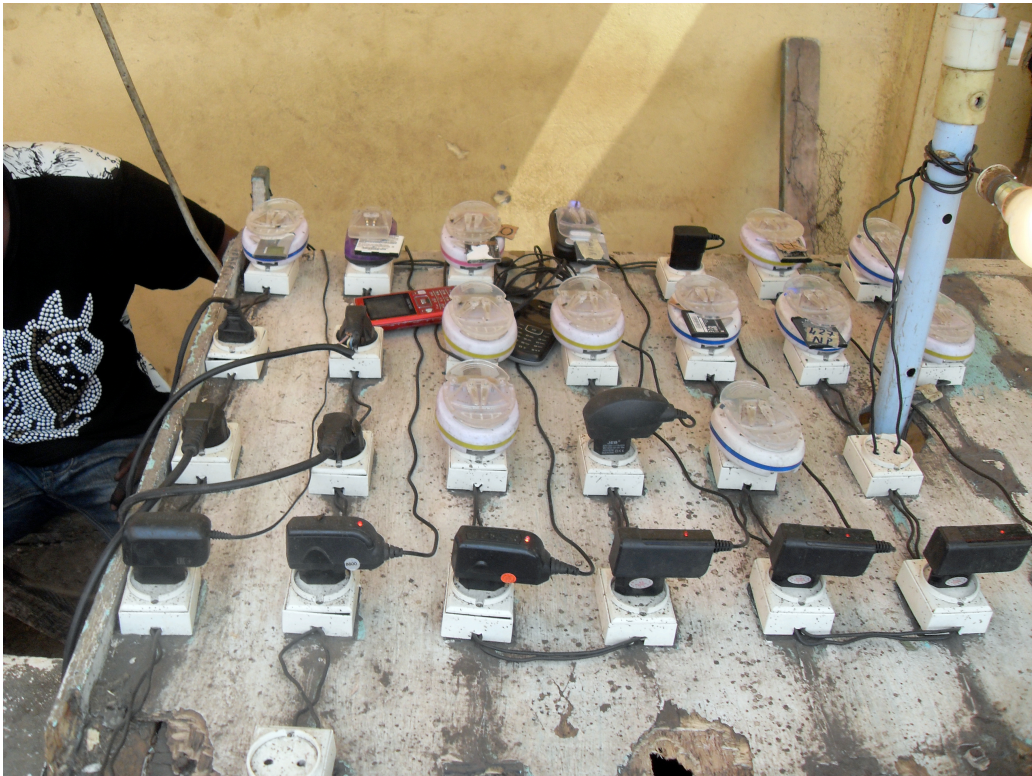
Annexe 2.1. Observation des pratiques agricoles.







Annexe 2. 2. Images de terrain sur les « Tables de recharge » des batteries de téléphone mobile.



Lessouba, Faustin. Les TIC comme levier du développement au Congo-Brazzaville: le cas du téléphone mobile - 2015.

Images de terrain sur les reconfigurations de l'espace urbain



Lessouba, Faustin. Les TIC comme levier du développement au Congo-Brazzaville: le cas du téléphone mobile - 2015.

Etalage de commercialisation de téléphones mobiles et accessoires.



Kiosque de vente de produits et services de téléphonie mobile.



Annexes 3. Quelques extraits d'entretien compréhensif

Annexe 3.1. Extrait d'entretien compréhensif avec un étudiant (Harris M.) en faculté de droit. (Université Marien Ngouabi de Brazzaville)

Nous : En tant qu'étudiant universitaire, avez-vous connaissance des politiques et stratégies TIC conçues par le gouvernement congolais en vue de l'amélioration des conditions de vie et de travail des citoyens congolais

Harris : Je dois dire que, comme nombre de citoyens congolais, c'est à travers la télévision ou la presse écrite que nous accédons à la connaissance des programmes du gouvernement congolais sur les TIC. Ils disent que le pays a besoin, pour son développement, de construire les infrastructures partout sur le territoire pour répondre à la nécessité et aux défis de la mondialisation...euh, tout est lié à ce que, personnellement, je dois considérer comme un slogan qui nous suit année après année, politique après politique, programme après programme... Vous savez Monsieur, même si je ne fais pas des études sur les thématiques de la communication ou des technologies nouvelles de l'information et de la communication, la situation de notre pays exige d'avoir les yeux et oreilles grandement attentifs pour savoir ce que les autorités peuvent faire dans ce sens. C'est pour cela que je suis heureux de faire cet entretien avec vous....une occasion rare de pouvoir s'exprimer sur ces questions, pour être sincère.

Nous : Pourquoi considérez-vous cet entretien sur les TIC et le développement comme une occasion spéciale ? Il ne s'agit pas d'une question politique tout de même, n'est-ce pas ?

Harris : Oh non ! Je n'ai pas dit qu'il s'agit d'une question de sensibilité politique directe, mais indirecte. Lorsque vous me posez la question de savoir si j'ai oui ou non une connaissance des politiques TIC du gouvernement, eh bien je vous informe que vous touchez-là à un problème à la fois social et politique. Car dans ce pays, on peut avoir connaissance de quelque chose sans en avoir, par ricochet, la possibilité d'apporter une critique sur le bien fondé....voilà, nous y sommes....si je vous affirme avoir connaissance des politiques TIC, je dois par ailleurs

honnêtement vous assurer que j'ignore le bien fondé de ces mêmes politiques ou stratégies-là. Ceci n'est assurément pas de l'irrévérence, fruit d'un quelque caprice que ce soit. Plutôt, il s'agit de quelque chose dont j'entends parler sans avoir le sentiment d'être concerné. Ceci étant, si vous me posez des questions sur les détails ou la mise en pratique des ces politiques, ma foi, j'aurai du mal à vous répondre comme vous le souhaiteriez.

Nous : Dans ce sens, j'ai juste besoin de l'interprétation que vous en faites de ces politiques.

Harris : (rire...) Vous savez, je pense que c'est ma première fois en tant qu'étudiant de me faire interviewer sur des questions aussi importantes touchant notre avenir, celui de notre pays. Vu que cela vous tient à cœur, je me dois de vous dire ce que je pense exactement. Mais je fais une prémisse importante : c'est parce que je suis un étudiant universitaire, donc instruit, que vous trouverez quelles tentatives de réponse. Car si vous posez ces mêmes questions dans les rues de Brazzaville ou, pire encore, dans d'autres villes et villages de ce pays, vous aurez du mal à comprendre les réponses d'autant que les questions sont en déphasage total avec la vie quotidienne des gens.....Ceci est mon interprétation : penser le développement des TIC pour changer tant soit peu les conditions de vie des citoyens, je dirai même de toute la nation, ce n'est pas une mauvaise chose en soi. On ne peut guère ignorer les prouesses ou merveilles dont seuls ces dispositifs sociotechniques sont capables d'engendrer....l'Occident en a tiré le plus grand bénéfice. Nous ne pouvons plus attendre, mais nous attendons toujours....Nous ne pouvons plus être passifs, mais notre passivité demeure consternante. Nous ne pouvons plus trop parler pour agir, mais notre discursivité est galopante...Je peux même faire la liste de ces incompréhensions..euh, alors on risque de rester ici toute la journée et toute la nuit....

Nous : Pourtant vous louez les avantages des TIC, n'y croyez-vous pas en ce que pense faire le Congo-Brazzaville ?

Harris : Attendez, attendez, attendez s'il vous plait. Que cela soit clair une fois pour toute. Ce n'est pas moi qui dit que les TIC sont susceptibles d'apporter des changements dans tous les domaines au monde...j'ai d'ailleurs discuter avec mon beau-frère qui une étude sur l'innovation technologique dans le domaine de la communication au Cameroun sur ces sujets. Les personnalités comme les Marshall Mc Luhan, Négroponte, Al Gore, Manuel Castells, et bien d'autres renseignent extrêmement bien sur les vertus thaumaturgiques d'Internet et des autres objets technologiques de communication...que ces derniers sont à même de donner un autre

visage au monde...de faire un vrai combat à l'endémique problème des pays en développement : la pauvreté. En tout état de cause, permettez-moi de reconnaître la puissance de ces outils magnifiques. Il n'y a même pas lieu de faire débat là-dessus...vous-mêmes, vous vivez en Europe depuis des années et savez bien de quoi je veux dire. Si par entropie ou habitude vous avez perdu le sens profond de l'importance des TIC, retenez que pour nous qui sommes ici, elles constituent un rêve lointain. Et là, j'arrive à vous répondre convenablement. Je trouve que la connaissance que l'on peut avoir des politiques TIC promues par le gouvernement congolais montre que ce pays envisage encore, reste dans la dynamique du futur, incapable d'embrasser son présent...les gens sont mis à l'écart de tout ça et au final on y accorde bien moins d'importance. Donc, je peux dire que par principe je crois aux politiques TIC de manière générale, mais le pessimisme guette tout le monde au regard de l'absence de réalisation.

Nous : Que pensez-vous de la stratégie nationale de développement des TIC au Congo-Brazzaville, qui marque un point décisif dans la marche du pays vers la modernité, selon les autorités ?

Harris : Pouvez-vous me rappeler de quoi parle ce document ?

Nous : depuis 2004 le gouvernement congolais a pris des engagements jugés historiques pour développer son secteur des TIC, qui est considéré comme le levier du développement socio-économique et politique....ces engagements sont contenus dans un document appelé...

Harris : Ah ! Oui ! Je m'en souviens maintenant très bien. Je me souviens que dès le début des années 2000, le gouvernement a voulu construire une autre politique de développement...dans tous les cas, je pense toujours que ce phénomène de développement dans nos pays pauvres est devenu un objet mercatique autour duquel se développe une prolifération de noms ou appellations. Pour être sincère avec vous, encore une fois, cette stratégie montre combien les choses se programment dans ce pays sans consulter les personnes sensées devenir des « utilisateurs directs ». Tout le problème de la stratégie de développement des TIC émane du fait que nous ne sommes pas forcément auteurs de ces politiques-là, même si elles sont importantes pour nous. Euh ! Sur cette question Je peux donner plusieurs exemples là-dessus, afin de mieux vous faire comprendre ma façon de concevoir les choses.

Nous : Je vous en prie...

Harris : *Voilà ! En parcourant ce document officiel du gouvernement, l'on se rend tout de suite compte que parmi les acteurs ayant participé à sa conception ou élaboration, on y trouve inévitablement des partenaires internationaux et quelques intellectuels congolais....A la base, on ne peut pas être contre ce type de stratégie. Mais parfois il devient dérangeant de voir un pays faire systématiquement appel aux soi-disant experts étrangers. (silence)...Quand on voit que dès la conception de projets d'une telle envergure, les experts étrangers prennent le dessus, servant de locomotives pour tous les projets de développement d'un pays, on est en droit de se questionner, en tant que jeune étudiant, comment se fait-il que depuis plus de 50 ans d'indépendance notre pays soit encore en mesure de former ses propres experts, capables de se positionner comme les experts étrangers....*

Nous : Qu'est-ce qui dérange dans tout cela, selon vous ?

Harris : *Alors, euh...je peux dire, à chaud comme ça, deux choses : premièrement on a souvent le sentiment d'être embarqués systématiquement dans un système tournant du mensonge entretenu, soit par nos autorités soit par les institutions internationales....regardez le document sur la stratégie nationale de développement des TIC...Il est clair que les intentions sont bonnes, mais depuis la conception de ce document, Internet reste encore un luxe des initiés, une affaire des riches, un mythe pour le plus grand nombre des citoyens...un simple exemple de ce genre vous dit tout sur le sens des discours Tic à ce niveau de généralité...voilà ce que je peux vous dire en quelques mots..*

Nous : Vous aviez dit avoir deux raisons, n'est-ce pas ?

Harris : *Ah d'accord, veuillez m'excuse...je dirai, deuxièmement, ce qui dérange à la lecture du document officiel des TIC, on constate avec amertume l'absence radicale de l'avis d'un seul citoyen lambda congolais...euh, aucun citoyen n'ait été consulté sur les priorités ou besoins réels de sa vie de chaque jour...De la même façon que l'histoire de ce pays nous apprend sur les programmations des politiques de développement, c'est-à-dire toujours d'empreinte étrangère, les politiques TIC demeurent malheureusement à ce niveau irréel...(rire).*

Nous : Au plan international, on remarque que les politiques TIC du Congo-Brazzaville intègrent bien celles promues par l'UIT¹, le SMSI², les OMD³ et du 14^{ème} Sommet de l'Union africain, pour ne citer que ceux-là. Quelle analyse faites-vous ?

Harris : *Behhh ! Que puis-je dire ? Le constat est le même par rapport à ce que je venais de dire....sincèrement si vous posez ces mêmes questions aux citoyens lambda, vous aurez du mal à avoir des réponses concrètes, car ce qui se fait au niveau international n'a pas forcément bonne presse ici chez nous...De ce fait, je vais vous donner le sens de mon appréhension. (silence). En soi, il n'y a rien de mal que de s'inscrire dans une dynamique de ce qui marche ailleurs. Sauf qu'il s'agit des pays qui ont une expérience avérée dans la réalisation de ces projets. Chez nous, il y a encore des écueils non moins importants...les problèmes de base ou vitaux sont encore la majeure préoccupation : se nourrir, se loger, le travail, l'éducation, les infrastructures de base. Par exemple, comment pouvons-nous entrer dans une société de l'information si l'électricité est encore un mirage ? Comment pouvons construire une société moderne avec ce niveau d'analphabétisme ? Comment pouvons-nous prétendre réaliser ces projets si les priorités ne sont pas clairement définies ? Regardez vous-mêmes la situation ou les conditions d'apprentissage à l'université...(rire), ça fait peur tout ça. Nous n'avons même pas de centres de formation aux métiers des TIC...On ne devient pas usager par amateurisme, mais par programmation et formation...Donc, à mon avis les politiques TIC du Congo-Brazzaville n'intègrent le contexte international qu'au niveau des discours génériques...le chemin reste tout à tracer..*

Nous : Pourquoi le Congo-Brazzaville construit-il ses politiques TIC pour atteindre les objectifs de développement en parfaite conformité avec ce que préconise la communauté internationale, notamment les organismes su-cités et les institutions financières internationales ?

Harris : *Eh bien c'est tout le sens de ces politiques, c'est-à-dire donner l'image d'un bon élève, car ces discours ne font l'affaire que de ces institutions internationales qui d'ailleurs savent bien de l'inexistence des réalisations sur le terrain...Nous attendons toujours, euh...nous devons encore attendre. Vous savez, tout laisse penser que les autorités s'alignent sur les discours étrangers juste pour bénéficier des financements prévus dans le cadre de leur adoption, car autrement on ne saurait comprendre le sens...le Congo-Brazzaville n'aurait besoin que de la*

¹ Union Internationale des Télécommunications

² Sommet mondial de la société de l'information

³ Objectifs du millénaire pour le développement

réalisation de 15 ou 20% de ces projets pour se mettre résolument sur la voie du changement. Malheureusement la volonté politique est encore celle de maintenir ce pays dans le carcan des primitifs.

Nous : Peut-on, dans ce cas, parler d'injonctions ou pas ? Quelles en sont les significations réelles ?

Harris : Injonctions renvoie aux ordres ?

Nous : Ce qui est imposé, on va dire...

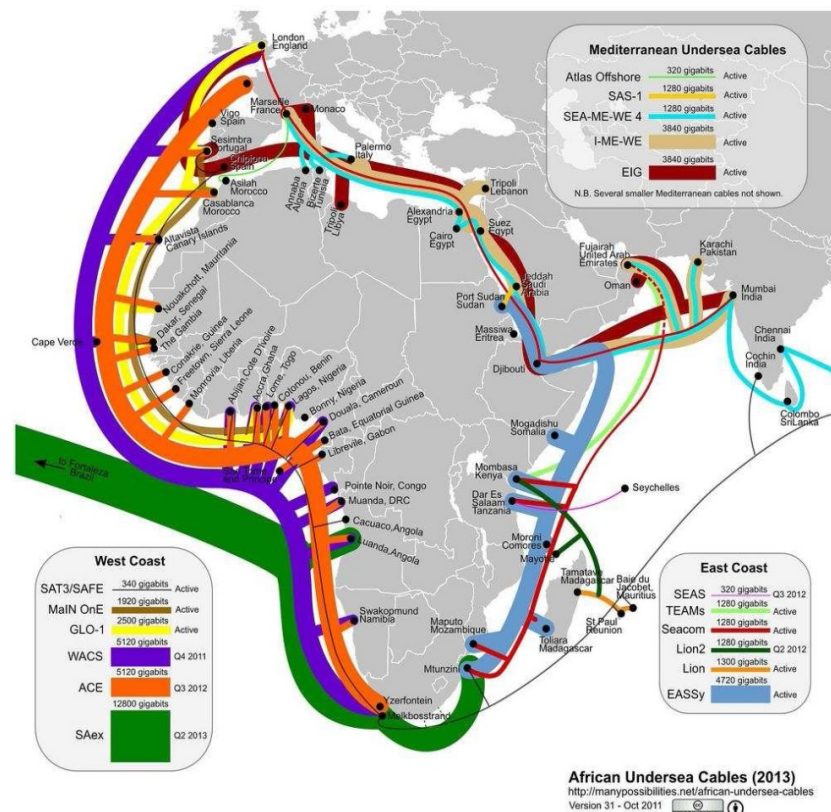
Harris : Nous y sommes, croyez-moi. Cela ressemble exactement aux fameux Programmes d'ajustement structurel (PAS) qui marqué l'histoire des pays en développement à la fin des années 1980, où notre pays s'est vu imposé un système de prêt obligatoire conduisant à une crise économique incommensurable. Nous voici, rebelote ! Les politiques TIC du gouvernement sont une parfaite illustration des injonctions occidentales, puisque ne reflétant aucune réalité de la vie des congolais dans leur grande majorité. Si vous faites un état des lieux de la situation des TIC dans ce pays, que ce soit dans les grandes villes ou dans l'arrière-pays, vous trouverez que rien n'apporte un démenti à mes propos....donc, je ne suis pas en train de vous dire des choses par plaisir. Je suis plutôt objectif...euh !...euh ! (silence). Je peux encore, là aussi, donner un cas particulier qui explique ces injonctions, si vous le souhaitez...

Nous : Je vous en prie...

Harris : Eh bien, depuis environ 2008, le Congo-Brazzaville s'est trouvé dans l'obligation de signer des contrats colossaux, au détriment des préoccupations quotidiennes des congolais (conditions sanitaires, éducatives, sociales, etc.), avec les institutions de Bretton woods pour un Consorcium international appelé Wacs (West African Cable Submarine System). Ce projet stipule que l'État congolais veut « faire du Congo le quartier numérique de l'Afrique »⁴. La concrétisation de cette vision devrait passer par la mise en œuvre de deux piliers essentiels constituant le nerf central de la Politique Nationale des Télécommunications: l'e-gouvernement et l'e-business. Je peux dire que ce qui est contenu dans les documents expliquant le bien fondé de ce projet devrait contribuer réellement à révolutionner l'horizon

⁴ http://www.pcpacongo.org/documents/pndc/PND2012_2016.pdf

des TIC dans notre pays. Tout y est prévu, conçu de manière magnifique...euh ! mais à bien observer ce projet, on a comme l'impression d'être en face d'un enseignant qui, à chaque cours, fait émarger la liste des étudiants présents afin de prévoir des sanctions aux étudiants souvent absents....(rire). Je vous assure que c'est révoltant, car cela montre comme si les pays en développement ne peuvent avoir le droit de choisir leur destinée...alors les injonctions internationales prévoient une certaine temporalité de raccordement au câble sous-marin pour la fibre optique, Internet à très haut débit. Ainsi, comme les autres pays se trouvant dans cette situation, le Congo-Brazzaville se devait de tenir les délais de raccordement...assez rapidement d'ailleurs...Sauf que cela pose un vrai problème ou s'ajoute aux problèmes déjà considérables de ce pays....



Nous : Expliquez ce problème s'il vous plait...

Harris : *(rire) ...c'est vraiment triste de voir cette réalité apparaître durant cet entretien....(silence). Bon, je vous montre le cadre : de la conception de ce projet, du raccordement à la fibre optique à la station de Matombi au large de Pointe-Noire jusqu'à son déploiement vers Brazzaville, la capitale, y compris dans ses phases intermédiaires, les experts congolais n'ont joué qu'un rôle d'observateurs... ce sont donc les autres qui font tout pour nous, et s'il y a des dysfonctionnements ? Ce qui est encore plus paradoxal c'est le fait que l'impact de ces réalisations reste attendu jusqu'à ce jour...le très haut débit viendra, peut-être, car les autorités y croient dur comme fer, mais pour nous les usagers la situation a tout d'un leurre, une tromperie de trop...Ce qui importe pour les partenaires étrangers, c'est le fait le Congo-Brazzaville remplit bien les critères en termes de statistiques, c'est-à-dire que notre pays figure dans la liste des pays raccordés à la fibre optique et paie les dépenses y afférentes, en dépit de l'absence d'un usage conséquent du produit...On pourrait relever plusieurs problèmes, mais celui que je viens de vous exposer est celui qui me rend mal à l'aise en tant que citoyen congolais. De ce fait, le sens des injonctions, à mon avis, c'est de maintenir nos pays dans cet état, avec ce statut d'élève éternel, sans possibilité de changer sa situation de pauvreté...*

Nous : Comment appréhendez-vous la communication en rapport avec les politiques TIC, ainsi que des acteurs impliqués ?

Harris : *Euh ! Très bonne question..(silence et soupire)...Pour être pragmatique, je pense que la communication autour des politiques TIC du gouvernement congolais, comme celle en rapport aux projets de développement, peut s'appréhender en termes de propagande...les autorités congolaises occupent tout l'espace des médias, sans permettre un vrai débat ouvert, pour communiquer essentiellement autour des vertus thaumaturgiques des TIC. Et que celles-ci seraient l'unique et dernier recours pour atteindre les objectifs de développement. En ce sens, les informations ne touchent pas le plus grand nombre de citoyens, puisque souvent transmises en langue française, sans explication supplémentaires..... Encore une fois, nous voici en face d'un problème qui n'implique qu'une catégorie d'acteurs (institutions d'état, partenaires étrangers, etc)..*

Nous : Merci beaucoup, maintenant nous allons changer de registre dans l'ordre des questions. Quel est le sens que vous accordez au téléphone mobile, en tant que dispositif sociotechnique ? Que représente-t-il pour vous ? Quelle symbolique ? Quels types d'usage en faites-vous ?

Harris : *Euh ! Je dois dire que vous venez vraiment de changer de registre. Car le téléphone mobile est un phénomène qui suscite plusieurs interprétations en fonction de l'usage que chacun en fait au quotidien. Il se trouve alors vous souhaitez avoir mon interprétation sur cet objet technique.... (rire et silence). Ce qui me vient en premier c'est que le téléphone mobile fait désormais partie de la ma vie, je n'y pense même plus au fait qu'il s'agisse d'un objet technique qui, pour entrer dans mes manières de vie ou pas, est passé par une phase d'appropriation particulière. Pour moi, le téléphone mobile est ce dispositif sociotechnique qui le mieux a réussi à s'immerger dans les pratiques quotidiennes de ses usagers....Euh, du point de vue de la symbolique, le téléphone mobile est devenu une nécessité de premier rang, comme un besoin vital. Je ne peux plus m'en priver, parce qu'il se lie à toutes mes activités. Là aussi, chacun donne son appréhension, donc je ne voudrais pas généraliser mon propos...j'espère que vous me comprenez bien...*

Nous : Tout à fait...

Harris : *Voilà, pour moi, le téléphone mobile est tout aussi un acteur accompagnant l'accomplissement de mes actions quotidiennes. J'en fais divers usages....euh ! par exemple, étant donné le manque de salle informatique à la faculté pour aller sur Internet et faire des recherches scientifiques, je m'abonne au service Internet mobile de mon opérateur et je navigue à la recherche des articles et informations pouvant me servir à constituer mes fiches de lecture....si je ne le fais pas, je ne sais comment avancer et actualiser mes cours. Par ailleurs, j'utilise mon téléphone mobile pour ma petite activité commerciale de vente de cartes de recharges de crédit électroniques, que ce soit à l'université ou même dans d'autres endroits où je me trouve. Vu le coût élevé des transports, cette activité me permet d'assurer mes déplacements quotidiens....euh ! Je dois ajouter que le téléphone mobile me sert de médiation pour la communication avec mes professeurs ou collègues étudiants dans la maîtrise de l'organisation des actions académiques...Il est donc au cœur de la gestion de mes relations interpersonnelles. Franchement, je ne saurais épuiser le champ d'usage de ce dispositif sociotechnique dans ma vie.....*

Nous : Je pense que c'est déjà important les quelques usages que vous avez mentionnés. Mais je voudrais comprendre les éventuelles reconfigurations en termes de pratiques quotidiennes à l'ère du téléphone mobile que vous expérimentez ? (Nous avons explicité la notion de reconfiguration pour une meilleure compréhension de la question).

Harris : *Alors, j'espère pouvoir vous répondre avec un minimum de cohérence. Euh ! (arrêt, rire et silence). Du point de vue de la communication, il est évident que depuis l'acquisition de mon objet technique, j'ai tenté de mettre en place un certain nombre de stratégies qui ne sauraient être possibles sans le téléphone mobile...et parfois je le fais inconsciemment. Il y a plus de sélectivité d'interlocuteurs, dans la temporalité, dans l'interactivité, dans la qualité des informations...je me sens plus engagé en tant qu'acteur de la communication. Par exemple, j'ai mis en place une stratégie par téléphone mobile qui permet de changer les milieux de vie ou d'interaction en m'échappant de la vigilance d'autrui. En effet, lorsque je me trouve dans un groupe d'amis et que je voudrais prendre congé d'eux sans me faire avoir, j'active une sonnerie d'appel entrant marquant le nom de mon père sur l'écran de mon téléphone mobile⁵. Alors, au lieu de décrocher l'appel, je le brandit à tous mes amis leur faisant comprendre que je n'ai autre choix que de rentrer chez moi. A plusieurs fois, cette stratégie m'a mis à l'abri des soupçons sur mon attachement ou ma fidélité à l'amitié. Maintenant que vous m'interviewer, je réalise qu'au quotidien émergent bien d'autres stratégies de communiquer par téléphone mobile...ce que je fais chaque sans y penser....*

Nous : Et quelles sont ces autres manières nouvelles de communiquer ?

Harris : *Bah ! C'est un peu difficile de placer des mots justes pour expliquer cela, il serait plus simple de me voir faire (rire)...je ne suis pas trop théoricien...*

Nous : Vous me permettrez de l'observer alors ?

Harris : *bien entendu, sans faute. D'ailleurs nous allons expérimenter cela ensemble avec vous afin que vous le compreniez mieux.... Toutefois, pour revenir à votre question, les reconfigurations de pratiques quotidiennes se vérifient également dans l'organisation de mes activités. Je peux vous parler d'une chose simple...*

Nous : Je vous le concède...

Harris : *Je suis venu à Brazzaville pour mes études universitaires...donc mes parents habitent un village non loin de Dolisie. Avec ma bourse et mes petites activités, je me permet de leur envoyer quelque chose (une petite somme) chaque début ou fin du mois. Si, avant, je galérais pour*

⁵ Sur l'écran du téléphone mobile de Harris apparaît « Mon papa... », suivi du numéro de ce dernier. Mais il ne s'agit aucunement d'un réel appel.

l'envoi de l'argent, j'ai souscrit un abonnement au service MTN Mobile Money qui me simplifie la vie désormais. Avec un clic simplement, j'envoie la somme nécessaire, avec un code, depuis mon téléphone mobile et mes parents n'ont qu'à se rendre dans un centre agréé pour le retrait....euh ! un autre élément important, c'est le fait que je suis secrétaire général dans une association et avec le téléphone mobile j'organise mes activités facilement en tenant compte des priorités....Ici également, la liste des reconfigurations est très longue et dynamique...

Nous : En rapport avec ce que vous affirmez présentement, j'aimerais savoir comment vous représentez-vous, en tant qu'acteur, dans cet objet technique ?

Harris : Honnêtement je dois reconnaître que vous avez des questions de qualité et très pertinentes...(rire...silence, moment de réflexion)..Euh !bon, je ne sais pas comment vous donner une réponse claire...On va dire que rares sont les fois où j'ai considéré mon téléphone mobile comme étant un simple outil qui m'est étranger, même si à la base il s'agit d'une invention technologique étrangère....Je me représente dans le téléphone comme un acteur, car je le considère aussi comme un acteur qui m'accompagne, jouant activement son rôle, dans l'accomplissement de mes actions de chaque jour.

Nous : On peut penser qu'il y a chez vous une sorte de technologisation de votre identité et une socialisation de la technique, alors ?

Harris : Euh ! Je ne sais pas exactement s'il faut le dire ainsi, mais je sais simplement que mon téléphone mobile joue son rôle de médiation dans tout ce que je fais et qui nécessite son usage...Il est vrai aussi que, quand je me connecte sur facebook ou whatsapp avec mes amis et connaissances se trouvant partout dans le monde, grâce à mon téléphone mobile, je parviens à me créer un espace de vie virtuelle dans lequel je me sens comme en présence réelle....Si je repense à votre reformulation, alors je dirai que je technologise mon identité au quotidien et que cela rejoint les pratiques relationnelles émergentes....

Annexe 3.2. Extrait d'entretien compréhensif avec Patrice B. à Assigui

Nous : Le téléphone mobile constitue-t-il l'occasion de l'émergence des nouvelles formes de communication pour une société à tradition orale comme celle du Congo-Brazzaville ? Pourquoi ?

Patrice B. : *Fiston, vous savez, notre société a toujours été régie par un système de communication orale très efficace, qui nous a permis de mettre en place des méthodes de communication interpersonnelle, mais également une communication avec les ancêtres, ceux qui sont partis mais qui restent toujours là....euh ! A un certain moment, les enjeux de la modernité nous ont contraint à choisir un autre type de communication, celle écrite...on se devait alors d'envoyer des messages à nos parents en faisant recours à des gens qui savaient lire et écrire...Maintenant avec le téléphone mobile, on est pas certainement dans un retour au passé, mais il y a un autre sens à apporter à notre tradition...*

Nous : pouvez-vous nous expliciter ?

Patrice B. : *Je dois dire que les communications par écrit nous ont beaucoup aidés dans le passé. C'est grâce aux personnes instruites, qui sont d'ailleurs nos enfants (enseignants, vacanciers, etc.), ici dans le village, que nous pûmes rentrer en contact direct, certains avec leurs enfants partis étudier ou travailler en ville, d'autres avec des parents ou amis vivant dans des endroits très éloignés [...] C'était bien tout ça hein ! Avoir l'information sur quelqu'un qu'on n'a plus revu depuis...beh, tu peux l'imaginer ? Au moins s'il m'envoie une lettre et je le fais autant, alors on est tous content. La communication c'est une très bonne chose. [...] Je ne dois pas cacher certaines déceptions par rapport à l'écriture, car parfois on n'arrivait plus à repérer celui ou celle qui peut nous aider à écrire ou lire de manière rapide une lettre reçue....parfois ils vous répondent mal ou vous demandent de patienter...et alors le temps passe et la colère monte...cela peut créer des rancœurs....certains d'ailleurs peuvent vous demander de leur donner quelque chose en retour, un peu d'argent ou un aliment...quelque chose de ce genre en tout cas. Il était donc aisé d'avoir un jeune garçon ou une fille chez soi capable de lire et écrire. A cette époque nous comprîmes le caractère mystérieux et magique de l'école, on se sentait limités, mais tout en sachant que ce n'était pas chose faite pour nous qui tenons les clés de la tradition. L'unique chose que je n'ai jamais compris c'est celui de savoir si les transcriptions de nos paroles ou les traductions de celles de nos parents lointains étaient toujours fidèles à nos idées...vraiment je n'ai jamais vérifié cela, de toute façon je n'aurais rien compris de ces écrits. Très souvent aussi les lettres arrivaient avec des jours, des semaines ou des mois de*

retard....parfois elles n'arrivaient même pas à destination. Tout ce que je peux vous dire c'est que ma fille m'a ramené un téléphone mobile....ah quelle merveille ! Je parle maintenant directement avec tous sans passer par un écrivain. Je fais tout avec cet objet nouveau. Je pense que ce truc représente le plus grand résultat de la magie de l'homme blanc.

Nous : Quelles sont vos principales motivations ou craintes dans l'usage du téléphone mobile ?

Patrice B. : Personnellement je crois que la plus grande motivation est celle de pouvoir communiquer directement et en privé avec mes enfants....que personne n'entende nos échanges, c'est donc très précieux...Mais en ce qui concerne les craintes, beh ça peut être l'absence de réseaux en cas d'urgence, une panne technique qui va sérieusement bouleverser mes habitudes, la perte de l'appareil par un cas de vol...Mais, je me confie à Dieu que tout ceci n'arrive pas....

Annexe 3.3. Extrait d'entretien avec Madame Sidonie

Nous : Avez-vous une appréhension quand vous utilisez le téléphone mobile ? Pourquoi ?

Sidonie : Avant, quand je n'avais pas ce truc magique⁶ (téléphone mobile), j'étais tout le temps inquiète quant à remplir ma responsabilité léguée par mon feu mari, celle de veiller à la protection de nos enfants...Je ne pouvais que prier les dieux, car nous savons les risques liés à la vie en ville. Désormais je suis là chaque jour avec eux, je paie la charge de ma batterie pour ne pas être absente. Quand ils sont malades, à l'approche d'un examen d'état ou doivent affronter un concours, voilà...face à tout ça, ils m'appellent, et je leur dit avec autorité maternelle qu'ils ne doivent avoir peur de rien, ne jamais reculer face à l'obstacle, car ils sont gardés par notre « O'mpohà⁷ » ! Notre communication est tellement directe que j'ai parfois l'impression de les avoir ici avec moi, cachés dans une autre pièce de la maison (...). Mes enfants, vraiment je les sens présents avec toutes les émotions chaque fois que nous parlons au téléphone...Si quelqu'un me vole ce truc, franchement il m'aura volé mes enfants et moi-même,

⁶ Généralement les villageois interrogés n'osent pas prononcer le mot « téléphone » au regard, disent-ils, de ses capacités inouïes, de ses pouvoirs thaumaturgiques à mettre en relation ou en communication deux acteurs en faisant disparaître les contraintes spatio-temporelles. Pour nombreux d'entre eux, le téléphone mobile serait le fruit du travail d'une certaine divinité.

⁷ Le mot « O'mpohà », signifie « pouvoir des ancêtres et des anciens de lignée familiale » en langue Téké, parlée dans cette partie du Congo-Brazzaville, jusqu'au Gabon voisin.

toute notre existence...

Nous : Comment organisez-vous votre communication avec le téléphone mobile ?

Sidonie : *Eh bien, c'est bien meilleur qu'avant. Désormais j'ai des horaires pour parler et discuter avec mes enfants et d'autres membres de la famille....Je suis plus tranquille car ces horaires sont respectés....(rire). En dehors de ces heures organisées avec mes enfants, le téléphone mobile ne me sert pas assez, il est donc précieusement gardé. Euh !vous savez, pour moi avoir le téléphone mobile, c'est comme avoir mes enfants toujours présents dans la maison, même si au final je ne les vois pas...J'ignore de quoi il est fait, mais je pense que c'est le meilleur compagnon dans ma vie de chaque jour, avec lequel je ne peux envisager le divorce...*

Annexe 3.4. Extrait d'entretien avec Eméry, chef du village.

Nous : Quel est le sens que vous accordez au téléphone mobile, en tant que dispositif sociotechnique, dans la réalisation de vos activités quotidiennes ?

Eméry : *Je suis heureux que vous venez à moi pour savoir le sens que j'accorde à la technique, mais surtout à ce nouveau dispositif sociotechnique qui, grâce à la politique de couverture du territoire national mise en œuvre par les opérateurs, a fait son entrée dans notre terroir depuis bientôt 4 ans...(silence). Je pense qu'il important de souligner l'ampleur de la charge d'un chef de village dans notre tradition...c'est le garant de la cohésion communautaire, qui doit avoir une stratégie de communication active et efficace. Mes charges ne sont pas du tout simple à assumer...euh ! Depuis un certain temps, les formes de gestion de la société ont changé, avec les réformes au niveau de l'administration moderne...*

Nous : C'est-à-dire ?

Eméry : *Eh bien, avant un chef de village était voté selon le critère d'âge et de sagesse...mais aujourd'hui, l'Etat en a fait un relais important dans la gestion de la société nationale. Donc, il faut un minimum d'instruction et une volonté de s'engager. Pour communiquer, cela n'est toujours pas facile, car on passe des habitants du village analphabètes aux autorités*

administratives exigeant un certain niveau d'études dans l'élaboration des procès verbaux...on pourra y revenir si vous voulez...

Nous : Bien entendu...

Eméry : Voilà. Euh, par rapport à votre question (silence)..Je peux dire le téléphone mobile représente aujourd'hui un acteur majeur dans l'organisation de la communication, surtout dans les situations de grande urgence.. Avec le téléphone mobile, notre village n'est plus du tout dans une situation d'enclavement qui le caractérisait jusqu'à l'arrivée et l'appropriation de cet outil, si capital à la survie de notre communauté...Plusieurs cas conflictuels opposant les membres de mon village ont très rapidement trouvé des solutions grâce à l'usage du téléphone mobile, surtout lorsque la médiation conduite par les sages et moi-même atteint ses limites. Même quand nous avons besoin de l'intervention de l'administration moderne de l'Etat pour des aides multiples, je n'hésite pas à contacter qui de droit, ma hiérarchie basée à Okoyo ou Ewo.

Nous : Alors, que reste-t-il de la communication écrite si le téléphone mobile arrive à faire tout cela ?

Eméry : C'est vrai dans l'euphorie on peut penser que le téléphone mobile fait tout désormais et tout seul...ce n'est du tout pas le cas (rire)... Dans l'exercice de mes fonctions, le téléphone mobile n'est pas perçu comme un étranger, il participe de cette gestion en tant qu'acteur...Cependant, je suis tenu par un certain nombre d'obligations face aux autorités administrations pour lesquelles je fais vœux d'obéissance.. pour cela l'écriture garde sa noble place comme forme de communication, mais devient assez limitée en ce qu'elle ne concerne plus que la rédaction des rapports ou procès verbaux , par exemple (silence, rire). Pour comprendre toute la signification de la communication écrite, je suis en droit d'affirmer que lorsque le chef (le sous-préfet ou une autorité préfectorale) me demande d'établir un procès verbal ou un rapport relatif à un fait local, je fais recours bien évidemment à l'écrit...même si cela arrive rarement, je le fais quand même pour le besoin d'enrichir les archives et garder une mémoire collective de la vie communautaire du village....

Annexe 3.5. Extrait d'entretien avec Sophie, vendeuse du poisson d'eau douce

Nous : Comment appréhendez-vous les reconfigurations des pratiques du commerce informel en lien avec l'usage du téléphone mobile ?

Sophie : *C'est intéressant aujourd'hui de rappeler le type de fonctionnement de notre activité en évoquant son lien actuel avec le téléphone mobile. Je vous assure que certaines personnes ne se sont jamais rendues compte des difficultés qui entourent ce métier...eh bien, elles sont les premières à revendiquer la baisse des prix sur les produits que nous présentons sur le marché. L'un des problèmes concerne la communication, car nos partenaires ce sont les pêcheurs, des paysans qui n'ont pas forcément un calendrier d'écoulement de leurs produits de pêche..(rire). Ce problème de communication touchait également aux moyens de transport qui doivent nous conduire dans des zones très difficiles d'accès, dangereuses.*

Nous : Malgré tout cela, vous avez toujours couvert les marchés de la ville ?

Sophie : *Bien entendu, au prix de sacrifices énormes...*

Nous : Pouvez-vous nous donner quelques détails sur l'organisation de vos pratiques de cette époque ?

Sophie : *Au fait, en face des besoins essentiels chaque être humain cherche toujours à se dépasser en contournant parfois des écueils évidents. C'est plus ou moins ce qui caractérisait notre détermination. Ceci étant, auparavant, tout le monde devait voyager jusqu'à Bouémba, Makotipoko ou Oyo pour s'approvisionner. Il s'agit d'un voyage très risqué au regard de l'enclavement de l'arrière-pays, du mauvais état des routes, des aléas climatiques, du mauvais état des camions qui nous transportent, car ce sont les mêmes qui transportent les marchandises, mais aussi onéreux, voyez-vous...Parfois on arrive dans ces localités et la marchandise n'est pas disponible, dans ce cas il faut trouver un endroit où se loger pendant la période d'attente. C'est une pratique trop onéreuse, mais on n'y avait pas toujours le choix alternatif.*

Nous : De nos jours, pensez-vous que le téléphone mobile soit devenu un acteur important dans les nouvelles formes de pratiquer votre métier ? Pourquoi ?

Sophie : Euh ! (silence, réflexion, rire) je suis tentée de vous répondre par l'affirmatif et ceci pour une raison fondamentale : comme je l'ai dit un peu avant, notre organisation est fondée sur la communication. Nous avons nécessité d'avoir des informations sur les activités des pêcheurs, savoir s'ils ont de la marchandise prête à nous livrer. Nous avons urgemment besoin donc de comprendre notre marché afin de faire un travail de marketing auprès de nos clients... Tout ceci constituait une entreprise non moins simple pour la condition de femmes que nous sommes. Mais depuis que nous avons le téléphone portable, nous avons changé aussi nos pratiques. Etant donné que nous avons les contacts de nos fournisseurs (les pêcheurs locaux), nous leur envoyons uniquement de l'argent avec des récipients (demi-conteneur) et ils nous renvoient le poisson... le programme est plus ou moins bien respecté. Nos clients sont donc bien informés et nous passent directement leurs commandes. Vraiment, on s'organise à merveille maintenant... Ce n'est même plus nécessaire de venir vendre tout le temps ici (au marché de fortune), tout est parfois écoulé depuis la maison (...). Le téléphone est vraiment important, sans lui il n'y a pas de communication, c'est l'isolement nos activités peuvent en subir un coup d'arrêt. Notre commerce-là ne peut pas se faire sans communication. Sans le téléphone il n'y a pas de vie, c'est un élément indispensable....

Grille d'entretien compréhensif.

1- Avez-vous connaissance des politiques et stratégies TIC conçues par le gouvernement congolais en vue de l'amélioration des conditions de vie et de travail des citoyens congolais ?

- Que pensez-vous de la stratégie nationale de développement des TIC au Congo-Brazzaville, qui marquant un point décisif dans la marche du pays vers la modernité, selon les autorités ?
- Au plan international, on remarque que les politiques TIC du Congo-Brazzaville intègrent bien celles promues par l'UIT⁸, le SMSI⁹, les OMD¹⁰ et du 14^{ème} Sommet de l'Union africain, pour ne citer que ceux-là. Quelle analyse faites-vous ?
- Selon-vous, quel serait le sens des discours TIC de ces acteurs internationaux ?
- Pourquoi le Congo-Brazzaville construit-il ses politiques TIC pour atteindre les objectifs de développement en parfaite conformité avec ce que préconise la communauté internationale, notamment les organismes sus-cités et les institutions financières internationales ?
- Peut-on, dans ce cas, parler d'injonctions ou pas ? Quelles en sont les significations réelles ?
- S'arrimer à la modernité, entrer dans la société de l'information, aller à l'émergence. Voilà autant de discours forts au cœur des politiques TIC du Congo-Brazzaville. Quel sens y accordez-vous ?
- Au plan national, le gouvernement prévoit le maillage du territoire en infrastructures TIC. Les actions à mener concernent le déploiement de la fibre optique pour « Internet pour tous », la couverture nationale en réseaux de téléphonie mobile, la connexion de toutes les administrations...quelle est votre analyse de ce point de vue ?
- Que pensez-vous des logiques d'action des autorités congolaises autour des politiques TIC ?
- Comment appréhendez-vous la communication en rapport avec les politiques TIC, ainsi que des acteurs impliqués ?

⁸ Union Internationale des Télécommunications

⁹ Sommet mondial de la société de l'information

¹⁰ Objectifs du millénaire pour le développement

- Pensez-vous pouvoir répondre à l'injonction institutionnelle d'intégration des TIC dans vos pratiques quotidiennes ? Pourquoi ?

2- *Appropriation ou usage du téléphone mobile. Quelle est la place de ce dispositif sociotechnique dans l'accomplissement de vos activités quotidiennes ?*

- Le téléphone mobile est arrivé au Congo-Brazzaville à la fin des années 1990, mais sa popularisation semble remonter à la deuxième moitié de la première décennie de ce nouveau siècle. Qu'en dites-vous ?
- Le marché de la téléphonie mobile de ce pays est entièrement aux mains des acteurs privés étrangers, qui ont leurs stratégies et logiques d'action visant le bénéfice. Quelle analyse faites-vous de cette situation qui voit le Congo-Brazzaville n'assumer que le rôle de régulateur ?
- Les stratégies de ces opérateurs privilégient-elles, selon vous, les préoccupations du consommateur ?
- Quel sens accordez-vous à la stratégie de couverture du territoire nationale en réseau mobile du téléphone ?
- Nombre d'utilisateurs estiment que le téléphone mobile participe au désenclavement de l'arrière-pays, des zones les plus difficiles d'accès et la ruralité, du point de vue communicationnel, change d'acceptation. Que représentent pour vous toutes ces assertions ?
- A quel(s) opérateur(s) êtes-vous abonné(e)s ? Quels en sont les avantages ou inconvénients ?
- Quel est le sens que vous accordez au téléphone mobile, en tant que dispositif sociotechnique, dans la réalisation de vos activités quotidiennes ?
- Que représente-t-il pour vous ? Quelle symbolique ? Quels types d'usage en faites-vous ?
- Quelles sont d'éventuelles reconfigurations en termes de pratiques quotidiennes à l'ère du téléphone mobile ?
- Comment organisez-vous votre communication avec le téléphone mobile ? Quelles en sont les mutations en termes de formes communicationnelles ? De quelles manières communiquez-vous désormais pour accomplir vos activités de chaque jour ?

- Insérez-vous le téléphone mobile dans la gestion de vos relations interpersonnelles ? Quel est le sens ?
- Pourquoi, selon vous, le téléphone mobile est-il pensé en tant qu'objet technique de médiation ? Comment le contextualisez-vous dans vos actions de communication et dans l'organisation de vos activités quotidiennes ?
- Le téléphone mobile constitue-t-il l'occasion de l'émergence des nouvelles formes de communication pour une société à tradition orale comme celle du Congo-Brazzaville ? Pourquoi ?
- Quels usages privilégiez-vous en situation d'interaction, dans l'accomplissement des activités collectives ou individuelles ?
- Comment interprétez-vous les évolutions des pratiques dans l'organisation de vos activités ?
- Quelles sont vos principales motivations ou craintes dans l'usage du téléphone mobile ?
- Avez-vous une appréhension quand vous utilisez le téléphone mobile ? Pourquoi ?
- Comment vous représentez-vous, en tant qu'acteur, dans cet objet technique ?
- Pensez-vous au risque de *technologisation* de votre identité ? Autrement dit, le téléphone mobile ne devient-il pas, selon vous, un espace de vie pour certains usagers ? Pourquoi ?
- Le téléphone mobile est devenu un acteur majeur dans les organisations de l'économie informelle. Pourquoi ?
- Comment appréhendez-vous les reconfigurations des pratiques du commerce informel en lien avec l'usage du téléphone mobile ?
- Quels sont les usages particuliers que vous en faites-vous dans l'accomplissement de vos activités collectives dans votre organisation ?
- Quelles sont vos stratégies de communiquer sur vos actions en utilisant le téléphone mobile ?

Les TIC comme levier du développement au Congo-Brazzaville : le cas du téléphone mobile

Notre recherche doctorale vise la problématisation des TIC, le téléphone mobile en rapport avec la question du développement socio-économique au Congo-Brazzaville. C'est l'occasion de mettre en tension les discours des acteurs institutionnels et les pratiques des usagers. Nous inscrivons notre problématique en SIC, dont le « *caractère interdisciplinaire peut permettre de multiplier les angles de vue* » (Loneux, 2007). Nous privilégions le projet scientifique d'Harold Garfinkel, l'ethnométhodologie, en tant qu' « *analyse des façons de faire ordinaires que les acteurs sociaux ordinaires mobilisent afin de réaliser leurs actions ordinaires* » (Mucchielli, 2004). La notion de communication est au cœur de notre réflexion : saisir la propension de l'activité communicationnelle à participer aux reconfigurations des pratiques socio-organisationnelles. Ainsi, notre perspective d'interprétation du réel s'emploie à dépasser les présupposés patents ou inavoués pour prétendre mettre en lumière, puis en discussion, les nouveaux modes d'appropriation du téléphone mobile dans les nouvelles formes d'organisation des activités socio-économiques des acteurs en contexte situé. Les discours de légitimation des TIC des officiels congolais relèvent de la pure « *dépossession de la discursivité* ». Or, les TIC ne peuvent servir le développement intégral que si les populations qui les utilisent se les approprient dans leur vie quotidienne. En ce sens, les usages du téléphone mobile ne peuvent pas être envisagés comme étant isolés, plutôt dans leur « *enchâssement* » dans les autres pratiques sociales des usagers congolais. Les résultats de cette recherche visent donc à enrichir les débats en SIC autour des nouvelles visions sur l'usage des TIC.

Mots clés : Congo-Brazzaville, TIC, développement, téléphone mobile, ethnométhodologie, SIC, usage, organisation, communication, pratiques sociales, économie informelle, reconfiguration, contexte.

ICT as a lever for development in Congo - Brazzaville: the case of mobile phone

This doctoral research aims to problematize ICT, connecting the mobile phone with the socio-economic development in Congo - Brazzaville. It is the opportunity to oppose the discourses of institutional actors and practices user. We record our problem in CIS, which the "interdisciplinary nature can help to multiply the angles" (Loneux, 2007). We favor the scientific project of Harold Garfinkel, namely ethnomethodology, as an "analysis of ordinary ways to make that ordinary social actors mobilize to achieve their common shares" (Mucchielli, 2004). The notion of communication is at the heart of our reflexion : to understand the propensity of communicative activity to participate in reconfigurations of socio-organizational practices. Thus, our perspective of interpretation of reality seeks to overcome overt or unspoken presuppositions to reveal and discuss the new modes of ownership of the mobile phone in the new forms of organization of the socio-economic activities of the actors within a given environment. The discourse of legitimation of ICT Congolese officials is pure "dispossession of discursivity", (Serge Latouche, 1986). However, ICT can not serve the integral development unless people appropriate them in their daily lives. In this sense, the uses of the mobile phone cannot be considered as isolated but should be seen in their "entrenchement" in existing social practices of Congolese users. The results of this research thus aim to enrich the debates in SIC around new visions on the use of ICT.

Keywords : Congo-Brazzaville, ICT development, mobile phone, ethnomethodology, SIC, use, organization, communication, social practices, informal economy, reconfiguration, context.

Discipline : Sciences de l'Information et de la Communication – 71^{ème} section

PREFics EA 4246
Université Rennes 2
Place du recteur Henri Le Moal CS 24307 35043 Rennes
